

U d'of OTTAWA



39003002967569



ISTOIRE

DES

SEIGNEURS ET DE LA SEIGNEURIE

DE

LA GRANGE

PAR

J. CHARLES KOHN

TOME SECOND

LUXEMBOURG — P. WORRÉ-MERTENS — 1899



Digitized by the Internet Archive
in 2012 with funding from
University of Toronto

<http://archive.org/details/histoiredesseign02kohn>

HISTOIRE
DES
SEIGNEURS ET DE LA SEIGNEURIE
DE
LA GRANGE





ISTOIRE

DES

SEIGNEURS ET DE LA SEIGNEURIE

DE

LA GRANGE

PAR

J. CHARLES KOHN

TOME SECOND

LUXEMBOURG — P. WORRÉ-MERTENS — 1899

DEUXIÈME PARTIE

HISTOIRE DE LA SEIGNEURIE DE LA GRANGE



CHAPITRE PREMIER.

Situation politique de La Grange. Topographie, — Population.



ous le point de vue administratif, le château de La Grange fait partie de la commune de Manom et, en conséquence, du cercle et du canton de Thionville. Ce château, entouré d'un parc magnifique, est situé à deux kilomètres au nord de la forteresse de Thionville; il offre un site charmant, encadré, au nord-ouest, par la forêt de La Grange, au nord, par des hauteurs sur lesquelles la vigne est cultivée.

Vers l'est, la vue est plus large et embrasse un panorama au milieu duquel la Moselle roule paisiblement ses flots; cette partie est entrecoupée par la ligne du chemin de fer conduisant de Thionville à Luxembourg. La vue porte jusqu'au Griesberg, la forêt de Niederham et le bois Kekels. Au sud s'étend le village de Malgrange (annexe de la commune de Thionville) dont la partie qui longe la route d'État porte le nom de Saint-François, dénomination qui doit son origine à un petit couvent de quelques capucins, chargés autrefois de l'entretien du cimetière de Thionville, dit de Sainte-Suzanne.¹⁾ A l'ouest, ce sont les hauteurs de Guenrange-

1 Le nom de *Capucins* est donné à des religieux *Franciscains*, établis en 1525 par Mathieu de Baschi, moine de Montefiascone, et introduits en France, en 1572, par Charles IX et Catherine de Médicis. Peu d'années après leur installation à Luxembourg, les Capucins envoyèrent à Thionville une colonie que protégea le gouverneur Jean de Wiltz; leur admission fut définitivement autorisée par des lettres-patentes du 22 octobre 1624. En 1655, des Capucins français remplacèrent les étrangers qui occupaient le couvent. L'église et le couvent furent détruits par un incendie en 1736; la générosité des fidèles fournit promptement aux religieux les moyens de réparer le tout; leur dernier gardien Nicolas Kleffert, dit le père Charles, mourut à Thionville, le 8 août 1803.

Saint-François, faubourg à une faible portée de canon des remparts de la forteresse de Thionville, est habité en grande partie par des jardiniers qui approvisionnent la ville; sous le rapport des produits, on peut comparer ce territoire avec celui du Sablon près de Metz. La petite chapelle, qui se trouvait anciennement dans ce faubourg, n'existe plus.

Haut (Griesberg, Friscaty et Sainte-Anne) qui bornent l'horizon. La route d'État, qui passe par Thionville et Hettange-Grande ¹⁾ et conduit de Metz à Luxembourg, longe à l'est les murs du parc.

Nous avons vu, dans la première partie, les changements de domination que dut subir le territoire de La Grange. Après avoir fait partie du royaume des rois francs, il vint sous la domination des comtes de Luxembourg jusqu'à l'année 1354; de 1354 à 1462 les ducs de Luxembourg en sont les souverains pour être remplacés de 1462 à 1477 par les ducs de Bourgogne qui avaient été mis en possession du Luxembourg. En suite du mariage de Marie de Bourgogne avec l'archiduc Maximilien d'Autriche, cette terre tomba sous la domination de la maison impériale de Habsbourg. Suit alors la période des rois d'Espagne jusqu'en 1643, année dans laquelle elle revient sous le sceptre des rois français auxquels elle reste soumise jusqu'à l'année néfaste pour la France de 1871. Redevenue française, La Grange faisait partie de cette petite province à laquelle on donna, dans la géographie usuelle, le nom de Luxembourg français. Depuis 1790 ²⁾, ce territoire faisait partie du département de la Moselle qui, en 1795, est divisé en 65 cantons et en autant d'administrations municipales et de justices de paix lesquels, en 1800, sont remplacés par des sous-préfectures et des mairies. Au mois d'octobre 1802 le nombre des justices de paix est réduit à 30 et, en suite du traité de paix de 1815, il fut fixé à 27. La Grange était comprise dans la sous-préfecture respectivement l'arrondissement et le canton de Thionville; elle ressortissait à la justice de paix de Thionville et faisait partie de la commune de Manom. Depuis ce temps, il n'y eut que peu de changements dans ces divisions. Il y avait les arrondissements de Metz, Sarreguemines, Thionville, Château-Salins et Sarrebourg avec 32 cantons. À la suite du traité de paix du 10 mai 1871, La Grange fut cédée avec le « Reichsland » à l'Allemagne; le 9 juin suivant fut publiée la loi sur la réunion de l'Alsace-Lorraine à l'Empire allemand et le 1^{er} janvier 1874 la constitution de l'Empire d'Allemagne est introduite dans les provinces conquises. ³⁾ Mais rien ne fut changé à l'organisa-

1) Hettange-Grande, station de chemin de fer, située sur la route de Luxembourg, dépendait anciennement avec Soetrich, en ce qui concerne la haute justice, de Roussy-le-Bourg. Cette haute justice en a été séparée par suite d'une aliénation consentie par le roi d'Espagne, comme duc de Luxembourg, qui la céda, avec la haute justice de Roussy, à Alexandre Sibirich, seigneur de Diesdorf, et ce moyennant la somme de 3720 livres 40 sols, monnaie de Flandre et 600 florins d'or. Ceci résulte d'une quittance du 2 mars et d'une autre du 24 décembre 1730, ainsi que d'une déclaration passée au bureau des domaines à Thionville le 5 1767. Dans l'église de Roussy-le-Village se trouvent les tombeaux des comtes de Roussy et de Custine. C'est là que se trouvait le château des seigneurs de Roussy; Mathilde de Roussy qui, en 1411, était abbesse au couvent de Marienthal (grand-duché de Luxembourg) est sortie de cette famille.

2) Le 13 janvier 1790, l'Assemblée constituante avait statué, par un décret particulier, que les Trois-Évêchés, la Lorraine et le Barrois réunis formeraient quatre départements; le 19 du même mois il est rendu un second décret disposant la division du département de Metz en neuf districts, savoir: Metz, Longwy, Briey, Thionville, Sarrelouis, Boulay, Sarreguemines, Bitche et Morhange. — Le canton de Cattenom comprenait: Berg, Boust, Haute et Basse-Parth, Cattenom, Fixem, Garsch, Gawisse (Gauwiese), Hettange-Grande, Koecking, Manom, Sentzich et Soetrich. Par ordonnance royale du 2 octobre 1816, Manom fut réuni au canton de Thionville.

3) Avant le XVI^e siècle, le pays qui forme actuellement la partie de la Lorraine allemande, comprenait:

1. — La ville de Metz avec le pays messin, soit a) la ville de Metz avec les paroisses de Saint-Baudier (Woippy), Saint-Julien, Vallières, Borny et Sablon; b) le Haut-Chemin qui comptait 19

tion des communes et des cantons en suite de cette prise de possession, si ce n'est que le canton d'Audun-le-Roman, dont le chef-lieu n'avait pas été cédé, reçut le nom de Fontoy. Par contre, les arrondissements et les sous-préfectures furent remplacés par des cercles (Kreise) dont le nombre fut augmenté de deux.

Dans le manuscrit de Blanchard nous trouvons, au sujet de La Grange, la note suivante: « La seigneurie de La Grange consiste dans les villages, château et lieux de Monhoven, La Granche, Rosenberg, Stosberg, Garsche, portant 12 feux au dénombrement de l'an 1624. »

Le bourg de La Grange est formé par les maisons qui, à la sortie du parc du château, longent la route conduisant de Thionville à Hettange-Grande.

Les villages de Garsch et Manom ne dépendaient pas en entier de la seigneurie de La Grange. Nous trouverons partagée la localité de Garsch entre les seigneurs de La Grange et ceux de Milbourg; les anciens seigneurs de Cattenom ¹⁾ y avaient

paroisses, dispersées dans les alentours de Noiseville, le long de la route romaine conduisant de Metz à Mayence; et le Val de Metz avec 17 paroisses, situées autour de Vaux, sur les deux rives de la Moselle.

2. — Les dépendances domaniales de Metz dans les seigneuries de Saint-Georges et de Turquestin et dans les châtellenies d'Albesdorf (Alberdi villa), Fribourg, Helferdange, Hinksingen, Hobeldange, Lagarde, Rémillly y compris la ville de Vic.

3. — La partie méridionale du duché de Luxembourg.

4. — Le Barrois ou une partie du duché de Bar.

5. — Différentes parties de la Lorraine: a) les seigneuries de Sarrebourg et de Pfalzbourg, les comtés de Rickingen et Sierck et en partie la châtellenie de Marsale; b) le bailliage d'Allemagne, comprenant les seigneuries de Boulay, Bouzonville, Dieuze, Fénétrange, Insmingen, Morhange, Saaralben, Sarreguemines et Saint-Avold-Hombourg, la principauté de Luchisin (Lixheim) et le comté de Bitsch.

6. — Le comté de Dago (Dagsbourg).

7. — Le comté de Salm-Châtillon.

8. — Le comté de Créhange.

9. — La seigneurie de Raville.

10. — La seigneurie de Puttelange.

11. — Le comté nassovéen de Sarrewerden et la seigneurie de Manderen.

12. — Une partie de la seigneurie de Blieskastel.

13. — Une partie de la seigneurie de Forbach.

14. — La baronnie de Welferdange.

15. — La seigneurie de Rodemack.

Peu à peu toutes ces possessions passèrent à la France.

1) Le nom de Cattenom s'écrit de manières bien différentes: 1175 on trouve Kettenheim; 1182, Cathenem; 1215, Kettenem; 1245, Kettenheim; 1338, Kottenom; 1439, Kettenhem; ensuite nous trouvons Kettenhofen et aujourd'hui Cattenom et Kattenhofen. De la Fontaine fait dériver le nom d'une colonie de la tribu germanique des Cattes; il signifierait donc demeure des Cattes. L'ancienne seigneurie de Cattenom renfermait les villages de Breisdorf en partie, Boler, Evingen, Hettange-la-Grande, Koecking, Sentzich, Soetrich, et des parties de Boust, Garsch, Roussy-le-Bourg, et Roussy-le-Village. En 1210, Henri, duc de Limbourg et marquis d'Arlon, fit donation à l'abbaye de Münster à Luxembourg du droit de patronage de l'église de Cattenom. Cette donation fut confirmée au mois de mars 1215 par Waleran, comte de Luxembourg et de la Roche et marquis d'Arlon; elle fut confirmée également par le pape Innocent III. En 1243, Henri de Luxembourg fait connaître que Hugo de Bous (près de Preisch) a, de son consentement, vendu aux religieuses du Saint-Esprit à Luxembourg les droits qui lui étaient échus sur la dîme de Cattenom. Cependant il ne peut s'agir ici que de la moitié de la dîme, le couvent de Bonnevoie-lez-Luxembourg en ayant également acquis une moitié de Hugo de Bous. Le 17 avril 1439 Philippe d'Elvîngen, commandeur de la maison teutonique à Luxembourg, et Jean, son fils, frère de l'ordre teutonique, font savoir qu'ils ont fait donation de leurs biens, sis dans la juridiction et au ban de Cattenom, à l'ordre teutonique et particulièrement à la maison de cet ordre à Luxembourg. Lorsqu'au mois d'octobre 1443 Philippe, duc de Bourgogne, mambour et gouverneur des pays et duché de Luxembourg, se trouvait avec Élisabeth de Goerlitz à

également des possessions, ainsi que l'abbaye de Münster, et les seigneurs de Schönfels y possédaient aussi deux voueries. Le village de Garsch est situé sur la route qui va de Cattenom à Thionville, à 5 kilomètres au nord de Thionville et à 3 kilomètres au sud-ouest de Cattenom. Garsch, qui forme aujourd'hui une commune du cercle de Thionville, avec les annexes de Koecking et le moulin de La Grange, comptait en 1875 deux cent deux maisons, 212 familles et 854 habitants dont 7 juifs. Au sujet de l'étymologie de Garsch, de la Fontaine écrit dans ses *Essais étymologiques* : « Nous n'avons pu nous procurer la certitude que le nom de Garsch soit une dénomination originelle et sérieuse, nous y voyons plutôt un sobriquet attaché par les voisins à un endroit sujet par un temps pluvieux d'offrir une traversée incommode et sale. *Garsch* est un nom bien voisin de *garstig*, traduit *sordidus* par Wachter. Nous sommes porté à croire que le vrai nom du village de Garsch était celui de *Hisingen*, nom conservé à la partie du village où fut construite l'église, mais qui ne subsiste plus que comme lieu-dit. Un Hisingen avait très probablement la même racine que Husingen. (*Huz* = *domus, casa, aedes*, employé également comme *templum*, mais dans ce cas, l'usage le désignait généralement avec le nom composé de *Altar-Hus*.) »

Le village de Manom (cercle et canton de Thionville) est situé sur la rive gauche de la Moselle, à deux kilomètres au nord-est de Thionville. Il comptait, en 1875, 181 maisons, 185 ménages avec 900 âmes. Outre le château et la ferme de La Grange, il a encore pour annexes la Maison-Rouge et Sainte-Marie. Manom dépendait autrefois en partie de la seigneurie de La Grange et en partie de la seigneurie de Milbourg. Le nom de Monhofen, *Mun-Hoven*, est un nom germanique signifiant ferme ou cense de *Mun*, nom propre, souche d'un grand nombre de noms composés, tels que Mun-Olf, Munie-Fried, etc. Déjà dès le commencement du XIV^e siècle, le nom de Munhoven ne s'écrivait plus qu'altéré en Monchem pour Munheim. C'est ce dernier nom de Monchem qui a produit celui de Manom.

Les premières indications sur la population qui puissent se rattacher à la seigneurie de La Grange, nous sont fournies dans le dénombrement des feux de la

Florange-lez-Thionville, où il avait mandé les États de Luxembourg et de Chiny pour lui prêter hommage et pour les consulter sur ce qu'il avait à faire contre le comte de Gleichen et ses complices, soutiens du duc de Saxe qui occupait la ville et le château de Luxembourg et celui de Thionville, il y manda aussi frère Jean Nobel de Obenuheim, commandeur de la maison de Berkingen, pour l'ordre de Prusse, et commis à la garde de la moitié de la forteresse de Cattenom, et Adam de Dalstein, écuyer, gardien de l'autre moitié. La duchesse de Luxembourg qui avait le droit d'ouverture de ce château, ayant demandé que l'ordre lui permit d'en occuper la moitié, le commandeur s'excusa sur ce qu'il ne pouvait pas prendre parti dans cette guerre sans nuire considérablement à sa commanderie; il promit cependant de bien garder le château et de ne pas permettre que les ennemis d'Élisabeth et de Philippe y entrassent. Mais les Saxons, introduits dans la moitié du château, dont on leur ouvrit les portes, prirent facilement l'autre moitié et firent prisonnier Adam de Dalstein. Après la prise de Luxembourg par Philippe, Adam, rendu à la liberté, vint se plaindre de la conduite des chevaliers teutoniques. L'ordre se fit excuser par des ambassadeurs, disant que la prise de leur moitié du château n'était pas arrivée de leur faute, mais avait été amenée par la trahison de Barthel von Kyl, qui avait su s'emparer des clés et avait ouvert les portes aux Saxons. Le duc de Bourgogne déclare qu'il est satisfait des explications données et que l'honneur de l'ordre était entier dans cette affaire, mais qu'il n'en devra pas moins payer 1500 fl. du Rhin pour réparer les torts que cette prise de forteresse lui avait causés.

prévôté de Thionville qui fut établi en 1500 ou l'année suivante. Le 4 novembre 1500, Philippe le Beau reçut à Luxembourg l'hommage des États, qui lui accordèrent une contribution à lever en trois années, du montant d'un demi florin d'or par feu libre et d'un quart de florin, monnaie de Luxembourg, par feu non libre.

Nous transcrivons le passage suivant de ce dénombrement, tel qu'il se trouve aux archives gouvernementales à Luxembourg :

« Du compte premier et dernier Valérien de Busleiden, receveur général de Luxembourg, de l'ayde de demy florins d'or sur chacun feu de france condition ung quart de florin d'or, accordée par les trois états de Luxembourg pour trois ans, finissans le dernier jour de septembre l'an XV^eIII. Là ou folio X^e et seq. est escript ce que s'ensuyt :

« Ville et prévosté de Thionville.

« Premièrement la ville de *Thionville* en mesnages contribuables et non exempts, III^eVII mesnages, *Kettenhem* et la ville LXXVII m., *Keichingen* XII m., *Ronssy le Chastel*, VI m., *Hettenges* XX francs et ung serf font XX¹/₂ m., *Garse* VI francs et XV serfs font XIII ¹/₂ m., *Moenhem* XVIII serfs valent IX m., *Marenges* III^{xx}XV m., *Mackenhoven* III m., *Legangneur* de Guenterange I m., *Kantfen* XXXV serfs valent XVII ¹/₂ m., *Oetreniges* LX m., *Engelingen* XIII serfs font VI ¹/₂ m., *Hettenges* oultre Mozelle III m., *Diestorf* XV m., *Stuckange* VIII m., *Allengrenges*, prévosté de Thionville, II m., *Uckenges* XXV m., *Wolmeranges* XXII m., *Wolkerenges* IX m., *Entringen* XX de condition font X m., *Enscherungen* XIII serfs valent VII m., *Niederjutz* avec *Jutz* et *Ellenges*, appartenant aux seigneuries de Mylberch, ont LXII mesnaiges de condition et font XXXI m., *Kintzich* XI serfs valent 5 ¹/₂ m.

« Comme des feux soubz les villes et prévosté de Thionville XV^eII feux francs y compris les serfz, dont les deux serfs sont comptés pour un franc, un pour chacun feu demy florin d'or comme dessus VII^eII florins qui font pour les trois ans II^mII^eLIII florins d'or. »

D'après ce dénombrement, Garsch comptait en 1500 vingt-et-un ménages. En admettant, selon l'estimation ordinaire, cinq personnes par feu ou par ménage, sa population était de 105 personnes; sur la même base on obtient pour Manom qui comptait 18 ménages, 90 habitants.

On s'étonnera peut-être de cette minime population; plus loin nous donnerons les causes de ce dépeuplement. Nous ferons remarquer seulement que, dans les autres localités susmentionnées, la population n'était guère plus dense. Selon les mêmes calculs, Cattenom n'avait que 385 habitants, Kœcking n'en comptait que 60, Roussy-le-Château, 30; Hettange, 105; Marange, par contre, faisait exception, on y peut compter 475 habitants; Mackenom est réduit à 15 âmes, Guentrange à 5, Kanfen à 175, Oeutrange à 300, Inglande à 65, Hettange-Petite à 15, Diesdorf à 75, Stuckange à 35, Algrange à 10, Uckange à 125, Wolmerange à 110, Wolkrange à 45, Entringe à 100, Enscherange à 70, Basse-Yutz avec Haute-Yutz et Ellange à 310 et Küntzich à 55 habitants.

Ces chiffres ne doivent pas nous faire admettre qu'au moyen âge la population ne se soit élevée qu'au tiers ou au cinquième de la population actuelle (nous

faisons abstraction des localités qui n'ont pris leur développement que plus tard), car nous voyons par d'anciens dénombrements qu'à certaines périodes du moyen âge il y avait des villages qui comptaient alors autant d'habitants qu'aujourd'hui : donc la cause de la faiblesse numérique de ces populations est à rechercher ailleurs.

D'autres renseignements nous sont fournis par l'acte de partage projeté en 1530 entre Georges et Frédéric de Brandebourg. Les *manants* (laboureurs) y sont répartis de la manière suivante :

1^o Appartiennent à la maison de *Clervaux* — ¹⁾

Lenoël, Peter Straissen, Thomas, Johan Fussgin, Jacob off der Straissen, Michel Mugen, Johan Trinen et Johan Cleffen ;

2^o Appartiennent à la maison de *Meisenbourg* —

Clais Trinen, Waichender, Johan Biffer, Mathis Zipen, le fils de Clais Monss, Michel Paulus, Peter Groiss et Cleven.

Les *corvéables* se répartissent entre les deux maisons :

1^o Maison de Clervaux :

a. -- à Manom : Clais der Harricher (le poilu), Berrent, Johan Wingart, Michel Burre, Clais Bussen, Clais Monss, Clais Monss fils, Grette Philips ;

b. -- à Garsch : le gendre de Schiltz, Else Sture, Johan Errentze et Michel Piffer.

2^o Maison de Meisenbourg :

a. — à Manom : Henrich, Gubell, le gendre de Peter Straissen, le cordier (der Seyler), Peter Snider, Barthel Schessiges, Barthel Clais Pegis, Else Tzipen ;

b. -- à Garsch : Marie Schiltz, Merten, Paulus, Mathis Tratt.

En décomptant les deux manants qui figurent également parmi les corvéables, on obtient pour Manom et Garsch trente-huit ménages, soit à peu près le même nombre qu'en 1500. N'oublions pas cependant que les données précédentes font complètement abstraction des sujets de Milbourg, ce qui nous oblige de renforcer d'un tiers au moins la population accusée par les renseignements ci-dessus.

Le manque fréquent de voies de communication rendait les échanges fort difficiles, parfois impossibles, ce qui explique les disettes si fréquentes à cette époque. La population d'un canton du pays pouvait mourir de faim, tandis qu'à dix lieues de là l'abondance des produits leur ôtait toute valeur. Les guerres et les disettes amenaient à leur suite des maladies épidémiques et contagieuses, telles que la peste et le typhus ; l'ignorance des principes hygiéniques les plus élémentaires rendait ces maladies excessivement meurtrières. Mais quelques décades de paix et d'abon-

1) La maison de *Clervaux* est représentée par Georges de Brandebourg et celle de *Meisenbourg* par Frédéric de Brandebourg.

dance suffisaient pour combler les vides. Les chroniques nous renseignent sur les ravages d'une maladie épidémique en 1483. Il est vrai que Husson ne parle que de la grande mortalité à Metz; il faut remarquer cependant que nous avons affaire à une période de maladies contagieuses de plusieurs années et que ce n'était pas seulement Metz qui était infecté, mais bien la plus grande partie de la Lorraine et de l'Alsace ainsi que l'Allemagne. On lit dans le *Chron. mon. Capensis apud Eckertz fontes rerum rhen.*: « A° 1483 fuit magna pestilentia in Colonia et Missia, ac Bercka et in circumvicinis locis et civitatibus. » Berler mentionne pour l'Allemagne une épidémie en 1485, Kleinläuel relève une grande mortalité pour l'année 1487; il en est de même de la chronique de Thann, d'après laquelle cette épidémie continuait encore en 1488. D'après Husson et Vigneulles une nouvelle maladie contagieuse éclata en 1499; d'autres chroniqueurs mentionnent cette maladie seulement pour l'année 1500. En présence de ces épidémies nombreuses, il n'y a pas lieu de s'étonner de la population minime que nous trouvons soit pour l'année 1500 soit pour 1501, tant à Garsch qu'à Manom.

Le commencement du XVI^e siècle n'était guère plus favorable. D'après la chronique de Thann des épidémies régnaient pendant les années 1500 et 1502, tant dans l'Alsace que dans toute l'Allemagne. Vigneulles dit dans ses Mémoires pour l'année 1504: « Cette année fut fort pestilentielle de fièvres. » Dr Huhn, dans son ouvrage « *Deutsch-Lothringen* », rapporte qu'en 1505 une épidémie emporta un tiers de la population de la Lorraine et du duché de Bar; Maréchal annote une peste dans la ville de Metz pour les années 1507 à 1509; Sébastien Franck parle de mauvaises épidémies qui ravageaient l'Alsace en 1508; la chronique de Thann rapporte qu'en 1510 la peste enlevait toujours beaucoup de centaines de personnes. Ajoutons que, déjà en 1501, une disette était apparue et on peut se faire une idée de l'état désolant que présentait le pays au commencement du XVI^e siècle.

Finalement, après 1510, quelques années de repos furent accordées à la société humaine et on commençait à respirer plus librement. Mais ce soulagement ne devait être que de courte durée. Selon Haeser des épidémies dépeuplaient toute l'Allemagne pendant les années de 1514 à 1520. Dans cette période le Luxembourg ne fut nullement ménagé. Dans un manuscrit qui se trouve aux archives de Notre-Dame à Luxembourg (*Vitae parochorum S. Nicolai Luxembg. I. p. LXVII*) on lit: « La ville de Luxembourg délivrée d'une pernicieuse contagion par l'intercession de St. Adrien. En l'an 1514 la ville de Luxembourg fut tellement infectée de cette redoutable maladie que tous les jours, l'un portant l'autre, elle emportait 49 à 50 personnes. Le clergé et le magistrat trouvèrent bon d'avoir recours à notre grand et célèbre martyr, faisant une procession générale à laquelle tous les habitants assistèrent . . . avec vœu et promesse de lui envoyer un cœur d'argent à Grandmont (Grammont). Le cœur fut envoyé le 18 mai 1514; on le garde encore présentement entre les dons qui sont offerts au dit Saint. » Dans l'histoire manuscrite du Luxembourg par le notaire Pierret, nous trouvons une rédaction presque identique: « On fit cesser la contagion par l'intercession de st. Adrien à la statue duquel, exposée à Grandmont, cette ville (Luxembourg) envoya un cœur d'argent par reconnaissance. »

Husson dit de l'épidémie qui régnait en 1517: « et ce qui étoit pis, on mourait

fort de la peste.» L'hiver avait été des plus rigoureux, il était suivi de disette et de famine. Vigneulles en parle de même; dans la chronique de Chapelain de Metz, on trouve pour la dite année: «advint grande pestilence au monde.» Sur cette épidémie nous renseignent encore Kleinläuel, la chronique d'Imlin, celles de Sébastien Franck, de Bâle et de Thann. Pour Bâle seule, la chronique de Wurstisen estime à 2000 personnes les pertes que la peste y provoqua pendant huit mois. Pour l'année 1517, Hæser cite des maladies contagieuses dans la Suisse, dans les environs du Rhin et dans les Pays-Bas. En 1519 c'est encore une épidémie qui exerce ses ravages dans l'Allemagne, l'Alsace et la Suisse.

En présence de l'accroissement indéniable de la population de Garsch et de Manom, de 1500 à 1530, nous devons conclure qu'à partir de 1509 au moins la seigneurie de La Grange ne fut plus ravagée. Mais la délivrance de ces maux était encore bien loin. Les années de 1539 à 1541 demandèrent de nouvelles victimes. Félix Platter dit que la peste régnait à Bâle pendant les années 1539, 1540 et 1541. Kleinläuel estime à 3300 personnes les pertes que l'épidémie causa à Strasbourg en 1541; à Colmar les pertes n'étaient pas moindres, à Rheinfelden il y avait 700 morts. La chronique de Franck nous apprend qu'en 1541 la peste avait envahi les bords du Rhin, l'Autriche et plusieurs autres pays et qu'elle emporta beaucoup de personnes jeunes et vieilles. Les villes de Metz, Cologne et Trèves ne furent pas ménagées. Dans ces circonstances force nous est d'admettre que l'épidémie s'était répandue également sur le territoire de la seigneurie de La Grange. A ces ravages auront contribué l'été excessivement chaud de l'année 1540, les intempéries de l'année 1541 et le manque de récoltes.

Les chroniques de Thann et de Bâle mentionnent une maladie pestilentielle qui aurait ravagé l'Alsace et la Suisse en 1552; cependant cette épidémie ne fit son apparition dans le Luxembourg qu'en 1554 et continuait encore en 1555. Dans un manuscrit de la Bibliothèque de la ville de Luxembourg, on trouve à ce sujet: «Im jahre 1554 hat die boese pestilentzische krankheit in dieser stadt regiirt, also dass man uff Petres (Pétrusse) eine platz zum kirchhoff verordnet und ein prozession dahin gehalten und angestellt, auch täglich 16 fewer mit wackholder hien und wieder in der stadt gebrandt, und vier todtengraber, den jeder ein rock, halb blauwe und halb weyss, gedragen, angenohmen worden.» La chronique d'Alexandre Wiltheim est presque identique; seulement au lieu de quatre fossoyeurs elle n'en donne que trois. Dans les mémoires du curé Tellot, il est dit: «L'an 1555 la peste désola la ville de Luxembourg pendant quelque temps; on envoya des députés à Grandmont, avec offrande de la part de la ville, à St. Adrien et la contagion cessa.» Pierret et Bertholet parlent également de cette épidémie.

Quoique cette maladie ait fait de grands ravages à Luxembourg même, ceci ne semble pas avoir été le cas pour le Luxembourg français, du moins Garsch et Manom ne durent en tout cas éprouver que peu de pertes, ce que nous concluons du dénombrement des feux fait en 1561. A cause de leur intérêt, nous donnerons ci-après les noms des ménages de Manom et de Garsch tels qu'ils se trouvent au registre afférent, conservé aux Archives générales du royaume de Belgique.

A Garsch nous trouvons:

Meyer Kirstges,
Hellen Peter,
Arnt Schwartz,
Peiffer Clessgin,
Mullers Claus,
Der jong Meyer ¹⁾,
Vischers Claus,
Clein Michels eydam ²⁾.

hoeren zur Herschafft Milbourg.³⁾

Peiffers Joan,
Kache Thomas,
Musgis Bernhardt,
Sontag Pauls Michell,
Hellen Jann
Mertin im gronde,
Grunenspan,
Grumel Peter,
Georgh Bernhardt,
Claus Hantzen widtve, vor half gerecheitt.⁵⁾

hoeren dem hern von der Schur zue.⁴⁾

Getryhetten vor dismal.⁶⁾

Bierken Peter, armer man, hatt nicht,⁷⁾
Schierr Jentgin, ghettt bettlen.⁸⁾
Schvolles Mathys und seyne stieffvatter, der vatter bettlen ghet.⁹⁾
Leynen Peter, eyn schweynherdt (porcher),
Welter, eyn schaffhirdt (berger),
Michell der Kwherd (vacher).

hoeren zur Schwr.

En 1561, nous trouvons donc à Garsch 24 ménages, soit une population de 120 personnes. Cette déclaration fut faite par Clein Michel, le syndic Martin (Martin Senner) et Meyer Kirstges (le mayer Kirstges). ¹⁰⁾ Garsch est imposé pour 17¹/₂ florins à 25 stuvres la pièce. ¹¹⁾

1) Le jeune mayer.

2) Le gendre de Clein Michel.

3) Appartiennent à la seigneurie de Milbourg.

4) La veuve de Claus Hantzen ne paye que la moitié, ce qui est admis en général pour les veuves.

5) Appartiennent au seigneur de La Grange.

6) Exemptés pour cette fois.

7) Bierken Peter, homme pauvre, n'a rien.

8) Schierr Jentgin, va mendier.

9) Le beau-père de Schvolles Mathis va mendier également.

10) Ist erschynen Cleyn Michel, Martin Senner und Meyer Kirstges, cyn gerichtsmann, haben ire eyde gethan und zu erkennen geben wie hernach folget.

11) Die inwoner des dorffs Garsch vur die erste stegh der schatzung, anno 1561, denn 28. augusti verwilliget siebenzehn und eyn halff phld. gulden jeden zu 25 steuber entrichten und bezahlen, und soll der reich dem armen zu steuer kommen.

Pour Manom (Monnenhoben) nous trouvons les ménages suivants:

Wageners Hantz,	{	hoeren zur Schwren.
Wageners Martin,		
Wolff Georg,		
Wageners Barthel,		
Seipen Mathis Barthel,		
Lenhardts Claus,		
Reyn Michel,	{	hoeren zu Mylberg.
Gistgin,		
Thiss, Gross Peters eydhom.		
Schentgis son,		
Reicher Schneyder,	{	hoeren zu Mylberg.
Mons Claus son,		
Lorentz, Threynen Johans eydhom.		

Gefryhetten vor dismal.

Meyger Mathys, hilfft die schatzung intriben (aide à faire rentrer l'impôt).

Mathis Schneyder,

Tryne und Eltz, widtwe,

Clément dient zur Schwr,¹⁾

Gruntgin,

Thomas Peter, hoert zu Meilberg,

Wendel, sitzt in eyner hutten,²⁾

Wageners Jorg,

Thrynen Claus eydhom,

Jacob Wolcker,

Mentgin Fritgin,

Schiffllingers Hoffman Bernhardt,

Reussgen Jentgen,

Adam Stengin, widtwe,

Wilhelm, kew und schweynhird³⁾,

Den Harratgir, schaffhird.

haben (auch) nichts.

D'après ce relevé, Manom comptait, en 1561, treize ménages payants et dix-sept exemptés, soit en tout trente ménages, ce qui équivaut à une population de 150 personnes.⁴⁾

1) En service à La Grange.

2) Habite une chaumière.

3) Vacher et porcher.

4) Voyons également, pour 1561, la population respectivement le nombre des feux des quelques localités citées au commencement de ce chapitre. La franchise de Cattenom compte 52 feux entiers, 2 demi-feux et 20 exemptés, soit en tout 74 ménages ou 370 âmes. Les ménages imposés seulement pour des demi-feux doivent, quant à la population, être comptés pour des ménages entiers. Keichingen compte 11 entiers, 1 demi et 4 exemptés, en tout 16 ménages ou 80 têtes; Roussy-le-Château (Burch-Rutgen) 5 entiers et 2 exemptés, soit 7 ménages ou 35 têtes; Hettange 23 entiers, 2 demi et 14 exemptés, soit 39 ménages ou 195 têtes; Marange (Meyeringen) 82 entiers, 5 demi et 19 exemptés, en tout 106 ménages ou 530 âmes; Mackenom (Mackenhoffen) 3 entiers seulement, soit 15 habitants; la cour de Guentrange (Haweshol) 1 entier ou 5 têtes; Kanten (Kampffen) 26 entiers, 1 demi et 10 exemptés, en tout 37 ménages ou 185 âmes; Oeutrange 37 entiers et 20 exemptés, soit 57 ménages ou 285 âmes; Ellange (Engellingen), 15 entiers et 6 exemptés, en tout 21 ménages ou 105 habitants; Hettange-Petite (Klein-Hettingen) 3 entiers soit 15 personnes; Diesdorf (Diersdorff) 14 entiers, 1 demi et 8 exemptés, en tout 23 ménages ou 115 âmes; Stuckange 11 entiers et 3 exemptés, en tout 14 feux

En comparant la population de 1530 et de 1561 à celle de 1500, nous devons avouer que le nombre des habitants s'est toujours accru dans la seigneurie de La Grange, ce qui a lieu également dans la plupart des localités environnantes, d'où il faut conclure que les maladies du XVI^e siècle n'ont pas causé dans cette contrée tant de ravages que celles du XV^e siècle. Cependant il est fort probable que les épidémies qui suivirent bientôt l'année 1561 étaient bien plus violentes. Les fréquentes inondations qui avaient lieu dans les années 1555 à 1563, ainsi que les chaleurs extraordinaires, étaient d'ailleurs très favorables à la propagation de maladies contagieuses. A Strasbourg p. ex. la mortalité était tellement grande en 1564 que la mort enleva souvent dans une semaine plus de 400 personnes. Les recherches de Meyer-Ahrens (*Der Stich in den Jahren 1564 et 1565*) prouvent d'une manière irréfutable que, dans les années 1563 à 1564, des épidémies ravageaient tant la Suisse que l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et même l'Angleterre.

Enfin il y eut un soulagement pendant une dizaine d'années, et c'est à la fin de cette période que nous trouvons de nouveau quelques renseignements sur la population ressortissant à la seigneurie de La Grange. Mais le tableau qui s'offre n'est pas favorable. Le compte des recettes et des dépenses de la seigneurie de La Grange pour l'année 1574 énumère treize ménages qui sont astreints à payer la redevance due en raison de l'autorisation accordée par le seigneur de cuire leur pain chez eux, soit quatre ménages de laboureurs et neuf de manœuvres. A ce nombre il faut ajouter encore la famille de Bernard Geurich qui avait l'amodiation du bien Schleucker au ban de Garsch, ainsi que Hellion, Peter Grims et Hengen Grumel qui y ont des maisons. Avec ces quatre derniers ménages on obtient à Garsch 85 habitants dépendant de la seigneurie de La Grange. Nous prenons pour identique Thomas le cuisinier qui doit 18 sols du chef de la banalité du four et Thomas Koch qui est obligé de payer un chapon sur sa maison. Pour Manom ce même compte nous fournit 13 ménages dépendant de La Grange.

Nous n'avons pas l'intention de nous arrêter davantage aux maladies qui décimèrent en général la population du pays; nous tenons seulement à relever encore qu'en 1586 la localité de Manom dut éprouver de nouveau les ravages d'une épidémie, car l'entrée dans la ville de Thionville est refusée aux échevins de Manom à cause de la maladie contagieuse qui y règne. Mais cette épidémie semble n'avoir eu qu'un caractère local, car Garsch est ménagé.

Une décroissance de la population vers cette époque se laisse d'ailleurs consta-

ou 70 habitants; Algrange (Algringen) 16 entiers, 2 demi et 9 exemptés, font 27 feux ou 135 habitants; Wolmerange (Walmeringen) 24 entiers, 1 demi et 10 exemptés, en tout 35 ménages ou 175 âmes; Wolkrange avec Metzingen, 16 entiers, 2 demi et 12 exemptés = 30 feux ou 150 têtes; Entringe, 19 entiers et 5 exemptés, font 24 feux ou 120 têtes; Enscherange 21 entiers, 1 demi et 9 exemptés, font 31 feux ou 155 habitants; Haute-Yutz 7 entiers et 1 exempté, soit 8 feux ou 40 habitants; Basse-Yutz 9 entiers et 12 exemptés, font 21 ménages ou 105 têtes; Inglande (Angeldingen) 12 entiers et 10 exemptés, font 22 feux ou 110 âmes; Illange 19 entiers et 6 exemptés, soit 25 feux ou 125 habitants; Küntzich, 4 entiers et 7 exemptés = 11 feux ou 55 habitants. — Ces données sont extraites du registre au dénombrement des feux n° 710 qui se trouve aux Archives générales de Belgique à Bruxelles.

ter partout. C'est ainsi que, d'après un compte des recettes et des dépenses de la prévôté de Thionville en 1604, Cattenom ne comptait dans cette année que 34 feux, Kœcking n'en avait que 7, Tervén 10 feux payants et 3 exemptés, contre 14 entiers et 1 demi en 1561, Ellange 8 feux, Maizières-devant-Metz 42 feux, Hauconcourt 30 feux, Semécourt 51 feux; par contre, Florange compte en 1604 vingt-deux ménages, tandis qu'en 1561 cette localité n'en a que 20.

Mais les années de détresse passent, la population se développe de nouveau. Aussi la peste qui, en 1604, se fit sentir, d'après les Mémoires de l'abbé Tellot, dans la province du Luxembourg ne semble-t-elle pas avoir eu grande influence sur le Luxembourg français; du moins s'il y eut des ravages, ils n'étaient pas nombreux. Tellot rapporte: « En 1604 la peste se fit sentir en la province de Luxembourg et y emporta quantité de personnes de tous âges, sexes et conditions. » Dans Bertholet on trouve une citation identique.

Pour l'année 1611, les registres de la Chambre des Comptes à Bruxelles nous fournissent de nouveaux renseignements sur la population de la seigneurie de La Grange. Il s'agit du dénombrement des feux consigné au registre n° 722.

LA SEIGNEURIE DE LA GRANGE.

Monhoven.

Jungers Friedrich, mayeur, exempt,	
Léonhars Barthel,	
Nicolas Girsch,	
Claus Gruntgen,	
Wageners Glade,	
Martens Peter,	
Marie, vefve de Wolfts Peter,	
Clemens Barthel,	
Léonhardts Wendel,	
Thill von Silingen(?),	
Margreth, vefve de Laurens de Kedingen,	
Jost von Ellingen,	
Léonhard George,	
Bibers Friedrich,	
Simon von Aldringen,	
Jean Poncelet,	
Starcken Matheis,	
Anthoine de Kedingen,	
Michels Jentgen,	
Heinrich Kesseler,	
Wilhelms Claus,	
Melchior de Saint Remy, sergent, exempt (est intercalé),	
Paulus d'Andfen, pource,	
Philippe d'Aldringen, bergier,	
Khue Friedrich, herdier,	{ exempt.
Gross Hans, porcier,	

Les habitants de Monhoven sont tazez à neuf feux.

Garsch pour la part de la seigneurie de La Grange.

Kirstges Herman,

Leinen Jentgen,
Ide, vefve de Kochs Jentgen,
Leinen Claisgen,
Louffin Jean, porcier.

Garsch taxé à ung feu et trois quarts.

D'après ce relevé, la seigneurie de La Grange comptait, en 1611, à Manom 26 ménages et à Garsch seulement 5 ménages; le même relevé donne la part des seigneurs de Milbourg à Garsch et à Manom par 7 resp. 4 ménages. Garsch, qui est taxé pour $2\frac{1}{2}$ feux, compte 5 ménages payants et deux pauvres; Manom, qui est taxé également pour $2\frac{1}{2}$ feux, n'a que 4 ménages payants. Mais, en dehors des familles qui dépendent, soit de La Grange, soit de Milbourg, le dit registre énumère encore à Garsch « pour la part de la prévôté » 10 ménages payants, 2 pauvres (Catherine, vefve, et Marie, vefve) et 1 exempté (Henry, le herdier). En résumant ces différentes indications nous trouvons pour Manom 30 ménages et pour Garsch 25 ménages soit, à une famille près pour Garsch, la même population qu'en 1561.

Au XVII^e siècle, la seigneurie de La Grange aura partagé le sort du Luxembourg et de la Lorraine, la population y aura été décimée comme partout ailleurs. Nous savons qu'une ordonnance du conseil provincial de Luxembourg du 21 juin 1623 défend aux étrangers l'entrée dans la ville de Luxembourg « à cause du péril de la contagion pullulante en divers villages de la Lorraine ». Les années suivantes n'étaient pas meilleures. Extrayons à ce sujet un passage du manuscrit Pierret qui est conservé aux archives du Gouvernement à Luxembourg: « L'an 1626 la contagion régna derechef à Luxembourg et aux environs, depuis le mois de mai jusqu'en octobre de la même année; elle y fit de grands ravages, de manière que la plupart des habitants et le conseil se retirèrent ailleurs jusques à la Purification de l'an 1627. » Mais, malgré cette épidémie, nous ne pouvons nous résoudre à prendre les 12 feux pour lesquels, d'après Blanchard, la seigneurie de La Grange est imposée en 1624 comme nombre total des feux; nous n'y voyons que le nombre des ménages payants, donnée qui est insuffisante pour conclure au nombre des habitants.

Pour 1636 Dom Calmet rapporte: « La Lorraine était toujours désolée par la famine et par la peste. Les écrivains du temps, tant étrangers que domestiques, reconnaissent qu'on ne vit jamais rien de pareil dans tout ce que l'histoire nous raconte des plus affreuses désolations et des plus cruelles famines endurées dans les villes assiégées. On était heureux de trouver des herbes, des racines pour se nourrir; on mangeoit même des animaux dont on a naturellement horreur et même de la chair humaine. La mortalité était si terrible qu'elle dépeuplait les villes et les villages. » Dans le journal de Jean Bouchez, il est dit: « Parmi ce tems (1636) la peste et le pourpre étaient si éclatants et l'air si infect dans Metz et le pays des autres lieux qu'on faisait compte que le quart des gens de ce pays y laissèrent la vie; c'était la plus grande pitié en Lorraine encore qu'ailleurs, parce qu'il n'y avait guère de gens pour se mettre en terre l'un l'autre. »

Laissons ces tableaux lugubres et disons seulement que la guerre, la famine

et la peste emportèrent plus que le tiers de la population du pays.¹⁾ Mais, comme tout dans ce monde doit prendre une fin, il en fut de même de ces fléaux et de leurs ravages. Après ces années de détresse, de misère et de douleurs il est donné, finalement du repos à l'humanité, durement éprouvée. Après 1636, aucune maladie, n'a plus montré tant de véhémence. Avec le progrès de la culture, la propreté marchait en avant; les sciences propagèrent leurs lumières et il en était fait de ces terribles décimations. Les villes et les villages se repeuplent en général, le bonheur et la prospérité reviennent.

Dans la répartition du terrage, en 1715, on trouve énumérés pour Garsch 58 ménages, ce qui certes constitue un accroissement considérable. Cette situation devait être encore plus favorable en 1753, quoique le nombre des porterriens ne soit donné que par 45. Ne perdons pas de vue que ces derniers relevés n'indiquent, ni les noms, ni le nombre des héritiers. Les héritiers qui, déjà en 1715, ne sont désignés que sous un nom général, le sont encore dans les pièces de 1753 à 1790. Bien souvent les héritiers d'un seul porterrien mentionné dans les pièces afférentes forment 4 à 7 familles. Les recensements officiels confirment nos données. D'après Colchen, *Mémoire statistique du département de la Moselle*, la population de Garsch est, en 1792, de 455 habitants et celle de Manom, de 500; le nombre des maisons est de 72, respectivement de 111.²⁾

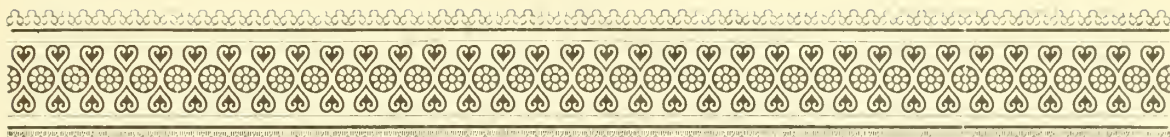
D'après M. Viville, *Dictionnaire du département de la Moselle* (Metz 1817) Garsch compte 446 habitants et 74 maisons; Manom, 667 habitants et 134 maisons

1) A la même époque Mgrange compte 200 habitants, Cattenom 1067, Ellange 170, Entringe 219, Hettange-Grande 500, Kanfen 469, Koecking 299, Oeustrange 556, Roussy-le-Bourg 183, Roussy-le-Village 470, Sentzig 651, Wolmerange 470.

2) Pour Garsch et Manom nous extrayons de cet ouvrage les passages afférents :

Garsche ou *Garsch*, village de l'ancienne province des Trois-Evêchés (sic), à gauche de la Moselle; paroisse et mairie qui ont pour annexe le village de Koecking, arr. de Thionville, canton de Cattenom, à 31 kilom. N. de Metz, 5 N. de Thionville, et à 3 S. O. de Cattenom, population 446 individus, maisons 74, territoire productif 514 hectares dont 134 en bois, 15 en vignes et 3 en friches, 2 moulins, 1 huilerie.

Manom, village de l'ancienne province des Trois-Evêchés, à gauche de la Moselle, paroisse et mairie qui ont pour annexes le hameau de Lagrange, la ferme et la tuilerie de la Maison-Rouge et de Schambourg, arr. de Thionville, cant. de Cattenom, à 28 kilom. N. de Metz, 2 N. E. de Thionville, et à 7 S. O. de Cattenom; population 667 individus, maisons 134, territoire productif 1016 hect. dont 32 en vignes, 324 en bois, 6 en friches et 5 en étangs; une huilerie, une brasserie et une tuilerie.



CHAPITRE II.

FORTERESSE ET CHATEAU.



aucune indication précise ne nous est parvenue sur la disposition de l'ancien château fort de La Grange. Dans un acte de 1400, on trouve seulement les mots suivants : « châstel, forteresse et maison forte de La Grange, séant deuant Thionville » ; un acte de partage de 1592 décrit l'ancien manoir, « maison forte et château avec eaux, fossés, cour, écurie, grange et colombier » (das stark haus und schloss Scheuvren mit seinen wasser, graben, vorhoff, scheuer, stallung und daubhaus) ; dans un document de 1581 on lit : « binnent dem fest schloss Scheuvren in der vurderster stouben (à l'intérieur du château fort de La Grange dans le poêle de devant), et, finalement, on sait que pendant la guerre des Saxons, en 1443, trente guerriers, sous les ordres de Jean de la Plume, étaient forcés de se jeter dans une tour de la forteresse.

Toutes les autres pièces sont muettes au sujet de la construction ou de l'arrangement de l'ancien manoir, que l'on croit généralement avoir occupé l'emplacement aujourd'hui couvert par les basses-cours du château moderne. De plus, il n'est resté aucune trace permettant de reconstituer l'aspect du château au moyen âge.

Toujours est-il, à juger d'après ces quelques renseignements, bien minces il est vrai, qu'à partir du temps où des données historiques et précises nous sont fournies, nous n'avons plus affaire au palais de quelque riche Gaulois, à une villa proprement dite. Nous n'avons pas à chercher à La Grange une vaste demeure seigneuriale, renfermant plusieurs appartements, des salles de réception, des thermes

et un portique où l'on étalait les images des ancêtres, avec les insignes de hautes fonctions qu'ils remplissaient. Vers le temps où les pièces historiques commencent à parler, le *castellum*, le château tel qu'il existait vers la fin de la domination romaine et que nous décrit Fustel de Coulanges dans « *l'allen et le domaine rural* », n'est plus à trouver à La Grange, car le temps est déjà bien loin où le seigneur gallo-romain vivait dans un grand luxe, partageant son temps entre les soins de l'exploitation rurale et les plaisirs de la chasse. Elles ont déjà disparu, ces villas bâties à flanc de coteau et, jusqu'au IV^e siècle, n'ayant aucun ouvrage de défense; ils ont disparu ces édifices, flanqués de trois côtés par des communs spacieux, avec la demeure du maître à leur façade principale orientée du côté des perspectives les plus riantes que le site pouvait offrir. Avec leurs statues, leurs pièces d'eau, leurs jardins, elles ont disparu ces demeures seigneuriales que nous a décrites M. le Comte de Ludres. La demeure des seigneurs de La Grange n'était plus ouverte de ce temps pour offrir des perspectives riantes; mais nous devons nous figurer une « maison forte ou forteresse » tel qu'il en existait au moyen âge dans presque toute la Lorraine et dans la plupart des pays.

Comme tous les châteaux féodaux, celui-ci était entouré d'un fossé qu'une rivière, une source voisine où les mares des hauteurs environnantes pouvaient aisément remplir d'eau. Tout l'ouvrage était dominé par plusieurs tours; la tour était aux yeux des manants un symbole de domination et de suprématie, aussi bien que de protection. Nul autre que le seigneur n'avait le droit d'en élever dans l'étendue de sa juridiction.

Figurons-nous une cour très vaste, renfermée dans l'enceinte fortifiée, mais n'offrant de bâtiments que sur une de ses faces; cette cour servait d'abri aux serfs du domaine et à leur bétail dans les temps périlleux. « On attendait là, dans une sécurité relative, que l'orage fût passé, la demeure et les meubles des vilains, une huche et quelques planches, n'offrant qu'une proie inutile aux pillards. Si le château lui-même n'était pas l'objectif de l'ennemi, le flot passait, laissant bien quelques ravages sous forme de vignes arrachées ou d'arbres fruitiers coupés; mais ces désordres eux-mêmes étaient l'exception plutôt que la règle, en raison d'une sorte de convention tacite basée sur l'intérêt mutuel. »

L'intérieur de ce manoir est fort simple: aucun luxe sinon dans les armes, les harnais de guerre et les pièces d'argenterie; des sièges grossiers, des lits qui se composent d'une pailleasse et d'un matelas parfois enfermés entre quatre planches de chêne et ceux-ci encore réservés aux maîtres du logis — les autres couchent sur de la paille, enveloppés dans des peaux de mouton. Voilà le manoir du XIII^e siècle.¹⁾ Nous voyons donc un retour vers le temps qui avait précédé l'époque de l'opulence, vers ce temps où le seigneur le plus puissant avait habité le *manse* principal, le château ou la maison forte — château construit également en vue de la défense et qui tantôt s'élevait sur une colline abrupte ou qui reposait dans un fond, où des eaux abondantes le protégeaient contre les insultes.

D'après ce que nous venons de dire, le château de La Grange affectait pro-

1) M. le comte de LUDRES, *Histoire d'une famille de la chevalerie lorraine*.

blement, avant le XIV^e siècle, comme toutes les constructions militaires de l'époque, la forme d'un donjon rustique, environné de fossés, de murs d'enceinte et de tours. Mais à partir du XIV^e siècle, les parties habitées du château prirent des formes plus régulières, qui tendaient à les rapprocher du style moderne. Les ouvrages de défense furent entremêlés d'appartements, et les constructions civiles s'accrurent aux dépens des fortifications. Au siècle suivant, une circonstance, plus puissante que toutes les autres, diminua encore l'importance des anciens châteaux, dont la force consistait surtout dans la hauteur des murs. L'usage de l'artillerie et des armes à feu étant devenu général, les hautes tours crénelées et les remparts les plus formidables ne pouvaient résister au feu du canon. On prévint que le système de défense serait bientôt changé et qu'une révolution allait s'introduire dans l'art de la guerre; alors, on dut attacher beaucoup moins d'importance à ce qui avait fait auparavant la force des places et des maisons féodales.¹⁾ Cependant nous devons conclure de ce que nous avons dit au commencement de ce chapitre, que malgré les innovations et les inventions de toute sorte, le château de La Grange conserva son caractère de forteresse.

Et cette forteresse devait être bien défendue par des fossés, des murs et des tours; quelques faits d'armes qui s'y sont passés le prouvent amplement. Si d'une part, en 1443, Jean de la Plume, souldoyeur de la ville de Metz, avait réussi à s'en rendre maître à la tête de trente cavaliers et ceci probablement parce qu'on ne s'attendait pas à une attaque, il ne faut pas perdre de vue que trois cents Saxons ne réussirent pas à les en débusquer. Les trente guerriers furent forcés finalement, il est vrai, de se jeter dans une tour; mais cette tour était tellement solide, qu'après une lutte de cinq heures les Saxons durent se retirer sans avoir pu prendre le dessus. Le butin que ces derniers firent à cette occasion nous montre encore qu'il n'y avait pas de luxe dans l'intérieur de ce manoir féodal: ils n'emmenèrent que des chevaux, des bardes et des bagages.

En 1639, lors du siège de Thionville par le général Feuquières, deux cents soldats au service de France, sous les ordres d'un capitaine et de deux lieutenants, se réfugièrent au château de La Grange.

Le fait qu'en 1682 des partisans espagnols de la garnison de Luxembourg enlevèrent de son château le baron Christophe-Albert d'Argenteau ne peut pas être invoqué en défaveur des fortifications; la circonstance que le comte seul fut fait prisonnier montre qu'il n'y avait aucune garnison au château: dès lors il était facile de franchir les fossés et d'escalader les murs, si toutefois le pont-levis ne donna pas libre accès.

Ces faits prouvent non seulement que la forteresse était spacieuse parce qu'elle pouvait abriter trois à quatre cents personnes, mais qu'elle était également difficile à prendre et il reste incontestable que du moment où son possesseur prenait les précautions nécessaires, il pouvait se dire à l'abri de ce qu'on nommait une insulte

1) A. DE CAUMONT, *Architectures civile et militaire*; Sylvain Balau, *Modave*.

— des hersees et des ponts-levis, des murs garnis de tours et de mâchicoulis lui donnaient une sûreté relative.¹⁾

À première vue, l'emplacement du château ne paraît pas heureux. Dominé qu'il était par des hauteurs voisines, on peut admettre qu'on aurait pu facilement s'en rendre maître, surtout depuis l'invention des armes à feu; mais, si l'on se reporte seulement au XII^e siècle, alors que les armes de jet à courte portée étaient seules employées, sa position paraît déjà plus rationnelle et mieux choisie. Même après l'invention des armes à feu, le château conserva une certaine importance comme forteresse; on vient de voir qu'au XVII^e siècle encore il pouvait soutenir un siège plus ou moins prolongé, ce qui ne peut que plaider en faveur de ses défenses qui, toujours, devaient se perfectionner avec le développement de l'art militaire.

L'abandon complet dans lequel le château s'est trouvé au commencement du

1) M. le Dr Glasener, dans son ouvrage *Le Grand-Duché de Luxembourg historique et pittoresque*, dit de ces habitations seigneuriales: Dans ces constructions, dont les plus imposantes datent des XII^e et XIII^e siècles, l'objectif principal est la force de résistance à une attaque violente; la beauté architecturale et les exigences du confort domestique ne viennent qu'en seconde ligne. Ces forteresses au petit pied, ces anciens châteaux-forts sont presque tous construits d'après le même plan, modifié selon les exigences locales du terrain et variant peu à peu de siècle en siècle. La partie principale était le donjon ou beffroi, qui occupait le centre ou la partie la plus élevée et la plus inaccessible du terrain. Parfois il n'était pas habité en temps ordinaire et servait seulement de dernier refuge aux habitants assiégés. En d'autres cas, il servait d'habitation à la famille du seigneur, et alors, au-dessus d'une cuisine immense occupant le rez-de-chaussée, s'élevait une pièce non moins vaste, servant de lieu de réunion, tandis qu'à l'étage supérieur se trouvaient les chambres à coucher. Toutes ces pièces étaient voûtées et communiquaient entre elles au moyen d'échelles mobiles, aboutissant à des portes en trappe, ou par des escaliers cachés dans l'épaisseur des murs. Les fenêtres qui les éclairaient étaient fort étroites, s'évasant vers l'intérieur et munies de barreaux et d'épais volets; ce n'étaient à proprement parler que des meurtrières.

L'abord du donjon était rendu aussi difficile que possible: on n'y arrivait que par un passage étroit, qui le contournait et formait autour de lui une double, quelquefois même une triple enceinte. Le mur intérieur de ce passage était muni de mâchicoulis, par lesquels on faisait pleuvoir sur l'assiégé qui était parvenu à y entrer, de l'eau et de l'huile bouillantes, de la poix et du plomb fondus et d'autres surprises agréables du même genre. Ce passage était entrecoupé de barbicanes munies de meurtrières et de portes à herse. Des fossés avec pont-levis entouraient toute la construction et augmentaient considérablement les difficultés de l'abord. Des tours avec des meurtrières, placées aux points saillants de la circonférence, permettaient à l'assiégé d'embarrasser l'agresseur et de lui infliger des pertes, avant qu'il n'en vint à l'attaque directe. Des échauguettes, placées aux endroits appropriés, abritaient les sentinelles chargées de surveiller les alentours et d'avertir les habitants du manoir de l'approche de l'ennemi.

Pour l'emplacement de ces châteaux-forts on choisissait des endroits difficilement abordables par suite de leur situation. . . . Il y avait aussi des *burgs* placés dans la plaine plus ou moins marécageuse; dans ce cas l'eau formait le principal moyen de défense, en rendant les abords plus ou moins difficiles (on peut ranger dans cette catégorie le château de La Grange). Avant l'invention de la poudre à canon et de l'artillerie moderne, toutes ces forteresses au petit pied ne pouvaient être prises que difficilement de vive force, même quand elles n'étaient défendues que par une poignée d'hommes. Le plus souvent elles étaient emportées par surprise ou à la suite d'un blocus de longue durée.

Les ruines de nos châteaux-forts nous montrent, en dehors de la cuisine, une ou plusieurs pièces du donjon, la halle d'armes, la salle des chevaliers, munies de cheminées qui étaient quelquefois de petits monuments d'architecture, de petits bijoux sculptés et ciselés. Dans la demeure des paysans la cuisine était la seule pièce, où l'on pût faire du feu: aussi servait-elle de lieu de réunion à toute la famille, surtout quand les longues nuits de l'hiver ou les intempéries atmosphériques mettaient un terme aux travaux du dehors.

XVIII^e siècle, voire même dès la fin du XVII^e, puisque déjà en 1698 les bâtiments sont dits tout-à-fait ruinés ou menaçant une ruine prochaine, trouve son explication principale dans l'absence de ressources. L'état délabré des finances du comte Christophe-Albert d'Argenteau ne lui permit probablement pas de faire réparer les dégâts qui avaient été causés dans les guerres. Cet état de choses empira encore, si possible, après la mort de ce seigneur, puisque Florimond-Claude de Mercy ne fit aucune dépense pour ce domaine, dont il voulait seulement se débarrasser pour en tirer de l'argent.

Et cependant, l'entretien de la forteresse et des bâtiments n'eût pas demandé des dépenses élevées puisque, dans le cas où il y avait lieu de bastir ou réparer quelque chose audit chasteau, les habitans de tous les lieux dépendant dudit La Grange (étaient) tenus de mener avec leurs attelages les matériaux nécessaires et les manouvriers de servir de la main, charger les pierres et faire autres ouvrages auxquels il plaira au seigneur les employer, lesquelles pierres les habitans ne sont obligés d'aller prendre qu'à la piairie de Hettange.

Finalement l'état des lieux devint tel qu'il fallait songer à démolir le château avec toutes ses dépendances pour élever de nouvelles constructions.

Après nous être occupés des manoirs seigneuriaux, jetons un regard sur les humbles demeures des vassaux. Dans le premier volume, nous avons déjà parlé des habitations celtiques ou gauloises, de ces habitations circulaires, légèrement enfoncées dans le sol, surmontées d'un toit conique avec une ouverture supérieure pour recevoir le jour et donner issue à la fumée. Les murs et toute la construction de ces demeures étaient faits en bois, avec des branches ou des troncs d'arbres très rapprochés; les interstices étaient reliés par de la terre glaise mêlée de paille, et des gazons, mêlés à des mottes de terres, garnissaient tout l'extérieur depuis le sol jusqu'en haut, absolument comme les huttes de charbonniers de nos bois. Ces habitations étaient donc construites sans pierres, sans fenêtres; mais c'étaient les maisons des pauvres. Les maisons des riches étaient aussi couvertes de chaume, mais elles avaient des fenêtres. Peu à peu on arrive à se servir de pierres pour ces constructions qui cependant restent fort basses. Au moyen-âge, où toute construction se faisait en vue de la défense, les murailles deviennent de plus en plus épaisses, les fenêtres étroites sont garnies de forts barreaux en fer, mais en général ces habitations sont couvertes de chaume ou de genêt, sauf dans les endroits situés à proximité d'une carrière d'ardoises. Le prix élevé de la chaux imposait aux pauvres l'emploi de terre glaise pour relier les pierres entre elles.

En pénétrant dans une de ces maisons, dit M. le Dr Glæsener, nous franchissons d'abord une porte construite en forts madriers de chêne, épaisse de plusieurs pouces et garnie de nombreux clous de fer à large tête, destinés à la renforcer et à en empêcher la démolition à coups de hache; ensuite nous rencontrons la cuisine, la pièce principale de la maison et la plus vaste, ordinairement recouverte d'une voûte solide en pierres; elle présente un âtre immense, surmonté d'une cheminée de la grandeur d'une chambre ordinaire de nos jours, dans laquelle d'énormes quartiers de viande salée, bœuf et porc, acquéraient à la fumée du genévrier un goût aromatique et la faculté de se conserver presque indéfiniment. La place du

foyer était marquée par deux chenêts massifs en fer forgé ou, chez les riches, en cuivre poli, sur lesquels flambaient sans cesse de grandes bûches de bois: souvent, la bûche principale était le tronc d'un petit arbre de 20 à 25 centimètres de diamètre, qu'on avait laissé intact dans sa longueur; pendant qu'un bout se trouvait près de la porte d'entrée, l'autre entretenait le feu en se consumant. On le faisait avancer sur les chenets à mesure qu'il brûlait. Au-dessus du foyer une chaîne en fer était fixée à un montant horizontal en bois qui tournait sur un pivot vertical, également en bois, placé dans un angle à l'abri du feu. A cette chaîne on suspendait à des hauteurs variables les vases métalliques, servant à préparer la pitance de la population bipède et quadrupède de la maison. Le sol de la cuisine se composait, la plupart du temps, de terre glaise fortement battue; dans les voueries importantes et jouissant d'une certaine aisance, il était recouvert de béton ou de dalles taillées et ajustées. L'étable, située à côté, avait une porte s'ouvrant sur la cuisine; peut-être même, comme c'est encore aujourd'hui l'usage dans certaines contrées de l'Allemagne du nord, n'y avait-il pas de séparation entre les deux espaces. De cette façon le bétail se trouvait sous l'œil du maître et pouvait recevoir sa nourriture et les soins nécessaires, sans qu'il fallût pour cela sortir de la maison. Ceci avait son importance dans les cas fréquents où le dehors était occupé par des forces ennemies.



CHAPITRE III.

LA FÉODALITÉ.



u égard aux nombreux volumes qui ont été écrits sur la féodalité, son origine, ses charges et privilèges, ses us et coutumes, il semble inutile de s'étendre longuement sur ce régime; il suffira d'en relever les points essentiels.

Quoique des auteurs aillent chercher le germe de la féodalité jusqu'aux invasions barbares, nous n'entendons pas parler ici de la transmigration des peuples, de ce courant vers l'ouest, de cette tendance naturelle qui provoqua toutes les migrations. Ce n'est pas vers le soleil qui se lève à l'est que les peuples ont été attirés toujours, mais vers le couchant où l'astre du jour disparaît derrière les montagnes ou se plonge dans l'abîme de la mer, vers le couchant où cet astre immense continue à luire à d'autres peuples auxquels il apporte la vie et le bonheur — c'est toujours la chasse après un sort meilleur. Et d'ailleurs qu'en est-il de ces invasions? Cette expression, consacrée par le temps et l'usage, ne correspond que très imparfaitement à l'idée que l'on s'en faisait jadis. « Les invasions véritables, depuis les Cimbres de Marius jusqu'à Attila, ont passé comme un flot dévastateur sur l'Europe occidentale, mais toujours elles ont misérablement avorté. La plupart du temps, ces prétendus envahisseurs deviennent les esclaves des envahis. Dans un laps de temps très court, au bout de quelques années, le barbare envahisseur est vaincu, détruit; le peu qui en reste est vendu sur les marchés comme esclaves. Cela s'est renouvelé pendant six siècles, et n'a pas même discontinué sous les Carlovingiens. Le mot d'esclave lui-même, indique la provenue tardive de ce vaincu. Si bien que si l'on veut retrouver l'origine probable du paysan français, il faut la chercher autant en Germanie qu'en France et, tout

aussi bien qu'un Gaulois asservi, le serf peut avoir pour ancêtre un Germain ou un Slave réduit en esclavage.» ¹⁾ Le Goth, dit un écrivain du IV^e siècle, sert de portefaix et de maçon dans nos cités.

Il est vrai que les rois ou chefs des troupes auxiliaires barbares s'emparèrent du pouvoir, soit en qualité de délégués des Césars, soit comme leurs remplaçants, mais ces nouveaux souverains ne distinguèrent pas toujours entre leurs sujets ; d'habitude les Germains et Romains furent assujettis à des règles communes — les riches possédaient le sol avant comme après le changement de dynastie. Les bords de la Meuse et de la Moselle où les populations étaient d'origine gauloise, ne faisaient pas exception sous ce rapport. La population proprement dite resta toujours la même ou, du moins, ne subit que fort peu de changements, tout au plus quelques mélanges de races.

Quand même les chefs reçurent des terres ou en achetèrent avec le butin provenant de guerres et de pillages, il ne faut pas perdre de vue que ces faits ne faisaient qu'exception. De plus, ces chefs et leurs clients étaient sans cesse décimés soit par des combats contre l'ennemi commun, soit par des luttes intestines. Les prétendus envahisseurs germains sont eux-mêmes des envahis, « venus en suppliant implorer auprès des Romains un asile et du pain ».

Que reste-t-il des Germains de Tacite ? Une population gallo-franque s'empare de la Germanie, impose ses habitudes, sa religion à la Germanie dévastée et presque déserte, au moins jusqu'à l'Elbe ; en suite des guerres incessantes, la Germanie est devenue un chaos confus de friches, de bruyères et de forêts.

Fustel de Coulanges nous apprend que la propriété est restée constituée, au moyen âge, à peu près comme elle l'était au III^e et au IV^e siècle de l'ère chrétienne ; que, par contre, la situation du serf, du paysan, s'est améliorée, grâce à l'influence des idées chrétiennes tout en restant encore sensiblement analogue à celle des esclaves attachés à la glèbe, dans le *fundus* ou la *villa*. C'est cette villa, d'une étendue moyenne de trois à cinq cents hectares, qui formera l'alleu, le franc-alleu, *terra indominicata*, *dominium*, c'est-à-dire la propriété par excellence, la propriété pleine et absolue, exempte de devoirs et de services, pourvue du droit de patronage et de justice foncière, ne devant ni relief ni hommage. L'alleu donnait donc au possesseur tous les droits de souveraineté, sans qu'il fût tenu à aucune obligation. « Tenir en alleu, dit la *Somme rurale*, si est tenir terre de Dieu seulement, et ne doivent cens, rente, ne relief, ne autre redevance à vie ne à mort. » Au XII^e siècle l'alleu conserve ce même caractère de franchise. « Son détenteur jouit en droit de ce que les feudataires n'ont plus. Il a toujours l'indépendance complète de son héritage : il est à la fois propriétaire et souverain : il est si grand seigneur qu'il ne relève que de Dieu et de son épée », selon l'expression du seigneur de Parroy.

A côté de l'alleu existait le fief qui doit également son origine à la villa laquelle du temps des Romains n'était qu'une unité cadastrale ou fiscale pouvant appartenir à plusieurs propriétaires, mais conservant son nom et ses limites. Dès le

1) Comte de LUDRES. *Histoire d'une famille de la chevalerie lorraine*, t. I^{er} p. 9.

V^e siècle le service militaire est réclamé des riches propriétaires fonciers; le propriétaire devient donc chef de guerriers et sa demeure se transforme en château fort. Le petit propriétaire libre disparaît, car la misère, l'absence de protection ou de justice dans ces temps troublés avaient rendu sa situation impossible; il émigre vers les villes ou les cités épiscopales, ou sollicite de son voisin plus puissant la situation de colon ou de fermier sur la terre dont il était jadis possesseur.

L'édifice que Charlemagne était parvenu à ériger dut s'écrouler à sa mort, tant à cause des partages successifs de sa couronne entre ses divers descendants qu'à la suite des exigences et des usurpations de l'aristocratie féodale. Au lieu d'un seul royaume, il y en eut plusieurs; et, au lieu d'un seul peuple dans un même royaume, il y eut une multitude de petites principautés indépendantes. Les ducs, les comtes, les officiers royaux, dit M. Edouard Bonvalot, avaient converti leurs honneurs et leurs bénéfices amovibles, c'est-à-dire leurs emplois et le gouvernement de leur ressort, en fiefs héréditaires et souverains. A leur tour les grands feudataires laïcs et ecclésiastiques s'étaient créés une clientèle à eux avec des fragments de leurs fiefs et ils avaient demandé à leurs concessionnaires pour eux-mêmes le service de cour et de camp qu'ils devaient personnellement au souverain — c'est l'origine des principautés.

Bientôt l'alleu proprement dit subit parfois la même transformation que le bien du petit propriétaire libre; « les petits alleutiers accablés de charges, vexés, ruinés comme jadis les curiales romains, n'ont d'autres ressources, dans leur détresse et dans leur isolement au milieu des campagnes, que d'acheter la protection du grand ou de l'église de leur voisinage en lui aliénant la liberté de leur personne ou la propriété de leurs biens, le plus souvent les deux concurremment, et d'échanger, à des clauses convenues, leur état de propriétaires libres contre celui de simples tenanciers, vassaux et tributaires. » De cette manière le régime féodal se forma reposant sur deux principes: la force qui avait pénétré dans toutes les parties de l'organisme social; l'association qui avait enchaîné, par des liens de supériorité et de subordination, les terres et les personnes les unes aux autres. Cet esprit d'association se développa toujours davantage et fit de la société, de la base au sommet, une immense hiérarchie où les terres, comme les personnes, étaient rattachées à un chef par un lien mutuel de protection et de dépendance.

Pour acquérir le droit d'être protégé dans le temps d'anarchie qui caractérise le haut moyen âge, le possesseur de l'alleu, trop faible pour se défendre soi-même, se vit dans la nécessité de se chercher un protecteur. Dans ce but il fit, comme nous l'avons indiqué, à un propriétaire plus puissant l'hommage de son alleu et le releva de lui en fief, se soumettant par là à toutes les obligations du vasselage. Remarquons encore que l'indépendance de l'alleu s'était maintenue plus longtemps que celle du petit propriétaire libre, l'ingénu véritable; mais n'oublions pas qu'au XII^e siècle encore l'alleu qui avait su se maintenir conserva toujours le même caractère de franchise. M^r Bonvalot énumère quatre causes qui amenèrent la transformation des alleux en fiefs: les violences des comtes, l'usage des vassalités, les donations à l'église, et les concessions des grands propriétaires d'alleux. Nous ne nous arrêterons qu'à cette dernière cause. Les alleux qui, à leur origine, occupent

d'immenses territoires, ne pouvaient être mis complètement en culture, et comme il importait à leur détenteur que les bois fussent défrichés, les landes travaillées et les marais desséchés, il fit de son domaine deux lots : la terre dominicale, *mansus indominicatus*, terre franche et immune avec tous ses privilèges, et le fief, respectivement la censive, le vilenage.

La terre dominicale où se trouve le manoir de l'alleutier, est exploitée directement par le propriétaire moyennant ses serfs, ou bien il substitue, avec certaines réserves, un concessionnaire à ses droits. De cette dernière manière sont créés les manses de condition inférieure occupés par des tenanciers, qui doivent des redevances et des services et qui effectuent gratuitement les travaux nécessaires pour l'entretien des bâtiments et pour la culture du domaine ; à moins d'une concession nouvelle ces manses inférieurs font retour au domaine principal à la mort du tenancier.

Le deuxième lot est concédé soit à des hommes libres, soit à des serfs, à des lites ou à des colons, mais sous réserve du haut domaine, de la directe de la terre cédée et de l'assujétissement perpétuel de celle-ci au manoir principal. En somme, il n'est donc abandonné de cette terre que l'usufruit. Ces exemples de concessions sont des plus nombreux, presque chaque page d'un recueil quelconque de chartes nous en fournit. Nous en avons mentionné bon nombre dans le premier volume de cet ouvrage, de sorte que nous pouvons nous contenter de renvoyer brièvement à quelques-uns. Le 20 février 1513, Georges et Frédéric de Brandebourg abandonnent à Jean Kerchgen et à sa femme Marguerite une vouerie à Soleuvre contre une redevance annuelle de deux petits florins et un verger, au même lieu, contre une redevance de deux florins. En 1564, Jean de Brandebourg et Antoinette de Castel-Saint-Nazaire cèdent à Sébastien Moler de Thionville, pour un terme de 30 ans, un quart de terre moyennant la somme de 14 francs 10 blancs 3 deniers.

D'après les conditions de la concession il y a, ou tenure noble, ou tenure servile. Quand les mercenaires ne se trouvaient plus, c'est-à-dire quand les barbares s'étaient fixés au sol, soit comme propriétaires, soit comme colons, lites (lètes) ou esclaves il fallait que le propriétaire fournît non plus le nerf de la guerre, mais l'instrument militaire lui-même, le soldat qui dut commander en personne. L'alleutier était donc obligé de se créer une troupe et pour y parvenir il fit concession d'une partie de sa terre réclamant comme service principal d'accourir en armes au premier cri sous sa bannière — c'est le fief, la tenure noble, comportant des droits de seigneurie et de justice. Si, au contraire, le propriétaire demanda comme service principal la culture du sol et le paiement de prestations déterminées, c'était la tenure servile, c'est-à-dire une censive, un vilenage, une simple jouissance sans aucun autre privilège.

« Le sol est distribué en tenures serviles de médiocre étendue, de façon à ce que les terres ne demeurent point oisives et que les colons, auxquels on les livre moyennant des redevances et des services, puissent vivre en satisfaisant aux charges de la concession. Le manse est le type de cette division rurale, il se compose d'environ dix hectares de champs, de prés, de vignes, avec des aisances en bois, en eaux et en pâturages. » A leur origine les tenures censuelles, viagères

retournèrent au décès du colon à leur propriétaire par droit de morte main, mais cet arrangement ne garantissant ni l'intérêt du maître qui dut voir interrompu le service de ses prestations, ni celui de l'usufruitier qui voyait ses descendants privés du fruit de ses travaux, un changement dut se produire avec le temps. Par son capitulaire de 819, Louis le Débonnaire prescrit de ne pas enlever les terres censuelles aux héritiers de leur détenteur défunt, encore que le droit de ceux-ci n'ait pas été réservé dans l'acte de concession. Cette détention perpétuelle et héréditaire, seule capable de remédier aux inconvénients signalés, ne dut pas tarder à produire des effets favorables sur la culture, comme nous verrons plus tard. La main morte est ainsi fondée au IX^e siècle.

« Dans les basses tenures, qui prennent naissance à la suite des commendises, des précaires, des donations à l'église, l'alleutier, qui abandonne son bien, dicte en quelque sorte à son suzerain la loi de rétrocession. Il se réserve une situation, qui en l'éloignant du servage et de la mainmorte le rapproche autant que possible de la liberté. La condition de ces tenures change à chaque contrat et se diversifie à l'infini, comme la volonté des parties. Chaque case a pour ainsi dire sa coutume; chaque glèbe, son existence propre; et dans ce genre de servitude, il y a tant de degrés que leur multiplicité en rend presque insaisissable la ligne de démarcation. »

En somme, nous distinguons donc deux sortes de biens: les biens libres et les biens non libres ou serviles. Mais entre *libre* et *non libre* on remarque plusieurs degrés d'affranchissement qui sont réglés d'après le rapport entre sujet et seigneur foncier. Le bien libre, appartenant en toute propriété au possesseur qui ne devait au seigneur qu'un cens foncier, le *herdþfenning* ou une autre redevance parfois insignifiante comme des poules de fumée, ce bien passait, à la mort du possesseur, ou aux héritiers directs, naturels, ou il retournait en quelque sorte au seigneur. Les biens de cette dernière condition forment, en général, les fiefs qui se divisent de nouveau en fiefs proprement dits, en censives et en voueries; de la nature de la vouerie étaient encore le *schaffgut* et le *freischaffgut* (bien servile et bien affranchi).

D'après les *Coutumes de Luxembourg* « les fiefs sont réduits à la nature des biens patrimoniaux, et les vassaux les peuvent vendre, aliéner, engager, hypothéquer et autrement en disposer selon leur volonté, sans congé ou octroy du seigneur féodal, et sauf en tout les droits du seigneur. » Les reprises et reliefs des fiefs se faisaient ordinairement de main et de bouche, et en prêtant seulement le *serment de féauté*, sans payer aucun droit au profit du seigneur. Le fief proprement dit était héréditaire et divisible, mais le ou les héritiers en devaient faire relief. Du moment que le vassal sommé de relever son fief, ne se présentait pas à cette fin en temps et lieu convenables, le seigneur pouvait saisir le fief et faire les fruits siens jusqu'à ce que le vassal eût relevé. Le vassal ayant relevé, était tenu de bailler, quarante jours après le relief fait, son dénombrement et sa déclaration des pièces et parties tenues en fief, à peine d'être procédé contre lui comme s'il n'eut fait ledit relief.

Les héritages de servile condition appelés *leibeigenschaffgueter* et *schaffgueter* ne se pouvaient vendre, aliéner, charger, ni partager sans le gré du seigneur.

Nous avons déjà dit que le fief, comme la villa, pouvait appartenir à plusieurs

seigneurs, donc cette unité n'était parfois que fictive; mais cette unité fictive tendait constamment à redevenir réelle, tant par l'extinction des familles que par la tendance naturelle du propriétaire principal à absorber les autres. Il eut semblé naturel qu'un fief, qui n'était propriété privée qu'à condition de payer l'impôt du sang, ne pût appartenir qu'à des mâles. Mais la tradition latine, restée dans les âmes comme un instinct, était plus forte que la logique ou l'intérêt: les femmes avaient des droits sur les fiefs paternels, il y avait même des *feuda feminea*. Quoique le père eût le droit de tester en ce qui concernait les acquêts, les biens meubles et les fonds roturiers qui se partageaient également entre les fils et les filles, que l'héritier fût noble ou vilain, il n'avait pas le droit de déshériter ses enfants en ce qui concernait les fiefs ou les terres nobles, sauf dans le cas d'indignité où la justice devait décider, le père ne pouvant être juge dans cette cause. En quelque sorte, le possesseur d'un fief n'en était que l'usufruitier parce qu'il n'avait pas le droit d'en disposer par donation. Aussi le fief pouvait-il faire retour au suzerain si son propriétaire refusait le service militaire ou si l'héritier ne rendait pas l'hommage qui le constituait comme homme lige, hommage généralement dit de la bouche et des mains. A chaque changement de détenteur, soit par suite de décès soit par aliénation, il y avait lieu de faire le relief du fief; dans plusieurs pays le vassal devait également le relief à la mort du suzerain.

Rappelons brièvement quelques reprises de fief faites par les seigneurs de La Grange: le 10 décembre 1467, Louis de Chinery fait foi et hommage à Charles, duc de Bourgogne, des maisons et châteaux de La Grange, Fontoy, Berwart, Soleuvre et du Chêne. Le 12 avril 1474, Godart de Brandenburg relève en fief du duc de Bourgogne le château de Clervaux avec ses dépendances. Georges de Brandenburg reprend en fief de Charles-Quint, le 15 juin 1532, sa maison de La Grange, sa part à Berwart et sa part au château de Soleuvre; le dénombrement de ces fiefs est fourni le 29 juillet suivant. Il n'était pas de rigueur que ces foi et hommage fussent prêtés par le bénéficiaire lui-même; c'est ainsi qu'en 1577 Antoinette de Castel-Saint-Nazaire chargea Philippe de Reiffenberg de prêter en son nom hommage à l'archevêque de Trèves pour les fiefs relevant de lui. Le 8 décembre 1573 la même châtelaine reprend en fief du duc de Lorraine la seigneurie de Fontoy. Brice Gomé prête, le 10 mars 1706, foi et hommage au roi de France du chef de la terre et seigneurie de La Grange.

Comme le fief, le détenteur d'une censive devait soumission, foi et hommage. Tous deux sont investis de leur tenure suivant des formes rigoureuses et sacramentelles, seulement moins solennelles pour la censive que pour le fief. En général, la constitution du fief est analogue à celle de la censive. Les deux ne forment qu'une jouissance, il n'appartient pas à leur détenteur de l'amoindrir sans l'aveu du suzerain, et s'ils viennent à vendre leur tenure, le suzerain est en droit de ramener la chose vendue, le domaine utile au domaine direct par prélation et préemption. Remarquons encore qu'une fois la qualité de noble ou de roturière étant imprimée à une terre, cette qualité persiste, avec tous ses droits et tous ses devoirs, malgré des démembrements successifs et malgré des changements de détenteurs. Notons finalement que la censive est noble pour le seigneur concédant et se par-

tage féodalement entre ses héritiers, tandis qu'elle est vilaine pour le censier et se partage roturièrement entre ses successeurs.¹⁾

La vouerie est le type par excellence de la servitude. Le seigneur foncier y exerce des droits très étendus sans pouvoir y apporter cependant des modifications quelconques.²⁾

Comme il y avait deux classes de terres, il y avait deux classes correspondantes de personnes: les libres et les non libres. C'est la même division que l'on rencontre déjà dans l'ancienne Gaule, pendant la période celtique ou gauloise, division que l'on peut poursuivre jusque dans la plus haute antiquité. L'ancienne Gaule ne comprenait que deux classes d'hommes qui comptaient pour quelque chose: les druides et les chevaliers. Les premiers étaient exempts de tous les impôts; préposés au culte, ils n'avaient pas besoin de prendre part aux guerres. Cette dernière obligation incombait aux chevaliers tant dans les guerres offensives que dans les guerres défensives. Le peuple, composé de personnes non libres, formait également deux classes: les vrais serfs et les hommes de pote. Les serfs étaient attachés à la glèbe, c'est-à-dire à l'héritage et vendus avec lui; ils ne pouvaient s'établir ailleurs, ni se marier, ni changer de profession sans la permission de leur maître. Les hommes de pote n'étaient pas dans les mêmes conditions; ils dépendaient bien aussi d'un autre, mais celui-ci ne pouvait disposer à son gré ni de leur vie ni de leurs biens. Leur servitude consistait à lui payer certains droits et à faire pour lui des corvées. Entre les libres et les non libres on peut distinguer une classe intermédiaire dont les membres, libres à l'origine, se mettaient au service d'un grand pour se soustraire aux violences des autres.

La même division se retrouve dans l'ancienne législation franque: là aussi on distingue les libres et les non libres avec une classe intermédiaire; mais ici la classe intermédiaire est formée par les affranchis. Les idées latines de la liberté, développées et stimulées par le christianisme, gagnent du terrain. Cependant la situation du non libre, du serf, est encore la plus humiliante. De droit, le serf n'est qu'une « chose »; c'est le principe déclaré au titre 47 de la loi salique. Dès qu'un non libre tue un libre, il est fait application dans la juridiction des mêmes principes comme si le libre avait été tué par une bête; si un serf tue un serf étranger, les deux propriétaires se partagent le meurtrier. Ces dispositions prouvent amplement que le serf est traité sur le même pied qu'une chose.

La coutume féodale nous fait voir également la même division, comme on a

1) Cfr. EDOUARD BONVALOT, *Le Tiers État*, et M. le Comte de LUDRES, *Histoire d'une famille de la Chevalerie lorraine*.

2) Les abus ne faisaient pas exceptions, ce qui résulte de la Déclaration de Louis XIV concernant plusieurs privilèges des étrangers dans le duché de Luxembourg: « Et d'autant que nous avons eu avis que dans le canton allemand du dit pays de Luxembourg il y a certains biens de condition servile appelez vogtey et communément voueries, dont le nombre est très considérable, que les seigneurs particuliers de qui elles dépendent se les ont appropriez et joints à leurs biens, ou par leur négligence les ont laissez dépérir, ou bien ont donné deux, trois et même plus grand nombre des dites voueries à un seul habitant, moïennant des conditions avantageuses, encore que l'usage du pays y soit contraire, et qu'ils ne puissent les faire valoir que par eux-mêmes et aut obligez de remettre chacune des dites voueries à un habitant moïennant des anciennes rentes dont elles sont chargées Nous voulons qu'à l'avenir lesdits propriétaires et seigneurs des dites voueries satisfassent ponctuellement à l'obligation où ils sont de nous y donner des sujets. »

déjà vu, seulement les subdivisions deviennent plus nombreuses. Les livres sont divisés en francs de gentillesse et en francs de pote.

« Le franc de gentillesse, quand il est titré, a dans sa terre (potestas) seigneurie et souveraineté, fief et justice. Sous la réserve de ce qu'il doit à son suzerain, il est maître et baron, comme l'empereur dans son empire; et son suzerain, fût-il l'empereur' n'a pas le pouvoir d'y faire le ban, d'y promulguer une loi sans son aveu. Depuis qu'il a hérité de Kiersy (capitulaire publié à Kiersy en 877 par Charles le Chauve) de la puissance publique, il a seul droit d'y donner la loi. »

Il y a trois catégories de francs de gentillesse: la haute noblesse se composant des ducs, comtes et propriétaires d'alleux; la noblesse moyenne, les seigneurs ou barons détenteurs de fiefs inférieurs; la basse noblesse, les chevaliers, les écuyers, les fieffés, qui ont avec la terre une juridiction foncière, mais sans supériorité territoriale. A côté de ces trois classes de nobles, il y avait les gens d'église, les évêques et les abbés de certains monastères qui jouissaient des mêmes droits que la haute noblesse.

Comme la villa romaine s'était transformée en alleu, respectivement en fief, de même le grand propriétaire gallo-romain devint l'écuyer-propriétaire des XII^e et XIII^e siècles, il forma la classe de la noblesse indépendante. Les guerres incessantes du moyen âge favorisèrent grandement le développement de la noblesse et de la chevalerie: ce n'était pas seulement le service militaire qui y contribuait, mais également l'anarchie qui régnait presque partout; chaque seigneur un peu important s'affranchit, autant que possible, des suzerainetés gênantes. Cette indépendance devint telle qu'elle finit par découronner la monarchie. Il ne rentre pas dans notre cadre de nous étendre ici sur les différentes classes de la noblesse, leurs origines et leurs prérogatives; plus loin nous reviendrons sur quelques-uns de ces points, nous bornant pour le moment à quelques indications sommaires.

Les coutumes générales des duché de Luxembourg et comté de Chiny, plus tard les coutumes de Thionville et du Luxembourg français distinguent les nobles en trois classes: ceux de l'ancienne chevalerie, les écuyers et les anoblis qui « jouissent de plusieurs privilèges, franchise et exemptions qui compètent à ceux de la noblesse dudit pays. »

D'après les mêmes coutumes « les gens d'église constituent le premier membre de l'état du païs, et aussi bien les prélats, cloîtres et religieux, que prêtres séculiers, jouissent de l'immunité que le droit écrit leur attribue. »

Il est de connaissance assez générale qu'une terre gallo-romaine était cultivée par quatre sortes de paysans: 1^o les fermiers *ingénus*, c'est-à-dire libres de leur personne, cependant souvent liés à la terre par un contrat qui leur permettait de quitter leurs exploitations, mais en abandonnant au propriétaire leur demeure et leurs instruments de culture, bétail ou outils; 2^o les colons, les vrais cultivateurs ou fermiers; 3^o les lètes ou les affranchis, fermiers si l'on veut aussi, mais attachés à la glèbe, n'ayant pas le droit de quitter le domaine; 4^o les esclaves. Ces

derniers se répartissaient en deux catégories: l'esclave au service direct du maître et habitant la maison seigneuriale ou ses dépendances, tantôt domestique, tantôt ouvrier; et l'esclave auquel, par faveur ou intérêt, on avait concédé un lot de terre. La condition de cette dernière catégorie devenait assez semblable à celle du colon ou du lète, à l'exception cependant que pour l'esclave la tenure d'une parcelle de terre était une concession révocable.¹⁾ Sous le régime de la féodalité, nous retrouvons ces mêmes sortes de paysans. Plus haut nous avons divisé les libres en francs de gentillesse et en francs de pote; ces derniers se subdivisaient également en trois catégories: les *ingénui*, les *liberi* et les *libertini*, selon que leur liberté date d'ancienneté ou remonte à un affranchissement récent. Mais, grâce aux idées de liberté et à l'influence du christianisme, l'esclave est peu à peu remplacé par le serf. Entre l'esclave antique et le serf du moyen âge, il y a une grande différence. «L'esclave est la chose de son maître: il n'a ni personnalité, ni famille, ni propriété. Le serf n'est plus aussi absolument la chose de son maître que par le passé et malgré son infériorité il a déjà quelques droits reconnus.»

Bonvalot résume le servage en deux états principaux: le servage de corps et d'héritage et le servage d'abonnement. Mais n'oublions pas que la transformation de l'esclavage en servage ne se fait que peu à peu; parfois la situation de la première catégorie de serfs ne ressemble pas mal à celle de l'esclave de l'antiquité; à beaucoup d'égards le serf, avec sa femme et ses enfants, reste la chose, le bien, la propriété de son maître, ne rappelons que la forfuyance et le formariage, sans parler des corvées et de la taille à merci. La vente de ces serfs comme chose mobilière est bien interdite par la loi, mais remplacée en partie par les dons et les échanges. L'état des serfs abonnés est bien meilleur et leur sujétion moindre.

Sous la coutume du duché de Luxembourg qui était applicable également à la seigneurie de La Grange, nous retrouvons, d'après les expressions judiciaires, comme gens de servile condition:

1° — Les *freischaffleut*, les hommes plus ou moins libres qui, tout en habitant une vouerie, pouvaient toujours recouvrir leur liberté et n'étaient donc pas attachés à la glèbe. En cas de mariage, ils n'avaient qu'à payer un certain droit au seigneur pour aller s'établir ailleurs et devenaient *freizügig*, comme s'expriment les Allemands, c'est-à-dire qu'ils pouvaient librement quitter les biens à eux concédés par le seigneur. Aucune servitude ne leur incombait, ils n'avaient qu'à payer la rente du terrage dite *schaffrente*.

2° — Les *zinsleut*, censitaires ou censiers qui tout en étant possesseurs d'un bien dont ils devaient payer certain cens au seigneur, n'étaient pas maîtres de disposer de ces biens à leur guise, car sans l'autorisation du seigneur aucune vente ou aliénation du bien ne pouvait avoir lieu. Le censitaire émigré pouvait, en général, être reçu à nouveau dans l'ancien bien.

3° — Les *leibeigenschaftleut*, les serfs qui étaient attachés à la glèbe, qui «emportaient avec eux la servitude attachée à leurs os» et qui «appartenaient à leur seigneur depuis la plante des pieds jusqu'au sommet de la tête.»

1) Comte de LUDRES, *op. cit.*

4° — Les *schafflent* dont la situation était à peu près semblable à celle des serfs ci-dessus, seulement pour eux les corvées avaient été remplacées, en partie au moins, par des rentes à payer, soit en argent, soit en nature.

5° — Les *dienstleut* ou domestiques qui étaient particulièrement attachés au service du seigneur.¹⁾

Cette même classification des gens de servile condition est reproduite dans les « Coutumes générales de la ville de Thionville et des autres villes et lieux du Luxembourg français. »

Les mêmes coutumes distinguent encore les *bourgeois* « et autres de condition inférieure » qui « ressortissent pardevant juges subalternes chacun selon sa qualité », ainsi que les *francs hommes*, « qui sont obligez, entr' autres choses, de servir le Roy avec cheval et armes; et sont, moyennant ce, affranchis de plusieurs droits et prestations, dont ils portent le nom de francs-hommes. »

Voyons les institutions qui ont principalement servi à l'enfantement et à la constitution de la féodalité. Bonvalot, dans son Histoire du droit et des institutions de la Lorraine et des Trois-Evêchés en cite quatre : 1° l'immunité, l'immunité laïque et l'immunité ecclésiastique avec son appendice l'avouerie; 2° la transmission des fonctions publiques par hérédité; 3° la recommandation avec le sénoriat et la vassalité, c'est-à-dire, la sujétion d'un individu à un autre individu; 4° le régime des bénéfices ou fiefs, c'est-à-dire la sujétion d'une terre à une autre terre.

La féodalité est sortie de la révolution sociale qui s'est accomplie, de 843 à 1048, au milieu des tourmentes politiques, pendant cette période de destruction et de reconstruction. « L'Empire carlovingien, scindé en trois trançons, s'émiette en une multitude de petits états. » C'est au cours de ces désagréments qu'une nouvelle société, la société féodale, se substitue à l'ancienne. Le souverain donne l'immunité aux laïques pour s'assurer leur fidélité ou leur service à l'armée; aux clercs il l'accorde pour récompenser leurs vertus, assurer le salut de son âme, se ménager des prières pour sa personne, sa famille ou l'état. L'immunité accordée est perpétuelle et entraîne l'inviolabilité du territoire placé sous la protection royale, l'affranchissement de la juridiction ordinaire et l'exemption des impôts publics. C'est cette immunité, dans son organisation dernière, qui constitue une seigneurie, *potestas*. Sous le lien fragile de l'hommage, l'immuniste assure son indépendance et sa souveraineté.

A l'origine, les offices royaux étaient temporaires et révocables, mais, dès la

1) Nous donnons ci-après l'explication de ces termes allemands d'après les « Coutumes générales de la ville de Thionville, etc. » — « *Leibeygenschaft*, gens de condition servile et qui appartiennent de corps à leur seigneur, n'en pouvant disposer soit pour mariage ou autrement sans la permission d'iceluy; et partant semble qu'il suffit de l'exprimer de condition servile. — *Schafftleuth*. Ce sont gens qui tiennent des biens du seigneur, pour reconnaissance de quoy que l'on appelle au pais de *schaft*, et en d'autre province droiture; et ne peut ledit mot de *Schaft* être changé pour être un mot propre, dont l'on se sert au pais de Luxembourg. — *Dienstleuth*. Gens qui sont obligez de servir leur seigneur en tout ce à quoy il les voudrait employer; et néanmoins ne sont gens de condition servile, ains des servitudes tant seulement. — *Freyschaftleuth*. Gens n'étans de servitude, ains libre, et néanmoins payent la susdite rente de *schaft*, et partant à la différence de ceux cy-dessus, sont qualifiez francs de servitude. — *Zinsleuth*. Gens qui payent des cens qui ne sont pas si onéreux que les rentes du *schaft*. »

fin du VI^e siècle, une évolution commence, la viagèreté prend naissance pour aboutir au X^e siècle, par un long et persévérant effort, à l'hérédité.

« Dans les civilisations en formation et dans les civilisations en décadence, dit M. Bonvalot dans son excellent ouvrage sur *l'Histoire du droit de la Lorraine*, les mêmes besoins sociaux enfantent des institutions similaires sous des dénominations diverses. Dans les unes et dans les autres la sécurité et la protection s'imposent et les individus, qui ont besoin d'aide, se groupent autour de celui qui peut le leur procurer. Le faible va au fort, le pauvre au riche. Pour avoir secours il abdique sa liberté en se mettant dans la dépendance d'un protecteur et en se recommandant à lui. De son côté le fort, le riche fonde son influence sur le nombre de ses clients et sur l'importance de leurs services. Les Romains et les Germains ont connu cette sujétion volontaire; on la retrouve chez les Francs. Cette recommandation n'appartient qu'à l'homme libre. Ce lien volontaire et personnel comporte de la part du *vassus* fidélité et service; de la part du *senior*, protection et assistance. Si la recommandation comporte une concession de terre, un bénéfice gratuit, usufruituaire et viager, elle est dite *vassaticum*. »

Quoique la recommandation ne comportât pas nécessairement une concession de terre, elle était toujours la condition préalable de cette concession et le bénéfice n'est donc qu'une suite fréquente de la recommandation. Il y avait encore des bénéfices qui résultèrent du fait qu'un petit propriétaire, pour acheter sa sécurité, pour se soustraire aux convoitises et aux vexations, abandonnait à un puissant senior la propriété de ses immeubles et les reprenait de lui en jouissance viagère moyennant une redevance annuelle. Il y avait des bénéfices révoquables, temporaires, viagers et héréditaires. En pleine féodalité surtout le nom de bénéfice est remplacé par fief.

Les seigneuries se forment par concession, par tolérance ou par usurpation, « au gré des événements et des intérêts, dans les conditions les plus dissemblables d'étendue, de souveraineté et d'organisation. » Nous y reviendrons au chapitre sur la justice.

« Chaque seigneur établit et lève dans sa terre, en qualité de maître du sol et de souverain, tels impôts, services et redevances qu'il lui plaît. » Ces droits ne variaient pas seulement d'une localité à une l'autre, d'une terre à l'autre, mais encore dans la même terre où chaque tènement et chaque individu étaient soumis pour ainsi dire à des perceptions particulières.

Le seigneur, en sa qualité de propriétaire, réclame des redevances et des services.

On distingue deux sortes de redevances: les personnelles et les réelles. En tête des redevances personnelles figure la taille seigneuriale que l'on peut diviser de nouveau en taille ordinaire ou à volonté et en taille extraordinaire. A l'ordinaire la taille à volonté, la capitation (census capitalis), le chevage n'est réclamé qu'une fois par an; hommes et femmes y sont assujettis, seulement les femmes ne

payent que demi-taille. La taille extraordinaire n'est réclamée que dans certaines circonstances. On range également parmi les redevances personnelles les offrandes ou dons des tenanciers à certaines époques de l'année.

Comme l'homme, la terre doit payer un cens. La plus importante de ces redevances est incontestablement le tannage, *terrarium, agrarium*. « Le cultivateur libre, vilain, main-mortable ou serf, ne peut détacher de la terre les fruits qu'elle produit sans en faire deux parts; une part à Dieu, c'est la dîme de l'Église; une part à son seigneur, c'est le tannage. »

L'autorisation de mener paître les troupeaux, d'engraisser des porcs avec la faine et le gland, de rouir le chanvre dans les ruisseaux, d'utiliser le bois au chauffage et à la construction est achetée par des redevances en numéraire, en grains ou en volailles.

« Sous le nom d'assises ou de rentes, dit M. Bonvalot dans son ouvrage *Le Tiers État*, les vassaux offrent à leur seigneur, à certaines époques de l'année, des prestations en denrées, en objets de consommation, tels que grains, vin, miel, fromage, beurre, huile, cire. »

Partout on trouve des prestations en bétail consistant en porcs gras ou maigres, gros ou petits, en moutons avec ou sans laine, en brebis, en chevreaux et quelques fois en jeunes veaux. « Il n'est pas de tenure qui ne livre, aux grandes fêtes de l'année ou à la fête d'un saint particulier, une assez grande quantité de volailles: coqs, chapons, oies, poulets, poules grasses ou vêtues, c'est-à-dire accompagnées d'une certaine quantité d'œufs. Outre le nombre de têtes de volailles fixé par la coutume, chaque chef de famille donne, comme signe de sa dépendance, une poule dite de fumée. »

Quels sont les services principaux que doivent acquitter, à cause de la terre, ses détenteurs libres ou non libres, roturiers ou nobles? On trouve en premier lieu le service militaire, l'ost et la chevauchée. Les vassaux ne sont pas seulement tenus de protéger la personne du seigneur, tous les membres de sa famille, mais aussi sa propriété; il leur incombe de garder le château soit de jour soit de nuit. Les serfs sont également astreints à faire des courses à pied et à cheval, à courte ou à longue distance pour le transport des provisions, des lettres et des paquets. Viennent ensuite les différentes corvées, les nombreux travaux manuels et personnels, les travaux avec chevaux, bœufs et voitures.

M. l'abbé D. Mathieu, dans son ouvrage *L'ancien Régime dans la province de Lorraine et Barrois*, ramène en deux classes les droits seigneuriaux: 1^o les droits de justice qui rappelaient l'ancienne souveraineté exercée par les seigneurs; 2^o les droits fonciers qui étaient ou bien le rachat de la servitude ou bien le prix de certaines concessions territoriales.

Il divise ensuite les droits de justice en droits simplement honorifiques et en droits honorifiques et lucratifs à la fois. Parmi les droits honorifiques il cite: la création des officiers, le droit de défendre aux sujets d'offenser un plaignant, la prohibition d'aliéner les fruits ou biens communaux ou d'en changer la nature sans le consentement du justicier, le droit de faire crier la fête patronale et de permettre les danses et jeux, le droit d'être salué du chapeau et révérence des sujets,

sous peine d'amende. Ces droits honorifiques assurèrent même au seigneur une situation spéciale dans l'église: il avait son banc à part, souvent placé au chœur et construit d'une façon particulière (avec ses armes); il recevait le premier l'eau bénite par la présentation du goupillon, et le pain bénit dans un panier séparé, était encensé le premier, marchait le premier à l'offrande, et était nominativement recommandé au prône.

En fait de droits honorifiques et lucratifs à la fois, on voit énumérés: les droits de chasse et de pêche, de troupeau à part, de colombier; le tiers-denier; le droit de nouvel entrant, de bouchon ou cabaret, de rouage, de poids et mesures, de jaugeage, de péage; les droits des trois banalités, de four, de moulin et de pressoir; la descendance, en vertu de laquelle le seigneur-justicier héritait du sujet qui mourait sans laisser d'héritier et sans avoir disposé de son bien, ou éventuellement, il représentait dans la succession la ligne vacante; il héritait aussi du bâtard né et mort dans sa justice, sans enfants légitimes.

Les droits fonciers consistaient en la taille seigneuriale, les redevances sur les ménages ou maisons, les corvées et prélations, les droits sur les bestiaux; les droits de lods et de ventes; le droit de revêtement ou revêtue et de chef d'hôtel; le cens sur les terres; la dîme, le droit de gerbage ou de terrage.

On voit de ce qui précède que l'on a essayé de classer les droits seigneuriaux; mais, comme ces droits sont des plus multiples, des plus variés (Boncerf en compte jusqu'à 300), de même leur classement est des plus différents. Nous ne nous y arrêterons pas davantage et ne maintiendrons dans la suite que la classification: 1° en droits de propriétaire, que nous diviserons en redevances et en services, et 2° en droits de justice.

Avant de nous occuper particulièrement de ces différents droits du seigneur, nous croyons devoir nous étendre sur quelques préjugés, sur les coutumes de la féodalité, sur le moyen âge que l'on s'est habitué à regarder comme une époque sombre et désolée, une époque d'ignorance, de barbarie et d'oppression. En général on donne au moyen âge une durée de mille ans environ, depuis 476, date de la déposition d'Augustule, jusqu'à la prise de Constantinople en 1453 ou jusqu'aux débuts de la Réformation en 1519. Pendant cette période, la physionomie du monde a beaucoup changé: le Christianisme est devenu la religion de l'Europe, le monde païen qui se sentit vivement blessé à l'ouïe de cette religion nouvelle, mit en œuvre ses persécutions, mais le Christianisme, loin de succomber, ne fit que puiser dans ces persécutions un redoublement de force et d'énergie. Guérard, dans sa *Condition des personnes et des terres au moyen âge*, en dit: « Le grand bienfaiteur du moyen âge est le Christianisme. Ce qui frappe le plus dans les révolutions de ces temps demi-barbares, c'est l'action de la religion et de l'Église. Le dogme d'une origine et d'une destination communes à tous les mortels, proclamé par la voix puissante des évêques et des prédicateurs, fut un appel continu à l'émancipation des peuples. Il rapprocha toutes les conditions et ouvrit la voie à la civilisation moderne. Quoiqu'ils ne cessassent pas de s'opprimer les uns les autres, les hommes se regardèrent comme les membres d'une même famille et furent conduits par l'égalité religieuse à l'égalité civile et politique. De frères qu'ils

étaient devant Dieu, ils devinrent égaux devant la loi, et de chrétiens, citoyens. Cette transformation s'opéra graduellement, lentement, comme une chose nécessaire, infaillible, par l'affranchissement continu et simultané des personnes et des terres. . . . L'esclave que le paganisme, en se retirant, remet aux mains de la religion chrétienne, passe d'abord de la servitude au servage; puis il s'élève du servage à la main-morte, et de la main-morte à la liberté.» Voilà les paroles d'un auteur qu'on se gardera bien de traiter de partisan du cléricalisme. Le Christianisme se met à la place de l'idolâtrie romaine, germanique ou gauloise. Cet effroyable mélange de Goths, de Bourguignons, de Vandales, d'Allemands, de Francs, de Saxons, de Lombards, de Romains dégénérés, de Barbares jadis asservis aux Romains et corrompus plutôt que civilisés par eux; cette cohue de peuples divers d'origine, de mœurs, de langage, dit Louis Veuillot, les uns conquérants, les autres conquis, tous également dégradés, et n'ayant à mettre en commun, pour fonder une société nouvelle, que des ruines et des vices; ce mélange et cette cohue ne sont pas tout à fait la même chose que les nations qui allaient à la croisade. Lorsque l'on s'évertue contre le moyen âge, contre la brutalité de ses lois, contre l'infamie de ses mœurs, il faudrait dire à quelle époque on le prend, et s'il est question du moyen âge encore païen ou du moyen âge chrétien.¹⁾

Si les siècles de tourmentes et de désordres qui suivirent la chute de l'Empire romain d'Occident et la migration des peuples peuvent être considérés comme la période d'enfantement et d'enfance de la société moderne, si la Renaissance en est la brillante jeunesse, si notre époque correspond à l'âge mûr, le moyen âge en est l'âge ingrat; cette période offre une exubérance de force et de vitalité qui se traduit souvent en actes d'arbitraire, d'injustice et de violence, mais qui contraste d'une manière avantageuse avec la langueur sénile de l'Empire romain d'Orient, consumant ses dernières forces dans de puériles discussions théologiques.

Nous ne parlerons pas des merveilles architecturales et sculpturales que nous a léguées cet âge méprisé, ni des trésors de fraîches poésies des trouvères et troubadours français et des *minnesänger* allemands; nous ne montrerons pas le respect de la femme, propre à la race germanique, transformé en un véritable culte par la chevalerie, épanouissant au XIII^e siècle sa splendide floraison, mais nous nous occuperons en quelques mots du sort de la masse du peuple qui n'était pas aussi déplorable qu'on est enclin à le penser.

La situation du serf était-elle aussi insupportable que quelques auteurs nous la dépeignent ou comme il semble résulter même de ce que nous en avons dit? Nous avons vu que du règne absolu de la force physique il est venu un enchevêtrement d'obligations, de suzeraineté et de vasselage si varié qu'il est parfois difficile de s'en faire une idée exacte. Mais c'est précisément cette absence de légalité, ce droit de la force qui profite à l'humble serf dont le seigneur a besoin pour la culture de ses terres et pour sa défense contre des voisins remuants et rapaces:

1) On subdivise souvent le moyen âge en trois périodes: la *période barbare*, de la fin du IV^e siècle à la fin du IX^e, c'est-à-dire depuis l'invasion jusqu'au démembrement de l'empire de Charlemagne; la *période féodale*, de la fin du IX^e siècle à la fin du XIII^e, c'est-à-dire à la fin des croisades; la *période de la décadence de la féodalité*, comprenant le XIV^e et le XV^e siècle.

le seigneur prête à ce serf l'appui de sa vaillante épée. Le manoir féodal n'était pas une menace pour le pauvre, mais il lui présentait un refuge; les chétives chaumières pouvaient se grouper tranquillement sous l'ombre tutélaire du château. Aussi les tourmentes de la part du seigneur n'étaient-elles pas comme on se plaît à les dépeindre parfois. Le seigneur qui aurait pressuré et tourmenté outre mesure ses vassaux, se serait bientôt vu abandonné, isolé et à la merci de ses voisins ennemis. Il y a plus, le serf pouvait acquérir la liberté et même les honneurs de la chevalerie. D'ailleurs, cette servitude tant méprisée et décriée était telle, surtout sous la domination de seigneurs ecclésiastiques sur les dépendances des couvents, que même notre époque pour laquelle on a proclamé la liberté, l'égalité et la fraternité a conservé de doux souvenirs de ces temps d'oppression. C'est par tradition que le peuple parle encore de la vie facile sous la crosse: les Allemands ont conservé le proverbe: «Unterm Krummstab ist gut leben.»

On reproche au moyen âge d'avoir interdit au serf de porter les armes. Ce reproche est tout bonnement ridicule. Ne condamne-t-on pas encore aujourd'hui pour port d'armes prohibées? Nous ne voulons pas parler de l'armement des serfs par le seigneur dans les guerres que les seigneurs menaient l'un contre l'autre. D'un autre côté on se méprend volontiers sur le service de guerre, sur la garde que les serfs devaient monter pour protéger la famille et les biens du seigneur. Est-ce que le service militaire de nos jours ne pèse pas davantage sur le peuple? Il pèse sur la classe privilégiée comme sur la classe ouvrière, les serfs d'autrefois.

Ensuite on fait grand cas des corvées et des redevances que devaient acquitter les serfs. Quant aux corvées, nous redemandons si la conscription, à elle toute seule, ne vaut pas bien toutes les corvées du moyen âge, du temps méprisé de la féodalité. Ces quelques jours de corvées annuelles étaient moins pesants qu'un service militaire de plusieurs années. Prenons les redevances. «Le cens, dit Bouthors, offre un double caractère: ou il est représentatif de la possession, ou il est reconnaissant de la seigneurie. Le cens *représentatif* de la possession diffère peu de la rente foncière. Comme celle-ci, il constitue un véritable revenu. Le cens *reconnaisissant* a cela de particulier qu'il consiste toujours en une prestation modique qui n'est pas en rapport avec la valeur de l'objet auquel il s'applique. Le premier est dû au propriétaire, abstraction faite de la seigneurie; le second est dû au seigneur, abstraction faite de la propriété. Le premier peut se détacher du domaine et s'inféoder comme le domaine lui-même; le second ne peut jamais être séparé de la seigneurie.»

Mais on doit demander avec raison si les impôts que nous payons aujourd'hui à l'État et à la commune ne sont pas plus onéreux que les redevances de la féodalité. Que l'on fasse la comparaison et on regardera le moyen âge sous un autre jour. Il y avait des droits et des redevances qui n'étaient que le faible prix d'un véritable service: par exemple, une brebis, une oie, un porc, pour la pâture du troupeau; une rente en avoine pour l'usage dans telle partie de forêt que le seigneur ne pouvait aliéner. Prenons un fermier de nos jours, est-il plus heureux dans notre siècle éclairé que l'était l'homme lige sous le régime de la féodalité? Qu'on rapproche les deux conditions. Le dernier paye à son seigneur une certaine

redevance soit en argent soit en nature, mais le seigneur lui-même a tout intérêt de ne pas exploiter cet homme. Pour le fermier de nos jours le cas est tout autre. Nous n'entendons pas parler de nouveau du service militaire qui peut l'appeler à tout moment, auquel ses fils sont astreints indistinctement. Il doit payer intégralement le fermage au propriétaire du sol que les années soient bonnes ou mauvaises, que ses récoltes soient détruites ou non — aucune réduction ne lui est accordée. Il paye, en outre, ses impôts à l'État et à la commune.

Ensuite on relève que sous certaines coutumes féodales le seigneur héritait d'une partie des biens du serf. Mais le fisc d'aujourd'hui, dont nous sommes tous serfs, est-il plus modéré, plus accommodant ? Nous tous, pauvres ou riches, payons plus de droits de mutation que le serf du moyen âge. On pourrait continuer ce parallèle, mais nous y renonçons, car déjà de ce qui précède, il semble résulter que la condition matérielle de la population serve au moyen âge n'était pas aussi déplorable, qu'on se plait à la dépeindre. Le malaise qui caractérise notre époque n'existait pas durant le moyen âge, les institutions se trouvaient en harmonie avec les mœurs, les idées et les aspirations de l'époque.



CHAPITRE IV.

LES DROITS DU SEIGNEUR.

1. CORVÉES, SERVICES ET REDEVANCES.



ous nous sommes déjà occupés de la classification des droits multiples du seigneur; nous maintiendrons la division en droits de propriétaire et droits de justice: les premiers se subdivisent eux-mêmes en services et en redevances.

Les services sont désignés généralement sous le nom de corvées (*curvatus*, courbé) ou services gratuits qui sont dus au seigneur. C'est cette dernière définition qui a amené certains auteurs à faire une distinction entre les services proprement dits et les corvées.

Nous avons mis en tête des services, le service militaire. Il est vrai qu'aucun document se rapportant à la seigneurie de La Grange ne mentionne ce service et cependant force nous est d'admettre qu'il y existait et qu'il était réclamé par des seigneurs qui aimaient tant à guerroyer. Si pendant longtemps le port des armes était le privilège de l'homme libre ou noble, il faut reconnaître que, déjà au XII^e siècle, les classes serviles conquièrent également ce droit ou mieux l'obligation leur est imposée de prendre les armes pour soutenir le seigneur respectif. A aucune époque antérieure de la féodalité on n'eut, en effet, autant besoin du concours de ces classes serviles pour les guerres privées ou pour la défense du territoire. Dans leurs luttes journalières, les seigneurs menaient à leur suite les gars les plus solides de leur population serve pour recevoir d'eux les services réclamés. C'est sur le champ de bataille que même un serf pouvait être anobli pour une action d'éclat. Mais, à l'ordinaire, ces services n'étaient que de courte durée et le plus souvent les hommes pouvaient rentrer chez eux avant le coucher du soleil. Dans certains

records de justice, ces obligations sont clairement stipulées. C'est ainsi que dans le record de justice de la seigneurie de Mont-Saint-Jean (1575) on trouve indiqué que les hommes féodaux des villages de Dudelange, Baltzingen, Budersberg et Burange étaient obligés, en cas de dissension ou de guerre, de suivre leur seigneur pendant six semaines et trois jours avec armes et chevaux qu'ils devaient fournir eux-mêmes. Toutefois le seigneur était tenu de pourvoir, pendant ce temps, à l'entretien des chevaux et d'assumer toutes les autres dépenses. Si, après le dit délai, les querelles n'étaient pas terminées, les sujets étaient tenus de continuer leur service, mais ils avaient droit à la solde payée aux autres soldats. Le manque d'une disposition de l'espèce dans les records de justice de La Grange ne nous autorise pas de conclure à une dispense du service militaire. C'est un service qui est généralement répandu, qui est réclamé par tous les seigneurs séculiers.

Il en est de même de la garde du château seigneurial, également réclamée presque partout. Citons encore, à ce sujet, la coutume en vigueur dans la seigneurie de Mont-Saint-Jean. Les sujets sont chargés de la garde et de la défense des propriétés seigneuriales. Chaque ménage y doit contribuer et ceux qui veulent être exempts de cette obligation doivent payer annuellement l'« argent de la garde », qui est de vingt beyers; les veuves ne payent que la moitié. Ce service, qui s'étendait à la garde de la ville ou du village contre les surprises d'un ennemi ou les attaques des malfaiteurs, était non moins utile aux tenanciers qu'aux seigneurs. Aussi est-il réclamé de tous, sans distinction.

Voyons spécialement les *corvées* dont les documents nous parlent. Ces corvées étaient dues par les voueries, mais il y a lieu de remarquer que chaque vouerie en particulier n'était pas astreinte à telles ou telles corvées, l'ensemble des voueries devait y contribuer du moment qu'il s'agissait de corvées proprement dites.

Lorsqu'il y avait lieu de bâtir ou de réparer quelque chose soit au château même de La Grange soit à la basse-cour y attenante, les habitants de tous les lieux dépendant de la seigneurie étaient tenus, comme nous l'avons déjà indiqué, d'amener avec leurs attelages les matériaux nécessaires; les manœuvres y devaient contribuer par le travail de leurs mains soit en chargeant des pierres soit en faisant tels ouvrages qu'il plaisait au seigneur de leur assigner. Ces sujets n'étaient cependant obligés que d'aller quérir les pierres jusqu'à la pierrière de Hettange. Du chef de ces corvées, le seigneur leur donnait pendant ce temps le dîner et la soupe, du lard et des pois et les autorisait, en outre, de faire paître leurs chevaux soit dans la grande « Atzing » soit en d'autres lieux à désigner par le seigneur.

Les laboureurs devaient faire avec leurs chevaux deux jours de corvée au mois de mars et deux jours en automne; pendant deux autres jours ils étaient tenus à remuer la terre. Ces deux jours de corvée leur incombaient également pour le temps des semailles, tandis qu'ils n'étaient employés à fienter ou à charrier du fumier que pendant une demi-journée.

En outre, chaque laboureur était encore astreint aux corvées suivantes: à charrier une charrette de bois à la Noël et une charrette de fagots au mois de mai, quatre chariots de foin, deux charrettes de blé et deux d'avoine.

D'après le record de 1706, les mêmes habitants et en général tous ceux qui,

dans les villages de Garsch et de Manom, devaient « rente » à La Grange, étaient obligés de faucher, de faner et de voiturier le foin du bruil d'Ebertz; le voiturage devait se faire soit au château de La Grange soit à Thionville, suivant le choix du seigneur. Il faut remarquer que, d'après le record de 1586, tous les habitants de Manom et de Garsch qui étaient sujets soit aux seigneurs de Milbourg soit à ceux de La Grange étaient obligés, de concourir à la fenaison ou à la rentrée des récoltes tant par la fourniture des moyens de transport que par le travail de leurs mains, dès qu'il s'agissait de rentrer les foin du *bruil* de Milbourg, sur le ban de Koecking ou du lieu dit « Brouch » sur le ban de Manom, appartenant aux seigneurs de La Grange.

Conformément au record de 1706, les laboureurs devaient être à trois pour rentrer le foin. Pendant le temps du labourage des terres, le seigneur devait aux corvéables le dîner « comme aux domestiques », aussi était-il loisible aux intéressés de faire paître leurs chevaux aux lieux que le seigneur désignait. Pour le voiturage des quatre charrettes de foin susdites, ainsi que pour le voiturage des deux charretées de blé et d'avoine, il revenait aux sujets du pain et du fromage.

Le record de justice de 1586 ne fixe pas le temps pendant lequel les corvéables étaient astreints aux travaux leur incombant.

Les mêmes féodaux de La Grange étaient obligés de mettre les avoines en monceaux et de les rentrer; à la Noël ils devaient couper une charretée de bois au lieu à eux désigné toujours par le seigneur. Pendant le temps des vendanges, le seigneur pouvait choisir un nombre suffisant de manœuvres pour porter la hotte durant deux jours; du chef de cette corvée ils avaient droit au manger pendant ce temps.¹⁾

De même que les obligations des manants, laboureurs et manœuvres, celles des seigneurs ont été modifiées avec le temps. Tandis que d'un côté les laboureurs sont encore astreints à labourer un jour dans les vignes au mois de mars et à

1) Il se trouve au château de La Grange un « État des corvées que les habitants de Manome sont assujettis de faire au seigneur de La Grange pour chacune année. » De cette pièce non datée nous transcrivons les dispositions suivantes:

« Les laboureurs sont sujets à labourer deux jours dans le marsage; plus deux jours dans le semence où le seigneur est obligé de leur fournir la pâture entre midy; plus deux jours à remuer la terre; plus deux jours pour la semaille dont dans tous ces ouvrages le seigneur est obligé de leur donner à dîner tous les jours, surquoy les laboureurs sont obligés d'atteler tous les matins à six heures jusqu'à dix heures, et l'après-midi depuis deux heures jusqu'à six. En outre, les laboureurs sont sujets à amener un demy jour du fumier, plus de luy mener une voiture de foin hors de son prez, plus une voiture hors de son brülle de Manom, plus deux voitures de grains soit en gros grain ou en maryage; plus une voiture de bois annuelle, et une voiture de fagots au mois de may que lesdicts bois et fagots les manœuvres sont obligés à faire la façon dans le bois de Lagrange et non ailleurs. En outre, les laboureurs sont sujets à labourer un jour dans la vigne au mois de mars et un jour à vandanger.

« Savoir les corvées des manœuvres:

« Les manœuvres sont obligés à labourer deux jours au mois de mars à la vigne, surquoy le seigneur est obligé de les nourrir comme ses domestiques; plus lesdicts manœuvres sont obligés à luy faulcher son bruille où le seigneur est obligé de leur donner du pain et du fromage; plus les manœuvres sont obligés à faire une demy journée de foin dans ses prez; plus lesd. manœuvres sont obligés de lever l'avoine un demy jour, plus un demy jour à charger du fumier, plus deux à la vandange, surquoy le seigneur est obligé de les nourrir tous ces jours à l'accoutumé. »

aider pendant un jour dans les bandages, il n'est déjà plus question de cette corvée dans le record de 1706; d'un autre côté nous remarquons, que les obligations des seigneurs vis-à-vis de leurs féodaux sont réduites également: c'est ainsi qu'en 1586, le seigneur devait fournir aux faucheurs un setier de vin, un pain de seigle tel qu'il était cuit dans la maison de La Grange, quelques fromages et un pain blanc. Les gens de la justice partageaient avec les faucheurs le fromage et le pain blanc. Les premiers recevaient encore à part un demi setier de vin, un fromage et un pain blanc; les faucheurs recevaient une fois par jour du fromage et du pain et aux voituriers il revenait la soupe.

Nous n'entrerons pas davantage dans les détails que fournira amplement la comparaison des deux records de justice mentionnés.

On voit de ce qui précède que, sous le nom de corvées, on demande aux vassaux des travaux manuels et personnels ainsi que des travaux avec chevaux et voitures, ailleurs avec des bœufs. Ces mains-d'œuvre réclamées présentent la plus grande diversité: la réparation du château ou des autres bâtiments du domaine, les travaux dans les champs et dans les vignes, le chargement et le déchargement des voitures, la récolte des foins et des céréales, la coupe du bois, etc. Les records de justice de la seigneurie de Milbourg sont plus explicites au sujet de ces services et corvées. Nous reproduirons ces records dans les annexes.

Passons aux *redevances*.

Les redevances sont, comme les services, de la plus grande diversité. Rappelons seulement par curiosité que les moines de Héauville devaient au seigneur, tous les ans, une guirlande de roses et que lui même leur devait un quartier de sel. Les paysans, le jour de saint Jean-Baptiste, étaient tenus d'amener à la messe un verrat paré de fleurs, moyennant quoi ils pouvaient paître leurs pores dans la forêt d'Écouves.¹⁾

Le pied-terrier de La Grange du 31 mars 1706 nous apprend qu'au seigneur appartenaient les droits « généralement quelconques dont jouissent communément tous seigneurs hauts justiciers dans la coutume de Luxembourg. »

Parmi les redevances nous avons nommé, en premier lieu, la taille; dans la mairie de Manom les seigneurs de la Grange perçoivent de ce chef, en 1574, la somme de 36 florins à 18 sols pièce; dans la seigneurie de Soleuvre, les dits seigneurs touchent de ce même chef une somme d'environ 16 florins. Un état des revenus dressé vers la fin du XVII^e siècle donne le total des cens en argent s'élevant à 1800 francs. Ce chiffre semble de peu d'importance, surtout si l'on prend en considération qu'il renferme également les cens dus sur certains biens particuliers comme fermage. Nous verrons que le fermage des prés est déjà porté en

1) MICHELET dans ses *Origines*, rapporte: « Dans une seigneurie de France, les paysans devaient par redevance conduire jusqu'au château une allouette placée sur une voiture à quatre chevaux. Ailleurs, c'était un œuf. — A Boulogne, l'emphytéose que concédaient les moines bénédictins de Saint-Preule payait à titre de redevance la fumée d'un chapon bouilli; c'est-à-dire qu'à chaque année, à un jour déterminé, l'emphytéote s'approchait de la table de l'abbé, apportait le chapon dans l'eau bouillante, entre deux plats, et le découvrait de telle sorte que la fumée s'en échappât; cela fait, il emportait le plat et était quitte. »

compte pour quarante-deux thalers et 35 sols, en 1574; les revenus du four banal y sont compris également.

Mais si les revenus en argent ne sont pas élevés, les revenus en nature sont d'autant plus importants. Du chef de la dîme à Hettange, Garsch, Ham et Huzange, il est prélevé, en seigle 2 maldres 7 bichets, en avoine 2 maldres 1 bichet et en pois 3 bichets. Mais, au lieu de faire des extraits au sujet des revenus en nature, nous préférons faire suivre textuellement un mémoire afférent tel qu'il se trouve aux archives du château de La Grange:

Mémoire au sujet du revenu de la terre de La Grange.

Le calcul cy après fera connaître de quoi il est question; on y fixe le prix des grains et la quantité beaucoup au dessous de leur valeur; M. Gomé de La Grange s'en raporte sur cela à son fermier qu'il n'a jamais vû et qu'il ne connoit pas.

On ne porte l'estimation, savoir

Du froment qu'à	14 livres le maldre.
Du moitange à.	10 »
Du seigle à	8 »
De l'avoine à	5 »
De l'orge à	12 »
Des pois, fèves et lentilles à	10 »
De la navette à	30 »

Pour la fixation de la quantité des grains qui se perçoivent de la ferme du château, on assure qu'on les portera au dessous de leur valeur, et de ce que l'on en tire.

Froments.

De la ferme du château	120 maldres	1680 l. 00 s.
De la neuvième gerbe	30 »	420 » 00 s.
De la métairie de Manom	12 »	360 » 00 s.
De la métairie de Senzick	1 »	14 » 00 s.
De la semence de Garsche.	» 8 bichets	11 » 04 s.
Total des froments.		163 m. 8 b.

Moitanges.

De la ferme du château	70 maldres	700 l. 00 s.
De la neuvième gerbe	80 »	800 » 00 s.
Du moulin	22 »	220 » 00 s.
De la métairie de Manom	12 »	120 » 00 s.
De la métairie de Senzick	3 »	30 » 00 s.

Total des moitanges 187 maldres.

4355 l. 04 s.

De l'autre part ci 4355 l. 04 s.

Seigles.

De la ferme du château.	40 maldres	{	781 l. 12 s.
De la neuvième gerbe.	30 »			
Du schaffe de Garsche	27 m. 7 bichets			
Total des seigles	97 m. 7 b.			

Avoine.

De la ferme du château.	40 maldres	{	603 l. 00 s.
De la neuvième gerbe.	50 »			
Du schaffe de Garsche	13 m. 6 bichets			
De la métairie de Senzick	2 maldres			
De la cenze de Gand.	3 »			
De la métairie de Manom.	12 »			
Total de l'avoine	120 m. 6 b.			

Orge.

De la ferme du château	12 maldres	{	324 l. 00 s.
De la neuvième gerbe	15 »			
Total de l'orge	27 m.			

Pois, fèves et légumes.

De la ferme du château.	10 maldres	{	300 l. 00 s.
De la neuvième gerbe	20 »			
Total des légumes	30 »			

Navette,

De la ferme du château.	8 maldres	{	330 l. 00 s.
De la neuvième gerbe.	3 »			
Total de la navette	11 maldres			

Revenû en argent.

De la fayencerie.	1500 l. 00 s.
Des jardins assencés à perpétuité	1091 » 00 s.
Il y a au moins 300 mouës de vignes qui sont assencées à 22 s., à 30 s., à 2 l., à 2 l. 10 s., à 3 l. et à 4 l. cela se porte aux environs de	600 » 00 s.
Du four et du pressoir bannal, du schaffe de Garsche, de la sept ^e gerbe qui se relaisse en argent, du banvin d'Ellange, de la pesche du ruisseau de Keselsbach, au moins.	200 » 00 s.
Le dixième denier de toutes les ventes tant sur les terres du village de Manom que sur les vignes et jardins au moins.	300 » 00 s.
Le colombier estimé au moins	100 » 00 s.
On vend des fruits et légumes au moins	300 » 00 s.
Des prairies du château y compris le brûil au moins 40 chariots de foin à 12 l.	480 » 00 s.
Au moins 60 chariots de paille à 5 l.	300 » 00 s.
Le bois rend par année au moins	1200 » 00 s.
Et vingt chariots de pesseaux à 10 l.	200 » 00 s.
Les étangs par année	200 » 00 s.

13.164 » 16 s.

	Cy contre	13,164 l. 16 s.
La houblonière a raporté une année 6000 l., tous fraix faits elle rend au moins	3000	00 s.
Les vignes du château consistantes au moins en 114 mouïes ou environ, tous fraix faits	1000	00 s.
Les deux thuilleries rendent au moins 4000 l. Tous fraix faits quand on veut les faire travailler, ne seront évaluées icy que pour	1200	00 s.
Le droit de troupeau à part et de parcours tant sur le ban de Manom que sur une partie du ban de la ville, vaut au moins.	500	00 s.
Les corvées de toutes espèces au moins	300	00 s.
Il y a bien 80 chapons de rentes à 15 s. pièce	60	00 s.
Environ 100 poules de fumée à 7 s. 6 pièce	37	10 s.
Un cochon gras du munier d'une valeur de	30	00 s.
Total du revenu de la terre de La Grange . . .		19,862 l. 06 s. 1)

Au sujet des recettes faites à la Saint-Étienne, nous extrayons des mêmes archives le compte suivant:

Recepte faite au Château de La Grange le jour de St. Étienne, le lendemain de Noël, pour l'année 1687.

François Bouster a livré dix sols monoye de Luxembourg de la place du four banal qu'il a réduit en grange située vis-à-vis de la maison de Jacob Hartert dit Todt, et ce tant qu'il plaira au seigneur (de) luy laisser lad^e place cy . . 10 sols.

Jacob Bouster, au nom et de la part du sieur Fringan, a livré deux chappons qu'il doit d'un pré appelé Neuwies cy 2 chapps.

François Fasel de sa maison a payé un franc de dix sols monoye de Luxembourg appelé mertesgulden cy 10 s.

Le maire du s^r d'Autel à Sötrich et Bruistorff a payé hors des rentes dudit s^r un escus d'or cy un escus d'or.

Les maîtres de confréries de St. Sébastien à Ternon at livré par les mains du maître de lad^e confrairie en argent quatre herngulden à vingt huit sols pièce, et quatre chappons, lesquels il lève annuellement de différens particuliers à cause d'un bien appelé Schudingsgutt 4 thr. 4 chapp.

Sondag Hum ou Hummers Sondag d'Ellange doit d'un pré appelé Cappenwies cinq chappons et cinq herengulden qu'il a payé cy 5 fl.
à la réserve de l'argent dont il n'a payé que la moitié 5 chappons.

Nicolas Léonard a payé de sa maison joignant celle de François Fasel dix sols dite monoye appelé martesgulden cy. 10 s.

Christophe Jung en qualité de maire de Manom a payé seize francs monoye de Luxembourg au lieu et place d'un porc gras cy 16 fl.
redoît cinq sols de France.

Jean Imbtgen de Cattenom a livré à la St. Martin dernier du froment un maldre et demy, du seigle sept maldres, du avoine dix, du pois un maldre et demy, en argent sept escus blans et un porc.

1) On trouvera dans les pièces justificatives, outre le compte des recettes et des dépenses de 1574, un second état des revenus qui a été dressé antérieurement à celui ci-dessus.

Jean Wolff Jamais a payé d'un jardin situé à Garsch sur Ploetsch cinq sols de Luxembourg cy 5 s.

Ledit jardin ayant pour tenans Didier Fermer d'une part et Jean Specht d'autre, aboutissant sur le grand chemin.

Pierre Molvinger de Garsch a payé de la pesche du ruisseau de Kieselsbach un herngulden 1 hg.

Michel Lanio et Martin Zick de Manom ont livré deux chappons d'un pré situé en Neuwies au long du s^r Fringan, et ce tant qu'il plaira au seigneur cy 2 chappons.

Nicolas Junger de Manom a livré un chapon appelé Britskappen 1 chapon.

Nicolas Baur de Cattenom a livré un porc gras de la métairie qu'il tient du seigr de La Grange cy 1 porc.

Jean Terver de Garsch a livré deux chappons appelés Britskappen cy 2 chapp.

Mathis Gallus de Garsch a payé de sa grange deux sols de Luxembourg 2 s.

Pierre Molvinger a livré quatre bichets de seigle à cause de la septième gerbe qu'il a livré sur quelques terres dans le ban de Garsch qui y sont affectées.

Le censier de Florange a livré un porc gras.

Les mêmes comptes reviennent avec quelques modifications pour les années de 1688 à 1697 inclusivement. Quant au maire du seigneur d'Autel nous trouvons pour l'année 1688 l'annotation suivante: « Et est à noter que ladite rente échoit le jour de St.Martin, et est l'usage tel qu'autant de jours qu'il est défaillant à faire lad^e livraison après son échéance, autant d'escus d'or doit il pour le retard, cy pour cette année un escus d'or. » Nicolas Laurent est noté comme devant trois écus blancs d'un journal de vigne situé au Rosenberg. A partir de 1690, on trouve plusieurs redevances sur des vignobles: Nicolas Laurent doit payer de ce chef 3 écus pour une vigne située au Rosenberg, Nicolas Coon et Jean Peiffer 1 chapon chacun pour une vigne près de Holgas et Antoine Jadin doit payer 3 écus pour un vignoble situé au Rosenberg. A partir de la même année, le meunier de La Grange est tenu de fournir un porc gras.

D'après le mémoire des recettes qui a été fait par Brice Gomé, le nombre des chapons à livrer annuellement au château de La Grange était de quatre-vingt. Le pied-terrier de 1706 nous apprend, au sujet de cette redevance, qu'à Ellange il est dû cinq chapons de rente « outre ceux-cy spécifiez ». Ces chapons spécifiés à part pour une petite cense à Ellange s'élevaient à 5, tandis que dans le compte de 1574 ils figurent par: 5 du bien de Cleffen Peter, 3 du bien de Starck Jean, 1 de Hentzmansgut. Le même pied-terrier mentionne ensuite neuf chapons de rente annuelle à fournir par divers particuliers de Garsch et de Manom le jour de la St-Brice; quatre chapons sont dus sur un pré à Manom et trois à Kœcking. Ces rentes en chapons sont d'ailleurs bien variables. D'après le compte de 1574, les paysans du village de Garsch devaient livrer annuellement 7 chapons et ceux de Manom 5, Mulendorf en fournit 24, le Neubertsgut à Manom 4; à Kanfen il en est livré 3, à Terville (Terfen), 4. D'après le compte détaillé ci-dessus il en a été livré seize en 1687.

En fait de poules chaque habitant de la seigneurie de La Grange devait fournir annuellement, d'après le pied-terrier de 1706, une poule de carnaval; mais outre ces poules de carnaval, il y avait encore à livrer trois poules, dites poules de fumée, le lendemain de Noël.

Des comptes sur ces redevances en poules nous étant conservés, nous en reproduisons un ci-après:

« Déclaration faite par la justice de Garsch des particuliers qui doivent chacun trois poules payables le lendemain de Noël et des particuliers qui doivent chacun une poule de carnaval, et le herdtphening ou anvenguel, faite le 5 février 1787.

Savoir trois poules:

Nicolas Hippert, Mathias Molvinger, Nicolas Franck, François Maire, Pierre Juving, Mathias Gravier, la veuve Schmidt, la veuve F. Graffe, Nicolas Clause, Jean Laurent le jeune, Jean Lenné, Nicolas Florange, Jean Riffe, la veuve Speidt, Pierre Reuter, la veuve Florange, Jacques Léonard, Jacques de Lion (pour quatre maisons il ne paye que trois de luy, ça fait chaque année neuf poules), Jacques Bervere, veuve Jean Gairdener.

Une poule:

Jean Benoir, doit en outre le herdtphennig 12 s. 6 d.

Nicolas Rabeisen, doit en outre le herdtphennig 12 s. 6 d.

Jean Hoffman et la veuve Ginsbach ne payent qu'une poule.

Marie Henry, doit en outre le herdtphennig 6 s. 3 d.

Susanne Laurent, doit en outre le herdtphennig 6 s. 3 d.

La veuve Antoine Riffe.

Jean Laurent.

Henry Redt, doit en outre le herdtphennig 12 s. 6 d.

Jean Redt.

Jean Kirche.

La veuve Beving, doit en outre le herdtphennig 6 s. 3 d.

François Terver.

Jean Graff, sergent.

Le 15 avril 1787 reçu six livres du sergent de Garsch qu'il redevoit sur la septième gerbe du ban de Garsch de l'année 1785. »

A l'exception de Jacques Léonard, Susanne Laurent, Jean Laurent, Jean Kirche et Jean Graff, tous les noms portent l'annotation « payée ». ¹⁾

1) Un autre compte ne diffère que fort peu de celui ci-dessus: « Liste des particuliers de Garche qui doivent chacun trois poules de fumée et qui ont payé. Savoir: Nicolas Hipert, Mathias Molvinger, la veuve Nicolas Franck, François Maire, Pierre Juving, Mathias Gravier, la veuve Schmidt, la veuve François Graff, Nicolas Clause, Jean Laurent le jeune, Jean Lenné, Jean Riffe, François Speidt fils, Pierre Reuter, Jacques Bernere, veuve Jean Gairdener, Jacques de Lion doit 12 poules affectées sur 4 maisons, la veuve Florange, Nicolas Fleurange.

« Ceux qui ne doivent qu'une poule: Jean Laurent l'aîné, Jean Rennoir, Nicolas Rabeisen, doit en outre douze sols 6 deniers de four banal et corvée, Magdelaine Henry, doit four banal et corvée, Susanne Laurent, doit four banal et corvée, Antoine Riffe, Jean Kirche, Jean Redt, Henry Redt, four banal et corvée, François Terver l'aîné, la veuve Reinsbach, veuve Jean Beving, four banal.

« Le sergent de Garsch doit en outre trois livres dix sols de herdtphening qui sont dus par plusieurs particuliers. Le sergent de Garsch doit en outre six livres tous les années pour la septième gerbe à Garche, les six livres déduit qui luy reviennent pour son droit de sergent. » (Archives de La Grange.)

Il nous reste encore à relever quelques redevances particulières du chef de certaines possessions.

Des héritages situés au ban du village d'Entrange (commune d'Oeustrange) devaient payer une rente foncière de deux maldres de froment et de cinq poules par an. Nous ne comprenons pas comment cette rente pouvait déjà être perdue au commencement du XVIII^e siècle. Entrange figure par erreur au pied-terrier de 1706 sous le nom d'Endransse : en suite du changement de possesseur, les manants en question n'auront pas été pressés de s'acquitter de leurs obligations envers le nouveau seigneur, Brice Gomé, qui d'ailleurs avait toujours de nombreux procès à mener pour faire rentrer les rentes à lui dues. Le pied-terrier qu'il présenta en la Cour de parlement à Metz et qui, sans doute, n'est qu'une copie d'une pièce antérieure donnait, par erreur du copiste, Endransse pour Entrange ; il en résulta la perte de cette redevance. L'annotation consignée sur le document afférent est, pour ce motif, des plus curieuses. On y déclare avoir perdu cette rente et, le plus beau, on avoue ne pas connaître même le nom de ce village dans la prévôté de Thionville.

Il est à présumer que la cense dite Dasatinasser, située au même village, était également déjà perdue de ce temps ; le terrier ne le dit pas, mais il faut l'admettre puisque le seigneur de La Grange ignore même le nom de la localité citée.

Les villages de Soetrich et de Breistroff fournissaient annuellement une rente d'un écu d'or que les maires desdits villages étaient tenus d'apporter au château à la Saint-Martin et ceci alternativement. Du moment que cette rente n'était pas versée le lendemain du jour fixé, elle augmentait d'un écu pour chaque jour de retard dans le payement.

Certains manants de Kanfen étaient obligés à une rente foncière de cinq bichets de froment, de trois chapons et de huit patards, rente déjà perdue également au commencement du XVIII^e siècle.

Pour d'autres redevances particulières, nous renvoyons au compte des recettes et des dépenses de l'année 1574 qui figurera aux pièces justificatives.

Les archives de la Section historique à Luxembourg renferment un compte qui fournit des données intéressantes sur les recettes et dépenses de l'ancienne baronnie et seigneurie de Fontoy en 1574. Nous y voyons que la dame Antoinette de Castel-Saint-Nazaire, veuve de Jean de Brandenburg, de son vivant seigneur de Meisenbourg, de Soleuvre, de La Grange et de Fontoy, y percevait le quart de tous les revenus.

Pour la part de la dite dame et de ses enfants, nous voyons figurer, comme recettes en deniers, la somme globale de 105 florins, 3 patards et 9 deniers ; par contre, les dépenses en argent y sont données par 110 florins 7½ patards, ce qui fait un excédent de dépenses de 5 florins 3 patards et 9 deniers accusé par le compte afférent.

Le herdpfenning ne représente donc ci-dessus que les redevances du chef du four banal et de certaines corvées. Il résulte en outre du compte ci-dessus, que les femmes ne payaient que la moitié de la redevance.

Cependant pour les autres recettes, la situation est plus favorable ; il est fourni en cire, au château de La Grange, cinq livres et en huile 3 pintes. Les recettes en seigle sont de 28 maldres, un quart de bichet et un huitième, et celles en froment de 4 maldres et 8 bichets ; il est perçu en avoine 27 maldres, 2 bichets et un demi quart de bichet. Les dépenses en blés sont renseignées par 6 maldres et demi et 12 bichets de seigle et par $3\frac{1}{2}$ maldres d'avoine.

Pour donner une idée des revenus importants et multiples des seigneurs de Soleuvre, nous tirerons quelques données d'un compte de l'an 1574 à 1575.

Les villages de Angelsberg, Niedergladbach, Schronweiler, Ernzen, Reuland, Beidweiler et Fischbach, qui dépendaient de la mairie de Meisenbourg, fournissaient pour la dite année : en argent 49 livres 15 sols et 9 deniers ; en froment un maldre 7 setiers 1 fas, en seigle (soille) 14 maldres 9 setiers 3 fas ; en avoine 12 maldres 6 setiers 1 fas ; en chapons 2, en poules 44, en huile 4 pintes et en cabris 1. La mairie de Lorentzweiler, avec Blandtsheid et Hunsdorf, fournissait, pour la même période, 23 livres 14 sols, 4 maldres de froment, 1 maldre 2 setiers de seigle, 4 maldres 9 setiers d'avoine, des chapons, 20 poules et 2 oisons.

La mairie d'Olingen et Flaxweiler, avec les villages de Betzdorf et Mensdorf, livrait : 46 livres 17 sols, 7 maldres 4 setiers de froment, 6 maldres de seigle, 6 maldres d'avoine, 10 chapons, 6 poules, 2 cabris et 200 œufs.

Les villages de Steinsel, Beggen, Helmsingen, Bofferdange, Bereldange, Walferdange, Mullendorf, Munsbach, Dommeldange, Weimerskirch, Eich et Grethenscheuer donnaient : en argent 31 livres 2 sols 9 deniers, en froment 2 setiers, en seigle 4 maldres 9 setiers, en avoine 9 maldres, en épeautre 6 maldres, en chapons 31 et en poules 2.

La mairie de Leudelange, avec Merl et Cessingen, fournissait : 28 livres 6 sols 7 deniers, 14 maldres 6 setiers $3\frac{1}{2}$ fas de seigle, 23 maldres 1 setier 1 fas d'avoine, 2 chapons et 40 poules.

Huncherange, Bergem, Fenningen, Peppingen, Rödgen (Rüntgen), Sprinckingen, Roeser, Garnich, Sassem, Hivingen, Linger (Leyner), Dippach, Bascharage, Hautcharage, Sæul, Itzig, Hellange et Bivange fournissaient : en argent 56 livres 1 sol $11\frac{1}{2}$ deniers, en froment 2 maldres 1 setier, en seigle 31 maldres 4 setiers 3 fas, en avoine 31 maldres 2 setiers $3\frac{1}{2}$ fas et 2 oisons.

Weiler-la-Tour, Koenigsmackern, Herkontz, Syren, Hasselt, Wormerange et Machtum donnaient 47 livres 5 sols et 11 deniers, 9 maldres $4\frac{1}{2}$ setiers de froment, 16 maldres 2 setiers et $2\frac{1}{2}$ fas de seigle, 11 maldres et 9 setiers d'avoine et un pain blanc.

Les recettes à Wintringen, Niederkorn, Küntzig, Sandweiler, Schifflange, Buvange-lez-Arlon, Hosingen, Holtzem, Bettembourg, Moersdorf-sur-la-Sûre, Luxembourg (de certaines terres au ban dit Rescheid) et Soleuvre s'élevaient à 22 livres, 2 sols 9 deniers, 14 maldres $2\frac{1}{2}$ setiers de seigle, 9 maldres 1 setier d'avoine, 6 chapons, $4\frac{1}{4}$ livres de cire, 1 pain blanc et une pinte d'huile.

Ce compte accuse pour les recettes un total de 343 livres 8 deniers, 24 maldres 8 setiers 3 fas de froment, 103 maldres $7\frac{1}{2}$ setiers de seigle, 108 maldres 9 setiers

et 1 fas d'avoine et 6 maldres d'épeautre. Le total en chapons, poules, cabris, cire, huile, pains et œufs n'est pas donné.

Pour la même période les dépenses s'élèvent: en argent à 771 livres 6 sols; en froment à 14 maldres; en seigle à 76 maldres 6 setiers; en avoine à 89 maldres 2 fas et en épeautre à 4 maldres 5 setiers.

La fin de ce compte a la teneur suivante: « Quant aux poulles, chapons, cabritz, œufs, cire, huile et pain blancq, ilz sont estez livrez de par ainsy à madame sans que rien soit demeuré à la charge de ce compteur parquoy l'on quicte d'icelles parties.

« Aujourd'hui vingtseptiesme du mois de juillet XV^e septante et cinq at ce présent compte esté ouy, cloz et arresté au lieu de la Grange par madame Antoinne de Castel St. Nazar, mère de messieurs les héritiers, et s'est trouvé par telle clôtüre que la recepte totale de ce compte porte en argent à la somme de trois cent quarante trois livres huict deniers, en froment à vingt quatre maldres huict setier trois fas, en soille cent trois maldres sept setiers et demi, en avoine cent huict maldres neuf setiers ung fas, et en espeaultre six maldres. Et la mise de ce compte porté en argent à la somme de sept cent septante une livres six solz, en froment quatorze maldres ung fas, en soille septante six maldres six setiers, en avoine quatre vingtz neuf maldres deux fas, et en espeaultre quatre maldres et cinq setiers. Ainsi que ce compteur a plus deboursé en argent que reçue quatre cent vingt huit livres six sols allencontre de quoy il doit pour plus avoir rien que en froment dix maldres huict setiers, en soille ving^t sept maldres ung setier et demi, en avoine dix neuf maldres neuf setiers, et en espeaultre ung maldre cinq setiers, lesquels grains sont estez appréciiez par mad. dame à ced. compteur le froment et soille au pris de cinq dalers et cinq patards chacun maldre, et l'avoine au pris de deux dalers le maldre, parquoy monteroient iceulx grains à la somme de trois cens cinquante trois livres seize solz. Ainsi serait encoir dheu à ced. compteur en argent septante quatre livres dix solz. Faict à ladicte Grange an et jour que dessus. »

D'autres pièces nous extrayons les données suivantes sur les revenus des seigneurs de La Grange.

A Levelange (canton de Redange s/Attert dans le Grand-Duché actuel), ils percevaient une rente de 4 florins du Rhin à 16 gros et une quarte d'huile.

A Leudelage (canton d'Esch s. Alzette), ils percevaient une rente annuelle de 48 florins à 18 sols de Brabant 4 pfennings pièce.

La rente à Machtum près de Grevenmacher ne pouvait pas être sans importance non plus puisqu'elle est engagée pour une somme de 200 florins. Il en était de même d'une rente à Mœrsdorf-sur-la-Sûre sur laquelle Louis de Chinery et son épouse Catherine de Raville engagèrent 10 florins et deux charretées de bois de chauffage à Wynemar de Bech pour le prix de 200 florins du Rhin. Nous voyons les mêmes époux engager à Jean Housseman et à sa femme Jeannette, moyennant 150 florins du Rhin à 32 gros de Luxembourg pièce, une rente de 7½ florins et de sept chapons sur leurs revenus dans la seigneurie du Chêne. La rente de Buvange-lez-Hondelage est dégagée moyennant la somme de 200 florins du Rhin.

La rente à Angelsdorf, dans la seigneurie de Meisenbourg, était de 19 bichets de grains et autant d'avoine, plus 12 gelinottes, dont deux demies et 34 florins et 21 sols en argent. A Meisenbourg même, le seigneur tirait 30 bichets de grains et autant d'avoine, 67 écus 27½ sols de rentes, plus 8 sols pour herdpfenning, plus 10 bichets d'épeautre et enfin 60 gelinottes. Reisdorf, dans la même seigneurie, fournissait 233 bichets de grains, 58 bichets d'avoine, 12 gelinottes, 6 boues, 600 œufs, 44 écus 73 escalins 17 sols de rente et 41 escalins pour droit de troupeau. Un particulier de la même localité devait 5 écus pour droit de cours d'eau et un autre 10 escalins pour la pêche, tandis que le moulin donnait 52 bichets de seigle et 56 escalins.

Les cens et rentes à Schœndorf, Roth (Rode) et Hundsberg sont vendus pour 600 florins du Rhin. A Troisvierges, nous trouvons une rente, sise sur le moulin de cette localité, de 9 bichets de seigle et de 9 beyers. Au château de Berwart nous voyons entre autres une rente de 22 petits florins de Luxembourg à 21 gros et 4 pfennings pièce; à Meckel, une rente annuelle de 5 maldres de froment.

Sur les revenus des seigneurs de La Grange dans les villages d'Alsdorf et de Masholder nous renseignent les comptes des recettes et des dépenses que le sieur Clais Limmerscheidt, curé à Alsdorf et en même temps bailli, rend à la dame Antoinette de Castel-Saint-Nazaire. Ces comptes commençant en 1579, mettent en recettes :

Masholder.

Recettes en argent 43 thalers et 2 *stuvers* (le thaler à 30 *stuvers*);

» en or 34 thalers et 22 *stuvers*;
 » en froment 21 maldres 11 setiers 1 muid;
 » ib. 24 » 2 »
 » en seigle 13 » 1 »
 » en avoine 23 » 11 » 1

Alsdorf.

Recettes en argent 13 thalers et 25 *stuvers*;

» en froment 5 maldres 11 setiers 2 muids;
 » en seigle 8 » 1 » 1 »
 » en avoine 5 maldres, mesure de Bitbourg.

Les dépenses en argent dans la seigneurie de Masholder et la mairie d'Alsdorf ne sont pas spécifiées quant à leur objet; on y remarque les dépenses de 12½ thalers, de 3 *stuvers*, de 40, 15, 25, 10, 35 et 20 *stuvers*.

Les dépenses en froment sont en premier lieu de 15 maldres à payer au seigneur de Ham sur les dîmes de Bitbourg; de 4 maldres à fournir au sieur Mathias Kilburg, curé de Saint-Pierre, à cause d'une dotation de l'autel dédié à Saint Michel; de 2 maldres et 3 setiers pour le curé de Notre-Dame, 2 maldres au mayeur, 1 maldre au sergent de Masholder, 3 setiers au sergent d'Alsdorf, etc. Au total la dame de La Grange et de Masholder avait à fournir en froment 31 maldres et 11 setiers.

Parmi les livraisons en seigle qui s'élèvent à 7 maldres 5 setiers, il y a 3 maldres à fournir à l'église de Wolsfeld; les livraisons en avoine étaient de 8 maldres et 6 setiers.

Au sujet d'autres revenus dans la province rhénane, nous extrayons d'un compte, dressé en 1579 par le bailli Hermann de Kern, les données suivantes:¹⁾

La dame Antoinette de Castel-Saint-Nazaire recevait :

1° Au lieu dit *im nassen Kirspelt* 10 maldres et 3 setiers de seigle, ainsi que 15 poules;

2° Chaque maison à Kern devait fournir en rente un demi-setier d'avoine, ce qui faisait 2 maldres pour la part de la dame de La Grange;

3° Des rentes à fournir par la cour de Sæul, elle reçut pour sa part 11 maldres de seigle;

4° A Neunheim il lui revenait 2 maldres et 7 setiers de seigle et

5° A Filz, un maldre d'épeautre.

Si avec le temps une grande partie de ces revenus est perdue et notamment tous les revenus dans le grand-duché de Luxembourg actuel, dans le Luxembourg belge et dans la province rhénane et qu'en somme il ne restait plus pendant un certain temps sous les Gomé, que le territoire proprement dit de La Grange, le terrage à Garsch et Manom et quelques rentes et redevances dans les villages voisins, il faut considérer d'un autre côté que les comtes de Foucquet firent de nou-

1) *Rechnungh wie Hermann, vogt zu Kerren, von allem dem zeig was ich empfangen habewegen der edlen frauwen Antlionien von Castel Saint Nazar, weiland des edlen Johannen freyherren von Brandenburg, in seynem leben herren zu Meisenburgh, Fenschen undt Scheuren, nachgelassener wittwe und ist diese rechnungh for das jhar 1579.*

Erstlich empfangen im nassen Kirspelt vier und zwanzich malter korns, davon nehmen die von Mercey ein sechzigzehenden gethail, das ubriche gebent m. g. frauwen von Brandenburg, das halb thail thut hir 10 malter 3 s.

Item in obgemeltem Kirspelt sint iher funffzehende huner erfallen for meine g. frauwen anthail, ghedt uff und ab, 15 huner.

Item wird uff jeder haus geliebert ein halben eimeren haberen, ghedt uff und ab, wird auch vierttheilt wie das korn, thut 2 malter.

Der hoff Seils.

Item der hoff Seils ist verlassen durch m. g. frauw von Brandenburg Wilhelm Hoffmann daselbst for zwanzich vier jhar, nach laut seiner bestendnis und ist dies das seches jhar, gibt jhartlich 11 malter korns.

Neunhaim.

Item in diesem ort geburt dem vogtherren jhartlich ahn korn funff und zwanzich malter, davon nimbt Johan Schedt von Kroich for ab sechs malter. In dem ubrichen haben die von Mexley (Mercy) ein sechszehend gethails, darnach nimbt der von Crouwenburgh sieben malter, der von Lewenstein drei malter ein eimern; der von Schovenburgh auch drei malter ein eimern, und im ubrichen hat obg. wittwe von Brandenburg zwo daiten und das dritte thail gehort ins glit von Fischbach, thail hir ahn korn 2 malter 7 sester.

Felligs.

Item in diesem ort fallen jhartlich an speltz seches malter, davon behelt der vogt doselbs zwei malter, darnach nimbt der von Cronenburgh anderhalb malter, der von Lewenstein und Schouvenburger ein malter, das thail von Fischbach ein halb malter, thut hir ahn speltz 1 malter.

velles acquisitions; ils deviennent propriétaires de la terre de Brulange¹⁾ et d'une partie de la seigneurie de Milbourg.²⁾

2. LE DROIT D'ENTRECOURS.

Il importe de parler également du droit d'*entrecours* (Unterlauf) qui existait réciproquement pour les sujets des seigneurs de La Grange et de Milbourg dans les villages de Manom, Garsch, Yütz-Haute, Yütz-Basse, Illange, Küntzich et Molvange. Ce droit d'entrecours consistait en ce que les sujets auxquels il était con-

1 État du revenu de la terre de Brulange, savoir:

Recette:	
Le canon de la terre est de huit mille huit cent livres cy.	8800 l. 00 s. 00 d.
Depuis la suppression du troisième vingtième, l'admodiateur paye quatre cent livres cy	400 » 00 » 00 »
Pour les vingtièmes mil livres cy	1000 » 00 » 00 »
L'on exploite environ six à sept arpens de bois par année qui produisent une année commune cinq cent livres cy	500 » 00 » 00 »
Total	10700 » 00 » 00 »

Dépense.

Les droits féodaux supprimés se montent à quinze cent quarante quatre livres seize sols, y compris six cent livres pour le droit de troupeaux à part cy	1544 l. 16 s. 00 d.
La suppression du tiers de la dixme sur les trois villages de Brulange, Suisse et Thonville, estimé sept cent cinquante livres, sur quoy l'admodiateur déduira deux cent livres pour le tiers de la ditte dixme sur ces terres, reste de perte . .	550 » 00 » 00 »
Il y a une maison de ferme à Thonville à faire à neuf, elle coûtera pour la construire environ trois mille six cent livres cy	3600 l.
Dans les deux maisons de ferme de Brulange et les deux de Suisse il est nécessaire de faire construire à chacune une écurie de porcs qui coûteront environ huit cent livres les quatre cy.	800 l.
Dans la maison de l'admodiateur et dans les écuries qu'il occupe près le château, il y a des réparations très urgentes à faire qui coûteront environ mil livres cy	1000 l.
	5400 l.
	reste 270 l. 00 s. 00 d.

Après toutes ces réparations faites l'on pourra entretenir tous les bâtimens dépendant de l'admodiation pour trois cent livres par année cy	300 l. 00 s. 00 d.
Total	2664 l. 16 s. 00 d.

Partant la recette excède la dépense de la somme de huit mille trente cinq livres quatre sols, sur quoi il faudra diminuer treize cent trente neuf livres quatre sols pour le sixième du revenu pour les impositions, reste six mille six cent quatre vingt seize livres net.

N. B. Il y a deux bois à Araincourt qui contiennent ensemble 50 à 60 arpens, le plus grand est actuellement en coupe, il contient environ 45 arpens; il rapportera environ quatorze cent livres, et l'autre a été coupé il y a quatre ans. Par conséquent l'on ne peut rien conter de produit avant 20 ans; quand ces bois seront en coupe réglée, ils pourront rapporter cent livres par année, les habitants d'Araincourt veuillent contester le fond.

Il y a un procès avec les habitants de la cy devant seigneurie pour les cens et rentes qui se montent à environ quinze cent livres, le procès est actuellement à Metz.

Le remboursement du tiers de la dixme des trois villages.
(Archives de La Grange.)

2) Pour les revenus de Milbourg, voir aux annexes.

cédé, pouvaient, avec la permission de leur seigneur, prendre domicile dans l'un ou l'autre des sept villages mentionnés. Cependant cette permission n'était donnée qu'en cas de mariage, lorsque le fils ou la fille du sujet d'un seigneur quelconque ayant droit de justice dans lesdits villages, désirait se marier dans une vouerie appartenant à un autre seigneur que celle dont la personne à marier était native. Cette autorisation n'était donnée que sous la condition de fournir au seigneur primitif une paire de guêtres en cuir d'une valeur d'un florin d'or. En suite de ce changement de seigneur, les sujets des susdits sept villages ne perdaient aucun droit aux héritages paternels ou maternels, il en était de même pour les immeubles sans égard à leur importance; mais en cas de décès sans héritiers directs, les biens afférents devaient retourner à leur souche, soit au premier seigneur: cependant l'époux survivant gardait pendant toute sa vie la jouissance des biens de l'époux décédé.

Si pourtant un manant des sept villages mentionnés voulait se marier ailleurs, soit dans un village ou lieu étranger, il devait s'arranger avec son seigneur de l'une ou de l'autre manière pour acquérir sa liberté.¹⁾ Les immeubles du sujet changeant de seigneur devaient rester au seigneur primitif; par son mariage dans un village autre que les susdits, le manant renonçait à tous ses droits sur ces immeubles; cependant il pouvait emporter les meubles que ses parents étaient dans le cas de lui donner comme dot. Ces dispositions s'appliquaient tant aux fils qu'aux filles à marier dans un lieu étranger.

Là où ce droit d'entrecours n'était pas applicable, il était formellement défendu aux habitants d'une vouerie de conclure un mariage en dehors de la seigneurie dont ils ressortissaient sans avoir acheté du seigneur l'autorisation nécessaire à cette fin.²⁾


Aucun manant, soit homme ou femme, desdits sept villages qui s'était racheté de son seigneur pour aller prendre domicile dans un lieu étranger, ne pouvait retourner dans les biens qu'il avait quittés; toute reprise de possession d'anciens biens lui ayant appartenus était inadmissible. Ce retour n'était permis, ni pour les deux époux, ni pour l'un d'eux en cas de décès de l'autre. Cette disposition avait

1) Les Coutumes générales du Luxembourg et celles de la ville de Thionville et des autres villes et lieux du Luxembourg français stipulent à ce sujet: « Aux gens de servile condition, appelez *Leibeygenschaftleuth*, ou autres estans de servile et basse condition, n'est permis de se marier ou prendre domicile hors le lieu de la sujétion de leur seigneur, avant qu'ils se soient rachetez et aient obtenu d'iceluy lettres de rachat et liberté, si audit lieu et autres voisins il n'y a droit d'entrecours, vulgairement appelé *Unterlauff*. (Titre Ier, art. IX.) — « Lequel entrecours s'entend seulement quant au changement de résidence des sujets, en allant demeurer rier un autre seigneur, et nullement pour regard des biens immeubles que lesdits sujets ont rier leur seigneur naturel, ne pouvant mêler iceux biens avec ceux que leurs femmes possèdent sous le nouveau seigneur; ains demeurent lesdits biens chargez et obligez aux deux seigneurs respectivement comme auparavant, sans que préjudice soit fait à l'un ou à l'autre par l'occasion de leur mariage. (Ib. art. X.)

2) Nous lisons dans la Déclaration déjà citée de Louis XIV du 22 novembre 1686: « Entendons en outre que ceux qui seraient en possession des dites voueries ou ausquels elles seront délaissées en payant aus dits seigneurs et propriétaires les rentes ordinaires et anciennes dont elles sont chargées aux termes accoutumez soient affranchies de la servitude et droit de rachat ausquels elles les obligent en cas de mariage ou de changement de domicile qu'en considération toutefois de ces droits ils paient deux écus chacun par tête lors de leurs mariages ou qu'ils voudront changer de domicile. »

été prise pour ne pas causer de préjudice à ceux qui, entre temps, avaient eu la jouissance tant de la demeure que des biens immeubles.

3. CHASSE ET COLOMBIER.

 e qui pourrait frapper peut-être à première vue quiconque parcourt les deux records de justice encore conservés sur l'ancien domaine de La Grange, est le fait que nulle part il n'est fait mention d'un droit de chasse que le seigneur se serait réservé. Et cependant nous ne reculons pas de dire que la chasse appartenait au seigneur. Il faut se mettre en garde contre un préjugé assez général d'après lequel les seigneurs n'auraient joui que des droits à eux cédés dans les records de justice; il convient de ne pas perdre de vue que les féodaux, les porterriens ne jouissaient que de certains droits à eux concédés par le seigneur; ce sont plutôt ces concessions que nous trouvons énumérées dans les records de justice et tous les droits dont il n'est pas disposé autrement restaient réservés au seigneur. On connaît la passion avec laquelle on s'adonnait à la chasse au moyen âge et le soin avec lequel les seigneurs veillaient sur tous leurs privilèges: la chasse était à la fois un droit honorifique et lucratif.

A ce point de vue, l'absence de toute mention relative à la chasse s'explique aisément. Par contre, il est question du droit de chasse dans le contrat de bail passé le 16 juin 1701 avec Michel Louis et Nicolas Métayer, bourgeois de Thionville, qui étaient amodiateurs du domaine de La Grange lors de la prise de possession de la seigneurie par Brice Gomé. Ces mêmes droits, de chasser ou de poursuivre le gibier, sont réservés au seigneur dans un contrat de bail passé le 15 novembre 1764 par René-François, comte de Foucquet, avec Joseph Salèze, bourgeois de Metz, et son épouse Françoise Proost. On voit même dans cette dernière pièce que le seigneur ne se réserve pas seulement le droit de chasse, « mais en général tous les bois, les amendes qui en proviendront avec celles de la chasse, la maison et le jardin du chasseur. »

Ces indications paraissent suffisantes pour faire disparaître le moindre doute relatif au privilège des seigneurs quant à la chasse, privilège qui leur aura été réservé dans tout le domaine et qui devait constituer une source de revenus d'autant plus importante que le gibier abondait, tant dans les grandes forêts que sur les terres cultivées. Ailleurs la petite chasse, qui se borne à la capture de quelques lièvres et de quelques perdrix, est abandonnée parfois à cette époque aux manants qui la pratiquent au moyen de pièges et de filets — à La Grange aucune trace d'une concession pareille. Le seigneur qui aimait à forcer le grand gibier, le sanglier, le serf et le chevreuil, ne dédaignait pas non plus la chasse au lièvre et à la perdrix. Le droit de chasse est un de ceux qui soulevèrent le plus de récrimi-

nations sous le régime féodal; le gibier abondant devenait le fléau des moissons, sans qu'il fût permis aux manants de détruire ces hôtes incommodes. Et si nous voyons de nombreuses difficultés et des contestations par rapport au droit de chasse, ce n'est pas seulement à cause du revenu que procure la chasse mais également à cause des dommages résultant de l'exercice de ce droit, car il arrivait parfois que les chasseurs, sans égard pour la récolte encore sur pied, foulaient les grains, et, pour un malheureux lièvre, détruisaient souvent l'espoir des fermiers, des féodaux, et diminuaient ainsi également les revenus des seigneurs si la chasse était exercée par usurpation. Nous en avons la preuve dans un document de 1611, d'après lequel le baron de Wiltz, gouverneur de Thionville, contesta à Pierre-Ernest, baron de Brandebourg et seigneur de La Grange, le dit droit sur certaines terres qu'il prétendait relever de la juridiction de Thionville; à cette occasion on fait mention des dommages causés sur les biens du château en suite de l'exercice de la chasse, par le dit baron de Wiltz, jusque devant les portes du château.

Le seigneur seul avait aussi le privilège de tenir des pigeons. Il résulte de toutes les indications qu'on trouve au sujet du colombier de La Grange qu'il était toujours bien garni; tous les baux concernant le domaine de la seigneurie portent indistinctement la condition que le colombier devra rester bien peuplé de pigeons. Dans un mémoire de revenus que fit dresser Brice Gomé, le colombier est estimé à 100 florins au moins, tandis que d'après un autre état de revenus il représentait une valeur de 200 florins. Ces chiffres parlent assez en faveur de l'importance du colombier.

4. PÊCHE.



omme la chasse, la pêche appartenait également au seigneur. Ce droit s'exerçait, tant dans le ruisseau dit Kiesel, que dans tous les étangs existant sur le domaine de La Grange.


La pêche dans le *Kieselbach* était cependant partagée entre le seigneur de La Grange et celui de Milbourg depuis la Moselle jusqu'au pont jeté sur le ruisseau, tandis que du pont jusqu'au finage de Hettange, elle appartenait au seigneur de La Grange seul. Nous ignorons le bénéfice que Brice Gomé tirait de la pêche au Kieselbach, le montant afférent étant donné dans une somme totale de 200 livres pour le four et le pressoir banaux, le terrage à Garsch, la septième gerbe au même lieu et le vin banal à Ellange. En général, ce revenu était de peu d'importance; c'est ainsi qu'en 1574, la pêche ne rapporta rien; elle n'avait pas même été amodiée pendant des années parce que les soldats de Thionville l'avaient complètement gâtée; en 1687 cette pêche était amodiée à Pierre Molvinger de Garsch, qui payait de ce chef un florin.

Quant aux étangs, la situation était plus favorable. Nous trouvons cinq étangs assez spacieux dans lesquels la pêche pouvait être exercée: trois « dans le fond du bois de haute futaye » qui contenaient six journaux et deux autres nommés viviers Foussel « royant les terres du seigneur d'une part et le bois du fourg d'autre ». Quoique le record de justice dressé par Brice Gomé nous montre comme étant en mauvais état les trois premiers étangs, qui étaient les principaux, il ne faut pas en conclure que le revenu avait été nul; ce seigneur évalue le bénéfice annuel à retirer des étangs à 200 florins; un état de revenus bien antérieur accuse une recette de 150 florins pour un seul étang. En général, tous ces étangs étaient bien peuplés. Au sujet de celui qui se trouvait le plus proche de la tuilerie, nous lisons, dans un contrat de bail de 1764, qu'il contenait 1200 carpes et que les amodiateurs étaient tenus de laisser pareille quantité de poissons à leur sortie.

Il est déjà fait mention de ce droit de pêche dans la donation que Waleran de La Grange et son épouse Anne d'Atzinrode firent à Jean de Soleuvre et Anne de Volué: *mit alre gulde an wassere*.¹⁾

C'est cette abondance de poissons qui aura mérité au domaine la dénomination de La Grange-aux-poissons.

5. PATURAGES. — DROIT DE PACAGE.

es seigneurs de La Grange possédaient un droit de pacage très étendu. C'est ainsi que dépendait du château une pâture dite « grande Atzing », qui était située entre le chemin conduisant de Thionville à Luxembourg et le pré Creme et qui était entourée de haies vives et d'un fossé. Personne d'autre n'avait le droit d'y faire paître du bétail et quiconque était pris, devait payer au seigneur une amende de cinq francs.

1) Il importe ici de faire disparaître une opinion sur les droits des seigneurs de La Grange, quant au revenu des *vennes* ou pêcheries établies sur certains îlots de la Moselle. Il y avait la grande île auprès de la vieille venne d'Illange, la nouvelle île à l'opposite du boulevard de Metz, la nouvelle île au-dessous du village de Mackenom et la nouvelle île à l'opposite du village de Manom. Cette pêche appartenait par moitié au suzerain du pays et par moitié aux seigneurs de Milbourg dont l'un, François-Georges, se titrait seigneur de Lagrange et de Milbourg. Pour couper court à toutes les contestations qui pourraient naître à ce sujet, nous reproduirons in extenso les pièces que nous avons trouvées sur cette pêche.

Il ne reste cependant pas controuvé et il est même vraisemblable que ce droit de pêche soit passé en partie au comte René-François de Foucquet qui fit, aux bans de Garsch et de Manom, l'acquisition des biens possédés auparavant par les sieurs de Gévigny et de Pertuy, seigneurs de Milbourg. Les pièces qui étaient à notre disposition n'ont guère pu nous éclairer complètement à ce sujet.

Pour la pêche il y a lieu de confronter encore parmi les pièces justificatives les dispositions afférentes dans le record de justice de Milbourg du 9 avril 1585 et dans le dénombrement de cette seigneurie du 26 juillet 1681.

Bien des fois des difficultés s'élevèrent au sujet de ce droit de pacage. À la réquisition de la dame Antoinette de Castel-Saint-Nazaire, les mayeur et échevins jurés de Manom, Claus Léonard, Wagener Barthel, Lorentz Clausin, George Sonntag, Claus Sonntag, Meyer Jehan, Claus Müller et Michel-Mathias Klein, déclarèrent, le 16 septembre 1581, vers neuf heures du matin, devant le notaire royal Rasoris, que si l'un ou l'autre d'eux avait laissé paître son bétail dans la pâture en question, cela s'était toujours fait d'une manière secrète et non sans danger parce qu'ils n'y étaient pas autorisés; que si l'un ou l'autre y avait été attrapé, il était obligé de s'arranger avec le seigneur de La Grange, et que jamais ils n'ont vu que quelqu'un de Thionville y ait conduit ses bestiaux. Cette déclaration fut faite en présence des deux témoins Henri Brand et Michel Zimmer, demeurant à Manom qui, à cette fin, avaient été requis expressément.

Ces dépositions furent reçues dans le but de prouver que la dite *Atzing* (Atzung) dépendait toujours du château et que jamais personne d'autre n'y avait eu droit de pâturage.

Nous sommes porté à admettre que cette *grande Atzing* faisait partie du Thielmans- ou Thulmansdriesch si, toutefois, ces deux expressions ne sont pas identiques.

Le *Thielmansdriesch* dont la propriété était parfois contestée, formait une grande friche au ban de Manom. Dans l'acquisition faite, le 16 juin 1584, par la dame Antoinette de Castel-Saint-Nazaire de la succession de feu Christophe de Schauwenbourg, il ne peut s'agir que d'une partie de cette friche, car à juger d'après un acte du 1^{er} août 1467, elle devait être en partie *bien communal*. Au dit jour il est fait une transaction entre la communauté de Manom et celle de Hettange au sujet de la pâture et de la vaine pâture: la communauté de Hettange aura le droit de prendre la vaine pâture avec son troupeau de brebis sur la friche dite *Thielmansdriesch* au ban de Manom. D'après la pièce afférente qui se trouve aux archives du château de La Grange, cette friche s'étendait jusqu'aux champs de la cense appelée *Mugscheuer* (Magscheuer) où se trouvaient les bornes séparant les bans de Manom et de Hettange tout en longeant le chemin conduisant de la dite cense sur le ban de Manom. Comme déjà de ce temps *Mugscheuer* ne présentait plus qu'un tas de pierres et n'était plus habitée ni possédée par une personne quelconque qui aurait pu donner des renseignements sur les charges grevant les terres de cette cense, on s'accorda de manière que la communauté de Hettange fût autorisée d'y faire paître également ses brebis jusqu'à ce que la dite cense fût réclamée par son propriétaire. Si après les habitants de la communauté de Hettange y venaient encore prendre certaine pâture, ceux de Manom auraient pareil droit sur les ban et finage de Hettange. Ce même droit reviendra encore aux habitants de Manom si ceux de Hettange feront paître leurs brebis sur d'autres terres quelconques du ban de Manom. Cet arrangement est fait et arrêté à l'amiable devant Jean de Ruding, seigneur de Septfontaines et d'Ansembourg, Henri Studigel de Bitsch et Jean, bâtard de Milbourg, à condition cependant «que chaque communauté n'anticipera que de trois années à trois années que le ban serat ouvert.»

Le 26 juin 1584, donc peu de jours après avoir fait l'acquisition du Thielmans-

driesch de la succession de Christophe de Schauwenbourg, la dame Antoinette de Castel-Saint-Nazaire fit établir ses droits sur ce bien.

Nous lisons à ce sujet: « Connue soit à tous ceux qui ces présentes verront que cejourd'huy vingt six jour de juin de l'an quinze cent quatre vingt quatre, la noble et vertueuse dame Anthoinette de Castel Saint Nazar, veuve de Meisenbourg, Fontoy, Lagrange, etc., a fait assembler les sept anciens cy après nommés de bon matin sur la place ditte Thilmansdriesch sous le ciel, présent moy notaire juré soub-signé, en présence des témoins dignes de foy ci après déclarez, laquelle leurs auroit verbalement remontré que les seigneurs de Meilbourg vouloient prétendre droit de vouerie sur led. Thilmansdriesch qui est audessus du haut chemin qui conduit de Thionville à Hettange, ce que lad. veuve trouvant estrange, n'en ayant jamais ouy parler les admonetés nommément Nicolas Léonard, Barthélemy Wagener, le Kirstgen, Laurent de Kédange, George Nicolas, Clemens Barthel et Nicolas Junger, sur leur serment prestez d'estre fidèles à Sa Majesté et à leur seigneur de déclarer sans feinte, s'ils avoient jamais veu ou ouy de leurs ancestres que les seigneurs de Meilbourg ayent jamais perceu aucun schaft, rente, cens d'aucun sujet ny droit de vouerie dans led. Thilmansdriesch du costé du haut chemin sur aucun sujet du lieu. Surquoy lesd. sept anciens ont répondu qu'ils n'avoient jamais veu, ny ouy, ny entendu de leurs ancestres que les seigneurs de Meilbourg ayent jamais prétendu aucun droit de vouerie aud. lieu, ny faict aucune recherche, ny levée, bien moins scavent ils que jamais aucune personne aye livré la moindre chose aux seigneurs de Meilbourg, et que si les seigneurs de Meilbourg avoient aucun droit de voueries ou droicture à prétendre qu'eux anciens ne pouvoient point leurs contredire ny refuser, mais qu'ils n'en avoient aucune connaissance, qu'il leurs sembloit, que c'estait aux seigneurs de Meilbourg de le justifier. De laquelle déclaration et reconnaissance lesd. sept anciens ont requis en estre délivré un acte de foy et attestation par escrit par moy notoire public à lad. veuve de La Grange pour luy servir en son temps et lors qu'au cas appartiendra. Laquelle attestation je n'ay peu luy refuser en tesmoignage de la vérité et luy en ay fait part en la forme publique pour s'en servir en temps que besoing sera. En foy de ce que dessus ay je notaire rédigé ce que dessus et signé de mon sing de notaire accoustumé. « ¹⁾

L'affaire en doit être restée là, car les Milbourg ne revinrent plus à la charge.

Outre ce droit de pâturage au Thilmansdriesch, les seigneurs de La Grange devaient posséder ce même droit sur d'autres biens, ce qui résulte du record de justice de 1706. Moyennant une certaine redevance, le droit de pâture, respectivement le droit de troupeau, était loué à d'autres personnes; la somme revenant annuellement de ce chef au seigneur pour les biens situés aux bans de Manom et de la ville de Thionville est évaluée à cinq cents florins.

Ces pâturages étendus permettaient l'élevage d'un grand nombre de bêtes.

1) Cet acte signé « Boname, notaire » porte à la fin: « Présents Nicolas Gruntgen le vieux, de Manom, Martin Fusel der Stein, Vendel Zimmermann et Léonard Barthel de Manom, comme tesmoins dignes de foy, spécialement à ce requis et prié. »

Au sujet de l'élevage de brebis et de moutons, nous extrayons les données suivantes :

« Brebis et moutons.

Le sieur Royer à sa sortie a laissé	307	bestes blanches,
agniaux quatre vingt seize	96	
Le même Royer en a laissé dans ce nombre	403	
A fourni à Ham, bouché, 52 moutons pour cinquante de payé	52	
	351	

Evrard en a vendu vingt au petit bouché de l'avenu .	20	}	44
De mortes neuf.	9		
De tuées douze y compris cinq du temps de Royer .	12		
A M. le Comte trois agnaux	3		

En tous trois cent sept de reste.	307
Agnaux cent quarante	140


Le premier juin 1755	447
--------------------------------	-----

Le quatre une brebis morte	1	}	114
Vendu au s ^r Ham	20		
A Henry Deston	24		
Plus au même	28		
Plus vingt six	26		
Un bellier au gouvernement	1		
Une au bouché de l'avenu	1		
Trois de tuées depuis ce temps	3		
Et six de mortes jusqu'au premier mars . .	6		

114

Reste actuellement trois cent trente trois	333 tant brebis que moutons.» ¹⁾
--	---

6. LE FOUR BANAL

omme presque toutes les seigneuries, La Grange possédait son four banal où les féodaux devaient faire cuire leur pain, ce qui constituait également un revenu assez important pour le seigneur. Mais, déjà en 1687, ce four n'existait plus: un nommé François Boustier l'avait converti en grange et devait

1) Archives de La Grange.

payer du chef de cet emplacement, tant qu'il plaira au seigneur, une rente annuelle de dix sols. Un compte des recettes déjà cité de la dite année nous apprend que le four banal était situé vis-à-vis de la maison de Jacques Hartert dit « Todt. »

Le droit de four banal était en vigueur dans toute l'étendue de la seigneurie. Quoique ce four n'existât déjà plus en 1687, comme nous venons de le dire, les seigneurs n'avaient pas renoncé pour cela au droit afférent; ils se réservèrent toujours la faculté de pouvoir obliger à nouveau leurs manants de venir cuire leur pain au four banal dès qu'il leur plairait de le reconstruire. Pendant le temps où il ne fonctionnait pas, les féodaux pouvaient cuire ou faire cuire leur pain où bon leur semblait, mais chaque laboureur devait payer de ce chef au seigneur dix-huit sols, monnaie de Luxembourg, par an; chacun des manœuvres ne payait annuellement que dix sols.¹⁾

Il est bien entendu qu'à l'ordinaire un seul four ne suffisait pas aux besoins

1) Il n'est pas sans intérêt de relater ici quelques renseignements sur les fours banaux des environs de La Grange, voire sur ceux établis dans le ressort de la justice de la prévôté de Thionville. Nous nous tenons aux indications que nous trouvons à ce sujet pour le commencement du XVII^e siècle.

En 1604, le four banal de Cattenom était abandonné pour la somme d'une livre et 8 sols à payer à la prévôté de Thionville. En ce qui concerne celui de Thionville même, nous trouvons la note suivante dans un compte dressé par Frédéric Francequin, receveur des ville et prévôté de Thionville et des appartenances: « Du four banal dudict Thionville que tiennent les habitans de ceste ville en payant héritablement la somme de cinquante florins d'or à deux termes, à scavoir au Noël et à la Saint Jehan, aussy j'ay pour le terme et monnoye de ce compte LXX livres. » En marge on lit: « Le jour de l'eschéance de ceste partye doit estre au Noël 1604 et à la Saint Jehan ensuyvant, ainsy que plus particulièrement il appert par les anchiens comptes, mesme jusques ès comptes finiz 1595. » Sur Koecking, nous extrayons la note que voici: « Du four banal de Kaichingen, lequel est ruyné, toutesfois ont convenu les subjects dudict lieu avecq monseigneur Cymont de cuire en leurs maisons jusques au redressement d'icelluy, en payant chacun d'eulx 14 sols, monte pour ceste année de sept mesnaiges 4 livres 8 sols. — Au sujet du four de Marange on lit: « Du four banal illecq, laquelle a droict de prendre le XX^e pain cuit et est par messieurs des comptes baillé en appointement et admodiation aux habitans dudict Marrange pour ung terme de trente ans, suivans l'autre à commencer le premier jour d'octobre 1569, à condition qu'après ledict temps et terme expiré lesdicts arrenteurs seront tenus relivrer ledict four en bon et suffisant estat, chacun payant annuellement au terme de Noëlz au prouffict de Sa Majesté de très haulte mémoire, la somme de XXII florins d'or. Icele expiré et depuis obtenu aultre nouvelle ferme de XXIV ans comme appert par la copie de l'acte exhibé au compte 98 en payant par chacun an XXV florins d'or, et d'aultant qu'on at dressé et érigé par ordre ung nouveau pressoir sur ladict place dudict four banal, se fait doresnavant rien, et pour la XXIV^e année j'ay XXXV livres. » Les habitants d'Ersingen payaient chacun, du chef du four banal, huit gros à la Noël. — Le même compte nous apprend que déjà en 1604 la plupart des fours banaux étaient ruinés; en général la destruction de ces fours est attribuée aux guerres: c'est le cas pour Terven, Ellange, Hayange, Florange, Daspich, Schremingen et Marspich. Ces féodaux avaient été autorisés, « pour le plus grand prouffict de Leurs Altesses », de cuire leur pain dans leurs maisons contre paiement d'une redevance annuelle: à Terven chaque ménage payait 6 sols ce qui fit pour les 14 feux 4 livres 4 sols; à Ellange on payait 5 sols par feu, soit pour huit ménages deux livres; les censitaires de Hayange devaient payer du même chef 14 livres et ceux de Florange une livre huit sols; à Daspich il fallait payer annuellement un florin d'or et huit gros ce qui fit par an, d'après le compte susmentionné, 1 livre 15 sols; à Ebingen la prévôté percevait 3 livres 10 sols et à Schremingen 1 livre 2 sols 9 deniers; à Marspich chaque ménage était imposé pour 4 gros de Luxembourg ce qui fit une recette totale dans cette localité de deux livres et 2 sols; à Algrange, le ménage ne payait que deux gros ce qui fit pour 29 feux 2 livres 11 sols. Cependant dans tous ces villages, l'autorisation de cuire le pain chez soi n'était donnée que provisoirement; la reconstruction des fours était partout réservée. L'autorisation accordée à Antoine de Hussingen pour la construction d'un four devant servir à y cuire du pain blanc, était donnée contre une redevance annuelle de huit sols.

de tous les féodaux d'une seigneurie¹⁾; en général, chaque village avait son four. Le plus souvent le seigneur mettait aux enchères la location de cette taxe; rarement il s'occupait lui-même de la perception. C'est ainsi qu'en 1574 le four banal de Manom était relaissé à Mohn Frédéric pour un terme de six ans; l'intéressé payait annuellement de ce chef au seigneur de La Grange 6¹/₂ maldres de seigle. Vers ce temps, le four de Garsch se trouvait en ruine et les sujets de la seigneurie avaient été autorisés de se construire un four dans leurs maisons; en retour de cette autorisation les laboureurs étaient tenus de payer au seigneur 18 sols par an et les manoeuvres 10 sols, soit la même redevance que celle rendue applicable en 1687 à tous les féodaux de la seigneurie. Un compte de l'année 1574 dénomme quatre sujets de condition serve devant payer 18 sols et 9 autres imposés à 10 sols²⁾.

Dans la même année, Antoinette de Castel-Saint-Nazaire, châtelaine de La Grange et de Clervaux, fit reconstruire le four banal à Soleuvre ce qui, pour la dite année, réduisait le rendement de la taxe à 9 sols, les frais de reconstruction ayant été de 29¹/₂ sols.

A Bataincourt, les seigneurs de La Grange percevaient du four banal le septième et un tiers, comme nous l'apprend l'acte de relief fait, en 1573, par Antoinette de Castel-Saint-Nazaire, au nom de ses enfants.

Pour rendre plus étroite l'obligation de la banalité du four, il est défendu aux étrangers d'apporter ou de vendre aux habitants de la circonscription d'une seigneurie du pain sans une permission expresse de l'échevinage. Quoique cette défense ne soit que fort rarement exprimée dans les records de justice, nous sommes d'avis qu'elle existait presque partout, sinon la banalité du four aurait été rendue illusoire. Elle se retrouve même dans les coutumes de localités affranchies d'après la chartre de Beaumont. Le droit de fournage est de un pain sur vingt, mais il faut reconnaître qu'il y a beaucoup de variation. Moyennant le salaire spécifié et prélevé sur le pain crû, le fournier doit porter la pâte au four; il est obligé de livrer du pain bien cuit.

7. MOULINS.



La première question qui se pose ici est-celle-ci: Y avait-il un *moulin banal* à La Grange, c'est-à-dire un moulin où tous les féodaux résidant dans la seigneurie devaient faire moudre leur blé? Quoique le record de justice de 1586 ne fasse pas même mention d'un moulin quelconque et que le

1) Il en était de même dans les prévôtés. Voyons p. ex. Hayange qui ressortissait à la prévôté de Thionville. Une partie des habitants avait reçu l'autorisation de cuire leur pain chez eux contre paiement d'une indemnité; néanmoins pendant le même temps il s'y trouvait encore trois fours banaux dont chacun rapportait annuellement 1 livre 8 sols. Ces trois fours étaient donnés en fermage à Sipeu François, respectivement au jeune Hesse et à Doct François.

2. — Voir ce compte aux pièces justificatives.

record de 1706 ne qualifie pas comme banal le moulin situé sur la Kiesel, il n'y a pas lieu d'admettre que les propriétaires de La Grange aient renoncé à un droit qui était généralement reconnu, surtout si l'on observe qu'ils entretenaient également un four banal et même un pressoir banal. Dans la dernière pièce citée on lit seulement: « Item, à nous appartient aussi un moulin scitué sur le ruisseau de Kruilbach (sic) consistant en maison, aysance derrier et devant. »

Nous ne trouvons qu'une seule explication à cet abandon apparent de l'une des trois banalités, de four, de pressoir et de moulin qui existaient partout, tant dans le Luxembourg que dans la Lorraine: le moulin aura été amodié contre une redevance annuelle à payer au seigneur. Et en effet, un état des revenus de la terre et seigneurie de La Grange qui semble remonter au XVII^e siècle nous apprend que le moulin était loué contre un cens héréditaire de 21 maldres de grains et d'un porc, le tout évalué à 230 livres¹⁾. Cette redevance relativement élevée fait disparaître tout doute, car la location d'un simple moulin avec quelques aisances insignifiantes n'aurait pas produit un revenu aussi élevé. L'amodiateur aura perçu pour son compte le droit de moulin banal et versé au seigneur une somme fixe, si toutefois le prix d'amodiation n'était pas payé en nature. Le fait qu'un compte des recettes, que Brice Gomé fit dresser, ne fait mention que d'un porc gras d'une valeur de 30 livres fourni par le meunier, ne peut pas nous faire changer d'opinion; la redevance en blé ou en argent est comprise probablement sous un autre titre, ce qui devient très vraisemblable si l'on considère la négligence que ce compte semble accuser, si toutefois on n'a pas affaire seulement à un simple projet.

Ce moulin fit partie du domaine de La Grange jusqu'à la révolution française où, après avoir été déclaré bien national, il fut adjugé au citoyen Granthil.²⁾

Le moulin banal desservait fréquemment plusieurs localités³⁾; s'il cessait temporairement de fonctionner, par suite d'un accident ou d'une avarie, les moutiers devaient se rendre au moulin qu'on leur désignait pour la circonstance.

C'est aussi parce que le seigneur de La Grange n'exploitait pas pour son compte le moulin banal qu'aucun record de justice ne mentionne les amendes que l'on encourait en cas de contravention à cette banalité. Ces amendes consistaient souvent dans la confiscation de la mouture, la confiscation des blés, des sacs, des

1) Cette mesure de donner le moulin banal à bail est d'ailleurs très générale. En 1604, le moulin de Hayange est concédé à ferme, pour une période de neuf ans, à Willem de Chervaulx, hospitalier à Thionville, contre une redevance annuelle de 12 florins d'or à 28 patards et 20½ maldres de grains; le moulin banal de Florange est donné à bail à Matthes Jacob d'Ebange qui doit payer de ce chef annuellement 47 livres 7 sols; le moulin de Hussingen est tenu, en 1604, à ferme par un nommé Nicolas Dauffheuser qui en paye annuellement 2 florins d'or et 3½ maldres de grains; ce bail favorable lui est accordé pour un terme de 18 ans parcequ'il assume également l'obligation de remettre en bon état le moulin presque entièrement ruiné.

2) A Bataincourt, les seigneurs de La Grange percevaient également une part des redevances du moulin banal, soit le septième et un tiers. Du moulin de Buvange ces seigneurs tiraient un revenu assez considérable montant par an à 2 florins de 28 patards, à 12 maldres de seigle, mesure de Luxembourg, et 4 pots d'huile, mesure d'Arlon.

3) C'est ainsi que pour les villages de Strassen, Eich, Weimerskirch, Mullenbach, Dommel-dange et Beggen, il existait un moulin banal à Eich. (Cfr. notre ouvrage: *Monographie de la seigneurie de Dudelange ou de Mout-Saint-Jean*.)

voitures et des chevaux. Cette dure mesure se retrouve fréquemment sous la coutume du Luxembourg.

La banalité s'appliquait d'ailleurs à tous les genres de moulins: « il importe peu que les moulins soient mis en mouvement par des hommes, par des chevaux, par l'eau ou par le vent. » Le moulin à vent, le moulin turquois se retrouve également dans la seigneurie de La Grange; c'est Georges de Brandenburg, seigneur de Clervaux qui le reçoit en partage en 1530.¹⁾

1) Le procès-verbal d'arpentage du ban de Garsch de 1716 contient sur le moulin de La Grange les indications suivantes: « Le moulin appelé moulin de La Grange, construit sur le ban de Garsch, sur le ruisseau de Keschbach, contient avec ses aysances et dépendances trois jours et demy, un demy quart, attenant par ses aysances au septentrion le canton de Klingelbourg, ayant le ruisseau au midy et s'estend par haut au couchant sur le ban de Hettange, par bas en partie sur le canton de Wilsingen et sur différents cours du ruisseau. »



CHAPITRE V.

LA DIME.



a dîme qualifiée en général très brièvement: « dixième du revenu qui se payait à l'église ou aux seigneurs », est encore aujourd'hui considérée par beaucoup comme n'ayant été que le traitement du prêtre. M. le Comte de Ludres (*Histoire d'une famille de la chevalerie lorraine*) en dit: « Ce prêtre a besoin d'un traitement et d'une maison. La maison a été donnée fort anciennement, sans doute, et devait être un des meilleurs manses des serfs. Quant au traitement (le clerc ne devant pas être absorbé par les soins de la culture), il consiste en un prélèvement sur les récoltes. Est-ce la dime, comme on le croit généralement? Non, mais une part de la dîme. »

Le même auteur continue: « Au lieu de la dixième gerbe ou de la dixième pinte, le desservant n'avait, au XIII^e siècle, que le tiers en général de cette dîme, et il arriva en même temps que le seigneur ne voulant pas voir son revenu diminuer, cette part de la dîme seigneuriale fut imposée en dehors de l'autre et en plus. Le seigneur alléguait, sans doute, qu'il faisait des générosités d'autres sortes, qu'il avait donné la maison, le jardin y attenant, qu'il avait construit la chapelle, fourni les ornements, qu'il payait des messes et des services légués par ses ancêtres. Quoi qu'il en soit, le fardeau pesait sur les épaules du paysan. »

Nous ferons remarquer d'abord qu'il ne faut pas attribuer un caractère général à cette explication sur l'origine de la dîme; son institution, de même que les transformations qu'elle a subies sont des plus variées. Déjà sous le droit romain on constate la perception de la dixième part des fruits, soit comme revenu d'emphy-

téose, soit comme devant remplacer une partie du prix d'achat. D'autres dîmes furent acquises par contrat. D'ailleurs les lois mosaïques font déjà mention d'une dîme à payer aux prêtres.¹⁾

Nous avons donné un aperçu des charges qui grevaient les possessions en général; or, à notre avis, la dîme n'a, du moins pour la plus grande partie, pas d'autre origine que les redevances qui pesaient sur les biens immeubles. Rappelons-nous que les puissants évêques, à demi-souverains, appartenant presque toujours à des familles souveraines ou, tout au moins, de première noblesse, n'étaient souvent pas des ecclésiastiques, mais bien des princes temporels; ils faisaient la guerre et la paix. Très fréquemment ils ne recevaient que les ordres mineurs et faisaient administrer le spirituel du diocèse par un évêque *in partibus*. « Cela leur permit de revêtir, avec moins de scrupule, l'armure de l'homme de guerre et de frapper d'estoc et de taille. » Beaucoup de ces évêques avaient de grandes possessions, ils luttèrent avec les princes et les grands; ils avaient leurs hommes de guerre. Inutile de rappeler des exemples de ces évêques guerriers qui pouvaient braver de puissants adversaires. Ce sont les vastes possessions de ces ecclésiastiques, possessions en partie incultes ou couvertes de forêts immenses qui, dans beaucoup de cas, auront donné naissance à la dîme. Une haute futaie avait peu de valeur; les revenus des bois ne consistaient qu'en redevances pour la paisson et la glandée; quant aux produits forestiers, ils étaient employés en nature et sur place. Ce n'est qu'à partir du XVI^e siècle que les taillis prennent de la valeur, en raison de l'exploitation des verreries et des fonderies. Nous faisons abstraction de la chasse et de ses produits, parce que dans ces forêts, parfois immenses, ils ne pouvaient guère être comparés aux revenus d'une terre cultivée. Et quel revenu pouvait-on retirer des terres incultes? Pour la plupart il était nul ou consistait, tout au plus, en une petite redevance pour la pâture. Les motifs qui décidèrent souvent les princes et les seigneurs de céder à leurs vassaux ou féodaux des terres contre certaines redevances, amenèrent aussi les évêques à agir de même. Il est vrai que l'Église exerça, plus tardivement que l'État, une influence sur le défrichement et la culture des terres; mais, après être entrée dans cette voie, elle la poursuivit avec ardeur: ce fut à cause de la dîme, déjà proclamée par les conciles au VI^e

1 D'après le R. P. DOM CALMET, *Histoire de Lorraine*, c'est dans l'Église latine et dans les Gaules principalement qu'il faut rechercher la véritable origine de l'obligation de payer les dîmes. Après le second concile de Tours (566 ou 567), les évêques écrivirent une épître synodale où ils exhortent les fidèles à donner la dîme de tous leurs biens: *Illud instantissime commonemus, ut Abrahe documenta sequentes, decimas ex omni facultate non pigeat Deo pro reliquiis, quæ possidetis, conservandis, offerre.* Ils ajoutent: « Nous vous exhortons à donner la dîme de vos esclaves, et si vous n'avez point d'esclaves, et que vous avez deux ou trois fils, de donner à l'évêque ou à celui qui tient sa place, trois pièces d'argent pour chacun d'eux.

Plus loin le même auteur dit de la dîme: « Depuis que l'obligation de payer la dixme fut établie presque universellement dans l'Occident, il y eut encore une grande variété sur la quotité et sur la manière de la payer, et même sur les choses sujettes à la dixme. En certains lieux on dixme le poisson, les bois taillis, le fruit des arbres, les herbages, les racines, le beurre, le fromage, le miel, etc. En d'autres endroits ces dixmes sont inconnues. On a eu principalement égard à ce qui fait le principal trafic du lieu, et du pays où l'on demeure; en Angleterre et dans les Iles Britanniques, on a fait plusieurs réglemens pour le payement de la dixme, du beurre et du fromage, des bois, des moulins, des prés, du commerce; les esclaves ne vouloient pas donner la dixme de leurs travaux. Le concile de Mayence les y condamne. » (Tome II, p. XIV et 11.)

siècle, mais seulement mise en vigueur à partir de la publication des cartulaires de Charlemagne, que l'Église gagna de l'influence, surtout par le défrichement. De toutes les dîmes, la dîme agraire était incontestablement la plus importante; son extension indique que l'aménagement des terres entraînait dès lors dans les vues de l'Église.

À l'origine, la dîme était à la disposition de l'évêque, mais plus tard les églises-mères en furent dotées. Il est de connaissance générale que, vers la fin de l'époque carlovingienne, et même dans les temps othoniens, il n'y avait que peu de ces églises, ce qui explique la grande étendue de leurs domaines. Ce privilège des églises-mères portait atteinte, non seulement aux intérêts ecclésiastiques généraux, mais aussi à ceux des seigneurs fonciers, et il en résulta que l'Église, comme les nobles, dut prendre à cœur la dotation par la dîme des églises coloniales, c'est-à-dire de celles qui furent construites dans la suite, le plus souvent dans des forêts étendues, sur les frontières de grands districts dîmeurs. Plus tard, il fallait trouver un accommodement au sujet de la perception de la dîme; ce qui nous renseigne le mieux à cet égard, ce sont les dispositions établies dans les pays mosellans au commencement du moyen âge proprement dit: «*ut novalia nova, quae iuxta cultos agros fiunt, ecclesiae antiquae decimentur, et si ultra miliaria 4 vel 5 in saltu quaelibet digna persona aliquod novale colloboraverit ibidemque cum sui consensu episcopi ecclesiam construxerit, post consecrationem ecclesiae provideat presbyterum eiusque conductu de eodem elaboratu decimas eidem ecclesiae conferat* (Conc. Tribur.).

Ce mode de colonisation offrait un grand avantage au seigneur foncier: en admettant même que toute la dîme fût attribuée à la chapelle, les terres saliques¹⁾ du seigneur restèrent libres de toute redevance; mais, le plus souvent, une partie de cette dîme, quelquefois les deux tiers revinrent au seigneur foncier. L'Église protesta bien contre cet abus: d'abord au concile provincial de Metz, en 893 (*ut deinceps nemo seniorum de ecclesia sua accipiat de decimis aliquam portionem, sed solummodo sacerdos, qui eo loco servivit, ubi antiquitus decime fuerunt consecrate, ipse eas cum integritate accipiat in suam sustentationem et ad luminaria concinenda et basilicae edificia, vestimenta quoque sacerdotalia et cetera utensilia suo ministerio congrua obtinenda*); ensuite, et en termes très énergiques, dans un canon que l'on attribue au concile de Coblence, tenu en 922 (*si laici proprias capellas habuerint, a ratione et autoritate alienum habetur, ut ipsi decimas accipiant et inde canes et geniciarias suas paseant*). Cependant le résultat de ces protestations était nul.

Le nombre de patronages des grands seigneurs fonciers était parfois énorme: les comtes de Luxembourg tenaient en fief 72 patronages de Trèves seulement; le comte d'Arnstein en possédait également 72; l'abbaye de St. Maximin en avait 51 et, antérieurement, ce nombre avait été presque de 100.

1) Sous l'expression *terre salique* (*terra salica* ou *dominata*, en allemand *salilant*, *selilant*, *sal-land*, *selland*), on comprenait les terres qui dépendaient du manse principal (*salhof*, *sadelhof*, *sedelhof*, *sattelhof*) sur lequel se trouvait la demeure seigneuriale (*sala*). Plus tard, on comprit également sous la dénomination *terra salica*, les propriétés foncières échues par héritage qui, en règle générale, n'étaient transmissibles sous les Francs qu'à des héritiers mâles.

A cette occasion il y a lieu de parler également du droit de patronage, respectivement de collateur, que les seigneurs de La Grange exerçaient sur certaines églises. D'après les protocoles des visites pastorales de l'année 1570, le seigneur de La Grange (von der Scheuren) était collateur de l'église de Weiler-la-Tour, de Fennange (Bettembourg), Leudelange et de Bitbourg (collator Domicellus Joannes de Brandenburgh Dominus in Mesenbergh — Meisenbourg — et Scheuren). Les seigneurs de Meisenbourg, coseigneurs de La Grange, étaient collateurs de la chapelle de la Sainte Trinité à Luxembourg et de l'église paroissiale d'Alsdorf; les seigneurs communs de Meisenbourg étaient également collateurs de la chapelle de Prum-zur-Lay.¹⁾

Les dispositions canoniques n'ayant produit aucun effet, l'Église s'efforça de réagir d'une manière positive contre cette entreprise sur ses finances, et elle déploya ses efforts surtout à l'occasion de nouvelles colonisations. Ceci explique la revendication de la dîme novale, comme revenus épiscopaux, à partir de la fin du XI^e siècle. Plus tard seulement, la dîme novale fut assignée aux églises paroissiales.²⁾

De l'autre côté, les seigneurs temporels croyaient devoir réagir parfois contre les tendances du clergé qui ne cherchait qu'à introduire de nouvelles dîmes à son profit. Nous en trouvons la preuve dans une ordonnance du 1^{er} octobre 1520 donnée par Charles, empereur des Romains et duc de Luxembourg. Il y est statué que ni les gens d'église ni les personnes séculières ne pourront lever d'autres dîmes que celles qui ont été levées depuis quarante ans et au delà; cassant et annulant les procédures pendantes devant les juges ecclésiastiques pour la levée de dîmes nouvelles et indues.³⁾ Cette ordonnance ayant donné lieu, surtout à cause de la dîme

1) J. W. HEYDINGER, Archidiaconatus, tituli S. Agathes, in Longuionio, etc.

2) Voir: LAMPRECHT, *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*.

3) Charles par la Divine Clémence, Empereur des Romains, Duc de Luxembourg, etc. . . . Comme jà soit que de si longtems qu'il n'est mémoire du contraire, le fait des dixmes qui se prennent et lièvent sur les terres, héritages et possessions de nos pays et seigneuries de pardecà, tant pour les gens d'église, qu'autres ayans le droit d'icelles dixmes, ait été réglé et ordonné en chacun pays et quartier selon la nature d'iceux; qu'outre ce lesdits gens d'église ayent été par nos prédécesseurs et autres fondateurs pourvus et douez de plusieurs beaux biens de grande valeur et revenu annuel, dont ils se peuvent honorablement et suffisamment entretenir, tellement qu'en bonne raison ils s'en devoient contenter, comme ont fait leurs prédécesseurs de toute ancienneté, et ne leur soit besoin ne loisible de mettre sus, lever ou exiger autres nouvelles tailles et exactions à la charge de nous et de notre peuple. Ces choses nonobstant, les chapitres, curez et autres gens d'église non contens de ce que leur a été ordonné et dédié pour raison desdites dixmes et de leurs fondations, telles et semblables que leurs prédécesseurs ont accoutumé prendre et lever pour raison d'icelles, sur les fruits venans d'autres terres et labours, qui se font en nosdits pays, se sont avancez et s'avancent journellement de vouloir constituer, exiger et lever diverses nouvelles dixmes de plusieurs sortes de fruits, et autres biens et substances: et entr'autres prétendent de lever et exiger dixmes de bois, foin, herbes, pâturages, et de toutes grosses bêtes à cornes, moutons, brebis, agneaux, laines, porceaux, veaux, oisons et autres semblables; pareillement de rapes, naveaux, radix, choux, salades, oignons, pommes, poires, noix et autres semblables fruits; et généralement maintiennent le droit de dixme leur être deu de toutes manières, de biens croissans et produits par la terre, et pour à ce parvenir, et y soumettre et asservir nos sujets et leurs biens, lesdits chapitres, curez et autres gens d'église se sont avancez et s'avancent journellement de faire citer et convenir nosdits sujets ès cours d'église, ou pardevant juges ecclésiastiques à eux favorables: le tout au grand dommage de nous, diminution de nos domaines, aides et autres droits, toule et oppression de nosdits sujets, intérêt et dommage de toute chose publique; et plus sera, si par nous n'y est pourvu comme entendons.

Pourquoi nous, ces choses considérées, veuillant pourvoir et remédier à tels abus, et relever

novale, à des réclamations de la part du clergé, il est publié, le 15 septembre 1530, une ordonnance déclaratoire. Il y est déclaré que dans l'ordonnance du 1^{er} octobre 1520 il n'est pas entendu « avoir deffendu de payer, cueiller et lever droit de dixme de grains, foins, fruits crûs et dépouillez sur terres, prez et héritages nouvellement cultivez ou labourez, dont ès paroisses où ils sont crûs et ont été dépouillez et cueillez, l'on a accoutumé auparavant quarante ans, cueiller, payer et lever droit de dixme de tels et semblables grains, foins, fruits; » que pareillement il n'est pas défendu « de payer droit de dixme d'agneaux, laines, poulailles, volatilles et autres bestiaux, nourris et élevez ès maisons et héritages qui nouvellement auront été édifiées, et mises à usage de demeure. » ¹⁾ Une ordonnance interprétative avait déjà été publiée le 10 janvier 1529.

D'autre part, les féodaux cherchaient à se soustraire au paiement de la dîme. Une ordonnance de l'empereur du 27 juin 1544 dut défendre d'enlever les grains en gerbes de la campagne, avant que la dîme n'en ait été perçue par qui de droit. Le 20 juillet 1553, il est publié une ordonnance défendant de répandre le bruit que les dîmes payées aux gens d'église n'étaient pas dues et qu'elles n'étaient que des aumônes, prescrivant à chacun d'acquitter les dîmes qu'il doit. Une nouvelle ordonnance du 7 juin 1554 défend de faire courir le bruit qu'on n'est pas tenu d'acquitter les dîmes.

En règle générale, la dîme est partagée en deux grandes catégories: *decimae duplici nomine censentur, videlicet maiores et minores. Maiores sunt vinorum et bladorum, minores enim (?) omnium aliarum rerum ex et supra terram nascentium, videlicet agnellorum vitulorum porcorum pullorum et caeterorum animalium iuxta cuiuslibet parochiae consuetudinem.* La même division se retrouve presque partout: la grande et la petite dîme. Mais il y a encore bien des subdivisions que l'on rencontre surtout plus tard; c'est ainsi que l'on considère comme dîme particulière celle prélevée sur le foin. En général, la grande dîme est perçue sur les blés, le vin

nosdits sujets desdites nouvelles et indues exactions, et après en avoir été duement et suffisamment informez, avons à grande et meure délibération de conseil, et de notre certaine science, autorité et propre mouvement, ordonné et statué, ordonnons et statuons, par forme de constitution et édit public et perpétuel, par la teneur de ces présentes, que nuls gens d'église, soient évêque, abbez, prélats, prévôts, doyens, chanoines, chapitres, religieux, couvents, proviseurs, curez, vice-curez et autres, de quelque état ou dignité qu'ils soient, ou de quelque autorité qu'ils usent: ne semblablement les gens laïcs et séculiers, ayant et possessant aucunes dixmes, ne jouissent ou pourront dorénavant prendre, lever, exiger, recevoir ne percevoir ou demander en nosdits pays et seigneuries, aucunes nouvelles dixmes, ou aucunes charges et droits quelconques, de quelque sorte ou espèce de biens que ce soit autres qu'ils et leurs prédécesseurs ont accoutumé prendre et avoir, passé quarante ans et audessus, qu'ils ont eus, reccus et perceus, et dont ils ont duement joui et usé auparavant ledit tems de quarante ans. Défendant expressément à tous nos sujets de payer autre chose ausdits gens d'église et séculiers, que lesdites dixmes et droits ordinaires et accoutumez d'ancienneté; et que pour raison desdites nouvelles dixmes et indues vexations, ils ne comparent ne répondent par devant lesdits juges ecclésiastiques de quelque autorité qu'ils usent.»

1 Un décret du conseil privé du 25 mars 1527 statue sur une requête par laquelle les prélats de Brabant demandaient l'interprétation de différentes dispositions de l'édit du 1^{er} octobre 1520. Les prélats avaient été mécontents de la décision du conseil privé, et ils soumirent l'affaire au conseil et à la Chambre des comptes de Brabant, lesquels, de commun accord, déclarèrent leurs réclamations non fondées.

et le foin; la petite, sur le lin, le poireau, le chanvre, le chou, les pois. On range de plus parmi la petite dîme, celle prélevée sur le bétail, les abeilles et les poissons, ainsi que sur toutes les plantes potagères, les fruits, les noix et finalement sur le tan.¹⁾

La quotité de la dîme est aussi variable que celle du terrage; elle consistait le plus souvent dans la perception de la dixième, de la neuvième ou même de la septième gerbe de la récolte. La dîme, comme on a vu plus haut, devait souvent son origine aux conditions mises par le possesseur primitif à l'aliénation des terres qui composaient sa propriété; elle est, dans ce cas, de commune origine avec le terrage. Souvent ces deux rentes se confondent tellement qu'il n'y a pas moyen de les distinguer.

Aucun pied-terrier, ni record de justice ne nous donnent de renseignements sur la perception de la dîme dans la seigneurie de La Grange, à moins qu'on ne veuille considérer comme telle la septième gerbe qui était prélevée, d'après le dénombrement de 1706, sur certains biens d'environ trente journaux de terre dans les bans de Manom et de Garsch. Dans le record de justice de ce dernier village, daté du 26 septembre 1560, les habitants déclarent qu'il est de coutume dans leur communauté de payer annuellement une dîme à Dieu. — C'est la coutume. Nous avons déjà dit ailleurs que le cultivateur libre, vilain, mainmortable ou serf ne pouvait détacher de la terre les fruits qu'elle produisait sans en faire deux parts: une part à Dieu, c'est la dîme de l'Église; une part à son seigneur, c'est le terrage.

Le compte des recettes et des dépenses de la seigneurie de La Grange de 1574, nous apprend que les seigneurs de Meisenbourg, de Brandebourg et de Kœrich percevaient aux villages de Hettange, Garsch, Hussange et Ham la sixième part, tant des grandes que des petites dîmes. La part des seigneurs de Brandebourg et de la Grange s'élevait, pour la dite année, à 2 maldres 7 bichets de seigle, 2 maldres 1 bichet d'avoine et 3 bichets de pois. Cette dîme doit avoir été aliénée plus tard, car, d'après certains renseignements consignés dans les registres du bureau des domaines à Thionville, la dîme qui était perçue à Garsch se partageait de la manière suivante: M. de Neuerbourg, l'abbaye de Saint-Sauveur à Metz et le prieur de Saint-Maximin de Trèves avaient droit chacun à un cinquième, les deux autres cinquièmes revenant au curé de Hussange.

Relevons en passant une particularité sur les droits de ce curé qui administrait en même temps la commune de Garsch, celle-ci ne formant qu'une cure avec Hussange; l'église et l'ancien presbytère sont construits entièrement sur le territoire de Cattenom. Il y a une trentaine d'années, cette église servait encore communément aux paroissiens de Garsch, de Kœcking et de Hussange. Anciennement, d'après la tradition locale, elle servait également en temps de guerre aux villages de Sentzich et de Cattenom qui ne possédaient qu'une chapelle castrale des Templiers. D'après un usage féodal, consacré par le temps, le curé de Hussange avait le droit de venir avec son fauconnier et son faucon dîner, chaque année à jour

2) Cfr. LAMPRECHT, *loc. cit.*

fixe, chez le seigneur de Cattenom. M. Volter de Neuerbourg s'est toujours conformé à cet usage, à part que le fauconnier et le faucon ont été remplacés par le sacristain et le chien du curé.

Il y a lieu encore de revenir sur la septième gerbe que les seigneurs de La Grange prélevaient sur certains biens aux bans de Manom et de Garsch. Ces terres ne faisaient pas partie de celles sur lesquelles les mêmes seigneurs prélevaient un terrage de 116 maldres de blé. Cette septième gerbe était perçue sur trente journaux de terre labourable. Il ne peut s'agir ici de la dîme, attendu qu'un document, dont l'analyse figure sur des pièces qui se trouvaient anciennement au bureau de l'enregistrement à Thionville, énonce qu'une dîme est prélevée sur ces mêmes terres; on n'a donc affaire qu'à un droit de terrage.

A Kayl, les seigneurs de La Grange avaient droit à la grande et à la petite dîme; la grande rapportait annuellement environ 6 bichets de seigle et 5 bichets d'avoine; la petite dîme avait été concédée, en 1574, au plus offrant pour 5 sols. La dîme de Tétange rapportait par an aux mêmes seigneurs environ un maldre de seigle et autant d'avoine.



CHAPITRE VI.

LA JUSTICE.



Avant de nous occuper de l'organisation judiciaire de La Grange, il nous a paru utile de toucher quelques questions préliminaires. Le principe de toute organisation civile ou judiciaire est la *famille*, mais pas la famille sous son point de vue d'attachement, d'inclination; les liens du sang n'y jouent aucun rôle: c'est la famille telle qu'elle s'est constituée pour faciliter à l'individu la lutte avec les obligations et les besoins de la vie journalière. La preuve nous est déjà fournie par l'étude des langues. Les anciennes langues de l'Inde ne connaissent pas le mot époux par rapport aux liens conjugaux; partout le père figure comme maître, chef de la maison, de la famille, *pater familias*. La famille n'est créée que par l'égoïsme de celui qui en devient le chef; les sentiments restent hors cause; ou mieux, d'une part c'est l'égoïsme de celui qui veut accaparer l'autorité et de l'autre c'est le besoin de protection qui forgent les liens qui tiennent ces personnes ensemble. Celui à qui cette constitution réussit, en était le maître, le chef, le souverain; une fois cette création réalisée, il avait un pouvoir illimité sur tous les membres de la famille, un pouvoir que l'on nommait *main* (*manus*, *munt*). Cette expression est assez explicite, elle marque la puissance et le commandement. Cette constatation nous amène logiquement à la thèse énoncée.

La seule organisation sociale que nous fassent voir au commencement les émigrés de l'Inde qui se jettent sur l'Europe, est la famille. Les dénominations de la plupart des membres de ce corps sont à constater dès les temps primitifs. On ren-

contre les mots père, mère, frère, sœur, fils, fille, beau-père, gendre, bru (de l'allemand *braut*); mais ce qu'il y a d'étonnant, c'est que le terme de grand-père manque: l'*avus* est inconnu. Ce terme faisant complètement défaut, on est autorisé à dire que la famille ne doit pas son origine à la parenté, à la descendance, à laquelle on n'ajoutait aucune valeur, autrement le mot grand-père ne pourrait être inconnu. Mais la vie de famille proprement dite se développe peu à peu et, avec l'ascendant que prennent des idées plus nobles, plus humaines, on est forcé de suppléer au langage, les termes manquant pour marquer certains degrés de parenté, d'alliance, pour désigner les personnes auxquelles on doit amour et respect. L'*avus*, le *spousus*, et la *sponsa* deviennent des termes fréquemment usités. Les langues germaniques nous montrent bien le même fait. Ce n'est que bien tard que le mot *bräutigam*, cité par M. Ed. Heyck dans un article des « *Neue Heidelberger Jahrbücher* » (1893), fait son apparition. Dès que l'on peut constater ce terme, les rapports entre les membres d'une famille sont devenus plus tendres, l'empire des sentiments n'est plus à méconnaître. Le mot *bräutigam* nous fait voir les liens conjugaux. Certes, nous avons affaire ici à un mot composé: *braut* (fiancée) et *gam* (gameo); ce dernier terme se retrouve également dans le mot gothique *guma* (homme) et nous avons donc l'homme de la fiancée, le futur, l'époux, terme que l'on chercherait vainement au commencement. La présence des mots exprimant les rapports entre homme et femme, entre époux et épouse, est une preuve évidente du développement de la vie de famille. Mais, à partir du temps où le cœur est admis à faire valoir ses droits, où tous les membres d'une même famille prennent part à la joie et au deuil, aux plaisirs et aux peines réciproques, un autre fait est constaté: la formation de la tribu, de la *sippe* allemande. D'après la plupart des auteurs, le radical de *sippe* est le vieux allemand *sip*, *sibbo*, souche, tige, auteur de la souche; nous estimons cependant ce mot antérieur à l'invasion des Germains et nous dirons même que ce n'est pas la langue germanique qui l'a créé, mais qu'il est tiré du sanscrit, de *sabhlâ*, qui signifie également une petite association formée autour d'un chef commun sans prendre égard à la parenté: les Germains rendent seulement applicable ce mot à la famille développée, agrandie par la vie commune, qui tient ensemble plusieurs générations. Nous verrons que la constitution de la tribu mettait des freins au pouvoir, à l'autorité du chef de famille. On voit le frère germain prendre l'intérêt le plus vif au sort de sa sœur et des enfants de celle-ci; il en est le protecteur le plus dévoué. S'il est vrai que, même après ce changement de vie, le pouvoir, la main du chef de famille restait en quelque sorte la première instance, on ne peut néanmoins méconnaître que ce chef, de son côté, ne soit soumis à la tribu; son pouvoir primitif, son arrogance, son autorité illimitée en toutes circonstances est restreinte: il doit céder une partie de cette autorité à la tribu; mais, par contre, le cercle des personnes qui le protègent dans des circonstances données, dans des entreprises périlleuses, s'agrandit, s'élargit. Mais n'oublions pas que ce ne sont pas seulement les liens de la parenté qui tiennent la tribu ensemble; non, car la tribu a des règles, des lois précises, inviolables: toute querelle est prohibée dans ce cercle, la tribu défend les intérêts de quiconque n'a pas de protecteur naturel; l'individu doit se soumettre en tout aux règles communes, et il ne peut se soustraire à aucune obligation ou charge. Il lui est défendu de disposer arbitrairement

de ses biens, tout ce qu'il a à faire avec des étrangers ne peut être arrangé qu'avec l'assentiment de la tribu, c'est elle qui règle, qui approuve tout : tel est le cas pour la création d'une nouvelle famille à cause du changement que cette création apporte à ce corps ; toute vengeance et toute réparation sont vidées ou du moins préalablement approuvées par la tribu. Cette organisation de la tribu imposait nécessairement à tous les membres l'obligation de rester ensemble sur une certaine étendue de territoire. Cependant il ne faut pas se faire une idée trop restreinte de cette vie commune en admettant que tous ceux qui appartenaient à une tribu quelconque auraient dû continuer à en faire toujours partie ; il ne faut exclure un certain va-et-vient, l'admission de nouveaux membres et le départ d'autres : ceci résulte déjà des mariages qui, avec l'autorisation de la tribu bien entendu, pouvaient être conclus avec des membres étrangers. En suite de cette cognation, la descendance masculine de membres de la tribu tomba dans l'oubli.

Plusieurs tribus forment la centurie (*centuria*, centaine). En partant de cette unité supérieure à la tribu, il ne faut pas se tenir au sens que l'on donne à l'ordinaire au mot de *centurie* ; il ne s'agit pas du nombre exact de 100, voire même de 120 membres comme cela se retrouve dans les subdivisions d'une armée (compagnie de cent hommes d'armes formant le 6^e de la cohorte et le 60^e de la légion), mais tout bonnement d'une plus grande quantité de personnes. Dans le langage ordinaire nous employons encore toujours les expressions de mille, légion, myriade, sans nous occuper du nombre arithmétique ; par ces mots nous entendons exprimer seulement un nombre plus ou moins considérable. Aussi n'a-t-on pas encore réussi jusqu'à présent de fixer d'une manière satisfaisante le nombre des personnes comprises dans une centurie, dans cette réunion libre de plusieurs tribus. En cherchant après le but de cette nouvelle corporation, de cette réunion, il faut tenir présent à l'esprit que la tribu était une corporation créée pour protéger ses membres, pour briser l'absolutisme de celui qui entendait soumettre tout à sa seule volonté, à son bon plaisir. Si, par suite de sa composition compacte, la tribu réussit à réduire les cas de violence parmi ses propres membres, il n'en était pas de même d'une tribu vis-à-vis d'une autre. Cette union, ferme et stable d'un certain nombre de personnes qui étaient liées par tant d'intérêts, où les intérêts d'un membre quelconque étaient défendus par toute la corporation, ne fit qu'aggraver, rendre plus sanglantes les querelles avec des individus n'appartenant pas à la tribu : il y avait deux corps qui luttaient et pas seulement deux individus. Les progrès lents mais constants de la civilisation durent mettre des freins à ces actes de violence, à ces vengeances sanglantes. On y arriva par la création de la centurie qui comprenait plusieurs tribus voisines. Comme la tribu rendait la justice parmi ses membres, la centurie en faisait autant dans ce corps agrandi. En suite de cette nouvelle création, les membres des différentes tribus qui en faisaient partie, ou plutôt ces derniers corps mêmes, durent s'imposer certaines restrictions l'un envers l'autre, le but de la centurie étant l'aplanissement des difficultés par l'introduction d'un dédommagement à l'amiable, d'une réconciliation sans perte de sang. A vrai dire, la centurie n'a pas un caractère judiciaire proprement dit, parce qu'elle ne punit pas ; elle ne fait que réconcilier.

Jusqu'à présent nous avons vu se former ces différentes institutions dans un but paisible — on y avait seulement en vue de briser l'absolutisme, de faire disparaître ou du moins de réduire les vengeances sanglantes, les faits de force, tout en voulant soutenir les membres particuliers de la corporation: en somme nous n'avons donc eu affaire qu'aux passions humaines. Mais, de la formation de la famille jusqu'à la centurie, il faut constater une grande augmentation des personnes faisant partie de ces corps. N'oublions pas que les corps dont nous parlons mènent encore une vie plus ou moins nomade. La centurie a besoin d'une étendue de terre assez grande pour laisser un mouvement libre à tous ses membres; il fallait à elle des territoires assez grands pour ses pâturages. Dès lors, il arrivait fréquemment qu'une centurie vînt en contact avec une autre — la lutte pour l'existence commence, une centurie veut supplanter l'autre dans les territoires occupés par cette dernière. Ici l'organisation judiciaire ne servait à rien, la force seule avait à décider. Le corps comptant le plus de membres avait les plus grandes chances, le plus d'avantages. De part et d'autre, il s'agit donc de recruter des aides et de ce besoin militaire, qui nécessite la réunion de plusieurs centuries, on voit se former la peuplade, nommée *civitas* par Tacite, réunion de citoyens, d'hommes valides. La preuve, que la constitution de la peuplade est due à un besoin militaire, est déjà fournie par le terme même; peuple et armée sont des termes identiques. Aussi cette organisation militaire ne s'occupe-t-elle pas de la mission pacifique, conciliante de la centurie qui garde tous ses droits judiciaires; cependant, dès qu'il s'agit d'intérêts militaires, c'est la peuplade qui commande et oppose ses droits.

L'importance de cette nouvelle constitution s'agrandit toujours, sa compétence s'élargit. Le pouvoir de la famille disparaît davantage; même la centurie doit subir des transformations, mais elle conserve son caractère primitif et essentiel: elle reste l'unité de la juridiction, la commune judiciaire. Ce fait se laisse poursuivre même jusque sous la domination des rois francs: malgré les divisions administratives et les organisations systématiques, toute province, toute subdivision de territoire même renferme plusieurs justices où, malgré les formes rajeunies, il est rendu justice par la commune-centurie.

On ne peut méconnaître que la peuplade avait également certains droits judiciaires; mais ceux-ci sont tout autres que ceux de la centurie; ils ne s'appliquent qu'à ceux qui contreviennent aux buts communs de la peuplade, à des coupables militaires ou politiques: les lâches, déserteurs et traîtres sont punis. Ce ne sont que ces crimes, inconnus à la centurie primitive, qui tombent sous la justice de la peuplade.

En tout cas, les peuplades se sont constituées déjà bien des siècles avant notre ère. Pythéas, qui a vécu au IV^e siècle, nomme les Teutons, les Gutons et les Goths; d'autres étaient restés en Scandinavie.

Après la constitution de la peuplade, le cercle est fermé, momentanément du moins; on ne constate plus la formation de nouvelles unités, il ne se forme de nouveau que des alliances, des confédérations. Il n'en pouvait être autrement parce que ces alliances n'avaient ni organes politiques ni organes militaires communs aux différentes peuplades. Si ces alliances avaient eu des organes politiques ou militaires communs, uniques, la peuplade même aurait perdu son caractère d'unité; il

se serait formé une nouvelle peuplade, voire un nouveau peuple. Mais, en général, tel n'était pas le cas.

Résumons: le chemin qu'il fallait parcourir de la constitution de la famille jusqu'à la formation de la peuplade, nous fait voir les premières associations, les familles, qui se créent des organes pour l'exécution, la mise en pratique des buts qu'elles poursuivent. Cet organe est toujours la réunion d'hommes libres; de la réunion de plusieurs petites associations se forment de plus grandes, qui poursuivent des buts nouveaux tout en laissant, du moins provisoirement, tous leurs droits aux associations inférieures. La famille n'est en somme qu'une association de protection qui a pour organe un conseil composé des chefs de famille. Nous avons la centurie avec son conseil judiciaire; il en est de même de la peuplade; l'alliance n'a pas d'organe commun.

Mais ce qui était inévitable, c'est que l'organisation supérieure s'arrogeât peu à peu les droits et privilèges de l'organisation inférieure. Plus tard, la tribu ne formera plus qu'une association ménagère, la centurie cède une partie de ses droits à la peuplade; les alliances n'ont qu'un caractère passager et se dissolvent après un certain temps, ou bien les peuplades sacrifient leur indépendance et il se forme une nouvelle unité militaire et politique que nous nommerons peuple. Tel était le cas avec les Francs.

Mais l'histoire ne devait pas s'arrêter à ces corporations premières, pas même à la formation des peuples; les alliances prennent de plus grandes dimensions et on arrive à la nation ou même à la monarchie. Bientôt la royauté et le christianisme se tendront la main pour détruire les alliances dues à un culte commun. La royauté victorieuse accapare tous les droits des anciennes organisations, au moins tous ceux qui lui conviennent; anéantie, la souveraineté de la commune politique est à ses pieds; elle surveille et groupe également la justice; elle tire vers elle même une partie des droits de la centurie, en prenant la protection de ceux qui sont sans tuteur naturel et en accordant la liberté à des non-affranchis.¹⁾

Revenons un peu davantage sur le rôle judiciaire des susdites corporations. L'institution primitive de toute cour de justice n'est due qu'à un arrangement volontaire, libre. Ceci nous explique également le rôle que la justice avait à remplir: elle n'a rien à intenter, cela ne regarde que le plaignant; elle ne punit pas, elle ne fait que surveiller. Voyons, avant tout, la procédure même qui expliquera mieux le rôle de la justice. La sommation est faite par le plaignant, celui qui a subi un tort, qui a été lésé. Devant les juges, le plaignant et le cité parlent l'un à l'autre; le premier adresse directement sa plainte à celui qui l'a endommagé, il lui demande raison — il ne s'adresse pas aux juges. Seulement, après l'accusation directe et la réplique du cité, la cour des juges avait à intervenir si le plaignant demandait un jugement dans la forme convenue. Mais ce jugement ne prononçait pas de pénalité, aussi n'exprimait-il pas la conviction que les juges s'étaient formée sur l'affaire en litige — la sentence était seulement prononcée dans le but de favoriser l'intention du plaignant par la provocation d'une réparation. D'un côté, dit Brunner

1) Cfr. ED. HEYCK, *Ueber die Entstehung des germanischen Verfassungslebens*.

(*Schwurgerichte*), la justice détermina comment la question de la preuve devait être décidée et, d'un autre côté, ce qui était à faire respectivement après la fin de la procédure des preuves. Si p. ex. l'accusé doit prouver, le jugement lui ordonne de promettre qu'il fournira la preuve demandée ou qu'il donnera réparation au plaignant. Et voilà tout ce que le demandeur désirait s'il choisissait la voie de la justice organisée au lieu de la réparation extra-judiciaire. La cour judiciaire, si toutefois il est permis d'employer ce terme à l'égard de ces institutions judiciaires primitives, garantissait au demandeur, qui avait acquis le dessus en suite des preuves apportées, l'accomplissement de la réparation demandée. La justice soutenait la demande en réparation du plaignant vainqueur. Voilà l'avantage de cette procédure pour le lésé et le progrès atteint par l'institution de la justice. La cour ne s'occupait davantage de l'accomplissement même de la réparation; elle n'exécutait pas, même si le défendeur refusait l'accomplissement de la réparation demandée: la contrainte n'existait pas encore. Mais alors il arriva ce dont la justice avait menacé le défendeur en cas de non-réparation, le seul moyen par lequel elle garantissait l'exécution de la réparation: l'inculpé est déclaré fugitif, il est exclu de la communauté. C'est donc une sorte de vindicte publique, pour tout le reste l'inertie est le devoir des magistrats. Voilà la base de la procédure judiciaire. Mais la punition même n'est pas nouvelle, la tribu l'avait déjà appliquée. C'est d'ailleurs la punition la plus primitive, où la partie lésée était à son gré maîtresse de poursuivre le coupable ou de transiger avec lui. La victime et sa famille avaient toujours eu le droit de demander réparation. Seulement cette punition avait acquis un caractère plus grave; à cause de l'association de plusieurs tribus, elle a un caractère plus général, le coupable ne peut être protégé par aucune des tribus qui se sont constituées pour former une corporation plus grande, pas même par la centurie après la formation des peuplades; il est déclaré hors la loi sur tout le territoire occupé par la peuplade, car il faut nécessairement que toute cour de justice reconnaisse la décision, si cette expression est permise, de n'importe quelle cour comprise dans le corps politique.

On voit donc plusieurs tribus qui concourent à l'exécution de la punition encourue par un coupable et, dès lors, la possibilité est donnée d'introduire des punitions corporelles ou des amendes auxquelles celui-ci est astreint personnellement pour racheter sa réception dans le corps politique dont il a fait partie, si toutefois il n'est pas exclu à tout jamais de la corporation ou que l'on n'attende pas à ses jours. Car à la peuplade il faut de nouvelles punitions, l'exclusion de la communauté ne suffisant pas pour les cas de trahison ou de lâcheté.

Au commencement, la justice n'est qu'un organe de surveillance, car elle ne rend pas de sentence; aussi cette cour de justice n'était-elle pas composée de représentants désignés plus tard à cette fin, mais elle était formée, comme on a déjà vu, de tous les membres du corps politique jouissant des droits d'hommes libres. Le juge était donc la communauté; peu à peu celle-ci cédait ses droits, soit aux fondés de pouvoir de l'État dont l'immixtion dans toutes les affaires se fait toujours sentir davantage, soit à des comités élus dans son sein.

La peuplade qui s'était constituée dans un but politique ne pouvait guère administrer ses affaires militaires sans mettre un chef à la tête de la centurie qui formait une division de l'armée, de la troupe combattante. Il fallait bien concéder certains droits à ce chef militaire qui, de son côté, va bientôt prendre à tâche de s'emparer d'un certain pouvoir. De là jusqu'à la royauté il n'y avait plus qu'un pas. Les droits de la royauté s'élargissent toujours aux dépens des anciens corps politiques; le conseil d'administration de la centurie, ce comité élu perd de son importance, ses droits sont amoindris. Par contre, la royauté, à laquelle le dit conseil d'administration est directement subordonné, travaille activement pour étendre les droits de ses fonctionnaires.

Les principes de la justice sont donc établis avant que la royauté n'ait accaparé le pouvoir: la justice réparatrice et criminelle s'est formée de conventions libres, d'arrangements librement consentis par la société humaine; aucun pouvoir suprême ne l'a imposée. Avant la royauté, la société elle-même avait pris en main l'organisation judiciaire. De tous temps, il y avait des malfaiteurs et il fallait songer à les rendre impuissants et à les punir; l'intérêt de tout corps organisé le réclame impérieusement. Ce n'est pas seulement la vengeance personnelle, ou plutôt le sentiment de la vengeance inné au cœur humain qui a contribué à l'institution de la justice, mais le bien-être de la Société même demanda une réparation des méfaits, après que le sentiment d'association se fût affirmé. Vengeance et réparation, voilà les bases de toute justice. Aussi longtemps que cette vengeance n'est pas réglée, il n'y a pas lieu d'admettre une organisation politique; car, dès le début des corps politiques, la réglementation de la vengeance était dictée dans l'intérêt de ces corps mêmes.

Une seule personne étant parvenue à s'emparer du pouvoir, il fallait d'abord laisser l'exécution de la justice dans les mains de ceux qui l'avaient exercée jusqu'alors, le conquérant n'étant pas en mesure de rendre partout personnellement les sentences.

Nous avons vu que le militarisme a amené la royauté; c'est encore le militarisme, de concert avec sa création, la royauté, qui, si toutefois il n'est pas la cause directe de la féodalité, en favorise du moins les institutions et les développe. Les chefs militaires et les fonctionnaires de la royauté acquièrent souvent, pour récompense de services rendus, des territoires; d'autres territoires restent entre les mains des anciens propriétaires, de ceux qui s'y étaient fixés primitivement. Pour ces derniers, les luttes de la vie journalière recommencent; avec le développement du militarisme chez la plupart des peuples, avec l'institution de la royauté, les querelles entre les différents peuples deviennent de plus en plus acharnées: ce sont des temps de luttes continuelles; le faible est toujours opprimé davantage, car la tribu et même la peuplade, qui avaient pour mission de protéger leurs membres, ont disparu ou n'ont plus aucun pouvoir politique. C'est le droit du plus fort qui règne comme dans le temps où l'humanité était encore dans l'enfance. Nous n'entendons pas faire ici une récapitulation de ce que nous avons dit sur l'origine de la féodalité; il suffira d'avoir effleuré cette transformation dans l'organisation de la société.

La royauté étant parvenue à son apogée avait annexé tout pouvoir politique

et judiciaire. Le capitulaire de Kiersy ayant transféré la souveraineté aux maîtres du sol, l'administration et la justice, exercées jusque là au nom du roi par ses officiers et ses tribunaux, fonctionnent désormais en leur nom. « Chaque détenteur d'un domaine noble, dit M. Ed. Bonvalot, d'un duché, d'un comté, d'une seigneurie, d'un alleu, a converti son ancienne juridiction privée sur ses serfs et sur les individus placés sous sa garde en une juridiction complète, publique, souveraine. Chacun d'eux règle dans sa terre toutes les affaires administratives, et il juge au civil et au criminel, soit par lui-même, soit par ses officiers. » Nous n'osons guère être aussi affirmatif, sur cette transformation, que l'est ce juriste méritant. Les recherches récentes sur les origines et le développement de la juridiction, nous forcent à envisager cette question sous un autre point de vue. On a remarqué plus haut que la première institution judiciaire, dans un rayon d'une certaine étendue, était d'abord la réunion de tous les hommes libres d'une tribu qui, plus tard, choisirent dans leur sein un conseil remplaçant l'assemblée primitive. Cette juridiction se maintenait encore longtemps pendant la royauté. Ni la royauté ni la féodalité n'auront réussi à faire disparaître complètement les anciennes institutions judiciaires — peu à peu elles s'emparent bien du pouvoir administratif qu'elles transforment d'après leur volonté, mais, dans son essence, l'organisation des cours judiciaires reste telle qu'elle était avant le déplacement du pouvoir. Il est bien entendu que nous n'envisageons pas ici la situation et la dépendance absolue des serfs, des esclaves du moyen âge; nous n'avons en vue que la situation des hommes libres. Les membres de la tribu possédaient le sol, les invasions se font, mais elles n'apportent pas le changement qu'on leur attribue ordinairement. À l'exception des comtes, ducs et centeniers, qui avaient des droits de juridiction plus ou moins étendus, le seigneur n'est au commencement que le propriétaire du sol et des personnes attachées à la glèbe; aussi sa juridiction ou son pouvoir judiciaire doit-il être encore restreint. C'est surtout la recommandation comme on verra plus loin qui aura élargi cette juridiction laquelle, à l'origine, ne pouvait s'étendre que sur les serfs.

Reprenons un peu cette partie sous des vues plus larges. Lorsque les Francs envahirent la Gaule romaine, ils s'emparèrent, au gré de leur volonté, des terres et des domaines qui appartenaient aux vaincus. Cependant, comme les compagnons de Clovis ne formaient qu'une armée très peu nombreuse, on doit croire qu'ils ne s'emparèrent que d'une faible partie du territoire gaulois. Ils dépouillèrent au hasard les plus riches propriétaires, ils s'adjugèrent les maisons et les fermes qui étaient à leur convenance, et les Gaulois gardèrent le surplus de leurs biens.

Les deux tiers de la Gaule avaient été envahis par les Wisigoths et les Bourgondes ou Bourguignons. Ces deux peuples, quoique barbares, étaient beaucoup plus disposés à la justice que les Francs. Aussi procédèrent-ils à l'égard du vaincu avec une certaine régularité et ils laissèrent toujours à un propriétaire gaulois une part considérable de ses domaines.

Les Francs, les Wisigoths et les Bourgondes, chacun de ces peuples, selon le degré de sa civilisation encore peu avancée, réglèrent, par des lois écrites, les rapports des vainqueurs et des vaincus, et la condition sociale de chacun d'eux. Les vainqueurs, tous de race germanique, se montrèrent peu généreux envers les

Gaulois dans leur législation. « Les Gaulois, dit un auteur, eurent la faculté d'obtenir tous les privilèges réservés aux Francs, en consentant à renoncer aux lois romaines et à adopter les lois et les coutumes des Barbares. Mais comme ils étaient, quoique vaincus, plus civilisés et plus instruits que leurs maîtres, ils tinrent à honneur de garder leur propre législation, et de ne point se confondre avec les Germains. D'ailleurs, les rois mérovingiens préféraient, sous beaucoup de rapports, les Gaulois aux Francs. Ces derniers, habitués à la liberté germanique, étaient hardis et remuants; ils réclamaient leurs droits et refusaient d'obéir; les Gaulois, au contraire, habitués au joug des empereurs romains, se montraient dociles et soumis, et les descendants de Clovis aimaient des sujets toujours disposés à leur complaire. »

Quoi qu'il en soit de cette soumission ou de cette résistance, les lois et coutumes barbares finirent par gagner le dessus et c'est sous ces lois et ces coutumes que l'on retrouve les centeniers qui administrent une portion de territoire et rendent la justice dans cette circonscription. Et encore ces centeniers ne font que présider les tribunaux; les jurys sont composés de citoyens ou d'hommes libres dits *rachimbourgs*.¹⁾ Les anciennes divisions du territoire se maintiennent en général et avec elles l'organisation judiciaire reste la même, du moins la juridiction locale. Qu'un alleutier, qu'on nommera seigneur, soit préposé à ce territoire, qu'il s'en soit emparé par la force, au moment de la conquête, qu'il lui ait été donné comme récompense par le souverain ou qu'il en ait fait l'achat, il trouve une organisation judiciaire toute faite. Dès lors il paraît que le propriétaire du territoire n'aura fait que présider les jurys de justice si, toutefois, il n'a pas préféré se faire remplacer.

Le roi possède la plénitude des droits de justice; il est le juge suprême de ses sujets. Ses deux principaux devoirs sont: rendre la justice et maintenir la paix publique. Pour mettre la main sur la justice, les Carlovingiens se sont servis de la cour du palais, leur conseil ordinaire et privé, pour rendre cette justice en dernier ressort. La cour du palais est le tribunal par excellence.²⁾ « Elle plane au-dessus de toutes les autres juridictions par son caractère exceptionnel et souverain, par son organisation (elle est présidée par le roi en personne), sa procédure et sa compétence spéciales. Les affaires contentieuses y sont jugées sans appel. »

1) Le nom de *rachimbourgs*, usité sous les Mérovingiens, se changea en *scabins* sous les Carlovingiens. Avec ce changement de dénomination, on constate une certaine modification dans l'organisation judiciaire. « Les hommes libres, qui désignés arbitrairement par l'officier royal vidaient un procès sous le titre de rachimbourgs, n'avaient plus de pouvoirs une fois leurs décisions rendues. Obligés de venir à tous les plaids, ils s'étaient montrés négligents à remplir ce devoir, que les officiers royaux avaient rendu onéreux en multipliant les plaids dans des vues intéressées. Enfin, pris au hasard, ignorant le plus souvent le droit, les usages et la procédure, ils ne rendaient qu'une justice imparfaite. » Le premier capitulaire, qui parle des scabins, est de 803; cependant, il y a des documents qui remontent jusqu'au Xe siècle dans lesquels figurent des rachimbourgs; il y a donc lieu de conclure que la dénomination de scabins ne s'est introduite que peu à peu. Les rachimbourgs n'étaient que des juges passagers, les scabins des juges permanents devant connaître le droit et la pratique des affaires et obligés d'assister régulièrement aux séances judiciaires.

2) La famille royale, le comte du palais et l'archichapelain sont de droit membres de ce conseil. Il y avait ensuite des officiers royaux, des ecclésiastiques, de grands propriétaires, des gens sages, instruits et rompus aux affaires, tous nommés par le roi. Le nombre des assesseurs, scabins du palais, n'a rien de fixe: il varie de 7 à 51.

De tous les collaborateurs de l'office royal dans l'administration provinciale, le comte est l'agent principal; il représente le roi dans son district et il est investi d'attributions administratives, judiciaires, financières et militaires. Son tribunal est un tribunal de droit commun par excellence qui avait reçu des Carlovingiens plénitude de juridiction en matière civile et en matière criminelle, pour trancher les questions d'état et de propriété, pour prononcer des peines privant de la liberté et de la vie. Malgré leurs privilèges, les immunistes mêmes lui défèrent certaines contestations dans des cas spéciaux. Son autorité s'étend sur la totalité du pagus. Pour une affaire déterminée, le comte peut nommer un délégué qui prend le nom de *missus comitis*, titre qui est échangé plus tard contre celui de *vicomes* après que la fonction fût devenue héréditaire. A côté du vicomte, nous voyons le vicaire dont l'autorité est limitée à un certain nombre de centuries, qui ont pour chefs les centeniers dont, par le cartulaire de Charlemagne en 809, le choix est rendu au peuple et au comte. C'est le centenier, avec sept assesseurs au moins, qui forme le tribunal pour son ressort; le centenier y préside et les scabins jugent. C'est cette même juridiction qu'ont les seigneuries; il n'y a que les noms qui se sont transformés: le centenier est devenu le mayeur, les scabins se nomment échevins. Dès lors il paraît hasardé de conclure que le seigneur ait exercé une juridiction absolue. Il est vrai que la féodalité activait la disparition de la personnalité de la loi à tel point qu'il était fort difficile, sinon impossible de trouver aux IX^e et X^e siècles, au milieu des discordes civiles et des invasions étrangères, des juges et des assesseurs connaissant la loi de chaque individu et capables de lui faire droit suivant cette loi, ce qui avait lieu antérieurement; que non seulement les ducs et les comtes, mais aussi les grands propriétaires devenus plus tard les seigneurs, mettant à profit les événements malheureux, établissent dans leurs ressorts et dans leurs domaines une loi et une justice particulières: mais le seigneur ou son délégué, le mayeur, ne fait que présider ce tribunal; il y a ensuite le recours, l'appel et l'immovibilité des assesseurs ou juges (échevins).

Avant de résumer, nous toucherons encore à quelques objections qu'on pourrait faire, soit dans le but de prouver que la centurie n'était pas créée dans l'intérêt de la justice et que plus tard son organisation n'était utilisée que pour faciliter la juridiction naissante, soit pour démontrer que cette centurie n'était qu'une subdivision militaire. Les auteurs, qui se rangent à l'une ou à l'autre de ces opinions, ne manquent pas. Nous ne nommerons que Thudichum, qui fait de la centurie une communauté agraire (*Wirtschaftsgenossenschaft*) chargée plus tard de fonctions juridiques et Brunner, qui dit que la centurie est à regarder, dans son origine, comme une division de cent militaires. A l'encontre de la première opinion, nous faisons observer avec M. Ed. Heyck, qu'une communauté agraire est inconcevable, car les membres de celle-ci, pour trancher leurs querelles, n'avaient d'autres moyens que la dispute des familles différentes qui la composent; qu'il est impossible, dans la constitution de la justice primitive, de découvrir une organisation isochrone qui ait pu faciliter ou influencer les devoirs de la communauté judiciaire vis-à-vis des tribus; que même, jusque fort avant dans les temps historiques, la centurie a gardé, malgré ses autres fonctions, le caractère particulier d'une alliance judiciaire *per-*

sonnelle où le territoire géographique ne vint pas en considération, cette alliance judiciaire n'est pas en effet absolument fixée à un certain territoire, ce qui est déjà prouvé par les migrations. Les défenseurs de l'opinion que la centurie n'ait été qu'une division militaire de cent hommes n'ont, à l'appui de leur assertion, que le mot même et ils finissent par s'embrouiller dans leurs explications. C'est ainsi que Brunner dit que les troupes de cent hommes devaient se former sans disloquer la division par familles militaires. Qu'en est-il dès lors du nombre?

Somme toute, la centurie est une institution principalement judiciaire, bien mieux c'est l'institution judiciaire par excellence. Relevons en passant, ce qui résulte d'ailleurs des pages précédentes, que les districts militaires correspondaient aux districts judiciaires; il en était de même des districts agraires. En général, cette organisation se maintint jusqu'à la fin du moyen âge, malgré les changements de constitutions et malgré le morcellement des districts administratifs. Le caractère de la centurie reste prédominant. Son territoire formera plus tard l'étendue d'une haute justice.

Avant de nous prononcer davantage, citons un document de l'archevêque Arnould de Trèves de l'année 1254: «*fidelis noster Rodolphus de Ponte miles Treverensis in nostra (de l'archevêque) presentia constitutus confessus est et recognovit, quod iura omnia, que ratione iurisdictionis, que vulgariter hunnindink appellatur, optinet apud villam et parrochiam de Viden (Weiten près de Freudenbourg) noster diocesis in bonis et hominibus nobilis viri Walteri domini de Meisinburch, eidem nobili pro octuaginta lb. bonorum et legalium Treverensium d. titulo pignoris obligavit, ita videlicet, quod dictus Rodolphus more consueto iudicia sanguinis et alia per centurionem accusanda ibidem sicut hactenus exercebit, nichil inde commodi pecuniarii consequendo, set emendas huiusmodi iudiciorum nomine provenientes et commoda pecuniaria prefatus nobilis de Meisinburch iure pignoris cum aliis iuribus tam diu percipiet in bonis predictis et hominibus.*»

Tirons les conséquences, car l'organisation judiciaire dans le Luxembourg s'est développée sur la base des institutions germaniques; il en est de même pour la Lorraine, dont l'organisation judiciaire ne nous paraît pas si «*originelle*», comme le dit M. Ed. Bonvalot: le centenier (hunne) ou le chef de la centurie était généralement reconnu comme président du jury de la justice criminelle (*Blutgericht*), qui forma plus tard la haute justice; de plus, cette charge de justicier est à regarder comme un droit financier aliénable tout comme le droit de juridiction comtal. Mais comme juge criminel, le centenier n'était pas encore propriétaire de la haute justice; depuis la décadence de l'ancienne organisation judiciaire, la haute juridiction était devenue plutôt un droit comtal.¹⁾ Dès lors, il devient évident que celui-

1) Le comte, *comes* (*comitans*, *comitatus*) était le compagnon du gouverneur romain. Tu tibi dux comiti, tu comes ipsa duci. Tib.). Sous les rois francs, le comte avait la même charge que le *comes* romain. D'après la loi salique, le comte est un fonctionnaire librement nommé par le roi pour exercer le pouvoir exécutif dans un certain district au lieu du centurion ou du conseil de la centurie; il fait les citations en justice, exécute les jugements rendus sous la présidence du centurion et veille au maintien de l'ordre public. A mesure que la royauté agrandit sa puissance, le pouvoir du comte s'étend également: il acquiert la présidence des tribunaux, exercée jusque là par le centurion qui ne garde que la juridiction pour les faits de moindre importance, il reçoit le serment de fidélité, devient le protecteur de l'église et des personnes dignes de compassion, conduit le *herban*, reçoit les revenus

là seulement était seigneur-haut justicier qui réunissait dans une personne les droits du centurion et du comte. Cette combinaison ne pouvait manquer d'engager le possesseur de droits comtaux à évincer le centenier ou d'en faire son avoué pour la haute justice; d'un autre côté, elle engagea des centeniers à usurper les droits du comte. Ce dernier cas cependant ne fait que l'exception. On en trouve un exemple en 1163, lorsque l'archevêque Hillin proclame une réconciliation entre Frédéric de Merzig, d'une part, l'archevêché, certains instituts ecclésiastiques de Trèves et certains hommes féodaux de Trèves, d'autre part, où Frédéric de Merzig promet: «quod de cetero super homines de sua hunaria nullas exactiones faciet, nec, ut ab eis aliquid extorqueat, aliquam eis violentiam inferat, eos quoque nec per cognatos nec per servientes suos, nullatenus hospitationibus gravabit. . . , ipse autem in persona sua, si forte apud eos aliquando hospitabitur, ita se modeste habebit, quod nullus inde clamor dignus animadversione aures nostras sollicitabit; eosdem quoque homines nequaquam ad facienda aliqua ruralia opera angariabit, nec in silvis nostris novalia sine nostra voluntate faciet . . . preterea de sua iudiciaria potestate, quam habet super homines in sua hunaria, hoc statutum est, ut, quicquid universitas populi a nobis convocata dixerit ad suum officium non pertinere, ipse de cetero non presumat inde iudicare.» D'après la teneur de ce document, Frédéric de Merzig, en suite de ses fonctions de centenier (de son hunaria), pouvait réclamer légitimement: iudiciaria potesta, d'après le témoignage des sujets de sa juridiction, et le droit d'hébergement, pour sa personne, à l'occasion des plaids; dans le district de sa juridiction, il avait usurpé: le droit d'accusation, le droit de réclamer des corvées agraires et le cens noval.¹⁾ Nous ne pouvons insister davantage sur ces usurpations.

Tous ces faits montrent l'importance acquise par la centurie dont on pourra distinguer deux catégories sous la royauté: les centuries ducales et les centuries seigneuriales. Toutes deux sont gouvernées plus tard par un maire et par des échevins plus ou moins nombreux selon les lieux. Ces officiers administrent la communauté et y rendent la justice. M^r Bonvolat nous apprend que trois fois par an un plaid banal réunit tous les membres de la centurie: chacun y comparaît sous peine d'amende. Après lecture des droits et usages de la centurie, après l'étalonnage des poids et mesures, maire et échevins statuent sur les demandes portées devant eux pour chemins, sentiers, empiètements de terrains, abornement et hahays. Il y a ceci de particulier, dit notre auteur, c'est que si l'usurpation porte, non plus sur le sol d'un particulier, mais sur le chemin du seigneur, le jugement de l'empiètement appartient à tous les membres de la centurie. Huit jours à l'avance, le maire les avertit du jour et de l'heure de la réunion par une publication à l'église

royaux et surveille les villas royales. Pour son remplacement en cas d'absence ou d'empêchement, il lui est adjoint un vicaire (vicarius, le viguier bourguignon); aussi le comte est-il autorisé à charger de certaines affaires des personnes de confiance, *missi comitis*. Comme revenus, il touche une part des amendes judiciaires, aussi a-t-il, pour la durée de sa charge, l'usufruit d'un certain territoire. C'est cette connexion de la propriété foncière et des fonctions qui amena peu à peu un changement complet de l'état des choses.

1) K. LAMPRECHT, *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*.

et de plus, son doyen les convoque par un ajournement individuel. La communauté tout entière décide s'il y a eu ou non entreprise et elle y remédie selon le cas. Mais il faut se demander si, au moyen âge, la compétence de la justice des centuries s'étendait encore à des faits autres que ceux punissables par des dommages-intérêts ou par des amendes plus ou moins élevées, si elle embrassait la connaissance des crimes et délits réprimés par des châtiments corporels. Il y a des documents qui répondent affirmativement. Nous retrouvons dans cette institution, quand même bien amoindrie, le rôle que la centaine ou centurie exerçait avant l'avènement de la royauté, une institution germanique. Ces tribunaux de la centaine se sont maintenus, en certains lieux, jusqu'à la fin du XV^e siècle. Ceci pour les tribunaux de la centaine proprement dits. Nous ne nous occuperons, ni du tribunal de bailliage, ni du tribunal de prévôté, ni de celui de mairie; nous passerons directement au tribunal seigneurial dont on retrouve les origines, malgré les usurpations des seigneurs et malgré certains changements, dans le tribunal de la centurie.

Après le bouleversement de l'ordre social aux IX^e et X^e siècles, la loi écrite (loi romaine, lois des Barbares, capitulaires des rois francs, édits des rois de Germanie, etc.) perd grandement de sa valeur. Jusque là la coutume (*consuetudo*, *usus*), qui à son origine dans les anciennes mœurs, avait été tenue « pour loi quand elle était établie par un long usage, quand elle réglait un point de droit non fixé par la loi, quand elle n'était contraire ni à la loi, ni à la raison. Dans ces conditions elle avait force, autrement la loi prévalait. Jusqu'alors, la coutume complétait la loi, suppléait à son silence. » A partir du X^e siècle, cette règle du droit carlovingien change. La coutume passe du deuxième plan au premier. Elle devient prépondérante sous l'action de trois causes: les lacunes de la loi écrite en droit privé, la désuétude des lois barbares et des capitulaires comme lois générales et l'avènement de la féodalité. Alors chaque seigneur, maître en ses domaines, trace des lois spéciales. Ainsi se forme un droit nouveau, le droit coutumier, mélange de droit romain, de droit germain, de droit canonique, de droit féodal, droit essentiellement bigarré. Dans l'ordre féodal, la coutume est elle-même, quoique non écrite, la loi et le droit. Ce droit coutumier, cette loi coutumière présentait les plus grandes diversités. Elle ne changeait pas seulement d'une seigneurie à l'autre, de sorte que Voltaire pouvait bien dire encore au XVIII^e siècle qu'« en courant la poste en Lorraine on change plus souvent de législation que de chevaux. » Pour le Luxembourg, l'état des choses était le même. C'est de ce droit coutumier que sortirent les records de justice, dont un grand nombre remonte au XIII^e siècle, quoiqu'ils n'aient été couchés par écrit que plus tard. C'est sur la base de ces records que la justice est rendue dans les seigneuries.

Comme une des causes principales de la féodalité, nous avons nommé l'immunité, qui est « une faveur accordée sur sollicitation expresse à une personne et à son domaine par un *præceptum* que le roi adresse à ses officiers et, plus ordinairement, à la personne privilégiée. Cette immunité est octroyée par le souverain tant pour lui que pour ses successeurs; elle est donnée pour le temps présent et pour le temps futur. Une fois garni de son privilège, le domaine immunitaire le conserve,

même en changeant de main.» Un effet principal de l'immunité était celui d'affranchir l'immuniste, ses hommes et son domaine de la juridiction des tribunaux ordinaires. Tous les actes d'instruction, de juridiction et d'exécution sont réservés au tribunal de l'immuniste. Au commencement, le maître et le propriétaire n'ont compétence que sur leurs serfs et leurs colons, mais la justice immunitaire n'étend pas seulement son action « sur les hommes dépendant du domaine privilégié, mais sur des gens, qui sans le privilège lui auraient échappé, sur les hommes libres qui, *espérant en l'immuniste*, se sont fixés sur sa terre, ont reconnu son autorité et se sont couverts de sa protection comme condition de leur admission à l'habitation. » Si, au commencement, la justice de l'immuniste n'est qu'une simple justice patrimoniale, il y en a plus tard beaucoup qui, par une pente naturelle et insensible, par des conquêtes successives, se transforment en justice seigneuriale, en pleine, en haute justice.

Nous avons vu que les seigneuries se sont formées par usurpation, tolérance ou concession. Mais, quelle que soit l'origine des seigneuries, leurs propriétaires ne jouissent pas tous de droits égaux — cette différence se fait voir surtout dans la justice. Aussi trouve-t-on la plus grande diversité dans les procédures ; les records de justice diffèrent tellement les uns des autres qu'il nous est absolument impossible d'en donner seulement un aperçu. Un édit de l'empereur Charles-Quint du 6 octobre 1531 dispose déjà de rédiger par écrit les différentes coutumes qui lui seront alors à faire parvenir et ceci dans le but de « remédier aux abus procédans de la diversité des coutumes . . . et aux inconvéniens qui journellement en aviennent; en ce que souventes fois plusieurs coutumes contraires en un pays se soutiennent et vérifient par divers praticiens, et audit moien plusieurs . . . sujets perdent leur bon droit, à leur grand intérêt, et de la chose publique: le tout à faute de ce que lesdites coutumes ne seraient arrêtées et réduites par écrit. » Cette prescription n'ayant produit que peu d'effet, un édit de 1540 rappela la matière: « Et comme pour obvier aux abus procédans de la diversité des coutumes dont on use . . . et pourvoir aux inconvéniens qui en sortent, entant que souventes fois on treuve en un même lieu coutumes contraires . . . ordonnons et statuons que tous officiers et gens de loy des villes grandes et petites, les baillifs, prévôts et autres officiers de tous quartiers et chacun d'eux respectivement en son endroit, pour leurs eschevinages, banlieues, bailliages, prévôtez et châteltenies, seront tenus à la rescription de notredite sœur (Marie, reine de Hongrie), endéans le tems qu'elle ordonnera rapporter vers elle, les coutumes de chacun quartier, rédigées par écrit par bonne déclaration, pour les voir et visiter, et à bonne et meure délibération de Conseil, les décréter . . . » Cette affaire est rappelée de nouveau aux retardataires par un édit des archiducs Albert et Isabelle de l'an 1611. Si possible, cette diversité de coutumes était encore plus grande auprès des cours judiciaires des seigneuries particulières. Même par la publication des « Coutumes générales ¶ des pays duché de Luxembourg et comté de Chiny » de 1623, on ne réussit guère à faire disparaître ces confusions de juridiction, car le titre IV, traitant de la justice, ne s'occupe que des droits des seigneurs hauts-justiciers et de principes généraux.

Toute justice ordinaire est, ou haute, ou moyenne, ou basse (*alta, superior,*

media, viaria, bassa, inferior justitia). Cette même division se retrouve dans les seigneuries, quelle que soit leur origine. Dès le commencement du XII^e siècle, cette division tripartite se fait voir, tant dans le Luxembourg que dans la Lorraine. Ce qui différencie ces trois degrés, c'est l'étendue de la compétence. « La *haute seigneurie* jouit de la plénitude de juridiction en matière civile et criminelle et prononce des peines corporelles et pécuniaires. » La plupart des records de justice considèrent son domaine comme parfaitement connu *ipso facto* du public et ne spécifient pas les crimes ou délits qui étaient de sa compétence. Quelques records seulement mentionnent, comme tombant sous la haute justice: le meurtre et l'homicide, le vol simple et le vol à main armée, la trahison, la magie, l'hérésie, la production de plaies sanglantes et les injures.¹⁾ La *justice moyenne* qui ne pouvait infliger que des amendes inférieures et s'occuper des affaires civiles de moindre importance, statuait principalement sur les engagères, les dettes, les aliénations d'engagères et, dans quelques localités, sur les injures. -Devant la *justice basse* se traitaient toutes les affaires concernant la terre et les obligations qui s'y rattachent. Cependant les redevances foncières, qui n'étaient pas payées en dedans le terme d'une année, acquéraient, en certains lieux, le caractère d'une dette et ressortissaient alors comme telle à la justice moyenne; les abornements, les dommages et les saisies étaient donc du ressort de la basse justice. De très bonne heure, on a partagé les droits inhérents à une seigneurie ordinaire.

Mais les seigneurs-hauts justiciers ne jouissaient pas tous des mêmes droits. Les « Coutumes générales du pays, duché de Luxembourg et comté de Chiny, nous apprennent à ce sujet: « Au pays de Luxembourg aucuns seigneurs-hauts-justiciers ont tous acte de haute justice, et les signes et exécution d'icelle, aucuns n'ont point l'exécution ni signe patibulaire, autres ont seulement quelque acte de haute justice. »

Si les premiers seigneurs de La Grange ne reculaient pas de mener des querelles avec de puissantes abbayes et qu'ils ne relevaient pour ainsi dire que de Dieu et de leur épée, il y a lieu d'en tirer la conséquence qu'ils ne manquèrent non plus de s'emparer du pouvoir judiciaire sur leurs sujets et d'étendre toujours ces droits. Si aucun document ne fournit, pour le commencement, des renseignements précis à ce sujet et que même la déclaration donnée le 11 décembre 1467, par Louis de Chinery, seigneur de La Grange, est muette en ce qui concerne la haute justice dont nous entendons nous occuper seulement pour le moment, il ne peut néanmoins exister le moindre doute sur l'exercice de ce droit. Dans le dit document, Louis de Chinery déclare tenir en fief de Charles, duc de Bourgogne

1) Les Coutumes générales des pays, duché de Luxembourg et comté de Chiny stipulent à ce sujet: « Les hauts-justiciers et leurs justices peuvent faire défense à leurs sujets d'offenser l'un l'autre sous peine arbitraire. (Titre IV, art. II.) — Les hautes justices jugent en cas de crime par arrêt sans ressort ou appel, lesquelles néanmoins sont responsables au Conseil provincial en matière d'excez, comme sont aussi tous officiers délinquans au fait de leurs offices. (Ib. art. III.) — Le seigneur haut-justicier a la connoissance et correction des cas importants, châtoi corporel, soit de mort, fustigation, mutilation de membre, ou bannissement, et à lui appartient de faire lever et visiter les corps morts, (Ib. art. IV.) — Lui appartiennent aussi les confiscations és cas esquels icelles échéent, ensemble les amendes surpassant six florins d'or. (Ib. art. V.)

et de Brabant, comme seigneur héréditaire du duché de Luxembourg et du comté de Chiny, sa maison appelée La Grange avec toutes ses dépendances et appartenances, une part au château de Berwart, mouvant en fief du château de Luxembourg, et une part au château de Soleuvre avec la haute justice. Nous voyons bien figurer ici le seigneur de La Grange comme haut-justicier pour Fontoy et Soleuvre, mais non pas pour sa possession principale, la seigneurie de La Grange. Dans ces conditions, il n'est pas à méconnaître qu'on pourrait élever des doutes sur ces droits de haut-justicier. Le domaine de La Grange comprenait principalement des parts dans les villages de Garsch et de Manom. Or, un record de justice du village de Garsch, dressé le 26 septembre 1560 à la demande de Bernard de Schauwenbourg, nous apprend que le dit village ainsi que ses habitants sont sujets à sept seigneurs différents: à Sa Majesté royale d'Espagne en qualité de prince du pays, au vieux maréchal décédé, aux seigneurs de Raville et aux seigneurs d'Ansembourg, y ayant tous les quatre droits de haut-justicier; ensuite à l'abbé de Münster, aux seigneurs de La Grange et aux seigneurs de Schönfels comme seigneurs fonciers. Un record de justice du 12 juillet 1586 qualifie les seigneurs de Milbourg hauts-justiciers des villages de Manom et de Garsch.¹⁾ Le dénombrement de Milbourg-Illange du 26 juillet 1681 énumère, comme dépendant de la seigneurie de Milbourg, les villages d'Illange, de Haute-Yütz et Basse-Yütz, de Sentzich, Garsch, Molvange, Manom et Marange, de Metzervies en partie et de Haute et Basse-Ham également en partie. On y voit donc de nouveau les villages de Garsch et de Manom comme faisant partie de la seigneurie de Milbourg, seigneurie dont la moitié appartenait au seigneur-engagiste François de Juvigny, capitaine dans le régiment des dragons de Listenay, un quart au comte de Schwarzenbourg comme représentant feu le sieur Hartard de Pallant, vivant seigneur de Wildenbourg et l'autre quart au sieur Jacques Brocard, conseiller-assesseur en la Chambre impériale de S. M. comme représentant le sieur Othon Hartard de Raville, seigneur et baron dudit lieu. Les dits seigneurs exerçaient dans les mêmes proportions la justice haute, moyenne et basse dans la seigneurie de Milbourg; ils y faisaient juger et condamner à mort conjointement les malfaiteurs, sauf l'appel ressortissant pour alors de la Cour de parlement à Metz. Mentionnons encore que le record de justice de Milbourg du 9 avril 1585 cite comme hauts-justiciers de la seigneurie de Milbourg: Georges, seigneur de Créhange et de Pittange, Wiric, coseigneur de Créhange et de Pittange, conseiller, chevalier et justicier des nobles du duché de Luxembourg, Jacques de Raville et Hartard de Pallant.

Mais ces droits de hauts-justiciers des coseigneurs de Milbourg aux villages de Manom et de Garsch ne sont pas de nature à apporter un seul motif plausible pour infirmer les droits de hauts-justiciers des seigneurs de La Grange, quoique les possessions de ceux-ci aient été comprises en partie dans les territoires où les premiers avaient la haute justice et que même sur certains biens, ils avaient des

1) Voir aux pièces justificatives. Le vieux maréchal est Jacques de Raville, seigneur d'Ansembourg et de Septfontaines. Lors de l'arpentage général fait à Garsch de 1715 à 1716, il n'est énuméré que cinq seigneurs qui exercent des droits quelconques dans cette localité; nous les avons nommés antérieurement.

droits communs ainsi qu'on le verra. Toutes les citations que nous avons faites pourraient seulement prouver que les seigneurs de La Grange ne participaient point à la haute justice dans les dits villages. Mais il reste toujours le territoire de La Grange même pour l'exercice de la haute justice, un territoire où aucun des seigneurs voisins n'avait à faire valoir des droits quelconques. C'est dans ce domaine que le seigneur de La Grange est le maître, le juge suprême. On peut s'étonner, peut-être, de ce que jusqu'à la fin du XVI^e siècle il ne soit fait mention d'un droit aussi important, mais bon nombre d'autres hautes juridictions sont bien dans le même cas; ensuite, il ne faut pas perdre de vue que le droit de haute justice est inséparable de l'alleu proprement dit. Quant à la haute justice à Manom et à Garsch, nous y reviendrons encore.

D'après la publication officielle déjà citée au premier volume: *Die alten Territorien des Bezirkes Lothringen nach dem Stande von 1648*, la seigneurie de La Grange aurait été bien prévôtal (Probsteigut) jusqu'en 1467 où, en faveur de Louis de Chinery, héritier de Soleuvre, elle aurait été changée en haute justice. Nulle part nous n'avons trouvé trace de cette disposition. Comme nous avons vu, Louis de Chinery relève en fief, en 1467, de Charles, duc de Bourgogne et de Brabant, sa maison « appelée La Grange avec toutes dépendances et appartenances, mouvante en fiefz du chasteau à Thionville. » C'est tout. Cette déclaration est transcrite le 15 décembre 1469, mais il n'y est pas fait mention d'un changement de bien prévôtal en haute justice. Nous reviendrons sur ce point, nous contentant pour le moment de l'avoir indiqué.

Les premières indications précises et exactes sur la haute juridiction dans la seigneurie de La Grange ne nous sont fournies que dans l'acte de partage fait entre les frères Jean et Pierre-Ernest de Brandenburg, le 20 octobre 1592. Pierre-Ernest, baron de Brandenburg et seigneur de La Grange, y déclare avoir reçu pour sa part d'héritage, outre le château de La Grange avec ses dépendances et appendances, *la hante, la moyenne et la basse justice dans ce domaine*, avec tous les droits et privilèges y attenants tels qu'ils existaient d'*ancienne coutume* (mit hoch, mittel und niedergerichtz herlich recht und gerechtigkeit, wie solliches alles von alters zum haus Scheuren gehœrigh gewesen). À juger d'après la teneur de cet acte, il y a même lieu d'admettre que les droits de haute justice avaient été négligés antérieurement, ceci du moins pendant un certain temps, puisqu'il y est déclaré également que récemment la haute justice a été remise dans son ancien état (und wir jetz neuwlich das hochgericht *wieder* in seinen stand bracht haben). Cette expression de *hochgericht* (haute justice) est-elle applicable ou à l'organisation de la justice ou au signe patibulaire? Nous verrons.

Mais déjà par cette citation, il paraît suffisamment prouvé que les seigneurs de La Grange exerçaient dans leur domaine, tant la haute que la moyenne et la basse justice. La question se pose maintenant, si les hautes œuvres ont été exécutées tout d'abord sur le territoire de la seigneurie. À moins qu'on ne veuille entendre sous l'expression de « hochgericht » citée dans le susdit acte de partage le signe patibulaire, on n'en trouve aucune indication avant 1611 où, dans un décret des archiducs d'Autriche qui est conservé aux archives du château de La Grange, il

est dit que l'érection d'un signe patibulaire a été autorisée par leur père « d'immortelle mémoire », soit par Philippe II.¹⁾

Ce document, daté du 14 mars de la dite année, expose qu'à la requête de Pierre-Ernest, baron de Brandenburg, seigneur de La Grange, Masholder, et en présence du fait que le dit sire détient en fief du duché de Luxembourg la seigneurie de La Grange, mais que ci-devant il n'y avait pas eu de signe patibulaire dans la seigneurie même, ce qui obligeait déjà les devanciers de Pierre-Ernest de Brandenburg à faire exécuter les délinquants dans d'autres seigneuries où ils avaient également droit de haute justice, procédé qui amenait toujours des dépens frustratoires et inutiles, Philippe II, après avis préalable de son conseil de Luxembourg, a accordé au seigneur de La Grange l'autorisation de faire dresser « toutes et quantes fois que bon liue sembleroit ung signe patibulaire au district de la dicte seigneurie de La Grange afin de pour l'advenir y faire les exécutions le cas advenant. »

Après avoir reçu l'autorisation de dresser un signe patibulaire au district de La Grange, le seigneur se sera mis vite à l'œuvre, car le dit décret continue : « ayant en suytte de ce le dict signe de haulte justice aussy esté érigé et dressé et le suppliant sur ce continue l'exercice de sa dicte haulte, moyenne et basse justice en la dicte seigneurie. » Il est ensuite question de plusieurs exécutions de malfaiteurs faites depuis l'érection de la potence. Dans un document de l'année 1612, on trouve des indications relatives à l'emplacement du gibet. En effet, on lit : « que le signe patibulaire at esté planté sur ung hault où sont les vignes du château proche le chemin réal tirant de Thionville vers Luxembourg comme se peult veoir par la carte ou pourtraict » y joint. La côte où existait la potence jusqu'en 1790 porte encore aujourd'hui le nom de Galgenberg (montagne de la potence). L'emplacement même a été occupé, plus tard, par la maison du garde du château.

Dans quelle année le signe patibulaire aura-t-il été érigé ? Aucune pièce n'est à notre connaissance où cette date soit donnée. Philippe II gouvernait les Pays-Bas, dont le Luxembourg faisait partie, du 25 octobre 1555 jusqu'au 6 mai 1598 ; en 1559 il institua, comme régente dans le Luxembourg, sa sœur consanguine Marguerite de Parme, épouse du duc Octavio Farnèse. La date de l'autorisation à

1) Philippe II, fils de Charles III (V comme empereur) vint au gouvernement après l'abdication de son père comme souverain des Pays-Bas, le 25 octobre 1555. D'après les dispositions de Charles-Quint, ratifiées par les États-généraux, les dix-sept provinces unies des Pays-Bas étaient considérées comme un tout indivisible et devaient former à l'avenir l'apanage d'un seul héritier souverain, mais avec la réserve que chaque partie de ce tout garderait ses us et coutumes et ses privilèges particuliers. Philippe II n'était pas roi des Pays-Bas, mais duc de Brabant, de Luxembourg, etc., comte de Flandre, de Namur, de Zutphen, etc., marquis d'Anvers, seigneur de Malines, d'Utrecht, etc. Vainement ce monarque tenta à introduire dans ses provinces le despotisme uniforme auquel l'Espagne était soumise. Après un règne de 43 ans, terminé par une mort hideuse, sa puissance était brisée, son trésor épuisé. Sentant approcher sa fin, il conclut, le 2 mai 1598, avec le roi de France Henri IV, la paix de Vervins, par laquelle on revint aux stipulations du traité de Cateau-Cambrésis (1559). Il fiança sa fille, l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, avec l'archiduc Albert d'Autriche qui était déjà depuis trois ans vice-roi des Pays-Bas espagnols. Le 6 mai 1598, il transmit aux deux futurs conjoints la souveraineté des Pays-Bas, sous la clause de retour à l'Espagne en cas que leur mariage resterait stérile. Le 13 septembre 1598, il mourut de la maladie pécuniaire, objet d'horreur pour ses proches, de haine et d'exécration pour ses sujets.

dresser un signe patibulaire est donc à rechercher entre les années de 1555 à 1598. Dans l'acte de partage de 1592, nous trouvons la déclaration de Pierre-Ernest de Brandebourg concernant la remise en bon état de la haute justice dans sa seigneurie de La Grange; dès lors il devient évident que ce passage ne doit pas s'appliquer seulement à l'organisation de la haute justice, mais également à l'érection de la potence; le signe patibulaire aura été dressé peu de temps (*neuwlich*) avant le 20 octobre 1592. L'érection de la potence tombe donc dans le temps où l'on voit se manifester dans le Luxembourg un phénomène, qui devait se généraliser en Europe, atteindre son point culminant au dix-septième siècle, pour ne disparaître qu'à la fin du dix-huitième: l'étrange aberration mentale qui a fait torturer et périr dans les tourments les plus atroces tant de malheureux et surtout de malheureuses, accusés de sorcellerie, magie, possession, etc. Ces persécutions auront-elles contribué à augmenter le nombre des potences dans les hautes justices?

Le susdit décret semble exclure toute érection antérieure d'un signe patibulaire: « mais comme cy-devant au district de la dicte seigneurie il n'y avait signe de haute justice. » Malgré cette rédaction formelle à première vue, il faut se demander si effectivement il n'y avait antérieurement pas de potence sur le domaine de La Grange. Ce manque de signe patibulaire se comprend bien pour les temps où les seigneurs hauts-justiciers de La Grange exerçaient également la haute justice dans d'autres seigneuries où ils étaient copropriétaires; mais tel n'a pas toujours et constamment été le cas. Dès lors il faut croire que, ou bien les exécutions s'accomplissaient au gibet d'une seigneurie voisine ou qu'une potence s'est trouvée dans le domaine de la seigneurie de La Grange. Il y a lieu de prendre ici en considération que, d'après la coutume du pays, le seigneur qui avait laissé tomber en ruine la potence, n'avait le droit de la faire rétablir que dans le délai d'une année à partir du jour où elle était tombée par terre; passé ce délai, on avait besoin d'une autorisation spéciale du prince pour procéder à une nouvelle érection. Cette disposition est de nature à affaiblir la valeur de l'assertion sur le manque antérieur d'un signe patibulaire et ceci d'autant plus, si l'on considère que le droit d'exécution et le signe patibulaire paraissent inséparables. La plupart des seigneurs ne se soucièrent guère de la présence d'une potence dans le district de l'une ou de l'autre de leurs seigneuries, parce qu'ils en avaient en d'autres lieux; encore négligeaient-ils parfois l'exercice de la haute justice, comme on a vu. Nous ne croyons pas avoir besoin de relever qu'on donnerait dans une fausse voie en tirant de ce manque de signe patibulaire la conclusion que les seigneurs de La Grange n'eussent eu qu'une juridiction foncière. Les citations déjà faites prouvent à l'évidence le contraire. Une potence peut s'être trouvée à La Grange bien antérieurement à l'année 1592; mais on l'aura laissée tomber en ruine: le souvenir s'en était effacé.

Les hauts-justiciers de La Grange semblent cependant s'être toujours conformés à la disposition des coutumes générales qui les obligeait d'avoir des prisons fermées pour y garder les prisonniers. Dans le décret susmentionné il est question de plusieurs malfaiteurs arrêtés par le seigneur et dont l'un a été pris tout près du château. Il fallait donc un endroit au château pour tenir sous verrous ces malfaiteurs. C'est là qu'ils étaient préparés à la mort; les délinquants ayant confessé

leurs crimes et délits et leur condamnation à mort ayant été prononcée, le seigneur pouvait les faire exécuter « auprès sa dicte haulte justice en manière que dict est érigée. »

En abordant l'année 1657, nous voyons Anne de Brandebourg, baronne d'Argenteau, faire donation à son fils Christophe-Albert d'Argenteau du château de La Grange avec toutes ses juridictions hautes, moyennes et basses; il est même question d'une vigne de la haute justice.

Dans un record de justice que Brice Gomé, acquéreur du domaine de La Grange, fit dresser en 1706, il déclare avoir dans la terre et seigneurie de La Grange ainsi que dans ses dépendances le droit de haute, moyenne et basse justice « sans part d'autrui ».

Le 26 juillet 1753, René-François, comte de Foucquet, vicomte d'Auvillars, seigneur de La Grange et autres lieux, se présenta devant la chambre des comptes à Metz pour faire foi et hommage à la couronne de France de la terre et seigneurie de La Grange « consistante en haute, moyenne et basse justice sans part d'autrui ».

Par une déclaration, passée au bureau de l'enregistrement ou du contrôle de Thionville par Gabriel-Jean-Baptiste de Vallié, avocat à Thionville, au nom du comte René-François de Foucquet, seigneur de La Grange, de Manom et d'autres lieux, il est attesté que le dit seigneur devait rendre au roi de France un cens annuel de trois livres et quinze sols du chef du droit de signe patibulaire.¹⁾ Conformément à un compte des recettes des ville et prévôté de Thionville de 1604, le baron de Brandebourg payait annuellement « de reconnaissance du patibulaire dressé sur la seigneurie de La Grange 2 livres 10 sols ».

Ceci nous ramène à la question d'inféodation de la seigneurie de La Grange à la prévôté de Thionville. Nous avons vu qu'en 1467 ladite seigneurie est encore qualifiée fief de Thionville; ceci est également le cas entre autres dans une déclaration de Georges de Brandebourg en 1532 (huss genant die Schurre . . . rur-rende zu lehen von der burch Diedenhoben). D'un autre côté, il y a lieu de faire valoir qu'à l'occasion de l'exécution de l'art. 38 du traité des Pyrénées en 1659, La Grange figure parmi les seigneuries qui recevaient les ordres du souverain directement par le gouverneur de la province; ensuite, lorsqu'en 1706, Brice Gomé rend foi et hommage au roi de France, il est déclaré dans le document afférent que la seigneurie de La Grange, avec ses appendances et dépendances, le tout situé dans la prévôté de Thionville, relève *immédiatement* du roi à cause de sa prévôté de Thionville. Nous concluons de ces citations que la seigneurie de La Grange était bien située dans le ressort de la prévôté, mais qu'elle relevait, comme toutes les seigneuries avec haute justice, immédiatement du souverain; toujours est-il qu'elle n'était pas soumise à la juridiction prévôtale. Dans le décret déjà mentionné des archiducs Albert et Isabelle, il est dit encore que Pierre-Ernest de Brandebourg reconnaît tenir sa seigneurie de La Grange en fief des archiducs, à cause de leur duché de Luxembourg.

1) D'après un contrat de bail du 15 novembre 1764, les amodiateurs de la terre de La Grange devaient payer, au nom du seigneur, ce droit de 3 livres et 15 sols.

Les renseignements que nous venons d'énumérer prouvent amplement que le seigneur de La Grange avait le droit de haute, de moyenne et de basse justice dans toute l'étendue de son domaine.

Malgré la qualité de justicier haut, bas ou moyen, le seigneur n'exerçait pas personnellement cette fonction; il « peut et *doit* créer mayeur et justice pour connaître des crimes et délits. » La justice était rendue, à la requête du seigneur ou de son officier, par la cour de justice. Cette cour est composée ordinairement du maire et des échevins.

M. Bonvalot fait ressortir que la charge de maire dans les domaines seigneuriaux était aussi recherchée que dans les duchés à cause des honneurs et des avantages qu'elle conférait. Administrateur, comptable, juge et chef de police, le titulaire poursuit, en qualité de mandataire de son seigneur, la rentrée des droits seigneuriaux et se saisit des malfaiteurs.¹⁾ Le seigneur ou les seigneurs conjoints, dont il est l'élu et le représentant, le choisissent parmi les plus dignes, sans qu'en principe les populations concourent d'une manière quelconque à sa désignation. Il est toujours tiré du sein de la communauté qu'il administre. Tant qu'il n'a pas démerité par ses négligences ou ses malversations, il garde ordinairement sa fonction.

Le maire est assisté dans son administration par les échevins dont, d'après les Cartulaires, le nombre ne pouvait être inférieur à sept. « Ils sont choisis au sein des communautés libres ou serves, parmi la partie de la population la plus saine, parmi les notables et les plus dignes de foi, parmi les meilleurs connaissant et aimant la justice. » Ce sont eux qui rendent les sentences suivant les usages féodaux ou la coutume locale et d'après le style propre à leur juridiction. En principe, le maire ne prend pas part aux décisions mêmes; il doit les faire exécuter sans pouvoir les modifier, car ces décisions sont irrévocables; sauf défaut de droit ou déni de justice. La durée du mandat d'échevin n'est pas partout la même. Ils sont nommés tantôt pour une année, tantôt à vie. Ce dernier cas était de beaucoup le plus fréquent dans les localités du quartier allemand du pays de Luxembourg. Mais cette nomination pour la durée d'une année n'avait pas moins le caractère d'une nomination à vie, le mandat étant renouvelé à la fin de chaque année. L'échevin, une fois nommé, ne pouvait être révoqué de ses fonctions que sur une décision judiciaire, « wenn er es mit mund und hand vermacht. » Par contre, il lui était permis de s'en démettre avec l'assentiment du seigneur. Ce principe se retrouve dans les coutumes générales du duché de Luxembourg: « mais les états que les hauts-justiciers confèrent, comme sont les états de leurs officiers, iceux sont muables au bon plaisir du seigneur, ne soit que le changement se fasse pour cause infamante, auquel cas le seigneur ne peut déporter son officier avant l'avoir fait condamner par justice. » — « Les états et offices des mayeurs et échevins, tant de hautes jus-

1) Surveillance et police générale, direction des travaux agricoles, perception des redevances, tenue des comptes en recettes et en dépenses, investiture des terres et des maisons, saisie et confiscation pour défaut de paiement des cens, poursuite des contraventions, entretien des animaux reproducteurs, arrestation des malfaiteurs, ajournement aux plaids, confection des règlements de concert avec les échevins, assistance aux plaids sous la présidence du prévôt seigneurial et quelquefois même présidence de ce tribunal: voilà la série des devoirs qui incombent au maire. (ED. BONVALOT, *Le Tiers État d'après la charte de Beaumont*.)

tices, qu'inférieures, sont en aucuns lieux perpétuels, comme les états que le prince confère, ès autres lieux ils se changent tous les ans aux jours pour ce introduits. » Pour la Lorraine, une année est le terme ordinaire du mandat d'échevin; cependant, lorsque le titulaire n'a pas manqué à ses devoirs, il est prorogé dans ses fonctions. Malgré le terme limité d'une année, nous trouvons donc de fait des juges permanents, les scabins dont il est question dans le Cartulaire de 803.

Tout porte à admettre qu'au commencement la Cour échevinale de La Grange était composée de sept membres; c'est ce nombre que nous retrouvons dans bien des actes. Dans certains autres documents on trouve cités les noms de quatre à six échevins qui ne figurent pas tous dans une affaire précédente de la même époque, tandis que les noms d'échevins cités déjà précédemment reviennent encore mêlés avec d'autres; en compulsant ces documents, on trouve également le nombre de sept. Dans certains cas, l'un ou l'autre échevin aura été empêché par des causes légitimes d'assister à la réunion. Il existe bon nombre de pièces où sept échevins de la seigneurie de La Grange sont désignés nominativement. Tel est le cas, entre plusieurs, dans un document du 16 septembre 1581; d'après un autre acte de 1584, la dame de La Grange fit assembler les sept échevins de la seigneurie pour décider dans une difficulté. En 1706, la Cour n'était plus composée que d'un mayeur et de quatre échevins, abstraction faite des autres officiers seigneuriaux. Le nombre des échevins varie d'ailleurs partout suivant l'importance des lieux.

Nous avons dit plus haut que la fonction de maire était recherchée, tant à cause des honneurs que des avantages qu'elle conférait. Si les honneurs sont en somme presque partout les mêmes, il n'en est pas ainsi des avantages qui diffèrent d'une seigneurie à l'autre. Voyons les principaux privilèges dont jouit le maire des seigneurs de La Grange. Il a, ou bien la jouissance gratuite d'une tenure seigneuriale, ou il est indemnisé en conséquence. C'est ainsi qu'en 1574 il lui revient quatre maldres de seigle, deux maldres d'avoine et deux florins à 28 sols pièce du chef d'indemnité de loyer. Ce blé était prélevé sur celui que le seigneur percevait sur les féodaux. Il aura été exempté des tailles et corvées, il avait des droits de redevance et recevait, comme les échevins, une part des amendes.

En retour, le maire devait, lors de son entrée en fonctions et pendant leur durée, des hommages et des redevances. C'est ainsi qu'il était tenu de fournir annuellement au seigneur un porc gras, d'une valeur de 10 florins à 18 sols pièce. Le maire de Buvange-lez-Arlon devait livrer annuellement au même seigneur deux chapons à la Saint-Étienne et un porc; le maire de Levelange, un demi porc.¹⁾ Dans la seigneurie de Milbourg, qui écherra plus tard également en partie aux seigneurs de La Grange, le maire devait annuellement au seigneur, du chef de ses fonctions, deux florins et demi à 18 sols pièce.

De l'ensemble de certaines pièces, nous pouvons conclure, spécialement pour la seigneurie de La Grange, que les maire et échevins administraient, au nom du seigneur, la justice tant criminelle que civile. Quant à la compétence de cette cour, elle s'étendait à toutes les actions qui sont actuellement du ressort des tribunaux

1) En 1574, ces fournitures sont réduites à moitié pour le seigneur de La Grange; les seigneurs de Clervaux reçoivent l'autre moitié.

correctionnels de première instance; en matière criminelle, elle pouvait aussi prononcer la peine de mort. Dans les causes criminelles, le maire était chargé de l'instruction et de la poursuite des crimes ou délits; il convoquait et présidait l'assemblée des échevins, soumettait l'affaire à leur jugement et faisait exécuter la sentence. Le mayeur présidait également la cour dans les causes civiles où chacun des juges devait émettre séparément son avis, et de l'accord qui s'établissait entre eux surgissait la décision de l'affaire litigieuse.

Les attributions de la Cour n'étaient pas seulement l'administration de la justice, mais aussi la réalisation ou l'enregistrement des actes notariés. Plus tard, cette attribution paraît s'être perdue. Toute prise de possession ou mutation de propriété et de rentes, actes de prêts, de garantie, contrats, etc., devaient, pour entrer en vigueur, être réalisés à la cour des échevins.

Avant d'entrer en fonctions, le maire et les échevins devaient prêter serment. Dans cette prestation de serment, les échevins devaient promettre de défendre, tant les intérêts des pauvres que ceux des riches et surtout les intérêts des veuves et des orphelins.

En règle générale, les mayeur et échevins qui devaient être de bonnes vie et mœurs, étaient choisis parmi les gens ayant une certaine instruction; le décret déjà mentionné des archiducs d'Autriche relève même que la condamnation à mort ne doit être prononcée que sur l'avis de gens lettrés; s'il est vrai que le plus souvent ces magistrats pouvaient au moins signer de leur nom, il faut avouer que le contraire se présentait également, car tous les échevins et mayeurs qui firent la déclaration du record de justice de 1586 déclarent ne pouvoir ni lire ni écrire; il en est de même des échevins de Garsch qui déposèrent le record de justice dressé en 1560 à la demande de Bernard de Schauwenbourg.

Ceci nous amène à dire quelques mots des cours d'avis, cours supérieures (Oberhof). Conformément à la coutume allemande, il incombait aux échevins de trouver, de puiser, de faire le droit; le mot même l'indique déjà.¹⁾ En général, les cours seigneuriales n'étaient composées que de simples paysans, gens illettrés auxquels il était parfois difficile de juger en connaissance de cause une affaire embrouillée, compliquée; les notions élémentaires du droit leur faisaient souvent défaut, ils ne connaissaient que la coutume locale qui ne pouvait guère prévoir tous les cas à juger, toutes les difficultés. Dans ces cas, il était de coutume de prendre avis auprès d'une autre cour ou de soumettre même l'affaire à cette autre cour à fin de jugement. C'est ainsi que, pour la seigneurie de Milbourg, il existait, d'après le record de justice de 1585, une cour supérieure à Basse-Vütz. Pour La Grange, nous ne trouvons aucune cour préposée ou supérieure, mais une condamnation à mort ne peut avoir lieu que sur l'avis de gens lettrés, comme nous avons vu.

Mentionnons encore que parfois le maire cumule sa charge avec celle d'échevin. Si tel n'était pas le cas, le maire ne pouvait pas prendre part aux délibérations; dans les quartiers allemands il n'était alors que le fonctionnaire exécutif. Mais, sous la loi de Beaumont en général, il avait les mêmes droits que les échevins.

1) Le mot *échevin* dérive de l'allemand *schæffe*, *scharppe*, qui lui-même a pour radical *scap* d'où *scaffino*, faire, créer.

Il n'était pas absolument nécessaire que les échevins fissent tous partie de la communauté où ils rendaient la justice; le seigneur pouvait les choisir également parmi les hommes instruits ou les justiciers de communautés voisines; mais, en règle générale, ils devaient faire partie de la même seigneurie. Dans les ressorts seigneuriaux n'appartenant qu'à un seul seigneur, il était de coutume de répartir le nombre des échevins dans les localités afférentes d'après le nombre de la population de chacune des localités intéressées, si toutefois on ne se tenait pas à d'anciens errements fixant cette répartition d'une manière quelconque. Par contre, dans les communes qui relevaient de plusieurs seigneurs, sans distinction de juridiction, la cour de justice était composée de féodaux des différents seigneurs suivant leurs parts particulières. Dès que la cour d'une seigneurie n'était pas entière, elle était complétée par des échevins d'une autre cour, souvent par des membres des prédites cours supérieures. Ceci était même devenu nécessaire, pour la composition des cours devant juger des hautes œuvres, à l'époque où la cour proprement dite de La Grange ne comptait plus que quatre échevins. Ce nombre était insuffisant pour rendre la haute justice et, dans l'occurrence, il fallait adjoindre aux échevins de La Grange d'autres juges; car, en règle générale, la Cour de haute justice devait être composée au moins de sept échevins auxquels, dans des cas graves, étaient encore parfois adjoints des juges supplémentaires. Aussi le décret des archiducs autorise-t-il le seigneur de La Grange à recourir à la justice d'une seigneurie des environs, en cas qu'il sera jugé convenir. Si, d'après la charte de Beaumont, le nombre des justiciers est en général de cinq, y compris le maire qui cumule les fonctions d'échevin, et ceci tant pour la justice haute que pour la justice foncière et moyenne, il n'en était pas ainsi dans les seigneuries régies par la coutume allemande. Ici le nombre des jurés dépend du degré de juridiction. Dans les justices moyenne et basse, on voit ordinairement sept échevins, à l'exclusion du maire; mais dans les justices hautes, ce nombre est souvent dépassé: il est porté jusqu'à 14, voire même jusqu'à 21. À l'ordinaire les trois justices, haute, moyenne et basse, sont rendues par le même corps qui est chargé également des affaires administratives.

En 1585, p. ex., on trouve cités comme officiers de la justice de La Grange: le maire Wagner Barthel et les échevins Lorentz de Kédange, demeurant à Manom, Sontag de Dudelage, demeurant à Garsch, Claus Goergh et Barthel, ce dernier fils du vieux maire, tous les deux également de Manom. Ces mêmes officiers se retrouvent encore en 1590; cependant, un acte de réalisation de 1694 ne mentionne que le maire Michel Lanio et les deux échevins Nicolas Jungers et Nicolas Lehnertz.

Le record de 1586 est de nature à nous fournir quelques renseignements au sujet de la composition, tant de la Cour de justice de La Grange, que de celle de Milbourg. Rappelons encore que les villages de Manom et de Garsch étaient partagés entre plusieurs seigneurs. D'après la teneur du dit document, les gens de justice des seigneurs de La Grange et de Milbourg avaient l'habitude de se réunir ensemble pour rendre une sentence touchant, dans les villages de Manom et de Garsch, soit un sujet du seigneur de La Grange, soit un sujet du seigneur de Milbourg et ceci en suite de l'entrecours existant dans les deux villages. Les affaires

concernant un sujet de La Grange étaient intentées par le maire de cette seigneurie, et celles touchant un sujet de Milbourg, par le maire de ce dernier seigneur.

Dès qu'un sujet des seigneurs de La Grange devait paraître devant la justice, le sergent allait inviter les justiciers de la seigneurie de Milbourg à venir siéger à certains jour et heure à Manom; d'autre part, s'il y avait lieu de rendre justice dans une affaire touchant un sujet des seigneurs de Milbourg, c'était le sergent de ces derniers qui allait prévenir les justiciers de La Grange de venir à Garsch pour compléter la cour des seigneurs de Milbourg. Bien que le record de justice mentionné ne paraisse vouloir faire application de cette cour, composée de justiciers des deux seigneuries, qu'aux deux localités de Manom et de Garsch, nous ferons remarquer, dès à présent, qu'à notre avis, la cour des seigneurs de La Grange, aussi bien que celle des seigneurs de Milbourg, étaient composées de la même manière dans toutes les affaires importantes à juger sur le territoire de l'une ou de l'autre seigneurie. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que cette cour renforcée n'était pas toujours de rigueur, ce qui résulte déjà d'un passage du susdit record: *also erheischender notturff*. Donc, ce renforcement avait lieu seulement si le besoin s'en faisait sentir, si l'affaire était de nature à réclamer une cour numériquement plus importante. Dès qu'il s'agissait de faits concernant la justice moyenne ou basse, le nombre de sept échevins n'était pas même nécessaire; quatre échevins, présidés par le maire, pouvaient rendre la sentence; la féodalité connaît même des cours de justice qui ne comprenaient que deux échevins. Nous avons vu, par contre, que dans les cours de haute justice, le nombre de sept échevins est souvent dépassé; c'est ainsi qu'il y en avait neuf à Sarrebourg. De plus, d'autres assesseurs étaient parfois adjoints aux échevins dans des affaires difficiles ou importantes: à Morhange, p. ex., les échevins ordinaires s'en adjoignent neuf autres, s'ils le jugent à propos pour la circonstance.

Dans les cours composées, la présidence appartenait au maire de la seigneurie, du ressort de laquelle était le sujet à juger, ou qui était engagée principalement dans l'affaire en litige. Cette sorte de cours peut paraître indispensable dans les villages dont les manants ressortissaient à des seigneuries différentes, comme c'était le cas pour Manom et Garsch. Il se peut que les cours composées doivent leur origine à ce partage de sujets et de propriétés dans la même localité pour garantir les intérêts de part et d'autre. D'ailleurs ces partages de juridiction se retrouvent assez fréquemment: les sujets communs de Lérrouville répondaient à la juridiction du maire du lieu pour le civil et au prévôt de Commercy pour le criminel; dans le ban de Clémarais, la justice était exercée pendant huit mois par l'un des deux seigneurs et pendant quatre mois par l'autre. Ces partages présentent les anomalies les plus diverses.

Les cours composées ne restreignaient cependant en aucune manière les droits des seigneurs; chacun gardait constamment tous les droits de justice à lui attribués ou conférés. Même avec la cour composée, le seigneur de La Grange restait toujours haut justicier dans tout son territoire. Aucune autre cour n'y pouvait rendre une sentence quelconque. En renforçant sa justice, le seigneur avait soin de con-

server intacts tous ses droits; à cette fin la présidence de la cour appartenait au maire de la seigneurie intéressée et les échevins de celle-ci y avaient la majorité.

La question se pose à présent, s'il n'y avait pas de cours distinctes pour le domaine de La Grange proprement dit et les parties que ces seigneurs tenaient à Manom et à Garsch. Le record de justice de 1586 pourrait nous décider, en quelque sorte, à répondre affirmativement. Relevons ensuite qu'en 1592 Pierre-Ernest de Brandenburg reçoit entre autres, pour sa part, les biens de Manom, Cattenom, Garsch et Buvange-lez-Arlon avec leurs juridictions. D'après l'acte de relief que Brice Gomé fit dresser, il avait la justice haute, moyenne et basse sur la terre et seigneurie de La Grange, sur Manom et Garsch. Dans le pied-terrier de 1706, ce même seigneur déclare être possesseur du château de La Grange dont dépendent les villages de Manom et de Garsch, villages dont il se dit également « seigneur haut-justicier, moyen et bas ».

Le fait que René-François, comte de Foucquet, fait hommage au roi de France non seulement du chef de la terre et seigneurie de La Grange consistant en haute moyenne et basse justice, mais aussi de la terre et seigneurie de Manom et de sept voueries dans la terre et seigneurie de Garsch où il a à exercer, des deux côtés, la justice haute, moyenne et basse, ne peut pas être invoqué en cet endroit parce que le comte de Foucquet avait acquis les droits de M. de Juvigny (Gévigny) dans la seigneurie de Milbourg.

D'après la teneur de ces citations, ainsi que d'après d'autres actes, on serait tenté d'admettre que le domaine de La Grange proprement dit, de même que celui de chacun des deux villages de Manom et de Garsch, a eu des cours de justice séparées et distinctes. Mais d'autre part, il faut prendre en considération qu'il y a des documents dont on peut conclure à la formation d'un ensemble constitué par le château de La Grange, avec ses dépendances dans les villages de Manom et de Garsch. Si déjà, comme nous avons vu plus haut, les crimes ou délits commis sur les territoires des deux villages sont jugés par la même cour, si dans la composition de ces cours, nous trouvons indistinctement des manants de Garsch et de Manom avec des habitants d'autres localités, le procès soutenu par Pierre-Ernest de Brandenburg contre le procureur et gouverneur de Thionville, au sujet de certains droits de juridiction, est de nature à faire disparaître tous les doutes. Au Grand Conseil de Malines le suppliant soutient « que sa seigneurie de La Grange consiste en ung chasteau qui at pour appenaiges les terres, bois, praux et vignes tout autour et deux villaiges Monhoven et Garsche et que tout cela faict ung seul fieff, une seigneurie avecq haulte, moyenne et basse justice, et ung seul corps sans qu'il y ayt distinction, séparation, ny limites d'entre le chasteau et ses aysances et lesdicts villaiges, et que en cette matière il at eu pour party les prévost, hommes et échevins de Thionville. » Ce passage à lui seul doit couper court à toutes les contradictions, à tous les doutes dans l'espèce.

Quelle était, pour la seigneurie de La Grange, la manière d'élire et de destituer le mayeur et les échevins? Brice Gomé déclare faire exercer la justice par un maire, quatre échevins, un procureur fiscal, un sergent et autres officiers nécessaires. Dans un contrat de bail du 15 novembre 1764, par lequel René-François,

comte de Foucquet, abandonne pour neuf années à Joseph Salèze et à son épouse Françoise Provost la terre de La Grange; le seigneur se réserve le droit de création et de destitution des maires et gens de justice. Pour la nomination, nous n'osons guère être aussi affirmatif que le sont certains auteurs qui prétendent qu'elle appartenait de plein droit au seigneur qui choisissait ses officiers de justice parmi ses sujets les plus instruits, les plus capables, les plus probes; que c'était le cas dans toutes les seigneuries indépendantes et indivises. Il faut absolument faire ici distinction entre la coutume allemande et la coutume de Beaumont. D'après la première, dont nous entendons parler seulement, les nouveaux échevins étaient choisis par le corps même de ces justiciers, soit par l'intervention du seigneur, soit sans cette intervention. Dans le premier cas, ledit corps choisit un ou deux candidats qu'il propose au seigneur; dans le dernier cas, le seigneur n'intervient d'aucune manière. Cette coutume nous montre également des exceptions, car il y a des records de justice qui stipulent que le seigneur admet et démet les justiciers, parfois on y trouve même l'addition: d'après son plaisir. Le record de justice de La Grange ne parlant pas de l'élection des échevins, il y a lieu d'admettre que les justiciers y étaient élus d'après la coutume générale, soit agréés par le seigneur sur la proposition des justiciers en fonctions.

Reste la question de savoir si cette nomination était à vie ou seulement pour un temps déterminé. A ce sujet nous ne trouvons pas de renseignements précis pour La Grange. Voyons d'abord la disposition afférente dans le record de justice de Milbourg, que François de Gévigny fit dresser en 1681: « Item j'ai droit d'établir dans ma part et portion de la dite seigneurie un maire et des échevins convenables pour exercer la justice, et les puis choisir entre tels de mes sujets que bon me semble, pour une ou plusieurs années, partout les dits villages. Je peux aussi les démettre pour cause légitime et prendre le serment d'iceux de bien exercer leur charge et de s'en acquitter consciencieusement, et à ce moyen je leur donne pouvoir et juridiction de connoître et juger de tous civils et criminels, sauf l'appel ressortissant du bailliage de Thionville et d'iceluy bailliage au parlement de Metz, sous la condition néanmoins qu'avant de prononcer aucunes de leurs sentences, soit civiles soit criminelles, ce procès instruit de tout point, ils envoient prendre avis sur le dit procès et procédures de personnes graduées, pour savoir d'eux par écrit de quelle manière ils doivent prononcer leur sentence. »

Sous la coutume allemande, l'élection du maire et des échevins est faite à vie à moins que le titulaire ne se rende indigne de sa charge; ailleurs c'est presque toujours l'annalité, — mais, une fois nommé, le titulaire était prorogé dans ses fonctions. Dans la seigneurie de Milbourg, les élections se font pour une ou plusieurs années, donc une sorte de transaction entre fonctions annales et fonctions viagères. Pour La Grange nous n'osons accepter l'annalité; elle nous paraît d'autant moins probable que le record de Milbourg, dont les dispositions révèlent une dureté extraordinaire, admet même, en principe, la nomination pour plusieurs années. Faute de disposition expresse à ce sujet dans le record de La Grange, nous nous croyons autorisé de conclure aux fonctions viagères des maire et échevins de La Grange, c'est-à-dire qu'après avoir été nommés une fois, ils n'avaient plus besoin d'être confirmés dans leurs fonctions pour une nouvelle période plus ou moins longue; ils auront gardé leur charge leur



vie durant, si toutefois ils n'étaient destitués pour des faits graves ou s'ils ne donnaient leur démission de leur propre chef. C'est ainsi que nous trouvons Léonard Claus qui renonce à sa charge à cause de son grand âge; Mathias Barthel doit résigner ses fonctions de maire pour faiblesse d'âge; Jean Jung en fait de même parce qu'il a l'ouïe dure.

Nous avons déjà effleuré les causes qui entraînaient la révocation. Le compte des recettes et des dépenses de 1574 nous en fournit un exemple. Au mois d'août de l'année 1574, le *senior* de Manom, Wolf Gœrich, est accusé de « s'avoir assis en siège judiciaire pour former procès criminel. » Il se fait assister du clerc juré de Thionville pour la rédaction du procès-verbal. En qualité de justiciers, il y a Lehnertz (Lieners) Nicolas, maire, Wagner Barthel et Zipen Barthel, échevins des seigneurs de Meisenbourg et, en conséquence, de la seigneurie de La Grange, et Nicolas Junck, échevin des seigneurs de Milbourg. Ce tribunal est complété par Thomas France, Nicolas Gœrich et Lehnertz Barthel. Or, il n'appartenait à aucun senior « d'usurper la haulteur de son seigneur », c'est-à-dire de s'arroger des droits de justice; les maire et échevins étaient coupables d'avoir assisté à un tribunal illégal, méconnaissant les droits seigneuriaux, et d'avoir violé en conséquence le serment de fidélité fait à leurs seigneurs. Du chef d'usurpation de droits, les intéressés sont cités en justice conjointement par le seigneur de La Grange et les seigneurs de Milbourg. Les justiciers sont destitués de leurs fonctions; réinstallés plus tard par acte de grâce, ils doivent payer des amendes pécuniaires. Wolf Gœrich, le senior, le principal coupable, est soumis à une amende de douze thalers et doit supporter de plus tous les frais de la procédure; Lehnertz Nicolas, Wagner Barthel, Zipen Barthel et Junck Nicolas sont condamnés à une amende de 6 thalers; Gœrich Nicolas, Thomas France, Lehnertz Barthel et Keisk Jean doivent payer deux thalers chacun. Dans le partage de ces amendes, le seigneur de La Grange reçoit les deux tiers de celles versées par ses sujets, l'autre tiers revient aux seigneurs de Milbourg; pour les amendes à payer par les sujets de Milbourg l'inverse a lieu, de sorte que la maison de La Grange reçoit vingt-six thalers vingt sols, ses sujets ayant payé 36 thalers, soit une amende de 12 thalers, 3 de 6 et 3 de 2 thalers. Le reste revient aux seigneurs de Milbourg.

Ce procès ne fait qu'affirmer ce que nous avons dit antérieurement, que la révocation des maires et des échevins n'avait lieu que pour des motifs graves et qu'après une première nomination, si toutefois elle n'était pas à vie, le titulaire était de nouveau confirmé dans sa charge à l'expiration du temps pour lequel il avait été nommé. Ceci se pratique même sous la dure coutume de la seigneurie de Milbourg. Ainsi, après avoir enfreint les droits des seigneurs, après avoir formé, aux dépens de ceux-ci, une justice à part, la loi n'est pas même appliquée dans sa rigueur: les contrevenants ne sont soumis qu'à une simple amende.

Il paraît opportun de relater ici une contestation sur certains droits, qui s'éleva entre les seigneurs de Cattenom, d'une part, et les habitants de la communauté de Cattenom et de Sentzich, d'autre part. Le conseil de Metz, où siégeaient MM. Gabriel, Xavier, Rœderer, Chenu et Séquer, est saisi de cette affaire le 1^{er} décembre 1763.

Il s'agit, en premier lieu, de l'institution et de la destitution des officiers de justice. Le conseil du roi est d'avis que la charte de 1578 ne donne pas à la communauté de Cattenom et de Sentzich le droit de nommer et de destituer les officiers de justice et que, du contenu de la dite charte, on peut conclure tout au plus que la justice doit être administrée dans la communauté par des habitants du lieu; que l'expression « qu'ils ont droit de connaître et d'avoir l'administration de tous les cas et choses concernant la haute justice », n'a pas une plus grande portée; que d'ailleurs, déjà par la sentence de 1732 et l'arrêt de 1733, toute signification plus étendue aurait été restreinte, si toutefois le terme cité pouvait présenter quelque équivoque; qu'ensuite, avant 1732, la communauté ne contestait pas, comme à présent, aux seigneurs engagistes le droit d'instituer les échevins et même le justicier, mais que la communauté avait prétendu seulement deux choses: « l'une que les échevins étaient à vie et ne pouvaient être destitués que pour cause de droit, ni remplacés par d'autres qu'en cas de mort ou de démission; la seconde, que le seigneur ne pouvait nommer le justicier qu'entre deux personnes choisies une année par les échevins entre les bourgeois, et l'année d'après par les bourgeois entre les échevins. »

Les habitants des deux villages n'étant pas demeurés unis pour soutenir l'opposition, le conseil fit valoir qu'en présence du fait « que les habitants de Cattenom et Sentzich ne formant qu'une seule et même communauté par rapport aux droits seigneuriaux et notamment à l'exercice de la justice, et les premiers formant les deux tiers, l'avis du plus grand nombre doit prévaloir sur la résistance du plus petit nombre. » Prenant cependant en considération que « les communautés sont toujours mineures, et quand elles sont lésées, on leur subvient aisément, surtout lorsque, comme ici, elles ont contracté sans autorisation du commissaire départi dans la province qui en est regardé comme le tuteur », mais qu'une lésion ne se présume pas aisément dans un acte souscrit par le plus grand nombre, le conseil du roi estime que tout est fini par la transaction sur l'objet du procès à moins que les habitants de Sentzich n'engagent une partie assez considérable de ceux de Cattenom à se rétracter pour que, réunis à eux, ils l'emportent par le nombre.

Quelles étaient les autres personnes appelées à contribuer au fonctionnement de la justice? Nous avons déjà nommé le procureur fiscal et le sergent. Avant de parler de La Grange en particulier, nous résumerons le personnel de ministériels qui se retrouve dans presque toutes les seigneuries. Ce personnel est à peu près partout le même: dans la haute justice, un bailli ou un prévôt, un châtelain, un receveur, un gruyer, un maire, des échevins, un clerc juré, greffier ou notaire, un procureur fiscal, des doyens ou sergents, des banwards et des forestiers, des échevins d'église; dans la moyenne justice, un maire, des échevins, un procureur d'office et les autres agents subalternes ci-dessus désignés; dans la basse justice, trois ou quatre officiers seulement, un maire, des échevins, un sergent, un banward.

A La Grange on ne trouve ni bailli, ni prévôt. Le *bailli* représente son maître et seigneur dans l'administration civile, judiciaire et militaire. Préposé à un bailliage, il y préside les tribunaux et surveille toutes les juridictions inférieures; il est com-

mandant militaire, il surveille toutes les recettes et dépenses.¹⁾ Le *prévôt* remplit, dans un rang inférieur et dans un territoire moins étendu, les mêmes fonctions que le bailli. Le *châtelain* de La Grange, c'est le seigneur lui-même qui y réside ordinairement et n'a donc pas besoin de remplaçant sous ce rapport; plus tard, mais encore sous le régime de la féodalité, le château avec ses appendances est donné à ferme.

Le *procureur fiscal* avait pour mission de défendre spécialement les intérêts de son seigneur, de veiller à la rentrée des amendes et de prendre en général toutes les mesures qu'il jugeait opportunes dans l'intérêt du seigneur. Le *receveur* était chargé de dresser les comptes, d'annoter les recettes et les dépenses. La mission du *sergent* consistait à faire les exploits de justice; il servait aussi d'huissier aux séances de la cour. D'après le compte de 1574, le sergent de La Grange recevait annuellement de son seigneur « pour son loyer » un florin de 28 sols, deux maldres de seigle et un maldre d'avoine.

Le *gruyver* était préposé à l'administration des forêts; il avait sous ses ordres des *forestiers*, agents inférieurs, pour surveiller et constater par des rapports les infractions aux ordonnances. Des sergents citaient les délinquants devant le tribunal de cet officier où leurs contraventions étaient réprimées par des peines et des amendes. Pour la première fois nous trouvons la charge de juge-gruyver le 7 décembre 1764, lorsque le comte de Foucquet nomme à cet emploi le sieur Gabriel-Jean-Joseph Delavollé, avocat exerçant au bailliage de Thionville. Tous les bois dépendant de la terre et seigneurie de La Grange étaient du ressort de la juridiction de cet officier qui avait droit aux honneurs, profits et émoluments attachés à cet emploi sous condition de se faire recevoir au siège souverain de la table de marbre.²⁾

Anciennement un *banward* (garde-champêtre) était élu tous les ans pour Manom, tant parmi les sujets de La Grange, que parmi ceux de Milbourg. Après la réunion des deux seigneuries par le comte de Foucquet, l'élection de deux banwards fut néanmoins continuée; il en était de même pour Garsch qui avait également deux gardes-champêtres. La nomination de ces agents appartenait au seigneur de La Grange, respectivement aux seigneurs de Milbourg ou à leurs mandataires; il va de soi que plus tard toutes ces nominations revenaient au comte de Foucquet.

Par lettre du 25 février 1777, datée de Thionville, le juge-gruyver Delavollé fait connaître au comte de Foucquet que, dans la communauté de Garsch, il avait nommé deux gardes pour dresser les rapports champêtres, mais que ces gardes, par requête du jour précédent, tout en demandant qu'on leur désignât les bans dépendant de la seigneurie de Milbourg, demandaient à être salariés. Pour la désignation des biens appartenant au comte de Foucquet, le juge-gruyver estime que les gardes n'auront qu'à s'adresser à leurs prédécesseurs, tandis que pour la rémunération de leurs services, tout en reconnaissant que c'est un joug à porter par

1) Si pour La Grange même, nous ne trouvons pas de bailli, les seigneurs en ont cependant dans d'autres dépendances: pour les villages d'Alsdorf et de Masholder on rencontre p. ex., comme bailli en 1579, le sieur Clais Limmerscheidt.

2) Cette pièce, qui porte la signature et le sceau du comte, est donnée à son hôtel à Metz.

tous les sujets, il propose de soumettre cette question au conseil de Metz, ne voulant décider d'après ses seules connaissances.¹⁾

Outre ces gardes chargés de la surveillance des biens seigneuriaux, les communautés choisissaient annuellement, d'après une coutume immémoriale, des *banwards* pour veiller à la conservation des fruits du ban indistinctement. De ce chef les élus recevaient annuellement un bichet de grains de chaque propriétaire.²⁾

Il résulte des indications précédemment produites, que les seigneurs de La Grange ne possédaient pas en entier les villages et bans de Manom et de Garsch; vers la fin du XIV^e siècle, nous voyons figurer Wiric, seigneur de Berg, et sa femme Alecyde comme possesseurs de cens et rentes à Manom et à Garsch. En premier lieu, nous trouvons les propriétaires de La Grange cités comme seigneurs sur sept voueries au village de Garsch, ensuite comme seigneurs sur neuf maisons (nous savons que c'est seulement comme seigneurs fonciers); à ces voueries le comte René-François de Foucquet ajoute, en 1753, vingt-trois voueries dans la terre et seigneurie de Garsch acquises des sieurs de Gévigny et du Pertuy. A la suite de pareilles acquisitions faites dans le ban de Manom, le comte de Foucquet se dit «propriétaire de la totalité de la terre et seigneurie et sans part d'autrui de la Grange et Manom». Mais il est à remarquer que, même après ces acquisitions, le seigneur de La Grange n'était pas en possession de tout le territoire des villages cités. Il existait toujours, à côté, la communauté qui avait pris naissance en suite de certaines concessions et qui tendait constamment à s'affermir et à se développer. Cette communauté possédait également ses biens, ses terres, et en cette qualité, elle avait sa juridiction foncière. Un exemple de cette cour foncière de la communauté de Manom, qui existait à côté de la Cour seigneuriale, nous est fourni pendant le temps où le comte de Foucquet se dit propriétaire de la totalité de la terre et seigneurie de La Grange et Manom. Le 15 octobre 1759, le dit seigneur transige avec les habitants de Manom au sujet d'un lot de bois. A cette date le sieur Henry Limbourg, conseiller du roi et procureur au siège royal de la maîtrise des eaux et forêts à Thionville, se rendit, par ordre de son grand-maître, au village de Manom afin d'y procéder à la visite de deux cantons de bois. Arrivé au dit lieu, le syndic Pierre Stourme et les sept échevins de la communauté, Nicolas Beltinger, maire, Jean Léonard, Pierre Lanio, Müller Nicolas, Christophe Léonard, Nicolas Prim et Michel Bronquard lui déclarèrent que, le 24 août dernier, la communauté s'était arrangée avec le comte de Foucquet, au sujet d'un troisième canton de bois, en lui abandonnant en toute propriété le tiers de ce canton et en se réservant les deux autres tiers. L'arpentage avait été fait par Pierre Vignerou, l'un des arpenteurs du siège précité. Suivant le plan présenté, ce bois contenait 24 arpents et 87 perches; la part du comte de Foucquet fut abornée et séparée du côté du couchant, le long d'un bois appartenant à la ville de

1) La requête nous apprend les noms des deux gardes, qui étaient Mathias Granier et Jacques Berner, tous les deux manœuvres au village de Garsch; l'un habitait la localité depuis sept et l'autre depuis six ans.

2) C'est là probablement le motif pour lequel les manants de Garsch ne voulaient pas rétribuer les deux gardes nommés par le gruyer Delavollé.

Thionville. Le bénéficiaire déclare consentir à cet arrangement fait en suite d'une autorisation écrite de l'intendant. La propriété du bois dont il s'agit avait été contestée, à la suite d'un jugement du grand-maître du 8 octobre 1739 qui l'avait adjugé à Brice Gomé.

On a pu constater qu'à La Grange le gruyer n'était pas seulement préposé à la justice forestière, mais également à la justice champêtre: les forestiers et les banwards étaient de son ressort.

Faisons encore mention ici du *dîmeur* (zentner), dont parle le record de 1586. Le dîmeur chargé de la perception de la dîme à Manom est élu pendant deux années consécutives parmi les sujets de La Grange et la troisième année, parmi les sujets de Milbourg. L'élu ne peut refuser sa charge. Ici encore la prépondérance revient aux seigneurs de La Grange.

On doit conclure de ce qui précède que la juridiction à Garsch et à Manom était bien multiple. Comme hauts justiciers de Garsch on a vu figurer le prince du pays, le vieux maréchal, le seigneur de Raville et le seigneur d'Ansembourg; y figurent comme seigneurs fonciers: l'abbé du Munster à Luxembourg, le seigneur de La Grange et le seigneur de Schönfelz. Mais, nous verrons que les propriétaires de La Grange y exerçaient également la haute justice, ainsi qu'au village de Manom. D'après certaines indications couchées aux registres du bureau des domaines à Thionville, M^r de Neuerbourg était seigneur et haut justicier seul pour la rue et la campagne du village de Garsch. Le village de Manom étant compris dans les localités faisant également partie de la seigneurie de Milbourg, nous y trouvons, quant à la justice, les mêmes seigneurs-justiciers.

Le record de Milbourg du 9 avril 1585, nous apprend que la justice dans cette seigneurie appartient indistinctement à Wiric, seigneur de Créange et de Puttlange, à Georges, également seigneur de Créange et de Puttlange, au maréchal Jacques de Raville, seigneur d'Ansembourg et de Septfontaines et à Hartard de Pallant, seigneur de Wildenbourg, Weibelskirchen, etc. En 1681, François de Gévigny déclare qu'en sa qualité de seigneur engagiste de la seigneurie de Milbourg la moitié de la justice haute, moyenne et basse lui appartient; qu'il a le droit « de juger à proportion, et faire juger et condamner à mort *conjointement* » avec ses comparsonniers les malfaiteurs; que, *conjointement* avec les autres coseigneurs, il a le droit « de faire faire un signe patibulaire à trois piliers, bois de chêne, dans le district de la dite seigneurie de Meillebourg, et en cas qu'il vienne à tomber, d'en faire redresser un autre. » Ce passage prouve que les coseigneurs de Milbourg n'avaient qu'une cour de justice commune. Mais l'affaire devait se compliquer davantage, car la cour commune même n'existait plus dans le temps où il en est fait mention: « comme la dite seigneurie de Meillebourg, continue le record, a été partagée depuis quelque siècle en ça entre les devanciers dudit feu sieur comte de Cressonne et les devanciers des dits seigneurs, nos comparsonniers, ils sont demeurés d'accord que chacun d'eux, à proportion du droit qu'ils avaient pour lors en icelle seigneurie, auroient, eux et leurs successeurs, *séparément* mairie et justice indépendante l'une de l'autre, pour y exercer le deub de leur charge selon le serment qu'ils leur prêteroient et qu'ils nous doivent présentement prêter, à leur créateur, à chacun

de nous en particulier en nos portions de seigneurie au dit Meillebourg. » — Voilà, il faut l'avouer, une justice bien compliquée; mais elle se simplifiera au XVIII^e siècle.

L'une de ces juridictions, celle des seigneurs de Milbourg, disparaît, au moins pour le village de Manom, à partir de 1753, lorsque le comte René-François de Foucquet acquit les droits et propriétés qui, jusque là, avaient appartenus aux susdits seigneurs. Dès lors, une certaine modification dans la composition de la Cour seigneuriale paraît déjà évidente à première vue, du moins pour le cas où il s'agissait de hautes œuvres. Cependant, malgré toutes nos recherches, nous n'avons pu trouver d'indications précises à cet égard. Comme on l'a vu, la cour seigneuriale de La Grange ne se composait, à partir de 1706, que d'un mayeur et de quatre échevins; nous avons relevé que ce nombre de justiciers était insuffisant pour juger certaines affaires importantes et qu'au besoin la cour de La Grange était suppléée par celle des seigneurs de Milbourg. Cet état de choses pouvait-il continuer après les acquisitions faites sur les seigneurs de Milbourg par le seigneur de La Grange?

Voyons d'abord de quels droits et prérogatives le comte de Foucquet fait foi et hommage au roi de France. Le 26 juillet 1753, René-François, comte de Foucquet, vicomte d'Auvillers, seigneur de La Grange et autres lieux, fait, tant en son nom qu'en sa qualité de père et gardien noble de ses enfants « les foy et hommage qu'il doit au roy tant pour mutation que pour joyeux avènement à la couronne pour raison de la terre et seigneurie de La Grange, proche de Thionville, comme l'ayant acquis avec la dame son épouse des sieur et dame Gomé, consistante en haute, moyenne et basse justice et autres droits en dépendans, ainsy que la terre et seigneurie de Manom, consistante aussy en haute, moyenne et basse justice et autres droits en dépendans, de même que de sept voueries dans la terre et seigneurie de Garsch consistante aussy en haute, moyenne et basse justice et autres droits en dépendans, et encore pour raison de quelques petites portions dans la terre et seigneurie de Manom qu'il a acquises des sieurs de Juvigny et Pertuy ce qui le rend propriétaire de la totalité de la terre et seigneurie et sans part d'autrui de La Grange et Manom, et enfin pour raison de vingt-trois voueries dans la terre et seigneurie de Garsch qu'il a acquises desdits sieurs de Juvigny et Pertuy, consistantes aussy en hautes, moyennes et basses justices et autres droits en dépendans le tout situé sous le ressort du bailliage de Thionville. »

Tous les biens des seigneurs de Milbourg situés au ban de Manom avaient donc été acquis par le seigneur de La Grange avec tous les droits en dépendans. En était-il de même pour le ban de Garsch? Nous concluons que non, car de ce dernier ban le comte de Foucquet ne se dit pas « propriétaire de la totalité de la terre et seigneurie. » Aussi la famille de Milbourg continuait-elle à posséder des terres sur le territoire de Garsch en y conservant, par suite, toutes ses juridictions.

Il va sans dire qu'à partir de l'acquisition des parts de Messieurs de Juvigny (Gévigny) et de Dupertuy, seigneurs de Milbourg, dans les villages et bans de Manom et de Garsch, par le seigneur de La Grange, celui-ci jouissait de tous les

avantages et bénéfices qui revenaient anciennement aux premiers seigneurs. La conséquence en était que pour Manom la justice haute, moyenne et basse des seigneurs de Milbourg devait disparaître, attendu qu'ils y avaient cédé tous leurs droits. Ici nous nous n'avons donc plus affaire qu'à des justiciers d'un seul seigneur.

Il nous reste encore à revenir sur les droits de haute justice à Manom et à Garsch, dont nous avons fait abstraction lorsque nous avons établi la qualité de hauts justiciers des seigneurs de La Grange sur le territoire de la seigneurie proprement dite. Nous avons relaté les droits des seigneurs de Milbourg, nous avons cité le record de justice de Garsch, dressé en 1560 à la demande de Bernard de Schauwenbourg, d'après lequel les seigneurs de La Grange n'auraient été dans ce village que seigneurs fonciers.

Or, cette qualification de simples seigneurs fonciers à Garsch ne peut guère être applicable aux propriétaires et hauts justiciers de La Grange. Le record de justice de Manom et Garsch, dressé en 1586, soit seulement vingt-six années après celui rédigé pour Garsch séparément, ne mentionne en effet comme hauts justiciers des deux villages que les seigneurs de Milbourg; cependant cette même pièce attribuée aux seigneurs de La Grange certains droits qui ne compétaient qu'aux hauts justiciers; de plus, les droits de ces derniers seigneurs priment déjà ceux des seigneurs de Milbourg. Le titre IV, art. XI, des Coutumes générales des duché de Luxembourg et comté de Chiny dispose: « Lui (au haut justicier) compète aussi l'autorité de crier les fêtes paroissiales, permettre les danses et les jeux ès jours d'icelles, s'il n'y a usage ou coutume au contraire. » Ce droit est attribué pendant deux années consécutives aux seigneurs de La Grange, tandis que les seigneurs de Milbourg ne peuvent le revendiquer que la troisième année. La priorité appartenait donc aux seigneurs de La Grange. Cette prédominance à Manom et à Garsch ne date donc pas seulement de l'année de nouvelles acquisitions par le comte de Foucquet; elle est de date plus ancienne et tous les faits nous autorisent à conclure que de tout temps les droits des seigneurs de La Grange dans les deux villages primaient, en différents points, les droits des seigneurs de Milbourg. Aussi Brice Gomé peut-il se qualifier « pareillement seigneur haut justicier, moyen et bas » dans les villages de Manom et de Garsch. Les foi et hommage du comte de Foucquet donnent encore de plus amples renseignements à ce sujet.

Nous nous trouvons ici en présence d'un fait qui n'est pas rare sous le régime de la féodalité: une même localité se trouve fréquemment partagée entre plusieurs hauts-justiciers, qui y ont chacun leurs sujets, leur administration, leur justice propres; la part de l'un ou de l'autre se réduit parfois à quelques hommes.

Outre leur juridiction de La Grange, Manom et Garsch, les seigneurs de La Grange exerçaient encore temporairement toute la haute, la basse et la moyenne justice en d'autres seigneuries et dépendances; ces droits variaient naturellement d'après les différents partages de famille.

C'est ainsi qu'en 1467, Louis de Chinery déclare tenir en fief du duc Charles, non seulement la seigneurie de La Grange, mais encore une partie du château de Fontoy avec la haute justice, ainsi qu'une part du château de Soleuvre également avec la haute justice y attenante. Georges de Brandenbourg reprend en fief, en

1532, de Charles-Quint, duc de Luxembourg et comte de Chiny, la seigneurie et le château de Clervaux, la maison de La Grange, une part à Berwart et une part du château de Soleuvre avec la haute justice.

Godart de Brandebourg est haut-justicier dans la seigneurie de Clervaux, seigneurie qu'il avait héritée de son père Frédéric II de Brandebourg; Frédéric possédait en partie la justice dans la seigneurie de Soleuvre et dans celle de Berwart, droits qui passèrent à ses successeurs, les seigneurs de La Grange.

Georges de Brandebourg avait également la haute justice à Stolzenbourg, comme relevant de la seigneurie de Clervaux, ainsi que la juridiction au village et à la cour de Meckel (Trèves). Il possédait de même la haute justice dans la cour de Troisvierges et dans le moulin y attenant, et il était haut-justicier dans la cour de Kaundorf (Wiltz); il lui revenait aussi les amendes hautes et basses au village de Mecheln. Lorsqu'en 1573 Antoinette de Castel-Saint-Nazaire, veuve de Jean, baron de Brandebourg, fait au nom de ses enfants, la reprise du duc de Lorraine de la seigneurie de Fontoy, ses droits de justice sont stipulés également.

Christophe-Albert, comte d'Argenteau, seigneur de La Grange, était en même temps haut-justicier d'Autel, de Sterpenich, de Prüm, de Masholder, de Harancourt et d'Auvillers.

En ce qui concerne d'autres droits de justice des seigneurs de La Grange, nous relevons encore ceux de Schœndorf et de Holzeradt (Trèves), des villages de Waltracht, Cantzem, Kern-sur-la-Moselle, Moersdorf et Machtum, de Kayl¹⁾, de Cattemom, de Buvange-lez-Arlon, etc.

1) Au sujet des droits des seigneurs de La Grange dans la cour de Kayl, nous lisons dans le record de justice afférent: « Comme il y ait en la court de Keyl cinq seigneurs hault-justiciers, à scavoir les seigneurs de Soluvre, maintenant (en 1589) les héritiers d'Honburg, qui sont les principaux, les seigneurs de Brandebourg, et pour le présent celui de Soeteren également, les seigneurs d'Ottange, les seigneurs de Saissenheim et les seigneurs de Rodendorff. Ung chacun pour son contingent. Lesquels ont sept eschevins de haulte justice, davantaige sont pour le présent cinq seigneurs de la court à Keyl à scavoir, la dame de Naves, la dame d'Adicht, les seigneurs de Brandebourg et Soeteren également comme cydessus, les seigneurs d'Ottange et les seigneurs de Saissenheim avecq leurs consorts, lesquels ont à mettre et déposer sept eschevins de la court à Keyl, aiant ung chacun seigneur de haulte justice et de la court ses particuliers subiects en la court de Keyl. » Il y est déclaré ensuite « que les eschevins de haulte justice et court de Keyl sont constitués et eslus en la manière suivante, à scavoir, les héritiers de Honburg, seigneurs de Soleuvre, ont à mettre quatre eschevins de haulte justice, desquels l'ung appartient pour la moitié aux seigneurs de Rodendorff; les seigneurs de Brandebourg et Soeteren deux eschevins de haulte justice, desquels l'ung appartient pour la moitié aux seigneurs haulte justiciers de Soluvre, lequel est assermenté de la part desdict ambedeux seigneurs, premièrement toutesfois et auparavant par les seigneurs de Brandebourg et Soeteren, par après par les seigneurs de Soluvre. — Le seigneur d'Ottange at à mettre deux eschevins, desquels l'ung est tant seulement eschevin de la court, mais l'autre est eschevin de haulte justice et de la court, le seigneur de Saissenheim at ung eschevin lequel est eschevin de la haulte justice et de la court. — La dame de Naves at deux eschevins de la court, et la dame d'Adicht at à mettre et déposer deux eschevins de la court. » On aura remarqué que, de cette manière, la haute justice compte huit échevins.

En présence de ce document authentique et formel, on ne peut guère prendre à la lettre le dire de Blanchart concernant la seigneurie de Kayl. Cet auteur écrit: « En 1591 (?) il y avait 4 seigneurs castrals (Burgherren) à Keyl, savoir le seigneur de Sanem qui étoit de Dhaun, de La Grange qui étoit Frédéric de Brandebourg (mort déjà en 1536) et avant lui le seigneur Jean de Brandebourg, son père (sic), le seigneur d'Ottange qui étoit ceux d'Eltz, et le seigneur de Falkenstein qui avoient leur justicier particulier et création d'icelle séparée de celle de Soleuvre; ainsy a-t-il été déposé par plusieurs

Tous ces droits de justice appartenaient pendant un temps plus ou moins long au seigneur temporaire de La Grange. En suite des partages survenus successivement, une grande partie de ces droits passèrent à d'autres maisons.

Par la succession de Jean-Gabriel-Georges de Lesseville, le comte René-François de Foucquet devint justicier haut, moyen et bas de la terre et seigneurie de la Rotte, composée des villages de Brulange, Thonville et Basse-Suisse.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que, dans la plupart des cas, les seigneurs de La Grange n'avaient pas à eux seuls les droits de justice dans les seigneuries et dépendances citées; ils partageaient ces droits avec d'autres seigneurs comme nous l'apprennent des records de justice et de nombreux documents.

Différentes pièces nous parlent de possessions et de droits des seigneurs de La Grange dans les villages de Cattenom et de Sentzich; l'acte de partage fait en 1592 entre les frères Jean et Pierre-Ernest, barons de Brandenburg, seigneurs de La Grange et de Meisenbourg, nous fait même connaître que le dernier des deux frères reçut également pour sa part la justice de la cour et des biens sis à Manom, Cattenom, Garsch et Buvange (Luxembourg belge). Quelle pouvait être cette jus-

« témoins ouys en l'enquette du 23. de mars 1591, par le feu seigneur Charles de Dhaun; seigneur de Sanem; laquelle enquette fut tenue par ordre du conseil contre le seigneur comte d'Isembourg, comme seigneur de Solleuvre qui voulait faire dépendre ces trois villages (Keyl, Tétange, Rumelange) immédiatement de Soleuvre en toute juridiction, n'y ayant cependant que le haut crime et capital qui se doit juger au lieu de Solleuvre par les maires et eschevins de ces trois villages qui s'y assemblent et que n'y a cependant que les seigneurs de Sanem, d'Uttange et de La Grange qui sont les trois hauts justiciers sur ce village. Les mêmes témoins ayant déposé que les seigneurs de Soleuvre, ceux d'Ansembourg, Autel et Limpach sont nommés les burgherrn ou seigneurs castrals de Keyl et hauts « justiciers des deux autres lieux qui en dépendent. »

Le record de justice de l'ancienne seigneurie de Meisenbourg fait mention également des seigneurs de La Grange: « *Uff heute dhinstagh den XXVIsten januarij im iar tausent fünf hundert sechtzig sieben trierisch ubung scindt zur mir notarien gezeugen erschienen, als nemlich von wegen des edlen erenvesten Johan von Brandenburg, herrn zu Meysembourg und zur Scheuren u. s. w., desso amptmann der hochgelerter meister Bertrandt von Montreuil, genant Halanzi, der rechten licenciât und der kön. maj. zu Hispanien zeugmeister zu Lützenburg, und von wegen auch des edlen erenvesten Oswalden von der Veltz, herren zu Hefingen und Meysenburg u. s. w., desso bezechhaber Meier Jacob von Achen, wohnhaftig zu M. und meier daselbst, und der edler und erenvester Heinrich vnn Meitzenhausen, herren zu Lintzeren, M. und Waldeck u. s. w., als zur sich selbst, und haben dieselbigen sampt und besunder mir notarien in besein der gezeugen angezeigt und zu erkennen geben, so wie die gericht zu M. den scheffenweistumb und was den gemeinen herrn daselbst jarlichs zur hocheit, herlichkeit und gerechtigkeit von alters herauszer zugeweist worden ist, zu thun und zu erklaren verpflichtet seien, und damit nit etwan durch verweilung der zeit und absterben der gericht solch scheffenweistumb und gerechtigkeit in vergess gestalt, sonder zu einem ewigen gedechtnus in schriften verfast möcht werden, haben sie an mich undengeschriebenen notarien gelangen lassen, mich bey den jetzigen gericht zu M. zu erkundigen was ihnen davon bewust, und abe demselbigen also sey, wie gesetzt, und nach verlesung zur allen umstand der darin verleipter punkten und artikulen, haben sie dieselbige also ware sein bezeugt und desso also erlernet zu sein von iren vurfaren scheffen von wort zu wort also lautende: Im iar nach der gepurt Christi tausent fünfhundert viertzigneun uff montagh nach der koningtag haben die gericht zu M. den scheffenweistumb und was der edlen herrn zur gerechtigkeit alle jar zugeweist worden ist, und das in verhalt mit schriften thun stellen, wie sie die gericht von iren vuralteren in guttem verhalt bitz uff den obgenanten tagh haben, und ist gescheen in besein der hochgerichtsherrn, nemlich der edler erenvester juncker Friedrich von Brandenburg, herrn zu M., und der edler und erenvester juncker Heinrich von Meitzenhausen, herrn zu Linster und Waldeck, und des scholtheis Queck als amptmann der kinder von Orley Und diesen scheffenweistumb hant die vurgeschriebenen herrn angenommen und an umstandt verurkundt uff jar und tag wie obsteht, dasz dieses wie nachfolgt gehalten werden* Suivent les différents droits et bénéfices.

tice, que les seigneurs de La Grange tenaient à Cattenom et respectivement à Sentzich parce que ces deux villages ne formaient « qu'une seule et même communauté par rapport aux droits seigneuriaux et notamment à l'exercice de la justice » ? On verra dans le dénombrement des biens des seigneurs de La Grange leurs droits, tant sur Cattenom que sur quelques autres lieux du voisinage ; la famille de Brandenburg, soit les seigneurs de La Grange possédaient, pendant un certain temps, une part à la maison forte de Cattenom ; dès lors il paraît évident qu'ils y exerçaient également des droits de justice et nous devons admettre que ces droits, dans les dits villages de Cattenom et de Sentzich, étaient divisés.

A Mainville, les seigneurs de La Grange partageaient la justice foncière avec le seigneur de Schauwenbourg (Chambourg) ; cette justice était exercée par un mayeur et deux échevins nommés à vie, conjointement par les seigneurs de La Grange et de Schauwenbourg : ces officiers ne pouvaient être révoqués que pour des abus commis dans l'exercice de leurs fonctions.

En disant ci-avant que les cours de justice composées d'officiers de seigneuries différentes ne restreignaient en aucune manière les droits du seigneur auquel appartenait le sujet à juger, nous avons fait abstraction de certains arrangements sur la répartition des amendes à percevoir. Mais encore dans ce partage d'amendes, on voit assurés les droits du seigneur principal, ce qui est exposé clairement dans le record de justice de 1586 : de toute amende à prélever sur un sujet de Milbourg, les seigneurs de Milbourg reçoivent deux tiers et les seigneurs de La Grange un tiers ; si, par contre, il s'agit d'un sujet de La Grange, les deux tiers de l'amende reviennent aux seigneurs de La Grange tandis que les seigneurs de Milbourg n'en touchent que le dernier tiers. Ces droits étant réciproques, il n'en pouvait résulter un désavantage pour l'un ou l'autre seigneur.

Les seigneurs de La Grange avaient droit « de jouir de toutes amandes, espaves et confiscations, attrahière, forfaitures et de tous aultres droitz généralement quelconques dont jouissent communément tous seigneurs hauts justiciers dans la coustume de Luxembourg ».

Nous nous sommes déjà occupé de la compétence des différentes justices ; à ce point de vue nous n'avons plus qu'à ajouter quelques renseignements sur l'application des pénalités pécuniaires. Toutes les amendes surpassant six florins d'or sont du ressort de la haute justice, celles inférieures à six florins appartiennent à la justice moyenne ; la justice basse ne peut infliger des amendes dépassant sept sols et demi.

L'exécution d'un criminel est faite aux dépens du seigneur qui, par contre, a le droit de s'approprier les meubles de la personne exécutée. Si cependant ces meubles ne suffisent pas à couvrir les frais de justice, les immeubles y peuvent être affectés ; si ces immeubles sont situés dans le territoire de différentes seigneuries, chacun des seigneurs doit contribuer aux frais au prorata des biens confisqués. La confiscation du corps entraînait la confiscation des biens ; l'homme ne peut fourfaire les biens de sa femme, ni la femme les biens de son mari. Le record de justice de Milbourg donnant des détails sur l'exécution d'un criminel, nous croyons devoir en faire mention ici, d'autant plus que ces dispositions s'ap-

pliquent aux biens et sujets qui plus tard appartiendront aux seigneurs de La Grange. Le criminel pris sur la partie de seigneurie appartenant à François de Gévigny est conduit dans la prison qui se trouve dans la maison franche dudit seigneur à Thionville. La condamnation à mort, à une peine importante ou à une punition corporelle devait être prononcée « dans l'enclos du château de Thionville en présence des dits habitants et sujets de la dite seigneurie qui doivent s'y trouver précisément pour conduire le patient condamné au supplice ». A ces occasions, ces mêmes sujets étaient obligés de venir au lieu de justice à main armée, avec l'autorisation du gouverneur, « le tambour battant, mèche allumée et enseigne déployée, et en cette manière conduire le patient au lieu désigné et ne l'abandonner que l'exécution n'en soit faite par le maître des hautes œuvres ».

Voilà des conditions dures, les plus dures qu'on puisse s'imaginer. Tous les sujets d'une justice obligés de conduire avec tant d'éclat un des leurs au supplice ! Il n'est à notre connaissance aucun autre record contenant des dispositions de l'espèce. Mais, hâtons-nous d'ajouter que sous le comte de Fouquet on ne retrouve plus cette coutume inhumaine.

Il n'y a malheureusement que fort peu de données qui nous aient été conservées sur des affaires judiciaires dans la seigneurie de La Grange. Nous connaissons un procès de 1574 où Sontag de Garsch est condamné à une amende de six thalers pour avoir proféré des injures contre un paysan de Manom ; de cette amende quatre thalers reviennent aux seigneurs de La Grange et deux thalers, aux seigneurs de Milbourg. Une amende de l'espèce pour des injures peut paraître exagérée, mais la coutume du Luxembourg dispose que les hauts justiciers « peuvent faire défense à leurs sujets d'offenser l'un l'autre, sous peine arbitraire ». Le record de La Grange n'en dit rien, la coutume du Luxembourg y est donc applicable ; le record de Milbourg accorde au seigneur le droit, du moment que ses sujets « s'offensent l'un l'autre, soit de paroles audiauce (sic), de voye de faict », de leur faire payer une amende arbitraire. Le coutumier, dit la charte de Beaumont, fixe une amende de douze sols pour l'injure et dire *larron*, et une amende de neuf livres pour injures avec maintien des injures, fausse accusation de crime, blasphème et injure.

En fait d'autres amendes, nous énumérons encore les suivantes prévues au dénombrement de 1706 :

Ceux des sujets qui étaient pris dans certaines terres appartenant au château de La Grange et comprenant cent vingt journaux de terres labourables, lorsque ces terres étaient ensemencées, devaient payer cinq francs, monnaie de Luxembourg ; pareille amende de cinq francs était due par ceux qui étaient pris dans les quarante fauchées de prés appartenant au château, ainsi que par ceux qui faisaient paître leurs bêtes dans la grande Atzing.

Les pièces sur La Grange ne nous renseignent pas sur les peines infligées au meurtrier ; nous empruntons deux condamnations de l'espèce aux jugements rendus par le conseil provincial de Luxembourg. Du chef d'homicide commis sur Lutzen Henri, de Diesdorf, par Adam de Wolcrange, celui-ci est condamné, le 12 mai 1519, à faire célébrer pour l'âme du défunt un service funéraire dans l'église paroissiale de Diesdorf ; faire chanter les vigiles le premier soir, le lendemain faire

dire treize messes basses et deux grand'messes dont l'une en l'honneur de Notre-Dame et l'autre pour les morts; le deuxième jour, il fallait faire chanter une messe des morts et faire dire dix basses messes; le troisième jour, une grand'messe et huit basses messes. Le condamné dut fournir quatre livres de cierges, dont deux livres pour l'autel et deux livres à placer autour de la bière; il dut donner un demi maldre de blé aux pauvres. Ensuite il est astreint à faire deux pèlerinages: un à Einsiedeln et le second en l'église Saint-Nicolas à Luxembourg; aux deux lieux il doit faire une offrande d'une livre de cire. De plus, pendant cinq années il doit faire chanter respectivement dire pour le défunt, tous les vendredis «*fur divisio apostolorum*» une grand'messe et trois basses messes, donner aux pauvres un pain et un demi-maldre de seigle afin que ceux-ci priassent pour le défunt. A la veuve et au fils du mort il doit donner vingt-cinq petits florins et vingt-cinq florins de plus pour les frais d'enterrement ainsi que dix maldres de seigle.

Une condamnation analogue pour homicide est relatée pour l'année 1504; elle est infligée à Thil Becker de Thionville, pour avoir tué le nommé Kremer de Hettinge.¹⁾

Le record de Milbourg de 1681 fixe à cinq sols, monnaie de Luxembourg, les amendes «*qui procèdent de mésus et dommages faits dans la campagne aux fruits des champs ou qui sont trouvés vainpâture aux champs, prés, etc.*» Ces cinq sols sont à payer par bête en dehors du droit du forestier qui a dressé le procès verbal et de l'indemnité à payer au propriétaire endommagé.

Nous avons dit qu'au seigneur haut-justicier de La Grange n'appartenaient pas seulement les amendes encourues dans son domaine, mais également les épaves, confiscations, attrayères et forfaitures. Pour La Grange, nous ne trouvons cependant pas de disposition sur le partage des épaves; d'après la Coutume du Luxembourg qui était applicable dans la seigneurie «*toutes épaves avenues et trouvées au district du haut-justicier*», appartiennent à celui-ci par moitié; l'autre moitié revient à la personne ayant fait la trouvaille, si toutefois il n'est pas fait de recherche dans les six semaines. Si cependant la chose perdue est réclamée par l'ayant-droit et si celui-ci la peut prouver être sienne, elle lui est rendue contre paiement des

1) 1504. Verzeichnis wes Thil Becker von Diedenhoven vur den todslaig des Kremers zu Hettingen dot bliben, thun sol.

Item er sol zum ersten der armer sele zu trost mit zwolf priesteren halten zu Hettingen, da der cremer begraben lyt, ein begebencknis. — Item zu dem opfer sol er ein candel in siner hant tragen von ein pund wachs, und vor dem altar uf sinen knuwen den Almechtigen umb gnad und den fursten, dessglichen die frund umb verziek bitten. — Item und dan die fehde stoppen mit eim eimer wins und broit von eym maler korns, armen luten zu geben. — Item darnach sol er thun dry bittfart, nemlich bynnen jars frist eine zu sant Nielaus, die ander zu unser lieben frauwen gein Ache; die beid ferte sol er selbs thun, und dan eine zu unser liben frauwen zu Eynsiedelen, die er mag verlenen, und ain der yedes ende ein halb pund wachs opferen und des von yedem ende urkund bringen. — Item dannenthein sin leben lang alle jaire zu Hettingen vur die arme sele dry messen lesen lassen. — Item er sol auch des toten verlaissen hussfrauwen und dem kinde lieberen und geben sechs schlecht gulden und aichtzehn maler frucht, halb weissen und halb rocken, nemlich uf die nechstkomenen wyhennachten die gemelten 6 gulden und funf maler korns, und dan uf die anderen winachten nest darnach die uberigen vier malter weysen und vier malter korns. — Er sol auch in der kremer bruderschaft zu Diedenhoven bezalen die 22 pund wachs, so der kremer selig darinne schuldig ist gewesen. — It. er sol ouch dem fursten deshalb die bousse geben, taxiert uf

Dr. N. VAN WERVECKE, Publ. 1889, t. XL.

dépens et des frais de justice. Celui qui aura trouvé une épave et la retient sans en donner connaissance dans les trois jours au seigneur encourt une amende arbitraire et doit restituer l'épave au propriétaire. Ce délai de six semaines est réduit à six jours sous la coutume de la seigneurie de Milbourg en 1585, tandis que le record postérieur de la même seigneurie (1681) le fixe à quarante jours; le partage se fait d'après les coutumes générales du duché de Luxembourg.

Du chef de biens vendus, l'acheteur doit payer au seigneur un dixième, aux justiciers un vingtième, outre les frais de justice proprement dits. Ces droits sont fixés dans le record de justice de 1586 et dans le dénombrement de 1706; les redevances dues aux seigneurs et aux officiers de la justice dans la seigneurie de Milbourg sont fixées au même taux. Toute vente, aliénation ou engagement de biens immeubles sont formellement défendus sans le consentement préalable du seigneur. Même l'échange et le partage ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation du seigneur. Le partage fait par les parents entre leurs enfants est cassé s'il n'a pas reçu le consentement préalable du même seigneur. Dès que l'intervention des justiciers est réclamée dans une affaire de partage ou autre, ils ont droit à une indemnité.

Dans les affaires litigieuses, qui sont soumises au jugement des maire et échevins, chacune des parties doit payer à chacun des justiciers et au sergent, trois stuvres et demi; celui qui néglige de verser ces frais immédiatement après la sentence, doit supporter tous les frais qui peuvent être faits ce jour-là par les justiciers et le sergent dans un cabaret quelconque. Cette coutume est en vigueur, tant dans la seigneurie de La Grange que dans celle de Milbourg.

Outre ces droits de justice qui revenaient aux maire et échevins, ils jouissaient encore d'autres avantages. C'est ainsi p. ex. que pendant la fenaison ils avaient droit à quelques fromages et un pain blanc qu'ils partageaient avec les faucheurs; ils recevaient de plus pour eux seuls un demi setier de vin, un fromage et un pain blanc; dans la seigneurie de Milbourg chaque justicier reçoit, à la même époque, cinq stuvres de chacun des quatre coseigneurs, soit vingt stuvres en tout. Ajoutons à cette occasion que tout échevin nouvellement élu devait régaler, tant ses collègues de la seigneurie de La Grange, que de la seigneurie de Milbourg, d'un repas dit *scheffenessen*.

La cour de justice de La Grange se réunissait suivant l'exigence des affaires soumises à son jugement. Mais, en dehors de ces réunions extraordinaires, il y avait encore les *plaids généraux* ou banaux qui, dans les différentes seigneuries, avaient lieu une, deux, trois ou quatre fois par an, suivant l'importance de la localité. Ces plaids, qui rappellent les anciennes réunions de tous les hommes libres, étaient tenus également sous les Carlovingiens. On distingue des plaids ordinaires et des plaids extraordinaires. «Le grand plaid ordinaire a lieu au chef-lieu du *pagns*, dans un des *vici* du comté afférent, ou en un endroit consacré par l'usage. Le plaid extraordinaire se tient au contraire dans le lieu désigné par le comte. Le plaid ordinaire a une durée *minimum* de trois jours, tandis que le plaid particulier cesse avec l'expédition des affaires pour lesquelles il a été rassemblé. Les comtes ayant trop multiplié cette dernière sorte d'assises, il leur fut interdit formellement d'en ouvrir sans une urgente nécessité. Il n'y eut d'abord que deux plaids ordinaires par an. Charlemagne en prescrivit trois et cet ordre a

été plusieurs fois renouvelé. Un capitulaire de 864 décide qu'un de ces plaids se tiendra dans la semaine suivant Pâques. Tous les hommes libres du comté, qu'ils soient ou non propriétaires d'immeubles dans ce district, doivent, suivant les traditions germaniques, dès l'âge de 12 ans, assister aux plaids ordinaires sous peine d'amende. Mais Charlemagne les dispense de comparaître aux plaids extraordinaires; il suffit de la présence du comte, des scabins, des plaideurs et des témoins. Les plaids ordinaires sont des assemblées à la fois politiques et judiciaires, où le peuple reçoit communication des nouveaux capitulaires, délibère sur les affaires générales de la nation et du comté, y prête serment de fidélité au souverain, est passé en revue et assiste à l'administration de la justice. Dans les plaids ordinaires sont vidés les grands procès civils et criminels; dans les plaids extraordinaires, les affaires de moindre importance. Dans les uns et dans les autres, le tribunal du comte prononce et juge au nom du souverain.»

Il y avait ensuite les plaids ou *malls* tenus par le centenier, à des époques déterminées, dans le *vicus*, le bourg, chef-lieu de la centurie. Dans ces plaids à la fois politiques et judiciaires auxquels prenaient part tous les hommes libres de la circonscription de la centurie, on discutait les intérêts généraux de la centaine, on promulguait les lois et les ordres du souverain, on recevait les prestations de serment, on passait la revue des troupes locales et l'on rendait enfin la justice. Nous ne parlerons pas davantage de ces plaids dont, d'ailleurs, nous nous sommes déjà occupé.

Nous ne nous étendrons non plus sur les assemblées de toute la nation franque. Sous Charlemagne, l'assemblée de la nation est une institution régulière. Chaque année, en mai, elle se réunit, sous la présidence du souverain, au jour et au lieu désignés par la convocation. Thionville a été le siège des assemblées générales de 805, 821, 828, 831, 835 et 837. Disons encore que les grands et tout le peuple prennent part à ces assises solennelles, assises militaires, politiques, législatives et judiciaires.

Aux *plaids banaux* ordinaires qui nous concernent principalement dans ce travail, doivent se présenter, sous peine d'amende, tous les membres de la circonscription locale. C'est au son de la cloche, au jour indiqué, que les habitants s'assemblent dans le lieu accoutumé, soit devant la maison du maire, soit devant la fontaine du village, sur la place publique ou sous le grand orme planté devant l'église. Dans ces plaids on ne s'occupe pas seulement de la justice, on y rappelle aux manants leurs obligations à l'égard du seigneur. C'est là que ce dernier présente à la communauté le mayeur, les échevins et les autres officiers qu'il a choisis et qui y prêtent serment. On traite dans ces assemblées toutes les affaires intéressant la communauté, on y règle tous les rapports du seigneur avec les habitants.

Dans ces plaids, le mayeur et les échevins rappellent donc aux manants les droits du seigneur; ils leur expliquent le record de justice, en rappelant les défenses relatives à l'entrée dans les bois, à la pêche, à l'interdiction de tenir des troupeaux de moutons ou de pigeons, de vendre du vin de leur cru les jours de fête. On établit aussi dans ces assemblées les règlements concernant le glanage, le pâturage des bestiaux. Parfois ces plaids étaient présidés par le seigneur en personne.

D'après les Coutumes générales du duché de Luxembourg, ces assemblées sont tenues tous les ans « pour éviter dépens et procédures ordinaires, et à la tenue d'iceux, les justices sont obligées d'ouïr les différens des parties sommairement et de plano, et en décider sans aucuns frais ou dépens desdites parties ».

Le dénombrement de la seigneurie de Fontoy, que la dame Antoinette de Castel-Saint-Nazaire fit dresser en 1573, nous apprend qu'à Mainville on tenait annuellement trois plaids banaux, de concert avec la justice foncière de messieurs de Saint-Paul: le premier à la mi-mai, le second, le lundi après la Saint-Remy et le troisième, vingt jours après Noël. Chacune de ces assemblées se tenait pendant trois jours; tous les porterriens ayant des héritages « au ban et finaiges » de Mainville y devaient assister sous peine d'une amende de dix blancs; il était cependant permis de se faire représenter par une autre personne.

Il paraît qu'à La Grange il n'était tenu qu'un seul plaid par an. Ceci semble du moins avoir été le cas au XVIII^e siècle. Le bail conclu le 15 novembre 1764 entre René-François, comte de Foucquet, et Joseph Salèze et son épouse stipule entre autre que les preneurs « tiendront chaque année à leurs frais les plaids annuels ».

Nous avons encore à dire quelques mots sur la compétence des justices seigneuriales. L'art. III du titre IV des Coutumes générales du duché de Luxembourg dispose: « Les hautes justices jugent en cas de crime par arrêt sans ressort ou appel, lesquelles néanmoins sont responsables au conseil provincial en matière d'excez, comme sont aussi tous officiers délinquans au fait de leurs offices. » Cette disposition est modifiée plus tard pour le Luxembourg français (1661) en ce sens « que des sentences rendues par les juges des hauts-justiciers en matière criminelle, il y aura appel à la Cour (de Metz); et en cas de condamnation de mort, bannissement, de fouet et question, et pour condamnation pécuniaire, et en cas de crime léger, pardevant les juges du ressort. » Encore les procureurs fiscaux et les substituts sont-ils tenus d'avertir les condamnés à mort qu'ils ont le droit d'en appeler; s'ils n'en appellent pas, les dits officiers doivent le faire d'office.

Au sujet de ces appels, un décret royal, daté de Fontainebleau du mois de juillet 1661, dispose « que les hauts justiciers et autres qui ont droit de justice, et les officiers constituez en icelles, continuent l'exercice de leurs charges en la manière accoutumée; et que les appellations de leurs jugements se relèvent au bailliage de Metz, et dudit bailliage en nôtre Parlement audit lieu, pour y être jugées suivant nos ordonnances et les coutumes des lieux ».

Résumons: sous la Coutume de Luxembourg la haute justice seigneuriale forme la dernière instance pour des faits criminels; elle condamne à mort sans appel. Cependant, contre des jugements concernant des affaires de la justice moyenne ou basse, l'appel est admissible dans certains cas et doit être formulé devant le conseil provincial à Luxembourg ou devant le conseil du souverain.

Voilà, en ce qui touche surtout la Coutume du Luxembourg, des dispositions bien dangereuses en apparence: des juges, pour la plupart sans connaissance des lois et coutumes, des juges illettrés ne sachant souvent, ni lire, ni écrire décident, sans appel, sur la vie des personnes; ils n'ont pour guide que la conscience, le

sentiment du bon et du mauvais inné chez l'être humain. Cependant, en réalité, il y a des freins pour empêcher les abus. Le décret des archiducs du 14 mars 1611, sur la haute justice à La Grange, nous parle de l'avis à prendre auprès de gens lettrés. Cet avis est invoqué dans toutes les affaires difficiles: on voit même la dame Antoinette de Castel-Saint-Nazaire envoyer ses échevins à Luxembourg pour y prendre avis et conseil. Plusieurs procès et dispositions montrent que les juges n'étaient pas seulement tenus de se renseigner auprès des hommes lettrés sur la procédure à suivre dans des cas embrouillés, mais que ces informations et renseignements sont pris consciencieusement. Cette mesure, pratiquée dans la seigneurie de La Grange, est également de rigueur dans celle de Milbourg. Le dénombrement de cette seigneurie, du 26 juillet 1681, dispose clairement « qu'avant de prononcer aucunes de leurs sentences, soit civiles ou criminelles », le procès doit être instruit sur tous les points et que les maire et échevins sont obligés d'envoyer « prendre avis sur le dit procès et procédures de personnes graduées, pour savoir d'eux par écrit de quelle manière ils doivent prononcer leur sentence ».

D'ailleurs, bon nombre de records de justice nous apprennent qu'en règle générale du moins, toutes les mesures étaient prises pour prévenir une sentence illégale. Le record de justice de Garsch, dressé en 1560 à la demande de Bernard de Schauwenbourg, donne plusieurs renseignements précis à cet égard. Pour des affaires de dettes, la première audience appartient à la justice de Garsch; mais, en cas de non-arrangement, les parties doivent se rendre devant les justiciers de Cattenom. Dans toutes les affaires criminelles, c'est la justice de Garsch qui décide en premier lieu ou tâche d'amener un arrangement; si cependant les juges ne peuvent s'entendre, ou que leur sentence n'est pas prise à l'unanimité des voix, il y a lieu de porter l'affaire devant les justiciers de Cattenom. Il est vrai qu'il ne s'agit pas ici d'une haute justice; mais là les mêmes précautions sont observées. Nous avons vu que François de Gévigny, coseigneur de Milbourg, déclare avoir le droit d'établir dans sa part de seigneurie tels officiers que bon lui semble; il donne à ses officiers plein pouvoir d'entendre les parties aux premières audiences et de terminer leurs difficultés à l'amiable, si faire se peut, et avec le moins de frais. En cas de non-arrangement, les parties sont à renvoyer devant les maire et gens de justice de la seigneurie. Le record de justice de Milbourg de 1585 déclare que la Cour supérieure de la seigneurie se trouve à Basse-Yütz où les douze justiciers doivent comparaître. Les procès intentés à Illange, Yütz, Molvange et à Metzzerwiese en partie sont à transférer devant la Cour de Basse-Yütz, si les premiers juges de ces localités étaient incapables de prendre une décision; dans le cas où ceux-ci ne fussent non plus à même de formuler un arrêt, ils devaient se rendre à Thionville pour y apprendre le jugement à prononcer. On voit par ces quelques citations que des mesures étaient prescrites pour prévenir des sentences irrégulières. Et encore, en cas d'excès, les justiciers restent responsables devant le Conseil provincial, sous la Coutume de Luxembourg. Ces cas ne constituent nullement de rares exceptions, car le conseil provincial use souvent de ce droit.¹⁾

1) 1501, 14 octobre. — Des 14. daiges octobris anno XV^e und eyn, sint im hofergericht zu Lutzemburg erschienen der mayer van Remich, uff eyn, Jehan, herre zu Uttingen und Jehan, herre zur Veltz.

Dans la plupart des cas, les trois degrés de juridiction étaient réunis primitivement dans une seule main, celle du conquérant qui était maître de la terre conquise et des personnes qui l'habitaient; dans le cours des siècles, par voie d'héritage, par vente et par engagère, leur division s'effectua graduellement, de sorte que plus tard, sur le même domaine, les trois juridictions pouvaient appartenir à trois personnes ou pouvoirs différents.

Pour les seigneuries, cours et voueries des prévôtés, les droits de haute-justice appartenaient au souverain du pays; dans les seigneuries qui ne dépendaient pas d'une prévôté, le seigneur lui-même était haut-justicier. Dans les domaines ecclésiastiques, l'église possédait la haute justice: «sed quia ecclesia abhorret a sanguine» l'exécution des sentences se faisait par un avoué, qui était ordinairement un seigneur temporel puissant. Mais, en matière criminelle, le prévôt jouissait de pouvoirs plus considérables qu'en matière civile. Le droit de justice basse était indissolublement lié à la propriété du sol; le propriétaire de ce dernier était en même temps seigneur terrien. Le droit intermédiaire de moyenne justice appartenait, tantôt au seigneur haut-justicier, tantôt au seigneur terrien, mais le plus souvent à ce dernier.

Les hauts-justiciers ayant qualité, privilège ou franchise de noblesse ainsi que leurs officiers ne sont responsables, tant en actions personnelles civiles en première instance, qu'en actions criminelles, que pardevant le Conseil provincial, «soit que le délit ait été commis au district d'un haut-justicier, en quelque prévôté ou en lieu ressortissant duement audit Conseil». Si cependant le haut-justicier est appréhendé quelque part en flagrant délit, «l'officier et justice du lieu où l'appréhension s'est faite», est obligé de le renvoyer sous bonne garde «ès prisons dudit conseil en

herrn des dorts Schingen, anders theils, beruren das der vurs. meyer sie in schreften und sus mit muntlichen ersoichen vurgernomen, wie sy unlangest cynen, so sich in irem gefencknis erhangen hatte, darus genomen und den corper ain dem galgen irs hoegerichts daselbs glich eyne anderen dieb lassen hencken; diewile nu desselben verwirrong, usdem er sich selbs getott und erhengen hat mer und witer gericht uf ime truge, dan aen eyne galgen, glich anderen dieben, die doch als cristen-menschen sterben, gericht werden, hetten sy sich damyt misbrucht, das er als ir oberamptman van des lantfursten wegen kerong begerde, und dieselben sich mit iren eide entschuldiget, das sullich nyt us frevel, sunder us entfeltigheit gehandelt were, bittende, inen des gnediglichen nachzulaissen und vorter sy zu bescheiden, wy sy sich damyt halten sullen, haben myn herrn statthalter und rete uf sullich ir verbitt misbruchong, ursachen vurs., unerbruchlich iren hoegericht, in statt unsers g. h. des lantfursten in das gnediglich nachgelaissen und verzigen, vermytz das sy ain sich genomen haben, wider laissen den corpen van galgen abnemen und in eyn vass schlagen, die Mussel laissen ab zu rinden (sic), wie dan sich in sullichen geburt. Datum Lucc. uf jare und tag vurs.

1503, 16 avril. — Also eyner genant Goebel der byerbruer uss dem lande von Gulich sich am nest donnerstag verlden in dem thorn zu Beffort erhangen hait und aber des hochgerichts daselbs der probst zu Luccemburg von sins ampts und der Hurt von siner herschaft Beffort wegen in missel stundt, ist ubermitz myn gnedigon herrn gubernerer. bywesen der reten, von oberkeit wegen bevolhen und hiermit wirt beiden theilen, unvergriffen ain irem rechten, derselb erhangen man ubermitz den nachrichter hie zu Luccemburg, so man yetz dahin sendt, in bywesen Damen van Tholey, durwart des raets zu Luccemburg, so man von der oberkeit wegen dazu verordnet, us dem thorn nemen und den yengart uff die straisen, so von Beffort her zu Luccemburg oder zu Trier gait, in eyn furcken hencken, und der kost von der oberkeit wegen dair verlaicht werden bis uff usganck des proces, sulchs ain der parthien das zu nutz kompt, wider zu erholen. Datum Luccemburg, uf den 16. tag apprilen funfzihenundert und drie jare.

Dr. N. VAN WERVEKE, *Publ.* 1889, t. XL.

étant requis. Les Coutumes générales de la ville et prévôté de Thionville ont modifié ces dispositions en ce sens que la responsabilité en action criminelle ne peut avoir lieu, comme nous avons vu, que pardevant le bailliage royal auquel le dit gouvernement ressort; en cas d'appréhension en flagrant délit, «l'officier ou justicier du lieu où les prévenus auront été arrêtez, sera obligé de les renvoyer avec sûre garde aux prisons royales dudit bailliage, en étant requis.»

Certains seigneurs de La Grange veillaient avec soin sur leurs droits de hauts-justiciers; cependant il ne peut être méconnu que la justice était parfois fort négligée, du moins en ce qui concerne les formes. C'est ainsi que d'un accident arrivé en 1565 il n'est dressé procès-verbal qu'en 1583, soit dix-huit années plus tard. Le 18 juin 1583, les sieurs Lehnertz Claus, mayeur à Manom, Sippen Mathis Barthel, ancien échevin, Wagner Barthel, Lorentz de Kédange, Sontag de Dudelange et Claus George, tous échevins jurés de la justice de La Grange, déposent devant le notaire Boname qu'il est à leur connaissance qu'en 1565 Adam Bayer de Boppard et son épouse Marie de Milbourg (Malburg) étaient venus pendant le carnaval au château de La Grange, tant pour y passer quelques jours de plaisir que pour rendre visite au baron Jean de Brandenburg, seigneur de Meisenbourg et de La Grange, cousin de la dite Marie de Milbourg. Par manière de divertissement, Adam Bayer demanda, après huit jours, à ses serviteurs de leur représenter une folie quelconque. Malgré l'avis contraire du seigneur de La Grange, une espèce d'escarmouche fut organisée. Un serviteur y fut grièvement blessé et mourut dans la nuit suivante. Il fut enterré le lendemain dans l'église de Manom. La justice de ce temps ne s'occupa nullement de l'accident.¹⁾

1) «Nachgeschriebene bekandtnus ist uff heuth den XVIII. tag des monats Juny XV^e achtzig drey uff begern der ehrentugendreichen frauwen Anthonia von Castell Sanct Nazart, Wittwen zu Maissemburgh, zur Scheuern und Fentsch, in meins undergerschriebenen Notary gegenwertigkeit durch die ersame Lehnertz Clausen, mayer zu Monhoben, Sippen Mathis Barthel, etwa gewesenenen scheffens, aber durch alter unnd schwacheit davon abkhommen, item Wagners Bartheln Lorentzen von Kedingen, Sondag von Düdelingen, unnd Clausen Georgen, alle der herrlichkeit Scheuern geschworne scheffen, geschehen und furnemlich darumb weil wir alle sterblich, im fall sie frauw Anthonia durch den willen gottes von diesem jamerthall erfordert werde, das nach irem todt ire geliebte kind Johan Herr zu Brandenburg, und Peter Ernest zu Maisenburgh dessen wissentschafft, und zu handthabung irer herrlichkeit sich dessen zugebrauch und zubeheffen hetten.

Und haben vorgemelte mayer und scheffen nach genugsamer vorgehabter bermerkung ires wissens diese nachgeschriben beekandtnus gethan, wie das es sich nämlich vor achtzehn jarn zuge-tragen habe, das weilandt der edel und erwerst Adam Bayer von Boppard mit seinem geliebt ge-mahl Maria von Malburg, denen baiden gott gnade, in der fassnachtszeit in das haus zur Scheuern khommen, umb sich zu erlöstiren, und auch wailandt den wolgebornen Herrn Johannem, freyherrn zu Brandenburg, herrn zu Maisenburg und zur Scheuern, der gedachter Marien geliebten vettern, heim-zusuchen, daselbsten sie etwa an die acht tage ungewenlich still gelegen und fassnacht gehalten, und habe sich in der zeit begeben, das obgenannter Adam Bayer angestellt und begert, das seine diener inen ein kurtzweill oder fassnachtspiell under sich machen solten, ire fenstlingen mit papirladen und vor der pfortten ein scharmützell halten, und wiewohl der herr von Maisenburg seliger daselbig gern abgeschafft hette, so wollte gemelter Adam Bayer nit nachlassen; dardurch sich seine diener mit iren fenstlingen gefass gemacht, unnd zum grendell Geiauss (wie man uff Dietenhoben zuschet), gangen, und in dem orth genandt im Gehren iren charmützel zusammen gehalten. Und darauf erfolgt das der diener eyner, dessen im gerichtun unbewusst, durch einen andern diener genandt Hanry de Vionno, geschossen worden, das man ien widerumb in das schloss tragen müssen, der aber bitz in die nacht gelebt und umb die zehen oder eilff uhren vor mitternacht den gaist auffgeben. Demselben man ein grab in der kirchen zu Monhoben uffgeworffen, und am negsten tag nach dem er zunachts in gott verscheiden, umb die zehen oder eilff uhren vormittag den todtten körper ausser dem schloss

Les seigneurs de La Grange ne toléraient point que la justice de la prévôté de Thionville s'immiscât dans leurs affaires. Même Antoinette de Castel-Saint-Nazaire tenait tête au prévôt, qui d'ailleurs était son parent, et ne se rendait pas à ses ordres. Nous en trouvons la preuve lors d'un accident survenu à la fête de St. Laurent en 1576.¹⁾

La dame Antoinette de Castel-Saint-Nazaire avait vendu une pièce de vin au curé de Manom; deux voitures devaient servir au transport. Lorsque la dernière voiture passa le pont-levis, celui-ci retomba en arrière, du côté du château, et atteignit l'un des échevins du ban de Thionville qui étaient venus à La Grange pour traiter d'un différend sur un droit de pacage et qui, à cette occasion, avait aidé avec ses collègues au chargement sans y avoir été engagé et malgré l'ordre

zur Scheuren dahin gefurt, und in derselben kirchen zu Monhoben begraben worden, ohne das sei gericht in dieshero gehört noch vernommen, das derowegen einige versuchung noch gegenberedung geschehen sein». (Archives du château de La Grange.)

1) Hervur haben vorgemelte mayer und scheffen angetzaicht und bekandt, dass es uff negstkünftig Sanct Lorentzen dag sibem jare werde sein, das die erentugentreiche frauw zu Maisemburg und zur Scheuren weilandt dem herrn Clausen, damals pastor zu Monhoben eyn stuck weines verkaufft, als nemlich ein halb stuck weiss und ein halb stuck rothes, und habe gemelter herr Claus seliger von Monhoben ein wagen zur Scheuren geschickt, ein halb stuck darauff zu laden, und umb das ander halb stuck die frauw zur Scheuren umb iren wagen gebetten, und habe sich eben zugezogen das die geschworne altisten des banns Diedenhoven, von wegen eines missels den weidtgangk betreffend, zur Scheuren khommen, wie man den wein ausser dem keller ziehen wolte, und haben die geschworne der frauen zur Scheuren in pottschaft angetzaigt darumb sie dahin geschickt waren, uff welcher gethaner botschaft innen die frauw in antwort gegeben, und vermeint sie sollen mit der antwort stracks heim gehen, desto weniger aber nit weren gemelter altisten in den keller gangen und unangesprochen und ungebetten den wein helfen heraufer ziehen und vorver uff die baide wagen laden, den Monhober wagen zum ersten und darnach der frauen wagen zur Scheuren. Und als ahen baide wägen geladen gewesen, herr Friedrich von Bubbingen mit dem ersten halben stuck weins angetaren und mit seiner four sonder hinderung uber die brück khommen, als aber Thomas Franz von Monhoben mit dem Scheurer wagen nachfahren wollen und die pferde bitz an die fallbrücke bracht, hetten die pferde angefangen zu schewen, zu schnorren und zu blasen, wolten nit uber die brücke, wiewoll dieselbe pferde ehemals darvor noch darnach solches gethan hatten, in welchem thun dem Frantzen erindert, das er die pferde vorthauwen solte, und als er dieselbe mit sonderm ernst angedriben, hetten die pferde den wagen mit gewalt zuviel uff die lincke handt gezogen und mit der naben des radts die kette an der fallbrücken erwuscht, das dieselbe zu stücken gebrochen, in welchen aussfarn die geschworne altisten einer des banns Diedenhoven genandt Nicolaus Graff an den hinderwagen gehalten, und alsbaldt der wagen uber die fallbruck gewesen, were dieselbe widerumb hinder sich zum schloss Scheuren zu gefallen und denselben Nicolaussen Graff zwuschen dem steill und der brücken so oben heraber gefallen ware, erwuscht und racks dodt geschlagen; nach welchem unfall weren des todten mans freundschaft khommen und den todten körper heiweg zu nemen begert, dasselbig aber die frauw zur Scheuren ihnen nit gestatten wollen, Daruber die freundschaft zu weilandt dem herrn Bernhardten von Schauenburg als damals probst gangen und by ihm umb den todten körper angehalten, welcher herr probst seliger die freundschaft widerumb zur Scheuren geschickt, die den pastoren sambt andern mehr der burgerschaft mitgebracht, umb den todten körper heiweg zu nemen und zu begraben, aber nit bekommen mögen. Und da hette die frauw zur Scheuren derowegen etlichen von inen gericht zu Lutzemburg geschickt, daruber rathes zu pflegen, welche zur antwort bekommen, woferr die frauw zur Scheuren von des todten mans freundschaft umb gottes willen wegen des todten körpers gebetten und angesprochen wurde, solle sie denselben in solcher gestalt volgen lassen und anders nit. Darauf erfolgt das gemelte freundschaft zur Scheuren khommen und die frauw umb gottes willen gebetten, innen den todten körper volgen zu lassen, damit sie denselben ires gefallens begraben möchten. Uff welche gethane bitt innen die frauw zur Scheuren offtbegerten todten körper umb gottes willen (irer herrlichkeit und und gerechtigkeit jedoch sonder abbruch) volgen lassen und anders nit. Alles geschehen in beywessens des vorgemelten meyers und irer vier scheffen.» (Archives de La Grange.)

de la châtelaine de porter immédiatement à Thionville la réponse à eux donnée. L'échevin frappé mortellement par le pont-levis expira à l'instant même. On vint demander à la dame de La Grange la permission d'emmener la dépouille mortelle. Antoinette ayant refusé, on s'adressa à Bernard de Schauwenbourg, prévôt de Thionville. Celui-ci permit l'enlèvement et on vint en procession, le curé en tête, pour emporter le corps et l'enterrer. Ce fut inutile, la dame de La Grange ne laissa pas suivre le mort. Elle envoya quelques-uns de ses échevins à Luxembourg pour y prendre conseil et avis. On lui conseilla de rendre le corps si l'on venait le demander pour l'amour de Dieu, mais pas autrement. A cette prière Antoinette se rendit, tout en faisant la réserve qu'elle n'entendait se désister par ce fait d'aucun de ses droits.

La châtelaine exerçait ici un droit qui lui était réservé par l'art. 4 du titre IV des Coutumes générales des pays, duché de Luxembourg et comté de Chiny et ainsi conçu: «Le seigneur haut-justicier a la connoissance et correction des cas importants, châtoi corporel, soit de mort, fustigation, mutilation de membre, ou bannissement, et *à lui appartient de faire lever et visiter les corps morts.*» La même rédaction se retrouve dans les «Coutumes générales de la ville de Thionville et des autres villes et lieux du Luxembourg français.» Les seigneurs de La Grange n'entendirent jamais se démettre de ce droit. Nous en trouvons une nouvelle preuve en 1587.

Claus Jean de Boust s'était rendu pour des affaires à Thionville où il était vu encore le soir ivre-mort en compagnie de deux hommes. Ce ne fut que bien tard qu'il quitta la ville. Le lendemain il fut trouvé mort, sur le territoire du château de La Grange, par les ouvriers Wendell Zimmermann, Michel Zimmermann et Claus Guillaume qui s'empressèrent de porter la nouvelle à la connaissance de la dame de La Grange, Antoinette de Castel-Saint-Nazaire. Aussitôt celle-ci fit quérir les hommes de la justice de sa seigneurie, qui se réunirent au château pour décider sur les mesures à prendre dans l'occurrence. On décida d'en informer les enfants et les connaissances du défunt, qui vinrent à La Grange pour emporter le mort. Vainement, ils firent auprès de la dame Antoinette de Castel-Saint-Nazaire les instances les plus pressantes; ils eurent pour réponse qu'elle ne laisserait pas enlever le corps parce qu'il avait été trouvé dans le rayon de sa juridiction, voire même dans la cour de son château. La dame de La Grange déclara vouloir se charger de l'enterrement pour sauvegarder ses droits. Le mort fut chargé sur un chariot et emmené à Manom où il fut enterré.

La juridiction, sur certain territoire à Manom surtout, paraît avoir été toujours un sujet de litige entre les seigneurs de La Grange et la prévôté de Thionville.

Lorsqu'en 1609, le gouverneur et prévôt de Thionville eut fait arrêter sur les terres de Manom un nommé Gillessen Franck, le baron de Brandenburg, seigneur de La Grange, forma opposition. Le dit Franck avait été accusé d'avoir invoqué l'assistance du diable, de s'être livré au démon et d'avoir déclaré vouloir lui appartenir. En raison de ces paroles qui, d'après un jugement rendu dans l'espèce par les justiciers de Thionville, ne convenaient pas à un chrétien et qui d'ailleurs avaient grandement scandalisé, tant les habitants de toute la ville de Thionville

que tous ceux qui les avaient entendues, Franck fut condamné à une amende de 100 florins d'or. De cette amende 25 florins revenaient au prévôt, 25 florins étaient destinés à contribuer aux frais occasionnés par la construction de nouveaux bâtiments d'école près le couvent des Franciscains, 10 étaient destinés au couvent des prédicateurs, 10 à la chapelle de la Sainte-Croix, 10 à la chapelle du conseil et 10 à l'église paroissiale de Thionville. Les dix florins restants devaient servir probablement à couvrir les frais du procès. Par le même jugement il était fait défense au condamné de récidiver, sous peine d'avoir la langue percée. Nous ignorons le résultat de l'opposition.

De même, le seigneur de La Grange contesta au prévôt de Thionville le droit de faire saisir par ses soldats un sujet quelconque sur les terres de Manom, où il n'avait aucune juridiction à exercer, la justice sur ce territoire n'appartenant qu'au seigneur du lieu qui pouvait l'exercer tranquillement et sans empêchement aucun. Le baron de Brandenburg protesta, en termes très énergiques, contre cet abus de puissance de la part du prévôt de Thionville.

Le conseil provincial de Luxembourg, auquel le seigneur de La Grange avait adressé sa réclamation, nomma un commissaire spécial pour traiter l'affaire litigieuse. Le 20 décembre 1610, le dit seigneur se présente personnellement au greffe du conseil provincial pour faire défense de nouveau au gouverneur et prévôt de Thionville d'exercer un acte quelconque de juridiction à Manom. Il prétend que de tout temps les seuls seigneurs de La Grange avaient le droit de faire arrêter ceux qui commettent quelque délit sur les terres labourables, prés ou jardins dépendant du château et de les mener en leur maison pour les y faire juger; à cette fin on pouvait même requérir, en cas de besoin, les gens de justice d'une seigneurie environnante. Le baron de Brandenburg fait valoir que la manière d'agir du prévôt de Thionville porte atteinte à ses droits établis de temps immémorial.

Ce conflit de droits fut porté à son comble de part et d'autre, lorsque le seigneur de La Grange fit « gager » un cheval sur les terres dépendant du château et l'emmena dans sa maison. Le gouverneur et prévôt de Thionville fit réclamer le cheval à l'officier du seigneur, qu'il fit même arrêter pour l'y contraindre. Pierre-Ernest de Brandenburg, seigneur de La Grange, s'adressa au conseil provincial de Luxembourg, où il exhiba ses lettres d'octroi. Ce conseil, tout en réprouvant les faits qui s'étaient passés sur le domaine de La Grange et en faisant défense au prévôt de recommencer pareille chose, ne donna pas gain de cause au seigneur de La Grange, en ce qui concernait l'exécution de la justice même sur les terres, prés et jardins en question; celle-ci fut attribuée plutôt au prévôt de Thionville. Au seigneur de La Grange, il ne fut accordé que le droit de faire arrêter ceux qui causeraient des dommages ou commettraient des délits sur les dites dépendances, sous condition de les traduire devant la justice de Thionville appelée à connaître des crimes ou délits et prononcer l'amende afférente.

Pierre-Ernest se pourvut en opposition auprès des archiducs, parce qu'une telle décision portait atteinte aux privilèges de son château, « qu'y une maison ancienne et seigneuriale, que ceulx qui l'ont tenu et possédé jusques à présent qui sont toujours esté du nombre des plus principauls et signalés seigneurs et vassaulx »

du duché de Luxembourg. Dans sa requête, il s'appuyait également sur le fait que l'arrêt du conseil de Luxembourg faisait une différence entre les seigneurs du village de Manom et la maison et seigneurie de La Grange, différence inadmissible.

Le baron de Brandebourg fut autorisé à soutenir sa cause devant le Grand conseil de Malines, au jugement duquel il devait se soumettre; mais, à cette fin, il était contraint de déposer préalablement une caution suffisante pour couvrir éventuellement tous les frais de la procédure.

Il appert d'une pièce ultérieure que cette contestation de droits était née à propos de vingt-cinq journaux de terre qui, anciennement, avaient appartenu au ban de Thionville. Bref, le seigneur de La Grange devait prouver ses droits sur ces dernières terres. En effet, nous lisons: «néant-moings la disposition de l'advis et de l'octroy sont à entendre (à correction parlant) purement sur iceulx bonniers, d'autant que en tout ce corps de la seigneurie n'y avait matière de disputer au seigneur de Brandebourg leur juridiction que seulement sur lesdicts XXV bonniers qui *estoiënt anchienement* ban de Thionville, signiefault présupposer que c'est touchant lesdicts XXV bonniers in specie que la demande de l'octroy at eu difficulté, que c'est sur iceulx que l'on at admis les seigneurs de Brandebourg à prouver les actes de juridiction qu'ilz y avaient exercé et que c'est sur iceulx que la preuve apparamment relatée par l'advis de ceulx de Luxembourg se doit entendre et non sur aultre partie de la seigneurie et conséquemment que la difficulté vuidée par l'octroy au bénéfice des seigneurs de La Grange et au préjudice des prévost, hommes et eschevins de Thionville se doibvent entendre desdicts XXV bonniers seulement et que ce at esté comme semble à correction faute de plume de ne les avoir aultrement exprimé.»

Le seigneur de La Grange fit valoir devant le Grand Conseil que c'est sur une hauteur comprise dans ces vingt-cinq journaux qu'il a fait dresser le signe patibulaire et «que ces XXV bonniers de terre touchant le chasteau (et) sont de la juridiction d'icelluy, bien qu'ils furent anchienement tenus du ban de Thionville, et sont aussy du comprenant du corps et non pas de l'ung ou de l'autre des villaiges à part sayants.» Il se base encore sur le fait que «les seigneurs de La Grange lèvent sur icelles terres les corps y tués et trouvés et exercent divers aultres actes de haulte juridiction, mesmes ont prononcé sur icelles terres leurs sentences criminelles à la veu et du sceu de tout le monde que durant que après ledict octroy.» Finalement il eut gain de cause.

Il nous reste encore à dire quelques mots de questions plus ou moins importantes se rattachant à la justice. Les Coutumes de Luxembourg et celles de Thionville prévoient au titre IV, art. 27 et 28, le *droit de première audience*, qui avait pour but de réconcilier les parties divisées. Mais de fait, cette disposition ne présentait souvent aucun avantage. De plus, c'était une mesure parfois vexatoire et imposée aux parties, ce qui semble résulter du susdit art. 27: «Les sujets des justiciers hauts, moyens ou bas, ayans d'ancienneté eu le droit de première audience, et qui en sont en possession, ne peuvent procéder l'un contre l'autre par voye de justice ordinaire, avant qu'avoir fait appeller leur partie pardevant ledit seigneur ou son officier pour voir s'il y a moyen d'accomoder leurs différens par voye d'apointe-

ment amiable. Sous les ducs de Luxembourg, cet usage a été maintenu dans le pays de Thionville, il n'en devait pas être toujours de même sous la couronne de France. Le document ci-après nous renseigne à ce sujet.

Factum contre l'usage abusif que pratiquent les seigneurs particuliers qui ont la haute justice dans les villages deppendant du ressort du baillage de Thionville en ce qu'ilz administrent la justice en première audience qui se trouvera inutile, et être à l'oppression des habitants desd. villages par les raisons qui suivent.

« Par la coustume de Thionville, il est dit au tittre et des jurisdictions et droits appartenans aux hauts-justiciers, articles 27 et 28, que lesd. haut-justiciers, ceux moyens ou bas ayant eu d'ancienneté droit de première audience doivent les donner sommairement de plano et sans forme de procès à peine de cassation et de réfondre les despens faits par les parties à ce regard.

« Il est très facil de faire veoir que cette prétendue jurisdiction de première audience est un pur abus ridicul en soy mesme, ruyneux au peuple et très préjudiciable non seulement à la jurisdiction du baillage estably par le Roy aud. Thionville mais encore à celle du Parlement.

« Pour justifier la vérité de ce que dessus cuidemment et par ordre il est à propos avant toutes choses d'éclaircir ce que c'est que cette première audience et de la manière quelle se pratique.

« Et pour cela il convient scavoir que dans le pays de Thionville comme dans le reste du Luxembourg d'ancienneté comme à présent il y a de deux sortes ou espèces de village ou seigneurie.

« La première est donc la haute justice appartenant au Roy, et tous ces villages sont compris sous le nom de Prévosté, la seconde espèce de village est donc la haute justice appartenant à des seigneurs particuliers et ces villages s'appellent seigneuries pour les distinguer d'avec ceux ou le Roy est haut justicier.

« Or, les seigneurs ne se sont pas contentés cy-devant d'establir des maires et eschevins dans leurs seigneuries pour y exercer la justice en leur nom, mais affin de se rendre maistres absolus des personnes et des affaires des habitants de leurs villages, ilz ont par leur crédit et autorité usurpé un droit de première audience inouy par tout ailleurs et qui consiste à ce qu'ilz prétendent que ne peuvent pour quelque différent que puissent avoir leurs sujets, les uns contre les autres, s'adresser à la justice ordinaire des lieux pour en ouyr droits, qu'au préalable ils n'ayent fait appeller leur parties pardevant le seigneur, son officier ou receveur pour veoir s'il n'y a moyen d'accomoder leur différent par voye d'appointement à l'amiable et c'est là ce qu'ilz appellent première audience.

« Sous ce prétexte spécieux de prétendu accomodement, les seigneurs qui ne peuvent avoir qu'une jurisdiction s'en sont attribué deux dont la première n'est qu'une pure usurpation.

« Pour autoriser cette usurpation, ilz se servent du spécieux prétexte qu'ilz donnent lesdites premières audiences gratis, qu'ilz n'en prennent rien, que ce qu'ilz en font n'est que pour un accomodement; mais dans le fond de la vérité, ilz se dis-

« pensent bien de cette gratitude et lesd. seigneurs ou leurs officiers se sont faits
« attribuer à la suite du temps et bailler de leur autorité privée par chaque plai-
« deur de leur sujet un herngulden qui revient à trante cinq sols sans y com-
« prendre les prétendus droits de sergent et l'expédition de la prétendu sentence
« qui consomme encor plus de trante sols.

« A cette prétendu sentence qui couste de l'argent et ne vaut rien, est d'autant
« plus inutile qu'il est libre à l'une et l'autre des parties de déclarer qu'elles ne
« veulent pas s'y tenir et de pourveoir par devant les maire et gens de justice du
« mesme seigneur qui auroit rendu la sentence à l'amiable, et prévient ainsy sans
« autrement appeller ny s'opposer se moquer de la sentence de leur seigneur.

« Et pour monstrier que c'est une chose ridicule que cette première audience,
« c'est qu'elle rend le seigneur moins considérable que les gens de justice qu'il a
« luy mesme estably et les mettent au dessus de lui; car quand il a rendu une pré-
« pendu sentence à l'amiable, la partie condamnée n'a qu'à déclarer qu'elle ne veut
« point s'y tenir et alors cette sentence n'a aucune force ny exécution et les maire
« et gens de justice prennent connaissance de l'affaire, peuvent juger le contraire
« de ce qui a esté jugé par le seigneur et cette dernière sentence aura son exécu-
« tion au préjudice de celle du seigneur s'il n'y a appel.

« Outre que l'inconvénient qui pouroit arriver de tout cela, c'est que constam-
« ment tous les habitans ou du moins la plupart des habitans desd. villages sont
« des ignorants qui ne pouroient eux mesmes scavoir ny pénétrer le droit de la
« justice de leur cause dont il s'ensuit que tel qui pouroit estre condamné par
« appointment à l'amiable et y acquiescer qui auroit droit en sa cause et n'en scau-
« roit rien autre que quand il ouvreroit la question de son affaire à un advocat, il
« la trouveroit bonne la soutiendrait et luy feroit obtenir en justice ordinaire le
« mérite de sa cause.

« C'est une règle comme universelle que dans un mesme ressort de parlement
« ou cour souveraine il n'y a jamais que trois jurisdictions et si le prétendu droit
« de première audience avoit lieu à l'advenir, il s'y trouveroit quatre degrés de
« jurisdiction: le premier par devant le seigneur mesme ou son officier à son absence,
« le second pardevant les maire et gens de justice du mesme lieu, le troisième par-
« devant le baillage et la quatrième pardevant la Cour de Parlement.

« Outre ce que dessus il ne s'est jamais ouy dire que l'on contraigne qui que
« ce soit à poursuivre ses droits par voye d'accommodement si bon ne luy semble,
« car tout accord de sa nature est volontaire et non de rigueur et dépend de la
« pure liberté des parties au lieu que par cette première audience l'on contraint
« les parties malgré elles de procéder par des voyes à l'amiable et s'ils ne le font,
« l'on prétend que jusques à ce (que) toute justice leur doit estre déniée, de sorte que
« cette première audience surnommée à l'amiable est une poursuite purement forcée
« dont le nom résiste à la nature de la chose.

« De plus, quand les pauvres sujets sont contraints d'aller malgré eux propo-
« ser leur droit et demander devant le seigneur ou son officier, l'on les menaxe et
« intimide pour les faire passer par où l'on veut et l'on trouve mille inventions
« et finisse pour rebuter celuy que le seigneur n'aime pas, quelque raison qu'il

« puisse avoir au fond, de sorte qu'il est de la dernière conséquence d'empêcher ses voyes indeues et illicites veu mesme que l'on ne scauroit coter aucune utilité qui reviennent de ces prétendues audiences sinon que le tout est au proufit du seigneur qui tire de l'argent non mérité du papier inutile que l'on appelle sentence et qui n'en est point.

« Contre ce qu'est dessus, l'on pouroit dire pour toutes raisons que le Roy a confirmé les droits et privilèges de ceux de Thionville et que l'un de ces droits est d'avoir cette première audience.

« A quoy l'on répond que la confirmation faite par le Roy desd. droits et privilège suppose toujours des deux exceptions la première qu'il n'y ait rien de contraire aux statuts et maximes du Royaume.

« Le second qu'il n'y ait rien qui choque le bien public, *salus populi suprema lex esto.*

« Or, ces deux exceptions se trouvent au cas de questions, car premièrement c'est contre les status et maximes du Royaume que qui que ce soit se voit forcé de s'accomoder malgré lui avec sa partie adverse; en second lieu ce prétendu droit de première audience choque manifestement le droit publique en ce qu'il oblige les sujets de faire des poursuites pour obtenir une sentence qui en tout temps leur est inutile.

« Et pour montrer que quand dans quelque coustume il se rencontre quelque point ou articles qui choque l'intérêt du publique, le Roy y fait remédier ou retrancher comme abus, c'est que cy devant, avant la prise de Thionville, les maire et gens de justice des seigneurs jugeoient les parties qui leurs y estoient jurisdisciables à mort sans appel en dernier ressort ce qui a esté corrigé dans la mesme Coustume de Luxembourg et présentement des sentences des maires et gens de justice des seigneurs haut justiciers qui condamnent les criminels à mort ou à quelque peine afflictive, il y a appel à la Cour, et si cet art. a esté corrigé, pourquoy celui de la première audience ne le seroit-il pas puisque ce ne seroit faire autre chose que diminuer les jurisdictions inutiles.

« Il est important de déroger à la Coustume de Thionville en ce qui concerne les premières audiences et les oster aux seigneurs particuliers qui en jouyssent parce qu'on traine de la première instance et prévention qui est donné au bailage pour toutes les seigneuris du ressort dont il est composé pour empescher que les officiers dud. baillage n'ayent cette première instance de prévention ils contraindront les habitans de leur village, lors qu'ils auront procès l'un contre l'autre, de s'accomoder quand ils leurs donneront la première audience qui n'est usitée dans tout le Royaume ailleurs que dans le ressort de Thionville.

« Et par l'article 28 du mesme tittre, il est dit que ces premières audiences doivent estre sommaires et faites de plano sans forme de procès.

« Et par l'article 29 il est dit que l'appointement donné par voye de première audience par le seigneur ou son officier n'a aucune force ou vigeuer de sentence aussy y peut tant l'une que l'autre des parties renoncer. »

Ce factum nous renseigne suffisamment sur le droit de *première audience*

qui était introduit également, comme on aura vu, à Garsch; il en est de même dans toutes les parts de seigneurie appartenant à François de Gévigny.¹⁾

Nous verrons plus loin que, dans le Luxembourg, le conseil provincial, comme Cour supérieure de justice, formait une instance d'appel pour les décisions des justices échevinales, seigneuriales et prévôtales; des décisions du conseil provincial on pouvait appeler au conseil souverain de Malines, d'où vient la locution encore usitée aujourd'hui dans le Luxembourg: « Et gêt op Mechelen (on ira à Malines). »

Nous ne pouvons clôturer ce chapitre sur la justice, sans dire quelques mots d'un droit seigneurial s'y rattachant intimement et que nous avons déjà brièvement indiqué, c'est le droit de la *première danse* et de la *criée de la fête publique*. Dans la plupart des seigneuries, la criée de la fête publique et la première danse à cette occasion appartenaient aux seigneurs. Il en était ainsi pour la fête de Manom et celle de Garsch. D'après le record de justice de 1586, la criée de la fête publique dans les dites localités et la première danse revenaient pendant deux années consécutives au seigneur de La Grange, tandis que, pour la troisième année, ces droits échéaient au seigneur de Milbourg. Toute danse sans autorisation du seigneur ou de son mayeur était défendue.

Ces droits donnèrent lieu à contestation. Il est bien vrai que dans le dit record les échevins de La Grange et ceux de Milbourg déclarent ne pouvoir se rappeler d'avoir jamais vu les seigneurs de Milbourg exercer ce droit, ou même le revendiquer; mais, d'un autre côté, il y a lieu d'admettre que ce droit avait été contesté aux seigneurs de Milbourg, quoiqu'il fût inséré dans le record dressé sur la déclaration des justiciers de Milbourg et daté du 17 juillet 1586. Il paraît que la disposition relative à ce droit commun ne contenta nullement le possesseur de La Grange, car il fit former opposition par ses mayeur et échevins dont aucun, à l'exception de Sontag de Dudelange, n'avait été présent à la rédaction de la susdite pièce.

Précisons davantage. Le 17 juillet 1586, les gens de la justice de Manom et de Garsch étant tombés d'accord de faire devant notaire leurs dépositions, tant sur les attributions des hommes de la justice, que sur les droits et les revenus de leurs seigneurs et les servitudes des manants, ils prirent le chemin de Thionville; mais à leur arrivée, on refusa l'entrée de la ville aux justiciers de Manom à cause d'une épidémie qui, à cette époque, exerçait ses ravages dans le dit village. En suite de ce refus, les justiciers de La Grange ne furent représentés que par un seul échevin, ce qui eut pour résultat de faire décider que le droit de la première danse et celui de faire crier la fête appartiendraient, pour la troisième année, aux

1) Jean-François Pointe de Gévigny reçut le titre et les attributions de bailli d'honneur à Thionville. Cette famille, dit M. Teissier, dont plusieurs générations ont habité Thionville, y a laissé un nom respecté. Au XVIII^e siècle, on rencontre Joseph-Alexandre-François-Marie de Gévigny, mort lieutenant des maréchaux de France, à Thionville le 13 juin 1745. Ce dernier laissa trois fils, morts célibataires: l'aîné, Théodore-Ignace, capitaine au régiment de Royal-Suédois, mort à Thionville le 12 janvier 1793, à 75 ans; le second, Charles-Gabriel, ancien capitaine au régiment d'Orléans, dragons, seigneur de Milbourg, Kanfen, Diestroft, etc., maire de Thionville en 1766; en cette dernière qualité, il s'opposa aux vexations du gouverneur de Vaux, mais cette conduite héroïque amena son emprisonnement du 22 au 27 février 1768 et sa destitution comme maire; le cadet, Joseph, avait été capitaine au régiment de Berchiny (hussards).

seigneurs de Milbourg, et ceci malgré les recommandations faites par les échevins de Manom à ceux de Garsch et malgré l'opposition de Sontag de Dudelange. Trois années plus tard, soit en 1589, les mayeur et échevins protestèrent ouvertement contre la disposition relative à la première danse et la criée de la fête. Il nous en est conservé note dans une déposition que Wagner Barthel, mayeur de La Grange, demeurant à Manom, Lorentz de Kédange, Claus George et Lehnertz Barthel, tous les trois échevins, firent, le 11 avril de la dite année, devant le notaire Boname de Thionville. Ils déposent que jamais, ni la première danse, ni la criée de la fête publique n'ont appartenu aux seigneurs de Milbourg, mais seulement à ceux de La Grange, se référant entre autres à cet égard au record de justice du 5 avril 1573, reçu par le notaire Henri Brenner, qui attribue les droits indiqués uniquement aux seigneurs de La Grange pour toutes les fêtes indistinctement; ils firent valoir en outre que jamais ils n'avaient vu les seigneurs de Milbourg exercer un droit de l'espèce, et qu'ils n'en ont même jamais entendu parler.¹⁾ Mais, malgré cette contestation, ces derniers seigneurs réussirent néanmoins à sauvegarder des droits dont ils avaient probablement négligé l'exercice pendant un temps plus ou moins long; car, d'après le record que fit dresser Brice Gomé en 1706, ces droits revenaient, la troisième année, aux seigneurs de Milbourg.

¹⁾ Voir aux pièces justificatives.



CHAPITRE VII.

INSTITUTIONS D'ÉTAT DANS LE LUXEMBOURG SE RATTACHANT A LA JUSTICE.

1. LE SIÈGE DES NOBLES.



Notre étude sur l'organisation de la justice dans le Luxembourg au moyen âge serait incomplète, si nous ne disions quelques mots du siège des nobles. Heureusement pour cette partie, un travail important et très estimé peut nous servir de base. Nous avons nommé « *Das Rittergericht oder le siège des nobles des Luxemburger Landes* » par M. le professeur Dr N. van Werveke, ouvrage dans lequel cette institution est traitée à fond. Mais ce n'est pas seulement à cause de l'importance de ce tribunal que nous tenons à y consacrer quelques pages, c'est également pour faire voir que les seigneurs de La Grange occupaient parfois dans le Luxembourg les plus hautes charges de l'État, qu'ils appartenaient à cette chevalerie luxembourgeoise qui n'admettait pas dans son sein les anoblis, mais seulement les nobles de naissance. On aura vu dans la première partie que tous les seigneurs de La Grange, pour ainsi dire, entraient dans la composition de ce corps judiciaire par excellence, que même Jean de La Grange, seigneur de Soleuvre, était justicier des nobles. Des seigneurs affiliés à ceux de La Grange occupèrent également ce poste honorifique.

Il ne peut être contesté que le siège des nobles se soit développé de la cour féodale qui est désignée sous le nom de *curia*; cette institution se trouve déjà en 1175. Avant 1266, la présidence de ce tribunal était exercée par le comte et, dans

des cas exceptionnels seulement, l'un ou l'autre chevalier aura présidé. D'après notre auteur, la captivité du comte Henri V par le comte Théobald II de Bar, le 17 septembre 1266, a provoqué l'institution de la fonction de justicier des nobles. Afin de ne pas laisser en suspens pendant son absence la pratique de la justice, Henri V désigna Rodolphe de Sterpenich comme son représentant judiciaire; déjà au mois de janvier 1267 celui-ci apparaît comme *iustitiarius militum arlunensium* ensuite comme *iustitiarius militum de Arlons et de Lucelburg*. Après la mise en liberté du comte, la nouvelle charge est maintenue, ce qui cependant n'empêchait pas le souverain d'exercer parfois son ancien droit de justicier, de sorte que l'investiture de biens ou le jugement de procès eurent lieu, tantôt devant le comte, tantôt devant son remplaçant. Cet état de choses continua jusqu'à l'avènement de Jean l'Aveugle. À partir de ce temps, le souverain ne préside plus la cour et la justice, le tribunal des nobles devient un facteur essentiel dans la vie de la noblesse luxembourgeoise: c'est là que sont vidées les querelles des nobles, c'est devant le justicier des nobles que doit se faire l'investiture des fiefs nobles. Ce justicier sera dorénavant l'appui et le soutien des droits et privilèges de la noblesse.

Cependant, il y a lieu d'observer qu'avant 1462 le siège des nobles n'a pas encore sa propre histoire; il manque même des preuves pour pouvoir soutenir qu'il ait tenu des séances régulières. Il y a plus, pendant un certain temps son existence paraît compromise: depuis 1388, il n'y avait que le droit du plus fort et on se gardait bien de porter un procès devant le justicier légal. Vient ensuite la dissension au sein des nobles mêmes; pendant soixante ans la noblesse du pays est divisée en deux parties ennemies. Seulement, en 1462, lorsque toute la noblesse s'était soumise à Philippe le Bon, on put procéder à la réorganisation du siège des nobles.

Les preuves sur cette réorganisation, resp. sur la réintroduction de séances régulières sont les suivantes:

1^o Le protocole de la première séance de 1461, 3 novembre, ne contient que le commencement de certains procès; il n'y est question d'aucune contestation portée antérieurement devant le siège des nobles. Il y a donc lieu de conclure que cette séance était la première après une longue interruption.

2^o Les différentes dispositions concernant ce siège. C'est ainsi que, le 22 février 1462, la chevalerie établit de quelle manière un justicier des nobles doit se comporter dans ses fonctions et ce qui lui échet de faire de par ces fonctions; le 18 octobre suivant, on établit les droits et les devoirs du greffier et de l'huissier; le 17 avril 1464, il est modifié un article sur la citation des parties et, le 6 juin de la même année, une disposition sur l'apposition des sceaux sur le jugement est complétée et modifiée. Il est incontestable que si les séances du siège des nobles avaient été tenues régulièrement, on n'aurait pas été obligé d'introduire à la fois tant de changements.

3^o Une troisième preuve est fournie par les discussions qui eurent lieu à la conférence de Mayence tenue, du 16 ou 25 mars 1454, entre les délégués du roi Ladislas de Hongrie et du duc Philippe. Les premiers reprochent au duc Philippe d'avoir promis solennellement, lors de son avènement au gouvernement du pays

en remplacement d'Élisabeth de Gœrlitz, de rétablir la justice dans le pays de Luxembourg « also daz eym iglichem cleger von dem anderen gericht und recht moge gedigen und ministrert werde », mais de n'avoir point tenu sa promesse. Comme cependant en réalité, après la prise de la ville de Luxembourg, Philippe réorganisa l'ancienne Cour supérieure de justice, la Cour du prince, et rendit ainsi au pays l'administration de la justice, le reproche qui lui est fait ne peut concerner que le siège des nobles qui n'avait pas encore repris son fonctionnement.

En 1504, le siège des nobles s'adresse à Philippe le Beau pour voir confirmer ses privilèges: il s'agit principalement de la confirmation du privilège d'après lequel l'appel ne pouvait être fait à une autre cour judiciaire, mais seulement au même siège renforcé par d'autres membres.¹⁾ L'organisation du siège des nobles même avait donné lieu à critique: jusqu'en 1504, il ne devait tenir qu'une séance toutes les six semaines; ce nombre fut même restreint à quatre par an, ce qui causait naturellement des lenteurs dans les procès. De plus, tous les procès portés devant le siège des nobles demandaient des frais considérables: les citations étaient faites, aux frais des parties, par deux nobles; le greffier touchait pour toute bagatelle des honoraires fort respectables. Pendant longtemps les nobles firent tous leurs efforts pour élargir la compétence de leur cour.

On se demande d'abord: Quelle était cette compétence? Il dépendait du siège des nobles: 1^o la propriété des fiefs nobles et biens allodiaux; 2^o les arrière-fiefs en cas d'appel; 3^o l'honneur des nobles; 4^o les procès dans lesquels le souverain voulait faire déclarer forfait un fief quelconque. L'engagement des fiefs nobles et biens allodiaux n'est pas de la compétence de ce siège; aussi, à cause de certains privilèges accordés à des nobles pour les biens qui leur appartiennent et qui, le plus souvent, sont exactement déterminés, ceux-ci sont soustraits à la compétence du siège des nobles. Cependant, au cours des temps, on tâchait de porter également les engagères sous la juridiction de ce siège; on en a la preuve déjà en 1513, où deux procès concernant des engagères y sont pendants. Jusqu'en 1549, le siège des nobles était également la Cour supérieure (Oberhof) de tous les « mann-gerichte » (cours féodales) du pays ainsi que, bien à tort cependant, des justices prévôtales. Y sont portés également les procès où le souverain veut faire saisir le fief d'un de ses vassaux. Avec le temps, le siège des nobles était donc parvenu à élargir grandement sa compétence et ceci surtout au détriment du conseil du prince ou de la Cour du souverain (Hofgericht).

Entre temps le droit romain fut introduit et c'était surtout le conseil provincial qui, depuis sa réorganisation par Charles-Quint, tenait à en propager l'application. À côté des conseillers de courte robe, les nobles assesseurs, le conseil provincial comptait dorénavant parmi ses membres les conseillers de longue robe qui, pour la plupart, appartenaient à la bourgeoisie ou à la classe des anoblis, mais qui étaient versés dans le droit romain et avaient obtenu les grades de licencié ou docteur en droit romain. L'ancien droit coutumier était regardé comme des restes

1) CH. LAURENT, II, 24.

d'une époque barbare et on fit des efforts pour le supplanter. Les nobles s'y opposèrent de leur mieux, mais tous les efforts étaient inutiles: l'ordonnance de 1549 en fournit la preuve.

En somme, le siège des nobles ne voit que maintenir son ancienne juridiction pour autant qu'elle concerne les fiefs nobles et biens allodiaux; les détenteurs d'arrière-fiefs qui, pour un motif quelconque, ne veulent pas porter leurs affaires devant leur cour féodale, peuvent s'adresser également au siège des nobles. Toutes les autres instances que ce siège s'était arrogées furent, ou soustraites à sa compétence, ou admises seulement sous certaines restrictions. Les procès civils ou criminels, qui ne concernent pas directement les fiefs, seront dorénavant de la juridiction du conseil provincial; aussi le siège des nobles ne fonctionnera-t-il plus comme cour supérieure, du moins l'ordonnance n'en fait-elle pas mention. Les affaires concernant des engagements doivent être portées, soit devant le conseil provincial, soit devant la justice prévôtale. Les procès que des étrangers entendent faire vider par le siège des nobles n'y peuvent être menés qu'avec l'autorisation du prince.

Peu à peu le conseil provincial s'attaqua aux droits qui étaient réservés jusque là au siège des nobles. Au commencement du XVII^e siècle, nous voyons le conseil provincial réclamer:

« 1^o la judicature et cognoissance de toutes matières possessoires des fiefs du duché de Luxembourg et comté de Chiny;

« 2^o la judicature et cognoissance des causes que les nobles intentent contre les officiers du prince et autres pour les juridictions et droits qu'ils prétendent appartenir à leurs fiefs;

« 3^o celle des causes meues pour les engagières des biens féodaux;

« 4^o celle des retraicts lignagers intentés pour bien noble;

« 5^o celle des matières des dots, douaires tant conventionnels qu'autres et des contrats de mariage, passés entre nobles et affectés sur biens nobles;

« 6^o celle des causes intentées par le procureur général contre les vassaux n'ayant relevé leurs fiefs, pour les faire saisir;

« 7^o celle des causes et difficultés meues entre les seigneurs des fiefs et leurs arrière-fiefvés;

« 8^o celle des matières d'appel de toutes cours féodales du duché de Luxembourg et comté de Chiny. »

D'un autre côté, le conseil provincial ne négligea point de s'appuyer toujours sur les nombreux défauts que présentait presque constamment le procédé suivi par le siège des nobles: il se basait ainsi sur le peu de connaissances des assesseurs du dit siège (Ains ce sont pour la plupart personnages non seulement point stilés en matière de procédures, mais aussi qui penseroient avoir grandement dérogé à leur grad et qualité, s'ils avoient gousté la jurisprudence et beaucoup plus la pratique), sur la parenté et les alliances, tant entre les assesseurs qu'entre l'une ou l'autre des parties citées, sur les nombreux changements dans la composition de cette cour, le petit nombre des jours de justice et la longueur des procès, les frais énormes, etc. C'est ainsi que le justicier des nobles avait non seulement des gages du prince, mais il percevait aussi, en sa qualité de justicier,

« à son profit particulier le vingtiesme denier du prix de tous les fiefs du ressort dud. siège que sont aliénés par le pays de Luxembourg, et le greffier le centiesme denier, soit à tiltre de vendition, donation, permutation ou aultre. » En présence de ces plaintes bien motivées, les nobles mêmes préférèrent porter leurs procès devant le conseil provincial, ce qui donna le coup de grâce au siège des nobles. Aussi, par une ordonnance de 1778, toute la juridiction exercée autrefois par le siège des nobles fut transmise au conseil provincial: « Entend finalement S. M. que le conflit de juridiction qui subsiste entre le conseil de Luxembourg et le siège des nobles, vienne absolument à cesser, sans qu'il puisse jamais être réveillé sous quelque prétexte que ce soit; qu'en conséquence ledit conseil connoitra généralement et exclusivement de toute affaire contentieuse quelconque, tant en matière féodale que toute autre, dont le siège des nobles peut avoir été ci-devant en droit ou en possession de connoître, en sorte que l'attribution dudit siège restera uniquement borné à passer les œuvres de loi à l'égard des fiefs mouvant directement de S. M. comme duchesse de Luxembourg et des biens allodiaux nobles immédiatement sujets à ce duché, dérogeant à cet effet tant à l'ordonnance du 16 février 1548, qu'à tous autres dispositions, arrêts, sentences, règlements, coutumes ou usages qui pourroient être à ce contraires. » Par cette ordonnance, l'heure fatale avait sonné de fait pour le siège des nobles; dorénavant il ne devait plus former qu'une administration d'enregistrement pour les « transports et réalisations ». En vain les nobles voulaient-ils réagir contre toutes ces restrictions, ils firent un dernier essai le 26 août 1791 — mais trop tard, les derniers vestiges du siège des nobles durent disparaître quatre années plus tard avec toute l'organisation de la féodalité.

Il nous reste encore à dire quelques mots de l'admission comme membre du siège, des obligations et droits des assesseurs et du justicier des nobles ainsi que de l'élection de ce dernier.

Pour être admis comme membre du siège, il fallait être de la noblesse et avoir reçu un fief. L'ordonnance de 1549 stipule clairement et formellement que tous les gentilshommes et nobles vassaux d'ancienne chevalerie font partie du siège des nobles. Les fiefs devaient dépendre directement ou du duché de Luxembourg ou du comté de Chiny. Il reste à remarquer qu'il n'était pas de rigueur d'être de la noblesse luxembourgeoise, le noble étranger qui tenait un fief soit du Luxembourg soit du comté de Chiny y pouvait être reçu également. Cette mesure était devenue nécessaire en suite de l'extinction des vieilles familles luxembourgeoises. Bon nombre de ces familles avait disparu depuis longtemps; celles de Soleuvre, Berbourg, Septfontaines, Ansembourg, Useldange, Meisenbourg, Clervaux, Bourscheid, Pittange, Schönfels, Hollenfels, Vianden, Kœrich, etc. n'existaient plus; de nobles familles de l'étranger étaient venues les remplacer soit par mariage, soit par achat ou échange. Aussi, lors de la publication de la susdite ordonnance, la plupart des assesseurs du siège des nobles appartenaient à des familles étrangères.

Si, pendant un certain temps, on passa légèrement sur les preuves à apporter en matière de noblesse, que déjà la déclaration d'un assesseur d'avoir vu siéger le père ou les aïeux d'un postulant suffit amplement et que même la charte d'affranchissement de la ville de Luxembourg dit expressément que ceux jouissant

d'une certaine aisance doivent rendre des services militaires à cheval et en armure, d'où il faut conclure que ceux-ci étaient capables, pourvu qu'ils tenaient un fief du comte, de faire partie du siège des nobles comme étant à comprendre sous l'expression de *milites*, il faut avouer, par contre, qu'on était de nouveau plus exigeant à partir du XVII^e siècle. Le 22 octobre 1624, il est ordonné que personne n'est reçu comme membre du siège des nobles à moins qu'il n'ait de fief du prince et qu'il puisse prouver sa noblesse par huit aïeux, dont quatre du côté paternel et quatre du côté maternel. Ces prescriptions sont strictement exécutées, même une certaine tendance se fait remarquer pour ne permettre l'accès qu'aux vieilles familles nobles et d'écarter, autant que possible, les anoblis. Il faut reconnaître que cette dernière mesure contribua largement à la décadence du siège des nobles. En 1459, le nombre des assesseurs était encore de 175; en général il dépassait au moyen âge 150, mais d'un côté les guerres et les épidémies et d'un autre côté l'écartement des jeunes éléments déprimèrent complètement ce siège, de sorte qu'en 1778 il ne comptait plus que neuf membres. Et encore parmi ces neuf membres, il n'y a personne de la vieille noblesse luxembourgeoise! Pour citer un autre exemple de la décadence du siège des nobles, nous dirons que le père et un ou même plusieurs de ses fils pouvaient faire partie du corps de ce siège; toutefois père et fils ne pouvaient pas siéger ensemble. Cependant, comme en dehors du justicier la présence de six assesseurs était de rigueur pour certains actes, il n'y avait même pas possibilité de se tenir à cette mesure, il fallait faire abstraction de la parenté et c'est ainsi que, par exemple, le 12 juillet 1695, on voit siéger ensemble le seigneur de Schauwenbourg, lieutenant du justicier, et ses deux fils Claude et Louis.

Les membres du siège étaient tenus de comparaître chaque fois qu'ils étaient convoqués. Si avant l'ordonnance de 1549, ils étaient tous obligés de se présenter aux journées judiciaires, il n'en était plus ainsi après la dite ordonnance; cependant tous avaient le droit d'y assister. Pour la première journée judiciaire de l'année seulement, tous les membres sont tenus d'être présents. Avant la fin de la session, qui était ordinairement de trois jours, personne ne devait s'éloigner. Les membres étaient ensuite obligés de remplir les missions dont le justicier les chargeait; ils durent promettre de ne jamais s'écarter de la voie du droit ou de tolérer n'importe quoi qui aurait pu porter préjudice, soit à la justice, soit à la noblesse. Les droits des membres du siège des nobles n'étaient guère de grande importance: les conseillers de courte robe, soit les conseillers nobles du conseil provincial, devaient être choisis parmi les membres du siège des nobles; aussi ces mêmes membres durent-ils être reçus dans les États sans probation.

En cas d'empêchement, le noble assesseur pouvait se faire remplacer par un autre noble.

Le premier justicier des gentilshommes ou des nobles aura été nommé par le prince ou son conseil; seulement plus tard, les nobles auront eu le droit de choisir eux-mêmes ce justicier. Dès lors, nous devons admettre qu'avant de procéder à cette élection, les nobles en demandaient l'autorisation au prince ou, en l'absence de celui-ci, au gouverneur, sénéchal ou drossart. Le gouverneur ou son lieutenant fixait alors le jour de l'élection et adressait lui-même les convocations aux nobles dont

les noms lui étaient donnés par le greffier de ce siège. Personne d'autre n'avait le droit de lancer ces convocations, car, de fait, le justicier était le seul représentant de cette juridiction, à tel point qu'à sa mort le siège des nobles finissait d'exister; aussi le justicier ne pouvait-il être remplacé dans ses fonctions par un autre noble, même dans un cas spécial ou pour une séance déterminée, à moins d'avoir été désigné par lui.

Il paraît que, jusqu'à la fin du XVI^e siècle, il suffisait, pour être autorisé de procéder à l'élection d'un nouveau justicier, de s'adresser au gouverneur qui alors accordait cette demande de son propre chef; mais, à partir de 1566, il fallait s'adresser à cette fin au gouverneur général à Bruxelles. Pour le choix du dernier justicier, en 1778, l'autorisation fut donnée à la noblesse par le conseil provincial, l'emploi de gouverneur n'existant plus. En aucune manière, le justicier ne pouvait influencer la décision à prendre; il n'avait qu'à proclamer la sentence ou le jugement, qui avait été établi par les assesseurs. Mais, d'un autre côté, il avait le pouvoir exécutif dans les assemblées par lui convoquées: c'est par lui que tout y est ordonné, sans lui on ne peut rien faire. C'est encore à lui que le demandeur doit s'adresser pour voir citer en justice son adversaire, c'est lui seul qui convoque les assemblées et désigne les membres qui y doivent comparaître; il déclare ouvertes les séances, y maintient l'ordre et la paix, accorde la parole et fait procéder à toutes les actions nécessaires. C'est lui qui fixe les frais de justice; aussi doit-il veiller à l'exécution du jugement.

Mais les fonctions de ce justicier ne sont pas réduites à celles de président du siège des nobles; il a également « pouvoir et autorité de recevoir tous contractz, venditions, donations et aliénations qui héritablement se font de tous fiefz et nobles tennemens dudit pays (de Luxembourg), présents six hommes, vassaulx du prince et dont les vestures et desvestures anciennement appartiennent à faire par devant luy. » A ce sujet l'art. II du titre VI des Coutumes générales dispose: « Les transports des biens féodaux se font par devant les seigneurs ou leurs officiers et les hommes de fief de la Cour dont ils sont mouvans, avec les solemnitez et reconnoissances dues, selon les coutumes de chacune Cour, étant entr'autres observé que des fiefs ressortissans sous la justice et siège des Nobles dudit païs, lesdits transports se font pardevant le justicier des dits nobles et six gentils-hommes de son siège. » ¹⁾

1) L'article 3 du même titre stipule: « Biens féodaux du ressort dudit siège des nobles étans vendus sans en faire transport pardevant ledit justicier en la manière que dit est, sont reputés pour gagères seulement, ne soit que l'acheteur ait fait devoir vers le vendeur ou ses héritiers, et aussi vers ledit justicier pour en avoir le transport dans an et jour, tellement que négligence ne lui puisse être imputée, et qu'il conste de ce par poursuite judiciaire, sans interruption dont il pourroit être coupable. »

Cette transmission solennelle de fiefs donnés ou vendus se faisait dans les premiers temps devant le comte; après l'introduction du siège des nobles, soit devant le comte soit devant ce siège et, à partir de la première moitié du XIV^e siècle, il devint de coutume générale de faire ces transports devant le justicier des nobles et par lui. Dans ces actes on voit maintenir intact jusqu'à la fin du XVIII^e siècle le souvenir du vieux symbolisme. C'est l'ancienne coutume germanique de se servir toujours de symboles dans les actes de la vie publique. Ces transports se font régulièrement sous le

Le justicier des nobles touchait un traitement annuel de 50 livres bbt.; mais ses revenus les plus importants provenaient de ces transports et réalisations dont les produits étaient cependant bien variables: le règlement du 22 février 1462 détermine que le justicier ne peut réclamer que le vingtième denier de la chose à transporter (von der sommen hundert gulden nit dan fünf gulden). Wiric de Créange perçut le dixième denier; de plus, il ne se contenta pas seulement de réclamer ses honoraires sur les ventes et les achats, mais également sur les donations et renonciations. Après la mort de Wiric de Créange (15 juillet 1587), les nobles décidèrent que dorénavant le justicier ne pourrait, comme primitivement, demander que le vingtième denier des ventes et achats; cependant cet arrangement ne fut pas toujours maintenu. Si, en général, le justicier tenait strictement à son droit du vingtième denier, le cas se présenta néanmoins que les assesseurs durent insister sur la perception de ce droit. Le protocole afférent est daté du 19 avril 1701: « At esté proposé par un des assesseurs qu'il estoit assez notoire que les droits du seigneur justicier des nobles aux transports estoient le 20^e denier et le centiesme du greffier; que au préjudice de ce il estoit arrivé que M. le baron de Metternich s'estoit laissé adire par les achapteurs d'accorder avecq aulcuns, en leur faisant diminution de son tantiesme, ce qui pourroit tendre au préjudice des droits d'un justicier, parce que l'on pourroit inférer que ce tantiesme ne seroit pas fixe, mais qu'il dépenderoit de l'accommodement à faire avec l'achapteur, avec lequel il serait d'usaige de s'accommoder relativement à la coustume du pays. Ce pourquoy ils ont requis sa dite Excellence de ne pas faire ces générosités pour la remission ou diminution d'aucun desdits droits, puisque cela pourroit estre préjudiciable à ses successeurs en charge et que ces usances pourront avecq le temps tourner en loin suivant la coustume du pays. »

Pour la réalisation, soit pour l'enregistrement des actes, il n'existait longtemps aucune taxe; jusqu'en 1690, celui au bénéfice duquel l'enregistrement était fait,

ciel ouvert (unter dem blauen Himmel) en récitant certaines vieilles formules déterminées et en remettant au bénéficiaire un brin de paille, un scion, une motte de gazon ou de terre. Même lorsque ces transports sont faits devant le justicier des nobles, on y procède encore régulièrement sous le ciel ouvert. La dite formule, qui nous est conservée, était la suivante: « Le transporteur ou vendeur, en présentant au justicier des nobles la paille et la bûchette, dit: Par cette paille et bûchette je transporte la propriété de tels biens N. N. entre les mains de Mgr. le justicier et m'en déshérite, vous priant d'en advestir et adhérer un tel N. N. Le seigneur justicier reçoit la paille et bûchette et dit à l'achapteur: N. vous ayant vendu un tel bien et l'ayant par cette paille et bûchette transporté entre mes mains, pour vous en advestir et adhérer, je vous en advestis et adhère au nom de notre souverain, duc de Luxembourg et comte de Chiny, par cette paille et bûchette. — Les nobles assesseurs disent: « Nous prions Mgr. le justicier d'en faire dresser l'acte de transport et d'y faire appendre son scel. » — Quel était le procédé à suivre? L'acheteur et le vendeur ou le donateur et le bénéficiaire se rendaient avec six ou sept témoins nobles devant le justicier des gentilshommes et exposaient à celui-ci de quoi ils étaient convenus; si l'acte afférent était déjà dressé, ils en faisaient la lecture. Ensuite le transport solennel avait lieu et les nobles qui étaient présents demandaient au justicier d'apposer son sceau à l'acte. Depuis le XVII^e siècle, ces transports se faisaient cependant régulièrement dans les séances du siège des nobles parce que, eu égard au petit nombre d'assesseurs d'alors, il aurait été difficile autrement de réunir le nombre nécessaire de témoins. Tous les fiefs qui dépendaient directement du prince devaient être transportés de cette manière solennelle; il en était de même des francs-alleux ou des biens allodiaux; quant au transport des arrière-fiefs, il avait lieu devant la cour féodale. Au XVII^e siècle, tous les contrats concernant des fiefs nobles durent être inscrits aux registres du siège des nobles; c'était la réalisation.

donnait un repas aux nobles présents. Le 20 novembre 1690, cette taxe est fixée uniformément à une pistole; plus tard on payait de ce chef quatre par mille. En général, cet argent était également versé dans la caisse du justicier. A partir de 1778, la moitié du vingtième denier entraît dans la caisse de l'État; de l'autre moitié, le justicier dut encore indemniser les assesseurs, mais personnellement, il avait droit au double de l'indemnité d'un assesseur.

Nous avons déjà nommé Jean de La Grange, seigneur de Soleuvre, comme ayant été justicier des nobles. D'après la liste donnée par M^r van Werveke, il était le quatorzième; il apparaît en cette qualité du 24 janvier 1413 jusqu'au 24 février 1443, voire même jusqu'en 1448. Des 37 justiciers, c'est lui qui occupa le plus longtemps ces fonctions importantes. Christophe de Schauwenbourg, seigneur de Preisch, qui était affilié aux seigneurs de La Grange, fut élu justicier en 1544; il présidait le siège pour la dernière fois le 3 février 1552.

On a vu que le justicier pouvait se faire remplacer par un autre noble. Ce remplacement était permis: 1^o si des motifs sérieux l'empêchaient de prendre personnellement part à la journée de justice; 2^o lors d'un procès où lui-même était partie engagée; 3^o lorsqu'il s'agissait de transport de biens lui appartenant ou étant fait à son profit. Par contre, il n'avait pas besoin de se faire remplacer si l'un ou l'autre de ses parents était engagé dans le procès. Pour chaque session judiciaire, le justicier devait donner à son remplaçant une commission spéciale par écrit; on ne trouve que deux exceptions faites à cette règle. Il n'y a donc pas lieu de parler de ces lieutenants du justicier comme ayant occupé un emploi fixe. C'est surtout la famille de Schauwenbourg qui est appelée à ces fonctions.

2. LE CONSEIL PROVINCIAL DE LUXEMBOURG.



e même auteur qui nous a fourni un travail des plus méritoires sur le siège des nobles du duché de Luxembourg, nous donne également de précieux renseignements sur l'organisation du conseil provincial de ce pays.¹⁾

Avant les recherches minutieuses de M. le professeur van Werveke, les auteurs luxembourgeois admettaient indistinctement que ce conseil n'avait été institué qu'en 1444 par Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne. Ces recherches ont prouvé que le conseil de Luxembourg a existé longtemps avant l'occupation du pays par la

1) N. VAN WERVEKE, *Notice sur le conseil provincial de Luxembourg, avant sa réorganisation par Charles-Quint. Publications de la Section historique de l'Institut r. g.-d. de Luxembourg.* Vol. XL, 1889.

maison de Bourgogne. En effet, dès que les grands territoires commencèrent à se former, l'administration en reposait entre les mains du prince, assisté de conseillers, nobles ou ecclésiastiques, et du cellerier ou receveur général. L'évêque de Metz a un pareil conseil déjà en 893, l'archevêque de Cologne en 922, l'archevêque de Trèves en 1158; dès lors il devient impossible d'admettre que le comté de Luxembourg, situé au milieu de ces trois diocèses, ait échappé à l'influence de ses voisins et n'ait pas eu de conseil destiné à assister le souverain, à le guider dans les circonstances difficiles et même à remplir une partie des devoirs incombant au souverain. Aussi, dès le commencement du treizième siècle, peut-on trouver ce conseil. C'est ainsi qu'un document non daté émanant de Thibaut, comte de Bar et de Luxembourg (1197—1214), concernant la pêche dans la Moselle, dit expressément du comte: *prudentialium virorum suorum consilio admovitus et testimonio*. Deux documents de 1277 sont encore plus explicites à cet égard; par le premier, Henri V constate un échange de biens entre Gilles de Rodemack et l'abbaye de Bonnevoie et y donne son consentement, *accedente consensu et favore senioris (partis) consilii nostri*; par le second, *accedente consilii nostri favore pariter et assensu*, il approuve la donation de quelques immeubles faite à la même abbaye par Ide de Luxembourg. Nous renonçons à citer d'autres preuves; nous mentionnerons seulement qu'en 1419 on trouve cités comme conseillers Conrad Bayer, le seigneur de Septfontaines, Jean de Larochette et *Jean de La Grange*.

Quel était le nombre de ces conseillers? Au commencement du mois de février 1444 (jusqu'au 10 ou 11), nous n'en trouvons que deux; mais, déjà le 16 du même mois, le conseil est composé du gouverneur, comme président, et de six autres membres. Cette composition a varié d'ailleurs sensiblement pendant la période comprise entre l'organisation de 1444 et la réorganisation de 1531, due à Charles-Quint. Le conseil provincial comprenait d'abord le gouverneur ou, à son défaut le lieutenant-gouverneur, remplissant les fonctions de président; un certain nombre de conseillers, nommés par le souverain, auxquels le gouverneur ajoutait quelquefois d'autres conseillers nommés par lui directement, mais ne recevant pas de gages ou du moins dont les gages ne pouvaient être payés sur les deniers de la recette du Luxembourg, et enfin un secrétaire et greffier. Ce n'est que plus tard qu'on y voit figurer un président, un procureur général et un avocat général. Des huissiers étaient chargés d'exécuter les ordres du conseil.

Ce conseil avait la direction de toutes les affaires. Le gouverneur, ou en son absence le lieutenant-gouverneur, assisté des gens du conseil, avait en main tout le pouvoir civil et militaire; il nommait et destituait les officiers, faisait publier toutes les ordonnances nécessaires et jugeait les procès d'appel qui étaient autrefois portés devant le conseil du duc de Luxembourg. Cependant, il était permis d'appeler encore des décisions du conseil de Luxembourg au Grand Conseil du souverain. Les parties condamnées par les cours prévôtales, échevinales et seigneuriales, en tant que la décision en matière d'appel n'appartenait pas aux cours prévôtales ou au siège des nobles, s'adressaient au gouverneur et aux gens du conseil. Ceux-ci décidaient aussi dans les causes intentées par le receveur général, ou par

le procureur général, pour autant qu'il s'agissait des droits du prince; seules les affaires concernant les fiefs nobles étaient, comme on a vu, de la compétence du siège des nobles.

La procédure était fort simple devant cette cour de justice et, à moins que les séances ne dussent être suspendues pour un certain temps, assez expéditive. Après que la partie plaignante eût fait citer la partie adverse et exposé ses griefs, celle-ci répondait ordinairement un des premiers jours suivants; rarement l'affaire était renvoyée aux autres journées. Dès qu'un procès ne pouvait être vidé très-vite, le conseil chargeait un ou deux commissaires de l'instruction, de l'audition des témoins et de tout ce que demandaient les besoins de la cause, après quoi, sur le rapport des commissaires, le conseil décidait. On voit même souvent le conseil se réunir en séance extraordinaire, quand il s'agit de quelque affaire demandant une prompt solution.

Nous avons déjà vu que le nombre des membres variait de temps à autre. Lorsque le 24 décembre 1484 les archiducs Maximilien et Philippe règlent la composition du conseil, les conseillers nouvellement nommés sont Conrad Bayer, Bernard d'Ourley, André d'Haraucourt, Jean de Dommarien, Jean Marinier, Gilles de Busleiden et Jean de Weiler. Mais les événements malheureux des années suivantes ne permettant pas au conseil de déployer quelque activité, il est négligé et réduit à deux membres: Bernard d'Ourley et Gilles de Busleiden; l'ordre intérieur étant rétabli un peu, le conseil est complété par l'adjonction de Guillaume et Gaspar de Raville, Gérard, seigneur de Wiltz et *Louis de Chinery*, de sorte qu'il y avait de nouveau six conseillers; vers la même époque, Claude de Carondelet fut nommé président,¹⁾ Thielmann d'Aubange, procureur général. A la fin du XV^e siècle, il y eut même, pendant plusieurs années, huit conseillers ordinaires. En suite d'un décret de Charles-Quint daté de Bruxelles le 19 novembre 1531, le conseil devait se composer de: un président, six conseillers, dont trois nobles (de courte robe) et trois jurisconsultes (lettrés ou de longue robe), d'un procureur général avec son substitut, d'un greffier et de six huissiers.

On aura vu, dans le premier volume, que les seigneurs de La Grange ou les membres de leur famille étaient appelés bien des fois à ces charges honorifiques.

Comme gouverneur,²⁾ nous trouvons maintes fois Jean de Berward, au XIV^e siècle, et Érarard de Gymnich dans la première moitié du XV^e siècle. Le 4 novembre 1480 Claude de Neufchâtel, seigneur du Fay, de Grancey, Soleuvre, Berbourg et Mont-Saint-Jean, échanson héréditaire du pays de Luxembourg,³⁾ est nommé gouverneur, aux gages annuels de 1000 livres, par lettres patentes de Maximilien et de Marie.

En qualité de lieutenant du gouverneur, nous rencontrons Jean de Schauwenbourg, seigneur de Preisch, de 1512 à 1518.

1) Il faut remarquer cependant qu'il n'a jamais exercé ces fonctions.

2) Les gouverneurs portaient au commencement le titre de *dapifer*, de *sénéchal* ou de *drossart*, *truchsess*; ce ne fut qu'au XV^e siècle que celui de gouverneur prévalut.

3) Il fut assermenté en cette qualité le 29 juillet 1473. Lorsque plus tard, le 25 juin 1487, Christophe, marquis de Bade, est nommé gouverneur, Claude de Neufchâtel refuse de quitter son poste et le conserva encore effectivement durant deux années.

Comme président du conseil (le premier ne fut nommé qu'en 1452, jusque-là c'était le gouverneur qui en faisait les fonctions), nous voyons figurer Nicolas de Naves, nommé le 21 novembre 1531. Il fut le premier président du conseil réorganisé par Charles-Quint. Entré comme conseiller ordinaire, le 10 février 1501, il prêta serment entre les mains du gouverneur le 19 avril suivant. Ses gages, portés au commencement à 50 florins par an, sont fixés à 100 fl. par patentes datées de Bruxelles, 3 septembre 1505. Le 9 juin 1515, il devint également receveur général; le 9 mai 1517, il fut encore nommé garde et trésorier des chartes, en remplacement de Henri Hœcklin. En sa qualité de président du conseil, il touchait des gages annuels de 400 livres de 40 gros de Flandre pièce.

Comme membre du conseil on trouve d'abord Érard de Gymnich, chevalier, seigneur de Berbourg, qui avait été déjà conseiller de la duchesse Élisabeth de Gœrlitz. Nous avons dit que Érard de Gymnich remplissait également les fonctions de gouverneur; pour le quartier allemand, sa nomination est datée du 26 août 1413. Comme cependant les gouverneurs ou drossarts ne restaient en fonctions ordinairement que un ou deux ans, il ne faut pas s'étonner de voir cette charge occupée par de nouveaux titulaires, auxquels succèdent souvent d'anciens gouverneurs; c'est ainsi que, du 25 janvier 1421 au 11 mars 1423, on voit de nouveau Érard de Gymnich comme gouverneur après une interruption de plusieurs années. Par lettres-patentes datées de Bruxelles, 21 février 1444, il fut nommé conseiller aux gages annuels de 300 fl. du Rhin.

Jean de Boulay, seigneur de Soleuvre, est nommé conseiller par patentes de Bruxelles, 14 mars 1452, aux gages annuels de 100 fl.

Jean d'Ourley, seigneur de Beaufort, prévôt de Luxembourg de 1462 à 1465 et de Thionville de 1462 à 1468, fut nommé conseiller par patentes de Philippe le Bon datées de la Haye, 2 novembre 1455, aux gages annuels de 100 fl. du Rhin.

Bernard d'Ourley, seigneur de Linster, qui avait été élu justicier des nobles le 21 avril 1475 et confirmé comme tel, par patentes datées du siège devant Neuss, le 2 mai 1475, aux gages annuels de 50 fl., fut nommé conseiller ordinaire le 10 mai 1475, jour auquel il prêta serment comme justicier des nobles; quoique ayant prêté le même jour serment comme conseiller, il n'entra en fonctions que le 28 août suivant.

Louis de Chinery, seigneur de La Grange, figure déjà comme conseiller dans les comptes de l'exercice du 1^{er} octobre 1489 au dernier septembre 1490 avec Guillaume de Raville ainsi que Gaspar de Raville et Gérard, seigneur de Wiltz: tous les quatre nommés par le gouverneur. Tant que ces conseillers n'eurent pas été confirmés par le souverain, ils ne reçurent pas de gages; le seigneur de La Grange fut confirmé le 15 mars 1493, en même temps que Guillaume de Raville.

Comme nous nous sommes déjà occupé de Nicolas de Naves, nous passons à Jean de Schauwenbourg, écuyer, seigneur de Berward, qui fut nommé conseiller, aux gages annuels de 100 livres de 40 gros pièce, par patentes datées de Bruxelles,

18 septembre 1505. Il fut confirmé successivement le 5 janvier 1509 et en 1515, et il prêta serment entre les mains du gouverneur le 29 septembre 1505.

Hartart de Wiltz, seigneur de Schutbourg, fut nommé conseiller, aux gages de 100 fl. par an, en remplacement de feu son frère Gérard, par patentes datées de Bruxelles, 2 juin 1504 ou 1505; il ne prêta serment que le 3 janvier 1506.

Jean de Naves, frère de Nicolas, fut d'abord greffier et secrétaire de l'empereur en son conseil de Luxembourg, nommé par patentes du 7 juillet 1525; il prêta serment, le 28 juillet, entre les mains de Diedrich de Metzenhausen, lieutenant du gouverneur. La nouvelle nomination qu'il reçut le 21 novembre 1531, porta ses gages à 200 livres de 40 gros. Après avoir exercé ces fonctions durant près de 14 années, il résigna le dernier janvier 1539 au profit de Jean Husman. Il fut, vers la même époque, nommé conseiller et prévôt de Marville, mais continua de toucher les gages de 200 fl. qu'il avait eus comme greffier.



CHAPITRE VIII.

ANCIENNES MONNAIES ET MESURES.



our l'intelligence de certaines parties de cet ouvrage, il nous paraît utile de dire quelques mots des anciennes monnaies et mesures. Nous mettrons en partie à profit dans ces notes le travail de M. de Riocour, sur les monnaies lorraines.

On distingue trois espèces de *valeurs monétaires*: les monnaies réelles, les monnaies de compte et les monnaies fiduciaires. Les premières sont en or ou en argent, généralement allié à une quantité de cuivre plus ou moins grande et ont cours pour une valeur sensiblement égale à celle qu'elles auraient dans le commerce en lingots au même titre. Les monnaies de compte sont des valeurs fictives, employées pour fixer, au moyens des ordonnances, la valeur légale des monnaies réelles, et, par suite, leur rapport entre elles. Les monnaies fiduciaires sont, comme leur nom l'indique, des monnaies fictives, qui n'offrent pour garantie que la confiance inspirée par la loyauté et la solvabilité de celui qui les émet (papier-monnaie et billon). De même la valeur de la monnaie est triple: intrinsèque, relative et légale. La valeur intrinsèque d'une pièce de monnaie est le prix auquel elle serait estimée aujourd'hui en lingot, d'après le poids de l'or ou de l'argent pur qu'elle contient, et on appelle valeur relative du numéraire le rapport entre les quantités d'or ou d'argent échangées commercialement contre des objets usuels identiques aux diverses époques. Enfin, on désigne sous le nom de valeur légale, la valeur en monnaie de compte attribuée par les édits aux diverses pièces de monnaie.

Nous n'entendons pas entrer dans beaucoup de détails, ne voulant donner que

les notions jugées nécessaires pour notre travail. Nous ne nous arrêterons donc qu'aux monnaies qui ont plus ou moins de rapport avec cette étude.

Le premier document se rapportant à La Grange, cite la *livre de Halle* (Tyrol) équivalant à peu près à la *livre tournois* qui, ayant été au commencement monnaie seigneuriale des comtes de Tours, devint d'un usage assez général; ensuite la livre de Metz et le denier de Luxembourg. La livre compte 20 sols (solidi) et le sol 12 deniers. Tandis qu'à Luxembourg et dans les environs, on trouve principalement la monnaie luxembourgeoise, on rencontre, dans les comptes du XIII^e siècle, le *denier de Metz* dans presque toutes les localités dépendant du diocèse de Metz: à Thionville, à Ocutrange, à Guentrange et dans les environs. Quel était le rapport de ces différentes monnaies? Le *denier de Trèves* vaut $\frac{3}{2}$ deniers de Tours, car 20 sols de Trèves valent 30 sols de Tours (Domine habent ibidem duas mansiones que solvunt annuatim 20 solidos treverensium vel 30 solidos turonensium. Cartul. de Marienthal, I, 332). Le denier de Luxembourg avait la même valeur que le denier de Trèves soit $\frac{3}{2}$ petits tournois ou deniers de Tours, car d'après l'*Urbar* du comté de Luxembourg 4 livres et 8 sols de monnaie luxembourgeoise valent, en 1309 à Udange-lez-Arlon, 6 livres et 12 sols tournois et, à Attert, 10 sols 6 deniers valent 15 sols 9 deniers de monnaie de Tours. D'ailleurs, une charte du 15 août 1297 dit formellement: « treinte sos de boins deneirs treversens ou luccemburgis corsablez ». Quant au denier de Metz, l'*Urbar* de M^r van Werveke nous dit que 6 livres de Metz valent 8 livres de petits tournois (Furnum bannale in dicta villa de Outringen quod potest valere secundum communem estimationem 6 libras (met.) id est 8 turonensium parvorum), et, comme 6 livres de Luxembourg font 9 livres de petits tournois, le denier de Metz se rapporte au denier de Luxembourg comme 8 à 9. En conséquence nous trouvons pour le XIII^e siècle: le denier de Luxembourg qui équivaut au denier de Trèves, le denier de Metz valant $\frac{8}{9}$ denier de Luxembourg, et le petit denier de Tours, $\frac{2}{3}$ denier de Luxembourg. ¹⁾

Ce sont encore ces mêmes monnaies que l'on rencontre au XIV^e siècle; cependant peu à peu le florin du Rhin, monnaie fabriquée par les Électeurs des cercles du Rhin, gagne le dessus. Au début, ce florin était à la taille de 72 pièces au marc et au titre de 24 carats; en 1383, le florin du Rhin était évalué sur le pied de 6 florins pour 5 francs d'or; un traité de 1405, entre le duc Charles II de Lorraine et le comte Henry de Blâmont, stipule que les paiements se feront en *vieux florins* de 12 gros, ce qui indique qu'il en existait déjà de nouveaux, et, de plus, que ces vieux florins valaient une livre tournois.

Les premiers *florins de Metz* sont probablement ceux que l'empereur Charles IV fit frapper en 1353; ils avaient cours pour 9 gros deniers de Metz; en 1364, ils furent portés à 10 gros 10 deniers, et à 11 deniers en 1384.

Voyons maintenant les monnaies de compte antérieures à la seconde moitié du XV^e siècle. Le florin du Rhin et le florin de Metz sont des monnaies réelles. M. de Riocour dit au sujet du système monétaire antérieur à 1431: « Bien que le système monétaire établi par Constantin le Grand fût resté en usage dans les États formés des

1) Cfr. Die Besitzungen des Priorates Marienthal par le professeur J. B. HEUERTZ.

débris de l'Empire romain, il avait subi de si graves altérations, surtout après les invasions des Barbares, que Charlemagne avait jugé nécessaire de reconstituer l'unité, en opérant une réforme sur les bases suivantes. Les monnaies d'or furent le sol, le demi-sol et le tiers du sol, valant respectivement 40, 20 et 13 deniers $\frac{1}{3}$, et la monnaie d'argent fut le denier avec ses subdivisions; 12 deniers formaient un compte appelé sol d'argent, et 240 deniers ou 20 sols pesaient une livre, d'où il résulte que le denier de cette époque contenait fr. 0.37 d'argent au cours actuel, le sol 4 fr. 50, et la livre 90 francs; enfin que le sol d'or était échangé contre une quantité d'argent valant aujourd'hui 15 francs environ. Comme à cette époque l'or valait 12 fois son poids d'argent, il en résulte que la livre, le sol et le denier de Charlemagne ont respectivement les *valeurs moyennes* de 103 frs., 5 frs. 17 et 0 fr. 42; et c'est à partir du règne de ce prince que l'usage s'établit de compter par livre, sol et denier, usage qui se conserva jusqu'à l'établissement du système monétaire actuel, sans que la livre-monnaie changeât de nom, quoi qu'elle ne contînt plus qu'un quatre-vingt-dixième de son poids primitif d'argent *.¹⁾

La *livre de Metz* varie fort peu, quant à sa valeur intrinsèque, au XIII^e siècle; trois chartes, de 1206, 1211 et 1290, fixent le prix du marc d'argent à 26 sols, 26 s. 4 deniers, et 26 s. 8 d.; la valeur de la livre messine fut donc en moyenne de 45 frs.; car, à cette époque, le rapport du prix de l'or au prix de l'argent était à peu près égal à 12. Au XIV^e siècle la valeur intrinsèque de la livre de Metz baisse de 60 pour cent environ; en 1425 elle n'a plus qu'une valeur moyenne de 16 frs. de notre monnaie. Cependant, ce taux était encore supérieur à celui de la *livre tournois* à cette époque. Mais cette différence ne tarda pas à décroître, car dès 1435 le prix du marc d'or à la Monnaie fut porté de 44 livres à 52, ce qui fit tomber la valeur de la livre déduite de l'or de frs. 19.16 à 16.21. Comme le sol d'argent était à la taille de 80 pièces au marc, et à 11 deniers 20 grains d'aloi, il valait fr. 0.64 et la livre déduite de l'argent frs. 12.70; d'où l'on conclut que la livre moyenne ne valait plus que frs. 14.45. De nouvelles réductions eurent lieu dans le dernier quart du XV^e siècle: en 1478, le florin, qu'on évaluait 13 sols en 1435, fut porté à 18, et le gros, qui jusque-là n'avait valu que 12 deniers, à 18 deniers, ce qui abaissa la valeur moyenne de la livre à 10 frs. Enfin, en 1487, le florin fut évalué 21 sols, et le gros 21 deniers, ce qui réduisit la livre à frs. 7.55. Au commencement du XVI^e siècle, la livre messine était tombée au niveau de la livre tournois et elle s'en éloigna peu pendant près de cent ans.

En dehors de la livre de Halle, les principaux documents concernant La Grange ne mentionnent, pour le XIV^e siècle, que le florin d'or, la livre tournois, et le marc d'argent. En abordant le XV^e siècle, on trouve le florin du Rhin en or valant 32 bons gros de Luxembourg; ce florin, valant vers la même époque 32

1) Les renseignements que l'on possède sur les monnaies des X^e, XI^e et XII^e siècles laissent beaucoup à désirer. C'est seulement à partir du XIII^e siècle que ces données deviennent plus nombreuses et plus détaillées. Au XIV^e siècle, la livre tournois varie subitement, en valeur intrinsèque, de 6 fr. 15 à 17 fr. 68 le 1^{er} octobre 1306, de 20 fr. 26 à 14 fr. 56 le 1^{er} mars 1318, de 9 fr. 12 à 18 fr. 32 du 4 décembre 1329 au 1^{er} avril 1330, de 6 fr. 32 à 16 fr. 22 le 28 octobre 1334, de 14.96 à 8.22 le 24 février 1347, et de 7.17 à 10.92 le 5 décembre 1360. Ces changements très fréquents avaient pour cause des mesures financières, ou plutôt de pitoyables expédients.

beyers, nous en devons conclure que le gros de Luxembourg et le beyer étaient de valeur égale. La même pièce d'or valant 24 albus (blancs ou weissphennig, wysspenningh) ou 24 sols de Luxembourg, respectivement 32 gros, nous en concluons que l'albus, respectivement le sol de Luxembourg vaut $\frac{4}{3}$ de gros.

D'après les « Instructions pour le maître particulier de la monnaie de Luxembourg » du 23 mars 1502, le « denier de fin or nommé *thoison d'or* est de 23 caratz $9\frac{1}{2}$ grains fin, comme ilz ont esté trouvez tenant, fonduz ensemble, et de 54 et demy au marc de Troyez, au remède d'ung demy grain fin en alloy et de demy estreling pour le marc en poix et non plus, qui aura cours aud. pays de Luccemburch pour 50 patars de Brabant et de Flandre, ou pour 57 gros monnoye de Lucembourch. »

Le *florin Philippus* « tiendra 15 carats 11 grains, le noble Henricus compté pour fin, et de 74 au marc de Troyes, alliez de 6 carats 6 grains d'argent fin, et ung carat 7 grains du cuyvre; et aura cours pour 25 patars monnoye dite, ou pour 28 gros 6 deniers de lad. monnoye de Lucembourg, au remède d'ung grain et demy en alloy et de trois fierlins en poix sur chascun marc d'œuvre. »

En fait de *deniers d'argent*, ces instructions mentionnent; le *double gros de Luxembourg* « dont les seize auront cours pour un florin de Rijn des électeurs, et seront tenant 7 d. 12 grains fin en alloy et de $88\frac{1}{2}$ en taille au marc de Troyes, au remède d'ung grain fin en alloy et de ung esterling en poix sur chascun marc d'œuvre. » Le *gros de Luxembourg*, « dont les 32 auront cours pour ung desd. florins des électeurs et tiendront 5 d. 12 grains fin, et seront de 130 au marck de Troyes en la taille, au remède de ung grain fin en alloy et de deux d'iceulx deniers en poix sur chacun marc d'œuvre. » Le *demi-gros de Luxembourg*, « dont les 64 aueront cours pour ung desd. florins des électeurs; et tiendront 4 d. 12 grains, et seront de 216 en taille ou marc de Troyes, au remède d'ung grain fin en alloy et de quatre d'iceulx deniers en poix sur le marc d'œuvre ». Nous trouvons ensuite un denier blanc dit *ung quart desd. gros de Luccembourch*, dont les 128 ont cours pour un florin d'or des électeurs. Le *denier de Luxembourg* dont les 384 valent un florin d'or du Rhin et les 24 ont cours pour un double gros, les 12 valant un gros. Le demi-denier de Luxembourg dont les 768 valent un florin d'or du Rhin.

Une ordonnance donnée à Malines le 18 avril 1502 et touchant la monnaie de Luxembourg, nous fournit entre autres les renseignements suivants :

« Et premièrement que les deniers d'or, ayant leur vray poix, et les deniers d'argent cy-dessous spécifiez et nulz aultres auront doresenavant cours en nosd. duchié de Luxembourg et conté de Chiny, et ès ressors, enclavemens et appendences d'iceulx, aux pris et en la forme et manière qu'il s'ensuit. Assavoir, le thoison d'or, que l'on forge présentement par tous noz pays et seigneuries, de 54 et demi au marc, 57 gros de Luxbg. qui valent 50 patars de Brabant.

« Le florin d'or Philippus, de 74 au marc, 28 gr. 6 d. — 25 patars.

« Les bons florins de Rhin des électeurs et nulz aultres, de 75 au marc, 32 gr. — 28 p.

« Le noble à la rose, de 32 au marc, 97 gr. 2 d. — 85 patars.

« Le noble Henricus d'Angleterre, de 36 au marc, 85 gr. 9 d. — 75 p.

« Le noble de Flandres, de 36 au marc, 82 gros 4 d. — 72 p. — Les demi et quars d'iceulx nobles à l'advenant.

« L'angelot d'Angleterre, de 48 au marc, 64 gr. 9 d. large — 56 patars et 2 tiers. — Les demi à l'advenant.

« Le lion d'or de 59 au marc, 50 gr. 4 d.; 44 p. — Les deux tiers à l'advenant.

« Le rijder d'or de 70 au marc, 44 gr. 7 d.; 39 p.

- « L'escu de France au soleil, de 70 au marc, 41 gr. 8 d.; $36\frac{1}{2}$ p.
- « L'escu vielz aux couronnes, de 72 au marc, 40 gr. 7 d. — $35\frac{1}{2}$ p.
- « Le ducat d'Hongerie, de 69 au marc, 44 gr. 7 d.; 39 pat.
- « Le ducat d'Italye, de 72 au marc, 42 gr. 10 d.; $37\frac{1}{2}$ pat.
- « Le salut de 72 au marc, 42 gr. 10 d.; $37\frac{1}{2}$ pat.
- « Le guillermus, de 72 au marc, 33 gr. 2 d.; 29 pat.
- « Le scutkin, de 73 au marc, 40 gr. 7 d.; $35\frac{1}{5}$ pat.
- « Le florin de Bourgoigne, de 74 au marc, 33 gr. 2 d.; 29 p.
- « Le rijdre de Geldres, de 74 au marc, 27 gr. 5 d.; 24 p.
- « Le florin d'Utrecht David aux armes de Bourgoigne et nulz autres, de 76 au marc, 27 gr. 5. d.; 24 patars.
- « Le clinckaert Philippus, de 76 au marc, 24 gros; 21 patars.
- « Le pietre, de 76 au marc, 29 gros 8 d.; 26 patars.
- « La maille Frédericus et des Bavières de 78 au marc, 23 gr. 5 d.; $20\frac{1}{2}$ patars.
- « Le postulaet aux armes de Bourbon et ceulx à chat de 81 au marc, 18 gr. 10 d.; $16\frac{1}{2}$ patars.

Deniers d'argent.

- « Premièrement les vieulx doubles gros de Luxbg. et les nouveaulx que l'on forgera doresnavant en nostre duchié de Luxbg. auront cours les 16 pour ung bon florin d'or des électeurs, qui est la pièce 24 d. de Luxbg.
- « It. les sengles gros d'iceulx, y compris les vieulx gros de Bavières, faiz à Luxbg. auront cours les 32 pour led. florin des électeurs, qui est la pièce 12 d.
- « It. les demi-gros et quars de gros d'iceulx vaudront à l'advenant.
- « It. les derniers faiz à Luxbg. vielz et nouveaulx auront cours pour 1 d. gros; les demi-deniers d'iceulx à l'advenant.
- « It. les vielz raider-wiespenninch des électeurs auront cours les 27 et 6 d. de Luxbg. pour ung desd. florins, qui est la pièce 14 d. de Luxembourg.
- « Le grant réal d'argent 6 patars dite monnoie.
- « Le denier au thoison, 3 patars; le double patart que l'on forge pour le présent, 2 patars; le sengle d'iceulx ung patart; le double à deulx griffons, ceulx aux deux heaulmes et ceulx à la couronne, 2 patars et 3 quars; les sengles et quarts à l'advenant; les doubles à deux lyons, y compris ceulx de Malines et de Bourbon, 2 patars et ung quart; le teston de Milan, 9 patars; le teston de Savoye, 8 patars; le blanc de France, aiant entre le croix deux fluers de lys et deux couronnes, ung patart.
- « Et fait à entendre que les 7 desd. patars de Brabant valent 8 desd. sengles gros de Luxembourg, Lesquelz deniers d'or, aiant leur dit poix et les deniers d'argent dessusnommez et nulz autres, de quelque pays ou seigneuries qu'ilz soient auront doresnavant cours en nosd. pays de Luxbg. et conté de Chiny, comme dit est et non aultrement, saulf et réservé que, à cause que aucuns desd. deniers d'or ne sont égaulx en leur droit poix et que les aucuns sont ung peu plus pesans et les autres plus légiers, ilz pourront estre allouez et avoir cours plus légiers d'un deuxkin ou deux grains sur la pièce que leurd. poix et non plus; et tous autres deniers d'or et d'argent cy-dessus non spécifiez ne déclairez sont et seront deffendu et reputez pour billon ». ¹⁾

En 1515, on trouve mentionné le *petit florin de Luxembourg* (slechter luxemburger gulden) valant 21 gros 4 phennings; ce même florin est calculé dans quelques comptes pour 24 beyers.

Relevons ici qu'au XVI^e siècle la livre messine, au lieu de se partager comme autrefois en 20 sols de 12 deniers, fut divisée en 24 sols de 10 deniers. ²⁾

Au commencement du XVII^e siècle, la livre de Metz valait encore environ fr. 2.50 de notre monnaie; en 1612, le florin au titre de 17 carats $\frac{3}{4}$ et à la taille

1) Cfr. N. VAN WERVEKE, *Recueil de documents concernant l'Atelier monétaire de Luxembourg*.

2) LENOBLE, dans son *Traité de la Monnaie de Metz*, attribue ce changement à l'introduction du Carolus français, ou Blanc au K. valant 10 deniers, que le peuple appela sol, nom autrefois synonyme de gros. Il en résulte que la livre fut indifféremment représentée par le gros de 12 deniers ou 24 sols de 10 deniers.

de 74 pièces au marc ayant été émis pour 5 francs 6 gros de Metz, et le teston à 9 deniers 6 grains d'aloï et à la taille de $26\frac{1}{2}$ pièces au marc, pour 15 gros de Metz, la livre déduite de l'or tomba à fr. 2.46 et la livre déduite de l'argent à fr. 1.93; ce qui donne une valeur moyenne de fr. 2.23 à la livre de Metz à cette date. En 1650, époque à laquelle le florin valait 8 fr. 10 gros de Metz, le reisthaler ou rixdaller qui était à 10 deniers 14 grains d'aloï, et à la taille de $8\frac{1}{2}$ pièces au marc, valait 6 fr. 8 gros de Metz. En conséquence, la livre déduite de l'or, la livre déduite de l'argent et la livre moyenne valaient respectivement fr. 1.61, 1.43 et 1.50 de notre monnaie.

Le florin du Rhin, dont nous avons déjà parlé, a subi également de nombreuses variations. A la fin du XIV^e siècle, il était évalué au même taux que le florin de Florence, c'est-à-dire fr. 11.50 environ; mais il ne tarda pas à baisser de valeur, ce que l'on doit attribuer à la diminution de son poids et surtout à l'introduction d'une assez forte proportion d'alliage. C'est ainsi qu'en 1383 sa valeur est fixée à 10 gros et en 1401 à 11 gros; elle est de 12 gros en 1424, de 14 gros en 1427, de 15 gros en 1431, de 18 gros en 1473, de 20 en 1476, de 24 en 1490, de 30 en 1538, de 39 en 1572, de 45 en 1581, de 52 en 1611, de 56 en 1628 et enfin de 120 gros en 1698. Quelle était la valeur intrinsèque de ce gros? Vers la fin du XIV^e siècle, il valait un dixième de florin et un cent-vingtième seulement trois siècles plus tard. Si donc le florin du Rhin peut être évalué à fr. 11.50 depuis 1360 jusqu'en 1420 (la livre tournois comptant pendant ce temps 12 gros), sa valeur est de fr. 10.50 de 1420 à 1430 (la livre tournois étant comptée pour 15 gros), de 9.50 de 1430 à 1480 et de fr. 8.40 à partir de cette époque jusqu'à la fin du XVI^e siècle.

Pendant la première partie du XV^e siècle, ces florins sont désignés généralement sous le nom de vieux florins à 12, 15 ou 16 gros, selon l'époque, pour les distinguer des florins à 10 gros, monnaie d'or contenant beaucoup plus d'alliage et valant intrinsèquement frs. 7.50, tel le florin de Metz qui, en 1435, avait une valeur intrinsèque de frs. 7.45 et avait cours pour 10 gros de Lorraine.

Un compte des recettes et des dépenses de la prévôté de Thionville, qui fut dressé par Frédéric Francequin en 1604, nous donne de la manière suivante le rapport entre différentes monnaies y figurant: «et se faict ce présent compte en livres de quarante gros monnaye de Flandres chascun ou ving solz pièce, douze deniers de Luxembourg pour le solz, huict deniers dud. Luxembourg pour ung gros foible monnaye; item le groz de Metz vaillant deux patars, les dix groz de Metz vaillant ung desdit livres.» Et plus loin: «item est à scavoir que . . . les rentes en deniers qui se payent en monnaye de Metz à scavoir ving gros pour une livre, quatorze gros de Metz pour trente-deux groz monnaye de Luxembourg; item douze deniers pour ung groz; item quatre angelines pour ung denier, et le florin de Luxembourg faict trente-deux groz.»

D'après ces données, une livre valait donc 40 gros de Flandre ou 20 sols, le sol vaut 12 deniers de Luxembourg, le gros de Metz vaut 2 patards et les 10 gros de Metz valent une livre. Le florin de Luxembourg compte 32 gros, 12 deniers font un gros et 4 angelines, un denier.

Ces mêmes données sont confirmées en général par d'autres comptes. Nous ne mentionnerons que le cartulaire de Grevenmacher qui se trouve aux archives du gouvernement grand-ducal à Luxembourg. Là on lit: « Les trente sols de petite monnoye repris par aucuns articles dud. compte y sont couchés en recepte pour 17 sols six deniers, lesquels 17 sols 6 deniers, monnoye de Brabant, multipliés par 12 deniers font pareillement 210 deniers, lesquels repartis par trente se treuve que chacun desd. sols de petite monnoye porteroit 7 deniers de Brabant, de sorte que les 20 gros, monnoye de Luxembourg, et les 30 sols de petite monnoye serait une même chose. Est encor à noter qu'un desdits gros foit demy batz et un batz 2 gros. Item que les 32 gros font un florin d'or, cominune monnoye de Luxembourg de 28 patars, monnoye de Brabant. » Et plus loin, nous lisons: « . . . et ce apparemment à raison que d'ancienneté les monnoies du pays de Luxembourg étoient calculées sur un autre piest, que depuis que led. pays a esté annexé avec les autres provinces des Pays-Bas; bien est-il qu'ayant calculé et réduit les monnoies dud. compte à l'ave-
nant des gros, monnoye la plus ordinaire avec laquelle les rentes seigneuriales dud. pays se payent, avons trouvé qu'un gros de Luxembourg fait 7 priquettes qui font monnoie de Brabant $10\frac{1}{2}$ deniers et ce à raison d'un denier et demy pour chacun gigot ou priquette, de sorte que les 20 gros monnoye de Luxembourg à raison comme dessus de $10\frac{1}{2}$ deniers pour le gros font en celle de Brabant 210 deniers, lesquels repartis par 12 deniers pour un patard de Brabant se treuve que lesd. 20 gros, monnoie de Luxembourg, font en monnoie de Brabant 17 patars 6 deniers. »

Le rapport entre le patard et le gros, est donc comme 7 à 8; la livre ne comptant que 20 sols se rapporte au florin d'or comme 5 à 7. Huit florins d'or p. ex. valent 11 livres 4 sols; 84 sols valent 4 livres 4 sols; 6 gros font $5\frac{1}{4}$ patards.

Quatorze gros de Metz, valant 32 gros de Luxembourg, il en résulte que le gros de Luxembourg vaut $\frac{7}{16}$ du gros de Metz, en conséquence 22 gros de Metz font 22 livres 4 sols monnaie de Luxembourg. Le rapport entre la monnaie ordinaire et la petite ou faible monnaie est comme 11 à 7 ou mieux comme $10\frac{1}{2}$ à 7, ce qui fait que nous trouvons des indications comme les suivantes: 9 sols de petite monnaie font 5 sols 3 deniers ordinaires, 16 sols de petite monnaie font 9 sols 5 deniers, 27 sols de petite monnaie font 15 sols 9 deniers.

Un *batz* faisant 2 gros, un demi-batz équivaut un quart de réal.

Le *thaler* qui figure au compte des recettes et des dépenses de 1574 vaut 3 florins, car la vente de 42 maldres de froment, à 17 florins le maldre, est mise en compte pour 238 thalers; il représente aussi 30 sols, soit 10 sols pour le florin. Le thaler valant également 30 stuvres, il en découle la valeur de cette dernière expression.

Dès la première moitié du XIV^e siècle, les titres lorrains font souvent mention du franc qui se subdivisait en 12 gros. En Lorraine et en Barrois le franc était, au XIII^e siècle, le denier d'or français; pendant la première moitié du XIV^e il devint monnaie de compte, valant 12 gros de Lorraine. De nombreux titres prouvent qu'à partir de cette époque jusqu'à la fin du premier tiers du XV^e siècle, le franc a été égal à la livre tournois; mais à partir de 1430, il n'est plus évalué dans

les comptes que 16 sols tournois ou $\frac{4}{5}$ de livre. Au XIII^e siècle, le gros tournois était généralement à 12 deniers d'aloi, argent-le-roi, et à la taille de 58 pièces au marc, ce qui lui donne une valeur intrinsèque de fr. 0.80; sa valeur légale était de 12 deniers tournois; ensuite l'aloi ne fut que de 4 deniers et la taille de 100 pièces au marc, la valeur légale s'élevant à 15 deniers. A partir de 1360, le gros fut rétabli à 12 deniers d'aloi, mais à la taille de 90 pièces au marc seulement, ce qui porte sa valeur intrinsèque à fr. 0.70 de notre monnaie; cependant il conserva sa valeur légale de 15 deniers jusqu'en 1421 où cette valeur est fixée à 20 deniers tournois valant $12\frac{1}{2}$ deniers d'aloi, à la taille de $86\frac{1}{2}$ pièces au marc. En 1429, le gros valait 20 deniers en Lorraine aussi bien qu'en France et, comme le franc barrois contenait 12 gros, il en résultait qu'il valait 240 deniers, soit une livre tournois de 20 sols de 12 deniers. Lorsque, par l'ordonnance du 5 novembre 1429, le roi Charles VII supprima le gros et réduisit le blanc, qui valait 10 deniers ou un demi-gros, à 8 deniers, le gros resté en usage en Lorraine et en Barrois continua à y être compté pour 20 deniers du pays, et seulement pour 16 deniers de France. Par suite, le franc lorrain ne valut plus que 16 sols tournois au lieu de 20. Vers la fin du XV^e siècle, le franc barrois tomba à 15 sols tournois, puis à 13 sols 7 deniers et enfin à 13 sols 4 deniers, c'est-à-dire que 3 francs étaient évalués 2 livres. En 1496, la valeur moyenne du franc est de frs. 3.67, en 1550 cette valeur fut de frs. 3.06, en 1600 de 1.91, en 1650 de 0.91, en 1700 de 0.70, en 1750 de 0.34 et en 1790 de fr. 0.33. Par contre, le franc de Metz valait en 1450 6 frs.; en 1500, 3.30; en 1550, 2.40; en 1600, 1.50; en 1625, 1.20; en 1650, 0.90; en 1675, 0.70 et en 1693, 0.66. ¹⁾

1) Nous donnerons encore ci-après quelques notes reproduites dans un article du «Jahrbuch für Geschichte, Sprache und Litteratur Elsass-Lothringens», 1898. Il s'agit du rapport entre la monnaie allemande et celle de France en 1634.

Pfenning ou Heller. — C'est la plus basse monnoye qui soit, elle est faite en teste de cloux blancs de bahuts, les deux valent un liard, et par conséquent les huit un sol. Le Heller de Strasbourg a un H dessous la fleur de lys. Le Pfenning d'Alsace en vaut deux d'autre pays: par ainsi ils valent un liard pièce. Les Lorrains appellent ceux-cy des Blancs.

Krentzer. — Le Kreutzer vaut deux liards ou pfennigen de Strasbourg, les Lorrains l'appellent demi-gros.

Halberbatz ou Halbbätzle. — C'est une pièce valant un sol, les Palatins et voisins l'appellent weispfenning, les Lorrains un gros.

Batz. — Batz est une pièce de deux sols, ou deux gros.

Schilling. — C'est une pièce de trois sols, ou 3 gros, ou 12 liards.

Gulden. — C'est un florin, ou quinze bats, ou 30 sols ou 30 gros, ie n'en ay iamais veu en espèce.

Guldenthaler. — C'est un Risdale, ayant l'effigie d'un prince, au milieu, ou en bas duquel il y a le nombre de 60; il vaut vingt bats ou quarante sols ou gros.

Goldgulden. — Pièce de bas or, ressemblant fort aux jectons de Nuremberg, ils valent icy deux florins ou 60 sols, ou trois livres.

Pistolet ou halbduplon. — C'est une demi-pistole, qui vaut icy trois livres dix huit sols, et parfois quatre livres, et le pistol le double.

Ducat. — Le ducat vaut trois florins ou quatre livres et demie.

Rosennobel. — Un Noble à la rose vaut trois escus, ou neuf livres, parfois on le met pour 4 Risdales.

Les *Patacons* s'appellent kreutz haler (sic) et ne valent qu'autant que les Risdales.

L'*escen sol*, qu'ils appellent Sonnenkron vaut toujours 2 ou 3 sols moins que le ducat.

Table des *Monnaies françaises* en usage en Lorraine au XVIII^e siècle.

Ordonnances.	Métal.	Dénomination	Valeur in-trinsèque	Observations.
1693. 1 ^{er} oct.	Or à 22 k.	Louis de 1693	21 fr. 32	En 1700 : 13 l.
1701. 4 oct.	id.	— 1701	21 32	
1704. 1 ^{er} mai	id.	— 1704	21 32	En 1708 : 13 l.
1709. 1 ^{er} mai	id.	Louis au huit L.	25 76	En 1709 : 20 l.
1715. 1 ^{er} déc.	id.	— aux bâtons royaux	25 76	En 1715 : 20 l.
1716. 1 ^{er} nov.	id.	— de Noailles	38 62	En 1716 : 30 l.
1818. 1 ^{er} mai	id.	— à la Croix de Malte	30 91	En 1718 : 36 l.
1720. 1 ^{er} sept.	id.	— au deux L.	30 91	En 1720 : 54 l.
1723. 1 ^{er} août	id.	— Mirliton	20 61	En 1723 : 27 l. En 1726 : 24 l.
1726. 1 ^{er} juin	id.	— aux deux Écussons	25 76	En janv. : 20 l., en mai : 24 l.
1785. 30 oct.	id.	Louis de 1585	24 15	
1791. 9 avril	id.	Louis constitutionnel	24 15	
1793. 5 févr.	id.	Pièce de 24 livres	24 15	
1693. 1 ^{er} oct.	Argent à 11 den.	Écu de 1693 de 9 au marc	5 54	En 1701 : 3 l. 8 s.
1701. 4 oct.	id.	— 1701 —	5 54	— 3 l. 16 s.
1704. 1 ^{er} mai	id.	— 1704 —	5 54	En 1704 : 4 l.
1709. 1 ^{er} avril	id.	Écu aux 3 cour. de 8 au marc	6 23	En 1709 : 4 l. 16 s.
1715. 1 ^{er} déc.	id.	Écu de 1715 —	6 23	En 1715 : 5 l.
1718. 1 ^{er} mai.	id.	— 1718 de 10 au marc	4 99	En 1718 : 6 l., en 1720 : 9 l.
1720. 10 mars	id.	— 1720 —	4 99	En 1720 : 9 l., en 1724 : 4 l.
1724. 1 ^{er} sept.	id.	— 1724 de 10 3/8 au marc	4 81	
1726. 26 mai	id.	— 1726 de 8 3/10 au marc	6 01	6 livres. 1/2, 1/5
1741. 24 mars	id.	— 1741 —	6 01	1/10, 1/20
1774. 23 mai	id.	— 1774 —	6 01	id.
1791. 9 avril	id.	Écu constitutionnel	6 01	id.
1793. 6 fév.	id.	Pièce de 6 livres	6 01	id.

Table des variations moyennes du rapport de la valeur de l'or à celle de l'argent dans les monnaies aux diverses époques, et coefficient de correction.

Dates	Rapport	Coefficient pour l'or.	Coefficient pour l'argent.
800	12	0 89	1 15
»	»	»	»
1300	12	0 89	1 15
1350	9	0 80	1 36
1400	10	0 82	1 27
1450	11	0 85	1 20
1500	11 6	0 87	1 15
1550	11 2	0 85	1 20
1600	11 2	0 86	1 18
1650	13 6	0 94	1 07
1700	15 4	0 99	1 01
1750	14 5	0 96	1 04 1/2

1) Ces coefficients sont destinés à calculer la valeur *moyenne* d'une monnaie. Ils ont été obtenus

L'unité des *mesures agraires* se nommait généralement *journal* (jour) pour les terres et les vignes, *fanchée* pour les prés, et *arpent* pour les bois. D'après les ordonnances de 1598 et de 1601, le journal devait contenir en Lorraine 250 toises carrées de Lorraine (la toise valait 10 pieds, le pied 10 pouces et le pouce 10 lignes), ¹⁾ soit 20 ares 44 centiares, et en Barrois 400 vergeons ou 100 perches de Bar carrées, soit 34 ares 67 centiares. Mais ces prescriptions ne furent jamais exécutées d'une manière complète. Toutefois on peut estimer en général que, dans la Lorraine centrale, le journal a environ 20 ares, dans le pays de Vic et les terres d'Évêché, 23 à 24 ares, dans le Barrois et dans le pays Messin, 34 à 35 ares, et 21 ares dans le Toulinois et le Verdunois. Le journal ou arpent, qui était d'usage dans le duché de Luxembourg, contenait 34 à 35 ares; il équivalait donc à l'arpent du pays messin et, à peu près, à l'arpent de Paris qui avait 32.400 pieds carrés ou 34.189 ares. Plus tard, on se sera servi de l'arpent ou jour dit de Saint-Lambert, usité autrefois tant à Thionville que dans les environs et ayant une étendue de 160 verges carrées, chaque verge de 15 pieds 9 pouces du roi, ²⁾ ce qui fait en mesure métrique 41 ares 88 centiares 1295060640.

À côté de l'unité, des fractions du journal sont parfois portées en compte: un demi-journal, un quart, un huitième de journal, etc. Parfois on trouve également l'expression de *charrue* pour mesure agraire. On entend par *charrue* la quantité de terre que chaque charrue peut labourer. Le terme *bonnier* est aussi quelquefois employé pour journal.

La *mouée*, que l'on trouve souvent comme mesure des vignes, valait, d'après Teissier, 8 ares 37.6 centiares; dans les environs de Metz, elle n'était que de 4 ares 44 centiares; à La Grange, par contre, elle contenait exactement 5 ares. Littré s'exprime ainsi sur la mouée: « Ce paraît être une application particulière du bas-latin *modiata* (de *modius* = boisseau), une mouée se disait d'une certaine mesure de terre qui, pour l'ensemencement, exigeait une boisselée de grain, *modiata*. » Larousse en dit: « Mouée = 4.4 ares, mesure agraire dans laquelle on pouvait mettre un *muil* de semailles. »

d'après les formules suivantes: V_o et V_a étant les valeurs déduites de l'or et de l'argent, V_m la valeur moyenne, et R le rapport des prix de l'or et de l'argent à une époque donnée, on a:

$$V_m = \frac{V_o + V_a}{2} \text{ et } \frac{V_o}{V_a} = \frac{15.51}{R}$$

D'où on déduit:

$$V_m = \frac{V_o (15.51 + R)}{2 \times 15.51} = \frac{V_a (15.51 + R)}{2 R}$$

Les coefficients sont les résultats du calcul de $\frac{15.51 + R}{2 \times 15.51}$ pour l'or et de $\frac{15.51 + R}{R}$ pour l'argent.

Cfr. M. DE RIQCOUR. *Les monnaies lorraines*.

1) Dans la Lorraine centrale la toise valait 2^m859, dans la Lorraine allemande 3^m302, la toise de Bar avait 2^m944, la toise de Metz 2^m977, celle de l'Évêché 2.707, celle de Toul 2.910 et celle de Verdun 2.653.

2) La toise ou 10 pieds valant, pour la Lorraine allemande 3^m3, le pied vaut 0.33 soit à peu près le pied du roi qui était de 0^m32484; les 15 pieds du roi valent donc 4^m8726, en y ajoutant les 9 pouces par 0.24363, on obtient pour la verge de Thionville 5^m11623; la verge carrée a donc 26^m 1758094129; le pied du roi a 12 pouces.

L'étendue des prés est souvent indiquée d'après le revenu en *foudre* (plaustrum, plaustrata) de foin.

L'*arpent*, mesure d'ordonnance pour les bois et aussi pour les eaux, faisait 51 ares 72 milliares. Il se composait de 100 perches carrées, à 22 pieds l'une.

Pour les *mesures de capacité* nous avons d'abord, pour les grains, le *maldre* de Thionville qui comptait 10 *bichets* ras ou 8 bichets combles; il équivalait à 212 litres 32 centilitres; il contenait $16\frac{1}{2}$ boisseaux de Paris. Le maldre de 10 bichets combles pour l'orge valait 291 litres 24 centilitres ou 23 boisseaux de Paris. La *pinte* de Lorraine valait 1 litre 22, la quarte avait 2 pintes ou 2 litres 44 centilitres; le bichet avait 12 quartes ou 24 pintes et le resal 4 bichets, d'où il résulte que le resal valait 117 l. 12. La pinte du Barrois était de (l. 07; 16 pintes faisaient 1 bichet ou 17 l. 09; le muid (546 l. 90) avait 32 bichets ou 512 pintes.

D'après le compte, cité déjà plusieurs fois, des recettes et des dépenses de la prévôté de Thionville, les 10 setiers de grains valent un maldre, mesure de Thionville et « quatorze stiers combles dicte mesure de Metz, quand à l'advenir font ung maldre mesure dudit Thionville. » Le *fas*, qui figure dans certains comptes touchant la seigneurie de La Grange, est le quart du setier: 4 fas font un setier et 10 setiers un maldre.

La *hotte* de Thionville était de 20 pots et contenait 41 litres 74 l. Pour le mesurage de l'huile, la hotte était divisée en 16 pots; elle contenait 41 litres 408. La *corde* en usage pour le cubage du bois de chauffage, était celle des eaux et forêts (128 pieds cubes) 3 stères 839 l. A Metz, elle mesurait 4 stères 387.

La *livre*, poids de marc, était seule en usage; elle valait 0.4895 kilogr.

M. de Riocour donne de la manière suivante les mesures pour les liquides:

Lorraine avant 1700		litres
Demi-pinte ou chopine		0.61
Pinte		1.22
2 — = pot		2.44
8 — = 4 — = setier		9.79
32 — = 16 — = 4 — = mesure		39.17
256 — = 128 — = 32 — = 8 — virli		313.36
Lorraine après 1700.		
Demi-pinte ou chopine		0.61
Pinte		1.22
2 — = pot		2.45
36 — = 18 — = mesure		44.07
252 — = 126 — = 7 — = virli		308.50

Il nous reste à dire en particulier quelques mots sur les *mesures de vin*. Ici, nous trouvons d'abord le *foudre* (du vieux allemand fuodir « charretée ou voie) ou la « charrée », charretée (carrada, plaustrum), l'*aimé* (aulme, aume, en allemand ohm,

du vieux allemand âma, en latin « hama », seau, eimer) que nous traduirons par muid; la *lagna*, le *setier*, la *quarte* et la *petite quarte* nommée parfois *quarteron*. Ces diverses mesures sont de capacités différentes suivant les localités où on les rencontre. Pour les environs de Prüm, Césarius donne pour le foudre, en 1222, 6 muids ou 5 aimes (nommés également *situlae* ou eimer); plus tard on compte, à Trèves et dans les environs, $5\frac{1}{2}$ muids pour le foudre; alors le muid contient assez généralement 30 setiers, nombre qui varie cependant d'après la contenance plus ou moins grande du setier. Il en est de même des quartes dont on compte 15 à 36 par muid (Cfr. Dr J.-B. Heuertz, *Die Besitzungen des Priorates Marienthal* etc.). D'après les indications contenues dans « le cartulaire du prieuré de Marienthal », on compte à Oeutrange (Lorraine) 20 setiers par muid (40 sextaria vini que faciunt duas amas). Mais le même cartulaire parle encore d'une autre mesure de vin, que l'on traduit aussi parfois par muid: 64 sextaria (vini) parve mesure, que faciunt 48 sextaria magne mesure; que estimantur pro 4 modis, 12 sextaria pro modio computando (Dr N. van Werweke, p. 318). Dans le même ouvrage, p. 320, on trouve: 4 sextaria vini parve mesure que faciunt tria sextaria magne mesure. Ce muid contient donc 12 setiers de grande mesure; en général le petit setier ne fait que trois quarts du grand. Ducange dit du muid: modius = mensura liquidorum, constans 16 sextariis. La quarte est ou bien la quatrième partie de l'aime (muid) et, dans ce cas, elle équivaut généralement au grand setier, ou elle est la quatrième partie du setier. Au XIV^e siècle, on comptait dans la ville de Luxembourg 100 quarterons par muid. La lagna ne semble avoir été qu'une mesure locale; on la trouve p. ex. à Grevenmacher où elle forme le quart du muid. Le compte de la prévôté de Thionville, dressé en 1604 par Frédéric Francequin, receveur des ville et prévôté de Thionville, relate ce qui suit au sujet de ces mesures: « Item vingt stiers de vin trouble pour ung muid, quatre quarts pour stier et six muids pour la charrée et deux muids pour la queue (queue). » Réduisons la valeur de ces différentes mesures en litres et nous trouvons, en somme, les mesures telles qu'on les employait encore sur la Moselle luxembourgeoise il y a à peine 40 années. Le muid ou l'aime, l'ohm des Allemands, l'aume luxembourgeoise vaut 160 litres; la charrée (foudre valant 6 muids, aimes), était de 960 litres; 20 setiers faisant un muid, le setier équivaut à 8 litres; la queue ayant la contenance de deux muids, elle valait 320 litres. Ajoutons que la lagna vaut 40 litres; la grande quarte équivaut à $\frac{1}{4}$ de setier = 2 litres; la petite quarte contenait $1\frac{1}{2}$ à 2 litres et le muid lorrain 96 litres. Nous répétons que la valeur de ces mesures diffère beaucoup d'une contrée à l'autre; cependant, pour La Grange, nous croyons devoir nous tenir à celle susindiquée. Le muid varie p. ex. de 96 à 288 litres; en Prusse, il valait 137.404 litres.



CHAPITRE IX.

BIENS SEIGNEURIAUX.

1. LES BIENS SEIGNEURIAUX EN GÉNÉRAL, CHAMPS LABOURABLES ET JARDINS.



uel était l'ancien état des biens seigneuriaux? Nous tâcherons de dresser cet état d'après les données qui sont à notre disposition.

En 1386, Waleran de La Grange et son épouse Anne de Volué font donation à Jean de Soleuvre et à Anne d'Atzinrode de leur maison forte de La Grange, proche de Thionville, avec toutes ses appendances et dépendances, soit avec jardins, vergers, prairies, champs, pâturages, vignes, bois et eaux situés, tant en dehors qu'à l'intérieur du rayon de la ville de Thionville, ainsi qu'une maison sise près de l'église de Thionville avec la grange y attenante et des rentes de vins sur la Moselle et ailleurs. Une partie des vignes était cependant tenue en fief des seigneurs de Milbourg et de Berg.

Pour le moment, nous n'avons l'intention que de nous occuper du territoire proprement dit de la seigneurie; nous faisons abstraction de toutes les dépendances situées en dehors du rayon du domaine seigneurial, tout en tenant compte cependant des propriétés sur les bans de Manom, de Garsch et de quelques territoires voisins. Nous n'osons nous prononcer affirmativement sur la question de savoir si, au commencement, le territoire de ces deux villages ne formait qu'un ensemble avec celui de La Grange. De bonne heure déjà, nous voyons les seigneurs de Berg,

affiliés à ceux de Ham et de Milbourg, tenir certaines parties à Garsch et à Manom. Rappelons seulement quelques faits. Au mois de décembre 1386, Wiric, seigneur de Berg, vendit à Nicolas de Rychersberg, juge et échevin à Thionville, et à son épouse Catherine huit maldres de seigle à prendre sur ses cens et rentes à Manom (Mœnhem) et à Garsch (Garscheit);¹⁾ le 10 avril 1392, la noble dame Aleïde de Bubbingen, femme de Wiric, seigneur de Berg, ratifia l'engagement pris par son mari envers le couvent de Münster à Luxembourg de lui livrer annuellement vingt-quatre maldres de seigle de leurs revenus des villages de Manom et de Garsch. Quelques années plus tard, le 8 février 1396, le même seigneur de Berg et sa femme Aleïde engagèrent à Jean de Puttlange, bourgeois de Luxembourg, et à sa femme Lucie une rente annuelle de seize maldres de seigle à prendre sur leurs cens et rentes à Garsch et à Manom en reconnaissance d'une avance de deux cents florins de Mayence. N'oublions pas que, déjà au XIV^e siècle, les seigneurs de Milbourg avaient de nombreuses possessions sur le territoire des deux villages en question; de plus, au XV^e siècle, on trouve bon nombre de subdivisions dans ces terres de Milbourg même. En 1432, Jehan Perrin de Fourcelle, citadin de Metz, achète de Jean de Raville, seigneur de Septfontaines et de Dagstul et d'Anne de Dune, sa femme, la moitié de tout ce que ces derniers possèdent en la terre de Milbourg, c'est-à-dire à Ellange, Haute-Yütz et Basse-Yütz, à Küntzich, Esch, *Manom*, Molvange, Elvange et Mackenom; l'autre moitié appartenait à Georges de Raville, frère dudit Jean, et à la cité de Metz. Ces divisions, ne seraient-elles pas la suite de certains partages de famille? Les premiers seigneurs de Milbourg n'auraient-ils pas été affiliés à ceux de La Grange?

Du moment qu'il s'agit des biens de la seigneurie, ceux-ci ne sont énumérés, le plus souvent, que d'une manière générale, soit en indiquant seulement la qualité de ces biens, comme c'est le cas p. ex. dans l'acte de partage fait en 1592 entre les frères Jean et Pierre-Ernest de Brandenburg; ce dernier reçoit la maison forte et le château de La Grange avec ses eaux, fossés, cours, granges, écuries et colombier, y compris les jardins et vergers attenants; il reçoit en outre les champs, prés, bois et vignes appartenant au château. Voilà en somme les mêmes indications que celles fournies par le susdit acte de donation de 1386.

Cependant, nous devons reconnaître qu'un projet de partage de biens, à intervenir entre Georges et Frédéric de Brandenburg, fournit déjà des renseignements sur les champs labourables, les friches, les bois, les jardins et les prés. De ce projet, daté du 4 avril 1530, nous relevons: un champ labourable près du nouveau pré, un autre champ de deux journaux entre Jacob de Manom et Schipgin de Manom, le Hentzgut, cinq journaux du côté du Griesberg, un champ de six journaux entre les étangs et la vieille vigne, un autre entre le jardin potager et les étangs, deux autres de neuf journaux chacun, quelques petits champs dont la contenance n'est pas donnée, un champ sur le ban de Yütz près de la Moselle et un autre champ près de la Moselle nommé bien de Milbourg. Au ban de Terville

1) Voir aux pièces justificatives.

(Terwen), sur la Fentsch, nous trouvons un premier champ sans indication de contenance, puis des champs de neuf, huit, six, cinq et respectivement de deux journaux; au ban de la ville de Thionville, du côté de La Grange, il est cité en premier lieu un champ de cinq journaux, un champ dit *schinne veld* près de la croix de Winetze, un autre donnant sur les prés de Guentrang, plusieurs champs dits *kurze velt bie deu beunen*, un autre de quatre journaux nommé *Taiffelt*, un champ dit *Kurten*, plusieurs autres donnant sur l'étang nommé *Holzerweigher*, ainsi que quelques-uns touchant les biens de l'église de Thionville; ensuite, il est fait mention de huit champs de ce côté et de quelques autres de moindre importance près l'étang dit *hollen weigher*. Sont cités encore trois jardins sur le ban de la ville de Thionville. Sur la hauteur de Hettange, nous trouvons: le champ *Hentzis*, un autre dit *Nisters Heyse*, la grande *Heyse*, une pièce de terre derrière le pré du matin, deux autres sur *Voslaicht*, un champ entre l'étang *Voslaicht* et le *Weltersberg*, plusieurs autres entre le *Weltersberg* et la *Hostert*. Plus loin, nous mentionnerons les bois, prés, vignes et friches.

Nous ne pouvons passer sous silence non plus les indications sur les biens du château, qu'un compte des recettes et des dépenses de l'année 1574 nous fournit. On y trouve mentionnés un champ à Garsch, des terres au ban de Thionville, quatre journaux de terre au ban de Hettange-Grande, la cense de Cattenom, les terres de la cense de Manom ainsi que d'autres terres au même ban, une cense au village de Mullendorf dite la Buerie, les vignes du château, différents prés dont l'un est amodié à Frédéric de Buvin, un autre dit le pré du maire de Havange à Nicolas Leiners, le pré de la neuve cense, le pré de Boulzing, trois prés auprès du château de Cattenom, un pré proche la cense de Schambourg, un jardin situé dans la nouvelle enceinte de la ville de Thionville. Nous faisons abstraction ici des censes louées à titre héréditaire. Pour de plus amples renseignements, nous renvoyons à ce compte que nous reproduirons in extenso. D'autres indications nous sont fournies dans l'acte de prise de possession de la terre de La Grange, par Christophe-Albert d'Argenteau. A ce sujet nous nous référons au tome 1^{er}, pp. 136 et 137.

Pour le commencement du XVIII^e siècle, ces indications deviennent plus nombreuses et plus détaillées; nous avons le record de justice de 1706 et diverses pièces de procédure de 1715 à 1721.

D'après ces différents documents, faisait partie du domaine de La Grange:

- 1^o plusieurs jardins mesurant environ quatorze journaux de terre;
- 2^o un pâturage dit *grande Atzing*, entouré de haies vives et d'un fossé;
- 3^o environ quarante fauchées de prés;
- 4^o cent-vingt journaux de terres labourables;
- 5^o soixante-sept journaux de vignes;
- 6^o environ deux cents arpents de bois de haute futaie;
- 7^o quatre cents arpents de bois de taillis; dans un état des revenus le nombre des arpents de bois de taillis est porté à 800;

8° trois étangs dans le bois de haute futaie contenant ensemble six journaux et deux autres étangs, nommés Foussel-Weier, près du bois du four;

9° une cense, dite cense du bois, comprenant environ soixante journaux de terre, deux journaux de prairie en friche et un autre pré longeant d'une part les dites terres arables et de l'autre côté le dit bois, d'une contenance de deux journaux;

10° un moulin sur la Kiesel;

11° une petite cense dite Dasatinasser et contenant environ deux journaux;

12° une cense près de Manom qui consiste en soixante-trois journaux de terres labourables;

Au ban de Garsch, la seigneurie comptait sept voueries; ailleurs on trouve citées neuf voueries pour le même ban et René-François, comte de Foucquet, en ajoute vingt-trois. Ce seigneur agrandit également ses possessions au ban de Manom et ceci à tel point qu'il pouvait se dire « propriétaire de la totalité de la terre et seigneurie et sans part d'autrui de La Grange et Manom ».

Appartenait également aux seigneurs de La Grange, sur le ban de Garsch, un pâturage dit *Schluckerweide* (Schleukerweide, Schleuckergut), dont la jouissance avait été cédée à des particuliers qui, de ce chef, devaient payer aux seigneurs une rente fixe et héréditaire de 8 bichets de froment, payable à la fête de la S^{te} Croix. En 1574, le bien Schleucker était amodié à Bernard Goerich et consorts. Les 8 bichets de froment sont encore fournis en 1706 et l'auront été, probablement, jusqu'à la révolution française.

Outre les biens dénommés, il appartenait au château de La Grange, dans les environs:

1° une métairie à Ellange;

2° des métairies à Cattenom;

3° des biens à Küntzich;

4° des biens à Hettange-Grande;

5° des biens au ban de Brouch;

6° une maison à Elvange;

7° un jardin et un pré situés au ban de la ville de Thionville;

8° une maison avec grange dans la ville de Thionville;

9° une métairie de terres arables au ban de Thionville;

10° la vigne d'Embry;

11° une métairie au ban de Florange;

12° une métairie à Uckange;

13° une part dans la terre et seigneurie de Fontoy, avec les forges y situées, ainsi que les forges de Rochonvillers et de Gustal;

14° les usines de Hussange.

Dans l'énumération de tous ces biens nous avons fait abstraction des bâtisses et autres formant directement dépendances du château et situées à proximité,

telles que la faïencerie, les deux tuileries, le four banal, le pressoir banal, le colombier, etc.

En dehors de toutes ces possessions, les seigneurs de La Grange avaient alternativement des parts de seigneuries et de biens plus ou moins grandes, mais très nombreuses dans le grand-duché de Luxembourg actuel, dans la province du Luxembourg-belge, dans les évêchés de Metz, de Trèves et de Mayence. Nous rappelons seulement leurs parts aux seigneuries de Clervaux, de Berwart, de Meisenbourg, de Soleuvre, de Kayl.

Passons à quelques-uns de ces biens en particulier.

a. *La cense de Cattenom.*

D'après le compte de 1574, cette cense avait été amodiée par Jean de Brandenbourg à Schofers Pierre, Numers Pierre et Simon le Comte. Il en était payé annuellement une rente de 31 maldres de seigle, et autant d'avoine, 4 maldres de froment, 3 maldres de pois, un cent d'œufs, à fournir à Pâques, et un cabri. La quantité nécessaire en seigle et en avoine ne fut pas livrée dans la dite année, car pour cette période le compte ne renseigne que 29 maldres 7½ bichets de seigle et 27½ maldres d'avoine, plus 4 maldres de froment, 3 maldres de pois, cent œufs et un cabri. Cette amodiation, prise pour une période de 12 années, avait pris cours au mois de février 1564.

Le 17 mai 1618, Pierre-Ernest de Brandenbourg, baron de Meisenbourg, seigneur de Fontoy, Auvillers, La Grange et Clémarais, conclut un bail pour le terme de 36 ans avec Theis Steffgen, au sujet de la cense du bourg de Cattenom, moyennant 10 maldres de froment, 40 maldres de seigle, 36 maldres d'avoine, 10 maldres de pois, 100 frs. en argent, 2 agneaux, 200 œufs à Pâques et 400 cabus à la Saint-Martin.

Ces métairies avaient été engagées, le 19 juillet 1697, avec faculté de rachat, par le comte Christophe-Albert d'Argenteau au sieur Wolter, pour le prix de 8000 livres.¹⁾ Cet arrangement fut annulé sur la demande de Brice Gomé comme « réparation utile et nécessaire », sous la condition pour Gomé de rembourser à l'engagiste le prix d'engagement. Elles furent revendues, par suite d'enchère, par le nouvel acquéreur à M^e Anne de Montplainchamp, veuve de Nicolas Scharff, en son vivant maître-échevin à Thionville (y décédé le 10 décembre 1687), moyennant le prix de 11.000 livres, suivant contrat du 2 juin 1702 et quittance du 20 septembre 1703. Des 11.000 livres, 8000 étaient donc remboursables au sieur Wolter, tandis que le restant revenait à Brice Gomé, comme nous l'apprend la quittance afférente. En suite de successions, ces métairies passèrent de la famille Scharff à la famille de Franchessin, établie à Cattenom.

1) Le contrat de vente fut passé devant les notaires Champion et Thirion de Metz. — Wolter était conseiller du roi et receveur des deniers patrimoniaux de l'octroi de la ville de Thionville.

b. — *La métairie de Florange.*

Cette métairie, qui déjà n'avait plus été comprise dans le domaine du château de La Grange lors de l'acquisition de celui-ci par Brice Gomé, avait été vendue, pour le compte de Florimond-Claude de Mercy, par l'avocat Scharff au sieur Bodart. Cette vente fut approuvée par les fondés de pouvoirs du comte de Mercy, qui reconnurent que le prix afférent avait été employé au paiement des dettes de la succession du comte d'Argenteau. Plus tard, ce bien passa dans les mains de Jean-Michel Scharff et, par succession, dans celles de Barbe Scharff, sa fille, épouse du sieur de Faillante; puis à la famille de Talange et après à celle de Schwilqué. La maison, voisine de celle que possédait la famille Gand, passa ensuite à M. Dubois, cultivateur à Florange.

c. — *La maison de Thionville.*

Cette maison, avec la grange y attenante, figure déjà parmi les biens cédés par Waleran de La Grange et son épouse, Anne de Voluë, à Jean de Soleuvre et à Anne d'Atzinrode, son épouse; il en est fait encore mention dans plusieurs autres documents postérieurs. C'est dans cette maison que la veuve du comte d'Argenteau s'était retirée après la mort de son mari. Cet immeuble fut vendu à Jean-Michel Scharff. C'est l'ancienne maison du génie, qui a été habitée également par les familles nobles de Talange et de Schwilqué.

d. — *Les jardins et prés au ban de Thionville.*

La première mention des jardins est faite dans le projet de partage de 1530 et puis dans un compte de 1574. Plus tard, ces biens sont engagés au sieur de la Roche; Brice Gomé parvint à en obtenir de nouveau la libre jouissance. Le jardin, qui était situé devant la porte de Luxembourg, mesurait sept journaux; il longeait le chemin conduisant à Guentrange. En 1706, un journal et demi en fut pris pour l'agrandissement des fortifications de Thionville. Quant aux prés, nous y reviendrons.

e. — *La métairie de Thionville.*

C'est bien de cette métairie qu'il s'agit dans le compte déjà mentionné de 1574; elle était pour lors amodiée à Pierre Asselborn et à Jean Schadebourg contre une redevance annuelle de 9 bichets de seigle et 3 maldres et 3 bichets d'avoine. Ce bien avait été cédé à l'avocat Scharff, en 1701, par les fondés de pouvoirs Aubert, Henrion et Simon, moyennant la somme de 2000 livres. Brice Gomé demanda devant la Cour du Parlement de Metz à être mis en due possession de cette métairie, « avec restitution des fruits depuis son indue détention, avec dommages et intérêts »; mais elle resta perdue pour lui, malgré toutes les démarches qu'il fit pour la récupérer.

f. — *La cense d'Ellange,*

dont il est question également dans le susdit compte, est qualifiée, dans le record de justice de 1706, franche de terrage. Elle est cédée par Brice Gomé à bail perpétuel pour 3 maldres de seigle, autant d'avoine, cinq chapons et 4 florins à 28

sols pièce, monnaie de Luxembourg. Encore le censitaire est-il tenu de faire tous les ans quatre jours de corvée, soit deux au mois de mars et deux pendant le temps des semailles; à ces jours le censitaire avait son dîner au château. Dans la suite, cette cense fut vendue.

Lors de la liquidation de la succession du comte Christophe-Albert d'Argenteau, la terre et seigneurie, ainsi que les forges de Fontoy furent vendues au baron d'Eltz et les usines de Hussange au sieur Dumont de Luxembourg.¹⁾ Ce n'est donc qu'à partir de ce temps que la seigneurie de Fontoy, dont on a vu faire la reprise du duc de Lorraine par la dame Antoinette de Castel-Saint-Nazaire, cesse de faire partie des possessions des seigneurs de La Grange. Notons en passant, que la prévôté de Thionville percevait annuellement sur la forge de Fontoy 200 livres de fer, la première moitié à fournir à la Saint-Jean et l'autre à la Noël; aux deux termes susdits, les forges de Gustal devaient livrer, à la dite prévôté, chaque fois 200 livres de fer; la forge de Hussange (Hussingen), « en la terre de Florange » était franche de toute livraison de fer, « à cause que le ferron d'icelle ne prendt mynes ès montaignes dudict lieu ». N'oublions pas qu'au commencement du XVII^e siècle, les forges de Fontoy et de Gustal étaient complètement ruinées et qu'en conséquence elles n'avaient rien à livrer à la prévôté de Thionville. Il en était de même avec la forge Maximin,²⁾ la forge de Jung Hesse, la forge Clausman, qui est dite enfoncée et ruinée depuis longtemps, la forge Mariette ou Rabeyesen à Hayange, la forge Simon, la forge de Ham, ruinée depuis l'an 1580, et tant d'autres qui devaient fournir des redevances à la prévôté de Thionville.

Une *ferme à Manom* passa à Catherine Scharff, puis aux Franchessin. Nous sommes d'avis qu'il s'agit ici d'une partie de la censé, d'une superficie d'environ 63 journaux de terres arables, où le seigneur de La Grange avait le privilège de faire sillonner les blés emblavés un jour avant les habitants du lieu. Ce qu'il y a encore de curieux au sujet de cette cense, c'est qu'il était permis au laboureur manquant de pain au village de Manom d'y « siller » un journal de blé: il était seulement tenu d'en demander la permission au seigneur; pour le manœuvre, cette autorisation se réduisait à la moitié. D'après le compte de 1574, la *cense de Manom* était affermée en deux parties distinctes. La première et la plus importante était amodiée, en 1574, à Frédéric de Buving pour le terme de 28 ans, commençant au mois de novembre 1568; il en était payé annuellement 14 maldres de seigle et autant d'avoine. L'autre partie était tenue par Leners Gœrich, à bail indéfini; les seigneurs de La Grange en tiraient deux bichets par journal ensemencé.

Avant de clôturer ces notices sur quelques biens appartenant autrefois au

1) Dumont était le beau-père de Jean-Michel Scharff, dont la femme se nommait Antoinette Dumont.

2) Celle-ci était ruinée depuis l'an 1566.

domaine de La Grange, nous tenons à dire quelques mots sur la cense dite *Weltershof* ou *Weltersscheuer* qui, anciennement, avait été également une dépendance du château de La Grange, du moins en partie. Mais, déjà avant le XVI^e siècle, cette cense avait passé partiellement en d'autres mains, ce qui résulte d'un acte de vente du 1^{er} février 1509. A cette date, le seigneur Jean de Schauwenbourg, prévôt à Luxembourg, et son épouse Françoise de Brandenburg acquièrent de Soeger Daix, pour la somme de 350 petits florins à 21 gros et 4 phennings pièce, monnaie de Luxembourg, la ferme dite Weltersberg ou Weltershof, sise dans la prévôté de Thionville, avec toutes ses aisances et appartenances, consistant en champs, jardins, vergers, prés, étangs, bois et toutes ses justices.¹⁾ Outre le sceau du vendeur, la charte porte encore celui de Robert Bolsinger, sous-prévôt à Thionville. Plus tard, on retrouve la cense de Weltershof sous le nom de Schambourg; il est plus que probable que l'acquisition de cette métairie par Jean de Schauwenbourg lui a valu cette dernière dénomination; par corruption ce nom a changé en Schambourg. D'après certaines indications que fournissent les anciens registres du bureau des domaines de Thionville, Antoinette de Siebrich, veuve de Schauwenbourg, poursuivit le paiement de 2000 thalers, monnaie de Luxembourg, sur la succession de son mari dont les héritiers étaient les sieur et dame de Kerpen, par suite du mariage de Jean de Kerpen avec Françoise de Schauwenbourg. Cette créance d'Antoinette de Siebrich provenait d'une somme avancée à son mari pour habillements et bijoux. Les mêmes registres nous apprennent que ces biens consistaient en la métairie de *Chaudebourg* et la métairie de Weltershof ou Schambourg. La métairie de Weltershof, après diverses enchères mises par le baron d'Argenteau et par Charles de Failly, capitaine au service de l'empereur, seigneur de Petit-Failly, fut adjugée à la comtesse d'Autel, pour le prix de 1100 livres tournois, suivant adjudication faite à Thionville le 31 juillet 1683.


D'après un acte, passé à Luxembourg le 11 février 1717, la comtesse Charlotte d'Autel, baronne de Vogelsang, dame de Mersch, Heffingen, Larochette, Tiercelet, Mandern et Remich, vendit à Jean-Philippe Gand, fermier des domaines du roi, résidant à Thionville, la ferme de Weltershof située tant au ban de Hettange-Grande que sur celui de Manom. Cette ferme, pour la plus grande partie encore en friche, consistait en mesures de grange et d'écurie, en jardins, terres, prés, bois et haies. La vente de cette cense, y compris un bois et des rentes à Soetrich, fut faite pour le prix de 6500 livres, argent de France.

La cense de Schambourg (Schauwenbourg) était originairement un franc-alleu, ayant droit de colombier et de troupeaux à part. Le 30 janvier 1773, la régie des domaines poursuivit M. Gand en paiement de 600 frs. dus sur ces biens, à titre de

1 «Ich Söger Daix, wirtman zur zeit, doin kondt und bekennen offentlich mit diesem brieffe vur mich, mien erben und nacomen, dass ich durch wirkliche notorfft, meinen grossen schaden zuvor-komen und zu erwehren, in einem rechten stanthaftigen kauff, so ich immerme best kan und mag verkaut hain, unwiderrufflich verkaufen in crafft dis briefs erflichen und immerme zu rechten erbe dem ernvesten und edlen junckern Hansen von Schauwenburg, probst zu Lutzburg, und Joufrauwen Franzoissen von Brandenburg, eheleuden, iren erben und nacomen, einen meinen hoff genandt Weltersberg, gelegen in der probsteyen Diedenhoven mit alle siner exement und zubehöre, so sie an velden, garten, bongarten, wiessen, wiegern, buschen, nass, drucken, durr und groener mit aller gerechtiggkait, nust nit davon abgescheiden noch abgesondert, wenig noch viel, so dass die obgemelte

franc-alleu. Dans les pièces afférentes, Schambourg est donné comme un démembrement de la terre et seigneurie de La Grange.

2. VIGNES ET DROIT D'ABROCAGE.

a culture de la vigne sur les bords de la Moselle et ses affluents remonte à un temps immémorial; la nature elle-même a donné cette destination aux coteaux du bassin mosellan. Leur exposition est magnifique: c'est presque toujours le sud-est; les sommets servent d'abris. La composition du sol favorise également cette culture; les côtes de Guentrange, de Dâle et de Sainte-Ruffine sont des bancs de marne, quoique la couche supérieure ne soit point calcaire; à Sierck, c'est le grès bigarré; à Saint-Julien et vignobles voisins, c'est le lias inférieur entremêlé de couches de calcaire. Dans la vallée de la Moselle, depuis Thionville jusqu'au Rupt-de-Mad, ce sont les marnes du lias et l'oolithe inférieure; les marnes dominent presque partout. Souvent des couches calcaires ont glissé entre l'argile et le sol cultivable, dont elles ont même favorisé le drainage; dans beaucoup de vignobles, le calcaire divisé en galets domine; ailleurs le sol est modifié par des couches de fer oolithique; ailleurs des alluvions anciennes ont amené des sables et des galets siliceux, ainsi qu'on le voit dans une partie des vignes de la Ronde, en face de Metz, et dans certains cantons jusqu'à Thionville. En général, dit M. Huot, dans son rapport sur la culture de la vigne, le calcaire et la silice donnent au vin une qualité supérieure; les hauts crus du bordelais sont composés de silice presque pure; les meilleurs vins de Bourgogne se rencontrent là où dominent la silice et le calcaire; en Champagne, le sol est presque entièrement calcaire.

Avant de nous occuper spécialement des vignes de La Grange, nous jugeons opportun de dire quelques mots sur cette culture en général. D'après la Bible, le

juncker Hans und jungfrauwen François, ehelude, keuffern, ire erben und nachkomen den vurg. hoff Weltersberg mit syner zubeheorr, in heben, bauen, brechen und bætzen, geniessen, notzen und gebrauchen sullen und mogen als andere ihrs richtlichen gronterbes, sonder myn Soeger verkeuffer vurg. und meiner geerben noch niemantz von unserent wegen, nu noch hernachmals in noch wiederrede, indrag noch widerstandt in eyniger handt weiss zu dain. Und ist dieser erflicher verkauf und uftrag des vorgemelten hoffes mit syme zubeheor geschieten vermitz und umb die somma dreyhondert und funffzig schlechte gulden, in werde in eyn und zwentzig lutzemburg groiss und vier plénningk gerechnet vur den gulden, welche genannte somma gulden ich Soeger Daix verkeuffer vurg. gereit und bar von den vurgemelten juncker Hansen und joufrauwen Frantzoißen, eleuden, keuffer, int-plangen, und vur datum dies brieftes geliebert sindt worden, des ich sie hiemit bequisten und mich vur woll bezalt halt, herumb und obermitz dieselbe vurgemelte somen dreyhondert und funfzig gulden, so haint ich Sæger Daix, verkeuffer vurg., vur mich, meine erben und nachcomen sulches vurg. hoffs mit alle syme exement und zubeheor aller gerechtigkeit gentzlichen und zemall enterbt, ussgethane, mit monde und hand daruff verziegen. . . . » (Copie collationnée et certifiée aux archives du château de La Grange.)

patriarche Noé était le premier viticulteur. La vigne constituait en Palestine et dans les pays environnants une des principales branches de production; la Bible nous parle souvent de la vigne et du vin.¹⁾ En Chine on s'occupait déjà de la viticulture au delà de 2000 ans avant l'ère chrétienne; dans le V^e siècle avant Jésus-Christ eut lieu la destruction complète de la vigne dans tout le Céleste empire. A l'époque héroïque, nous voyons la culture de la vigne, comme dans la Grèce sous les Titans, remise en honneur dans la Béotie par Cadmus, 1519 ans avant notre ère.

En 550 avant l'ère chrétienne, les Carthaginois connaissaient déjà la préparation des vins de la première goutte; Hérodote et Théophraste nous renseignent sur la viticulture en Égypte; la vieille Perse produisait le précieux vin royal de Chalybon et les crus renommés de Bactriane, Ariane, Hyrcanie et Margiane.

Quant à l'Europe, la viticulture florissait d'abord sur les îles de la Grèce; les îles de Crète et de Naxos figurent en tête. De là, la vigne fut importée en Attique, au Péloponèse et en Éolie. Les Grecs, d'ailleurs, ont excellé, de toute antiquité, dans l'art de fabriquer le vin. En Italie, c'est dans la Campanie qu'on rencontre les premiers vignobles.²⁾

Une colonie de Phocée étant venue fonder Marseille, y introduisit également la vigne, vers l'an 600 avant notre ère. Cette culture, une fois parvenue en Provence, s'étendit bientôt sur les coteaux du Rhône, de la Saône, de la Garonne, de la Dordogne, dans les contrées voisines de Dijon et même jusque sur les bords de la Moselle.³⁾ Justin nous dit que les anciens habitants de la Gaule apprirent des

1) Les principaux vignobles de la Palestine étaient la montagne d'Engedi, les environs d'Hébron, le territoire de Sichem, le Carmel, le Liban, les districts situés au delà du Jourdain et les bords du lac de Génésareth. Les ceps de vigne de la Palestine étaient renommés pour leur grosseur et leur hauteur.

2) Déjà du temps des Romains, la production de vins était énorme: en une seule fois César fit don à la ville de Rome de 44.000 tonneaux de falerne et de chier.

3) Jules César parle des excellents vignobles en *Gallia Narbonensis*; Ausone chante les vins du Médoc, Pline fait les louanges des vins d'Auvergne, de Frontignan et de Viviers; Martial et Columella célèbrent les vins des Allobroges. On sait, qu'après une disette de blé, Domitien, en l'an 92, interdit la plantation de vignes nouvelles en Italie et ordonna d'arracher la moitié de celles qui existaient dans la Gaule. Il faut admettre toutefois que cet édit ne fut pas exécuté au pied de la lettre, vu que, dès le milieu du II^e siècle, la vigne était déjà florissante sur les bords de la Moselle et dans les environs. Desjardins (*Géographie de la Gaule romaine*) croit pouvoir conclure que, probablement, il fallait, pour établir un nouveau vignoble dans la partie septentrionale de la Gaule, la Lyonnaise, la Belgique et le nord de l'Aquitaine, obtenir une autorisation spéciale de l'empereur. Cette interdiction ne fut levée qu'en 281, par Probus. Outre l'édit de Domitien, il existait encore, vers l'année 125, une disposition prohibitive, applicable à toutes les provinces transalpines, qui n'avait d'autre but que de faire écouler les vins italiens. Cette mesure, qui était surtout en vigueur pour la Gaule, défendait de faire de nouvelles plantations de vignes ou d'oliviers. Cependant toute la Gaule ne tombait pas sous le coup de cette défense; car, vers ce temps, la vigne est toujours cultivée à Marseille; elle l'est dans la vallée du Rhône et sur les coteaux du Jura: les Allobroges possèdent une vigne indigène, le vin de Vienne est fort estimé et se vend fort cher en Gaule, à Rome même on le recherche. Encore cette dernière disposition n'interdit-elle que les plantations nouvelles, la vente et l'achat de sarments, considérés comme privilèges de *ager juris Italici*. — Après la levée de ces dispositions prohibitives, la vigne se répand bientôt dans toute la Gaule. L'empereur Probus y contribua pour une large part; son biographe (Flavius Vopiscus) nous apprend qu'il ne permit pas seulement à tous les Gaulois, Espagnols et Bretons de cultiver la vigne et de fabriquer des vins, mais qu'il prêcha même d'exemple en faisant défricher le mont Alma, dans l'Illyrie, et en y faisant planter des

Grecs, établis à Marseille, la manière de tailler la vigne et de planter l'olivier. Toujours est-il qu'il faut qualifier d'erronée la manière de voir assez généralement admise qui attribue à Probus l'introduction de la culture de la vigne aux bords de la Moselle.¹⁾

Les premières données écrites où il soit fait mention de la culture de la vigne dans la vallée de la Moselle, nous sont fournies par le poète Ausone (né vers 300 à Burdigala — Bordeaux — et venu à Trèves vers 367 en qualité de précepteur de Gratien, fils de l'empereur Valentinien) qui, dans sa dixième idylle — *Mosella* — célèbre les vignes qui florissaient sur ces coteaux charmants.

- « In speciem tum me patriae cultumque nitentis
- « Burdigalae blando pepulerunt omnia visu:
- « Culmina villarum pendentibus edita ripis,
- « Et virides baccho colles, et amoena fluenta
- « Subterlabentis tacito rumore Mosellae.
- « Salve, amnis laudate agris, laudate colonis,
- « Dignata imperio debent cui moenia Belgae,
- « Annis odorifero iuga vîtea consite baccho,
- « Consite gramineas, amnis viridissime, ripas! »²⁾

Ces vers montrent à l'évidence que vers le milieu du IV^e siècle la culture de

vignes de premier choix. Dans plusieurs de ses écrits, Ausone, qui vivait au IV^e siècle, donne des éloges aux vignes du Bordelais. Les vignobles des environs de Paris avaient aussi des prétentions à la renommée; ce genre de culture y était d'autant plus multiplié que les rois de France l'avaient introduit dans leur domaine. Les capitulaires de Charlemagne fournissent la preuve qu'il y avait des vignobles attachés à chacun des palais qu'ils habitaient. Même l'enclos du Louvre renfermait des vignes, puisqu'en 1160 Louis le Jeune assigna annuellement sur leur produit six muids de vin au curé de St-Nicolas. — La vigne est introduite sur les bords du Rhin vers l'an 280, mais les vignobles les plus renommés ne datent que des IX^e et X^e siècles. L'âge des vignobles de l'Autriche remonte aux temps où les bords du Rhin sont plantés de vignes; la viticulture est introduite dans la Franconie, en 745, par le duc Priam et sainte Adelaïde; les vins de la Hongrie datent du temps de l'empereur Probus. Les vins du Tyrol étaient déjà la boisson favorite de l'empereur Auguste. En Bohême, on rencontre les premiers vignobles au XII^e siècle. On convient assez généralement que les vignes du Cap proviennent de plants de la Bourgogne; ce furent des Huguenots, émigrés en 1685, qui les y apportèrent. Au XVI^e siècle, un viticulteur allemand, Pierre Simon, transporta des ceps de vignes du Rhin à Malaga; d'autre part, il est assez généralement reconnu que la plupart des vins qu'on boit à Madrid proviennent de plants bourguignons. Mais la culture de la vigne en Espagne, en général, remonte aux temps des Phocéens. L'île de Madère est plantée de ceps des îles de Crète et de Chypre en l'an 1421. La renommée des vins du Portugal et des îles de l'Océan ne remonte guère loin au moyen âge. Les vignes américaines ont été beaucoup plus anciennement connues par les Européens qu'on ne le pense généralement. Elles avaient déjà, au X^e siècle, fixé l'attention des hardis navigateurs qui précédèrent Christophe Colomb dans la découverte du continent américain.

1) Si tel était le cas, on ne saurait nullement expliquer le fait que, sur les bas-reliefs monumentaux et la plupart des sculptures qui ornent l'ancien palais de l'empereur Constantin à Neumagen, des scènes se rapportant à la viticulture occupent une place dominante.

2) H. de la Ville de Mirmont traduit ainsi ce passage: « Alors, tout dans ce spectacle qui me charmait, émut mon cœur, et me rappela l'aspect et la beauté de la brillante Burdigala, ma patrie; tout: ces villas dont le faite s'élève sur les rives qui dominent le fleuve, ces collines vertes de vignes, ces belles eaux de la Moselle qui coule à leurs pieds avec un murmure presque insensible. Salut, fleuve dont les bienfaits sont célébrés par les campagnes et par les cultivateurs, fleuve à qui la Belgique doit ces murailles que les chefs de l'empire ont jugées dignes de les recevoir; ô fleuve dont les coteaux plantés de vignes produisent un vin parfumé, fleuve verdoyant dont les rives sont semées de gazon! »

la vigne avait déjà fait de grands progrès dans la belle vallée de la Moselle, autrement Ausone ne chanterait pas le bouquet de ses vins. En rapprochant ces renseignements des dispositions prohibitives édictées par Domitien et de celles publiées vers 125, on arrive forcément à la conclusion que la culture de la vigne aux bords de la Moselle doit être bien antérieure à la conquête du pays par les Romains. Mais on peut se demander avec raison si la charmante description d'Ausone peut être appliquée également aux vignes qui sont cultivées aujourd'hui dans les environs de Thionville et spécialement sur le domaine de l'ancienne seigneurie de La Grange. Il est beaucoup admis que le chantre de la Moselle n'en a poursuivi le cours que de Coblenze à Wasserbillig. Il ne rentre pas dans le cadre de notre travail de nous occuper de certaines opinions divergentes; il nous suffit de poser comme fait avéré, que Trèves est située dans l'itinéraire suivi par Ausone: or, déjà avant le temps des Romains la vigne est cultivée dans les environs de Trèves et cette culture vient de la Provence; mais, avant d'arriver jusqu'à Trèves, elle a dû être répandue le long de la Moselle supérieure — le climat étant plus favorable et les coteaux au moins aussi accessibles que sur la partie inférieure du fleuve. De plus, tout semblant prouver que le domaine de La Grange était déjà occupé par les Celtes et Gaulois, nous tirons la conclusion que les vignes de La Grange doivent remonter à un temps immémorial: toutes les conditions requises pour la prospérité de cette culture y étaient réunies.

Dès le temps où les chartes commencent à nous renseigner sur l'histoire du pays, nous trouvons mentionnée la vigne dans les environs de La Grange. Le 21 février 1244, Henri, héritier de Luxembourg, constate que Henri de Thionville, frère de feu le sénéchal Thiry, a donné au couvent de Marienthal 40 journaux de terre et une ferme qu'il avait eus de lui en fief, et le reste de ses terres arables ainsi qu'une *vigne*. Le 17 mars 1284 on trouve Uderon, femme de Hermann de Thionville qui cède au même couvent des rentes en argent et *en vin pour dot* de sa fille Marguerite, religieuse à Marienthal.¹⁾

Nous ne voulons pas nous arrêter davantage à ces renseignements qui ne concernent pas directement la seigneurie de La Grange; nous tenons seulement à constater que, déjà au XIII^e siècle, la culture de la vigne avait pris un grand développement dans les environs. En pouvait-il être autrement dans le domaine qui nous occupe particulièrement? Il est prouvé par des chartes que, déjà au commencement du XIII^e siècle, le prieuré de Marienthal possédait des vignes sur la côte de Guentrange; or, les seigneurs de La Grange ayant également des possessions sur la dite côte y auront fait de même planter des vignes.

En 1386, on trouve déjà citées les vignes de la seigneurie: à cette époque les propriétaires de La Grange en possèdent à titre d'alleu et détiennent d'autres en fief des seigneurs de Berg et de Milbourg et ceci, tant sur les bords de la Moselle

1) Dr van Werveke, *Cartulaire du prieuré de Marienthal*. Ajoutons, qu'en 1317 ce couvent perçut déjà à Nonnenscheuer (Marienthal-lez-Thionville) 3 muids de vin, à Oeutrange 1 muid et 3 setiers et à Hemscheid $\frac{1}{2}$ muid. Nonnenscheuer comprenait $4\frac{1}{2}$ journaux de vignes situés sur la côte de Guentrange. Les 3 muids de vin vinrent d'une vigne contenant un demi-journal. Le prêtre qui, le jour de la fête de St. Pierre de Milan, disait la messe dans la chapelle recevait par an 4 aimes de vin (4 amas vini) de deux vignes différentes. A Hemscheid, le couvent possédait 11 journaux de vignes. Ces quelques données prouvent une culture avancée de la vigne.

qu'ailleurs. Un acte de partage de 1530, fait entre les frères Georges et Frédéric de Brandebourg, nous fournit des renseignements précieux sur celles qui appartenaient au château. Il y figure, en premier lieu, les vignes de Manom qui restent indivises; elles sont données à ferme et rapportent annuellement 7 maldres de seigle et autant d'avoine. Les cens des vignes sur la côte de Guentrange restent également indivis entre les deux frères; ils s'élèvent par an, à 63 setiers de vin. Il est fait ensuite mention de la nouvelle vigne appartenant à la maison de Meisenbourg. Un acte de partage de 1592 mentionne les rentes en vin de Guentrange et du Schnellenberg.

En plusieurs endroits, on trouve citée la vigne importante d'Embry. Cependant il y a lieu d'admettre que toute la côte d'Embry, qui longe la côte Sainte-Anne, n'appartenait pas en pleine propriété aux seigneurs de La Grange. En effet, il existe un acte du 28 septembre 1738 par lequel les époux Jean Nicolas, tonneliers et bourgeois de Thionville, déclarent céder à François Comminetz, Jean Maçon et Jean Tirion, tous les trois vigneron, demeurant à Guentrange, une vigne de neuf journaux située sur la côte d'Embry, le long de la côte Sainte Anne. Cette vente est faite sous les conditions que chacun des acquéreurs payera la somme de soixante écus, soit ensemble 180 écus dont la première moitié est à verser « aux temps des vendanges » de l'année 1739 et l'autre moitié, l'année suivante à pareil terme. Les acheteurs sont tenus en outre de supporter les charges, cens et rentes grevant la vigne en question et notamment les cens revenant à Brice Gomé et s'élevant à la somme de 13 livres et 10 sols.

La culture de la vigne prospérait de bonne heure dans la plupart des dépendances de la seigneurie; les seigneurs eux-mêmes ne cessaient d'ailleurs d'encourager cette culture. Non seulement ils font planter pour leur propre compte des vignes nouvelles, ce que nous apprend l'acte de partage susmentionné de 1530, mais nous les voyons concéder différents baux pour le fermage de terres sur la côte dite Rosenberg, sous la condition expresse d'y planter des vignes. Cependant, nous ne pouvons passer sous silence que les soins donnés à la viticulture n'étaient pas constants; ceci résulte déjà d'un état des revenus de la terre et seigneurie de La Grange, où l'on voit figurer 82 *mouées* de vigne en mauvais état et dont le fonds est qualifié de médiocre; il y est question encore de quinze autres mouées de vigne cédées à bail à la veuve Consé de Thionville pour les remettre en bon état; de plus, Brice Gomé déclara, dans le procès qu'il dut soutenir pour rester en possession du domaine de La Grange, qu'il avait été obligé de reconstituer les vignes. Ces indications prouvent amplement que, vers la fin du XVII^e siècle, la culture de la vigne était grandement négligée. Mais, abstraction faite du manque de soins qui caractérise la période précédant la prise de possession de Brice Gomé et qui était dû, tant à l'indifférence qu'à la mauvaise situation pécuniaire des propriétaires, il faut qu'il y ait encore d'autres causes de cette décadence, déjà constatée d'ailleurs avant la fin du XVII^e siècle. Ces causes ne peuvent être attribuées à la diminution du rapport des vignes cultivées dans des conditions normales, mais bien aux dévastations qu'elles subirent à l'occasion des guerres nombreuses dont le domaine de La Grange et les environs de Thionville étaient le théâtre. Inutile d'insister sur

les suites fâcheuses de ces ravages qui, fréquemment, détruisaient les espérances d'un bon nombre d'années. Il est aisé de comprendre que, dans ces circonstances, les seigneurs et leurs tenanciers perdaient parfois tout courage pour donner à cette culture les soins multiples qu'elle réclame.

Avant d'aller plus loin, tâchons de fixer approximativement la superficie des vignes de la seigneurie de La Grange. Le record de justice de 1706 nous apprend qu'il y avait cinquante-et-un journaux de vigne, ou environ, qui appartenaient au château; à ce nombre, il faut encore ajouter environ seize journaux sur la côte dite « Pettant », soit approximativement soixante-sept journaux. Le journal, tel qu'il est calculé dans les mesures de terre et de vigne, varie ordinairement de ce temps de 34 à 36 ares; prenons pour notre évaluation le journal à 35 ares et nous aurons alors 22 hectares et 45 ares de vignes. Vu l'importance de ce chiffre, on est tenté d'admettre que l'on se trouve en présence d'une erreur dans l'estimation du journal; mais les comptes du château nous démontrent le contraire.

Dans un mémoire des revenus de la terre de La Grange, on voit figurer 300 mouées de vignes acensées (au moins 300 moüies de vignes); le même mémoire mentionne encore au moins 114 mouées de vignes cultivées par le seigneur même, ce qui nous donne un total de 414 mouées au minimum. Or, la mouée¹⁾ de vigne étant comptée exactement pour cinq ares dans les environs de Thionville, on arrive encore à un total de 20 hectares 70 ares. Cette dernière estimation de superficie en mouées n'étant faite qu'approximativement, on peut dire qu'on aura négligé certaines petites parties et admettre le chiffre de 22 hectares comme étendue des vignes qui dépendaient du château. Si dans un autre état des revenus, il n'est mentionné que 82 et 15 mouées, on peut croire que ces quantités représentent les vignes qui, à l'ordinaire, étaient cultivées par les seigneurs mêmes; comme, de plus, elles sont toutes réputées en mauvais état, on n'aura donné qu'une superficie approximative et, réflexion et compte faits, on acquiert la certitude que les vignes citées dans l'état des revenus sont bien celles qui figurent pour 114 mouées dans le mémoire mentionné ci-dessus. Cette manière de voir est confirmée par la note qui se trouve au bas du dit état de revenus: « Il y a encore des cens en vins sur toutes les vignes de la coste Sainte-Anne. »

Ayant fixé approximativement la superficie des vignes avant le XVIII^e siècle, il devient tout naturel de mettre en regard l'étendue que cette importante culture occupe aujourd'hui. Nous parlerons en premier lieu du Rosenberg, en nous tenant exactement aux indications du nouveau cadastre. Pour cette côte, il est mentionné trois parcelles de vignes de 29 ares 29 centiares, 409.65 et 47.28, donc une superficie de 4 hectares 86 ares et 22 centiares. On a ensuite le Galgenberg (la côte où était dressé le signe patibulaire). Pour cette partie, le cadastre renseigne

1) D'après Ducange, la moue (mouée) est une mesure de terre qui contient un muid de semaille. Remarquons d'abord qu'en ce qui concerne les vignes, il ne peut s'agir que d'une transmission de terme; car il ressort de l'explication même de ce terme, que la mesure dite mouée n'est applicable qu'aux terres ensemencées. Dans les environs de Metz, la mouée n'est évaluée qu'à 4,4 ares. Le muid doit être pris ici comme synonyme de boisseau; celui-ci valant 12,5 litres, on arrive à avoir besoin d'environ 5 ares pour ensemercer un muid ou boisseau de grains, en estimant qu'il faut 85 litres pour l'ensemencement d'un journal.

9 ares 64 centiares, tandis que la partie au-dessous du Galgenberg est donnée par six parcelles de 14.85, 42.19, 182.21, 83.27, 26.40 et 13 ares 23 centiares, soit en tout 3 hectares 71 ares et 79 centiares. Nous arrivons donc, pour les vignes d'aujourd'hui, à un total de 8 hectares 58 ares et 1 centiare.

A première vue cette décroissance énorme de la vigne doit frapper: avant le XVIII^e siècle, la superficie des vignes du château de La Grange était de 22 hectares au moins, tandis que de nos jours on ne compte plus que 8½ hectares à peu près. S'il ne saurait être contesté que la culture de la vigne a beaucoup diminué depuis le haut moyen âge et même depuis la fin du XVII^e siècle, on peut néanmoins se demander avec raison si, effectivement, cette décroissance s'est faite dans des proportions aussi grandes. Cette question est d'autant plus justifiée que les derniers possesseurs jusqu'au propriétaire actuel, M. le comte René-Auguste-Anatole de Bertier de Sauvigny, n'ont reculé devant aucun sacrifice pour faire prospérer cette culture. L'explication de cette contradiction apparente est donnée si nous tenons compte des renseignements qui nous sont fournis par les deux comptes de recettes déjà mentionnés. En somme, il y est fait deux parts des vignes: la première qui, en règle générale, est cultivée par les soins des seigneurs et comprenait 114 mouées, était renfermée dans le circuit du domaine proprement dit; la seconde, de 300 mouées, était donnée à ferme et se trouvait située en dehors du rayon de ce domaine. Nous avons évalué à 5 hectares 70 ares les vignes qui continuèrent à faire partie du domaine de La Grange. Ce chiffre se rapproche beaucoup de celui d'aujourd'hui, surtout si l'on tient compte des acquisitions et des nouvelles plantations qui ont été faites, dans les dernières années, par M. le comte de Bertier de Sauvigny. En admettant avec Teissier la valeur de la mouée à 8,376 ares, on aurait même 9 ares 54864. Quant aux autres 300 mouées de vignes, on doit avouer que, dans le cours du temps, elles ont fini par être séparées des possessions des seigneurs de La Grange à la suite de ventes ou de baux à perpétuité,¹⁾ voire même de donations.

La superficie des vignes acensées est évaluée à 300 mouées au moins. Le cens variait selon la qualité du terrain et des cepes: aussi prenait-on en considération l'état dans lequel se trouvaient les vignes au moment du consentement d'un bail. Il y en avait dont l'affermage ne rapportait que 22 à 30 sols par mouée; des meilleures, il était perçu 4 florins par mouée. D'après certains comptes, la totalité du cens s'élevant annuellement à 600 florins, le prix moyen de la mouée ressort à deux florins.

Mais ces vignes n'étaient pas toujours acensées contre une redevance en argent; une partie au moins était louée sous d'autres conditions. En 1574 p. ex. le tiers d'une vigne à Garsch est acensé à un nommé Grunspan pour un chapon; pour les deux autres tiers de cette vigne, les héritiers Spilman devaient fournir annuellement deux chapons. Souvent les redevances dues aux seigneurs étaient payées en nature, ce qui d'ailleurs était, comme on sait, le premier mode de con-

1) C'est ainsi que, déjà en 1574, on trouve une vigne du château donnée à bail perpétuel à Ulric Felt contre un cens annuel de 30 sols.

tribution. Dans la dite année, les cens des vignes de Mœrsdorf-sur-la-Sûre étaient de deux aimes de vin, ceux de Wintringen (sur la Moselle), de cinq aimes.

Les cens en vins les plus importants étaient ceux de Guentrange: Nicolas Nobis fournissait 8 setiers; Jacques le tonnelier, 10 setiers; Michel le cordier, 4 setiers; Nicolas Fleszgen, 4 setiers; Guillaume, beau-fils de Georges Scholtus de Fontoy, 6 setiers; Nicolas Kreuff, 5 setiers; la femme Prince 12 et le tonnelier Jacques, d'une seconde vigne, 5 setiers de vin. Vers la même époque, une vigne fieffée (*mannlehen*¹⁾, sise également sur la côte de Guentrange, ne rapportait plus rien depuis le départ des Français de Thionville; on ignorait même le nom de la personne qui la tenait en fief, ainsi qu'il ressort du compte dont nous extrayons ces données; d'après les comptes antérieurs, elle devait cependant rapporter 10 setiers par an. D'une autre vigne, sise sur la même côte, on ne perçoit rien non plus, le censitaire, Theis le barbier, prétendant avoir été affranchi par le seigneur Jean de Brandebourg qui lui aurait donné le vignoble en question; le cens à fournir est estimé 8 setiers de vin. Faisons le total des cens en vin sur la côte de Guentrange, en y ajoutant les 18 setiers qui sont dus, mais qui n'étaient plus fournis et on arrive seulement à un chiffre de 72 setiers, ou environ 576 litres, pour l'année 1574. Ce chiffre est bien minime et nous avons tout lieu d'admettre que cette année était peu prospère. D'ailleurs la récolte en vins des vignes du château même n'est annotée que pour 4 charrées ou 3840 litres, et encore ce dernier chiffre doit être diminué de 5 aimes provenant des vignes de Wintringen. A Canzem le seigneur récoltait 2 charrées et une aime de vin. Si nous disons que l'année 1574 n'a donné qu'une maigre récolte, nous nous appuyons également sur le prix du vin à cette époque. Pour une demi-aime de vin servant à «remplir le tonneau qui estoit trop grand», on payait à Wintringen 4 thalers et 10 sols; deux foudres et demi de vin sont vendus pour le prix de 131 thalers. Réduisons les thalers en sols et nous aurons un prix de 262 sols pour une aime (*muid*) ou 160 litres; le sol valant 12 deniers, le litre de vin revient, dans le premier cas, à 1 sol 7½ deniers. Les deux foudres et demi ou 2400 litres coûtant 131 thalers, le litre revient également à environ un sol 7½ deniers. Nous relevons ici que le prix de 1 sol 7½ deniers pour un litre de vin en 1574 témoigne que cette année était peu productive en vin. Ceci est prouvé encore par les redevances provenant du pressoir banal qui, pour la dite année, ne sont que de 24 setiers ou 192 litres. En admettant la perception d'un dixième, on parvient seulement à une récolte de 1920 litres ou 2 foudres pour tous les vigneron de la seigneurie. Notons en passant que cette redevance variait selon les lieux; c'est ainsi qu'à Atton on percevait un chaudron sur 9. M^r Ed. Bonvalot relève encore que les bourgeois d'Atton entonnaient licitement leur vin en laissant dans les cuves la droiture seigneuriale, lorsque les agents seigneuriaux ne la levaient pas dans les deux jours du pressurage. Il est bien entendu que tous ceux de la seigneurie qui avaient des vignobles étaient tenus de venir pressurer leurs récoltes au pressoir banal. Nous ignorons, pour La Grange, le taux de cette redevance.¹⁾

1) Ce pressoir banal existe encore aujourd'hui près du château. A mesure que les vignobles se multipliaient, la banalité du pressoir s'étendait, quoiqu'elle nuisit beaucoup à l'industrie agricole et

Nous avons dit que l'année 1574 semble avoir été peu productive en vin et pourtant le seigneur de La Grange fait encore une récolte d'une valeur relativement grande. Les vignes de La Grange avec celles de Wintringen produisent, comme on a vu, 4 charrées; à Canzem il récolte 2 charrées et une aîme et, à Moersdorf-sur-la-Sûre, 2 aîmes: en y ajoutant le cens de Wintringen, ceux de la côte de Guentrange¹⁾ et les redevances du pressoir banal, nous avons une récolte totale de 8 foudres et 128 litres de vin, ce qui, en admettant le prix trouvé ci-avant, constitue encore un revenu d'environ 427 thalers ou 1281 florins.

Voyons encore les revenus des vignes au commencement du XVIII^e siècle, époque pour laquelle nous avons déjà constaté le mauvais état de tous les vignobles qui dépendaient du château. Le record de justice, que Brice Gomé fit dresser en 1706, ne nous apprend pas grand' chose au sujet de ces revenus; il mentionne seulement qu'une partie des vignes est donnée à ferme contre des redevances annuelles d'environ deux cents livres. Un mémoire des revenus, dressé par le même seigneur, évalue cependant à six cents livres le rapport des vignes acensées; la même pièce accuse une recette de mille livres, après déduction de tous les frais, du chef des 114 mouées de vigne cultivées par les soins du propriétaire du domaine. Dès lors, on trouve encore une recette annuelle de 1600 livres. Dans un état des revenus non daté, les recettes faites sur 97 mouées de vigne en mauvais état sont comprises pour une somme de mille florins. On voit que malgré toutes les dévastations, malgré le manque de soins, les vignes fournissent pourtant un assez beau bénéfice.

Il résulte des données précédentes que les seigneurs de La Grange percevaient sur les vignes deux droits différents: le premier provenant de la banalité du pressoir, le second formant une sorte de terrage perçu sur le sol planté de vignes et nommé généralement en Lorraine *carpot*. Ce dernier impôt variait encore plus que le premier. A Vauquois, on payait un paris par aîpent, à Essey un gros, à Pont-à-Mousson 5 sols, à Passavant 6 deniers, à Deuxnouds la dime de pied chaud, à Fléville et Lixières un chaudron de vin sur onze, à Busancy un pot sur douze, à Atton un muid sur onze, au ban de Pareid deux muids sur 18, l'un pour dime, l'autre pour terrage. Mais, ce qui pourrait étonner, c'est que ni le record

soulevât des plaintes violentes dont les jurisconsultes du dernier siècle nous transmettent l'écho. Mentionnons quelques pressoirs banaux des environs de La Grange. Les seigneurs de Milbourg avaient le leur. Dans un compte de la prévôté de Thionville de 1604 on lit: «Du pressoir de Guentrange tenu héritalement par Clesgen de Hussingen et ses consorts, payant par chacun an le mercredi après les vingt jours six florins d'or du Rhin comme (il) appert par les lettres d'arrentement passées par devant ceulx de la justice de Thionville par lesquelz les arrenteurs sont obligez de paier par chacun an six florins d'or de vingt-huit pattars. Ériger en icelle montagne aultre pressoir et que ceulx ayant vin illecq et estant redevable de quelques cens à sa Majesté ne seront tenus de presser aud. pressoir que si l'on les y vouloit contraindre ne devoit estre à la charge de sa Majesté». — A Marange, il y avait quatre pressoirs banaux lesquels avaient «droitz de prendre le dix-septiesme pott, poinson ou aultre mesure, et oultre ce encore de chacun sacq ou fois de pressaige huit pattars en deux termes et par moictié à Noël et Saint Jehan dont personne n'est francq.» Le revenu total de ces 4 pressoirs était de 229 livres 12 sols.

1) La côte de Guentrange paraît avoir été toujours le terrain où la vigne était cultivée principalement. C'est ainsi que, sur cette côte, l'ancienne chapelle du château de Thionville percevait une rente en vin qui, en 1604, était d'environ 45 setiers et ceci sur 10 personnes seulement. Un compte de la dite année nous apprend encore que, sur la même côte, on ne cultivait que du vin blanc.

de justice de 1586, ni celui de 1706 ne fassent mention de ce droit de terrage à prélever sur le sol planté en ceps de vigne; l'explication est simple, le droit de terrage est perçu indistinctement sur toutes les terres cultivées, soit champs labourables, vignes, jardins; il est même perçu sur les bois. Sur huit vignes de la côte de Guentrange, ce n'est pas un droit de fermage qui est prélevé, mais bien un droit de terrage. D'ailleurs cet impôt se retrouve presque partout où la vigne est cultivée, voire même dans des lieux qui sont régis par la loi plus libérale de Beaumont. Notre manière de voir sur la perception du terrage est confirmée par le procès-verbal d'arpentage du 10 janvier 1716, qui énumère également les vignes des manants de Garsch qui doivent le terrage aux seigneurs de La Grange. Ces vignes de Garsch sont divisées en six cantons: Conwerberg (deux), Sterrenberg, Surling, Poulfeld et Juttenberg.

Nous n'avons, dans la seigneurie de La Grange, aucun droit d'abrocage¹⁾ proprement dit, mais ces mêmes seigneurs perçoivent ce droit dans la seigneurie de Soleuvre. Les officiers de la justice, qui étaient chargés également de la vérification des pots, pintes et chopines, recevaient de ce chef annuellement deux pots de vin.²⁾

A l'occasion de la fête patronale de Manom, qui était célébrée le jour de l'Assomption, le seigneur de La Grange désignait pendant deux années consécutives les cabaretiers qui devaient vendre, pendant les jours de fête, du vin pour son compte; la troisième année ce droit appartenait au seigneur de Milbourg. Le vin fourni par les seigneurs était donc débité à leur profit; eux-mêmes fixèrent le prix de vente. Pendant ce temps, aucun autre vin ne pouvait être vendu sous peine d'amende. Les officiers de la justice avaient la charge de contrôler ce débit.

Si d'un côté on voit que les seigneurs de La Grange tiraient un bénéfice assez élevé des vignes et respectivement du vin, il faut reconnaître d'un autre côté qu'en général ils ne reculaient pas devant les frais qui s'imposaient pour l'entretien de leurs vignes. En 1574 p. ex. on les voit faire l'acquisition de dix mille plants pour le prix de onze thalers 20 sols; la plantation de ces ceps revient à quinze thalers. Pour l'acquisition, ou mieux pour la taille d'échalas, on dépensa huit thalers et 10 sols; une partie de ces derniers frais fut supportée par le gouverneur de Fontoy. Les dépenses pour faire pratiquer des fossés dans les vignes s'élèvent à quatre thalers et demi; le tonnelier reçoit, pour avoir lié des tonneaux et pour le transvasage des vins, au courant de la dite année, la somme de trois thalers et 13 sols. Du chef du labourage des vignes du château, on dépense quarante thalers. A cette dernière somme, il faut encore ajouter les dépenses auxquelles les seigneurs étaient astreints vis-à-vis des manants pendant le temps où ceux-ci exécutaient des corvées dans les vignes.³⁾

1) Droit qui se percevait en général sur le vin vendu. Abrocage dérive du mot *broc*, grand vase portatif en bois pour y mettre du vin, ou du mot wallon *abroquer*, mettre en perce.

2) Pour le moment nous ferons remarquer, d'après M. Guyot, que les pisseaux ou échalas sont une fourniture importante, nécessaire pour l'exploitation des vignobles et de nature à donner des indices utiles sur la quotité des frais de culture. Les pisseaux se vendent soit au char, soit au millier, tantôt bruts, tantôt façonnés. Vers 1730, le mille de pisseaux de chêne vaut, façonné, 10 fr. environ, et les frais de façon peuvent être de 2 francs.

Avant de finir ce chapitre, consacrons encore quelques pages à la culture de la vigne en général dans l'ancien département de la Moselle, respectivement dans la Lorraine allemande. Il est incontestable que la Lorraine est un des pays de cette contrée qui produit le plus de vin.

La vigne s'y trouve principalement répandue sur les coteaux des rives de la Moselle, de l'Orne, de la Seille, des deux Nied et de la Sarre. Les terrains qu'elle occupe ne peuvent être mieux utilisés par d'autres cultures.

L'étendue des vignobles n'a pas varié sensiblement depuis de longues années. En 1802, on comptait 4940 hectares; la statistique ministérielle de 1840 porte 5073 hectares; un relevé dressé en 1860 donne 5295 hectares.

Les vignes sont inégalement réparties dans les arrondissements de l'ancien département de la Moselle, ainsi qu'on peut en juger d'après le tableau suivant:

Arrondissement de Briey	478 hectares	}	Total 5295 hectares.
» Thionville	898 »		
» Metz	3636 »		
» Sarreguemines	283 »		

Le nombre des communes spécialement occupées de la culture de la vigne était, dans les différents arrondissements:

de Briey	9	}	Total 185 communes.
de Thionville	45		
de Metz	120		
de Sarreguemines	11		

La Lorraine allemande, telle qu'elle est constituée maintenant, accuse pour les vignes une superficie d'environ 5918 hectares, qui se répartissent de la manière suivante dans les différents arrondissements:

Boulay	166 hectares.	Sarrebourg	42 hectares.
Château-Salins . .	1071 »	Sarreguemines . .	32 »
Forbach	43 »	Thionville	962 »
Metz	3602 »		

Il est à la connaissance de tout le monde que le produit de chaque année est très variable en quantité et en qualité. Les gelées tardives du printemps, la température si inconstante des étés, ont une énorme influence sur la végétation de la vigne. Tandis qu'en général on ne peut compter que sur un rendement de 25 à 30 hectolitres par hectare, on peut estimer, dans une année dite complète, ce rendement de 80 à 100 hectolitres. C'est la production que l'on a constatée à La Grange en 1896 où l'on a récolté 800 hectolitres dans les vignes du château soit sur 8 hectares et 58 ares.

Dans une brochure publiée par M. Collignon d'Ancy (*Nouveau mode d'échassement de la vigne*), on trouve un relevé qui renseigne sur la production et la qualité des vins pendant 68 années, de 1778 à 1845. Quant à la quantité, nous en extrayons les données suivantes:

6 années de pleine récolte donnant	90 hectolitres de vin par hectare.
5 » de $\frac{3}{4}$ de » » »	67 h. 50 l. »

2 années de	$\frac{2}{3}$	de récolte donnant 60 h. de vin par hectare.	
14 » de	$\frac{1}{2}$	de » » 45 h.	»
6 » de	$\frac{1}{3}$	de » » 30 h.	»
12 » de	$\frac{1}{4}$	de » » 22 h. 50 l.	»
20 » de	$\frac{1}{8}$	de » » 11 h. 25 l.	»
2 »	(1789 et 1800)	récolte presque nulle.	
1 »	(1816),	récolte absolument nulle.	

Il résulte de ces données que le terme moyen est de trois huitièmes d'une pleine année, ou de 33 hectolitres 75 litres par hectare. Si plus haut nous avons obtenu une moyenne de 25 à 30 hectolitres, nous avons indiqué un terme généralement admis; la variation de 25 à 30 est due à l'espèce plus ou moins grosse des raisins. Toujours est-il que dans la Lorraine la culture de la vigne est très aléatoire, puisque la moyenne du produit, sur une succession de soixante-huit années, se trouve ainsi réduite.

On n'est guère plus heureux sous le rapport de la qualité du vin. Le même relevé nous apprend que, sur les 68 années, cette qualité a été :

9 fois très bonne,
17 » bonne ou assez bonne,
12 » passable,
21 » médiocre,
5 » mauvaise,
4 » très mauvaise,

Il ne semble pas sans intérêt d'intercaler ici un tableau des récoltes de vin remontant jusqu'à l'année 1626. Ce tableau a été trouvé, dans le temps, au château de Heisdorf dans les papiers de la famille de Reinach et doit se rapporter aux vins de la Moselle supérieure; il paraît donc aussi applicable aux récoltes de La Grange.

1626. Tout détruit par la gelée du 26 mai.	1641. Mauvais vin.	1657. Rien.	1673. Mauvais.
1627. Vin aigre.	1642. Moins mauvais.	1658. Mauvais.	1674. Très médiocre.
1628. Rien.	1643. Bon vin.	1659. Mauvais vin.	1675. Raisins gelés en été.
1629. Bon vin.	1644. Très bon vin.	1660. Bon et cher.	1676. Beaucoup et cher.
1630. Bon vin.	1645. Bon vin.	1661. Bon et cher.	1677. Très médiocre.
1631. Bon vin.	1646. Absolument rien.	1662. Mauvais.	1678. Bon et beaucoup.
1632. Mauvais vin.	1647. Bon vin.	1663. Absolument rien.	1679. Beaucoup et mauvais.
1633. Mauvais vin.	1648. Assez bon.	1664. Très médiocre.	1680. Bon vin.
1634. Bon vin.	1649. Mauvais vin.	1665. Très médiocre.	1681. Meilleur que le précédent.
1635. Bon vin.	1650. Mauvais.	1666. Bon et beaucoup.	1682. Peu et très médiocre.
1636. Mauvais vin.	1651. Bon et cher.	1667. Très médiocre.	1683. Peu et très médiocre.
1637. Supportable.	1652. Bon et cher.	1668. Mauvais.	
1638. Très bon vin.	1653. Bon.	1669. Très bon et cher.	
1639. Très acide.	1654. Très médiocre.	1670. Bon.	
1640. Mauvais vin.	1655. Rien.	1671. Très médiocre.	
	1656. Rien.	1672. Mauvais.	

1684. Très bon.	1728. Bon vin.	1764. Médiocre.	1797. Mauvais.
1685. Très mauvais.	1729. Bon vin et beaucoup.	1765. Médiocre, très peu.	1798. Beaucoup de bon vin,
1686. Bon vin.	1730. Très mauvais, acide.	1766. Dieu merci, le vin est très bon et en quantité suffisante.	1799. Vin acide.
1687. Beaucoup et mauvais.	1731. Assez bon.	1767. Peu et acide.	1800. Très bon, mais peu.
1688. Mauvais.	1732. Mauvais, aigre.	1768. Un peu meilleur, peu.	1801. Beaucoup de bon vin.
1689. Bon vin.	1733. Médiocre.	1769. Même genre.	1802. Bon, mais peu, car la vigne a été gelée en mai.
1690. Bon vin.	1734. Médiocre.	1770. Très peu, potable.	1803. Médiocre.
1691. Peu et mauvais.	1735. Mauvais.	1771. Un peu meilleur.	1804. Bon et beaucoup.
1692. Peu et mauvais.	1736. Bon vin.	1772. Encore un peu meilleur et plus que l'année précédente.	1805. Absolument rien.
1693. Peu et mauvais.	1737. Bon, mais de moindre qualité.	1773. Encore meilleur.	1806. Très bon.
1694. Bon vin.	1738. Vin excellent.	1774. Bon.	1807. Moins bon que le précédent.
1695. Peu et mauvais.	1739. Beaucoup, médiocre.	1775. Bon et cher.	1808. Moins bon que le précédent.
1696. Mauvais.	1740. Grand froid; les raisins ont été gelés avant leur maturité.	1776. Vin ordinaire.	1809. Aigre.
1697. Très médiocre.	1741. Peu de vin, mais bon.	1777. Moins bon.	1810. Médiocre.
1698. Peu et mauvais.	1742. Peu et très mauvais.	1778. Bon, mais peu.	1811. Vin excellent comme.
1699. Bon vin.	1743. Médiocre.	1779. Très bon, mais cher.	1812. Médiocre.
1700. Très bon vin.	1744. N'a pas été noté.	1780. Bon vin.	1813. Acide.
1701. Bon vin.	1745. Bon, mais peu.	1781. Vin délicieux et fort; la quantité était si considérable qu'on le vendait à 50 frs. le tonneau (stück).	1814. Médiocre.
1702. Médiocre.	1746. Précieux, mais cher; les acheteurs y ont perdu de l'argent, parce qu'après 20 ans le prix n'avait pas varié.	1782. Très acide. La récolte s'est faite à la Saint-Martin pendant qu'il neigeait.	1815. Bon vin.
1703. Médiocre.	1747. Délicieux.	1783. Beaucoup de vin délicieux.	1816. Absolument rien à cause des pluies continuelles de l'été.
1704. Grand vin.	1748. Extraordinairement bon.	1784. Bon, mais peu.	1817. Tellement aigre qu'on ne pouvait pas le boire, à cause des pluies continuelles de l'été. Année de disette.
1705. Peu et mauvais.	1749. Bon (vin royal).	1785. Acide.	1818. Très bon, mais cher.
1706. Extraordinairement bon.	1750. Extraordinairement bon comme en 1748.	1786. Acide.	1819. Très bon et beaucoup.
1707. Bon vin.	1751. Moins bon.	1787. Mauvais.	1820. Mauvais.
1708. Médiocre.	1752. Mauvais.	1788. Bon et beaucoup.	1821. Très mauvais.
1709. Tout a été gelé en hiver.	1753. Bon vin.	1789. Peu et médiocre.	1822. Excellent.
1710. Bon comme en 1707.	1754. Bon vin.	1790. Médiocre.	1823. Mauvais.
1711. Moins bon que le précédent.	1755. Potable.	1791. Acide.	1824. Très mauvais.
1712. Bon et en immense quantité.	1756. Très mauvais.	1792. Tout est gelé le 2 juillet.	1825. Très bon.
1713. Mauvais et très acide.	1757. Potable.	1793. Mauvais.	1826. Bon et beaucoup.
1714. Médiocre.	1758. Très mauvais.	1794. Bon, mais peu.	1827. Bon, mais peu à cause de la gelée.
1715. Bon vin.	1759. Bon. (Comète de Halley.)	1795. Aigre.	1828. Médiocre.
1716. Vin acide.	1760. Le vin s'est amélioré.	1796. Le vin a été bon, mais les Français en ont fait la récolte.	
1717. Médiocre.	1761. Très bon.		
1718. Extraordinairement bon.	1762. Bon vin.		
1719. Vin précieux.	1763. On n'a pas récolté le raisin.		

1829. Très mauvais.	1852. Potable, 7°.	1866. Acide; récolte moyenne; 42—45°.	1886. Peu et mauvais; les orages et le peronospora ont en partie détruit la récolte et nu considérablement à la quantité du vin dans plusieurs endroits; 50—54°; un sixième de récolte.
1830. Mauvais et peu parce que la vigne a été gelée en hiver.	1853. Bon vin de table, 7½°.	1867. Mauvais; récolte moyenne; 46—50°.	
1831. Bon, mais seulement un tiers de récolte.	1854. Vin faible, 7°; presque toute la récolte a été détruite par la gelée du 25 avril; avant cette époque tout se présentait dans les meilleures conditions; mauvais fruits.	1868. Très bon; demi-récolte; 75—80°.	
1832. Médiocre et peu.		1869. Médiocre; demi-récolte; 62—70°.	
1833. Bon et beaucoup.		1870. Bon vin; demi-récolte; 63—70°.	
1834. Vin précieux et beaucoup, il marque 10° 1).		1871. Mauvais; récolte médiocre; 58—60°.	1887. Vin passable; demi-récolte; 65—66°.
1835. Médiocre et beaucoup, 7°.	1855. Vin meilleur que celui de 1853, 7½°; un tiers de récolte.	1872. Bon, mais fort peu de vin; 62—70°.	1888. Très mauvaise récolte; le moût marquait de 35—55°.
1836. Médiocre et peu, 8°.	1856. Moins bon que celui de 1853, 7½°.	1873. Maigre récolte; 50—56°.	1889. Bonne; 62—70° Oechsélé.
1837. Mauvais et peu, 5—6°.	1857. Très bon, fort; trois quarts de récolte, 70—78° Oechsélé 2).	1874. Assez bon; deux tiers de récolte; 68—76°.	1890. Bon vin, 64—65°, demi-récolte.
1838. Un peu meilleur, 7—8°.	1858. Bon vin; trois quarts de récolte; 68—74°.	1875. Potable; quantité exceptionnelle; 62—70°.	1891. Médiocre, 60°, un tiers de récolte.
1839. Bon, demi-récolte, 8½°.	1859. Assez bon; entre celui de 1857 et celui de 1858; 75 à 78°.	1876. Bon vin; 68—75°.	1892. Bon, 70°, à peu près un tiers de récolte.
1840. Mauvais, 5—6°.		1877. Acide; 42—45°.	1893. Bon, 67°, récolte moyenne.
1841. Mauvais et peu, 5—6°.		1878. Potable; deux tiers de récolte; 60—62°.	1894. Médiocre, 64°, un tiers de récolte.
1842. Très bon, demi-récolte, 8—9°; ne se conserve pas.	1860. Très aigre, 45—48°.	1879. Très acide; 41—43°.	1895. Très bon, 76°, peu de vin.
1843. Mauvais, 5—6°.	1861. Très bon, 64—70°.	1880. Presque rien; bois gelé en hiver; 64—70°.	1896. Mauvais, 50°, récolte complète.
1844. Mauvais, 7°.	1862. Bon, mais moins bon qu'en 1861; 65—73°.	1881. Médiocre; 62—70°.	1897. Bon, 65°, un tiers de récolte.
1845. Mauvais, 6°.	1863. Assez bon, 60—68°.	1882. Peu et mauvais; 42—45°.	1898. Mauvais, 50°, à peu près un tiers de récolte.
1846. Très bon vin, deux tiers de récolte, 10°.	1864. Médiocre; la vigne a souffert des froids du printemps; un tiers de récolte; 58°—60°.	1883. Médiocre; 50—60°.	
1847. Mauvais, 6—7°.		1884. Très bon; 65—72°; trois quarts de récolte.	
1848. Potable, 7°.		1885. Mauvais; 43—60°; un tiers de récolte.	
1849. Potable, 7°.	1865. Délicieux comme en 1811; récolte abondante; 78—88°.		
1850. Mauvais et peu, 6°.			
1851. Très mauvais, 6½°.			

Nous avons tenu à compléter ce tableau jusqu'à l'année 1898.

Disons encore un mot sur les diverses espèces de vignes qui sont cultivées dans la Lorraine. Pour les vins blancs, on trouve: le blanc de Magny et l'aubin jaune, près de Magny et aux bords de la Seille; la pétracine, raisin jaunâtre, qui donne un bon vin, tirée principalement dans les contrées allemandes; l'aubin-vert, le

1) On admet qu'un de ces degrés représente à peu près 8 degrés Oechsélé.

2) Il s'agit toujours ci-après du glucomètre Oechsélé.

vert-auxerrois, forment de grosses grappes, très estimées, près de Queuleu et Magny; l'auxerrois blanc, bonne espèce qui est cultivée surtout dans les environs de Queuleu et Magny et près de Féy; l'hemme verte ou vert-blanc, gros grains, donne un vin moyen, généralement répandu; l'hemme jaune qui est moins cultivée que l'hemme verte; le rouge-blanc, belle variété, cultivé aux bords de la Scille. Les grosses et noires espèces de raisins sont produites par le liverdun qui est très productif mais ne mûrit que pendant les étés très chauds; le meunier ou la blanche-feuille, des raisins de Bourgogne de qualité moyenne; le noir de Lorraine, l'enfumé, mauvaise espèce qui, cependant, est beaucoup répandue parce qu'elle est également très productive; l'éricé ou le ricey de Bourgogne qui rend aussi beaucoup, mais de moindre qualité ce qui est la cause de sa disparition presque complète. Ensuite on a encore les espèces noires ou rouges-pâles avec de petits grains: le franc-noir, menu noir qui est assez productif, généralement répandu et donne un bon vin; le petit-noir, tendre-fleur, dont les grains tombent facilement et que l'on a commencé depuis des années à remplacer par des espèces plus productives; le pineau commun, pineau violet, pineau serré qui donne un vin un peu âpre; le gras-pineau ou pineau gras, mauvaise espèce. Viennent ensuite le vert-noir, vert-noir d'Italie, avec de gros grains, très productif, mais de moindre qualité; l'auxerrois gris, pineau gris, Malvoisie, dit ordinairement ausrois, qui est très estimé et beaucoup cultivé; le teint-vin ou teinturier qui cependant n'est que peu répandu, en automne ses feuilles deviennent rougeâtres.

Dans les vignes du château de La Grange nous trouvons,

en raisins blancs: le gamay blanc,¹⁾ le blanc de Bourgogne, le riesling blanc et le silvain, le riesling de Bourgogne introduit depuis quelques années, le meunier (espèce médiocre), la rose de Kontz et l'auxerrois gris (ce dernier cépage est supérieur à tous les autres, aussi est-on occupé à le cultiver toujours davantage);

en raisins rouges: le gamay, le petit pineau et le gros pineau de Verdun.

Il est généralement admis qu'à mesure de la colonisation du sol, les années stériles devinrent de plus en plus rares. Quant à la vigne ceci paraît inexact. D'après Lamprecht il y avait, quant au vin, au IX^e siècle une année stérile, au X^e, 1, au XI^e, 3; au XII^e, 5; au XIII^e, 5; au XIV^e, 7; au XV^e, 2; au XVI^e, 3. Le XIV^e siècle en montre donc le plus, mais il ne faut pas perdre de vue que c'est aussi pendant ce siècle que sont enregistrées le plus d'années extrêmement bonnes, on n'en compte pas moins de sept.

Il faut convenir que de toutes les denrées d'alimentation, le vin est celle qui nous fournit les documents les plus nombreux. Dans son excellente étude sur l'aisance relative du paysan lorrain, M^r Ch. Guyot, l'érudit président de la société d'archéologie lorraine, travail auquel nous emprunterons les données qui suivent, dit qu'à partir de 1425, il s'est appliqué à déterminer le prix du vin nouveau récolté

1) De qualité inférieure; Charles IX défendit de planter du gamay dans les vignes qui produisent des vins fins. De grosse race, il est préféré du vigneron à cause du grand rendement.

dans le pays. Pour simplifier ses données, l'auteur s'est attaché uniquement au vin rouge dans la formation de ses moyennes, le blanc étant plus rarement apprécié.

Les moyennes données par M^r Guyot sont les suivantes :

Années.	Prix par hectolitre.	Années.	Prix par hectolitre.
	Fr. ct.		Fr. ct.
1426—1450	11 90	1676—1700	19 00
1451—1475	12 60	1701—1725	15 65
1476—1500	10 40	1726—1750	10 85
1501—1525	12 30	1751—1775	10 30
1526—1550	15 00	1776—1800	13 60
1551—1575	11 25	1801—1825	22 00
1576—1600	20 95	1826—1850	20 00
1601—1625	20 30	1851—1871	25 00
1626—1650	25 55	1872—1885	35 00 ¹⁾
1651—1675	20 15		

Citons encore quelques notions sur le prix des vins vendus au XV^e siècle. Ce prix qui, dans les comptes de la ville de Luxembourg, est toujours calculé sur la quarte, varie excessivement; dans les bonnes années, il descend jusqu'à 3 et même 2 deniers la quarte, mais il atteint aussi le prix très élevé de 2 à 3 gros. Les vins étrangers, notamment le *rommanigen* et le *malvoisie*, vont jusqu'à 6 gros la quarte. En 1446, le prix de 189 foudres $2\frac{3}{4}$ aimes est de 5575 florins 28 gros et 8 deniers; en 1447, il est payé 6183 fl. 10 gr. 4 d. pour 128 foudres $4\frac{3}{4}$ aimes; en 1459, les 370 foudres et $3\frac{1}{2}$ aimes n'atteignent qu'un chiffre de 4808 fl. 2 gr. 4 d.; en 1461, on a pour 341 foudres $3\frac{1}{2}$ aimes la somme de 6552 fl. 14 gr. 11 deniers.

3. HOUBLONNIÈRE ET CONSOMMATION DE BIÈRE.



côté de la vigne, on cultivait également le houblon dans le domaine de La Grange et cette culture était d'une importance telle que, dans une seule année, elle rapportait 6000 florins. Un relevé nous apprend qu'après déduction de tous les frais, il restait un bénéfice net de 3600 florins. Ce chiffre à lui seul peut déjà nous faire connaître les soins qu'on donnait au houblon; ailleurs le bénéfice n'est estimé que 600 florins; mais ceci est le chiffre le plus bas que nous ayons trouvé et il est à présumer que c'était la plus pauvre récolte que l'on ait faite.

1) Dans un supplément, M^r Guyot donne, pour la période de 1625 à 1632, frs. 30,00 par hectolitre et, pour la période 1633 à 1650, frs. 55,00 par hectolitre.

Partout, il est enjoint aux amodiateurs des terres de La Grange d'entretenir la houblonnière en bon état.

A juger d'après la grande quantité de houblon qu'on récoltait dans ce domaine, on est tenté d'admettre que l'on n'y consommait pas seulement du vin, mais que l'on y buvait également de la bière. Il semble cependant inexact de donner à la consommation de bière une importance prépondérante. A notre avis, le vin était la boisson principale des anciens manants du territoire de la seigneurie de La Grange et des environs: en tout cas, la bière n'aura servi qu'à l'usage domestique. D'ailleurs, aucun droit ne paraît avoir été imposé sur la bière, ce qui nous fait croire qu'il n'en était pas beaucoup consommé. La plus grande partie du houblon aura donc été vendue

Si nous admettons le vin comme boisson principale, nous nous appuyons sur les documents qui nous ont été conservés. Nous avons déjà vu que les mayeur et échevins recevaient deux pots de vin en rémunération de leurs peines pour la surveillance du débit du vin seigneurial et pour la vérification des mesures; les fau- cheurs recevaient un setier de vin et, au temps de la fenaison, les justiciers devaient avoir pour leur part un demi-setier de vin par jour.¹⁾ C'est partout le vin que nous rencontrons.

D'ailleurs, la consommation de bière n'avait jamais pris de grandes proportions sur les bords de la Moselle; elle allait même en diminuant au moyen âge: dès lors, il fallait bien étendre toujours davantage la culture de la vigne. A la consommation sur place vint se joindre l'exportation qui augmentait tellement que, déjà dans la seconde moitié du XIII^e siècle, elle donna un essor inespéré au commerce.

Quant à la consommation de bière dans la Lorraine, M^r Guyot²⁾ dit: « La bière n'a jamais eu, en Lorraine, la même importance que dans les pays rhénans et wallons. On a certainement consommé, à toutes les époques, des boissons composées avec les produits de fermentation des céréales, et c'est ainsi que la *cervoise* est fréquemment citée, du temps de Charlemagne, par exemple, et dans les siècles voisins. Plus tard, il semble que le vin régna sans concurrence sérieuse. Quoi qu'il en soit, nous n'avons de prix pour la bière qu'à dater du XVII^e siècle; sa fabrication paraît alors monopolisée par certaines maisons religieuses: Dieulouard, par exemple, avait le privilège d'en fournir à la table ducale. Les fabricants de bière payaient un impôt spécial, sorte de patente pour la *faciende* de cette boisson; tantôt ils achetaient eux-mêmes les matières premières, tantôt les consommateurs apportaient leur orge, et on leur rendait de la bière en échange, moyennant paiement des frais de façon: à Einville, en 1710, on paye ainsi 2 à 3 fr. de notre monnaie pour obtenir de la bière valant environ sept francs. »

1) Presque tous les records de justice des localités situées, soit sur les bords de la Moselle, soit dans les environs, nous apprennent que les corvéables recevaient du vin; « si quis tantum biberit, ut socium suum vel aliquem incontinenter affendat, emendationi tenetur. » La consommation de vin était tellement générale que l'on regardait comme une privation de ne boire que de l'eau; déjà du temps des Carlovingiens, l'eau était donnée comme punition. Nous trouvons des dispositions telles que: « Celui qui se grise pendant une campagne, est condamné à boire de l'eau. »

2) Loc. cit.

C'est cette *cervoise* que nous rencontrons, à La Grange, d'après différents comptes.

Dans le Luxembourg, la situation était la même: la bière n'est mentionnée que rarement. Tandis que dans la ville de Luxembourg, par exemple, l'assise sur le vin est, en 1465, de 418 florins 20 gr. 4¹/₂ deniers et que le prix total du vin vendu en détail seulement atteint le chiffre de 5202 fl. 8 gr. 9¹/₂ d. (pour 463 foudres 5⁵/₈ aimes), la vente de bière est nulle dans la même année; en 1466, il y est vendu en détail 299 foudres 2¹/₄ aimes de vin et seulement 44 tonnes de bière; pour 1467, ces chiffres s'élèvent pour le vin à 298 foudres 3³/₄ aimes et pour la bière à 116 tonnes. Ces deux dernières années sont des plus fortes, quant à la consommation de bière. M^r le professeur Dr van Werveke (*Les finances de la ville de Luxembourg pendant le règne de Philippe le Bon*) dit que dans la ville de Luxembourg les brasseries étaient peu importantes et que c'est seulement dans les années où le vin est très cher, où par conséquent les bourgeois ne pouvaient pas boire à leur soif le petit vin de 6 à 8 ou 10 deniers, que les comptes de la ville accusent une certaine quantité de bière, brassée presque toujours par un ou deux bourgeois seulement; lorsque, par contre, le vin est à bon marché, la production de la bière cesse complètement.¹⁾

Au plat pays, on ne consommait guère plus de bière et nous estimons même que dans beaucoup de localités, surtout aux bords de la Moselle, on ne connaissait pas même la cervoise.

4. LES BOIS.



Il est incontestable que, dans la seigneurie de La Grange comme dans la plupart des seigneuries, les bois formaient au commencement la partie la plus étendue, sinon la plus importante, du territoire. Nous avons déjà relevé qu'au moyen âge les forêts n'étaient guère estimées; qu'en 1300 encore, une haute futaie avait bien peu de valeur vénale; que cependant, en 1500, elle en acquit une considérable.

Le bois ne sert, dans les premiers temps, que pour héberger toute espèce de

1) En 1456, la quantité de bière vendue en détail s'élève à 605¹/₂ tonnes; en outre, 5 tonnes furent vendues en gros; l'assise sur la bière étant la dixième partie de la valeur produisit 51 fl. 24 gros. En 1446, Herman Bierbruwer paye du chef de l'assise sur la bière la somme de 15¹/₂ fl.; dans cette même année, le vin de moindre qualité coûtait 6 et 8 deniers la quarte. En 1447, année où le vin était encore plus cher, Herman *der Bierbruwer* brassa 98 *bruwetten* à 6 tonnes et 33 à 7 tonnes; *der scholmeister* 38 *bruwetten*, faisant 100 tonnes; Hans Kichener, 18 *bruwetten* à 6 tonnes et Johan Bexpach 58 à 7 tonnes. En 1448, où le vin était très bon marché (il en fut vendu en détail 1 aîme à 3 deniers, 14 foudres 2¹/₂ aîmes à 4 deniers et 231 foudres 3³/₄ aîmes à 6 deniers), il n'y eut pas de bière du tout. Il en fut de même en 1449. En 1450, Herman Bierbruwer en produisit une quantité tellement minime que la ville ne perçut que 6 gros.

gibier destiné à la chasse. Abstraction faite du bois de chauffage et de quelque bois de construction, la forêt ne fournit que la paisson, c'est-à-dire le pâturage sous bois; les glands sont en outre recueillis pour l'engraissement des porcs. Ce n'est qu'au XVI^e siècle que les coupes sont aménagées: ce sont de nouvelles habitudes qui s'introduisent et qui vont se continuer. Jusqu'alors on ne vendait pas de coupes, les revenus des bois ne consistent qu'en redevances pour la paisson et la glandée; quant aux produits forestiers, ils étaient employés en nature et sur place.

En ce qui concerne l'introduction des coupes, un exemple nous en est fourni pour la forêt domaniale du Grünewald dans le Luxembourg. Le 2 février 1536, le lieutenant-gouverneur, Nicolas de Naves, président, Jean de Nancy et le docteur Jean Keck, conseillers du conseil provincial, ainsi que Henri de Luz, prévôt de Luxembourg, allèrent visiter le Grünewald; ils constatèrent que le bois « a esté très mal gardé, allant en désolation, par faulte que les usagiers ont taillié tant de bois et tel qu'ils ont voulu indifféramment. »¹⁾ Pour ce motif, ils commirent le susdit prévôt et les gardes du bois et ordonnèrent que dorénavant on le ferait couper « par tailles et par coupes, ensuivant certaine figure faicte par maistre Johan Mecz, mesurier sermenté de l'empereur, envoyé en cestuy pays, ayant mesuré le dit bois; » ils ordonnèrent ensuite que, pour l'année 1536, les usagers devaient prendre leur bois dans la coupe de cette année et ils fixèrent en même temps le nombre de cordes revenant à chacun d'eux.

M. le comte de Ludres, dans son « *Histoire d'une famille de la chevalerie lorraine*, » mentionne la première coupe de bois pour l'année 1571; elle est faite à Offroicourt. Cet auteur conclut que les salines, les verreries, les grandes constructions faites à Nancy donnaient de la valeur aux bois de feu et aux bois d'œuvre. Il rapporte plus loin que Henri de Ludres (1573—1639) vendit une coupe de trois hectares de bois pour la somme de 450 francs de notre monnaie, soit 150 francs l'hectare; les mêmes bois en vaudraient aujourd'hui mille environ, mais le revenu de la *feuille* (la valeur de l'accroissement annuel du taillis) devait être alors de quinze francs, tandis qu'il ne serait guère que de trente-cinq aujourd'hui.

En dehors des citations générales, comme: « jardins, vergers, prés, champs, pâturages, vignes, *bois* et eaux », nous ne trouvons, dans les actes de partage, d'héritage ou de prise de possession, que fort peu de données sur les bois qui dépendaient du château.

Aussi ne possédons-nous, pour le domaine de La Grange, que de rares renseignements sur les revenus des bois avant les temps modernes. Le compte des recettes et des dépenses de l'année 1574 nous apprend que le sergent de Leude-

1) Déjà en 1244, quand la comtesse Ermesinde affranchit la ville de Luxembourg, elle avait laissé aux bourgeois les mêmes droits dont ils usaient dans le Grünewald jusqu'alors; ils en tiraient le mort bois pour leur chauffage et, s'ils avaient besoin d'arbres pour leurs maisons, on les leur assignait moyennant un droit minime de stockage; ils y exerçaient même la chasse, sauf dans un district qui était réservé au souverain. Depuis lors, tous les couvents de Luxembourg et des environs avaient reçu le droit d'y prendre leurs bois de chauffage et même de construction, de sorte que les revenus domaniaux devaient nécessairement être très faibles et que les forêts elles-mêmes devaient être déboisées, lentement, mais sûrement. (Cfr. Dr. N. VAN WERVEKE, *Quelques détails sur les domaines du duché de Luxembourg*.)

lange vendit dans cette localité, en la dite année, des arbres pour la somme de 35 thalers; le nombre des arbres vendus n'est pas indiqué. A La Grange, on trouve pour la même année une vente de bois qui accuse une recette totale de 7 thalers et 6 sols; la corde de bois est vendue 8 sols, prix toujours bien minime. Ce dernier compte nous apprend encore que, vers cette époque, la coupe se faisait déjà régulièrement dans les forêts du domaine de La Grange; nous y trouvons renseigné une dépense de 7 thalers et 3 sols 1 patard pour « avoir coupé le bois et faicte les fagots. » Cependant, malgré le peu de revenus que procuraient les bois, ceux-ci ne sont pas négligés, car les épines sont arrachées des futaies; le dit document accuse de ce chef une dépense de 3 thalers.

Un état, dressé probablement peu de temps avant l'acquisition du domaine par Brice Gomé, fait mention de « 600 arpents de bois jeunes taillis, sans futaye, dont le fond de terre est bon, qu'on pourra commencer à couper dans 12 ans, en les mettant en coupe de 25 ans. » Le revenu annuel est estimé 2000 francs. Un mémoire des revenus dressé par Brice Gomé même évalue le rendement annuel des forêts à 1200 francs au moins.

L'un de ces comptes parle, comme nous venons de le dire, de 600 arpents de taillis. S'agit-il ici de toute l'étendue des bois du domaine de La Grange? On serait tenté de croire qu'à côté des taillis existaient encore des futaies; mais, en rapprochant ce renseignement de ceux contenus dans le pied-terrier de 1706, on est forcé d'admettre qu'effectivement il s'agit de toutes les forêts faisant partie du domaine de La Grange. Ce terrier fait mention de « deux cents arpents ou environ de bois de haute futaye, proches les vignes » et de « quatre cents arpents ou environ de bois taillis », ce qui fournit le dit total de 600 arpents.

Dans les données précédentes, il s'agit en première ligne de la forêt dite bois de La Grange; c'est de cette même forêt qu'il est question dans le partage projeté en 1530 entre les frères Georges et Frédéric de Brandenbourg. Les bois de La Grange sont situés sur le territoire des communes de Manom, de Basse-Yützt, d'Oeustrange et de Hettange-Grande. Actuellement, les bois situés dans la commune d'Oeustrange comprennent 35 hectares 7 ares et 83 centiares, soit le Denenbusch avec 10 hectares 94 ares et 30 centiares, le Hetzelbusch avec 24 hectares 13 ares et 53 centiares; dans la commune de Hettange-Grande, il y a le bois de Schambourg qui comprend 15 hectares 45 ares et 65 centiares; dans la commune de Basse-Yützt les bois de La Grange comprennent 41 hectares 10 ares et 41 centiares.

Sous le régime actuel, les bois du château sont divisés en 24 coupes dont l'étendue est la suivante:

1 ^{re} coupe	10 h. 14. 53;	9 ^e coupe	11. h. 79. 24;
2 ^e »	10. 14. 54;	10 ^e »	10. 36. 94;
3 ^e »	10. 14. 54;	11 ^e »	10. 29. 75;
4 ^e »	10. 20. 00;	12 ^e »	10. 29. 50;
5 ^e »	12. 64. 60;	13 ^e »	10. 29. 00;
6 ^e »	11. 02. 20;	14 ^e »	11. 26. 60;
7 ^e »	11. 61. 30;	15 ^e »	11. 26. 60;
8 ^e »	12. 48. 46;	16 ^e »	10. 46. 04;

17 ^e coupe	10.	h. 71.	97;	21 ^e coupe	12.	h. 07.	59;
18 ^e »	8.	95.	64;	22 ^e »	11.	26.	60;
19 ^e »	10.	08.	52;	23 ^e »	11.	26.	60;
20 ^e »	10.	63.	64;	24 ^e »	11.	26.	60;

Les bois réservés pour l'usage du château comptent 2 hectares 5 ares et 88 centiares. La superficie totale est actuellement de 361 hectares 7 ares et 59 centiares.

Une annotation, consignée au bas du pied-terrier de 1706, nous apprend qu'en 1721 Brice Gomé vendit, avec la permission du roi, toutes les coupes aux Hollandais. Une dizaine d'années plus tard, le comte de Foucquet fit couper tous les baliveaux des bois de La Grange; on en fit des palissades pour le service du roi; comme l'indique une note portée sur le dit terrier.

Le comte de Foucquet étant émigré pendant la révolution française, ses biens furent séquestrés; les forêts devaient naturellement partager le même sort. Après la fin de la tourmente, les biens saisis furent restitués pour la plus grande partie à l'ancien propriétaire, mais il n'en était pas de même des bois situés sur le ban de Manom. Au nom de son père, Marie-Renée-Louise de Foucquet s'adressa au gouvernement pour avoir la main-levée sur les bois toujours séquestrés. Nous donnons ci-après l'arrêté afférent du préfet du département de la Moselle par lequel le bois de La Grange est remis en toute propriété au comte de Foucquet.

Extrait des minutes de la préfecture de la Moselle.

« Metz, le 9 prairial, an X.

« Vu de rechef la pétition présentée par le citoyen Jean-Gabriel-René-François
« Foucquet, demeurant à Paris, représenté par Marie-Renée-Louise Foucquet, sa
« fille, par procuration légale, tendante à faire ordonner que la mainlevée du
« séquestre établi sur ses biens qui lui a été accordée par suite de la radiation de
« son nom de la liste des émigrés, s'étendra également sur ses propriétés forestières
« qu'il justifiera légalement n'être pas dans le cas de l'application de l'arrêté des
« consuls du 24. Thermidor an IX; demande à cet effet que la vérification en soit
« faite par experts nommés tant par lui que par la République pour la partie de
« ses bois situés sur le ban de Manom, arrondissement de Thionville;

« Le premier avis du conservateur des forêts du 22^e arrondissement en date
« du 8 floréal dernier, duquel il résulte que les bois réclamés par le pétitionnaire
« sont à la distance de plus d'un kilomètre d'autres forêts nationales, mais qu'à
« l'égard de leur consistance, comme il n'existe au greffe de la ci-devant maîtrise
« de Thionville aucun plan ni renseignement des dits bois, il se peut que l'inspecteur
« forestier ait été induit en erreur en portant ce bois dans l'état de ceux inalié-
« nables; il estime, en conséquence, que l'on doit procéder à l'arpentage proposé par
« l'arpenteur nommé par le pétitionnaire conjointement avec celui de l'arrondisse-
« ment de Thionville;

« L'avis du Directeur des domaines du même jour portant qu'il y a lieu d'a-
« dopter celui du conservateur;

« La décision de la préfecture du 9 floréal dernier portant confirmation et adoption de l'avis du conservateur du jour précédent ;

« La nomination faite en conséquence de cette décision par le pétitionnaire du cité Humbert pour procéder dans son intérêt à l'arpentage des bois de La Grange, conjointement avec le cité Bertrand, arpenteur de l'arrondissement de l'inspection forestière de Thionville ;

« Le procès-verbal dudit arpentage dressé le 2 du courant par les arpenteurs susdésignés, lequel est joint au plan figuratif des bois qui ont fait l'objet de cette opération ;

« Le 2^e avis du directeur des domaines du 4 de ce mois par lequel considérant que l'arrêté du 24. Thermidor an IX ne laisse sous le séquestre que les bois de 300 arpens et qu'étant constaté par le rapport des dits experts que celui appartenant au requérant ne contient que 287 arpens 83 perches et qu'il ne tient à aucune forêt nationale, il estime qu'il y a lieu d'autoriser le pétitionnaire à se mettre en possession et jouissance du bois par lui réclamé ;

« L'avis du conservateur des forêts du 22^e arrondissement du jour suivant, portant par les mêmes motifs que ceux exprimés en l'avis du directeur des domaines, qu'il y a lieu de déclarer que les dispositions de l'arrêté précité, ne sont point applicables au bois de La Grange que réclame le pétitionnaire et qu'il doit, en conséquence, être envoyé en possession de ce bois ;

« Celui confirmatif des deux précédents donné le 6 de ce mois par le sous-préfet du 2^e arrondissement ;

« La lettre du ministre des finances en date du 10 Floréal dernier par laquelle il a été décidé que c'est aux agents des forêts nationales que l'on doit s'adresser pour éclaircir le point de fait de savoir si les bois réclamés sont, ou non, d'une contenance qui les rendait inaliénables, et s'ils sont à la proximité des bois nationaux qui les rendrait tels, que ce point de fait étant décidé par la négative, c'est au préfet à prononcer la mainlevée du séquestre, de même la restitution du prix de la coupe à dater de la mainlevée de séquestre ordonnée sur les autres biens en vertu de la radiation définitive ;

« Vû l'arrêté des consuls du 24. Thermidor an IX ;

« Le préfet du département de la Moselle, considérant que l'arrêté des consuls précité n'a retenu dans les mains de la Nation que les bois séquestrés sur émigrés dont la consistance était au-dessus de 300 arpens et leur situation moindre d'un kilomètre des forêts nationales et de celles qui le sont devenues ;


« Considérant qu'il est constaté de la manière la plus légale que les bois réclamés par le pétitionnaire sont d'une consistance moindre et d'une situation plus éloignée que ceux réservés par l'arrêté du 24. Thermidor, qu'aussi rien ne s'oppose à la mise en jouissance demandée ;

« Arrête, par ces motifs, qu'il est fait mainlevée de tout séquestre national qui pourrait avoir été apposé sur le bois de La Grange, ban de la commune de Manom, arrondissement de Thionville. 1) »

1) Copie certifiée aux archives de La Grange.

Les archives de La Grange renferment de nombreux procès-verbaux sur l'aménagement et l'exploitation des bois au XVIII^e siècle. L'étendue des coupes variait beaucoup; on en trouve de 10 arpents jusqu'à 30. Ces coupes sont vendues en différents lots après que l'arpentage eût été fait par l'arpenteur royal de Thionville. ¹⁾

5. LES PRÉS.

ous avons déjà mentionné sommairement, d'après le pied-terrier de 1706, que la seigneurie de La Grange comprenait, au commencement du XVIII^e siècle, environ quarante fauchées de prés. En parlant du droit de pâturage, nous avons relevé également la grande Atzing et la Schluckerweide. L'étendue des prés qui, à cause de l'élevage de bestiaux, devaient toujours avoir une certaine importance, paraîtra sans doute quelque peu minime: il importe dès lors d'en parler spécialement.

Le projet de partage de biens, fait en 1530 entre les frères Georges et Frédéric de Brandenburg, énumère onze prés différents. Il y a: 1^o le pré dit *steyge wiese*; 2^o le grand pré (*groiss wissen*); 3^o un petit pré touchant aux jardins de la ville de Thionville; 4^o un pré près du « seich huis »; 5^o le nouveau pré; 6^o la *rentenwies* (pré des rentes); 7^o un petit pré touchant à la « laire aichten »; 8^o le pré dit « koben-

1) Nous reproduisons ci-après un de ces procès-verbaux:

L'an mil sept cent cinquante-cinq, le cinquième juin, à la réquisition du sieur Evrard, officier de la terre et seigneurie de La Grange-Manom, et de divers particuliers cy après dénommez, je Pierre Vigneron, arpenteur royal en la maîtrise particulière des eaux et forêts de Thionville, sous-signé, certifie avoir ledit jour procédé à l'arpentage par recolement d'un canton de bois, nommé le bois de la cense, appartenant à Monsieur le comte de Fouquet, maréchal des camps et armées du roy, seigneur de la dite terre de La Grange, Manom et autres lieux, dont la coupe a été vendue aux dits divers particuliers et dont le détail est cy-après; lequel canton j'ai trouvé contenir en superficie treize arpens dix-sept perches, à raison de cent perches pour l'arpent et la perche à vingt-deux pieds du roy; laquelle quantité a été exploitée, scavoir par les nommez George Kirsche et Jacques Him trois arpens quatre-vingt-treize perches un quart, en deux parties dont celle au midy d'un chemin commun contient un arpent vingt-trois perches un quart, et celle au septentrion dudit chemin deux arpens soixante-dix perches; par Étienne Laine, laboureur, demeurant à la chapelle de Saint-François, un arpent; par les nommez Nobert Darbiche, Jean Moncey et Chery, soixante-une perches un quart; par les nommez Pierre Kil, Jacques Belinger, Jean Reiter, François Broncard et Mathis Ourly, soixante-quinze perches; par les vigneron de mon dit sieur le comte de Fouquet quarante-cinq perches; par les nommez Michel Kirsch et Nicolas Meler, quarante-six perches; par les nommez Antoine Wirte et Jean Wirte, cinquante-neuf perches; par les nommez Jacques Dillon, Jean Florentin, Jean Ory, Jean Thomas et Charles Dillon, deux arpens vingt-six perches; par Alexandre Keller, soixante-quinze perches; par Nicolas Mathelin de la briquerie et consorts, quarante perches; par les nommez André Léonard, Clemens, Kemei et Mathias Blimau, un arpent deux perches, et, enfin, par le nommé Florimont, habitant de Terville, quatre-vingt-quatorze perches et demie — en foy de quoy j'ay dressé le présent procès-verbal pour servir et valoir en ce que de raison. Fait après les calculs finis à Thionville, le sixième juin mil sept cent cinquante-cinq. (s.) Vigneron.

broicht »; 9° le pré dit « durre wies »; 10° le pré dit « swirze wies »; 11° un pré du côté de la Kiesel, qui restait par indivis aux deux frères.

En disant plus haut que le pied-terrier de 1706 ne mentionnait que 40 fauchées de prés, nous avons fait abstraction de deux journaux de pré en friche et d'un pré en bon état mesurant également deux journaux environ. Dans ces deux prés, nous retrouvons les deux « rentenwiesen » qui longeaient le bois de La Grange. En ajoutant ces quatre journaux à l'ensemble des prairies dont il est parlé ci-dessus, on a une étendue totale d'environ 15 hectares 40 ares. Le même terrier indique encore une prairie sise devant la porte de Thionville; celle-ci est cependant comprise déjà dans la première évaluation de 40 fauchées, n'étant citée que pour donner les confins d'une pièce de jardin. D'un autre côté, nous apprenons que le nouveau pré n'est pas compris dans la dite estimation.

Quelques autres renseignements sur les prés du château sont fournis par le compte des recettes et des dépenses de 1574. Il y est mentionné:

1° des prés appartenant à la cense de Manom et affermés à Frédéric de Buvin pour 7 thalers par an; 2° le pré dit pré du maire de Havange que tient en ferme Leiners Nicolas pour la somme annuelle de 35 sols; 3° les prés faisant partie de la neuve cense desquels le censier Michiel paye par an 11 thalers; 4° le pré de Boulzing que tient Starck Nicolas, bourgeois de Thionville, contre un cens annuel de 5 thalers; 5° les prés auprès du château de Cattenom que tiennent les trois censiers dudit lieu pour la somme de 14 thalers par an; 6° le pré auprès des fossés de Thionville qui venait cependant d'être converti en jardins; il en est payé annuellement 6 thalers. Mais, comme le château de La Grange tenait en cet endroit encore un pré en 1706, il faut admettre que plus tard une portion des jardins aura été convertie de nouveau en pré ou qu'on en avait laissé subsister une certaine partie.

Le même compte fait mention du pré de Schadebourg qui, depuis le 10 mars 1506, était amodié, pour un terme de 18 ans, à raison de deux thalers par an.

Un mémoire des recettes, fait par Brice Gomé, évalue à 40 chariots par an la récolte en foin, tandis qu'un état antérieur n'en donne que 12. Il faut tenir compte que ce dernier état ne cite que les foins du *brenil*, tandis que le premier tient également compte des autres prairies. Dans les deux pièces, le prix du foin est à peu près le même, les 12 voitures étant estimées frs. 140 et les 40 voitures, 480 frs.

Il résulte de ces différentes énumérations, qu'au XVIII^e siècle encore la seigneurie de La Grange ne comprenait, relativement à nos jours, que peu de prairies. Par contre, les pacages et prés de la communauté avaient plus d'importance.

Le projet de partage de 1530 énumère plusieurs friches qui dépendaient du château. Nous y voyons d'abord deux friches, dites *snellen mort*, entre le bois du château et la haie Bolsinger respectivement le pâturage de Schiffflange; deux friches, dites *flamme aichte*, entre le château et la montagne de la justice; un pâturage donnant sur le grand étang; une friche, dite *hutters laiche*, entre le grand bois des seigneurs de La Grange et le bois communal de Manom; le pâturage *Müchen Schuren* du côté de Hettange et un dernier, nommé la grande friche, également du côté de Hettange-Grande. Antérieurement, nous avons déjà parlé d'autres pâturages.

Aux XVIII^e et XIX^e siècles, les seigneurs de La Grange firent de nouvelles acquisitions, aussi l'importance des prés augmente-t-elle toujours. Ces prés sont situés sur les bans des communes de Manom, Basse-Yützt, Haute-Yützt, Illange, Cattenom et Thionville. Le parc, qui entoure le château, comprend déjà 2 hectares 6 ares 1 centiare de prés; il y a ensuite la Reinwiese qui mesure 7 hectares 13 ares 87 centiaires; dans la commune de Basse-Yützt, le propriétaire actuel de La Grange compte en prairies 2 hectares 26 ares 22 centiaires; à Haute-Yützt, il a la prairie dite « im Vock » avec 2 hectares 30 ares 20 centiaires; à Illange, il possède le pré dit « Steltzklopp » qui mesure 18 hectares 34 ares 45 centiaires; à Cattenom, nous voyons encore des prairies mesurant 1 hectare 75 ares 12 centiaires.

6. FAYENCERIE ET TUILERIES.



n n'a malheureusement que très peu de renseignements sur l'ancienne faïencerie de La Grange. Elle était située sur l'emplacement où se trouve aujourd'hui la maison du régisseur et le jardin sis derrière.

Ses produits, répandus dans tout le pays, étaient estimés pour la richesse de leur coloris. Le château de La Grange en a conservé quelques rares spécimens: une paire de vases rappelant le coloris de Lunéville et un broc fait en 1757, d'après la date qui y est inscrite. Cette pièce, qui porte également les initiales de l'ouvrier qui l'a fabriquée, est d'une façon originale; elle a été, ainsi que l'usage l'autorisait, mise au four par celui qui l'avait faite et cuite pour son compte. Les initiales sont L G (Louis Gouverneur).

Mais le chef-d'œuvre de la faïencerie est le poêle mis en œuvre vers 1780 pour le château de La Grange. Cet appareil de chauffage, unique dans son genre, avait été brisé en mille morceaux pendant la révolution. Il a été restauré en 1882, et il a fallu près d'une année pour remettre en place et reconstituer ses débris épars. Le tout a été réuni avec du plâtre qui a servi en même temps à modeler les parties que l'on n'avait pu retrouver. Tel qu'il est, ce poêle est fort curieux; sa décoration rappelle le style Louis XIV, avec armoiries, petits génies et bouquets de fleurs.

Cette faïencerie, qui tenait dans le pays le même rang que Lunéville en France, était dirigée par de véritables artistes. C'est ainsi que l'auteur du beau bas-relief de la Moselle, qui orne l'escalier d'honneur de l'hôtel de ville à Metz et qui est signé, Leroux de Thionville, était précisément le fils d'un Leroux, modelleur, venu de Montigny-lez-Metz pour diriger la faïencerie de La Grange. Du même

temps vivait à La Grange un juif, Godchaux, un graveur qui ne manquait pas de mérite, mais dont le nom appartient plutôt à l'histoire de Thionville pour le rôle d'espion qu'il a joué lors du siège de cette ville en 1792 et pour les dénonciations qu'il a lancées à la face du général Wimpffen.

La faïencerie n'était pas toujours exploitée par les seigneurs mêmes ; elle était souvent donnée à bail et même à part des autres biens du château. C'est ainsi qu'il est expressément stipulé, dans un contrat de bail de 1750, que l'arrangement passé au sujet de la faïencerie subsistera encore pendant trois années et sept mois, sans que les preneurs en puissent réclamer une indemnité quelconque.

Les revenus de la faïencerie étaient très notables pour ce temps, car ils s'élevaient en général à une somme de 14 à 1500 francs.

La Grange possédait *deux tuileries* qui ne manquaient pas d'importance, et si, pour une année, les documents ne font ressortir qu'un bénéfice net de 400 florins, il faut tenir compte de ce fait que, pour une année bien postérieure, ce même bénéfice se trouve porté à 1200 florins, somme assez considérable pour ce temps. En général on y fabriquait des tuiles et des briques pour une somme annuelle de 4000 florins au moins; dès lors, un revenu net de 1200 fl. ne peut pas être qualifié d'exagéré.

Lors de la prise en bail de la terre de La Grange par Joseph Salèze, en 1764, on y comptait une quantité de 60.000 tuiles et de 30.000 briques.


Il nous a paru intéressant de jeter un coup d'œil sur l'étendue du domaine de La Grange dans les temps modernes. Au 1^{er} janvier 1849, toutes les dépendances du château comprenaient 427 hectares 77 ares et 2 centiares; au 1^{er} janvier 1878, cette superficie s'élevait à 437 hectares 82 ares et 6 centiares.

A la date du 1^{er} janvier 1897, la contenance totale était de 536 hectares 40 ares et 24 centiares, superficie qui se répartit de la manière suivante sur les différents territoires:

Territoire de Manom	402	hectares	89	ares	62	centiares
» Basse-Yützt	43	»	36	»	63	»
» Hettange	23	»	48	»	08	»
» Haute-Yützt	2	»	30	»	20	»
» Illange	19	»	27	»	84	»
» Thionville	9	»	17	»	52	»
» Oeutrange	34	»	15	»	35	»
» Cattenom	1	»	75	»	—	»
Soit	536	hectares	40	ares	24	centiares.

Dans cette superficie, les bâtiments sont compris pour 3 hectares 88 ares et 56 centiares; les jardins pour 23 h. 93 a. et 9 c.; les vignes du Rosenberg pour 4 h. 86 a. et 22 c., celles du Galgenberg pour 3 h. 71 a. et 79 c.; les bois comprennent 361 h. 7 a. et 59 c.

7. LE CHATEAU MODERNE DE LA GRANGE.

ous avons relaté au premier volume l'acquisition du beau domaine de La Grange par François-Brice Gomé des Hazars, écuyer, conseiller du roi et ensuite seigneur de La Grange. Le fils, grand dépensier, ne partageait pas les idées simples et économes du père et conçut le projet de se faire bâtir une résidence magnifique. Le nouvel emplacement fut choisi à côté du vieux manoir qui avait occupé l'emplacement couvert actuellement par les basses cours. De Cotte, architecte du roi, fit les plans et la superbe et coûteuse construction fut commencée en 1731. C'est au milieu d'un parc magnifique que s'élève la somptueuse demeure des derniers seigneurs de La Grange. Toute la maçonnerie, à partir des soubassements, étant construite en fortes pierres de taille, le château est une des constructions les plus solides.

Une majestueuse allée de peupliers débouche sur la façade principale qui est exposée au nord-ouest. Devant cette façade s'étend un charmant parterre de fleurs flanqué de chaque côté d'un lion en marbre blanc: tous deux semblent protéger les larges escaliers, en marbre de même couleur, qui conduisent à la demeure princière des derniers seigneurs de ce beau domaine. De ce côté on a comblé, au milieu, les larges et profonds fossés dont les eaux baignent tout le reste de la massive maçonnerie des sous-sols. Ces sous-sols, dont les voûtes sont faites également en pierres de taille, renferment les caves, une salle de bains, la buanderie, la cuisine, un réfectoire pour les serviteurs, un garde-manger, la laiterie et le calorifère. Un escalier de service, remarquable par sa forme, conduit, à l'ouest des sous-sols, aux chambres réservées des femmes de service; à l'étage même, ces appartements n'ont aucune communication avec les autres pièces.

Les deux extrémités de la principale façade forment des saillies rectangulaires dont celle au nord comprend, au rez-de-chaussée, la chapelle et, celle à l'ouest, quelques petites pièces avec l'escalier de service susmentionné. Cette façade est sans ornement, percée de grandes fenêtres à la moderne, deux de chaque côté de la porte d'entrée et cinq au premier étage dont celle du milieu est garnie d'un balcon; les saillies présentent chacune deux fenêtres au rez-de-chaussée et deux au premier étage. Au milieu de la façade, en-dessous de la lourde corniche en pierre, sont sculptées les armes de la famille de Foucquet; elles y ont été

placées, en 1803, par Jean-Gabriel-René-François de Foucquet, marquis de Foucquet d'Auvillars, le dernier descendant mâle de l'une des plus nobles familles de la France. Ces armes d'une famille éteinte dans sa descendance directe nous rappellent que tout est passager.

Après avoir monté l'escalier et franchi la porte d'entrée, nous nous trouvons dans un large vestibule où nous remarquons en premier lieu, dans l'angle formé par la salle à manger et la salle de réception, un vrai chef-d'œuvre de la faïencerie, un poêle qui, comme nous l'avons vu, a été fait pour le château vers 1780; nous y voyons encore une horloge antique artistement sculptée. Un superbe lustre est suspendu au milieu. A gauche se trouve un large escalier en pierre blanche, garni en bas d'un bouquet de fleurs sculpté; cet escalier conduit au premier étage. Une porte à deux battants, qui se trouve en face de la porte d'entrée, conduit dans la grande salle de réception. Le milieu de cette pièce est occupé par un billard; à droite il y a une cheminée en bois noir surmontée d'une pendule et de deux candélabres richement ciselés. De l'autre côté, on remarque, adaptée au mur, une armoire à glace qui renferme une riche collection d'armes. Il y a là des objets dignes de fixer au plus haut point l'attention de tout amateur. Mentionnons entre autres un fusil de chasse d'une belle facture. Le fût porte sur une petite plaque l'inscription suivante: « Prise d'Alger, le 5 juillet 1830. Donné par le Général en chef le 6 juillet au général vicomte de Bertier, commandant la 1^{re} brigade de la 3^e division. » Mais, c'est surtout en épées que cette collection est remarquable. Nous en admirons une avec poignée en or d'une fine exécution ayant appartenue au comte René-François de Foucquet, seigneur de la Bouchefoillère-La Grange, lieutenant général et commandant des ville de Metz et pays messin; une autre, moins remarquable cependant, porte l'inscription: « Donnée par le roi à M^r de Bertier, sorti des pages 1827. » La plus grande partie de ces armes sont des souvenirs de famille.

Mais, ce qui fait la véritable richesse de cette salle, ce sont les superbes tableaux et portraits qu'elle renferme. Les portraits peints à l'huile sont les suivants; nous les énumérons avec les inscriptions qui s'y trouvent:

Louis-Bénigne de Bertier de Sauvigny, président de Chambre au Parlement de Paris, 1676—1745;

Louise-Marie de Machault, comtesse de Bertier de Sauvigny, 1694;

Baron de Klinglin, lieutenant-colonel d'infanterie de la garde royale sous la Restauration;

Casimir de Foucquet, archevêque d'Embrun;

Marie-Renée-Louise de Foucquet, vicomtesse de Bertier de Sauvigny, 1778—1846; peinte par Louise Viger Lebrun 1786;

Jean-René, marquis de Foucquet, maréchal de camp, 1751;

Charles-François, comte de Foucquet, mort 1834;

le Maréchal de Belle-Isle-Foucquet, duc de Gisors, 1684—1761;

un portrait de Marie-Joséphine Foullon de Doué, comtesse de Bertier de Sauvigny, 1747—1786; peint par Latour;

Bonne-Suzanne Gentil, comtesse de Foucquet;

Marie-Madeleine, comtesse de Fouquet de Chazelles, morte 1842;
un second portrait de Casimir de Fouquet, archevêque d'Embrun, 1701—1785;

la Marquise de Fouquet, née d'Aubers (Marie-Louise Blondel d'Aubers, marquise de Fouquet);¹⁾

le Comte de Gisors, tué à la bataille de Créfeld 1732—1758 (Louis Marie Fouquet, comte de Gisors, maître de camp du régiment des carabiniers);

le Comte de Fouquet, gouverneur de Metz 1787 (René-François, comte de Fouquet, lieutenant général au pays messin, 1703—1784);

la Comtesse de Fouquet, née de Lesseville (Marie-Catherine-George de Lesseville, comtesse de Fouquet);

Parmi d'autres portraits, reproduits moyennant la photographie d'originaux peints à l'huile, nous mentionnerons encore les suivants:

Alexis de Bertier de Sauvigny, général de brigade, 1816—1883;

Marie-Jeanne-Françoise-Sidonie de Klinglin, née le 1^{er} septembre 1717, mariée le 31 août 1730 à Jean-Jacques de Müllenheim;

Jean-Jacques de Müllenheim, 328^e stettmeister de Strasbourg, mort le 8 juin 1760;

Marie-Anne-Pauline de Klinglin, née le 30 juin 1730, mariée à Antoine-Joseph, comte de Lützelbourg-Drincklingen;

Pierre de Bertier, évêque de Montauban, 16 juin 1774.

Cette salle de réception donne, du côté sud-est, sur une des vues les plus charmantes qu'offre le parc qui entoure le château. De ce côté il y a deux fenêtres et une porte vitrée qui conduit sur le pont-levis, jeté à cet endroit sur le fossé pour permettre également l'entrée au château.

A droite, le vestibule s'ouvre sur la salle à manger meublée à l'antique. Il faut relever ici quatre tableaux-portraits qui s'y trouvent:

le comte de Fouquet, maréchal-duc de Belle-Isle, peint par Rigaud;

Jean de Bertier de Sauvigny, premier président du parlement de Paris;

de Bertier de Sauvigny, intendant de la généralité de Paris, massacré le 22 juillet 1789;

M. de Calonne, ministre de Louis XVI, oncle de Marie-Renée-Louise de Fouquet, vicomtesse de Bertier de Sauvigny.

Une porte de la salle de réception conduit, à gauche, dans le grand salon, dont les quatre murs sont garnis de riches tapisseries sorties de la manufacture royale de Beauvais.²⁾ Elles y ont été exécutées pour être offertes par le roi au marquis de Bertier, intendant de Paris, à l'occasion du mariage de sa fille Anne-Louise avec le Comte de la Bourdonnaye-Blossac. Ces quatre gobelins, représentant les quatre âges d'après les registres de la Manufacture nationale, ont été faits sous la direction d'André Charlemagne Charron, comme le prouvent les initiales inscrites sur

1) Les indications entre parenthèses se trouvent inscrites au dos des portraits.

2) La Manufacture nationale de Beauvais fut fondée sous Colbert, en 1664, par Louis Hinard.

la bande. Ils contiennent 4 aunes $\frac{5}{16}$ ^e de haut, non compris les bandes d'un demi 16^e 1).

Les quatre tapisseries présentent les scènes suivantes :

L'Enfance, mesurant 2 aunes $\frac{12}{16}$ de cours ; commencée en mai 1778, elle était terminée en 1779 ;

Le Concert, 2 aunes $\frac{12}{16}$ de cours ; commencé en 1778 et terminé en 1779 ;

L'Étude de la Sphère, commencée le 10 juillet 1779 et terminée le 25 mars 1780 ;

La Danse ou la promenade, commencée en octobre 1779 et achevée en août 1780. 2)

Ce même salon renferme douze fauteuils dont les sièges, les dossiers et les manchettes ont été exécutés également à la manufacture nationale de Beauvais. Si les grandes tapisseries des murs ont été offertes à l'intendant de Paris par le roi, les fauteuils lui furent donnés par la ville de Paris, en reconnaissance des services rendus à la capitale.

Les 12 dossiers représentent : 1^o le pêcheur et son nègre, 2^o la faiseuse de filets et le petit tambourinier, 3^o une femme debout qui tient son chien et un homme assis en habit rouge, 4^o la dormeuse, 5^o l'homme qui présente le bouquet, 6^o la gouvernante qui promène l'enfant, 7^o la femme sur le lit de repos et son enfant, 8^o le petit garçon et son âne, 9^o l'homme habillé de bleu et la femme, 10^o la femme qui dort, 11^o l'agneau qui tète sa mère, 12^o la laitière et l'enfant qui boit du lait.

Les sujets des 12 sièges sont les suivants : 1^o la femme montée sur l'âne et la paysanne qui conduit, 2^o la femme couronnée par l'amour, 3^o le buveur ou la collation, 4^o le piqueur à genoux recevant l'ordre, 5^o la balançoire, 6^o la bouquetière, 7^o le dénicheur d'oiseaux, 8^o la femme qui tient une lettre, 9^o la femme qui puise de l'eau à la fontaine, 10^o le berger assis, 11^o la femme qui lit et 12^o l'homme assis, habillé de rouge, avec son mouton.

Ces fauteuils ont été commencés en juin 1779 et achevés en 1782. Les ouvriers qui y ont été occupés sont : Riqueur, Lermiller, Charlot, Lalize, Héraut, Fleury, Talon père, Pisier fils, Maillard, Allet, Bayeux frères. Pour l'exécution des 12 dossiers il a été payé aux ouvriers 761 livres 8 sols et 9 deniers, et pour les 12 sièges 917 livres 12 sols et 6 deniers. 3) Les douze paires de manchettes, représentant des

1) L'aune de France de 44 pouces vaut 1,1884 mètre.

2) D'après les registres, il a été payé aux ouvriers, pour la confection de la première pièce, à Attet 171 livres 5 sols 6 deniers, à Lalize 120 l. et à Lefèvre 62 l. 3 sols., soit en tout 353 livres 8 sols 6 deniers. Pour la seconde pièce il a été payé à Sénéchal 33 l. 18 s., à Lalize 264 l. et à Lefèvre 151 l., soit 448 livres 18 sols ; pour la troisième pièce à Lefèvre 205 l. 3 d., à Lalize 236 l. 5 s. 9 d., à Charlot 7 l. 10 s. et à Rigaux 42 l. 15 s. 6 d., en tout 491 l. 11 s. et 6 d. ; pour la 4^e pièce, à Lalize 388 l. 18 s. et 9 d. à Vacreux 152 l. 8 s. 6 d., en tout 541 livres 7 sols et 3 deniers.

3) La main-d'œuvre pour le fauteuil est bien loin d'être toujours la même ; elle varie selon la difficulté du sujet, soit selon le temps mis pour l'exécution. C'est ainsi que les 12 dossiers ont été payés : 1^o 57 l. 12 s. 6 d., 2^o 75 l. 15 s., 3^o 65 l. 10 s., 4^o 66 l., 5^o 74 l. 5 s., 6^o 72 l. 2 s. 6 d., 7^o 79 l. 15 s., 8^o 48 l. 18 s. 9 d., 9^o 57 l. 5 s., 10^o 51 l. 10 s., 11^o 59 l. 5 s., 12^o 53 l. 10 s. — Pour les 12 sièges la main-d'œuvre se répartit : 1^o 87 l. 15 s., 2^o 92 l. 5 s., 3^o 89 l., 4^o 91 l. 15 s., 5^o 90 l. 7 s. 6 d., 6^o 81 l. 17 s. 6 d., 7^o 62 l., 8^o 83 l. 5 s., 9^o 56 l. 15 s., 10^o 62 l. 5 s., 11^o 55 l. et 12^o 65 l. 7 s. et 6 d.

Il faut remarquer qu'il ne s'agit là que des prix de la main-d'œuvre.

Les canevas, les laines, soies, etc. ne sont pas comptés dans ces chiffres. Tout cela était fourni par la manufacture royale.

oiseaux et des animaux, sont sorties également de la manufacture nationale ; il en a été payé pour main-d'œuvre à l'ouvrier Attet la somme de 135 livres 18 sols et 9 deniers. La main-d'œuvre pour les douze fauteuils revient donc à 1815 livres.

Ce salon est éclairé par des fenêtres donnant également dans le parc vers le côté est. Après ce salon se trouve la 3^{me} pièce de réception. C'est un grand salon faisant l'angle est du bâtiment avec cinq fenêtres ; il est revêtu de boiseries blanches et or.

Du côté sud-est, la salle de réception donne dans deux chambres à coucher. De la salle à manger, ainsi que de la dernière chambre à coucher on arrive, par un petit corridor, à deux pièces-bureaux et à l'office qui, avec l'escalier de service, forme l'aile sud. La première des pièces-bureaux renferme également plusieurs jolis portraits de membres de la famille. Les deux fenêtres de cet appartement donnent sur la basse-cour et la maison du régisseur.

Nous avons déjà fait remarquer que l'aile nord est occupée par la chapelle du château. Pour le personnel de service, il y a une entrée particulière du dehors, tandis qu'à moitié du grand escalier, une autre entrée conduit à la tribune de la chapelle. L'ornementation de la chapelle est simple, mais choisie avec beaucoup de goût. L'autel en bois, quoiqu'il rappelle le style rococo ne fait pas mauvais effet et se trouve en accord avec l'ensemble ; il a été sculpté par les Chartreux de Rettel. Deux anges, à côté de la croix qui surmonte le tabernacle, en font tout l'ornement artistique. Auprès de l'autel, on a aménagé une petite sacristie pour les ornements d'église. Deux fenêtres, presque carrées, s'ouvrent sur le nord. Mais, telle qu'elle est dans sa simplicité, cette chapelle renferme un vrai chef-d'œuvre de peinture : la Sainte Vierge tenant l'enfant divin sur le bras gauche ; les yeux levés vers le ciel, elle semble pressentir les douleurs qui s'abattront sur son enfant chéri qui pose un bras sur ses seins. Le coloris de ce superbe tableau rappelle à tout connaisseur les belles toiles de van Dyck. Ce coloris confirme la tradition qui attribue au célèbre peintre flamand la création de ce chef-d'œuvre, donné à Jean-Gabriel-René-François Foucquet, marquis de Foucquet d'Auvillars, par la famille d'Aubers, à l'occasion de son mariage avec Mademoiselle Blondel d'Aubers. L'inscription en-dessous de ce tableau porte : « Mater dolorosa, ora pro nobis. »

Les dimanches et jours de fête, une messe est dite dans cette chapelle.

Au premier étage, il y a un corridor sur toute la longueur. On y remarque un portrait du maréchal de Belle-Isle, copié sur une toile qui se trouve au musée de Metz. Cet étage, qui a une hauteur de cinq mètres à peu près, contient en tout dix chambres à coucher et une salle de bibliothèque formant l'aile nord. Cette bibliothèque renferme, parmi ses milliers de volumes, des œuvres de grande valeur ; le propriétaire actuel du château, protecteur éclairé des sciences et des arts, ne ménage ni frais ni peines pour encourager toutes les entreprises historiques et scientifiques, pour acquérir tous les ouvrages qui concernent l'histoire de la France en général et particulièrement de la terre, chère à tous les cœurs français, que l'on appelle la Lorraine.

Au-dessus de cet étage se trouvent de grands greniers et sept mansardes ; au-dessus de ces dernières il y a encore des greniers.

Nous devons mentionner à cet endroit qu'en 1896, le 27 avril, le château avec toutes les richesses qu'il renferme a failli devenir la proie des flammes, une poutre donnant dans une cheminée ayant pris feu, celui-ci s'est communiqué aux pièces voisines du premier étage. Les dégâts matériels ont été considérables ; la toiture, les greniers et mansardes, ainsi qu'une partie du premier étage ont été détruits complètement. Heureusement tout le mobilier, tous les trésors et souvenirs renfermés dans le château ont été sauvés, grâce au dévouement des gens du pays auprès desquels le propriétaire jouit de la plus grande estime à cause de son affabilité et des bienfaits qu'il répand partout. Le feu s'étant déclaré pendant le temps du dîner, l'alarme était bientôt donnée ; les travaux de sauvetage, conduits par le comte lui-même, eurent un résultat heureux quant au mobilier qui fut transporté dans la chapelle. La reconstruction des parties détruites eut lieu, en général, d'après les anciens plans.

Mentionnons encore ici une bâtisse qui se trouve sur la pente du « Galgenberg », au milieu des vignes. Le voyageur qui, en chemin de fer, passe à plusieurs centaines de mètres, regarde avec curiosité cette ruine d'un style complètement étranger au pays et qui, par son originalité, charme les yeux : c'est la maison d'Alger, comme on l'appelle au château et dans les environs. Elle a été construite par Anne-Pierre de Bertier de Séquigny, vicomte de Bertier qui, en 1830, commanda l'ouverture de la tranchée devant le fort l'Empereur et qui, après la capitulation d'Alger, entra le premier dans cette ville à la tête du 35^e de ligne faisant partie de sa brigade. Ayant été logé à Alger pendant quelques jours dans la maison du consul de Hollande, cette bâtisse lui plut tant qu'il en copia les dessins et qu'après son retour à La Grange il fit construire, d'après ces plans, la dite maison d'Alger. Elle était habitée par le garde du château jusqu'à la guerre néfaste de 1870 à 1871. Mais, comme rien dans ce beau pays n'était à l'abri de la fureur des envahisseurs, cette habitation au style méridional ne fut épargnée non plus et dut subir bien des dégâts. Depuis ce temps elle n'est plus occupée, mais ses ruines, au milieu des vignobles, rappellent bien des souvenirs à ceux qui connaissent son humble histoire ; elles nous rappellent des illustrations de la France : les héros d'Alger.

Le chemin qui conduit du château à la forêt de La Grange présente, sur une petite hauteur, la coquette habitation du garde ; c'est l'endroit où, anciennement, se trouvait la tuilerie.



CHAPITRE X.

LE TERRAGE A GARSCH ET MANOM.



Abstraction faite des quatre seigneurs hauts-justiciers, le record de justice de Garsch, qui fut dressé à la demande de Bernard de Schauwenbourg, le 26 septembre 1560, énumère comme seigneurs fonciers de ce village, l'abbé du Münster à Luxembourg, le seigneur de La Grange et le seigneur de Schönfels. Le record de justice du 12 juillet 1586 parle des habitants de Manom et de Garsch qui doivent des rentes foncières aux seigneurs de La Grange et de Milbourg. De même, le dénombrement que Brice Gomé fit dresser le 31 mars 1706, mentionne cette même rente tout en donnant de plus amples renseignements sur son importance. Cette dernière pièce rapporte : « Item les habitans de La Grange et autres qui possèdent biens ès villaiges de Garsche et Manum nous doivent de rente de *schaff* cent seize maldres, les deux tiers seigle et le tiers avoine, et autant de gros en argent que de bichets de seigle ; laquelle rente (en) seigle, avoine et argent les mesmes gens de justice sont tenus livrer au chateau de La Grange où à Thionville le jour de la Saint-Martin ; de laquelle rente de *schaff* ceux de la dite seigneurie possédant biens dans le ban de Garsche doivent pour leur cote-part la quantité de vingt-sept maldres deux bichets de seigles, treize maldres six bichets d'avoine et vingt-sept francs monnoye de Luxembourg, qu'ils ont cy-devant réparti entr'eux suivant l'acte passé par devant Robin, nottaire royal à Thionville, le quatorzième may mil six cent quatre-vingt-onze, et à l'égard de ceux possédant biens dans le ban de Manum ont au lieu et place d'icelle rente abandonné à nos pour toujours et à perpétuité la neufiesme gerbe de tous les grains dudit ban de Manum par transaction passée entre lesd. habitans de Manum et le sieur et baron d'Argenteau nostredict devancier le onziesme septembre mil six cent quatre vingt onze. »

Il résulte à l'évidence de ces données que les seigneurs de La Grange percevaient un droit de terrage assez élevé dans les villages de Manom et Garsch. Après avoir constaté que la terre payait, comme l'homme, un cens, nous avons dit ailleurs qu'en tête des redevances que la terre devait acquitter, figurait le terrage, terragium. Dans les pièces se rapportant à La Grange, cette redevance est désignée généralement sous le nom de schaff ou schaffrente. Les premières données détaillées sur cette rente sont contenues dans un relevé dressé à la date du 5 avril 1573 par le notaire Brenner. L'acte afférent nous apprend, d'abord, que certaines erreurs s'étaient glissées dans la perception des cens et rentes aux villages de Manom et de Garsch, que c'est dans le but de redresser ces erreurs et pour y parer à l'avenir que l'on a fait procéder à une nouvelle répartition. Cette répartition, qui fut faite au château de La Grange en présence des mayeur et gens de justice de la seigneurie, était la suivante :

	Fournitures en seigle,			en avoine,			en argent.	
	maldres,	setiers,	fas.	maldres,	setiers,	fas.	gros,	patards.
Pour Manom :								
Claise Grong	1	7			8 $\frac{1}{2}$		17	
Claisgin Schentges fils . . .		7	1		3 $\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$	7	2
Mugen Frietgen	1			$\frac{1}{2}$			10	
Adams Sumer		1	3			3 $\frac{1}{2}$	1	6
Buchs Johann		7			4		8	
Lorenz de Kedingen	2 $\frac{1}{2}$			1		2 $\frac{1}{2}$	25	
Anton de Kedingen		8			4		8	
Fille Philippe Michels . . .	1	4			6	1	14	
Andress	1	6	3		7	3 $\frac{1}{2}$	15	5 $\frac{1}{2}$
Seilers Mathis	1	2 $\frac{1}{2}$			6	1	7 $\frac{1}{2}$	
Thomas Weber	1	2 $\frac{1}{2}$			6	1	12 $\frac{1}{2}$	
Seilers Peter	1	2 $\frac{1}{2}$			6	1	12 $\frac{1}{2}$	
Wenzel Zimmermann	1	2 $\frac{1}{2}$			6	1	12 $\frac{1}{2}$	
Wagners Hanz	1	4	3		7	2	14	6
Wagners Martin	3	2		2	1		32	
Clemens	1	8			9		18	
Wolff Goergen	3	2	1	1	6	1	32	2
Wagners Barthel	5	6		2	7	3	106	
Mathis Barthel	1	6			8		16	
Lehnands Claus	4	4	3	2	1	2	96	6
Zippen Mathis & Sumer Clesgin		6			2	3	6	
Klein Michel	1	4			6	3	14	
Heistges Johann	1	6			7	3	16	
Groiss Peters Suntgen . . .	2	4		1	2		14	
Adam Schneider		2			1		2	
Wilhelm Schneider		8			4		8	
Thomas Petgin		6			2	3	6	
Georgh fils de Wagner . . .		11			5	1	11	
Michel Heynnermann		3			1	1	3	
Zours Mathis de Neutz . . .		7			3	1	7	
Webers Anthonius de Thion- ville		4			2		4	

	Fournitures en seigle,			en avoine,			en argent.	
		maldres, setiers,	fas;	maldres, setiers,	fas.		gros.	p.
Pour Garsch :								
Martins frauw zum pfluge.		7			3	1	7	
Simon Claisgin		2			1		2	
Meyer Mathis.	1	4			7		13	
Biefer Johan	2	3 $\frac{1}{2}$		1	1	1	23	1
Heinen Johan	1				3		5	2
Sohir Johentgen.		3			2		3	
bien Keuers.	2			1			20	
Mülners Claus	1	2			6		12	
Gillen Johan	1	2	3		6	2	12	6
Sontagh.	1	8 $\frac{1}{2}$			9	1	18	4 $\frac{1}{2}$
Zymmer Hanz.		8			3		8	
Peiffers Johan.	1	1			6		11	
Klein Michels.	1	3			7		13	
Schnellers Mathis.		8			4		8	
Fisch Claus.		5			3		5	
Pirken Claus	1			$\frac{1}{2}$			10	
Jungh Weier fils		8			4		8	
Clais Clesgin		1			1		1	
Georgh Bernhardt.		7			4		7	
Kirsch Petgen.		4			2		4	
Wetzels Clesgin		4			2		4	
Wetzels Collin		4			2		4	
Thomas Koch	1	3	1		5 $\frac{1}{2}$		11	
Rexges Veldt.		4			2		4	
bien Entringer		7			4		7	
Meiers Mathis.	4	9		1	4 $\frac{1}{2}$		49	
Wenzels Margreth		4			2		4	

Faisons le compte du terrage de chacun des deux villages et nous aurons, en admettant « dix setiers de grains pour un maldre, mesure de Thionville » et 4 fas (faces) pour un setier :¹⁾

Garsch, 28 maldres 3 fas de seigle, 13 maldres 1 fas d'avoine, 27 livres 4 sols et 1 denier (la livre calculée à raison de 10 sols et le sol à 12 deniers);

Manom, 46 $\frac{1}{2}$ maldres 6 setiers 2 fas de seigle, 30 $\frac{1}{2}$ maldres 2 setiers et 2 fas d'avoine, et en argent 55 livres 3 $\frac{1}{2}$ sols 2 deniers;

soit, pour les deux villages, un terrage total de 74 $\frac{1}{2}$ maldres 7 setiers 1 fas de seigle, 43 $\frac{1}{2}$ maldres 2 setiers 3 fas d'avoine et en argent 82 livres 7 $\frac{1}{2}$ sols 3 deniers. En blés il est donc fourni en tout 119 maldres.

De ces revenus, le seigneur de La Grange devait fournir annuellement, par son mayeur de Manom, vingt-sept maldres de froment à un coseigneur de Berg.

Ce terrage paraît de tout temps avoir donné lieu à des contestations, car déjà à la suite du parcellement des biens afférents, les erreurs étaient inévitables. N'ou-

1) Dans l'original, qui est conservé aux archives du château de La Grange, le compte est établi également en maldres, setiers et fas.

blions pas que le terrage se percevait sur toutes les terres que les manants cultivaient par eux-mêmes ou par autrui, sans qu'on se préoccupât de la nature de la récolte. Encore la quotité du terrage variait-elle beaucoup suivant les lieux et suivant la qualité du sol; assez souvent elle était même très arbitraire. En général, les terrageurs prennent sur place leur part de récolte et la font transporter par les redevables à la maison seigneuriale. D'après le dénombrement de 1706, tel n'était pourtant pas le cas à La Grange, parce que le terrage n'était fourni au seigneur qu'à la St. Martin et que son transport, soit au château de La Grange, soit à Thionville, devait avoir lieu par les soins des officiers de la justice; d'après d'autres dispositions, les redevables devaient transporter eux-mêmes le terrage dont il s'agit.

Les premières indications précises sur l'importance du terrage des seigneurs de La Grange à Manom et à Garsch accusent, comme on a vu, 119 maldres de blé et 82 livres 7½ sols 3 deniers. Ces chiffres ne concordent qu'imparfaitement avec ceux qu'on trouve plus tard. Si déjà l'année suivante, et ceci malgré la nouvelle répartition de l'année précédente, on trouve dans un compte que le dit terrage rapporta 82 maldres 6 bichets de froment et 36 maldres 2 bichets d'avoine, il faut conclure ou bien à une erreur de compte ou à une perception du terrage suivant la quantité de la récolte; comme cependant la plupart des écrits donnent plus tard un chiffre fixe, cette perception sur la base de la quantité de la récolte aura dû être changée avec le temps. Encore, dans un compte non daté, nous trouvons indiqué la quotité du terrage en blé par 130 maldres. Ce dernier mode de perception resta d'ailleurs valable pour Manom, comme on le verra plus loin. Dès lors, il faut admettre que le chiffre de cent seize maldres n'est qu'un chiffre approximatif, malgré sa fréquente répétition dans de nombreuses pièces.

De multiples difficultés et des procès interminables s'élevèrent entre les seigneurs de La Grange et les habitants de Manom et Garsch au sujet du terrage à payer. Pendant de longues années, on ne parvint même pas à dresser un dénombrement exact des charges auxquelles étaient astreints les porterriens des deux villages.

C'est ainsi qu'au mois de décembre 1689, l'affaire du pied-terrier de Garsch et de Manom était pendante devant la chancellerie de la Cour; un arrêt de cette Cour fut rendu le 14 février 1690. Une requête de Soucelier, conseiller-avocat du roi au bailliage de Thionville, au comte Christophe-Albert d'Argenteau relève les contestations dont il s'agissait. Soucelier expose que le seigneur de La Grange a un intérêt notable à faire le dénombrement de la dite seigneurie pour le maintien de ses droits et le recouvrement du schaff (terrage) qui lui est dû à Manom et à Garsch, dépendances de La Grange. Le comte d'Argenteau réclame un cens annuel de cent seize maldres de grains, suivant les lettres de terrier dressées en la chancellerie le 14 décembre 1689 et publiées sur les lieux. Il somme en conséquence les porterriens des dits villages de lui fournir des déclarations de leurs biens.

Le 24 février 1691, les porterriens de Manom tâchent de se mettre d'accord avec leur seigneur. Par acte notarial, vingt-neuf personnes déclarent que, pour éviter des frais, elles se soumettent aux lettres de terrier, obtenues par le comte le 14 décembre 1689, en fournissant leur part des cent seize maldres de grains, les

deux tiers en seigle et un tiers en avoine, conformément aux registres de la seigneurie dressés le 18 avril 1573. Le 24 mai de la même année, les porterriens de Garsch en firent autant. Par acte rédigé audit jour, ils déclarent que, étant actuellement pressés par le comte Christophe-Albert d'Argenteau, seigneur de La Grange, de faire la déclaration de leurs biens, afin que ledit seigneur puisse obtenir la quantité de cent seize maldres de schaff qu'il réclame sur les bans de Manom et de Garsch, et, afin d'éviter les grands frais qu'il faudrait faire pour parvenir à un dénombrement, ils consentent, non comme les porterriens de Manom à fournir la neuvième partie des fruits de leurs terres,¹ mais à faire entre eux la répartition des 27 maldres et 2 bichets de seigle, 13 maldres et 6 bichets d'avoine et de 27 franes, monnaie de Luxembourg, faisant la part de ce qu'ils doivent sur ladite rente.

Malgré ces arrangements, l'affaire des rentes à fournir n'était nullement vidée. Le 31 août 1691, le comte d'Argenteau porta plainte devant Soucelier, conseiller-avocat, que la dame Antoinette de Boileau ne voulait pas fournir la rente due en raison des biens qu'elle possédait au ban de Manom; il demande qu'elle soit condamnée à payer incessamment tous les arrérages. Par contre, la dame de Boileau, veuve de feu Mathias de Vincièrre, fait valoir par son avocat Barthélemy qu'elle est mal assignée, n'étant pas propriétaire des biens dont elle jouit au village et ban de Manom; qu'elle n'en est que l'usufruitière et qu'en conséquence l'action devait être dirigée contre ses enfants qui sont les véritables propriétaires. Elle fait valoir en outre qu'il n'y a pas d'arrérages dus, parce que la rente a été régulièrement payée tous les ans. Le comte d'Argenteau ne se contenta pas de ces explications; il ne voit que de la chicane et de la mauvaise foi dans ce procédé, parce que, suivant la coutume, l'usufruitière est tenue d'entretenir, et même en bon état, les biens sur lesquels elle a l'usufruit, de payer et d'acquitter les charges afférentes, ce que d'ailleurs l'usufruitière dit avoir fait en payant, comme elle prétend, les rentes seigneuriales dues sur les susdits biens. Sur quoi la défenderesse fut invitée à comparaître dans la huitaine pour produire ses titres, tandis que le comte d'Argenteau était autorisé à faire saisir les fruits des terres en litige. Le 22 septembre suivant, le seigneur de La Grange déclare, par son avocat Scharff, que derechef il a fait assigner la dame de Boileau pour voir prononcer la peine de la réunion des biens qu'elle possède de la censive du suppliant. Ce dernier demande que dans le cas où la défenderesse ne se conformerait pas aux ordonnances sur la matière, en produisant une déclaration desdits biens accompagnée de pièces justificatives, elle soit condamnée, parce que le pied-terrier allemand qu'elle a mis entre les mains du greffier du bailliage de Thionville ne peut suffire, vu que le terrain en litige et consistant principalement en prés, n'y est pas même spécifié. Le seigneur réclame une rente d'un bichet de seigle, d'un demi-bichet d'avoine et d'un gros, monnaie de Luxembourg, soit pour la totalité des 52 journaux de terre dont il s'agit, cinquante-deux bichets de seigle, vingt-six bichets d'avoine et cinquante-deux gros, monnaie de Luxembourg. A l'égard des prés il demande que ceux-ci soient incessamment taxés et arpentés aux frais de la défenderesse et qu'il lui soit

1 La neuvième gerbe était à fournir, aussi le droit de terrage est-il désigné souvent sous le nom de gerbage.

payé les arrérages de vingt-neuf ans. Sur quoi la dame de Boileau fut sommée à nouveau de fournir, dans la huitaine, une déclaration des biens en litige tout en produisant ses titres et pièces justificatives¹⁾. Le comte d'Argenteau réclama de nouveau, sous la date du 13 décembre suivant, en demandant que les terres en question fussent réunies au domaine de la seigneurie et qu'en outre la défenderesse fût condamnée à payer les arrérages de 29 ans. Par contre, la dame de Boileau, tout en se déclarant prête à répondre à l'assignation à lui donnée, proteste contre la demande déraisonnable et injuste du seigneur qui demande de chaque arpent de terre un bichet de seigle, un demi-bichet d'avoine et un gros, et le double pour les prés et ce pour les 29 dernières années. Cependant, il est reconnu au greffe que la défenderesse a produit la déclaration des biens qu'elle détient en qualité de douairière de feu son mari et que, de temps immémorial, ces terres ne payaient en cens et rentes que 14 bichets de seigle, 7 bichets d'avoine et 14 sols de Luxembourg.

Finalement on se met d'accord : la dame de Boileau payera, annuellement, les deux tiers de 52 bichets de seigle faisant 34 bichets, 17 bichets d'avoine et 34 gros en argent à cause des 52 journaux de terre, tandis que pour les prés elle devra payer le double des autres terres. A cette fin, les prés seront incessamment toisés et arpentés par un arpenteur dont les parties conviendront ou qui sera nommé d'office. Il paraît cependant qu'il ne fut pas satisfait à cet arrangement. Sous la date du 12 janvier 1692, nous trouvons une nouvelle réclamation du comte d'Argenteau qui fait demander, par l'intermédiaire de son avocat Scharff, la réunion des biens en litige au domaine de la seigneurie, parce que les rentes ne sont pas payées nonobstant différentes ordonnances ; sur quoi le conseiller du roi et commissaire au bailliage de Thionville donna acte au demandeur de sa comparution et déclara lesdits biens réunis au domaine du seigneur de La Grange. La défenderesse est condamnée en outre aux dépens qui s'élèvent à la somme de 51 livres et 7 sols.

Le 9 février 1695, Jean-Baptiste de Wincierl, écuyer, seigneur en partie de Roussy, Jean-Baptiste Renault, ancien commissaire des guerres, et la dame Anne-Marie de Wincierl, son épouse, déclarent, par acte notarié, qu'après avoir pris lecture et connaissance d'un acte fait par les porterriens de Manom dont ils font partie, acte passé le 24 février 1691 devant le notaire Robin et contenant les offres faites par les porterriens de Manom au comte d'Argenteau, ils consentent à céder comme terrage la neuvième gerbe à prendre sur les terres qu'ils ont en possession au ban de Manom.

Brice Gomé avait également un procès à conduire contre Mathias Gallus, laboureur à Garsch. Par son avocat Marc, il fit demander la réception de l'appointement offert par lui. Le 16 avril 1709, la Cour ordonna la réception demandée.

Dans cette même affaire, il avait déjà été rendu une ordonnance, le 30 mars 1708, disposant que les porterriens de Garsch, qui sont de la censive

1) Par une nouvelle ordonnance du 3 décembre 1691, les porterriens de Manom et de Garsch avaient été sommés de se soumettre au paiement du terrage réclaté par le seigneur de La Grange et ce sous peine d'une amende d'un florin d'or, pour chaque contravention, en sus des dépens afférents.

de la terre de La Grange, étaient, d'après les anciens registres, redevables envers les seigneurs de La Grange de 27 maldres et 2 bichets de seigle, 13 maldres et 6 bichets d'avoine et de 27 francs, monnaie de Luxembourg; que cette quantité de grains et de deniers a été répartie entre les différents porterriens et que tous s'y sont conformés à l'exception de Gallus. Il est ordonné à l'intéressé de comparaître devant la Cour « dans les deslais de l'ordonnance pour veoir estre dit qu'il sera tenu de faire confirmer la dite sentence du cinq mars mil sept cent sept ». ¹⁾

Cette affaire vint une dernière fois devant la cour du Parlement en 1714, lorsque les héritiers de Mathias Gallus la reprirent. D'après une ordonnance du 29 mai de la dite année, les parties durent procéder suivant les derniers errements.

Nous avons déjà mentionné que, finalement, la généralité des porterriens de Manom et Garsch avait consenti à fournir le terrage réclamé par le comte d'Argenteau. Entre temps, Brice Gomé fit l'acquisition du domaine de La Grange et poursuivit avec instance toutes les voies pour mettre de l'ordre dans cette affaire toujours embrouillée. Notons encore que, d'après les pièces de procédure, cette rente avait été établie par un ancien record de justice du mois d'avril 1576, renouvelé par un autre en 1653 et reconnu depuis par tous les habitants en 1690 et 1691. Les habitants de Garsch, qui étaient contraints également à cette rente, devaient fournir en particulier, comme on a déjà vu, 27 maldres 2 bichets de seigle, 13 maldres six bichets d'avoine et 27 sols. Afin d'éviter les difficultés que les habitants de Manom auraient pu lui susciter dans la suite au sujet de cette rente seigneuriale, le comte d'Argenteau s'était pourvu en lettres de pied-terrier pour faire procéder à un démembrement dudit ban et relever ainsi les porterriens que les différentes mutations lui avaient donnés. Mais les habitants de Manom, voulant éviter l'exécution de leur pied-terrier, firent un accord avec lui, le 24 février 1691, par lequel il apparaît que, pour demeurer quittes envers leur seigneur tant des arrérages que de la continuation de la rente à 116 maldres de grains, ils lui abandonnèrent la neuvième gerbe sur toutes leurs terres labourables de quelques graines qu'elles puissent être ensemencées.

Mais, pour les porterriens de Garsch, il y avait une grande difficulté à fixer la part que chacun devait supporter dans le paiement de cette rente et Brice Gomé se trouva dans la nécessité de subir une longue contestation pour parvenir à une juste répartition. La Cour du Parlement rendit des arrêts dans la matière les 23 janvier, 30 juin et 28 juillet 1714. Pour parvenir à l'exécution de ces arrêtés, il fut décidé de faire faire « un arpentage général du village et du ban de Garsch pour en connaître la consistance ». Ensuite chacun des porterriens de Garsch devait

1) La dite sentence porte: « Nous ordonnons avant faire droict deffinitivement que dans la huictaine à la requeste et diligence du demandeur et aux risques du deffendeur (Jean-François, comte de Gévigny, seigneur de Milbourg, Kanfen, Haute-Kontz, Sentzich, etc.) tous terre portérieur de Garsch de la censive de La Grange seront mis en cause pour faire valoir le régalement et répartition qu'ils ont faite le quatorziesme may mil six cent nonante et un des rentes par eux deues à la seigneurie de La Grange, faire cesser les objections et différences du deffendeur, sinon et à faute de ce procéder entre eux à un nouveau régalement et répartition de la quantité de vingt-sept maldres deux bichets de seigle, treize maldres six bichets d'avoine et vingt-sept francs monnoye de Luxembourg de rentes foncières et seigneuriales deues à la dite seigneurie de La Grange ».

fournir sa répétition ou demande pardevant M^e Nicolas Barthel, notaire au bailliage de Thionville, à ce convenu en qualité de commissaire, de ce qui luy appartient, soit par vertu de titres, soit par haute et légitime possession, afin de distinguer pour autant qu'il serait possible à la vue de ces demandes et les titres qui seront produits à l'assistance de trois experts, cy après nommés, les héritages des différentes censives des seigneurs communs et particuliers du même lieu. »

D'un premier arpentage fait en suite de ces arrêts, il fut reconnu « qu'il y avait partout de la confusion, du mélange et du dérangement dans les possessions, qu'aucun porterien ne se trouvait dans sa véritable situation ny posséder en conformité de ses titres. » Dès lors, il fallait procéder à un nouvel arpentage. Après avoir obtenu le consentement des seigneurs de Milbourg, de Cattenom et de Munster, il fut décidé « de faire une nouvelle distribution et livraison tant du village que des jardins et de tous les héritages du village et ban de Garsch pour restablir l'ordre légitime dans les possessions, qu'à cet effet les trois saisons de terres labourables et les prez seroient réglés par cantons particuliers à l'indication de Jean Terver l'aîné, de Jean Paradis et de Christophe Belfort, experts à ce dénommés et sermentés en pleine assemblée pour les héritages d'un chacun y estre placés aux indications des mesmes experts, en conformité des titres et des possessions légitimes des propriétaires, qu'ensuite pour parvenir à l'ordre de la situation de chaque porterien, chaque canton seroit tiré au sort entre ceux qui s'y trouveroient placés suivant les cahiers qui en auront esté tenus afin que par ce moyen l'assiette et la répartition de rentes seigneurialles soit et demeure toujours certaines. » Il est reconnu « qu'il n'est pas possible de faire distinction séparément des terres, des prez, ny des vignes des censives particulières des seigneuries de La Grange et de Milbourg sur lesquelles il eschoit de faire l'assiette et répartition des rentes seigneurialles en conformité de l'arrest du 23. janvier 1714 parce qu'il n'en paroist rien et qu'il n'en est fait aucune mention dans les titres, qu'il n'est pas possible non plus de distinguer précisément toutes les terres, les prez et les vignes qui peuvent être censives de Catenom ou de la juridiction de l'abbaye de Munster de Luxembourg ou de celle de Schinfeltz aud. lieu de Garsch, sinon au regard de Catenom pour aucuns articles qui payent terrage, autrement la neuviesme au seigneur dud. Catenom suivant le renseignement d'aueuns terriers particuliers des porteriens et du pied terre du terrage de la neuviesme à luy deub au ban de Kaiching; iceluy pied terre comprenant la pluspart des articles payant la neuviesme au ban de Garsch, ce dont il sera tenu noste sur chacun desd. articles. Quant à l'abbaye de Munster, la distinction fait au regard des terres, prez et vignes reconnues et réputées estre de sa censive, ont jugement mesme, et à l'indication des experts résulté d'une déclaration du vingt-un mars mil six cent-trente-deux, également reconnue et advenue par les porteriens comme par les experts, ce dont il sera pareillement tenu noste sur chaque article dans la distribution et livraison; et sur lesquels seuls héritages ainsy reconnue pour censive de Munster, se doit répartir, lever et percevoir la seule rente ordinaire en grains de quattres maldres six bichets de seigle et quatre maldres six bichets d'avoine, dont l'abbaye est en possession. A l'esgard de l'argent et des chapons, qui se payent à la susd. abbaye sur les

voueries, maisons et dépendances du village, la perception en sera faite sur ceux qui en sont les débiteurs, sauf à lad. abbaye à faire valoir en justice ordinaire, comme elle trouvera bon estre, le surplus de ses droits le cas échéant, ainsy qu'au regard des autres rentes prétendues, au contenu de sa demande du vingt-six mars, au cahier des répétitions, de même aussi pour celle touchant la cense franche de Schleuiker, dont il n'est connu à présent au dire des experts qu'un seul canton nouvellement défriché de la consistance de dix journaux un quart duquel jouit actuellement Bernard Geib; pour raison de quoy elle pourra exercer son action contre qui elle avisera bon estre pour obtenir lad. rente, sauf à ceux qui en sont chargés par leurs propres tiltres à se partager entre eux led. canton de dix jours un quart. En ce qui concerne Schinfeltz au regard des héritages reconnus appartenir aux héritiers de Nicolas Kedinger communément appelés les biens de Montebaur et qu'ils ont répété par leurs demandes du quinze febvrier dernier, au contenu et par vertu des titres y esnoncés, il paroist qu'ils dépendent et sont censives de la seigneurie de Schinfeltz, et comme telles la distinction en a esté faite de l'adveu, consentement et aux indications des experts, de quoy sera tenu note de mesme sur chaque article dans la distribution et livraison. En conséquence ces mesmes héritages ne feront pas partie de ceux sur lesquels il s'agit de répartir les rentes deues à La Grange. Au surplus, touchant les droits, juridictions, cens et rentes prétendues par la demoiselle Suzanne Feller, veuve du sieur Pierre Simony, comme représentant le sieur de Schinfels par sa demande du mesme jour quinziesme febvrier dernier non advouée par les expertz ny par les porteriens, elle doit se pourvoir en justice ordinaire pour les faire valloir contre et avec qui appartiendra, et suivant qu'elle l'avisera bon estre. Sur la demande du sieur Jean Henry Maurice Hennequin du vingt-un mars concernant les rentes particulières y esnoncées, acte luy est octroyé de sa répétition à cet esgard pour luy servir et valloir et s'en aider s'il y escheoit comme au cas appartiendra ».

Après cet exposé de la situation, le procès-verbal afférent déclare que, « sur les demandes particulières des porteriens il sera fait distribution et livraison à chacun pour autant en terres, prez, vignes et autres héritages, maisons, manoirs, jardins et dépendances qu'il a esté reconnu et trouvé luy appartenir, soit à titre de propriété, faculté de rémérer ou d'engagement et conformément aux cahiers des cantonnements sur ce tenus et sera fait mention sur chaque articles des héritages alloués à titre de faculté de rachapt ou d'engagement pour la conservation des droits de propriété en faveur de qui il appartiendra. En conséquence et conformément à ce que dessus a esté faite la distribution et livraison suivante de chaque canton en particulier des terres, des prez, des vignes, des bois, maisons, jardins et dépendances du ban et village de Garsch par le sieur Pierre Marcadez, arpenteur juré de Thionville aussy à ce choisi et dénommé, le tout en présence de nous Barthel et Baillet, et à l'assistance des experts et des porteriens suivant et à la veue des cahiers de chaque canton après avoir esté tiré au sort comme dit est par les porteriens qui pour faciliter le tout ont mesme consenti et bien voulu passer au sort d'un canton surchargé à l'autre; le tout à la mesme au regard des terres labourables de cent quarante-huit verges seulement pour le journal, la verge

à quinze pieds neuf poulces du Roy qui produisent dix-sept pieds et demy du pays pour la verge ordinaire; à l'esgard des prez, des vignes, des bois, des maisons, jardins et dépendances à la mesure de cent soixante desd. verges pour le journal ordinaire du pays, la différence de la mesure au regard des terres procédantes de ce qu'il a fallu réduire le journal à cent quarante-huit verges, attendu que le produit des terres allouées excédoit celui des cantons des terres labourables de tout le ban, lesd. porterriens ayant volontairement consenti à cette réduction pour éviter à tous inconvéniens et au procès qui auroient pu naistre entre eux à cette occasion. »

Ce second arpentage avait été commencé le 3 septembre 1714 et achevé le 5 novembre 1715; le relevé fut clôturé le 2 décembre de cette dernière année. Par arrêté du même jour, il fut ordonné que les dits arpentage, livraison, distribution et répartition de la rente dont il s'agit fussent homologués en la Cour du Parlement pour être exécutés selon leurs forme et teneur. Thorel, avocat de Brice Gomé, demanda la réception de l'appointement offert par lui tandis que Annibal, avocat des défendeurs, ne consentit à la réception dudit appointement que sous la condition que les protestations fussent prises en considération. La Cour ordonna que l'appointement fût reçu sans protestation, sauf à la partie de Thorel à former telles demandes qu'elle jugera convenir. Devant la Cour comparurent Jean-François Brazy, conseiller-receveur du roi et payeur des gages du bureau des finances de la généralité de Metz, et Michel Léonard, Jean Jaminet et Christophe Jung qui s'étaient présentés au nom des autres porterriens de Garsch. ¹⁾

1) La répartition du terrage entre tous les porterriens du ban et village de Garsch est la suivante: *Jean Pieffer* et consors, emphytéotes du sieur Bahu, en seigle 1 maldre $9\frac{3}{4}$ bichets, en avoine $9\frac{3}{4}$ bichets et $\frac{1}{8}$, en argent 15 deniers par bichet du seigle, fait 1 livre 4 sols 4 deniers; ils payent en argent à Milbourg 5 livres 10 sols. *Louis Fringan*, cohéritier de Jean Fringan, de son vivant conseiller du roi, en seigle 3 maldres 6 bichets $\frac{1}{16}$, en avoine 1 maldre 8 bichets $\frac{1}{32}$, en argent 2 livres 4 sols 10 deniers; dans cette rente le sieur François-Nicolas Fringan contribuera en seigle pour $\frac{1}{4}$ de bichet et $\frac{1}{16}$, en avoine pour $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{32}$ de bichet et en argent en proportion; les héritiers de Mlle Fringan contribueront pour 1 journal et 30 verges, en seigle $\frac{1}{2}$ bichet et $\frac{1}{16}$, en avoine $\frac{1}{4}$ de bichet et $\frac{1}{32}$ et en argent en proportion. *Jean-François Brazy*, en seigle 2 maldres $6\frac{1}{4}$ bichets, en avoine 1 maldre $3\frac{1}{8}$ bichets, en argent 1 livres 12 sols 6 deniers; il paye à Milbourg 1 livre 1 sol 6 deniers. *Nicolas Crespin* et *Michel Léonard*, en seigle 1 maldre trois bichets $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{16}$, en avoine $6\frac{1}{2}$ bichets et $\frac{1}{16}$ et $\frac{1}{32}$, en argent 16 sols 4 deniers; il paye à Milbourg 2 livres 4 sols 6 deniers. *Jean Franck*, en seigle $8\frac{1}{4}$ bichets, en avoine $4\frac{1}{8}$ bichets, en argent 10 sols 3 deniers; il paye à Milbourg 2 livres 5 sols $7\frac{1}{2}$ deniers. *Jean Terver*, maire et les enfants de Jean Wolff Terver, en seigle 3 bichets $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{4}$, en avoine 1 bichet et $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{16}$ de bichet, en argent 4 sols 3 deniers. Les héritiers de *Didier Terver*, en seigle 7 bichets $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{16}$, en avoine 3 bichets $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{32}$, en argent 10 sols; ils payent à Milbourg 4 livres 10 sols 4 deniers. Les héritiers de *Jean Kollen* et les enfants de Marc Terver, en seigle 5 bichets $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{4}$ en avoine 2 bichets $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{16}$, en argent 6 sols 6 deniers; ils payent à Milbourg 18 sols $1\frac{1}{2}$ deniers. Les héritiers de Jean Kollen seuls doivent en seigle 1 bichet $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{16}$, en avoine $\frac{1}{4}$ bichet $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{32}$, en argent 1 sol 6 deniers. *Jean Peter* et les enfants de Marc Terver, en seigle 8 bichets, en avoine 4 bichets, en argent 10 sols; ils payent à Milbourg 15 sols. *Henri Hamen* et consors, en seigle $6\frac{1}{8}$ bichets, en avoine $3\frac{1}{16}$ bichets, en argent 7 sols 6 deniers; ils payent à Milbourg 4 livres 10 sols 4 deniers. *Christophe Jung*, en seigle 1 maldre 1 bichet $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{8}$, en avoine 5 bichets $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{16}$, en argent 14 sols 3 deniers; dans cette rente sont compris, du chef de sa femme, $\frac{5}{4}$ de bichet de seigle et $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{8}$ d'avoine. Les héritiers de *Mathis Gallus*, représentés par Jean Gallus, Jean Muller, Balthazar Rabesin et consors, doivent en seigle 2 maldres 1 bichet $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$, en avoine 1 maldre $\frac{1}{2}$ bichet $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{32}$, en argent 1 livre 6 sols et 3 deniers. François-Nicolas Vandernoot et Georges Steil contribuent dans cette rente pour 6 bichets $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{16}$ et $\frac{1}{32}$ en seigle, 3 bichets $\frac{1}{4}$ et $\frac{3}{64}$ en avoine; Pierre Kreutz, Jean Wolff Stourm y apportent en seigle $6\frac{1}{4}$

Le procès-verbal afférent divise le ban de Garsch de la manière suivante :

I. Saison de *Poulfeld* qui est subdivisée : 1. — en cinq cantons de Poulfeld, le premier dit *Cabisgarten* contenant pour les terres arables 18 parts, le deuxième (Kaichen, Kucken) 10 parts, le troisième aboutissant au chemin dit Bredenweg et au Pontenweg 12 parts, le quatrième 17 et le cinquième, touchant au couchant au chemin Hennebach, 11 parts ; 2. — deux cantons de Zeptiesfeld, le premier avec 14 et le second avec 13 parts ; 3. — le canton de *Flerrenberg* « joignant au levant le chemin de Holgessel et au couchant les vignes » avec 4 parts ; 4. — le canton de *Juttenberg*, « joignant au levant les vignes, au couchant le chemin de Draff, aboutit au midy sur le chemin de Pontenweg par haut, au septentrion sur le bois de

bichets, en avoine $3\frac{1}{8}$ bichets ; Marie Becker, veuve de Jean Graff, y participe en seigle pour 1 bichet $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{32}$, en avoine pour $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{16}$ et $\frac{3}{64}$ de bichet, la redevance en argent est en proportion, 15 deniers par bichet de seigle. Pierre Kreutz et Jean Wolff Stourm payent à Milbourg 11 sols 3 deniers. *Christine Koch*, veuve d'André Steffen, en seigle 1 maldre $2\frac{1}{16}$ bichets, en avoine $6\frac{1}{32}$ bichets, en argent 15 sols ; elle paye à Milbourg 1 livre 14 sols 3 deniers. Ladite Christine Koch pour moitié, Jean Terver le jeune et Jean Mauritius pour l'autre moitié, doivent en seigle 3 bichets $\frac{3}{4}$ et $\frac{1}{16}$, en avoine 1 bichet $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{3}{32}$, en argent 5 sols. Les héritiers de *Herman Koch* qui sont Jean Demarest le vieux, André Schlecht, Nicolas et Jean Juving, Dimanche Léonard et consorts doivent en seigle 5 bichets $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{32}$, en avoine 2 bichets $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{64}$, en argent 7 sols. *Antoine Steffen*, en seigle $1\frac{1}{4}$ bichet en avoine $\frac{1}{2}$ bichet et $\frac{1}{8}$, en argent 1 sol 7 deniers. *Jean Jaminet* et consorts, en seigle $4\frac{3}{4}$ bichets, en avoine 2 bichets $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{8}$, en argent 6 sols ; ils payent à Milbourg 2 livres 10 sols. *Nicolas Mauritius* et consorts, en seigle $9\frac{1}{32}$ bichets, en avoine 4 bichets $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{64}$, en argent 11 sols 3 deniers. *François Renouard*, en seigle $\frac{1}{8}$ de bichet, en avoine $\frac{1}{16}$ de bichet, de Christophe Everling, en seigle $\frac{1}{4}$ de bichet, en avoine $\frac{1}{8}$, l'argent à proportion, à raison de 15 deniers par bichet. *Muthis Laurent*, en seigle 1 maldre $\frac{3}{4}$ de bichet, en avoine 5 bichets $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{8}$, en argent 13 sols et 6 deniers. *Jean Jamais* et consorts, ainsi que Marie Paternoster, veuve de Jean Wolff Stourm, en seigle 5 bichets $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{32}$, en avoine 2 bichets $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ et $\frac{1}{64}$, en argent 6 sols 9 deniers ; ils payent à Milbourg 1 livre 4 sols 9 deniers. Les héritiers de *Nicolas Kedinger*, en seigle 3 bichets $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{32}$, en avoine 1 bichet $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{64}$, en argent 4 sols. *Michel Louis*, en seigle 2 bichets $\frac{3}{4}$ et $\frac{1}{32}$, en avoine 1 bichet $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{64}$, en argent 3 sols 6 deniers. *Jean et Christophe Imptgen*, en seigle 1 bichet $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{64}$, en avoine $\frac{1}{2}$ bichet $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$, en argent 1 sol 6 deniers. *Jean Paradis* et consorts, en seigle $4\frac{1}{2}$ bichets, en avoine $2\frac{1}{4}$ bichets, en argent 5 sols 6 deniers. *Nicolas Becker*, en seigle $2\frac{3}{4}$ bichets, en avoine 1 bichet $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{8}$, en argent 3 sols 6 deniers. Les dames religieuses de Thionville, en seigle $1\frac{1}{4}$ bichet, en avoine $\frac{1}{2}$ bichet et $\frac{1}{8}$, en argent 1 sol 6 deniers. Les héritiers de *Pierre Hettinger*, en seigle 5 bichets et $\frac{1}{4}$, en avoine 2 bichets $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{8}$, en argent $6\frac{1}{2}$ sols. Les héritiers de *François Molvinger*, représentés par Christophe Belfort, veuve de Pierre Belfort, Jacques Molvinger, Nicolas Mauritius, Pierre Gerdner et Jean Pieffer, en seigle 4 bichets $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{32}$, en avoine 2 bichets $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{64}$, en argent 5 sols 9 deniers. Les héritiers *François Bullinger* de Manom, représentés par Jacques Bullinger, Nicolas Léonard et consorts, en seigle $\frac{3}{4}$ de bichet $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{16}$, en avoine $\frac{1}{4}$ de bichet $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ et $\frac{1}{32}$, en argent 1 sol 3 deniers. *Jean Kohu* et *Nicolas Schmit*, pour leurs enfants, en seigle 1 bichet, en avoine $\frac{1}{2}$ bichet, en argent 1 sol 3 deniers. *Jean-Henri Steichen*, en seigle $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{8}$ de bichet, en avoine $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{16}$. *Madeleine Steichen*, en seigle $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{32}$ de bichet, en avoine $\frac{1}{16}$ et $\frac{1}{64}$. *Georges Largent*, en seigle $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{16}$ de bichet, en avoine $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ et $\frac{1}{32}$ de bichet. *Antoine Parin*, en seigle $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ et $\frac{1}{32}$ de bichet, en avoine $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{32}$ et $\frac{1}{64}$ de bichet. *Angélique Franck*, en seigle $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{16}$ de bichet en avoine $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{32}$ de bichet. Ces cinq derniers articles font ensemble $1\frac{3}{4}$ bichet de seigle, $\frac{3}{4}$ et $\frac{1}{8}$ de bichet d'avoine et en argent 2 sols 3 deniers. Les héritiers de *Nicolas Koohu*, représentés par Jean Koohu et consorts de Kaiching, en seigle $2\frac{1}{4}$ bichets, en avoine $1\frac{1}{8}$, en argent 2 sols 9 deniers ; ils payent à Milbourg 3 livres 15 sols. Les héritiers *Jean Specht*, *Jean Millinger* et Jean Probst, en seigle 8 bichets $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{16}$, en avoine 4 bichets $\frac{1}{16}$ et $\frac{1}{32}$, en argent 10 sols 6 deniers ; ils payent à Milbourg 15 sols $6\frac{1}{2}$ deniers. *Nicolas Stourm*, Catherine Koohu et consorts, en seigle $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{32}$ de bichet, en avoine $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ et $\frac{1}{64}$, en argent 1 sol. Les héritiers de *Nicolas Boemer*, en seigle 1 bichet $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{32}$, en avoine $\frac{1}{2}$ bichet $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{64}$. *Jean Boemer*, en seigle $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$, en avoine $\frac{3}{16}$ de bichet. *Nicolas Rouppert*, en seigle $\frac{1}{4}$ de bichet et en avoine $\frac{1}{4}$. Les héritiers d'*André Rouppert*, en seigle $\frac{1}{16}$ et $\frac{1}{32}$, en avoine $\frac{1}{32}$ et $\frac{1}{64}$. Ces quatre dernières parties payent en argent 2 sols.

Nous avons cru devoir maintenir les indications telles qu'elles se trouvent au procès-verbal sans réduction des termes afférents.

Berel et sur les terres avec 21 parts; 5. — le canton de *Fenntgesscheuer* « joignant au levant le chemin de Hennebach, au couchant la saison de Mulengewahn, aboutit au midy sur le chemin de Fenntgesscheuer et au septentrion sur le Pontenweg » avec 30 parts; 6. — le canton de *Steinenkrenz* « joignant au levant les prairies appelées Breuill d'en haut au couchant le chemin dessous Fenntgesscheuer, aboutit par bas au midy sur les prez et par haut sur le chemin de Fenntgesscheuer » avec 12 parts; 7. — le canton de *Buchel* « attenant au levant aux jardins et maisons du s^r Fringan, au surplus entouré de chemins à l'exception de l'endroit où il touche aux héritiers de Koch, » tout ce canton appartient au s^r Fringan et contient deux journaux, un demi et un huitième; 8. — le canton de *Fougelsand* « aboutissant au levant sur le chemin de Holgessel, au couchant sur le bois de Berel, attenant au midy aux vignes et au septentrion le bois de Berel » avec 8 parts; 9. — le *premier canton de Hostert* « joignant au midy la saison de Conwerberg, au septentrion au long des deux et troisième cantons de Hostert, aboutit au levant sur les terres de la saison de Conwer, au couchant sur le bois de Berel » avec 6 parts; 10. — le *deuxième canton de Hostert* « attenant au midy au premier canton, au septentrion au quatrième canton de Hostert, aboutit au levant sur le troisième et au couchant sur le bois de Berel » avec 9 parts; 11. — le *troisième canton de Hostert* « aboutissant par bas au levant sur les prez et le Draff et par haut au couchant sur le précédent canton qui est le deuxième, attenant au midy au premier canton de Hostert et au septentrion au quatrième canton de Hostert » avec 18 parts; 12. — le *quatrième canton de Hostert* « joignant au midy les deuxième et troisième cantons de Hostert et au septentrion le Draffweg, aboutit au levant sur le chemin de Draff et par le haut au couchant sur le Draff » avec 22 parts; 13. — le canton *dessous Hostert* « aboutit au midy sur le Draffweg, au septentrion en partie sur Egchwies et en partie sur Kanferwies, joignant au levant Egchwies et au couchant Kanferwies » avec 14 parts; 14. — le canton de *Kanfersacht* « joignant au midy les prez, au septentrion les hayes de Zalsbach, aboutit au levant sur le prez et au couchant sur le pastoral de la communauté » avec 11 parts; 15. — le canton *à la forme d'un triangle* « joignant au levant les bois du roy, au couchant le bois appelé Scheffenbusch et au midy les prez d'Egchwies » avec six parts.

II. Saison de *Conwerberg* et *Bicherberg* qui comprend: 1. — le canton de *Romersloch* « joignant au couchant le grand chemin et au levant le deuxième canton, aboutit au midy sur les jardins et au septentrion sur le chemin de Conwen » avec 8 parts; 2. — le *deuxième canton de Romersloch* « joignant au couchant le premier canton, au levant le chemin de traverse devant le douaire, aboutit par le bas au midy sur le chemin de l'église, par haut au septentrion sur le chemin de Conwen » avec 19 parts; 3. — le canton de *Kirschaker* « joignant au midy le chemin de l'église, au septentrion Pfefferweg, aboutit au levant sur le canton de Conwen, au couchant sur le chemin de traverse susdit qui termine le deuxième canton » avec 2 parts; 4. — le *premier canton de Conwen* « joignant le chemin de Holgessel » avec 4 parts; 5. — le *deuxième canton de Conwen* avec 23 parts; 6. — le *troisième canton de Conwen* avec 24 parts; 7. — le *quatrième canton de Conwen* avec 10 parts; 8. — le *cinquième canton de Conwen* qui aboutit au midy au Pfefferweg avec 13

parts; 9. — le *sixième canton de Conwen* joignant au couchant le Kerchacker et au levant le ban de Cattenom avec 15 parts; 10. — le *septième canton de Conwen* aboutissant au levant sur le Draff avec 19 parts; 11. — le *huitième canton de Conwen* nommé Braunloch avec 8 parts; 12. — le *premier canton de Conwerberg* joignant au couchant les vignes avec 15 parts; 13. — le *deuxième canton de Conwerberg* nommé Braunsloch avec 17 parts; 14. — le *troisième canton de Conwerberg* donnant sur les prés dits Scheffenwies avec 33 parts; 15. — le *quatrième canton de Conwerberg* avec 13 parts; 16. — le *cinquième canton de Conwerberg* avec 13 parts; 17. — le *sixième canton de Conwerberg* avec 12 parts; 18. — le *premier canton de Becker* « joignant au levant le chemin de Hennebach, au couchant attenant au canton de Schweinskaul, aboutit au midy sur le Poulenweg, au septentrion sur le deuxième canton de Becker » avec 23 parts; 19. — le *deuxième canton de Becker* dit *Schweinskaul* avec 13 parts; 20. — le *troisième canton de Becker* avec 16 parts; 21. — le *quatrième canton de Becker* 20 parts; 22. — le *premier canton de Beckerberg*, « qui fait tournaille au levant du précédent canton, joignant vers le couchant le canton de Elzheck, saison de Mulengewahn, et au canton de Ginffer, aboutit au midy sur le canton de Schweinskaul » avec 8 parts; 23. — le *deuxième canton de Beckerberg* qui donne au couchant sur le Draff avec 13 parts; 24. — le *troisième canton de Beckerberg* avec 10 parts; 25. — le canton *derrière Beckerberg* « joignant au couchant le chemin le long du bois appelé Offenbergh, aboutit au levant sur le chemin nommé Roderweg et au couchant sur le prez de Schleucker » avec 11 parts; 26. — le canton appelé *Schaffsacht* « aboutit au midy sur la saison de Mulengewahn, au septentrion sur le bois dit Offenbusch, joignant au levant le prez de Schleucker et au couchant le bois de Schleucker » avec 9 parts; 27. — le canton *dessous le bois de Berel* « aboutissant au levant et au couchant par bas sur le prez de Becker, joignant au midy le canton de Juttenberg et au septentrion attenant au Scheffenwald » avec 13 parts; 28. — le canton appelé *St. Boufeldt* « aboutit au levant sur le chemin, au couchant sur le précédent canton, attenant au midy au bois de Berel et de l'autre côté au bois appelé Offenbusch » avec 5 parts; 29. — le canton « joignant au midy le prez de Becker et au septentrion Offenbusch, aboutit au couchant sur le chemin de Rodt » avec 16 parts; 30. — le canton *dessous Klingelbourg* « aboutit au septentrion sur le chemin et au midy sur le ruisseau du moulin, joignant au levant Klingelbourg et au couchant le bois de Hettange » avec 1 part appartenant à Jean Peters et aux enfants de Marc Terver; 31. — le canton de *Fenntgesscheuer*, « attenant au levant au canton de Fenntgesscheuer de la saison de Poulfeld, au couchant au canton d'Elzheck, aboutit au midy sur le chemin dessous Fenntgesscheuer et au septentrion sur le Pontenweg » avec 17 parts; 32. — le canton d'*Elzheck*, « joignant au levant le précédent canton de Fenntgesscheuer et traversant le Pontenweg et le canton de Schweinskaul de la saison d'Elzheck, aboutit au septentrion sur le canton de Ginffer et en midy sur le chemin d'Elzheck » avec 37 parts; 33. — le canton de *Siebenfeld* « aboutit au septentrion sur le canton de Schaufache (Schaffsacht) et au midy sur le canton de Stocket, fait tournaille au levant au canton précédent et au couchant au long de Kreutzweg » avec 9 parts; 34. — le *premier canton de Stocket* « joignant au levant Peilesbach et au couchant suivant le chemin de Kreutzweg, aboutit au midy sur le deuxième

canton de Stochet et au septentrion sur le canton de Siebenfeld et sur le canton dessous Ginfferen » avec 14 parts; 35. — le *deuxième canton de Stocket* « joignant au levant Peilesbach, au couchant le chemin de Kreutzweg, aboutit au midy sur le chemin de Mulen, au septentrion sur le premier canton de Stocket » avec 16 parts; 36. — le *troisième canton de Stocket* avec 4 parts.

III. Saison de *Mulengevalm* qui comprend: 1. — le *premier canton dessous Fenntgesscheuer*, « joignant au levant le chemin de Bruckwoos, attenant au couchant au deuxième canton dessous Fenntgesscheuer, aboutit au midy sur le ruisseau dit Kesselbach et au septentrion sur le chemin de Fentgesscheuer avec 11 parts »; 2. — le *deuxième canton dessous Fenntgesscheuer* « joignant au levant au premier canton, au couchant au canton d'Elzheck au bas du chemin, aboutit au septentrion sur le chemin de Fenntgesscheuer, par bas sur le ruisseau de Kesselbach » avec 10 parts; 3. — le *premier canton au-dessous du chemin d'Elzheck* « aboutit au levant sur le canton précédent, joignant au septentrion le chemin d'Elzheck et au midy le ruisseau Kesselbach » avec 2 parts; 4. — le *deuxième canton au-dessous du chemin d'Elzheck* avec 4 parts; 5. — le canton dit *Kasse* « joignant au levant le précédent et au couchant le canton de Wœlsingen, aboutit au midy sur le ruisseau de Kesselbach et au septentrion sur le chemin » avec 2 parts; 6. — le canton de *Wilsingen* « attenant au précédent au levant, au couchant fait tournaille au canton de Klingelbour, aboutit au septentrion sur le chemin et au midy sur le ruisseau de Kesselbach » avec 10 parts; 7. — le canton de *Klingelbour*, « fait tournaille au levant au canton de Walsingen et au couchant aboutit sur Klingelbourg, joignant au septentrion le chemin du moulin et au midy joignant le jardin du moulin, commence au long du chemin de champ de Mairefeldt des seigneurs de Meilbourg, contient un jour moins cinq verges et demy, joignant le chemin au septentrion, large au levant quatre verges un quart un huit, longueur trente-trois verges trois quatre, un trente-deux, largeur trente-neuf verges »; 8. — le *deuxième canton d'Elzheck* « joignant au levant le canton précédent » avec 24 parts; 9. — le *premier canton de Ginfferen* « aboutit par bas et au midy sur le premier canton d'Elzheck et par haut au septentrion sur les hayes de Ginfferen, joignant au levant la saison de Becker et au couchant le deuxième canton de Ginfferen » avec 10 parts; 10. — le *deuxième canton de Ginfferen* avec 16 parts; 11. — le canton *au-dessous de Ginfferen* avec 12 parts; 12. — le *quatrième canton de Stocket* « aboutit au midy sur le précédent canton, au septentrion sur le cinquième canton de Stocket, attenant au levant au chemin de Kreuzweg et au couchant au prez de Schleucker » avec 11 parts; 13. — le *cinquième canton de Stocket* « aboutit au midy sur le précédent canton, par haut au septentrion sur le canton de Schleuckerhoff, joignant ce même canton de Schleuckerhoff au couchant, attenant au chemin de Kreuzweg au levant » avec 8 parts; 14. — le *premier canton de Malsingerwos* « joignant au levant le troisième canton de Stocket, au couchant Malsingerwos, aboutit au midy sur le chemin, au septentrion sur le prez de Schleucker et en partie sur le canton derrière Schleuckerwies » avec 12 parts; 15. — le premier canton *derrière Schleuckerwies* « aboutissent au levant et au couchant sur le premier canton de Malsingerwies » avec 13 parts; 16. — le *deuxième canton derrière Schleuckerwies* qui aboutit en

partie sur le Schleuckerbusch avec 11 parts; 17. — le *premier canton de Malsingerwies*, aboutit au levant sur le premier canton derrière Schleuckerwies, au couchant sur Malsingerwies, attenant au midy à Malsingerwos, biens de communauté et au septentrion au deuxième canton de Malsingerwies » avec 11 parts; 18. — le *deuxième canton de Malsingerwies* qui touche vers le levant à la Schleuckerwies avec 12 parts; 19. — le *troisième canton de Malsingerwies* « aboutit au levant sur le canton d'Absbusch et au couchant sur la Malsingerwies, attenant au septentrion en partie sur le canton de Hüttersloch » avec 9 parts; 20. — le canton d'*Absbusch* « aboutit au levant sur les hayes d'Absbusch et au couchant sur le précédent canton de Malsingerwies, attenant au midy sur le deuxième canton de Schleuckerwies et au septentrion au bois de Hüttersloch » avec onze parts; 21. — le canton de *Hüttersloch* avec une part appartenant à Jean Peiffer et consorts; ce canton « aboutit au levant sur les hayes d'Absbusch et au couchant faisant clef sur des hayes »; 22. — le canton dit *Gehren* appartenant à Jean-François Brazy « joignant au levant le bois de M. George de La Grange, seigneur de Meilbourg, ainsy qu'au septentrion »; 23. — le canton de *Schleuckerhoff* « attenant au levant au chemin de Kreuzweg, au couchant le prez de Schleucker, au midy le 5^e canton de Stocket et au septentrion le bois de Schleucker »; 24. — le moulin appelé *moulin de La Grange*; 25. — le premier canton d'*Ochen* « aboutit au septentrion sur le prez appelé Atzingen où il fait tournaille, joignant au midy le costé de Vewies séparatif du ban de Garsch et de celui de Manom, joignant au levant le prez hochwies » avec 27 parts; 26. — le *deuxième canton d'Ochen* qui touche au nord au Kieselbach avec 27 parts.

L'arrangement convenu entre le seigneur de La Grange et les manants de Garsch fut exécuté par tous les porterriens dudit ban, à l'exception des fermiers de Leduchat et de la dame d'Argelet qui y possédaient une métairie assez considérable. Ces fermiers refusèrent obstinément de se soumettre au dit traité; ils ne voulaient point acquitter la rente due d'après l'ancien pied-terrier, de sorte qu'ils étaient tombés en arrérages depuis 1702. Ce retard engagea Brice Gomé à faire saisir les grains afférents pour être payé de la neuvième gerbe sur toutes les terres que les retardataires avaient en jouissance. Le 9 août 1710, Gomé forma d'abord demande aux Requêtes du salaire où Leduchat et la dame d'Argelet prirent fait et cause pour leurs fermiers, en soutenant que ceux-ci n'étaient obligés ni à la neuvième gerbe ni à la rente d'un bichet de seigle, d'un demi bichet d'avoine et d'un sol par bichet de seigle. Cette prétention n'allait à rien moins qu'à renverser tous les titres des seigneurs de La Grange; la contestation paraissant importante aux Requêtes du salaire, elle y fut appointée et, le 3 juin 1712, intervint un jugement interlocutoire par lequel il fut ordonné que le suppliant devait présenter, dans la quinzaine, les recettes qui lui revenaient ou devaient revenir des dites rentes, depuis l'acquisition de la seigneurie de La Grange, ainsi que de celles échues encore au baron d'Argenteau; Leduchat, au contraire, devait produire des titres d'après lesquels il ne serait dû du chef de ses biens qu'une rente de 22 bichets de seigle, 11 bichets d'avoine, 1 bichet de froment et 22 sols de Brabant et ce tant pour les terres que pour les prés qu'il possédait sur les bans de Manom et de Garsch; la dame d'Argelet devait prouver qu'effectivement la neuvième gerbe avait été levée sur les trois journaux de terre qu'elle avait en possession au ban

de Manom. Brice Gomé ne se contenta pas de ce jugement, qui faisait présumer ses titres comme insuffisants, et interjeta appel à la Cour. Entre temps la dame d'Argelet vendit sa métairie et le nouvel acquéreur se soumit à fournir la neuvième gerbe.

De son côté, Leduchat vendit sa métairie à Brazy qui forma opposition contre la saisie faite à la requête de Gomé; il reprit le procès aux lieu et place de Leduchat. Jean-François Brazy, conseiller du roi, receveur et payeur des gages des officiers du bureau des finances en la généralité de Metz, seigneur de Champigneulle, fut condamné, par arrêt interlocutoire de la Cour du 30 janvier 1714, à payer au seigneur de La Grange la rente à lui due ainsi que les arrérages réclamés. Brazy ne se conforma pas à cet arrêt; Gomé ne tarda pas à porter plainte auprès de la Cour en faisant valoir qu'en sa qualité de seigneur de La Grange, il lui appartenait certaine rente seigneuriale sur tous les héritages de Manom, rente qui se montait autrefois à 116 maldres, les deux tiers de seigle et l'autre tiers d'avoine et qui était levée à raison d'un bichet de seigle et d'un demi bichet d'avoine pour chaque journal de terre labourable. La livraison devait en être faite à la Saint-Martin, et les tenanciers devaient joindre à chaque bichet de seigle une rétribution d'un sol, monnaie de Luxembourg.

Nous avons vu que les porterriens de Garsch avaient été contraints à l'arpentage de leurs terres et à la distribution et répartition de la rente de schaff, ce qui fut fait. Invité, en suite de ces arrêtés, par la Cour, à produire une déclaration exacte et spécifique de toutes les terres qu'il possédait sur le ban de Manom, censive de La Grange, Brazy dut se conformer à cette invitation; mais il insinua que ces terres faisaient partie de sa métairie de Garsch et qu'on ne pouvait lui demander qu'une seule *schaffrente* pour la totalité de ses biens et ceci avec d'autant plus de raison que, déjà depuis un temps plus que suffisant, il ne payait qu'une seule rente. Au moyen de cette déclaration, l'arrêt du 30 janvier 1714 s'est trouvé exécuté, en sorte qu'il ne resta plus qu'à prononcer sur les demandes et opposition des parties. Pour mettre la Cour en état de le faire, le suppliant devait produire, avec cet arrêt, la répartition de Garsch et les autres pièces qu'il jugera opportunes. Il s'agissait encore de discuter l'appel d'un jugement des Requêtes du salaire du 3 juin 1712; ce jugement s'étant trouvé infirmé, il ne pouvait plus être question que de la demande en paiement de la neuvième gerbe ou d'un bichet de seigle, d'un demi bichet d'avoine et d'un sol brabant par chaque journal de terre. La Cour, prenant en considération que le sieur Brazy est dénommé comme porterrien de Garsch dans l'arpentage des terres et dans la répartition de la rente, que de ce chef il devait payer deux maldres six bichets et un quart de seigle, un maldre trois bichets et un demi-quart d'avoine et, en argent, une livre, 12 sols et 6 deniers, rente qui a toujours été acquittée et qui est déjà plus forte que celle à laquelle Brazy dit être tenue, tant pour Garsch que pour Manom, soit 22 bichets de seigle, 13 bichets d'avoine et 22 sols de Brabant, la Cour reconnaît que le défendeur a toujours été considérablement au-dessous de ce qu'il devait et qu'en conséquence il doit encore une large part du *schaff* pour ses terres situées au ban de Manom, parce qu'il ne peut être traité différemment que tous les autres porter-

riens dudit ban et que les rentes payées à Garsch ne peuvent pas compter pour Manom. Brazy est débouté de sa demande en opposition formée contre la saisie faite sur les fruits du défendeur au ban de Manom. La Cour ordonne la vente de ces fruits jusqu'à concurrence du prix de la neuvième gerbe, depuis l'année 1702 inclusivement, à dire d'experts; pour les années futures Brazy devra se conformer au traité valable pour tous les autres porterriens. Cet arrêt est rendu le 6 juin 1722.

Par arrêt du 22 juillet suivant, la Cour du Parlement de Metz ordonne que Brazy devra fournir à l'avenir, comme rente, la neuvième gerbe sur toutes les terres lui appartenant à Manom, d'après le contenu de la déclaration qui en a été faite par les gens de justice dudit lieu du 12 octobre 1715. Brazy dut payer pour arrérages la somme de 636 livres 10 sols et 7 deniers et fut condamné, en outre, à supporter tous les frais du procès.

Il importe de relever ici une contestation qui fut plaidée en 1721. Le 18 juin de la dite année comparurent au greffe de la Cour de Metz dix-huit habitants de Garsch se déclarant sujets de la seigneurie de Milbourg. Assistés de maître Damien Augustin, leur procureur, ils forment opposition contre la publication du dénombrement fourni par Brice Gomé qui prétendait étendre sa juridiction sur les comparants, qui s'en disent exempts, ne dépendant que de la seigneurie de Milbourg et ne devant en conséquence aucun droit de four banal, ni de pressoir banal, ni corvées ou prestations personnelles au seigneur Brice Gomé. Ensuite, les comparants prétendent n'être pas obligés solidairement avec les autres habitants de Garsch au paiement des rentes rapportées à l'article II dudit dénombrement; en troisième lieu, ils soutiennent avoir la liberté de vendre leurs biens et d'en disposer librement et de ne devoir le dixième denier que lors de ventes de propriétés de leurs biens d'emploi et non des contrats d'engagement ou vente à faculté de réachat, ni d'autres aliénations qui ne font point mention d'héritage en propriété, « enfin leurs bestiaux et autres reprises en mesure ils ne doivent les amandes que conformément à la coutume et non de cinq francs monnoye de Luxembourg prétendus par ledit dénombrement de laquelle présente opposition ils ont requis acte et fait élection de domicile en iceluy de maître Damien Augustin, procureur en ce siège. »

Pour la répartition du terrage en 1753, nous renvoyons aux pièces justificatives.

Après nous être occupé des terres labourables au ban de Garsch dont le terrage était à payer, nous devons nous arrêter pour quelques moments aux *vignes* qui étaient sujettes à la même redevance. Nous maintiendrons ici également l'énumération par canton.

Le premier canton de *Conwerberg* « joignant au levant les terres labourables, au couchant encore les terres et le chemin appelé Holgessel par bas, au midy encore sur les terres labourables, par haut en partie sur les terres et en partie sur le deuxième canton de vignes de Conwerberg » comprenait les vignes des manants suivants: héritiers de Nicolas Boemer, une vigne d'une contenance de $\frac{1}{4}$ de journal et 13 verges; Nicolas Crespin, $\frac{3}{4}$ de journal 4 verges; Brazy, $\frac{2}{4}$ de journal

moins 4 verges; Antoine Steffen, $6\frac{1}{2}$ verges; Jean Franck, 19 verges; Marc Mauritius, 16 verges et une seconde de 16 verges; les héritiers de Madeleine Fringan, 31 verges; Henri Hamen, 17 verges; Marc Becker, 11 verges; Nicolas Becker, $\frac{1}{4}$ de journal 14 verges (censive de Munster); les héritiers de Jean Wolff, 18 verges; encore les héritiers de Madeleine Fringan, $\frac{1}{2}$ journal et 18 verges; Nicolas et Marc Mauritius, $10\frac{3}{4}$ verges; Louis Fringan, $7\frac{1}{2}$ verges; de nouveau les héritiers de Madeleine Fringan; 34 verges; les héritiers de Marc Terver, 35 verges; les héritiers de Jean Kollen, 35 verges; Georges Max, $22\frac{1}{2}$ verges; Jean Probst, $22\frac{1}{2}$ verges; Jean Probst de nouveau, 16 verges; Étienne Grosse, 16 verges; Angélique Franck, 20 verges; Sébastien Specht, 29 verges; Louis Fringan, 2 quarts de journal moins 3 verges; François-Nicolas Fringan, $\frac{1}{4}$ de journal, $\frac{1}{8}$ et 5 verges; encore Louis Fringan, 38 verges; François-Nicolas Fringan, 39 verges; Mathias Laurent, 37 verges; les héritiers de Jean Kollen, $\frac{1}{2}$ journal; les héritiers de Jean Millinger, $\frac{1}{2}$ journal et 13 verges; les héritiers de Mathias Gallus, 22 verges; les héritiers de Nicolas Kedinger, $\frac{1}{4}$ de journal 5 verges; Jean Terver, maire et consorts, 25 verges; Henri Hamen, 29 verges.

Deuxième canton de *Conwerberg*, « joignant au levant les terres labourables, au couchant le chemin de Holgessel, aboutit au midy sur les vignes du premier canton, au septentrion sur les terres labourables »: Marc Mauritius, $22\frac{3}{4}$ verges; les héritiers de Marc Terver, $\frac{1}{4}$ de journal 5 verges; Pierre Bellefort, $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{8}$ de journal; Jean Kohu, $\frac{1}{4}$ de journal et 7 verges; Nicolas Becker, $\frac{1}{4}$ de journal 2 verges; Antoine Steffen, 30 verges; les héritiers de Nicolas Kedinger, 30 verges; encore les héritiers de Nicolas Kedinger, 20 verges; Louis Fringan, 10 verges; Nicolas Becker, 10 verges; Jean Paradis, engagiste d'Antoine Redt, 25 verges; Wolff Mauritius, 11 verges; Antoine Steffen, $11\frac{1}{3}$ verges; les héritiers de Mathias Gallus, 25 verges; les héritiers de Jean Wolff Terver, 17 verges; Jean Jamais et Wolff Mauritius, 20 verges; Jean Peter, 24 verges; les héritiers de Marc Terver, 25 verges; Nicolas Koohu, $\frac{1}{4}$ de journal et 5 verges; Jean Koohu, 29 verges; Jean Peiffer, $\frac{1}{4}$ de journal.

Canton de *Sterrenberg* « joignant au levant le chemin de Holgessel, aboutit par bas sur les terres de Zeptgesfeld et par haut sur les terres de Fougelsang »: Jean Pieffer, comme emphytéote du sieur Brahé, 34 verges; Pierre Belfort, 26 verges; Christophe Bellefort, 13 verges; Pierre Gerdener, 13 verges; les héritiers de Marc Terver, 17 verges (censive de Munster); Jean Peter, 17 verges (censive de Munster); Henri Hansen et consorts, 17 verges; les héritiers de Marc Terver, $\frac{1}{4}$ de journal; les héritiers de Jean Kollen, 20 verges; Anne Koohu, veuve de Sébastien Hettinger, 30 verges; Jean Peiffer, 24 verges; Antoine Ridt et Angélique Graff, femme de Jean Ridt, $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{8}$ de journal, $3\frac{3}{4}$ verges; Jean Franck, $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{8}$ de journal et 4 verges moins $\frac{1}{4}$; Jean Demarest le jeune, $13\frac{1}{2}$ verges; Dimanche Léonard, $13\frac{1}{2}$ verges; Jean Franck, $13\frac{1}{2}$ verges; Jean Koohu, $13\frac{1}{2}$ verges; encore Jean Franck, 16 verges 3 pieds; Jean Terver, 16 verges 3 pieds; de nouveau Jean Franck, 33 verges; Nicolas Mauritius, 12 verges $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{8}$; Christophe Belfort, 12 verges $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{8}$; Pierre Gerdener et Jean Peiffer, $24\frac{3}{4}$ verges; Pierre Belfort, $16\frac{1}{2}$ verges.

Canton de *Surling* « aboutissant par bas sur le canton de vignes de Poulfeld et par haut sur le bois de Berel, attenant au levant sur le canton de Sterrenberg et au couchant sur la pointe du bois de Berel »: Jean Wolff Marteau, $\frac{1}{4}$ de journal (censive de Munster); Jean Jamais, 21 verges (censive de Munster); encore Jean Wolff Marteau, 21 verges; de nouveau Jean Jamais, 21 verges; Pierre Gerdener et Jean Peiffer, $\frac{1}{4}$ de journal; Christophe Belfort, $18\frac{3}{4}$ verges; Jean Mauritius, $17\frac{2}{3}$ verges (censive de Munster); Marc et Nicolas Mauritius, $11\frac{1}{2}$ verges (censive de Munster); Nicolas Stourm le jeune, $6\frac{1}{2}$ verges; Jean Koohu, 26 verges; Marc Becker, 20 verges; Jean Terver le jeune, comme engagiste de Philippe Broul, 16 verges; Antoine Parin, 32 verges; Christophe Belfort, 36 verges; au même, 6 verges; Jean Paradis, 26 verges; encore Jean Paradis, $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{8}$ de journal et 11 verges.¹⁾

Canton de *Poulfeld* « attenant au levant au canton de Zeptgesfeld, au couchant sur le canton de Juttenberg, aboutit au septentrion sur le canton de Surling et au midy au canton de Poulfeld: » Christophe Jung, $\frac{1}{4}$ de journal et 18 verges; les enfants d'Élisabeth Franck, $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{8}$ de journal et 12 verges; Antoine Steffen, 32 verges; Jean Muller, engagiste des enfants d'Élisabeth Franck, $15\frac{1}{2}$ verges; Pierre Kreutz, $16\frac{1}{2}$ verges; Jean Demaret le jeune, 17 verges; Jean Franck, 20 verges; Jean Juving, 18 verges; Nicolas Schmit, 7 verges; Jean Koohu, 8 verges; Jean Peiffer et consorts, 33 verges; Nicolas Mauritius, $11\frac{2}{3}$ verges; Christophe Belfort, $20\frac{2}{3}$ verges; Nicolas Schmit, 13 verges; Jean Demarest, le vieux, 10 verges; Christophe Jung, 25 verges; Jean Wolff Stourm et Pierre Kreutz, 14 verges; Christine Koch, $21\frac{1}{4}$ verges; Jean Demarest, le vieux, $4\frac{1}{2}$ verges; Christophe Belfort, $13\frac{3}{4}$ verges; Jean Peiffer, $3\frac{3}{4}$ verges; Nicolas Mauritius, $14\frac{1}{2}$ verges; Pierre Gerdener, $1\frac{1}{2}$ verge; encore Nicolas Mauritius, $4\frac{1}{2}$ verges; Jean Franck, $2\frac{3}{4}$ verges; encore Christine Koch, $5\frac{3}{4}$ verges; Jean Paradis, $6\frac{1}{2}$ verges; Marc Herga, $6\frac{3}{4}$ verges; Brazy, 12 verges; André Schlecht, 14 verges; Christine Koch, $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{4}$ de journal et 3 verges; Jean Demarest le vieux de nouveau, $23\frac{1}{8}$ verges; encore Christine Koch, $28\frac{3}{4} \frac{1}{8} \frac{1}{16}$ verges; Michel Léonard, $20\frac{1}{1}$ verges; Nicolas Koohu, $17\frac{1}{4}$ verges; Anne Koohu, $19\frac{1}{4}$ verges; Jean et Catherine Schlecht, 22 verges; Jean Peter, 34 verges; Jean Boemer, $5\frac{1}{16}$ verges; Nicolas Stourm le vieux, $31\frac{1}{16}$ verges; Nicolas Stourm le jeune, 18 verges; Jean Muller, 32 verges; Jean Terver le jeune, $8\frac{1}{16}$ verges; Jean Mauritius, $8\frac{1}{4}$ verges; Christine Koch, 15 verges; Jean Specht, $\frac{1}{4}$ de journal et 8 verges; Jean Printz, $\frac{1}{8}$ de journal; encore Jean Mauritius, $16\frac{3}{4}$ verges; Nicolas Mauritius, $8\frac{3}{4} \frac{1}{16}$ verges; Jean Specht, 16 verges; Sébastien Specht, 27 verges; Madeleine Steichen, 28 verges; Jean Mauritius, 27 verges; François Matteling, 28 verges; Louis Fringan, 24 verges.

Canton de *Juttenberg* « attenant au levant au canton des vignes de Poulfeld, et au couchant au canton des terres labourables de Juttenberg, aboutit par bas sur le même canton de terres labourables de Juttenberg et par haut sur le bois de Berel »: Jean-François Brazy, $\frac{1}{4}$ de journal $6\frac{1}{2}$ verges; Louis Fringan, 36 verges; les héritiers de Nicolas Boemer, $\frac{2}{4}$ et $\frac{1}{8}$ de journal et 13 verges; Jean Terver, maire, 30 verges; les héritiers de Jean Wolff Terver, 30 verges; Jean Demarest le jeune, $16\frac{1}{16}$ verges; Jean Franck, $16\frac{1}{16}$ verges; encore Jean-François Brazy, 32 verges; Jean Juving,

1) Cette pièce de vigne était revendiquée par la communauté.

22 $\frac{1}{3}$ verges; André Schlecht, 20 verges; Jean Demarest, 23 $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{16}$ verges; Nicolas Mauritius, 7 verges; Christine Koch, 33 verges; Jean Muller, 8 verges; Jean Paradis, 9 verges; Madeleine Steichen, veuve de Henri Stourm, 21 $\frac{2}{3}$ verges; encore Jean Terver, maire, 29 verges; les héritiers de Marc Terver, 15 $\frac{1}{4}$ $\frac{3}{16}$ verges.

En faisant le total des différentes parcelles on trouve que le premier canton de Conwerberg contenait 8 $\frac{1}{4}$ journaux et 17 $\frac{3}{4}$ verges;¹⁾ le second canton de Conwerberg 3 $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{8}$ journaux et 8 $\frac{1}{3}$ $\frac{3}{4}$ verges; le canton de Sterrenberg 3 $\frac{1}{2}$ journaux 3 $\frac{1}{4}$ verges et 6 pieds; le canton de Surling 2 $\frac{1}{2}$ journaux et 10 $\frac{5}{12}$ verges; le canton de Poulfeld 6 $\frac{1}{2}$ $\frac{3}{8}$ journaux et 25 $\frac{1}{48}$ de verges; le canton de Juttenberg 3 $\frac{1}{8}$ journaux et 8 $\frac{1}{4}$ verges; le terrain que les porterriens de Garsch avaient emplanté en vignes était donc d'une superficie de 28 journaux $\frac{1}{8}$, 9 $\frac{13}{48}$ verges et 6 pieds. Les censives de Munster, comprises dans ce total, comptant $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{8}$ de journal et 18 $\frac{1}{6}$ verges, il reste pour les censives de La Grange avec celles de Milbourg 27 journaux $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{16}$ et 15 $\frac{5}{48}$ verges et 6 pieds.

L'énumération qui précède, nous apprend entre autres choses intéressantes que les vignes étaient déjà partagées, avant le XVIII^e siècle, en une infinité de parcelles plus ou moins grandes; il y en a même une de 1 $\frac{1}{2}$ verges ou 33 centiares; mais, quelle que fût leur importance, elles étaient astreintes au payement du terrage.

Les prés dont les seigneurs de La Grange réclamaient le terrage étaient divisés en vingt-et-un cantons:

1^o Le canton appelé *Pesch*, « attenant d'en bas au levant au chemin, au midy et au septentrion à la communauté, au couchant au prez du Breuille d'en haut ». Il appartenait aux héritiers de Didier Terver et à Henri Hamen et consorts; les deux parties, qui formaient des censives de Munster, comprenaient une fauchée et 27 verges.

2^o Le canton de prés dit *Breuil*, « d'en haut attenant au levant le précédent canton et le pasquis de la communauté, au midy, le chemin et la communauté avec Bruckwoos, au septentrion la communauté et le canton de Sternenkreuz, joignant au couchant le prez du Pesch. » Il appartenait à Jean Terver, à Christine Koch, Jean Jamais, Suzanne Jamais, Nicolas Wandernot, Jean Paradis, Jean Franck, Pierre Bellefort, Jean Koohu, aux héritiers de Mathias Gallus, à Pierre Kreuz, Louis Fringan, à Jean Peiffer et aux héritiers d'Herman Koch; en outre de ces parties qui faisaient dépendances de La Grange, le couvent de Münster y avait encore des censives qui étaient tenues par les héritiers de Didier Terver et de Henri Hamen; une censive de Schœnfelz était engagée aux héritiers de Nicolas Kedingen. Les dépendances de La Grange comprenaient 8 fauchées, celles de Münster 11 seizièmes et celles de Schœnfelz trois huitièmes de fauchée.

3^o Le canton dit *Pesch*, « d'en haut attenant au levant au canton précédent du Breuille, au couchant sur le chemin de Bruckwos, aboutit au midy sur le pacquis de communauté de Bruckwos et au septentrion sur le canton de Finenkreuz ». Il

¹⁾ Le journal est compté pour 160 verges; la verge contient 16 pieds.

était réparti entre les héritiers de Nicolas Mauritius, Jean Jamais, Jean-François Brazy, Georges Largent, Catherine Scharff et les héritiers de Nicolas Kedingen, et mesurait $2\frac{1}{2}$ fauchées et 53 verges.

4° Le canton de prés dit *Atzingen*, « joignant au levant le chemin de Thionville et au couchant le pacquis commun de Bruckwos, aboutit au midy sur le canton de Ochen et au septentrion en traversant le ruisseau sur le pacquis commun de Bruckwos ». Ce canton était divisé entre Christine Koch, les seigneurs de Milbourg pour le pré du maire et du sergent (une fauchée et un huitième), les héritiers de Pierre Hettinger, Antoine Steffen et les héritiers de Jean Mauritius, Jean Terver et les héritiers de Wolff Terver, Henri Hamen et consorts, les héritiers de Nicolas Mauritius, Christophe Jung, Jean Jaminet, Jean Franck, les héritiers de Didier Terver, Jean Peter et les enfants de Marc Terver, Jean Peiffer, Nicolas Crespin et Louis Fringan; il comprenait $11\frac{3}{4}$ fauchées et 33 verges.

5° Le canton de *Hochwies*, « attenant au septentrion le ruisseau de Kiselbach et au midy le fossé dit Hochgraff, aboutissant au levant partie sur le pacquis commun et partie sur ledit fossé et au couchant sur le premier canton de Ochen ». Ces prés sont répartis entre Christine Koch, Jean Peiffer, Pierre Gerdener, Pierre Kreutz, Nicolas Wandernot, Jean Franck, Mathias Laurent, Nicolas Mauritius, les héritiers de Nicolas Koochu, les héritiers de Mathias Gallus, Nicolas Crespin, Louis Fringan et Jean-François Brazy; comprenait $6\frac{1}{2}$ fauchées et 16 verges.

6° Le canton de *Heusgen*, « attenant au septentrion au chemin de Kiselbruck et au midy au ruisseau de Kiselbach, aboutissant au levant sur un pacquis de communauté, au couchant sur le pacquis de communauté et partie sur le ruisseau de Kiselbach ». Il est partagé entre Christophe Jung, Nicolas Crespin, Jean Peter et les héritiers de Marc Terver, les héritiers d'Herman Koch, Nicolas Wandernot, Georges Steil, les héritiers de Mathias Gallus, les héritiers de Nicolas Koochu, Christine Koch, Henri Hamen et Jean-François Brazy; superficie $3\frac{1}{2}$ fauchées 6 verges.

7° Le canton du pré de *Méés*, « attenant au septentrion au prez nommé Breuille, d'en bas numéro huit et au midy au chemin de Kiselbruck, aboutit au levant sur le pacquis commun et de l'autre bout au couchant sur le grand chemin de Thionville ». Il était réparti entre Henri Hamen, Christine Koch, Jean Terver le jeune, Nicolas Wandernot, Georges Steil, Louis Fringan, Jean Terver, les héritiers de Jean Wolff, les héritiers de Didier Terver, les héritiers de Mathias Gallus, Jean Peiffer et consorts, Jean-François Brazy et comprenait 8 fauchées $\frac{3}{4}$ et 34 verges.

8° Le canton de *Breuil*, « d'en bas attenant au midy le prez de Méés et au septentrion les jardins, aboutit au levant sur le pacquis de communauté, et au couchant sur le chemin de Thionville ». Il est réparti entre Henri Hamen et consorts (cette partie comprenant un quart de fauchée est censive de Münster), Mathias Laurent, les héritiers de Jean Specht et Jean Millinger, Jean Franck, Jean Terver et les enfants de Jean Wolff, Jean Peiffer et consorts, les héritiers de Pierre Hettinger, Pierre Kreutz et Jean Wolff Stourm, les héritiers de Didier Terver, Jean Peter et les enfants de Marc Terver, les héritiers de Nicolas Koochu, Nicolas Wandernot et Georges Steil, Christine Koch, Jean Terver le jeune et Jean Mauritius, les héritiers de Herman Koch, les héritiers de Mathias Gallus et Nicolas Mauri-

tius. Les héritiers de Jean Specht et Jean Millinger, Jean Franck, Jean Terver, Jean Peiffer, les héritiers de Didier Terver et les héritiers de Nicolas Koohu détiennent également des censives de Münster qui mesurent ensemble $21\frac{1}{2}$ fauchées. Tout le canton contient $71\frac{1}{4}$ fauchées et 36 verges.

9° Le canton de *Niedertwies*, « autrement des prez d'en bas, attenant au levant au deuxième canton de Niedertswies et au couchant le fossé qui sépare le prez de la communauté nommé Warte, aboutit au midy sur le prez de communauté dit Treusch et au septentrion sur les jardins en partie et faisant clef, l'autre partie sur le Draffweg ». Il est réparti entre les héritiers de Didier Terver, Jean Jamais et consorts, Marie Becker (veuve de Jean Graff), Jean Paradis, les héritiers de Mathias Gallus, Louis Fringan, Michel Louis, Jean-François Brazy, Pierre Kreutz, et Jean Wolff Stourm, Nicolas Wandernot et Georges Steil, Nicolas Crespín et consorts, Jean Franck, Jean Mauritius et Jean Peiffer avec consorts, contenance $91\frac{1}{2}$ fauchées et 43 verges.

10° Le deuxième canton de *Niedertwies*, « attenant en partie au levant au prez qui aboutit sur Warpich et l'autre partie sur un coin de prez appartenant à Anne Koohu, veuve de Sébastien Hettinger, et au couchant attenant au précédent canton, aboutit au midy en partie sur le mesme prez d'Anne Koohu et l'autre partie sur le fossé qui sépare le bout (ban) de Kamking (Kœcking) d'avec celui de Garsch, et au septentrion partie sur le Draffweg et l'autre partie sur les biens communs ». Réparti entre Jean-François Brazy, les héritiers Herman Koch, Louis Fringan, Jean et Christophe Imptgen, les héritiers de Mathias Gallus, Jean Jaminet et consorts, Christine Koch et consorts, Jean Terver et les héritiers de Jean Wolff Terver, Henri Hamen et consorts, les héritiers de Didier Terver, Christophe Jung, les héritiers de Jean Kollen et de Marc Terver; superficie $73\frac{1}{4}$ fauchées et 4 verges.

11° — Un petit canton de prés appartenant à Anne Koohu, veuve de Sébastien Hettinger. Ce pré mesurant 70 verges est renfermé entre « le fossé de Kaiching et le canton de Nidertswies, attenant et fait tournaille à Henry Hamen et les héritiers de Didier Terver et aboutit au couchant sur Jean Terver, maire ».

12° Un canton de prés *au-dessous de Warpich*, « entouré de fossé, aboutit au levant sur Warpich et au couchant sur le deuxième canton de Niedertswies, attenant au midy au fossé qui sépare le ban de Kaiching où il fait ventre au septentrion sur la pièce de terre de Christophe Jung et la saison de Conwen »; partagé entre Jean Franck et Nicolas Mauritius et consorts, mesure 1 fauchée 60 verges.

13° Le canton de *Schenfwiese*, « attenant au levant au chemin du Draff, au couchant les terres labourables de Hostert, aboutit au midy sur les terres de Conwerberg et au septentrion sur les terres communes proches du Draff »; partagé entre Nicolas Mauritius et consorts, Louis Fringan, Jean Franck, Christine Koch, les héritiers de François Bullinger, Jean-François Brazy, Marie Becker, Nicolas Wandernot et Georges Steil, Pierre Kreutz, Jean Wolff Stourm et les héritiers de Mathias Gallus; superficie $63\frac{1}{4}$ fauchées et 30 verges.

14° — Le canton de *Schwetzer*, contenant un journal et sept verges, « à Peiffer Jean et consorts, emphytéote du sieur Bahr, faisant le canton entier, joignant au

levant le fossé de Warpich devant le bois de Kaiching, au couchant le Draffweg, aboutit au midy sur les terres de communauté et au septentrion sur Grosbiese. »

15° — Le canton de *Grosbiese*, « joignant au levant la forest du Roy, au couchant le chemin dit Draffweg, aboutit au septentrion sur Eychweg et au midy sur Schwetzer »; réparti entre les héritiers de Jean Kollen et Marc Terver, Jean Jamais et consorts, Jean Peter et les enfants de Marc Terver, Christine Koch, Jean Terver le jeune, Jean Peiffer et consorts, les héritiers de Nicolas Koohu, Jean-François Brazy, Nicolas Becker, Jean Franck, Nicolas Mauritius et consorts, Nicolas Crespin et consorts; étendue $4\frac{1}{4}$ fauchées et 30 verges.

16° — Le canton d'*Eychbiese*, « aboutit au septentrion à la forest du Roy et le canton des terres du triangle, au midy partie sur les terres labourables et sur le Draffweg, joignant au levant le chemin d'Eychweg et au couchant le prez de Kanferbiese »; partagé entre Nicolas Crespin et consorts, les héritiers de Nicolas Boemer, Henri Hamen et Jean Terver; superficie $1\frac{1}{2}$ fauchée 24 verges.

17° — Le canton de *Kanferbiese*, « joignant au levant le précédent canton d'Eychbiese et au couchant faisant clef aux hayes de Scheffenbusch et à Kanferwos, aboutit au septentrion partie sur le canton de triangle et l'autre partie sur Scheffenbusch, et au midy partie sur les terres labourables du canton dessous Hostert et faisant clef sur Kanferwos, bien de communauté ». En ont la jouissance: Christophe Jung, Mathias Laurent, Jean Terver, maire, et les enfants de Jean Wolff Terver, les héritiers de Didier Terver, de Pierre Hettinger et de Sébastien Specht; ces derniers héritiers détiennent également une censive de Münster mesurant un quart de journal; la superficie totale est de $4\frac{1}{4}$ fauchées et 2 verges.

18° Le canton de *Beckerbiese*, « aboutit au levant partie sur le canton de terres dessous Berel et l'autre partie sur Scheuffwos, et au couchant sur le Draffweg, joignant au midy le pastoral commun proche de Draffweg et au septentrion le canton des terres nommées Rod »; réparti entre Christophe Jung, Jean Peiffer et consorts, Nicolas Crespin et consorts, les héritiers de Jean Specht et Jean Milinger, Louis Fringan, Jean Franck, Jean Jaminet, Christine Koch et les héritiers de Herman Koch; il y a lieu d'y ajouter une censive de Schönfeldt contenant un demi-journal et appartenant aux héritiers de Nicolas Kedingen: en 1716, elle était détenue à titre d'engagement par Jean Peter et les enfants de Marc Terver, héritiers de Henri Bullinger, suivant contrat du 23 avril 1633 reçu par le notaire Hans Conrat, prix d'engagère 58 francs de Luxembourg faisant 36 livres 5 sols. Contenance totale de ce canton $4\frac{1}{2}$ fauchées 13 verges.

19° Le canton de *Ronbiese*, « attenant au midy aux hayes de Ginfferen et au septentrion au canton de Firscht Schleuckerbiese, aboutit au levant au canton de Pontenmoerter et au couchant sur les terres du canton dessous les Gifferen (!) »; réparti entre les héritiers de Pierre Hettinger, ceux de Nicolas Kedingen et Christophe Jung; superficie 1 fauchée 38 verges.

20° Le canton de *First* (vorderst, fisch) *Schleuckerbiese*, « joignant au midy partie au prez de Ronbiese et l'autre partie au canton des terres dessous Ginfferen, au septentrion au chemin qui est le long du bois d'Offenbusch, aboutit au levant

sur le canton des terres nommées Schafsacht ; il est partagé entre Nicolas Crespin et les héritiers de Didier Terver ; superficie $1\frac{3}{4}$ fauchées 31 verges.

21^o Le canton de *Schleuckerwies*, « attenant au midy au canton des terres qui aboutissent sur le chemin du moulin et au septentrion au bois Schleuckerbusch, aboutit au levant partie sur les terres labourables du quatriesme canton de Stocket et l'autre partie sur les terres de Schleuckerhoff, et au couchant partie sur le canton des terres derrière Schleuckerwies ». Ce canton est partagé entre Michel Louis, Jean Mauritius, Nicolas Crespin, François Brazzy, Mathias Laurent, les héritiers Jean Specht, Guillaume Probst, Nicolas Becker et Marc Becker et contient $4\frac{3}{4}$ fauchées 27 verges.

Ces vingt-et-un cantons de prés comprennent en tout $101\frac{3}{4}$ fauchées ou journaux et 34 verges ; en y ajoutant les prés de la communauté, on obtient environ 155 fauchées ou journaux.

Il est à regretter que nous n'ayons pas de renseignements aussi exacts sur les prés du ban de Manom. Nous sommes d'avis qu'à l'origine la plupart des prés susindiqués appartenaient en toute propriété aux seigneurs de La Grange ; nous en avons déjà une preuve dans le terrage que ces seigneurs y levaient. Avec le développement des droits des communautés et la création des neuves villes, les droits des seigneurs se réduisent peu à peu ; finalement le droit de terrage même leur est contesté. D'autres biens sont cédés héritablement aux manants ; il s'ensuivit que finalement le château ne comptait plus qu'environ quarante fauchées ou journaux de prés.

Il nous reste à énumérer les bois des particuliers de Garsch, dont il est fait mention dans l'acte d'arpentage.

1^o Nous trouvons d'abord un canton de bois-taillis dit le bois de *Nidbruck*, touchant au levant au Scheffenbusch, au couchant sur la Kaichingerschleidt, au midi sur les terres de Kanfer et le *pâtural* de la communauté, au septentrion sur la Garscherschleidt et la forêt du roi. Il a une contenance de 17 arpents et appartient aux héritiers de Jean Kollen.

2^o Un canton de bois-taillis nommé *Kaichingerschleidt*, « contenant quarante arpents, faisant pointe au midy sur le bois de M. de Jevigny, joignant au levant le pâtural de la communauté et le précédent bois des héritiers de Kollen, joignant du même costé encore les taillis appelés Garscher- et Monhoberschleidt, au couchant le bois de M. de Jevigny, au septentrion le Khem. » Ce canton se partage entre différents particuliers, qui en ont la possession comme censive de l'abbaye de Munster.

3^o Un canton de bois-taillis appelé communément *Monhoberschleid*, « ayant la figure d'une clef, contenant neuf arpents et demi, joignant au levant le taillis appelé Garscherschleidt et la forest du roi, au couchant le précédent canton, au midy le susdit taillis du Garscherschleidt, au septentrion le Khem ». Les héritiers Koch, Christophe Jung, Jean Franck, les héritiers de Mathias Gallus et consorts en ont la propriété.

4° Un canton de bois-taillis nommé *Garscherschleid*, « contenant neuf arpens et demy, faisant pointe à l'endroit joignant la forest du roy et attenant au bois des héritiers Kolen et encore aux deux précédens cantons, et au septentrion la forest du roy »; le s^r Fringan et Mathias Laurent sont en possession de la moitié, l'autre moitié se divise en quatre parties dont deux reviennent aux héritiers de Hangen Frantz, représentés par les héritiers de Didier Terver, Henry Hamen et consorts, Jean Peter, les héritiers de Marc Terver et de Pierre Hettinger, Jean Peiffer et consorts, emphytéote du s^r Bahr et Christophe Jung pour une autre part; et la quatrième part se subdivise encore entre Michel Louis pour moitié et les dits héritiers de Didier Terver, Henry Hamen et consorts pour l'autre moitié, le tout censive de Munster.

5° Un *petit canton de haies* contenant un arpent quinze verges, proche de *Malsingen*, attenant au levant au canton de Huttersloch, au midi aux terres du canton de Malsingerwies, au septentrion au bois de M. Georges de La Grange; propriété des héritiers Didier Terver.

6° Un *autre canton de haies* contenant deux arpents un quart, « joignant au levant le précédent canton des héritiers Didier Terver, au couchant le canton de terre de Malzingerwoos, au midy celui de Malzingerwies, au septentrion le bois de M. Georges de La Grange; propriété des héritiers de François Molvinger ».

7° Un bois appelé *Absbusch*, « contient vingt-trois arpens, joignant au levant le bois des dits seigneurs et celui dit Offenbusch y joignant aussi au septentrion, au couchant les terres labourables et le bois de M. Georges de La Grange, au midi le bois de Schleuker; censive de Munster, est détenue par les porteriens de la même censive de Munster. »

8° Un bois nommé *Schleuckerbusch*, contenant 20½ arpents, « joignant au levant celui nommé Offenbusch, au couchant le petit canton de taillis de Huttersloch, au midy les terres labourables de Schafsacht et encore les biens de Schleuckerhoff, au septentrion le précédent bois d'Absbusch. » Il était partagé en huit lots revenant: un huitième au s^r Brazy, un huitième à Nicolas Crépin et consorts, de même aux s^{rs} Fringan et Mathias Laurent, à Jean Peiffer et consorts comme emphytéotes du s^r Bahr, aux héritiers de Jean Specht, Guillaume Probst et Jean Millinger, à Christophe Jung, à Jean Terver, maire, et Nicolas Becker de Kaiking, et le dernier huitième aux héritiers de Jean Kolen et de Nicolas Kedingen.

Si nous avons tenu à énumérer tous ces biens, dont le droit de terrage était réclamé, le motif en est qu'anciennement la plus grande partie devait appartenir aux seigneurs de La Grange; ce sont des lots de terres, cédés pour la majeure partie, à des porteriens contre certaines redevances. C'est une suite de la colonisation des terres incultes. Nous étant déjà exprimé sur ce sujet, nous jugeons inutile d'y revenir.

Avant de terminer ce chapitre, il nous paraît nécessaire de dire quelques mots sur la *communauté de Garsch*. En général, on distingue, sous la coutume luxem-

bourgeoise, quatre sortes de communautés: 1^o celle des gens de *pote*; 2^o la communauté franche de biens retournant au seigneur; 3^o la communauté franche de biens passant aux héritiers directs et 4^o les villes.

Mais il faut tenir compte que, sous le rapport des membres et des biens, les communautés ne sont pas toujours homogènes, c'est-à-dire composées de personnes et de biens de la même condition. Aussi y a-t-il des communautés tributaires de plusieurs seigneurs, c'est-à-dire où les biens de la même sorte et les personnes de la même condition sont partagés entre plusieurs seigneurs. Ensuite nous rencontrons des communes comprenant des personnes de conditions différentes et des biens de différentes sortes, ainsi que des communautés mélangées sous le rapport des personnes et des biens, mais appartenant à plusieurs seigneurs.

Au bas de l'échelle se trouve la communauté des gens de *pote*, des personnes attachées à la glèbe, c'est la vouerie et la commune des *schaffgueter*. Ce sont des associations constituées sous la protection et la justice de leurs seigneurs fonciers et judiciaires.¹⁾

Le territoire de la communauté comprend: 1^o les biens de souche (*Stockgueter*) ou voueries, occupés par les différentes familles serves; 2^o le domaine seigneurial (fermes, moulins, pâturages, bois, etc.) pour autant qu'il fait partie de l'association communale;²⁾ 3^o la propriété communale. Ces trois classes de biens forment un tout isolé sur lequel le seigneur et les membres de la communauté, comme seuls possesseurs de voueries et à l'exclusion de toutes autres personnes, ont des droits mutuels par rapport au pacage, de la glandée et de la coupe des bois.

L'administration communale et la justice sont indivises, pour autant qu'elles concernent la communauté proprement dite. Toute association communale a au moins sa propre cour de justice foncière, composée d'échevins du ressort communal; les justices seigneuriales jugent les affaires concernant les justices haute et moyenne. La réception dans la commune, le départ et l'expulsion offrent un caractère tout à fait privé.

Nous avons vu que la communauté Garsch-Manom possède sa propre justice foncière.

En fait de biens communaux nous trouvons pour Garsch:

a. — Les prés et pâturages suivants:

1^o — « Un petit paquis d'un quart et demy, quinze verges, communément appelé *Kuhschwautz*, joignant au midy le prez dit *Hochwies*, au septentrion sur le prez de Mées, au levant le chemin, au couchant le ruisseau, a de longueur réduite onze verges, largeur réduite au levant et au couchant sept verges et demy. »

2^o — « Un prez au canton de *Hochwies*, « joignant au levant et au septentrion le ruisseau et au midy le ban de Manom, longueur réduite vingt-trois verges, large au midy seize verges, au septentrion deux verges, produit une fauchée et demy, un huitième. »

1) La différence entre la *vouerie* et la commune des *schaffgueter* consistait en ce que la vouerie était astreinte à des corvées collectives ou communales, tandis que les membres de l'autre association ne devaient, en dehors du *schaff*, que des corvées individuelles ou personnelles.

2) Ces biens sont à distinguer des dépendances du château, des biens fieffés et de ceux donnés à ferme qui n'appartiennent pas au territoire triparti de la commune.

3^o — « Un grand pastoral communément appelé *Gemen*, contenant en totalité douze jours un quart, quinze verges ; il a différentes figures, joignant au levant le ban de Keking, au couchant le prez dit Husgenn, celui de Mées et le Breuil d'en bas, aboutit par bas vers Garsch sur le prez de la communauté apellé Drischer et au midy sur le ban de Manom. »

4^o — « Le prez nommé *Drischer*, contient en totalité trois fauchées quatorze verges et demy, joignant au levant le prez commun dit le Wart, au couchant le grand pastoral cy dessus, au midy le ban de Keking et les jardins au septentrion ; longueur réduite vingt-trois verges, large au levant vingt-cinq verges, au couchant seize verges. »

5^o — « De plus, une fauchée quinze verges dépendant du susdit prez dit *Drischer* et qui a la figure triangulaire ; longueur vingt-cinq verges, largeur réduite sept verges. »

6^o — « Le grand prez apellé le *Wart*, arpenté en trois parties, produit en tout dix fauchées un quart, trente-sept verges et demy ; joignant au levant le prez d'en bas des particuliers et en partie sur la communauté au couchant, l'article précédent au midy, le ban de Keking et les jardins au septentrion. »

7^o — « Le prez apellé *Trensche*, joignant au levant le s^r Brazy au prez d'en bas, au couchant le grand prez de Wart cy dessus, au midy le ban de Keking, au septentrion les prez d'en bas des particuliers ; longueur réduite soixante-dix-neuf verges, largeur réduite prise en plusieurs endroits quinze verges, produit sept fauchées un quart vingt-cinq verges. »

8^o — « Le prez apellé *Biden*, contient trois quarts seize verges, joignant au levant le prez de Jean Franck, au midy et au couchant les prez d'en bas, au septentrion le chemin de l'église ; longueur réduite vingt-deux verges trois quarts, largeur réduite prise en plusieurs endroits six verges. »

9^o — « Le paquis nommé *Malsingerwoos*, a la figure triangulaire, attenant au levant les terres labourables, au couchant le ban de Hettange, au midy fait pointe et aboutit sur le chemin d'Ettange, au septentrion sur le prez dit Malsinger ; longueur quarante-quatre verges, largeur réduite prise en plusieurs endroits deux verges trois quarts, produit trois quarts de fauchée. »

10^o — « Le second paquis de *Malsingerwoos*, d'en haut aussi en figure de triangle, attenant au levant les terres labourables, au couchant le ban de Hettange, au midy le prez de Malsingen, au septentrion fait pointe sur les terres et le bois du seigneur Georges de La Grange ; longueur seize verges, largeur réduite trois verges, produit un quart huit verges. »

11^o — « Un autre paquis nommé *Kanferwoos*, contenant quatre jours trois quarts quatorze verges, joignant au levant le canton de terres apellé Kanferacht, au couchant le taillis du Keckingerschleidt, au midy le bois de M. de Jevigny, au septentrion sur le chemin dit Drafft et sur les héritiers de Jean Kollen. »

12^o — « Un grand pâtural nommé *Brischwoos*, arpenté en trois parties à cause des différentes figures, contient en tout dix jours seize verges, aboutit au levant sur le chemin du prez de Mées, au couchant sur le chemin du premier canton de

Feintgesscheuer, joignant au midy le ruisseau, les prez appellés Hatzing et les terres d'Auchen, au septentrion les prez du Pesch et du Breuil d'en haut.»

13^o. — « Enfin un petit paquis de trois quarts appelé *Brucherwoos*, traversé du chemin, attenant au levant, au midy et au septentrion le même chemin, au couchant les terres labourables. »

En faisant l'addition de ces prés et pacages communaux, on trouve environ 54 fauchées ou journaux.

Nous avons déjà vu que le *Thielmausdriesch* devait être également en partie bien communal.

Au sujet du droit de pacage, il y avait souvent des contestations entre les habitants de Garsch et ceux de Manom.¹⁾

b. — Les haies et bois que voici:

1^o — Un canton de haies appelé *Ginfferen* touchant au canton de Schweinskaul et au canton d'Elzheck, contenant cinq journaux et trois quarts. Différents particuliers prétendirent en être propriétaires, mais ces droits furent contestés par la communauté.

2^o — Un canton de bois-taillis appelé *Scheffenbusch* « attenant au levant le canton des terres triangulaires, joignant au couchant le bois-taillis des héritiers de Jean Kollen de Keking communément appelé le bois de Nidbruck, aboutit au midy sur les terres de Kanffersacht et sur le pré, au septentrion sur la forest du roy ». Il était la propriété du sieur Brazy et contenait 31 $\frac{3}{4}$ arpents contestés par la commune.

3^o — Un petit canton de taillis situé *derrière le bois de Schleucker* et le bois d'Absbusch au levant, donnant au couchant sur le canton de Huttersloch, au midy sur le pré de Schleucker et au septentrion sur le bois d'Absbusch; il contenait deux arpents un quart. La propriété, à laquelle prétendait la communauté, lui était contestée cependant par Jean Peiffer et consorts comme emphytéotes du sieur Bahr.

4^o — Un bois de haute futaie appelé *Berel*, propriété de la communauté, contenant 33 $\frac{1}{2}$ arpents; « séparé par le chemin de la saison des dites terres de Hostert, au couchant le canton des terres sous Berel et le paquis appelé Scheffenwies, au midy sur le canton de Vogelsang, les vignes et les terres du canton des terres Juttenberg, au septentrion les terres labourables du canton de Sibenfeldt ».

1 1523. 24 octobre. Luxembourg. Sentence du conseil de Luxembourg entre les communs habitants de Garsch (Garsche), appelants et ceux de Manom (Monheym) intimés, au sujet du droit de pacage que les premiers prétendent avoir sur les terres de Manom. Ceux-ci disent « das die von Garsche sulten aibhalten von U. L. F. Lichtmisse tage nit zo kommen in Manneffer ban, keinen weidganck dasuchen, bis das die gewanne bloess, koren und haber hienwech gefoert weren; zum andern kunde auch dargethan werden, das die von Garsche zu ewigen tagen nummermehe uff die Monneffer braiche zo laren hetten mit irer herden und keine weitgank do zo suchen. »

La cour décide: « das beide partien sich halten sollen nach inhalt eins vertrags zwuschen inen ulgericht durch hern Symon, apt zom Munster zu Luxemburg, hern Johan, her zo Berwart, hern Johan hern zo Milberch, hern Johan ertzpriester zo Monheym, dem probst zo Diedenhoven und « probst zo Luxemburg, des datum steit am 5. tage marti 1341; auch eins ortheils darnach am lesten tage maie a^o 1474 zwischen gmelten partien ussgangen vor probst und man zo Diedenhoven, darnach bekrefftiget und confirmt im hofgericht ze Luxemburg ».

Registre du conseil 1509, p. 333—337.

Pièce à nous communiquée par M^r van Werveke.

5° — Un canton de haies, mêlé de taillis, de $4\frac{1}{2}$ arpents, communément appelé les hayes de *Megaterenz*, au levant séparé des terres de la saison de Hostert par le chemin appelé le Drafft, joignant au couchant aux bois de M. de Jouvigny et en partie au bois dit Offenbusch, aboutit au midy sur les terres du canton de Siebenfeldt, au septentrion sur ledit chemin nommé Drafft ». La communauté en a la possession et s'en dit propriétaire.



CHAPITRE XI.

LA RELIGION ET LE CLERGÉ. — L'INQUISITION. SÉPULTURES.



Il est de mode aujourd'hui d'attaquer l'Église, dit M. Bonvalot dans son ouvrage *«Le Tiers État d'après la charte de Beaumont»*. On lui reproche d'avoir systématiquement tenu le peuple en servage et d'avoir, quand il y a eu nécessité, donné la liberté à petite mesure, à gros prix et avec toutes sortes de restrictions. » Nous dirons, avec le même auteur, que dans cette étude nous n'avons ni à glorifier ni à rabaisser l'Église, nous ne rechercherons que la vérité. Cependant nous devons constater avec des esprits éclairés et impartiaux que ce jugement, fondé sur des faits isolés et érigés en théorie générale, manque d'exactitude. Libérale dans ses principes, l'Église est comprimée dans son essor par la féodalité et elle en subit l'influence; mais quand les affranchissements se sont imposés à la noblesse, ils se sont, par la même raison, imposés au clergé régulier et séculier. Qu'on aille même, comme de nos jours, jusqu'à nier l'influence du Christianisme sur la civilisation, nous ne nous y arrêterons point, car nous avons déjà eu l'occasion de parler de la part importante de l'Église dans l'affranchissement des populations. Avant que l'Église eût fait pénétrer l'Évangile dans les masses formidables et perverses qui avaient pulvérisé l'empire d'Occident, la justice, l'humanité, la pudeur y étaient fort méprisées.

Rome, la capitale du monde, devient le foyer du Christianisme: de Rome, la religion du Christ se propage dans toutes les contrées. Au quatrième siècle,

Constantin fit cesser les persécutions de ses prédécesseurs et planta la croix sur le Capitole. Trèves, la capitale de l'empire occidental, devient, de son côté, un centre de propagation de la foi, et c'est sans doute de cette ville que le Christianisme fit son entrée dans le Luxembourg. Déjà sous Agrétius, la plus grande partie de ce pays était complètement christianisée. Une preuve irréfutable que même au troisième siècle la religion chrétienne comptait des adhérents dans le Luxembourg, nous est fournie par la découverte au Helperknapp d'une urne de cette époque; cette urne porte le monogramme du Christ.

Le paganisme lègue au Christianisme naissant la plus abominable et la plus naturelle des institutions humaines, l'esclavage. L'esclave des Romains et même l'esclave des Gaulois n'était pas un homme: il était une chose possédée. Même en se rachetant, il ne pouvait s'élever, dit Louis Veuillot, au rang de citoyen. Dès que le Christianisme retentit au milieu de la Gentilité, par le ministère de Saint Paul, l'esclavage est attaqué dans sa source. Les maîtres chrétiens donnent la liberté à ceux que l'Évangile leur apprend à considérer comme des frères.

La croix, suivant l'expression de saint Augustin, s'élève au lieu du supplice au front des empereurs, *a locis suppliciorum, ad frontes imperatorum*. Constantin promulgue, en 316 et 321, deux édits par lesquels chacun a permission d'affranchir ses esclaves en présence du peuple chrétien et des évêques ou des prêtres. C'est, dit Veuillot, comme le premier fruit civil du sang des martyrs. Devant les monstrueuses inégalités de la société païenne, les apôtres, les évêques, les fidèles avaient professé hautement que les esclaves et les maîtres n'avaient qu'un maître dans les cieux. Cette vérité était acquise au genre humain: saint Jean Chrysostome allait bientôt demander positivement l'abolition de l'esclavage.

N'oublions pas que les premiers affranchissements, que nous rencontrons sur le territoire du Luxembourg, viennent du côté de l'Église. Le 1^{er} décembre 698, lorsque l'abbesse Irmine de Trèves, fille de Dagobert II, lègue à la basilique d'Echternach, gouvernée par l'évêque Willibrord, tous les biens qui lui étaient échus par droit héréditaire, à Echternach et dépendances, elle n'en excepte que quelques hommes ou serfs qu'elle affranchit, à la condition de donner chacun, tous les ans, une livre de cire: *omnia ista . . . volo esse donatum, exceptis hominibus illis, quos per epistolas nostras ingenuos relaxavi, quorum vocabula sunt: Garario cum Loaldo, Achilde, Theofrido filio, Aldfrido, Clodoare, Raocare, Warelinde, Bacelinde, Grancelleba, Gundulfo. Isti toti denominati, annis singulis unusquisque eorum in luminaribus unam libram cerae, ad supra dicta loca sanctorum in ipsa villa Epternaco constructa, ad nativitatem domini reddere, vel dissolvere studeant.*

Nous avons vu que la servitude, limitée à des services à rendre, était recherchée souvent, soit pour obtenir protection, soit pour se soustraire au service militaire. C'est ainsi que l'homme libre se donnait, tantôt aux seigneurs ecclésiastiques, tantôt aux seigneurs laïcs, pour avoir leur protection, ou parce qu'il trouvait intérêt à vivre sur leurs terres. « L'Église ne s'en tint pas à ces premiers succès. Pour alléger au pauvre peuple le fardeau de la guerre, elle avait imposé aux seigneurs la trêve de Dieu. Elle fit de l'église du village un lieu d'asile pour les hommes et pour les biens: elle voulut que le laboureur fût sacré quand il touchait le manche

de la charrue.» Il n'était pas difficile, dit Hurter, d'obtenir de la générosité des seigneurs ecclésiastiques des exemptions que les seigneurs laïques n'auraient pas accordées sans indemnité. Ces rapports du maître au sujet se présentaient sous une forme bien plus douce quand le maître appartenait au clergé. Il était rare qu'un démenti fût donné au proverbe qui vantait la bénignité de la houlette pastorale : Sous la crosse, il fait bon vivre.

« Quels que soient les reproches qu'on puisse adresser au clergé, dit Guérard, l'influence et la popularité de l'Église pendant le moyen âge, étaient fondées beaucoup plus sur ses bienfaits que sur la crédulité et sur la superstition des esprits. Comment aurait-elle pu conserver cette popularité pendant tant de siècles, si elle n'avait rien fait pour la mériter? Le peuple chassé de l'ordre civil et n'ayant plus rien dans l'État se réfugia dans les temples et remit à la garde du prêtre, non seulement sa religion, mais encore tout ce qu'il possédait, ses affaires, ses intérêts, ses plaisirs. L'Église lui fit bon accueil, pourvut, autant qu'elle put, à ses besoins, se conforma souvent à ses désirs, et se prêta en sa faveur à toutes sortes de complaisances. . . . C'est là (dans les églises) que les contrats, les donations et les testaments étaient rédigés; c'était au coin de l'autel ou sous le portique que les serfs étaient affranchis. Les temples servaient d'archives publiques: on en faisait aussi dans les campagnes des granges et des greniers où chacun s'empressait, en cas de nécessité, de déposer ses blés et ses foin. Le faible y trouvait un asile inviolable contre la violence, l'autorité civile y venait expier devant le tombeau d'un saint. Enfin le malade y accourait pour la guérison de ses maux, et le pauvre pour y recevoir un morceau de pain. Bref, on allait à l'Église autant pour ses intérêts temporels que pour les cérémonies du culte et pour son salut. Nous ne devons pas être surpris que l'Église ait été si chère au peuple, qui s'y voyait chez lui et qui n'avait nulle part ailleurs les institutions, les garanties, les consolations, les secours, les plaisirs dont il ne pouvait se passer. La puissance ecclésiastique devait décroître, comme elle a effectivement déchu, en raison des progrès du gouvernement civil. Depuis que les communes se sont formées, les hôtels de ville et les autres établissements publics ont enlevé aux prêtres la moitié de leurs attributions. Depuis que la servitude a été abolie, on a cessé de s'adresser à eux pour recevoir de leurs mains le présent de la liberté; depuis l'institution des notaires royaux, on a pu se passer du concours des ecclésiastiques pour la rédaction des actes; depuis que la police a suffi pour la protection des personnes, il n'a plus été nécessaire de chercher des asiles dans les temples; enfin depuis que l'art de guérir s'est répandu et perfectionné, on a moins envoyé de malades aux tombeaux des saints. De cette manière les mœurs et les lois ont rendu moins utile l'intervention et la tutelle du clergé dans les choses temporelles; et le public a retiré peu à peu de l'Église toutes ses affaires, et a fini par n'y plus laisser que son culte. Mais, aux temps où nous sommes arrivés, l'Église, je le répète, était la maison du peuple; là était sa vie, son passé, son avenir et ses espérances, et le peuple n'était que là. Ailleurs il n'y avait pas de place pour lui. » Voilà le raisonnement très impartial d'un savant qui n'appartenait pas au parti clérical et n'était pas un ami posthume de la féodalité.

Aussi voyons-nous au moyen âge, qu'entre le serf et le seigneur il existe un

lien plus fort que l'intérêt mutuel, que la possession de la terre, c'est celui d'une foi commune. Gentilshommes, bourgeois, paysans, tous sont croyants. « L'existence, les mœurs sont rudes, les passions violentes, mais l'autre vie prend dans la pensée des hommes une part au moins égale à celle de la vie terrestre ». La conscience est fortifiée par la raison. Tout prouve cet accord : l'érection des églises, les croisades, les pèlerinages, les testaments et donations. Il est rare qu'un riche ne laisse pas par testament quelque bien aux églises. Pour les seigneurs de La Grange, nous en avons vu des exemples dans le premier volume.

Qui ne reconnaîtrait l'influence des monastères sur les sciences, la civilisation, la culture ! les bienfaits que répandirent dans le Luxembourg les abbayes d'Echternach et de Saint-Hubert ! Si pendant un certain temps les évêques, une partie du clergé séculier, parmi laquelle surtout les chanoines des villes, méritent des reproches, il n'en était pas de même des couvents où le relâchement était l'exception. Dans les couvents les mœurs étaient austères, la vie était partagée entre le travail et la prière. Les moines font des distributions de vêtements et de vivres, ils visitent les malades et leur apportent des remèdes, la bêche à la main ils défrichent la terre. Ils ne se contentent pas de prêcher l'Évangile, d'instituer des écoles auprès de leurs monastères ; ils reconnaissent encore une autre mission : travailler aussi pour le temporel de l'humanité souffrante, asservie, malheureuse.

Comme le seigneur vivait en général dans de bons termes avec son chapelain ou son curé, celui-ci ne pouvait manquer d'avoir un empire énorme sur ses ouailles ; cette alliance du donjon et de l'autel ne pouvait produire que de bons effets. Mais les guerres incessantes, la rapacité des grands devaient corrompre les mœurs qui, dès lors, influent tristement sur les idées et les croyances. Au XV^e siècle, l'immoralité du haut clergé, des rois et des grands seigneurs ne peut manquer de se refléter dans les idées. La foi subsiste encore, mais elle s'est affaiblie. « Le clergé séculier, dit M. le comte de Ludres, a des mœurs détestables ; trois ou quatre papes, à la fois, s'anathématisant, ou faisant les concessions les plus monstrueuses pour retenir ou gagner des partisans, voilà déjà une cause de trouble profond dans les consciences. Puis la féodalité s'est également attaquée à l'arbre de vie. Dans nos provinces de l'Est et sur les bords du Rhin, les puissants évêques, à demi-souverains, appartenant presque toujours à des familles souveraines, ou, tout au moins, de première noblesse, ne sont plus des ecclésiastiques, mais des princes temporels. Ils font la guerre et la paix, trahissent, trompent, tout comme un duc de Lorraine ou un comte de Luxembourg Le haut clergé imite souvent cet exemple ; quant aux petits prêtres de campagne, aux chapelains, ils sont bien peu instruits et souvent bien peu moraux. La grande tradition scolastique se perd. Saint Thomas commence à paraître trop vieux. Les couvents, qui jadis étaient l'asile des vertus chrétiennes, participent au relâchement ; ceux qui ont acquis de grands biens sont tellement en butte à la convoitise des seigneurs, qu'il leur faut s'assurer des protecteurs ou voués qui les dépouillent et qui d'ailleurs les exposent à être entraînés dans les querelles particulières de ces singuliers défenseurs. Aussi la plupart des couvents, réduits à une terrible misère, sont si peu propres à inspi-

rer des vocations, que l'on voit des monastères, qui jadis comptaient des centaines de moines, n'abriter que sept ou huit religieux. »

Nous avons dit que la foi subsistait encore; elle subsistait chez ces princes parjures, cruels, simoniaques, et dans ce clergé sans mœurs, et dans cette noblesse dissolue, et dans ces populations diverses et si étrangement évangélisées. Oui, on croit à tout, aussi à Dieu et à ses saints, même aux mauvais esprits, à la sorcellerie, la magie, la possession, etc. Les puissances occultes ne sont niées par personne.

Au XV^e siècle, on croyait que chaque événement de la vie pouvait être annoncé et prévu, si l'on observait avec soin les présages. C'est le commencement de cette étrange aberration mentale qui a fait torturer et périr dans les tourments les plus atroces tant de malheureux et surtout de malheureuses accusés de sorcellerie. Le sentiment du merveilleux et du surnaturel est indestructible dans l'âme humaine et varie seulement dans ses manifestations selon les temps, les lieux et les races. A l'époque où nous sommes, l'imagination du peuple voyait partout l'adversaire éternel du genre humain, le prince des ténèbres avec ses légions de démons. C'était un mélange d'ignorance, de superstition, de mœurs relâchées, de férocité parfois, de dureté et de mépris de la vie toujours. Que le temps était loin, où Charlemagne avait ordonné aux prêtres de prévenir leurs ouailles contre les erreurs de la magie, de leur enseigner, avec toute l'instance possible, que cela était faux de point en point: *ut uoverint haec omnimodis falsa esse*, et qu'il ne fallait y voir, tout au plus, que des fantômes par lesquels l'esprit malin se joue des femmes en songe, *in somnis deludens*.

Dans la bulle *Summis desiderantes* du 3 décembre 1484, Innocent VIII s'exprime: « Il est parvenu récemment à notre connaissance que dans certaines parties de l'Allemagne supérieure, etc., plusieurs personnes des deux sexes, oubliant leur salut, et déviant de la foi catholique, se vouent au démon, incube et succube, et, par leurs incantations, enchantements, conjurations, et autres criminelles superstitions, sacrilèges, excès et crimes, détruisent les enfants dans le ventre maternel, les fruits de la terre, des vignes et des arbres, et même les hommes, les femmes, les bestiaux de toutes sortes, les vignobles, les vergers, les champs, les prés, les moissons et les légumes; tourmentent d'affreuses douleurs, tant intérieurement qu'extérieurement, les hommes, les femmes, les chevaux et les troupeaux, et empêchent les hommes d'enfanter, les femmes de concevoir et les époux et les épouses de remplir les devoirs conjugaux. Enfin, ils renient, par un sacrilège, la foi de leur baptême; et, à l'instigation de l'ennemi du genre humain, ils ne craignent pas de commettre d'autres horribles excès et crimes sans nombre, au péril de leur âme, en offense à la Majesté divine et au pernicieux exemple et scandale des chrétiens. »

Le pape nomme deux inquisiteurs, Henri Krämer et Jacques Sprenger, chargés de poursuivre dans l'Allemagne supérieure ces crimes et de punir les coupables par les plus terribles peines. Dès lors, quelque inoffensive, quelque bienfaisante que pût être l'intervention des prétendus sorciers, fût-ce pour découvrir des objets perdus ou pour guérir les malades, un nouveau crime contre l'autorité spirituelle était

découvert, qui fut bientôt assimilé aux plus affreux forfaits. Philippe II ne manqua pas de le ranger au nombre de ceux qu'il voulait réprimer par le fer et le feu. L'article 60 du placard de 1570 ordonne qu'il soit poursuivi plus rigoureusement que par le passé. Mais cela ne suffit pas à ce monarque qui était un objet d'horreur pour ses proches, de haine et d'exécration pour ses sujets.

Il fit encore mieux par son édit du 20 juillet 1592, qui promulgua officiellement la superstition.

Faut-il s'étonner dès lors que le pauvre peuple, le peuple ignorant y ajoute foi!

Le règne de Philippe II était une époque de défaite et de prostration où les populations dégradées sont la proie facile du surnaturel. L'ignorance et le relâchement des mœurs avaient provoqué cette aberration mentale. Ignorance et relâchement dans les masses, ignorance et relâchement dans le clergé dont un rapport du conseil provincial au gouverneur général, à la date du 7 novembre 1701, fait mention.¹⁾

Une question grave se pose. L'Église, cette institution divine, peut-elle être rendue responsable de ces écarts, voire des férocités commises? Nous n'avons pas hésité de mettre le doigt sur la plaie, nous avons cité la bulle d'Innocent VIII, le relâchement dans les mœurs, l'immoralité du clergé. Pour comprendre cette bulle, il faut se reporter aux temps d'alors, il faut tenir compte que l'Église admet l'intervention du diable; l'Évangile, la Bible en cite des exemples. Dans ces temps troublés, un pape semble croire à la sorcellerie et il est évident que ce fait est de nature à jeter le trouble et le doute même dans des âmes fortes. Dès lors, la sorcellerie devait exister pour la plupart; la sorcellerie est un crime qu'il faut punir, c'est le cri général. Mais l'Église avec sa sainte doctrine n'est pas en jeu: comme homme, le pape verse en erreur, car ce n'est pas un article de foi qu'il proclame, il ne parle pas *ex cathedra*.²⁾

1. Les désordres et les scandales foisonnent, aussi bien dans les paroisses que dans les couvents de moines et de nonnes; partout on rencontre des ecclésiastiques, aux foires et dans les assemblées publiques; ils font le commerce de bétail comme des bouchers, s'enivrent et se battent entre eux; de là leur incontinence qui *depuis un siècle* scandalise la province, aussi bien par le vice en lui-même que par son impunité. Les juges-cleres, surtout ceux de Trèves, se refusent à demander l'autorisation de faire leurs visitations ecclésiastiques; ils n'avancent pas d'argent pour instruire les plaintes formulées contre des cleres et n'admettent pas les informations données par le conseil provincial; ils se contentent de faire venir les délinquants et de leur imposer une amende; ceux-ci la considèrent comme une taxe prélevée sur les délits, et ils continuent à mener une vie encore plus dissolue qu'auparavant.

2. D'ailleurs, cette aberration ne se trouve pas seulement dans la religion catholique, elle se trouve déjà dans des époques antérieures. Si les Grecs ont peuplé leurs campagnes, leurs forêts et leurs fleuves de nymphes, de dryades, de syrènes, de faunes et de satyres, la superstition d'aujourd'hui veut entrer en communication avec le monde des esprits, avec les âmes des trépassés au moyen du magnétisme et du spiritisme. Quelle n'est pas aujourd'hui l'influence du somnambulisme! Oui, nous pouvons dire que depuis les temps primitifs jusqu'à nos jours la superstition était enracinée dans l'âme humaine, seulement elle s'est traduite sous des formes différentes. Notre siècle, le siècle de la lumière et du progrès comme on se plaît à l'appeler, n'a-t-il plus ses procès de sorcellerie? Hélas, les tribunaux doivent nous convaincre du contraire. Et qui sait si les croyances de ce siècle soi-disant éclairé, le fruit de la science d'aujourd'hui, ne seront pas qualifiés un jour ou l'autre comme superstition! Et que les faits ou phénomènes plutôt, que la science moderne range dans le royaume de la fable, seront classés par notre postérité dans le cadre des sciences! L'homme est sujet aux erreurs et il le restera. Les historiens nous rapportent qu'au Ve siècle deux vieilles femmes de Rome changèrent leur hôte en âne et le vendirent ensuite. Néron fit périr tous les philosophes à

Quelle mine plus riche pouvait-on offrir au vice et à la brutalité, que cette superstition, sanctionnée par la menace du bûcher, et qui livrait, à ces infâmes exploitants, les esprits frappés, sans jugement, sans défense! Les passions brutales abusaient de la terreur des jeunes filles et des religieuses. La crainte d'être possédées faisait embrasser l'état monastique aux riches héritières ou tester les vieilles femmes en faveur de l'Église. Une religieuse voulait-elle quitter le couvent, on la tourmentait de toutes les manières. Les actes des procès sont remplis de détails obscènes; nous les passons sous silence pour ne pas froisser le sentiment de nos lecteurs.

Que de fois la misère était le seul crime de ces malheureuses! La misère les conduisit au bûcher. Et encore, pour notre part, nous n'hésitons pas à dire que le protestantisme demanda plus de victimes que le catholicisme.

Il fallait bien cependant, dit Potvin, qu'il y eût du vrai dans les confessions qu'on arrachait aux douleurs de la torture: les faibles esprits, croyant à une intervention surnaturelle, demandaient à celle-ci, avec l'oubli des maux, la satisfaction de leurs désirs; une poudre la leur procurait. De nombreux procès constatent que l'hallucination était produite par des herbes ou au moyen de certaine poudre, ressemblant à des graines de poivre, selon les uns, de pavot, selon les autres; et Gassendi en fit la preuve avec un berger qui se disait sorcier et qu'il vit dormir sous l'effet du narcotique, pendant tout le temps du prétendu sabbat. Quand de pauvres gens, abreuvés de superstitions par leurs maîtres spirituels et temporels, tombaient dans l'enivrement que produit l'opium, ils prenaient pour les réalités de la sorcellerie les rêves d'un sommeil malade. A cette époque, tous les cauchemars devaient être attribués à la magie.

Si dans le Luxembourg on ne peut pas compter par milliers les victimes de la sorcellerie, si cette aberration n'y était pas autant répandue qu'en Allemagne et en Italie, où l'on estime à 30,000 les victimes brûlées (c'est ainsi que dans le pays de Trèves il y avait, d'après Müller, deux localités où il n'y avait plus que deux femmes, tellement on avait brûlé de sorcières pendant les années de 1585 à 1588), le Luxembourg, disons-nous, a eu également ses procès de sorciers et de sorcières. Ainsi en 1590, dans la seule ville d'Arlon, cinq personnes furent brûlées comme sorcières. Pendant la même année, onze personnes furent mises à mort dans la seigneurie de Hamm. Dans le petit village lorrain d'Enschérange, deux exécutions

Rome parceque leur science devait favoriser la magie. Dans un roman latin, dont des parties nous ont été conservées et qui est attribué à Petronius Arbitr (mort en 66), une sorcière se vante: «Tout ce que tu aperçois sur la terre m'appartient. La robe fleurie de la terre devient sèche dès que je veux. A ma demande, le rocher doit me donner de l'eau et des sources abondantes jaillissent des rocs secs. Je me sers des vagues fougueuses comme d'un pont; les tempêtes mettent tranquillement à mes pieds toute leur force. Les torrents m'obéissent, c'est à moi qu'obéit le tigre hyrcanien; si je le conjure, le dragon ne peut pas bouger! Mais à quoi mentionner ces choses faciles! Par mes paroles magiques je descends la lune du ciel et si je soulève la terre, Phébus se voit forcé de tourner ses coursiers.

A l'époque de la Réformation, dit M. le Dr. Glaesener, l'imagination du peuple, surexcitée par le fanatisme religieux, voyait partout l'adversaire éternel du genre humain. Le fanatisme était égal de part et d'autre. Luther lui-même voyait le diable et luttait contre lui.

eurent lieu en 1615 et dans une localité plus petite encore de la Lorraine, à Entringe, deux condamnations à mort pour sorcellerie furent prononcées en 1621. Echternach avait presque tous les ans une exécution capitale pour ce crime: en 1680 on y exécuta même quatre femmes comme sorcières. Dans la seigneurie de Wiltz, trois personnes furent brûlées en 1614 et deux en 1615. Vers la fin du dix-septième siècle, les procès de sorcières deviennent moins fréquents: le dernier venu à notre connaissance est celui contre Thérèse Velzbach à Echternach en 1692; il se termina, sur l'ordre du conseil provincial, par l'acquiescement de l'accusée. » ¹⁾

Mais disons également qu'il y eut des voix qui s'élevèrent contre ces brutalités. En 1515, c'est déjà l'Italien Ponzivibius et, en Allemagne, Agrippa de Nettersheim, qui protestent hautement contre la sorcellerie et les exécutions brutales. En 1563, c'est Joseph Weier, médecin du duc Guillaume de Clève, qui fait entendre sa voix plus énergique encore; après lui vient Corneille Losaeus de Trèves, qui cependant est forcé, en 1593, de rétracter ses doutes sur la sorcellerie. Dans le Luxembourg, nous voyons, déjà en 1565, le conseil provincial signaler la procédure suivie contre les sorciers comme contraires à toutes les lois de justice divine et humaine.

Vient ensuite un jésuite allemand, Frédéric von Spée (né le 25 février 1591) qui s'élève avec force contre ces meurtres judiciaires. Dans sa « *Cautio criminalis, seu de processibus contra Sagas liber* (Rinteln 1631) » Spée fait valoir tous les motifs de la religion et de la vérité contre la croyance aux sorciers et à la sorcellerie. Vers la fin du XVII^e siècle, on voit Balthasar Bekker, prédicateur à Amsterdam, et, en 1707, Thomasius qui combattent par leurs écrits les préjugés contre la sorcellerie. Enfin, vers la moitié du XVIII^e siècle, la législation en Allemagne et en Autriche écarte le crime de sorcellerie, ce qui cependant n'empêcha pas la Suisse de sacrifier encore quelques victimes; d'autres pays en firent de même. La dernière victime est la servante Anne Gœldi qui fut exécutée à Glarus en 1782.

Une cause, qui a énormément contribué à ces exécutions brutales, à ces féro-

1 Le 12 juin 1595, Philippe II, roi d'Espagne, à la requête de Paul de la Roche, mayeur de Remich, et *landrichter* de Grevenmacher, accorde à celui-ci le tiers des amendes et le dixième des confiscations et compositions amiables qui écherront sous la mairie de Remich. Un des motifs est l'exécution fréquente des sorcières que l'on a découvert en icelluy quartier. Ces procès de sorcellerie dans la mairie de Remich sont constatés également par le compte des amendes échues en l'office et mairie susdite que rend, de 1610—1615, Herman Conrard de la Roche, comme officier de cette cour. On y trouve le libellé suivant: « Item la femme de Welschen Wilhelm de Remerschen ayant été ceste année 1615 exécutée pour crime de sorcellerie, et leur bien confisqué, at esté trouvé, les dépens de la justice payez, venir encoire au prouffict du LL. AA. SS. la somme de 83 fl. d'or. » Dans les comptes rendus par les héritiers de Herman Conrard de la Roche (Larochette), en 1638, il est encore question de sorcellerie: Catherine, femme de Huner Paulus de Remerschen, est condamnée par sentence du 17 octobre 1629 « pour crime de sortilège, a été exécutée et bruslée au lieu accoustumé de la court de Remich, et ses biens, tant meubles qu'immeubles, confisqués au profit de S. M., lesquels biens ont esté venduz et subastés judiciaiellement le 29 janvier 1630, pour la somme de 127 fl. d'or ». (Chartes de la famille de Reinach.)

Pour des détails plus circonstanciés sur les procès de sorcellerie dans le Luxembourg, nous renvoyons au travail de feu M. l'abbé Breisdorff: « *Die Hexenprozesse im Grossherzogthum Luxemburg* », *Public. de la Société archéologique*, vol. XVI, année 1859) et à la « *Notice sur le Conseil provincial de Luxembourg* » par N. VAN WERVEKE (Appendice).

cités, réside dans les schismes qui divisèrent si profondément le monde chrétien à partir du XIV^e siècle. Nous avons parlé de la démoralisation religieuse et sociale : des évêques souvent simoniaques, des moines relâchés, un bas clergé d'une crasse ignorance, des princes fourbes, débauchés et cruels. Il semble que Dieu ait amassé ainsi, comme de la paille, tous les éléments de destruction et qu'une étincelle pouvait et devait y mettre le feu. C'est ce qui arriva. En 1516, Luther entre en lutte, en faveur de son ordre, contre les Dominicains ; en 1520, il fait brûler, sur la place publique de Wittenberg, les bulles, les décrétales et les livres canoniques ; « pendant les trois ou quatre années suivantes, il parcourt l'Allemagne du Nord, prêchant sa doctrine. — Si Luther avait rencontré tant de facilités à propager ses erreurs pendant les sept ou huit années où, de moine ultramontain et fervent, il était devenu hérésiarque et l'apôtre du mariage des clercs, c'est qu'il eut dans les princes du nord de l'Allemagne et surtout dans l'électeur de Saxe, des auxiliaires qui le mettaient à l'abri de Charles-Quint et du bras séculier. »

On s'est plu longtemps à dire et à redire que le protestantisme n'a jamais été introduit dans le Luxembourg et il y a des auteurs qui croient prouver, à force de le proclamer, que jamais le Luxembourg n'hébergea d'hérétiques. Suivant une tradition, dit M. Frederichs (*De Inquisitie in het hertogdom Luxemburg voor en tijdens de 16 eeuw*) qui a obtenu quasi droit de bourgeoisie de la plupart de nos historiens, l'inquisition n'aurait jamais existé dans le duché de Luxembourg ; même il n'y aurait jamais eu d'hérétiques. Gachard, qui a eu en mains tant de documents du XVI^e siècle, et Pouillet, qui s'était adonné surtout à l'étude de la persécution des hérétiques, ont admis la même théorie.

Déjà, dans notre « *Monographie de la seigneurie de Dudelange ou de Mont-Saint-Jean* », nous avons fait remarquer que les seigneurs de Mont-Saint-Jean avaient embrassé le luthéranisme et qu'il ne paraît pas exclu que les chevaliers de l'ordre de Saint-Jean n'en aient fait de même.

Aujourd'hui, grâce aux savants travaux de MM. Frederichs, professeur d'histoire à Ostende, et de N. van Wervecke, l'érudit secrétaire de l'Institut grand-ducal, nous sommes à même de réfuter complètement les assertions de certains historiens et de quelques écrivains fantaisistes sur le protestantisme et l'inquisition dans le Luxembourg.

Distinguons cependant : « Si nos historiens modernes, comme feu M. Schoetter, ont prétendu que l'inquisition ne fut pas introduite chez nous, ils ne veulent pas parler de l'inquisition de l'Église, mais de l'inquisition espagnole, et l'on sait combien ces deux institutions diffèrent l'une de l'autre ». ¹⁾ Quant au protestantisme, nous

1) M. VAN WERVECKE en dit : « Quant à l'inquisition papale introduite pendant les troubles des Pays-Bas, son action devait s'étendre aussi au Luxembourg, mais l'hérésie y fut si rare, la distance qui séparait la province du Brabant, si grande que les inquisiteurs papaux ne vinrent pas dans le pays. Quelques uns des accusés furent envoyés à Vilvorde, moins sans doute pour les soumettre à l'autorité des inquisiteurs que pour ne pas devoir les juger et exécuter à Luxembourg, ce que l'on voulait apparemment éviter. Les enquêtes furent faites, non par les inquisiteurs ou leurs délégués, mais par les prévôts, le procureur général ou des conseillers du Conseil de Luxembourg, d'autant plus que dans la plupart des cas il s'agit uniquement de transgressions des ordonnances ; rarement on a recouru à un prêtre ».

disons avec M. van Werveke qu'il faut même s'étonner de ce qu'il n'a pas jeté dans le Luxembourg des racines plus profondes si l'on considère que l'ancien duché, malgré sa grande étendue, ne comptait aucun siège épiscopal et que les évêques étrangers, auxquels le Luxembourg était soumis sous le rapport ecclésiastique, ne pouvaient visiter les parties luxembourgeoises de leur diocèse qu'après avoir eu l'autorisation du gouvernement, le placet. Et, effectivement, le Luxembourg appartenait, sous le rapport religieux, à sept évêchés différents: à l'archevêché de Trèves ressortissait la majeure partie du quartier allemand, sauf dans le nord des Ardennes quelques paroisses des doyennés de Stavelot et de Bastogne; l'évêché de Liège avait sous sa juridiction ecclésiastique la plus grande partie du quartier wallon, à l'exception de quelques paroisses appartenant à l'évêché de Namur; la partie sud du pays, à partir de Thionville, était partagée entre les évêchés de Metz, Toul et Verdun et, dans l'extrême nord, l'archevêché de Cologne possédait les paroisses de Kronenburg, Schleiden et Streffler. Cette division ne devait finir qu'en 1801, par le concordat conclu entre Rome et la France.

Durant tout le moyen âge, on ne rencontre dans le Luxembourg qu'un seul cas d'hérésie. En 1112 quatre hérétiques d'Ivoix (deux prêtres, Frédéric et Dominique Guillaume, et deux laïcs, Durant et Hamelric) furent cités par devant l'archevêque Bruno de Trèves. Ils niaient entre autres le sacrement de l'autel et prétendaient que le baptême donné aux enfants était nul. Hamelric et Frédéric parvinrent à s'enfuir, Durant abjura, Dominique prétendit n'avoir jamais été hérétique et en offrit la preuve, qu'il subit avec succès; mais, comme il retomba plus tard dans ses erreurs, il fut exécuté. — Au XIV^e siècle le Luxembourg, de même que les contrées voisines, semble avoir été infecté par l'hérésie des beggards et des béguines, car le pape Grégoire XI institua contre eux un inquisiteur spécial, le dominicain Jean de Bolland, pour les diocèses de Trèves, de Liège et de Cologne, et l'empereur Charles IV ordonna aux princes séculiers des bords du Rhin et de la Meuse, parmi lesquels il nomme expressément son frère, le duc de Luxembourg, de secourir l'inquisiteur et de le laisser jouir de tous les privilèges qu'autrefois et de tout temps les autres inquisiteurs ont eus. — Un mémoire cité par Henne (Histoire de Charles-Quint), écrit en 1520 à 1530, rapporte que les hérésies des Luthériens sont répandues dans plusieurs parties des Pays-Bas, entre autres aussi au pays de Luxembourg.

Pendant la quatrième guerre de François I^{er} contre Charles-Quint, alors qu'à deux reprises différentes la capitale et une grande partie du Luxembourg furent occupées par les armées françaises, le protestantisme semblait devoir y être introduit de force. Le rôle que jouait François I^{er} vis-à-vis des protestants est assez connu; tandis qu'il poursuivait à outrance les Huguenots en France, il ne cessait de flatter et de secourir les protestants allemands, pour pouvoir se servir d'eux comme d'instruments utiles dans sa lutte contre l'empereur;¹⁾ mais les rêves que

1) A ce sujet, M. VAN WERVEKE cite un passage des instructions que Charles, duc d'Orléans, fils puîné de François I^{er} donna, le 8 septembre 1543, lorsqu'il envoya son secrétaire Antoine Maillet en Allemagne pour traiter avec l'Électeur de Saxe, le landgrave de Hesse et les autres princes de la ligue de Smalkalde: «Nous sommes délibérés et promettons . . . de le [le saint Évangile] faire

caressait le roi de France ne durent pas se réaliser; pourtant il est fort probable que, même pendant les occupations passagères du pays par les Français, la Bible y fut prêchée.

On connaît les mesures qui furent dictées par Charles-Quint, afin de mettre une barrière à la propagation de la doctrine de Luther. Le 22 mars 1521, il publie à Malines une ordonnance prescrivant de saisir tous les livres et écrits luthériens et de les brûler en place publique. Un décret de l'archiduchesse Marguerite, du 7 mars 1527, prescrit au grand bailli de Hainaut de faire republier l'ordonnance du 22 mars. Le 14 octobre 1529, l'empereur publie à Bruxelles un nouvel édit défendant d'imprimer, de vendre, acheter, lire et garder des ouvrages de Luther et des autres sectaires y mentionnés; il est ordonné de remettre ces ouvrages aux officiers de justice, «à peine que les défaillans seront exécutés par le feu, le glaive ou la fosse.» Cet édit prescrit d'autres mesures pour empêcher la propagation desdites doctrines et de ses adhérents, et ceci surtout dans la Flandre. L'archiduchesse Marguerite soumit le projet de cette ordonnance aux conseils de justice, pour avoir leur avis, ainsi qu'on le voit par sa lettre d'envoi au conseil de Brabant, en date du 20 septembre précédent. Cette cour ayant tardé à faire connaître son opinion, l'archiduchesse lui envoya une lettre de rappel le 27 du même mois; elle y ajouta de sa propre main: «Pour l'honneur de Dieu, j'ay la chose à cœur; faites que n'y ait faulte.» Un décret du 10 février 1531 ordonne de renouveler la publication de l'édit du 14 octobre 1529. Le 7 octobre 1531, il est publié un édit de l'empereur qui, entre autres, concerne également l'extirpation du luthéranisme et des autres hérésies. Le même jour, on voit paraître une nouvelle ordonnance prescrivant de nouvelles et rigoureuses mesures pour l'extirpation des sectaires et adhérents de Martin Luther, de Jean Wicleff, de Jean Huss et d'autres hérétiques. Dans les Pays-Bas, tout se met en œuvre pour combattre les nouvelles doctrines. Le 8 novembre 1534, la reine Marie écrit de Binche au conseil de Flandre de prendre les mesures nécessaires afin qu'on envoie en Espagne, pour qu'ils servent sur les galères destinées à combattre les ennemis de la foi, tous les prisonniers entachés d'hérésie et ceux accusés de vagabondage et d'autres délits. Mais les anabaptistes sont l'objet de mesures spéciales: ils devaient être brûlés vifs s'ils mouraient sans abjurer leur erreur, et, s'ils rentraient dans le giron de l'église, ils n'échappaient parfois au bûcher que pour être, les hommes décapités, les femmes enterrées vives. Une ordonnance du 10 juin 1535 est des plus cruelles à ce sujet.¹⁾

D'autres mesures de rigueur sont prescrites contre les luthériens et les anabaptistes, le 22 septembre 1540 et le 4 octobre suivant. Les doctrines de Luther

prêcher au duché de Luxembourg dont nous espérons ledit seigneur roi nous laissera jouir paisiblement et aux autres terres qui nous appartiennent de droit de guerre. Mais nous voudrions qu'il plût auxdits protestants nous recevoir en alliance et confédération offensive et défensive avec eux. A ceste cause il plaira auxdits seigneurs que dès lors que ferons commencer de prêcher le saint Évangile au duché de Luxembourg, à l'heure même commence notre alliance et confédération avec eux». Charles-Quint du reste s'exprime d'une manière analogue dans une dépêche adressée à l'ambassadeur de Venise: «Vous devez savoir que François I^{er} veut répandre les doctrines de Luther dans les pays de Luxembourg qu'il m'a enlevés etc.»

1) Une autre ordonnance contre les anabaptistes date du 10 juin 1538.

étant répandues par les livres, une nouvelle ordonnance est publiée par Charles-Quint, le 7 avril 1543, défendant à tous imprimeurs et libraires d'imprimer ou de vendre n'importe quel livre, sans y être autorisés par lui, sous peine de cent florins Carolus pour chaque livre non approuvé. Mais, malgré les décrets et les ordonnances, le protestantisme fit de rapides progrès. En abdiquant comme souverain des Pays-Bas, Charles-Quint avait « recommandé à son fils de prendre un soing spécial » de faire observer inviolablement ses placards « pour exterminer le fond et racine de ceste peste de l'hérésie ». Pour l'exécution de ces décrets barbares, l'inquisition était établie, avec plein pouvoir d'arrêter, d'emprisonner, de torturer, de banir et de condamner les prévenus, même sommairement, sans avoir égard aux formes légales ordinaires; l'autorité civile devait lui prêter son concours et exécuter les sentences. Les pouvoirs réguliers de l'État, les évêques même devaient baisser la tête; l'inquisition ne relevait que du roi.

Le bourreau Philippe II se mit à l'ouvrage et accumula horreur sur horreur. La partie engagée par Charles-Quint dut être achevée par son fils, dont la mémoire restera un objet d'exécration.¹⁾

Le dernier janvier 1548, l'empereur avait émis une ordonnance publiée à Luxembourg contre les religieux et les religieuses du pays de Luxembourg qui étaient apostats, fugitifs et avaient délaissé l'habit. Le 27 février 1549, la Gouvernante générale envoya aux conseils des différentes provinces et entre autres à celui de Luxembourg un *queritur* touchant les confiscations décrétées pour crime de lèse-majesté et d'hérésie, parce que quelques vassaux élevaient des prétentions sur les biens confisqués de ce chef dans les seigneuries où ils avaient la haute

1) Si une partie des décrets et ordonnances de Charles-Quint n'avait pas été publiée dans le duché de Luxembourg, ce pays ne dut pas moins éprouver les effets de l'inquisition. Les archives grand-ducales renferment une ordonnance de Charles-Quint défendant d'héberger ou de recevoir les sectaires fugitifs qui se tenaient cachés, et d'avoir avec eux des relations quelconques. Il y est prescrit à tous de dénoncer les sectaires, de même que leurs biens meubles et immeubles, à peine d'être tenu pour leurs auteurs et punis comme tels. Par cette ordonnance, qui est datée de Bruxelles, 26 janvier 1545, l'empereur s'adressa au conseil de Luxembourg en ces termes: « Nous sommes deuement informé que plusieurs de nos subjects de par deça et mesmement aucuns manans et habitans de notre pays et du duché dudit Luxembourg, entachez des dampnables sectes y pullulans, se sont rendus fugitifs. » Comme l'ordonnance du 30 juin 1546 se trouve également aux archives grand-ducales, il en faut conclure qu'elle a été aussi applicable au Luxembourg. Cette pièce confirme les ordonnances précédentes sur l'impression et la vente des livres, tout en ajoutant de nouvelles dispositions, afin de mieux parvenir à l'extirpation des sectes. Les dispositions finales défendent de tenir des écoles sans y être autorisé, et renferment la liste des ouvrages à employer dans l'enseignement. La même publicité est donnée à un décret de la reine Marie ordonnant la publication d'un bref du pape Paul III, en date du 12 mars 1544, rendu à la demande de l'empereur, pour ôter tout doute et scrupule aux bénéficiers, cleres, prêtres ou religieux qui craignaient d'encourir l'irrégularité en déposant ou en accusant dans les causes d'inquisition qui entraînaient peine capitale ou corporelle. Ce décret porte la date du 26 janvier 1549. Mais, malgré ces décret et bref, les inquisiteurs mêmes mettaient encore trop de bonne volonté dans l'accomplissement de leur mission. Une dépêche de la reine Marie aux conseils de justice (datée du 30 mai 1549) nous renseigne à cet égard. Il y est dit que « quelques inquisiteurs de la foi, gens d'église, par crainte d'encourir l'irrégularité, se font parfois scrupule de communiquer aux officiers fiscaux leurs informations à la charge de personnes suspectées d'hérésie; qu'il peut arriver aussi que, sans être assistés et autorisés, ils se montrent trop pusillanimes quand les suspectés sont gens de qualité ou en grand nombre. Par ces motifs il est prescrit aux conseils que, sur la réquisition desdits inquisiteurs, ils leur adjoignent un homme de lettres entendu et expérimenté, tant pour être présent aux informations, que pour examiner celles-ci et après les communiquer aux conseils et aux officiers fiscaux, afin que, si matière il y a, il soit procédé à l'arrestation et punition des coupables ».

justice; elle désire maintenir les droits de la couronne, sans faire tort aux vassaux. Le 30 mai 1550, une ordonnance de l'empereur enjoit derechef, aux nouveaux chrétiens venus de Portugal depuis 6 ans, de quitter les Pays-Bas dans les trente jours; il est interdit à tous et à chacun de les recevoir, loger, cacher ou favoriser, et prescrit de dénoncer ceux qui seraient découverts. Le même jour, la Gouvernante générale ordonna au conseil provincial d'adjoindre aux inquisiteurs nommés par l'empereur quelqu'un du Conseil, pour être présent aux informations et pour communiquer celles-ci au dit Conseil et aux officiers fiscaux. Le lendemain, il parut une instruction de l'empereur pour les inquisiteurs de la foi dans les Pays-Bas. Le 20 novembre de la même année, Charles-Quint ordonna la confiscation des biens des hérétiques et « autres ayant commis crime de lèse-majesté divine ou humaine ».

Le 10 avril 1551 fut publiée à Luxembourg une nouvelle ordonnance de Charles-Quint, du 25 septembre 1550 (renouvelée depuis par Philippe II, le 22 août 1556), « pour extirper et anéantir toutes sectes, erreurs et hérésies contre notre sainte foy et contre les constitutions et commandemens de notre mère la sainte Église ». ¹⁾

A en juger seulement d'après ces édits et ordonnances, il faut admettre que les nouvelles doctrines avaient des adhérents dans le duché de Luxembourg, déjà avant l'avènement du bourreau des Pays-Bas. Aussi le conseil de Luxembourg poursuivait-il avec rigueur les hérétiques et les prêtres apostats. Le 12 mars 1550, il fit arrêter à Weiler un Carme, apostat qui « avait jeté le froc aux orties et vivait dans le concubinage ». La procédure est cependant abandonnée à la justice ecclésiastique. En 1556 il est fait de nouveau mention de protestants dans le Luxembourg. ²⁾

Le 18 avril 1558, Philippe II donne à Pierre-Ernest de Mansfelt, capitaine-général du Luxembourg, des instructions au sujet des troubles religieux. Nous y lisons: « Prendrez et aurez soigneux regard de corriger et extirper les sectes réprouvées en notre sainte église, suivant nos placcards sur ce ordonnez et publiez, que vou-

1) L'édit du 25 septembre 1550, daté d'Augsbourg, ne fut qu'un renouvellement, avec quelques modifications, de celui du 29 avril précédent sur l'extirpation des sectes et erreurs contre la foi catholique et les constitutions de l'Église. A ce dernier édit avait été joint le catalogue des livres réprouvés et prohibés et de ceux que l'on pouvait mettre entre les mains des écoliers, selon l'avis de l'université de Louvain.

2) Il y eut même, d'après M. Frederichs, des hérétiques luxembourgeois qui se répandirent à l'étranger, tel que Pierre Pförtner, nommé également Stator, qui était natif de Thionville; il dut quitter son pays et fut casé dans l'enseignement en Pologne où il devint recteur du collège de Pinczow. Voir aussi RAHLENBECK, *Metz et Thionville*, p. 295; TEISSIER, *Histoire de Thionville*, p. 321; P. FABRE, *Histoire ecclésiastique* (commencée par Fleury), t. XXXV, p. 66—67; *Histoire de Metz*, t. III, p. 109; LAUTERBACH, *Polnische Ariano-Socinianismus*. En 1553, Stator fit paraître à Varsovie, avec d'autres collaborateurs qui avaient dû quitter également les Pays-Bas, une traduction de la Bible en polonais et ceci sous les auspices du prince Nicolas Radziwil. Il mourut en 1570. Jean de Lasco, prédicateur des Flamands à Londres, qui était revenu en Pologne et s'était fait recevoir dans la secte de Pförtner, fit son oraison funèbre en polonais. — Il y a ensuite le célèbre pédagogue Jean Sturm, né à Schleiden en 1507. Il dit en badinant de soi-même: « non ex Attica, sed ex Illia [Eifel] sum, non Athenis natus, sed Solodae. » En 1533, il dut quitter Paris et se réfugia à Strasbourg où il décéda en 1589. Un autre Luxembourgeois, qui était un grand ami de Sturm et natif de Schleiden, était Jean Sleidamus (de Schleiden) comme lui se faisait appeler. Son vrai nom était Philipps ou Philippssohn; il dut quitter la France en 1512, après avoir été secrétaire du cardinal du Bellay. Il se réfugia également à Strasbourg où Sturm eut soin de lui.

lons estre strictement gardez et observés sans aulcune infraction, altération ou modération. Et singulièrement prendre regard que ceux qui seront aulcunement suspects des dites sectes ou gens incogneuz et estrangers ne facent aulcunes assemblées et conventicules secrètes et quand vous serez adverty d'aulcune assemblée, regarderez de tout votre pouvoir à les appréhender et faire corriger comme il appartient. — Au surplus vous serez tenu de faire garder et observer les placards et ordonnances, tant sur le fait de la justice, sectes, monnaies et police de votre gouvernement, sans les enfreindre ou souffrir par aultres êtres enfreintes en aulcune manière ».

Mais, c'est seulement à partir de 1560 que les nouvelles doctrines se répandent dans le Luxembourg, ce qui est constaté, comme nous verrons plus loin, par une lettre que la duchesse de Parme écrivit à Philippe II le 27 août de la dite année. La réforme venait du pays de Trèves; des prédicateurs hérétiques parcouraient la contrée et prêchaient même publiquement, « sans doute, ajoute M^r van Werveke, parce qu'à cause des guerres qui avaient ruiné complètement le pays, le Conseil provincial était impuissant à remédier aux désordres et qu'il fit même remontrer au Gouvernement l'impossibilité de rendre la justice à cause de la grande résistance qu'il trouvait surtout chez les officiers de l'armée. »

Déjà en 1559, l'attention du Gouvernement doit avoir été fixée sur cet état de choses, puisque, au mois de novembre de cette année, la Gouvernante générale fit écrire au gouverneur de Luxembourg pour lui demander la liste des églises paroissiales du duché; en même temps, elle exprima le désir d'apprendre si les curés étaient des gens bien pensants et si toutes les églises étaient pourvues de prêtres. La Gouvernante ne reçut pas de réponse et se vit obligée de rappeler cette affaire au Gouvernement par lettre du 8 mai 1560.

Si, d'un côté, il résulte des pièces afférentes qu'un certain nombre d'hérétiques dut exister à cette époque dans le Luxembourg, il faut cependant reconnaître, d'un autre côté, qu'on ne trouve presque aucune condamnation ou exécution. Sur la demande des autorités mêmes du pays, qui craignaient que des procédures pour hérésies ou des exécutions capitales ne pussent faire éclater quelque mouvement de révolte, les accusés sont toujours transportés dans une autre province, comme p. ex. à Vilvorde dans le Brabant, pour y être jugés et punis. Faut-il ajouter que le Gouvernement ne demandait pas mieux!

C'est ainsi que le curé de Frisange (canton d'Esch s/A.), Laurent d'Asselborn, qui niait la transsubstantion et vivait en concubinage, fut, après avoir été arrêté par le prévôt de Luxembourg, envoyé à Louvain où les inquisiteurs le condamnèrent à abjurer ses erreurs et à être emprisonné pour le reste de sa vie; ses biens furent vendus pour en payer les frais du procès. Plus tard, Laurent fut remis en liberté.¹⁾ M^r Frederichs rapporte encore un autre fait d'hérésie concernant le curé

1) Ce cas d'hérésie est constaté également par le rapport sur la visitation que fit faire l'archevêque de Trèves, en 1570, dans l'archidoyenné de Longuyon. Dans ce même rapport, il est relevé que le curé de Grevenmacher avait des livres suspects, qu'il y avait un hérétique, Jean Droyé, à Juvigny-sur-Loison, qu'à Louppy-lez-Montmédy il y avait *tot heretici quot ecclesiastici*, que Jean Lescan de Thonne les-Prés et le mayeur d'Orval ne vont pas à confesse, ne reçoivent pas la communion dans leur église paroissiale et violent les fêtes de l'église; que dans une église collégiale d'Ivoix tous les autels étaient complètement nus et que même, sur un des autels, se trouvaient écrits et peints les

de Neuerbourg, Claus von Kronenbourg. Celui-ci était fils de l'ancien curé de Kronenbourg qui, pendant trois ans, avait donné le sacrement de l'autel sous les deux espèces. Son prédécesseur, Philippe de Reuland, mort peu de temps avant, avait fait la même chose. Neuerbourg abritait encore un autre hérétique, Nocher Hans, un vieux soldat, qui avait parcouru toute la terre ; il quitta Neuerbourg pour se rendre à Trèves, le 15 juin 1560. D'autres cas d'hérésie sont constatés à Luxembourg, à Jametz, à Ivoix, à Villy, à Linay et dans d'autres localités.

C'est vers cette époque que nous trouvons une accusation d'hérésie qui concerne particulièrement la seigneurie de La Grange, car de fait il s'agit de la châtelaine même. Nous avons nommé Antoinette de Castel-Saint-Nazaire, femme de Jean de Brandenburg, seigneur de La Grange. Les premiers renseignements sur cette affaire nous sont fournis par une lettre que, sous la date du 23 avril 1560, la duchesse de Parme écrivit à Philippe II. Là nous lisons : « . . . Au demeurant, Sire, comme j'estaye advertie par aucuns que la femme du s^r de La Grange, ayant eu la charge de vostre ville de Thionville, pour n'avoir encoires sceu induyre le s^r de Schauwenbourg à s'y employer, laquelle femme s'estait absentée par quatre ans de son mary et allé demeurer à Genève, estait de retour devers icelluy son mary, je ne suys pas esté à repos, craindant nonseulement qu'elle fust retournée entachée de la religion dudit Genève, mais ce que eust peu causer schandale aux aultres et les inviter à ensuyvre le mesme : ayant esté pourtant d'avis de mander vers moy le comte de Mansfeld, auquel, estant icy arrivé, j'ay enchargé de se trouver en personne à Luxembourg, afin de faire appréhender ladite femme et pourveoir aux inconveniens qu'en eussent peu sourdre, si l'on n'y fusse allé et procédé de toute discrétion, considéré que ladite femme se tenoit audict Thionville avec son mary, capitaine illecq, et les gens de guerre assez mal volontaires et conditionnez par faulte aucunément de payement. Lequel comte, avec l'ayde de vostre procureur général audict Luxembourg et de George de la Roche, prévost illecq, a si bien exploicté que la damoysselle at esté tirée dudit Thionville, estant présentement gardée en la ville de Luxembourg ; et adviseray, avec la première opportunité, comment je pourray user plus avant contre elle ; et de ce que se fera davantage advertiray Votre Majesté ! » ¹⁾

commandements de Dieu suivant Calvin. A Longlier, l'église est violée et détruite par les hérétiques. Les religieux du couvent des Carmes à Arlon déclarent avoir deux apostats, mais qui demeurent en dehors de l'archevêché ; les religieuses de Niederprum déclarent avoir eu une apostate, morte depuis ; les religieux de Prum ont un apostat, Pierre Stuesser, demeurant à Gérolstein, plus tard prédicateur luthérien à Sarresdorf et, en 1585, à Veschem.

1) A cause de l'intérêt que présente cette lettre sur les nouvelles doctrines en général, nous en reproduisons également la première partie : « Monseigneur, depuis que aultres miennes allant avec ce courrier sont esté despeschées, il m'a semblé devoir rendre raison à Vostre Majesté de quelques pointz davantage, lesquelz je commencheray par vous dire ce qu'est passé avec les députez des estatz de vostre pays de Gheldres ayans esté icy devers moy. Et est que comme, au parlement de Vostre Majesté de ces pays, fust par icelle résolu à Gand que le comte de Hornes, gouverneur dudit Gheldres, se trouveroit cette part pour déclarer aux estatz d'icelluy pays sa résolution sur les doléances par eux exhibez, ledict comte, par la continuelle indisposition de sa femme, ne s'y est peu trouver plus tost que le XIX^e du mois de febvrier dernier passé : auquel jour il leur a exposé ladicte résolution, ensemble son parlement devers Vostre Majesté, et aussy qu'icelle luy avoit enchargé comme aussy à ceulx de vostre conseil audict Gheldres, le faict de la conservation de nostre saincte

La femme de Jean de Brandenbourg, seigneur de Meisenbourg et de La Grange, s'était donc, pendant quatre années, retirée à Genève; plus loin nous verrons le motif de ce voyage. Revenue à La Grange, elle est suspectée d'être hérétique. Et les causes de cette suspicion? Il n'y en a guère d'autres que son séjour prolongé

loy catholique et l'extirpation des hérésies si expressément que plus ne pourroit, leur faisant, pour mieulx leur faire entendre ce faict, lecture de la lettre que à celle fin Vostre Majesté lui avait despeché en cest endroit dudict Gand, du XVIII^e d'aoust dernier passé. Sur quoy lesdicts estatz ont lors montré quelque difficulté, et ont depuys envoyé vers moy leurs députez, me faisant par iceulx remonstrer trois pointz, à scavoir :

« Que ceulx de Vostredict conseil audict pays s'avançoient, à instance et poursuycte d'une partie, de prendre à soy la cognaissance et révision de plusieurs causes et sentences, soubz prétext que ladicte partie se plaindroit d'estre grevée contre les droictz, usances et coustumes du pays; empeschans l'exécution de telles sentences.

Secondement, que puyque ledict conte de Hornes alloit trouver Vostre Majesté, que bientost ledict pays pensist estre pourveu d'ung aultre bon gouverneur.

« Et tiercement, que ledict pays ne fust grevé par inquisitions ou procédures nouvelles a: faict de la religion, prétendans cela estre contre le traicté Venloe (12 sept. 1543).

« Et comme il ne me sembloit convenir me résouldre à respondre ausdicts députez sur lesdicts pointz sans en préalable avoir sur iceulx communiqué avec ledict conte de Hornes et aulcuns du conseil audict Gheldres, je feis à celle fin appeller icy icelluy conte et le chancelier (Adrien Nicolai, chevalier), avec lequel vint le conte Christoffle de Meurs, conseiller de Vostre Majesté audict Gheldres; en présence desquelz ayant, en vostre conseil estant lez moy, faict examiner le tout, je feis sur lesdicts trois pointz la responce dont Vostre Majesté pourra estre informée par le rapport de l'escrict sur ce servant, qui vad avecq ceste: de quoy les dictz députez se sont monstrez aulcunément satisfaictz. Mais le principal dépendra de ce que Vostredict Majesté pourvoye bientost audict pays d'ung aultre gouverneur, et qu'icelluy tiengne sa résidence audict pays, pour tant mieulx y garder vostre auctorité et tenir les subjectz en deue obéyssance; pourvoyant, avecq ceux du conseil illecq, aux choses qui se offriront, de bonne heure et avant que les humeurs viennent à croystre, de sorte que le remède en soit après de plus de difficulté. Et estant le point de la religion le plus difficile et délicat, ne sera que bien que Vostre Majesté recommande bien expressément l'observation et soing d'icelle sur toutes aultres choses, de tant mesmes que, pour la voysinance avec les aultres pays, aulcuns des plus grands audict Gheldres commencent à clocher et gaucher du chemin droit en cest endroit: qui me faict dire aultre foyz que le myeulx sera que, le plus tost que faire se pourra, Vostre Majesté se résolve d'ung gouverneur.

« Ce qu'en second lieu je diroy, Sire, à Vostre Majesté, est que, sur ce que le conte d'Aremerghe m'avoit donné advisement qu'il y avoit quelque difformité d'intelligence d'entre ceulx de vostre conseil en Frize avec le docteur Lindanus, commissaire ecclésiastique audict pays, et que je n'estoye sans craincte de quelque inconvéniement que par là eust peu sourdre au faict de la religion, mesmes pour ce qu'entre aultres il y avoit question d'ung curé que ledit commissaire alléguoit estre suspect, j'ay trouvé pour le mieulx de faire venir icy le président avec aulcuns de vostre conseil audict Frize, ensemble ledict Lindanus; et après avoir oy et entendu au long leur différend, j'ay, en premier lieu, mandé audict d'Aremerghe de faire appréhender ledict curé, lequel toutes lois, ayant sentu quelque vent, est deslogé avant que l'on ait sceu mestre la main sur luy; et ayant bien au long examiné les pointz dudit différend, je leur ay donné règle comment d'ores en avant ils auroient à se conduyre, telle que Vostredict Majesté seroie de veoir par ung escrict ci-joint. Et pour aultant que les étatz dudict pays de Frize et ceulx de vostre ville de Leeuwarden venoyent aussy à se mesler de ce faict, se faisans parties formelles contre ledict Lindanus, trouvant la chose de mauvaise conséquence, il m'a semblé le plus convenable de faire assopir ceste controverse plustost par voye de communication que aultrement, ayant à ceste fin escrict au conte d'Aremerghe afin que, se trouvant audict pays de Frize et prins à son assistance le président et telz du conseil de Vostre Majesté que bon luy sembleroit, il se conduyse, au redressement et bonne conduite des affaires illecq, selon qu'il luy est bien amplement prescript par le contenu de ladicte lettre, de laquelle vad aussy double quand et ceste. Et comme ledict d'Aremerghe est présentement en son gouvernement, j'ay bon espoir que par sa présence il aydera à dresser le tout de sorte que ultérieur inconvéniement n'advieindra point.

(Suit alors le passage sur la dame de La Grange.)

« A tant Sire, je me recommande très humblement en la bonne grâce de Vostre Majesté, suppliant le Créateur donner à icelle en toute prospérité très bonne et longue vye. »

Correspondance de Marguerite d'Autriche avec Philippe II. (Archives générales du Royaume à Bruxelles. Cfr. aussi GACHARD, *Correspondance* etc.)

dans une ville où la nouvelle doctrine avait fait beaucoup de prosélytes. Il ne fallait pas davantage dans ces temps de persécutions à outrance. Elle venait d'un foyer d'hérésie, ce qui hantait l'esprit de la duchesse; elle fait mander le comte de Mansfelt à Bruxelles et le charge de se rendre en personne à Luxembourg pour faire saisir la prétendue hérétique. Il paraît que, pendant ce temps, Antoinette de Castel-Saint-Nazaire s'est trouvée avec son mari à Thionville où ce dernier était capitaine.¹⁾ Les accusations qui sont formées plus tard sont bien gratuites, ce qui

1) M. Frederichs s'est occupé également de cette accusation et de l'arrestation de la dame de La Grange. Nous reproduisons ci-après textuellement ces passages:

« *Te Diedenhoven greep omstreeks denzelfden tijd eene nieuwe aanhouding om reden van ketterij plaats. Het gold hier jonkvrouwe Antoinette de Morlet (ce surnom de Morlet vient évidemment de ce qu'Antoinette était native de la seigneurie de Morley laquelle, comme on aura vu au premier volume, avait été donnée par le duc Antoine de Lorraine et de Bar à Bartholmy de Castel-Saint-Nazaire, père d'Antoinette), ook genoemd (dame du Chastel Saint Nazaire), echtgenoot van Jan van Brandenburg (ten N. van Dickirch), heer van Meisemburg (ten Z. van Dickirch), en van Scheuern (bij Nassau!!), die vier jaar te Genève had verbleven en aldaar geleefd als calviniste. Vóór hare rechters verklaarde ze, dat zij naar Genève gevucht was om aan de ruicheit van haren man te ontsnappen.*

« *Zij werd den 7^{en} April 1560 aangehouden op bevel der Landvoogdes. Deze gelastte den stadhouder van Luxemburg, graaf van Mansfeld, deze vrouwe uit Diedenhoven, waar ze zich bevond met haren man, die aldaar als kapitein dienst deed, te lokken naar Luxemburg, hetgeen hij volbracht met de hulp van den procureur-generaal en den provoost van Luxemburg. De kapitein was afwezig; maar, zoodra hij het nieuws vernam, schreef hij aan den stadhouder om tegen deze gewelddaad protest aan te teekenen. Hij aanziet, zegt hij, zijne vrouwe als zeer wel in staat om een geding te onderstaan en haren rechters het hoofd te bieden, maar hij heeft hooren zeggen, dat men hed inzicht heeft ze buiten het hertogdom te leiden, hetgeen eene schanddaad zou wezen, iets onteerend voor haar en voor hem en, wat meer is, eene erge inbreuk op de gebruiken en voorrechten van het hertogdom. Hij protesteert dienvolgens uit al zijne kracht tegen elke daad van dien aard en verklaart, dat de adel en al de staatslichamen hem hierin zullen ter zijde staan, daar ze zich ook zullen gekrenkt gevoelen.*

« *Zijn brief is in 't Duitsch opgesteld en werd den 18^{en} April voorgelezen in zitting van den Raad van Luxemburg.*

« *Den 30^{en} Mei 1560 deelde de kapitein bevelhebber van Diedenhoffen Hartart van Schauenburg aan de Landvoogdes het afsterven mede van kapitein de La Grange, Willem van Brandenburg.*

« *Het gold hier wezenlijk Jan van Brandenburg, heer van Sheuern en niet von Scheuer schuur, grange). Zijne vrouwe werd ook wel gedurende het geding geheeten «dame de la Grange» of «de Castel Senasar» voor «de Chastel Saint Nazaire.»*

Ici M. Frederichs fait une erreur évidente: il confond Guillaume de Brandenburg avec son frère Jean de Brandenburg, seigneur de La Grange. Jean ne meurt que vers 1570. Dès lors le passage suivant sur la mort de Jean de Brandenburg devient sans objet. Aussi ne pouvons-nous pas nous rendre compte de la distinction qu'il veut établir entre *Scheuern* et *Scheuer*. Il n'y a aucune différence entre les deux mots, communément employés pour désigner La Grange-lez-Thionville. Castel de Senasar n'est évidemment qu'une corruption de Castel-Saint-Nazar ou Saint-Nazaire. Il saute également aux yeux qu'il ne peut être question de Scheuern-lez-Nassau, mais bien de Scheuern-lez-Thionville. M. Frederichs continue:

« *Hoe stierf Jan van Brandenburg? Wij blijven het antwoord schuldig. Werde hij gedoodt? vergiftigd? Pleegde hij zelfmoord? In elk geval schijnt die schielijke dood in dergelijke omstandigheden weinig natuurlijk. (Il n'en est rien de toutes ces suppositions.)*

« *De Landvoogdes gelastte den procureur-generaal van Luxemburg met het onderzoek der vrouwe van den doode!; enkele leden van den Raad mochten hem bijgevoegd worden. Den 1^{en} Mei liet ze weten aan den stadhouder en den Raad, dat, in geval de aangehoudene niet alleenlijk schuldig werd bevonden aan overtreding der plakaten, maar ook op 't stuck van het geloof, men hiermede eenen Luxemburgschen geestelijke mocht gelasten; desnoods zou de inquisiteur der Nederlanden hem de noodige macht daartoe verleenen. Intusschentijd zou men haar wel bewaken doch behandelen overeenkomstig haren rang.*

« *De Raad haastte zich echter niet een einde aan deze zaak te maken. Den 4^{en} Juni beklagde*

résulte de l'examen attentif de toute cette procédure ignoble. Que dire des accusations contenues dans la lettre adressée, le 27 août 1560, au Conseil provincial de Luxembourg! « Nous avons oy le rapport que a faict le procureur général de Luxembourg de la cause de la femme de Jehan de Brandebourg, prisonnière illecq, et combien que se trouve qu'elle a demeuré si longtems à Genève et y vescu comme ceulx de la secte d'icelle ville selon qu'elle mesmes confesse; de sorte qu'il y a eu très grande cause et matière de s'attacher à elle, mesmes qu'elle ne s'estait encoires réconciliée deuement avec nostre mère Sainte Église. »¹⁾ Ce « confesse » est d'ailleurs infirmé par une lettre de la duchesse de Parme qu'elle écrit de Bruxelles le même jour à Philippe II, comme nous verrons.

Ce qui résulte à l'évidence de toute la procédure, c'est que la mésintelligence régnait entre les deux époux Jean de Brandebourg et Antoinette de Castel-Saint-Nazaire; Jean brutalisait sa femme et pour se soustraire à ce traitement, celle-ci se réfugia à Genève.

Philippe II loue la conduite de sa sœur consanguine dans cette affaire et lui écrit de Tolède, le 11 mai 1560, en réponse à la lettre du 23 avril: « . . . et loue aussi la bonne diligence que vous avez faicte faire à l'appréhension de la femme du sieur de La Grange, revenue de Genève, contre laquelle vous ferez bien de faire procéder par chastoy exemplaire, selon ses démérites ». Un nouvel encouragement d'employer des châtimens exemplaires!

Antoinette revient de Genève, elle se réconcilie avec son mari — l'accusation est portée contre elle et alors il s'agit de s'emparer de cette femme.

Sur les ordres de la Gouvernante générale, Marguerite de Parme, la dame de La Grange est arrêtée le 7 avril 1560. Pour réussir dans cette arrestation, on se servit d'un honteux stratagème. La lettre écrite par la Gouvernante, le 23 avril, à Philippe II nous a déjà révélé que la garnison de Thionville, où Jean de Branden-

zich de landvoogdes, dat ze nog geen mientes had ontvangen. Nogmaats klaagde zij er over den 15^{en}. De broeder der gevangene jammerde van zijnen kant te Brussel over de traagheid van het gerecht.

« Den 17^{en} Juni laat de Raad eindelijk weten, dat hij commissarissen met het onderzoek gelast heeft en laat hooren, dat de dame wel zon kunnen vrijgesproken worden; waarop de Landvoogdes den 1^{en} Juli antwoordt, dat de zaak niet genoeg toegelicht is om zulks te wettigen, en beveelt de gevangene nog te bewaren en goed te verzorgen, te meer daar ze schijnt zwanger te zijn. Zij maant nog eens den Raad aan met snelheid te werken. Eindelijk ontbood ze den procureur-generaal bij haar an het Hof te Brussel en het geding der jonkvrouw de Mortet werd onderzocht en besproken in den Geheimen Raad.

« Het bleek dat de betichte te Genève zoo lang niet verbleven had als men eerst gedacht had, verder dat ze vóór en na hare reis zich als goede katholieke gedroeg, zoodanig dat men niet genoegzaam stof vond om haar te veroordeelen. De zaak werd opnieuw onderworpen aan den Raad van Luxemburg en deze werd verzocht bij brief van 27^{en} Oogst zijn vonnis te vellen, overeenkomstig met de zienswijze van den Geheimen Raad. Onder anderen zon het aan de betichte toegeladen worden huiswaarts te keeren om in 't kinderbed te komen, mits belofte weer te verschijnen, wanneer ze zon opgeroepen worden. Ze wordt insgelijks aanzoekt zich bij den geestelijken rechter met de Kerk te verzoenen aangaande haar verblijf te Genève. De Raad zal dan te onderzoeken hebben, of er verder tegen haar dient geprocedeerd te worden.

« De archiefstukken blijven verder stom over het lot dier vrouw. Naar alle waarschijnlijkheid zal ze vrijgesproken zijn geworden. Een harer schoonbroeders, Pieter, nam deel aan het Eedverbond der Edelen en vluchtte naar Keulen met zijne vrouw Katherina van der Rivieren. Alle beide beteden het protestantisme en stierven in den vreemde.»

1) Archives générales du Royaume à Bruxelles. Correspondance de Luxembourg et Namur, II, 1560-1561, fol. 196.

bourg était capitaine, était mal intentionnée; le motif du mécontentement des soldats y est très brièvement indiqué. Nous trouvons à ce sujet des détails dans la lettre que Marguerite de Parme écrivit le 1^{er} juin au sieur de Schauwenbourg, gouverneur, capitaine et prévôt de Thionville. Après avoir relaté la mort de Guillaume de Brandenbourg, elle continue: « . . . tant plus importe il que, suyvant ce que je présuppose, mon cousin le comte de Mansfeld vous aura escript vous teniez plus efficacement la main à ce que convient pour lever la nouvelle enseigne que doibt servir à Thionville et casser celle qui y a esté jusques à ores, de sorte qu'il n'y entreviegne schandale, et au lieu qu'on escripvoit audict de La Grange que, le cassement faict, il vient jusques icy pour descompter et prendre assignation, chose que oultre aultres respectz povoit servir pour entretenir les soldartz et que voyant le soing que leur capitaine debvoit tenir de faire ledict compte et prendre leur assignation et que dois la court l'on le sollicitoit pour ce faire, il sera bien que pour la cause susdicte vous mettez en avant aux soldartz de ladicte enseigne qu'ilz députent le port enseigne ou quelques aultres des principaulx d'icelle pour venir icy faire ledict descompte et prendre les assignations. Et puy que l'on at envoyé argent tant pour la levée de la dicte nouvelle enseigne que pour donner quelque chose à ceulx que l'on casse, il sera par cevoir remédié à l'inconvénient que vous doubtiés que par faulte d'argent pourroit avenir. — Pour le reste, il sera requis que vous faictes plus dilligamment informer et enquérir sur l'avènement dudict pyteux cas, et mesmes si ne se pourra point trouver que quelque ung soit esté présent afin que si audict cas il estoit entrevenu le faict de quelque aultre, l'on en puisse scavoir le fondamment pour y procéder selon cela ». ¹⁾

Le mécontentement de la garnison de Thionville est donc provoqué par le fait que les soldats ne reçoivent pas leur solde; il est évident que, dans ces conditions, on ne pouvait compter sur le concours de la garnison dans laquelle, d'ailleurs, le mari de celle que l'on voulait arrêter était capitaine. En ajoutant que Bernard de Schauwenbourg, cousin de Jean de Brandenbourg, seigneur de La Grange, était gouverneur et prévôt à Thionville et que le mari même de la femme à arrêter pour cause d'hérésie jouissait d'un grand ascendant dans cette ville, on conçoit qu'il fallût procéder prudemment pour opérer l'arrestation préméditée. Mais Philippe et ses auxiliaires dociles s'y connaissaient; le choix des moyens ne les fit jamais reculer devant une entreprise.

Marguerite de Parme chargea le comte de Mansfelt, gouverneur de Luxembourg, d'attirer la femme suspecte à Luxembourg. Avec l'aide du procureur général et du prévôt de cette dernière ville, le stratagème de Mansfelt réussit. Jean de Brandenbourg, qui avait été absent de Thionville, circonstance que, sans doute, on avait pris également en considération, écrivit, dès qu'il apprit la nouvelle, au gouverneur pour protester contre cet acte de violence. Il admet, dit-il, que sa femme est parfaitement à même de subir la procédure et de tenir tête à ses juges, mais il aurait ouï dire qu'on avait l'intention de la conduire hors du duché, ce qui serait une ignominie, un déshonneur pour elle et pour lui, et, plus encore,

¹⁾ Archives générales du Royaume à Bruxelles, papiers d'État 346. Correspondance de Luxembourg et de Namur, t. II, 1560—1561.

une grave infraction apportée aux coutumes et privilèges du pays. Il proteste de toutes ses forces contre tout fait de ce genre et déclare qu'il trouvera certainement l'appui de la noblesse et des États, qui, eux aussi, doivent se sentir lésés par un tel procédé. Cette lettre, écrite en allemand, fut lue, le 18 avril, dans la séance du conseil de Luxembourg.¹⁾

Dans une lettre datée de Bruxelles du 1^{er} mai 1560, la Gouvernante générale fait savoir « A mon cousin le conte de Mansfeld, chevalier de l'Ordre, gouverneur, et noz très chiers et bien amez les président et gens du conseil du Roy en Luxembourg » que, si l'accusée était trouvée coupable non seulement de contraventions aux ordonnances, mais encore sous le rapport de la religion, on devrait en charger un prêtre du Luxembourg, qu'au besoin le grand inquisiteur des Pays-Bas lui en conférerait les pouvoirs nécessaires ; qu'entretiens il faudrait la garder soigneusement, mais avec tous les égards dus à son rang. Nous tenons à citer textuellement cette lettre : « Comme tant par le raport de vous, mon cousin, que du procureur général illecq avons entendu le bon debvoir qu'a esté faict pour l'appréhension de la demoiselle de Morlet, espouse de Jehan de Brandembourg, et la bonne dévotion qu'avez démontré envers nostre anchienne et vraye religion, n'avons peu obmettre de vous signifier le contentement qu'en avons receu, pour estre la chose en quoy, oultre le bon œuvre envers Dieu, vous povez faire le plus grand et agréable service au Roy, Monseigneur, et nous vous en scachant bon grey et requérant de continuer pour l'avenir en semblable office et debvoir avec soigneuse vigilance pour obvier que ces sectes dampnées ne prennent racine celle-part et celles que désia y peuvent estre soyent extirpées, selon que scavez, Sa Majesté avoir ce faict tant à cœur et l'avoir à son parlement si particulièrement et expressément enchargé à nous, aux estatz (et aux) gouverneurs, le nous recommandant encoires journellement par ses lettres. — Et quant au faict de la dicte damoiselle, comme la notoriété de la résidence et demore qu'elle a si long tamps faict à Genève, lieu et source de toute abomination et doctrines condempnées, et pour estre retournée à la conjuncture que dudict lieu plusieurs lieux sont embrasez de diverses pernicieuses et sédicieuses entreprinses contre les catholiques, nous ont meu de la faire appréhender, nous avons ultérieurement enchargé audict procureur général de faire dresser ses interrogatz contre elle, affin qu'en députant par vous quelques commis de vostre colliège et la dicte damoysselle aye tant sur lesdictz interrogatz que en ses descharges et défense, il puyt faire informations tant à la charge que descharge d'elle et prendre telles conclusions comm'il trouvera la matière disposée, et pendant le procès la ferez garder bien et seurement, toutesfoys honnestement selon son estat et qualité de sa personne, sans permettre l'accès vers elle, sinon par vostre sceu et consentement. Et si trouvez qu'il y ait ultérieurement matière que contravention aux ordonnances et édictz de Sa Majesté et estre requis qu'on la debvra examiner sur le faict de la foy et religion, pourrez adviser quel personnaige ecclésiastique de la entour pourrez à ce employer, et en cas qu'il vous semble besoing, en nous advertissant le ferons auctoriser par l'inquisiteur de par deça, vous requérant et ordonnant de la part de Sadicte Majesté de procéder

1) Cfr. RAHLENBECK, *Metz et Thionville sous Charles-Quint*.

en et par tout de telle sorte, sans part, faveur et dissimulation, que cest office contre ladicte damoiselle puyse servir d'exemple à aultres, si tant est qu'elle soit trouvée coupable». ¹⁾

Mais malgré cette lettre, le conseil provincial ne mit pas d'empressement à vider cette affaire. Le 4 juin suivant, la Gouvernante générale se plaint de n'avoir pas encore reçu de nouvelles sur le procès de la dame de Morlet. Elle écrit au gouverneur général de Luxembourg: « Chier et bien amé. Pour autant qu'il y a longtemps que nous vous despeschâmes dois(?) icy pour vous trouver devers ceulx du conseil en Luxembourg pour les advertir de vostre volonté et intention pour procéder allencontre de la damoysselle de La Grange, prisonnière pour la soubçon probable que l'on avait allencontre d'elle de son allée à Genève et du long séiour qu'elle y a faict, nous esbahissans qu'estant despesché si long temps nous n'ayons nouvelles jusques à ores de vostre besogne, nous vous enchargeons et de par le Roy, mon seigneur, commandons bien expressément que usant de dilligence requise en cas de ceste qualité vous nous advertissiez incontinent de ce que suyvant vostre commission se sera faict et que, se n'avez encoires achevé de satisfaire à icelle, vous regardiez d'y user de toutte diligence à fin que tost nous puissions scavoir s'il y a fondement ou non de ce que l'on prétendoit allencontre de la dicte damoysselle, pour selon ce y ordonner comme verrons convenir ». ²⁾

Une nouvelle lettre de rappel est adressée par la Gouvernante au procureur général de Luxembourg le 15 du même mois: « Comme depuys que vous avons escript le 4^e du présent mois qu'eussies à nous advertir de ce qu'il s'estoit faict en la cause de la damoysselle de La Grange, nous n'en avons encoires eu nouvelles et que le frère est ici, se deullant que l'on la détient si longuement sans procéder contre elle, nous n'avons sceu laisser de vous réitérer ce despesche pour vous encharger bien à certes que ayez à incontinent en toucher et faire souvenir à ceulx du conseil illecq à ce que par ensemble les devoirs convenables se facent avec la dilligence requise en matière telle qu'est cest et que soubdain nous advertissiez de ce que sè y est faict à fin de veoir le fondamment qu'il y peult avoir contre elle et ordonner après plus avant, comme verrons convenir; et qu'il n'y ait faulte ». ³⁾

Cette dernière lettre décida enfin le Conseil de s'occuper de l'affaire, car déjà le surlendemain, 17 juin, il fait connaître à la Gouvernante qu'il a nommé des commissaires pour faire l'enquête; mais, en même temps, le Conseil fit entendre que, d'après son avis, l'accusée pourrait bien être déclarée innocente. Cependant cet avis n'était pas au vœu de la Gouvernante, de la fidèle auxiliaire du bourreau Philippe, car sous la date du 1^{er} juillet elle écrivit « Aux Président et gens du Conseil du Roy en Luxembourg: Très chiers et bien amez. Nous avons receu vos lettres du 17^e du mois paissé, ensemble double du besogné des commissaires qu'avés député pour oyr la damoysselle de La Grange prisonnier illecq.

1) Archives générales du Royaume à Bruxelles. Corresp. etc. p. 110—111. Copie nous a été communiquée gracieusement par M. JULES VANNERUS, auquel nous devons d'ailleurs pour toute cette partie bien des remerciements.

2) Ib. fol. 153.

3) Ib. fol. 159.

Et avez bien fait d'en avoir donné copie au procureur général à fin que, suyvant nos précédentes du premier du mois de may, il puist selon ce dresser ses informations contre ladicte damoyselle et que après puyst estre procédé contre elle selon que le contiennent nosdictes lettres, et ce à la meilleur dilligence dont l'on se pourra adviser, à quoy vous enchargeons de solliciter ledict procureur auquel en escripvons présentement en conformité pour le désir qu'avons que cest affair ne soit mis en longueur pour la continuelle instance que pour ladicte damoyselle nous font ses parens. Quant à son esclargissement dont voz lettres font mention, la matière est encoires bien mal preste pour s'y résouldre, par quoy l'on aurat encoires patience. Bien fumes nous contente que, comme le contiennent nosdictes précédentes, ladicte damoyselle soit gardée en lieu correspondant à la qualité de sa personne, avec les commoditez que exigent sa disposition, estant, si comme l'on dict, enchaincte, moyennant toutesfois que ce soit sans intérêt et préjudice de la seureté avec laquelle entendons qu'elle soit gardée ». ¹⁾

Marguerite de Parme, fidèle à la consigne donnée par le bourreau des Pays-Bas, ne veut pas céder: elle trouve que l'affaire n'est pas assez instruite et ordonne de garder encore l'accusée que l'on disait enceinte. Elle répète seulement ses exhortations au Conseil de hâter cette affaire. Et encore, cette recommandation ne semble-t-elle pas dictée par l'état de la femme enceinte, mais seulement sur les prières des parents. Il n'est guère nécessaire de relever que la Gouvernante revient de nouveau sur ses recommandations concernant le traitement de l'accusée. C'est la fable de l'oiseau et de la cage dorée.

Le même jour, 1^{er} juillet, Marguerite de Parme adressa encore, au sujet de l'affaire de la dame de La Grange, une lettre « A nostre très chier et bien amé Maistre Jehan Martin Stella, docteur ès droitz, conseiller et procureur général du Roy en Luxembourg ». ²⁾

Elle écrit: « Très chier et bien amé. Nous avons veu ce que par vostre lettre du 13^e du mois de juing passé nous avez escript touchant la damoyselle de La Grange, estant le mesme que ceulx du Conseil en Luxembourg vous ont faict entendre sur ce faict. Et puyz que (comme ilz escriuvent) ils vous ont faict tenir double de l'examen faict par les commissaires à ce députez de ladicte damoyselle, il sera bien (et le vous enchargeons bien à certes) que suyvant nos précédentes lettres ausdictz du conseil de premier jour de may et ce que lors vous fust icy enchargé de bouche en cest endroit, ³⁾ vous usez de toutte bonne dilligence en ce qu'est de vostre office en cest partie, d'autant que pour la continuelle instance qu'en font icy les parens de la dicte damoyselle, nous désirons que procédant avec ladicte dilligence en ceste matière, l'on puist bien tost et brif veoir le fondement qu'il y pourra avoir contre elle. Par quoy n'y faictes faulte. »

De nouvelles recommandations de hâter l'affaire à cause de la famille!

Les *Notules* du Conseil d'État nous fournissent également des renseignements sur l'affaire de la damoyselle de La Grange prisonnière ». On y lit: « Ayant oy

1) Archives générales du Royaume à Bruxelles, fol. 164.

2) Ib. fol. 165.

3) Cette lettre est datée comme les autres de Bruxelles.

le rapport faict par le procureur général et oy les inspections (?), l'on escripvra à ceulx du Conseil en Luxembourg que Son Alteze est bien ayse que l'on n'y a trouvé tort, comme l'on avoit pensé, combien que d'avoir esté et demeuré si long temps à Genève, où elle confesse maintenant avoir fait et vescu comme les aultres, estoit cause d'assez de soupçon contre elle et de la faire appréhender, mais comme par les inspections l'on ne trouve que devant son partement et après son retour elle ait vescu aultrement qu'en bonne chrestienne, l'on ne trouve la matière disposée à prendre encoires conclusion contre elle, mais que l'on pourroit remectre la chose au Conseil en Luxembourg pour y faire ce que ilz trouveront, leur disant que du procureur général de Luxembourg, ayant faict le rapport et ayant esté présent à la délibération, ilz entendront les considérations que l'on y a eu, mesmes sa disposition estant tant proche pour s'accoucher, la renvoyer à sa maison avec promesse de se représenter quand elle serait mandée et que ce pendant elle regarde de se (se) reconcilier avec le juge ecclésiastique de ce qu'elle a esté à Genève et que là elle se abjure et que ce la faict, ceulx du Conseil en Luxembourg regarderont se y aura matière de procéder ultérieurement contre elle ou la relaxer absolument ». ¹⁾

Le 27 août 1560, la duchesse de Parme réfère de nouveau à Philippe II sur les hérésies dans le Luxembourg et spécialement sur l'affaire de la châtelaine de La Grange: « Le pays de Luxembourg souloit ci-devant estre assez net; mais, dois que ceulx de Trévères ont commencé à bransler et que par les guerres passées l'on n'a peu si bien mettre ordre partout, il s'est aussi commencé à infecter. Et comme j'avois entendu que en quelque villette du conte de Manderscheit, audict pays de Luxembourg, dépendant du fief de Vostre Majesté, ce mal commençoit à pulluler, je suis esté d'avis d'envoyer vers ledict conte le docteur Keck, conseiller du conseil à Luxembourg, qui a par ci-devant esté fort familier au père dudict conte, pour faire envers luy de ma part d'office²⁾ Et sur ce que j'avoys escript à Vostredicte Majesté de la damoiselle de La Grange, subjecte dudict pays de Luxembourg, j'en ay faict prendre les informations, lesquelles me sont esté rapportées; et samble par icelles que la cause pour laquelle ladicte damoiselle s'estoit retirée à Genève n'a esté tant pour la religion que pour fuyr la poursuite et sévérité de son mary, et qu'elle se soit retirée au terroir de Genève, afin qu'elle fût en lieu où ny l'empereur, Vostre Majesté, ou le duc de Lorraine eust commandement, doubtant icelle que, par la faveur que son mary eust peu trouver, il l'eust peu contraindre se trouver vers luy. Et comme depuis, par intervention des parens, se sont accordez, et qu'elle s'est trouvée vers sondict mary, l'on ne se seroit apperçu qu'elle eust monstré affection à la nouvelle secte, ains qu'elle s'est

1) Papiers d'État et de l'Audience aux Archives générales du Royaume à Bruxelles, reg. 778, folio 23; *ad 26 d'aougts 1560*.

2) Le 13 juillet, la Gouvernante générale avait ordonné au conseiller Jean Keck de se rendre auprès du comte de Manderscheid, de lui faire des remontrances et de l'engager à exterminer l'hérésie dans sa seigneurie, de prendre les mesures nécessaires pour que les églises fussent toujours pourvues de prêtres catholiques, de punir et de chasser les autres. Cependant, à cette époque, le comte était en Allemagne; le 27 août, Jean Keck ne l'avait pas encore rencontré. On ignore les suites données à cette affaire.

conduit comme aultres du pays, selon la forme de l'église catholique. Mais, comme cest exemple est de conséquence, et pour donner plus de terreur à ceulx qui, pour quelque cause que ce soit et tant plus pour le faict de la religion, se voulsissent retirer vers ledict Genève, je feroy le tout bien enfoncer, avant que procéder à l'eslargissement de la dicte dame. . . »¹⁾

Le même jour, Marguerite de Parme écrit « à ceulx du conseil en Luxembourg sur l'affaire de la demoysele de La Grange: si avons nous très volontiers oy et entendu ce que se trouve à sa descharge et que sa demeure audict Genève soit plus procédée pour éviter la rudesse de son mary que pour inclination qu'elle eust à la relligion dudict lieu. Toutesfoys, comme ceste chose est de conséquence et que plusieurs tiengnent l'œyl sur l'yssue, il convient y procéder avec si bon respect et circonspection que au lieu de penser donner craincte aux aultres l'on n'administre par la facilité occasion à aultres d'ensuyvre le même chemin. Par quoy, vous renvoyant toutes les pièces et désirant que la matière soit cogneue et vuydée comme il appartient en vostre collège, vous ordonnons de la part du Roy, mon seigneur, de visiter lesdictes pièces, peser bien diligemment le tout et y ordonner comme trouverez en bonne justice et à la conservation de la sainte relligion catholique appartenir. Et vous dira ledict procureur général les considérations que alleudroit de ceste cause l'on a eu au conseil vers nous où il a esté présent, ausquelles vous pourrez prendre tel regard que trouverez appartenir et nous advertirez de ce qu'en aurez ordonné ». ²⁾

Finalement, on trouve donc que l'accusée n'avait pas été à Genève autant de temps qu'on l'avait présumé d'abord; en outre, qu'avant sa fuite et après son retour elle s'était toujours comportée en bonne catholique, de manière que l'on ne trouvait pas de motif à la condamner. Mais, malgré ce manque de preuves, l'affaire fut renvoyée de nouveau au Conseil de Luxembourg, le 27 août. Celui-ci devait rendre sentence suivant les avis du Conseil privé. On ne pouvait se baser que sur les aveux de l'accusée même, aveux extorqués à une femme probablement souffrante à cause de sa grossesse.

Les parents, le mari d'abord et ensuite le frère de la prisonnière, mettent tout en œuvre pour faire obtenir à celle-ci la liberté; mais, malgré le manque de preuves, malgré l'intervention de parents influents et puissants, Antoinette de Castel-Saint-Nazaire est détenue prisonnière du 7 avril jusqu'à la fin du mois d'août, ou jusqu'au commencement du mois de septembre. Encore cette liberté n'est-elle donnée que sous conditions: Antoinette peut retourner chez elle pour y attendre ses couches, sous la promesse formelle de se reconstituer prisonnière à la première citation; elle doit, en outre, se réconcilier avec l'Église pour avoir séjourné à Genève. Ensuite, le conseil aura encore à examiner s'il n'y a pas lieu de poursuivre l'affaire. Mais, à partir de cette date, les archives restent muettes: il faut donc que le Conseil de Luxembourg ait eu au moins la conviction de l'innocence de la dame de La Grange.

1) Archives générales du Royaume à Bruxelles.

2) Archives générales etc., Correspondance déjà citée, p. 196. Nous avons cité antérieurement le commencement de cette lettre « de Bruxelles, le 27^e jour d'aoust 1560. »

Ce qui pourrait frapper à première vue dans ce procès, c'est que le mari de l'accusée n'est cité qu'une seule fois et ceci immédiatement après l'arrestation de sa femme, pour avoir fait des démarches en vue de la mise en liberté de la détenue. Qui-conque ne connaît que les pièces relatives à cette affaire d'inquisition est tenté de croire, avec M^r Frédérichs, que la mort aura enlevé Jean de Brandenbourg peu après l'arrestation de sa femme. Les pièces authentiques, dont nous avons fait mention au premier volume de ce travail, prouvent cependant bien le contraire. Aurait-il approuvé l'arrestation de sa femme? La plainte véhémement qu'il adresse au commencement ne permet point d'admettre cette manière de voir. A notre avis, il y a lieu de comprendre parmi les instances et récriminations des *parents* de l'accusée, celles de son mari. S'il y avait eu désaccord entre les deux époux avant la fuite de la femme à Genève, l'accord se sera rétabli après le retour d'Antoinette, soit sur l'intervention de parents ou de toute autre manière. Après l'année 1560, les deux époux apparaissent ensemble dans plusieurs actes. Antoinette elle-même ne meurt que vers l'année 1590.

M^r Frédérichs termine son chapitre sur les agissements de l'inquisition en 1560 en empruntant à Rahlenbeck des données sur la fuite à Cologne d'un des beaux-frères d'Antoinette de Castel-Saint-Nazaire. Il cite un beau-frère avec le prénom de Pierre, donc un frère de Jean de Brandenbourg, marié à Catherine de la Rivière. Or, Jean n'avait pas de frère nommé Pierre et aucun de ses frères n'était marié à une dame dudit nom; il ne peut donc s'agir de l'un ou de l'autre de ces derniers.

La dame Antoinette de Castel-Saint-Nazaire est la seule personne de toutes celles que nous avons vu occuper le château de La Grange qui n'ait pas professé, du moins pas toujours, la religion catholique-romaine. Et encore y a-t-il lieu de se demander si, effectivement, les accusations portées contre cette châtelaine sont justifiées. Pour notre part, nous n'y ajoutons aucune foi. Les actes et faits, les testaments de tous les autres membres des familles seigneuriales ayant possédé le château de La Grange, nous fournissent de nombreux exemples d'une foi vive, d'une soumission absolue à l'église catholique-romaine.

Aussi ces seigneurs tenaient-ils à être enterrés dans l'église paroissiale, ce qui pourrait cependant étonner à première vue, parce que La Grange possédait une chapelle castrale. C'est sous l'entrée du chœur de l'église paroissiale de Manom que se trouvait anciennement le caveau des seigneurs de La Grange. On y pouvait remarquer les tombeaux de deux anciens seigneurs, probablement de la famille de Brandenbourg et notamment de Pierre-Ernest de Brandenbourg qui fit une fondation au profit de la dite église.

Ensuite on y trouvait les tombeaux de François-Brice Gomé des Hazards, secrétaire du roi, seigneur de La Grange, décédé en 1725;

de la dame Françoise Orry, épouse du précédent, décédée en 1742;

de René-François de Foucquet, lieutenant-général des armées du roi et des Trois-Évêchés (Metz, Toul et Verdun), mort en 1784, à l'âge de 82 ans;

celui de la dame Georges de Lesseville, son épouse, morte en 1762, à l'âge de 29 ans; deux enfants de René-François de Foucquet et de son épouse de Lesseville y reposent également ;

celui de René-Louis de Bertier, décédé le 8 janvier 1811, à l'âge de 10 mois.

Deux autres tombeaux renferment les cendres de Renée-Louise de Foucquet, vicomtesse de Bertier, décédée le 12 juin 1845, à l'âge de 68 ans et d'Anne-Pierre de Bertier, décédé le 10 septembre 1848, à l'âge de 78 ans.

Les sept premiers cercueils avaient été brisés par des troupes révolutionnaires et leurs inscriptions mises en morceaux. Depuis, ces cercueils ont été remplacés par des sarcophages en pierre; les restes mortels de chaque individu ont été reconnus et ensevelis par deux docteurs en médecine. Les inscriptions rétablies et le caveau ainsi restauré, la bénédiction ecclésiastique fut donnée, après un service solennel, le 20 juillet 1843.

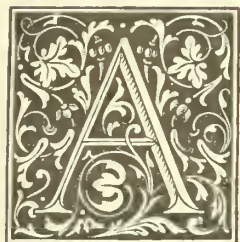
La litre funéraire, avec les armes du comte de Foucquet, était encore visible en 1848; elle a été badigeonnée depuis. En 1845, le caveau a été fermé du côté du chœur et une ouverture extérieure a été pratiquée, mais masquée par une chapelle gothique.

Depuis la reconstruction de l'église de Manom, le caveau de la famille de Bertier de Sauvigny a été transféré dans un cimetière voisin de celui de la commune.



CHAPITRE XII.

VALEUR DES CHOSES. DÉPENSES. VIE ET MŒURS.



Au cours de ce travail, nous avons déjà relevé que la situation du serf, du paysan n'était pas aussi malheureuse, sous le régime de la féodalité, que l'on s'est plu longtemps à nous la dépeindre. Il cultive les terres à lui concédées par le seigneur, exécute pour lui des corvées, les travaux de la moisson, de la fenaison et certains transports, et il paye le terrage et la dîme; mais, par contre, il est exempté de tant d'autres charges qui, aujourd'hui, pèsent lourdement sur lui. Que les années soient bonnes ou mauvaises, le fermier de nos temps doit payer le fermage au propriétaire et ceci sans réduction aucune, ainsi que les impôts pour l'État et pour la commune. La vie était simple, point de luxe, ni dans les installations des habitations, ni dans les vêtements. Les denrées nécessaires à la vie, on les a sur place: le blé, les légumes, la viande; il en est de même du bois, des pierres (faute de pierres, on se sert de briques), de la chaux, de la laine, du chanvre. Les dépenses du paysan sont fort minimes, car, pour tout ce qui est d'usage ordinaire, la fabrication a lieu sur place. Elle est, au reste, peu compliquée: le serf tanne sa peau de mouton, tisse sa toile, charpente, bâtit. Les denrées, dont il n'avait pas besoin pour son usage, étaient portées au marché de la ville voisine.

Une question d'un intérêt incontestable se pose ici. Quel était le prix des céréales et des vivres? Les longues et minutieuses recherches de M^r Guyot ¹⁾ nous renseignent à ce sujet. Il a établi la moyenne de ces prix qu'il a calculé d'après la valeur de l'argent de nos jours.

1) Loc. cit.

Céréales.

Années.	Blé. (Hectolitre.) frs. c.	Seigle. (Hectolitre.) frs. c.	Orge. (Hectolitre.) frs. c.	Avoine. (Hectolitre.) frs. c.
1300—1325	13.90	»	»	»
1326—1350	»	»	»	»
1351—1375	20.45	6.10	»	6.62
1376—1400	8.85	»	»	4.60
1401—1425	»	»	»	»
1426—1450	10.00	»	»	»
1451—1475	4.15	2.00	6.00	0.90
1476—1500	6.35	»	»	1.30
1501—1525	4.50	3.17	»	1.55
1526—1550	5.60	4.12	»	1.75
1551—1575	7.25	6.50	»	2.65
1576—1600	11.20	10.90	»	3.30
1601—1625	14.55	8.45	8.90	3.20
1626—1650	17.95	12.50	19.00	4.50
1651—1675	8.85	3.00	5.80	2.80
1676—1700	12.75	»	9.00	3.00
1701—1725	9.60	5.25	9.80	3.10
1726—1750	9.60	5.20	6.15	2.80
1751—1775	10.90	7.75	6.50	3.15
1776—1800	13.50	9.25	9.90	4.65
1801—1825	16.80	10.90	10.00	6.50
1826—1850	18.20	12.20	12.90	10.00
1851—1871	18.80	13.95	14.60	11.60
1872—1885	17.60	11.50	12.50	10.20

Pour le *pain bis* ou de ménage, nous trouvons le tableau qui suit pour le prix du kilogramme.

Années.	Cent.	Années.	Cent.	Années.	Cent.
1451—1475	11	1601—1625	15	1751—1775	15
1476—1500	14	1626—1650	45	1776—1800	18
1501—1525	17	1651—1675	20	1801—1825	»
1526—1550	17	1676—1700	19	1826—1850	30
1551—1575	»	1701—1725	12	1851—1871	35
1576—1600	12	1726—1750	13	1872—1885	30

Empruntons encore au même auteur son tableau sur le prix moyen de la viande par kilogramme.

Années.	Viande mêlée.	Bœuf.	Veau.	Mouton.	Porc.	Lard fumé.
1501—1525	»	»	»	»	0.22	0.55
1526—1550	»	0.25	0.30	0.33	0.20	»
1551—1575	»	»	»	»	»	»
1576—1600	»	0.40	0.55	0.95	»	1.20
1601—1625	»	0.54	0.60	0.80	0.75	1.00

Années.	(Tout mêlé).	Bœuf.	Veau.	Mouton.	Porc.	Lard fumé.
1626—1650	0.58	0.80	1.40	1.25	0.95	1.50
1651—1675	0.44	0.50	0.65	0.90	0.65	1.40
1676—1700	0.55	0.55	0.70	0.65	0.60	1.40
1701—1725	0.45	0.50	0.45	0.90	0.35	0.80
1726—1750	0.40	0.40	0.40	0.80	0.45	0.70
1751—1775	0.46	0.50	0.45	0.55	0.60	0.75
1776—1800	0.55	0.55	0.50	0.65	0.50	1.20
1801—1825					0.70	
1826—1850		0.80	0.80	0.60	0.80	1.40
1851—1871		1.00	1.00	0.90	1.30	1.60
1872—1885		1.30	1.40	1.60	1.60	2.00

Malheureusement, les comptes de la seigneurie de La Grange ne fournissent que fort peu de données sur ces différents prix. Il y a le compte des recettes et des dépenses de 1574 qui renseigne bien des recettes provenant de la vente de froment, de seigle et d'avoine, mais nous n'avons affaire ici qu'à une seule année. On vend 42 maldres de froment, le maldre à 17 fl.; on a ensuite 57 maldres 7 bichets de seigle pour 294 thalers 27 sols, ce qui fait environ 15 fl. 3 s. le maldre et 53 maldres 3 bichets d'avoine pour 98 thalers 10 sols, soit le maldre à peu près 5 fl. 5 s.¹⁾ D'après un autre compte de la même année, la dame Antoinette de Castel-Saint-Nazaire vend, indistinctement, du froment et du seigle au prix de 5 thalers et 5 patards le maldre et de l'avoine à 2 thalers le maldre. Les prix des céréales donnés dans un mémoire dressé par Brice Gomé n'ont aucune valeur, car il ne s'agit là que d'une estimation faite à dessein au-dessous des prix réels, ce qu'il y a lieu de conclure de la rédaction même de ce document.

Par contre, les archives de La Grange fournissent de nombreux renseignements, sur la valeur des choses pendant les années 1783 à 1793; on y a conservé les registres des dépenses de M^r le Marquis de Foucquet pour la dite période. Mais ces registres contiennent peu de données sur le prix des blés; nous y trouvons seulement, en 1788, onze maldres d'avoine à 14 livres le maldre, et, en 1789, 30 maldres d'avoine à 270 l., soit le maldre à 9 l. Pour l'année 1792, nous voyons porté en compte 5 maldres de blé pour la somme de 250 l., soit le maldre pour 50 livres. En 1789, on remarque 204 livres de lard, la livre à 12 sols, ainsi que 174 livres de jambon, la livre à 13 sols. Pour la même année, nous trouvons des poulets à 45 sols la paire. Ensuite, il y figure 28 hottes de vin pour l'office à 11 l. la hotte et 12 hottes de vin meilleur à 19 l. la hotte. En 1783, nous remarquons 50 bouteilles de vin à 50 l. 6 s.; en 1784, deux pièces de vin ordinaire pour 294 l. 16 s. 6 d. et 24 demi-bouteilles de vin de liqueur pour 25 l. 6 s. Trente-et-une bouteilles de Bordeaux reviennent à 27 l. 18 s., en 1785; 50 bouteilles de vin du Rhin coûtent 136 l. 17 s. 6 d., 150 bouteilles de vin de Champagne, 320 l.; 64 bouteilles de vin de l'Hermitage reviennent à 188 l. 18 s. 6 d.; en 1789, nous remarquons 74 bouteilles de Champagne pour 139 l., ainsi que 120 bouteilles de Bordeaux pour

1) Nous faisons remarquer que, d'après M. Riocour, le maldre de Thionville est compté pour 300 livres.

83 l. 3 s. 9 d. Dans la même année, il est renseigné 28 hottes de vin pour l'office, à 11 l. et 12 hottes 17 pots de meilleur vin de la dite année, à 19 l. la hotte; le droit de sortie s'élève à 2 sols par hotte; 14 bouteilles de sirop coûtent 24 l. 10 s., 200 bouteilles de Bordeaux blanc, 102 l.; 120 bouteilles de Bordeaux rouge, 270 l., et 200 bouteilles de Bordeaux blanc, 280 l. En 1791, 12 bouteilles de vin de l'Hermitage sont annotées pour 13 l. 10 sols, 22 bouteilles de vin du Rhin pour 64 l. 16 s. 6 d. Il y a encore bien d'autres sommes qui sont portées en compte pour du vin, mais la quantité achetée n'est pas donnée.

Une longe de veau coûtait 13 l. 17 s.; 4 livres de chocolat, 24 l.; 200 livres de café, 290 l.; 24 boîtes de mirabelles, 28 l. 16 s.; une livre de thé, 13 l. 4 s.; la livre de beurre, 12½ s. Le prix d'un dîner pour une seule personne varie de 1 l. 10 s. à 3 l. 4 s.

Mentionnons quelques prix payés pour des chevaux: deux chevaux reviennent, en 1784, à 1600 l.; une paire de chevaux de Normandie, 1789 l. 2 s. (1784); une couple de chevaux de trait, 360 l. (1784); un cheval de monture, 1200 l. (1785); un cheval de carrosse, 806 l. (1786); un cheval de suite, 300 l.; deux chevaux de carrosse, 2412 et un autre cheval 624 l. (1788); une nouvelle couple de chevaux pour 2400 l. (1789).

Voyons maintenant la valeur de différents objets:

Une aune de toile	20 sols.	Une commode	9 l.
Une peau de cerf	36 livres.	Une armoire	21 l.
Un diamant pour couper le verre	18 l.	Un buffet	8 l.
Une douzaine de serviettes à petits carrés	24 l.	Un chandelier	3 l.
Un chapeau d'homme	10 l. et 10 s.	Une voie de bois	22 l., 2 s.
Une veste	7 l. et 5 s.	Une table de cuisine	100 l.
Une aune de mousseline	4 l., 10 s. à 7 l.	Une aune de satin	8 l.
Une aune de mousseline brodée	14 l. 4 s.	Une aune de taffetas noir	4 l., 10 s.
Une aune de basin	6 l.	Une aune de taffetas blanc	7 l., 5 s.
Un fichu de gaze	3 l.	Une aune de blonde noire	4 l.
Un rossignol	1 l., 10 s.	Un chapeau bordé d'or	38 l.
Une bouteille d'eau de Cologne	40 s.	Une paire de bas de soie (pour homme)	13 l.
Un paquet de fil de 20 onces	4 l., 10 s.	Une paire de bas de soie (pour femme)	4 à 9 l.
Un microscope	300 l.	Une robe de dame, y compris la façon	348 l.
Une robe de taffetas	108 l., l'aune à 8 l.	Un habit de velours brodé	360 l.
Une culotte de peau	21 l.	Un fouet de poste	1 l. 10 s.
Un chapeau de demoiselle	24 l.	Un grand habit de présentation	3565 l. 10 s.
Une paire de souliers de femme	3 l., 15 s.	Une lanterne magique	6 l.
Une paire de souliers	6 l.	Un éventail	6 l.
Une paire de harnais	72 l.	Un mouchoir de gaze	2 l.
Une chaise	1 l., 10 s.	Une paire d'épaulettes	54 l.
Un garde-feu	7 l.	Un bonnet de femme	15 l.
Une table	3 l., 6 s.		

Une bague de saphir entourée de brillants	450 l.	Un poêle avec tuyaux	159 l. 12 s.
Une paire de chandeliers d'ar- gent	240 l.	Une cuvette de beurre pesant 220 l. à 12 s.	137 l. 8 s.
Une boussole d'argent	19 l. 10 s.	Deux douzaines d'assiettes de porcelaine	33 l. 4 s.
Un miroir de toilette.	18 l.	Une pelisse	72 l.
Une paire de bottes	36 l.	Un falbala de linon brodé	44 l.
Une épée	15 l.	Un violon	24 l.
Un crayon à dessiner	12 s.	Une livre de chandelles	14 s.
Une croix de St. Louis	48 l.	Une douzaine de balais	15 s.
Une livre d'huile d'olives.	1 l. 3 s.	Une livre de cire	1 l. 19 s. 2 d.
Une paire de manchettes de dentelles (pour dame)	102 l.	Une livre de poudre	16 s.
Un jupon de dame.	60 l.	Deux terrines d'argent pesant 74 marcs 1 once argent à 53 l. 10 s. le marc 4002,12 contrôle 370,14 taçon. 1048,00 étui 80,00	5504 l. 10 s.
Une feuille de papier d'or	1 l. 4 s.	Une veste de tricot de soie de dame	16 l.
Un habit d'amazone	51 l.	Une paire de gants de dame	3 l. 10 s.
Un jupon de gaze	22 l. 6 s.	Un forte-piano. 22 louis	528 l.
Une paire de bas de coton.	3 l. 7 s.	Un habit de livrée.	180 l.
Un baudrier	144 l.	Une aune de taffetas de Flo- rence gris	5 l.
Une glacière en porcelaine	84 l.	La façon d'une chemise	30 s.
Une écuelle de porcelaine	60 l.		
Une voiture anglaise de voyage 2400 l.			
Une diligence anglaise.	2550 l.		
Un huilier pesant 3 marcs 2 onces 49.	266 l.		
Un nécessaire de dame pesant 12 marcs 3 onces 19.	1150 l.		
Un rasoir	3 l.		

En fait de gages, nous extrayons les données suivantes:
 Les gages du cuisinier varient de 500 à 700 livres par an;
 le suisse a pour gages et nourriture 588 livres;
 une servante 128 à 240 livres; les domestiques de 180 à 520 livres, le cocher
 720 à 864 livres.

Notons encore quelques autres détails: un précepteur eut par mois 40 à 48
 livres; un vicaire qui instruisait un enfant reçut 24 livres; le maître de danse eut,
 par mois, 48 livres et le maître d'écriture 24 livres.

A la question des gages semble se rattacher celle des étrennes. Nous ne cite-
 rons que les étrennes données à l'occasion du nouvel an 1784. Poincison et Maguier
 (deux serviteurs) reçurent chacun 24 livres; le suisse du contrôle de Versailles 24
 l., le concierge du contrôle de Versailles 24 l., le suisse de M. de Castrie 12 l., le
 suisse de M^r de Ségur 12 l., le domestique de M^r Le Rat 6 l., le valet de chambre de
 Monseigneur 24 l., le cuisinier de Monseigneur 24 l., son cocher 12 et son portier
 également 12 l., chacun des laquais 12 l., le suisse du contrôle 24 l., le suisse de
 l'Hôtel Talaru 48 l., d'Arbois le jeune 24 l. Nous y trouvons encore des sommes de 48,
 123 et 72 livres, ainsi que 240 livres données aux pauvres; plusieurs ouvriers
 reçoivent ensemble 37 l. Chaque mois renseigne d'ailleurs des dépenses plus ou
 moins grandes pour les pauvres et pour d'autres œuvres de charité. De ce chef
 nous trouvons des dépenses variant de 18 sols à 24, 120, 200 et même 300 livres
 par mois. Pour la maladie d'un cocher on donne 200 livres.

Jetons un coup d'œil sur les dépenses en général de M. le Marquis de Foucquet. Pour l'année 1783, ces dépenses sont de 36.942 l. 18 s. 4 d.; pour 1784, 148.308 l. 12 s. 9 d.; pour 1785, 55.528 l. 15 s. 1 d.; pour 1786, 41,970 l. 4 s. 9 d.; pour 1787, 54,616 l. 10 s. 4 d.; pour 1788, 73.886 l. 10 s. 11 d.; pour 1789, 66.854 l. 18 s. 7 d.; pour 1790, 52.360 l. 17 s. 4 d.; pour 1791, 48.046 l. 4 s. 10 d.; pour 1792, 21.259 l. 4 s. 9 d. Les dépenses des deux premiers mois de 1793 s'élèvent à 2203 l. 4 s.

Voyons maintenant les dépenses d'un mois ordinaire; nous copions le mois de septembre 1785, un mois où il n'y a que peu de dépenses extraordinaires.

Mois de Septembre 1785.

	Livres	sols	deniers.
Aux pauvres	2	14	
Un mémoire à Stasie	36	11	
Donné à Charles. jardinier	1	4	
A Christine sur ses gages	48		
Donné à Désertine de la part de Madame	24		
A Christophe sur ses gages.	48		
Un mémoire à Stasie	32	7	
Pour un portefeuille	4	16	
Payé pour de la pommade de mad. de Foucquet.	1	18	
Payé pour de l'huile pour mastique	1	1	
Un mémoire à M ^{lle} Catherine	27		
Un mémoire au clerc d'Aubers	11	12	2
Un mémoire à M ^{lle} Martin	10	4	
Un mémoire à Bouel, cordonnier d'Aubers	35	7	2
Un mémoire à Scolastique d'Aubers	15	18	
En partant d'Aubers donné à d'Artois	6		
Legrand	6		
Louison.	6		
Fille de cuisine	3		
Hubert pour sa pièce de ménage	15		
Albert pour avoir pansé le cheval de Madame	6		
A Roussel, cuisinier.	6		
Charles, jardinier	3		
Carpentrie, cocher	6		
Commissionnaire de la banque	3		
Pour de la toile pour M ^e de Reinglaire	4	12	
Pour la route de Madame, d'Aubers à Paris	336		
Pour le pourboire des postillons	11	13	
Pour le graissage des roues	1	16	
Pour raccommodage d'une roue.	1	4	
Au commis d'Arras pour pourboire		12	
Pour le mémoire de l'auberge à Roie	24	18	
Pendant le voyage pour pêches, biscuits, raisins etc.	3		
Pour chapeau et manchettes pour madame	48		
A Désertine	24		
Donné aux pauvres.	6		
Pour drap et boutons d'habits-uniformes	83		
Gratification à l'écrivain	60		
A reporter	965	7	4

	Livres	sols	deniers.
Report.	965	7	4
Fourrages du mois d'août.	172		
Route, dépenses et postes de Lille à Paris en passant par Metz ¹⁾ voyage de M. le Marquis	705		
A la veuve du postillon tué	12		
Pour des papillons	24		
Au postillon sur ses gages	30		
De la toile pour des chemises à M. le Marquis	308		
Mémoire payé à Marquette pour port de vin à Lille.	273	19	
Pour le fourrage de septembre	157		
Dépenses de la cuisine.	726	8	
Total.	3373	14	4

Dans les dépenses de M. le Marquis, celles qu'il dut faire pour son régiment forment une partie assez importante. C'est ainsi qu'en 1784 il dut emprunter à Metz 20,000 francs pour son régiment; le contrat dressé de ce chef revint à 165 livres. Au mois de juillet de la même année, il donna, à l'occasion de sa réception au régiment de Brie, la somme de 960 livres; à un caporal du même régiment, il remit en outre 24 l. et, lors de la fête de M^{me} de Foucquet, il remit 72 l. aux musiciens dudit régiment. A l'occasion de sa prestation de serment, il donna aux tambours de Paris 24 l. et 27 l. aux poissardes qui lui offrirent un bouquet.¹⁾ Au mois de juillet 1785, les musiciens de Brie reçurent 48 l., les grenadiers 60 et les dragons, qui durent faire place le jour de la revue, 12 l. Les grenadiers du régiment reçurent de nouveau 60 l. au mois de mars 1786. Au mois de janvier 1789, M. le Marquis envoie du vin de Bourgogne à son régiment pour la somme de 300 l. Des sommes notables sont payées pour fourrage et loyer à Paris; pour fourrages, on trouve des sommes de 967 l. 10 s., 600 l. 9 s., 646 l. 9 s. 5 d., 224 l. 1 s. 6 d., 930 l. 12 s. 9 d. et tant d'autres; pour loyer, nous remarquons des dépenses de 1800 l. par an.

D'ailleurs, le Marquis de Foucquet ne reculait pas devant des dépenses plus ou moins considérables; c'est ainsi qu'il paya pour sa tente de camp 1424 l. Il dépense également beaucoup d'argent pour l'acquisition de livres de lecture et de musique, et il y a peu de mois qui ne renseignent l'une ou l'autre dépense faite de ce chef. Pour 3 volumes des œuvres de Winkelmann, il paye 27 l.; pour des livres achetés à Versailles, 12 l. et pour de la musique 16 l. 16 s.; d'autres sommes sont: 3 l. 12 s., 30 l., 20 l., 150 l., 36 l., 4 l. 4 s., 120 l., 24 l., 18 l., 3 l. 12 s., 16 l. 4 s. Pour le placement de ces livres, le Marquis de Foucquet se fit faire, au mois de décembre 1784, deux armoires-bibliothèque pour la somme de 425 l. et, au mois de janvier suivant, deux autres armoires pour 448 l.

Quant aux frais de voyage nous en extrayons les données suivantes, devant nous contenter de citer quelques uns. Un voyage de Metz à Paris coûtait 480 livres, les dépenses pour les chevaux en route s'élevant à 100 livres; un voyage de La Grange à Paris revient à 318 livres; un voyage des enfants, de Flandre à Paris,

1) Les autres dépenses faites à l'occasion de cette prestation de serment sont portées en compte par 3000 l.

336 livres 2 sols 6 deniers; un voyage de Bergue à Aubers, 60 livres et d'Aubers à Paris, 636 livres; un voyage de Paris, à Versailles, 15 livres 12 sols; route de poste de Paris à Metz, 200 livres (1783), de Metz à La Grange, 19 livres.

Nous tenons encore à faire remarquer que dans les comptes en question sont annotées 24 mises des fosses d'Auchicourt (chaque mise pour 1000 l.) et des paiements de rentes.

Si la vie du serf, du paysan était simple, celle du seigneur ne l'était pas. Le seigneur pouvait faire valoir directement le tiers environ de son fief, et tout est bénéfice dans cette exploitation. En outre, le seigneur tire, des propriétés des serfs, un bénéfice très sensiblement analogue au fermage actuel sur lequel il prélève parfois, en certains lieux, le quart pour certaines redevances. Mais la situation matérielle de ce paysan vaut au moins celle d'aujourd'hui. Il est vrai qu'en principe, le serf est taillable et corvéable à merci; dans la pratique, le seigneur le ménage avec soin et ceci pour une raison fort simple: « le revenu du propriétaire est entièrement constitué par le produit des terres, soit sous la forme de redevances, soit par l'exploitation directe du domaine propre, de la ferme du château. Si le paysan est pauvre, son seigneur est pauvre, les redevances sont mal ou point payées, la ferme médiocrement cultivée par des ouvriers pressurés et mécontents. »

Nous avons déjà vu que, d'après un mémoire dressé par Brice Gomé au sujet des revenus de la terre de La Grange, le revenu annuel est estimé 19.892 l. 6 s. et encore ce mémoire ne fixe-t-il les revenus qu'à un minimum.

La somptuosité de beaucoup de seigneurs se reflète d'ailleurs dans la plupart des actes non seulement de la vie civile, mais aussi de la vie religieuse. Ne prenons que la dépense que nécessitait la noce d'une fille; cette dépense était considérable. Au premier volume, nous avons vu que, d'après la *Chronique de Metz*, plus de deux mille personnes prirent part au mariage de Marguerite de Brandebourg avec Collignon (Nicolas III) de Heu.

En regard de ces magnificences, dit M^r le comte de Ludres, il y avait une certaine simplicité, dont les plus grands n'avaient nulle honte. La poule blanche, symbole de pureté, qu'on portait devant la mariée; le petit fagot, que les époux devaient charger sur leurs épaules en signe de leur attachement au foyer. Ce mélange de luxe et de très grande rusticité était caractéristique de ce temps. Rien de plus cher que les objets dits de luxe: velours, satins, dentelles, riches reliures, vases d'or et d'argent ciselés, manuscrits enluminés et surtout tapisseries de Flandre. Les princes se ruinaient en semblables babioles. Mais un prince qui jetait sur son lit un tapis de Turquie ou de Flandre couvrait souvent ainsi une simple paille; une robe de femme, un vêtement d'homme, pouvaient absorber le revenu d'une année de la terre d'un gentilhomme. Il est vrai que cet habit durait toute la vie et se transmettait comme un héritage.

La vie du seigneur changeait avec l'accroissement de sa fortune. Nous avons vu qu'au commencement de la féodalité et même jusqu'au XVI^e siècle, celui-ci était également pénétré de l'importance des choses religieuses; cette foi, cette conviction religieuse devait se refléter dans la vie de famille. « On ne se moquait pas

de Dieu, alors ! On l'offensait, on l'insultait gravement parfois, mais comme un maître bravé et outragé par son esclave, et non ainsi qu'on le voyons aujourd'hui, comme une entité philosophique dont on nie la réalité, et qu'on hait cependant de toutes les forces de l'âme humaine. »

Au premier volume, nous avons déjà relaté que la vie de seigneur, vers la fin de l'ancien régime, entraînait des habitudes d'élégance et de réception fort dispendieuses ; que la vie de château, à cette époque, procurait de nombreuses distractions, grâce aux folies, aux extravagances, aux plaisanteries, toujours contenues cependant dans de justes limites, qui se donnaient libre carrière. Si tel était le cas à la campagne, ces extravagances allaient encore plus loin dans les villes. On aimait à s'amuser, à se divertir pendant les jours de bonne santé et de fortune. Nous en trouvons des exemples parmi les personnages dont nous avons vu l'histoire dans le premier volume. Nous avons nommé Madame de Sauvigny, qui était assez mondaine, un peu originale et entretenait des relations avec des gens de lettres et des actrices en vogue. Sa liaison avec la célèbre actrice M^{lle} Clairon a été fort connue. M^r Gaston Maugras en parle dans son livre *les Comédiens hors la loi*.

Il s'agit d'un incident dont, au commencement de 1765, toute la capitale s'occupait. M^r de Saint-Foix, que Clairon n'aimait pas, venait de composer une pièce intitulée *les Grâces* ; il obtint qu'elle serait jouée à Versailles et il fut convenu qu'elle paraîtrait comme petite pièce le même jour que la tragédie d'*Olympie*. Le roi avait témoigné le désir d'entendre l'œuvre nouvelle, mais il demanda que le spectacle fût terminé à neuf heures pour pouvoir se rendre au conseil. Les actrices qui jouaient dans *les Grâces*, et notamment M^{lle} Dolligny, devaient faire partie du cortège d'*Olympie* ; mais, afin qu'elles eussent le temps de s'habiller et que la petite pièce pût commencer sans perte de temps, M. de la Ferté, intendant des Menus-Plaisirs, décida qu'elles seraient remplacées dans le cortège par des choristes de l'Opéra. Prévenue de ce changement, Clairon, qui remplissait le rôle d'*Olympie*, s'y opposa formellement et elle déclara qu'elle n'achèverait pas son rôle si M^{lle} Dolligny quittait la scène avant le dernier vers de la tragédie. Il fallut s'incliner ; l'entr'acte fut long, et le roi sortit avant l'apparition des *Grâces*.

Saint-Foix, furieux, écrivit, dans l'*Année littéraire* de Fréron, une lettre qui se terminait par ces mots : « J'aime mieux la franchise du vice que la morgue orgueilleuse de la dignité. »

Clairon supposa avec raison que la phrase était à son adresse, et pour se venger elle fit ramasser toutes les estampes d'un portrait de Saint-Foix qu'on venait de graver ; elle enleva la figure, la remplaça par une tête d'hyène et remit le tout dans le commerce. Paris en fut inondé. La lutte ainsi engagée ne devait pas se terminer si vite.

Le poète riposta par des vers. Le journaliste Fréron se mit également de la partie, en faisant un pompeux éloge de M^{lle} Dolligny et en amenant en contraste un portrait infâme où, bien qu'il ne la nommât pas, il n'était que trop facile de reconnaître Clairon.

L'actrice, outrée de cette attaque injustifiée, alla trouver les gentilshommes de la chambre et menaça de se retirer si elle n'obtenait pas justice de ce « vil

journaliste ». La plainte était légitime. On sollicita et on obtint un ordre du roi pour mener l'imprudent écrivain au For-l'Évêque.

Fréron fut subitement frappé d'un accès de goutte, qui le mit dans l'impossibilité de remuer, et on lui accorda quelques jours de répit. Il en profita pour mettre en campagne tous ses amis. L'abbé de Voisenon, un de ses plus intimes, s'adressa au duc de Duras, gentilhomme de la Chambre; mais le duc répondit qu'il n'accorderait la grâce qu'à la demande de M^{lle} Clairon elle-même. « Aux carrières plutôt! » s'écria le folliculaire. Il se donna tant de mal, il fit si bien mouvoir toutes ses relations qu'il réussit à intéresser la reine à sa cause et que Marie Leczinska demanda sa grâce.

Cependant, le bruit se répand que Fréron va être gracié. À cette nouvelle Clairon s'indigne; elle écrit aussitôt aux gentilshommes une lettre des plus pathétiques où elle leur témoigne son regret de voir que ses talents ne sont plus agréables au roi puisqu'on la laisse avilir impunément, et elle prie qu'on lui accorde sa retraite. Puis, estimant que le premier ministre ne peut être trop tôt mis au courant d'un pareil projet, elle se rend chez le duc de Choiseul pour lui narrer ces graves événements.

Mais le duc répondit avec une douce ironie. Clairon était fort peu satisfaite, et elle réunit chez elle tous ses camarades, sous la présidence du duc de Duras, pour aviser à la conduite qu'elle devait tenir. Les esprits se montraient fort échauffés, et il n'était question de rien moins que d'une désertion en masse si l'on ne faisait pas raison à la Melpomène moderne. Le duc de Duras fut chargé de porter cet ultimatum à M. de Saint-Florentin.

Cependant des amis intervinrent, on fit comprendre à Clairon qu'elle ne pouvait résister aux volontés de la reine, et elle finit par céder. Fréron, à cette nouvelle, éprouva une joie si vive que sa goutte disparut comme par enchantement.

Clairon était restée profondément irritée de n'avoir pu obtenir satisfaction. Un futile incident lui fournit le prétexte qu'elle désirait. Un certain Dubois, acteur médiocre de la Comédie, eut recours aux soins d'un chirurgien et négligea de le payer. L'homme de l'art le cita en justice, mais Dubois affirma sous serment qu'il avait réglé sa dette. Le procureur du chirurgien, voyant que son adversaire n'était pas à un faux serment près, fit imprimer un mémoire dans lequel il soutient que ni le serment de Dubois, ni celui d'un de ses camarades, Blainville qui avait déclaré par serment avoir assisté au paiement, ne pouvaient être reçus en justice, attendu qu'ils exerçaient tous les deux un métier infâme.¹⁾ De là des cris d'indignation; la Comédie prit fait et cause pour Dubois et Blainville; mais, malheureusement pour ces deux derniers, l'affaire s'éclaircit et leurs camarades s'adressèrent aux gentilshommes en racontant les faits purement et simplement et en demandant l'expulsion immédiate des deux coupables. Richelieu n'y mettant pas d'empressement, les comédiens n'hésitèrent pas: ils chassèrent avec éclat les deux fripons.

On donnait à ce moment le *Siège de Calais* sur la scène de la Comédie et Dubois y jouait le rôle de Mauny. Ne voulant pas interrompre le succès étourdis-

1) A Rome, en effet, le témoignage des histrions n'était pas reçu en justice.

sant de cette pièce, on chargea un nommé Bellecour de remplacer Dubois. Mais ce dernier avait une fille qui faisait elle-même partie de la comédie. Celle-ci voulant sauver son père, alla trouver le duc de Fronsac qui obtint la toute puissante intervention de son père, le maréchal de Richelieu, et le dévouement filial ne resta pas stérile : à midi, un ordre du roi, transmis par les premiers gentilshommes, arriva à la Comédie enjoignant de jouer la pièce avec Dubois dans le rôle de Mauny. On juge de la consternation des comédiens et de leur indignation. Ils ne voulurent point cependant avoir de démenti, et ils se réunirent chez M^{lle} Clairon pour aviser aux mesures à prendre ; à l'unanimité, ils décidèrent de refuser de jouer, ce qui fut fait. Le soir, grand tumulte à la Comédie. De tous côtés des cris forcenés : Les comédiens sont des insolents ! au cachot, les insolents ! À l'hôpital la Clairon ! Au cachot tous ces coquins ! » Le lendemain, tout Paris était en fermentation.

Les gentilshommes de la chambre se réunirent et décidèrent d'envoyer les coupables immédiatement au For-l'Évêque.

En attendant que son tour vînt, Clairon, quoique malade, avait ouvert ses salons ; étendue sur une chaise longue, elle recevait et la cour et la ville. Il n'était question, bien entendu, que du grand événement, de la rare énergie déployée par la tragédienne et des conséquences qui en allaient résulter. On raconte que, des officiers faisant cercle chez elle, elle avait saisi l'occasion de leur demander si sa conduite n'était pas conforme aux lois de l'honneur et si eux-mêmes ne quitteraient pas tous le service plutôt que de rester avec un infâme. « Sans doute, Mademoiselle, riposta gaîment l'un d'eux, mais ce ne serait pas un jour de siège. »

Enfin, un exempt se présenta pour mener en prison l'auguste Melpomène : elle objecta son état de maladie, mais il ne voulut rien entendre, et elle dut s'incliner. Elle trouva cependant moyen de transformer en un nouveau triomphe ce qui devait être pour elle une fâcheuse disgrâce.

M^{me} de Sauvigny, intendante de Paris, se trouvait chez Clairon lorsque l'exempt se présenta ; elle obtint la faveur de conduire elle-même l'actrice au For-l'Évêque. Tous trois montèrent dans le *vis-à-vis* de l'intendante : l'exempt prit place sur le devant, M^{me} de Sauvigny dans le fond avec M^{lle} Clairon sur ses genoux ; ils traversèrent tout Paris dans cet étrange équipage, à la grande joie des spectateurs. On donna à la tragédienne le meilleur logement de la prison, et ses amies, la duchesse de Villeroy, M^{me} de Sauvigny, la duchesse de Duras, le firent somptueusement meubler. À peine incarcérée, elle commença à recevoir et elle donna chaque jour des soupers « divins et nombreux ». Les plus grandes dames, les plus grands seigneurs venaient lui rendre visite ; l'affluence était telle que le quai du For-l'Évêque était garni de carrosses du matin au soir ; il devint même de bon ton de visiter les comédiens emprisonnés.

Cependant Clairon était toujours malade. Son chirurgien fit des représentations et déclara que sa santé serait en danger si elle restait plus longtemps en prison. Elle fut en conséquence autorisée à retourner chez elle, après cinq jours de détention, mais elle fut mise aux arrêts dans son appartement avec défense expresse de recevoir plus de six personnes, parmi lesquelles M^{me} de Sauvigny, M. de Valbelle, et un Russe, « Pot au feu ».

La maladie de Clairon, l'emprisonnement des acteurs et la « consternation universelle de la troupe » mirent la Comédie dans l'impossibilité de donner des représentations suivies; elle dut prendre plusieurs jours de congé. « On ne croirait jamais, dit Bachaumont, l'importance que l'on met à l'accommodement d'une affaire qui n'en devrait avoir d'autres qu'une soumission servile et aveugle de la part des histrions. »

Tout se termina par un compromis. D'abord M. du Belloy, dans le but d'être agréable à M^{lle} Clairon, retira le *Siège de Calais*; de cette façon, le public n'était plus en droit de réclamer la pièce avec Dubois dans le rôle de Mauny. Ensuite, on obtint que cet acteur, cause de tout le tapage, demanderait sa retraite, bien qu'il n'eût que vingt-neuf ans de service et qu'il en fallût trente; on lui accorda 1500 livres de pension et 500 livres de pension extraordinaire pour avoir formé une élève, sa fille.

À la suite de cet arrangement, les comédiens détenus au For-l'Évêque furent mis en liberté. Ils étaient restés vingt-six jours en prison, mais leur obstination avait fini par les faire triompher.

M. l'Intendant de Paris avait, de son côté, bien des relations avec des gens de lettres et d'autres célébrités. M^{me} de Genlis¹⁾ nous a conservé entre autres une anecdote qui fait preuve des rapports qui existaient entre M. de Sauvigny et Jean-Jacques Rousseau, l'auteur de l'*Émile*.²⁾

1) Stéphanie-Félicité Ducrest de Saint-Auvin, marquise de Sillery, née à Champcéry près d'Autun (Bourgogne) le 25 janvier 1746; elle fut mariée au comte Bruslart de Genlis. Les plus intéressants de tous ses écrits (90 volumes) sont ses *Mémoires* (10 volumes, Paris 1825).

2) J.-J. Rousseau était à Paris depuis six mois. J'avais alors dix-huit ans. Quoique je n'eusse encore lu aucun de ses ouvrages, j'éprouvais un grand désir de voir un homme si célèbre. Mais Rousseau était très sauvage; il refusait toutes les visites et n'en faisait point.

Un jour, M. de Sauvigny, qui voyait quelquefois Rousseau, me dit en confidence que M. de Genlis voulait me jouer un tour: qu'un soir il m'amènerait Prévile déguisé en J.-J. Rousseau et qu'il me le présenterait comme tel. Cette idée me fit beaucoup rire, et je me promis bien de faire semblant d'être entièrement la dupe de cette plaisanterie. Je n'avais vu jouer Prévile que deux ou trois fois. Il était à peu près de la taille de Rousseau et réellement M. de Genlis avait eu le projet qu'on m'avait confié; mais cette folie lui passa presque aussitôt de la tête; M. de Sauvigny l'oublia de même, et seule j'en gardai le souvenir.

Je fus trois semaines sans voir M. de Sauvigny, et, au bout de ce temps, il vint me dire avec empressement, en présence de M. de Genlis, que Rousseau désirait extrêmement m'entendre jouer de la harpe, et que, si je voulais avoir cette complaisance, il me l'amènerait le lendemain. Me croyant bien certaine que je ne verrais que Prévile, j'eus beaucoup de peine à répondre sérieusement; cependant je me contins assez bien et j'assurai que je jouerais de la harpe de mon mieux pour J.-J. Rousseau. Le lendemain, j'attendis avec impatience l'heure du rendez-vous, imaginant qu'un Crispin travesti en philosophe serait une chose très comique. J'étais d'une gaieté folle en l'attendant, et M. de Genlis, connaissant ma timidité naturelle, s'en étonnait beaucoup. D'ailleurs, il ne concevait pas trop comment l'idée de voir un si grave personnage pouvait faire cette sorte d'impression, et je lui parus tout à fait extravagante lorsqu'il me vit rire au moment où l'on annonça Rousseau. J'avoue que rien au monde ne me parut si plaisant que sa figure, que je ne regardais que comme une mascarade. Son habit, ses bas couleur marron, sa petite perruque ronde, tout ce costume et son maintien n'offraient à mes yeux que la scène de comédie la mieux jouée et la plus comique. Cependant, faisant sur moi-même un effort prodigieux, je pris une contenance assez convenable, et après avoir balbutié deux ou trois mots de politesse, je m'assis. On causa, et, heureusement pour moi, d'une manière assez gaie. Je gardai le silence; mais, de temps en temps, j'éclatais de rire et c'était avec tant de naturel et de si bon cœur que cette surprenante gaieté ne déplut pas à Rousseau. Il dit de jolies choses sur la jeunesse en général. Je pensai que Prévile avait de l'esprit, et qu'à sa place Rousseau n'aurait

Parlerons-nous de la vie de famille proprement dite au haut moyen âge ou même jusqu'à la chute de la féodalité dans les contrées où les troubles religieux n'avaient pas jeté racine ? Voyons la famille serve qui, à l'ordinaire, réunissait plusieurs générations, exploitait le même domaine, vivait sous le même toit et au même pain. Abstraction faite de quelques corvées, qui varient d'ailleurs de seigneurie à seigneurie, le père cultive les champs à lui cédés ; plus tard ses fils l'assistent, s'ils ne sont pas obligés de suivre leur seigneur dans une lutte quelconque. Voilà le père de famille qui n'a soin que des siens et des intérêts de son seigneur, les intérêts de l'un et de l'autre étant intimement liés. Il laboure, il sème et prie Dieu de bénir ses travaux, ses récoltes. La rude journée finie, il retourne au foyer, où l'épouse et les enfants l'attendent. Ce père connaît le bonheur domestique. La mère fait le ménage, élève ses petits, confectionne les vêtements ; elle file le lin, le chanvre, parfois c'est elle qui le tisse. Rarement le front de cette mère s'assombrit ; elle n'a pas de grandes aspirations pour ses enfants qu'elle tient sous sa garde, les fils jusqu'à ce qu'ils puissent assister le père et les filles jusqu'à leur mariage.

Nous ne pouvons ignorer qu'il y avait des seigneurs qui tourmentaient leurs serfs, des seigneurs qui rendaient impossible la vie à leurs sujets et ce à tel point que ces derniers durent parfois s'enfuir pour se soustraire aux férociétés de leur maître. Mais ces cruautés ne constituent que l'exception.

pas été si aimable, parce que mes rires l'auraient scandalisé. Rousseau m'adressa la parole. Comme il ne m'embarrassait pas du tout, je lui répondis très cavalièrement tout ce qui me passait par la tête.

Il me trouva fort originale, et moi je trouvai qu'il jouait avec une perfection que je ne me laissais pas d'admirer. Jamais les caricatures ne m'ont fait rire ; ce qui me charmait, c'était la simplicité, le naturel de celui que je croyais un comédien ; et, d'après cette idée, il me paraissait bien supérieur en chambre à celui que j'avais vu sur le théâtre. Cependant il me semblait qu'il donnait à Rousseau beaucoup trop d'indulgence, de bonhomie et de gaieté. Je jouai de la harpe, je chantai quelques airs du *Devin du village*, et je riais aux larmes des éloges de Rousseau et de tout ce qu'il disait sur son *Devin du village*. Rousseau me regardait toujours en souriant, avec cette sorte de plaisir qu'inspire un enfantillage bien naturel ; et, en nous quittant, il promit de revenir le lendemain dîner avec nous. Il m'avait tant divertie que cette promesse m'enchantait, et j'en sautai de joie. Je le reconduisis jusqu'à la porte en lui disant toutes les douceurs et toutes les folies imaginables,

Quant il fut sorti, je cessai tout à coup de me contraindre, et je me mis à rire à gorge déployée. M. de Genlis, stupéfait, me considérait d'un œil mécontent et sévère qui redoublait ma gaieté. Je vois bien lui dis-je, que vous connaissez enfin que vous ne m'avez pas attrapée ; vous en êtes piqué ; mais, au vrai, comment pouviez-vous croire que je serais assez simple pour prendre Prévile pour J.-J. Rousseau ? — Prévile ? — Ah ! oui, niez-le, vous me persuaderez. — La tête vous a-t-elle tourné ? — J'avoue que Prévile a été charmant, d'un naturel parfait ; il n'a rien chargé, on ne peut mieux jouer que cela ; mais je parie que, à l'exception du costume, il n'a pas du tout imité Rousseau. Il a représenté un vieillard très aimable et non Rousseau, qui certainement m'aurait trouvée fort extravagante et se serait formalisé d'un semblable accueil. . . » A ces mots, M. de Genlis et M. de Sauvigny se mirent à rire si démesurément, que je commençai à m'étonner ; on s'expliqua, et ma confusion fut extrême en apprenant que très véritablement je venais de recevoir J.-J. Rousseau de cette jolie manière. Je déclarai que je ne consentirais jamais à le revoir si on l'instruisait de ma bêtise ; on me promit qu'il l'ignorerait toujours, et l'on me tint parole. Ce qu'il y eut de plus singulier dans tout ceci, c'est que cette conduite si niaise et si inconsidérée me valut les bonnes grâces de Rousseau. Il dit à M. de Sauvigny que j'étais la personne la plus naturelle, la plus gaie et la plus dénuée de prétentions qu'il eût jamais rencontrée ; et certainement, sans la méprise qui m'avait donné tant d'aisance et de bonne humeur, il n'aurait vu en moi qu'une excessive timidité. Ainsi, je ne dus ce succès qu'à une erreur ; il ne m'était pas possible de m'en enorgueillir. Connaissant toute l'indulgence de Rousseau, je le revis sans embarras, et j'ai été toujours parfaitement à mon aise avec lui. Je n'ai jamais vu d'homme de lettres moins imposant et plus aimable. (« Figaro — supplément littéraire, 1883, n° 24.)

Dans la vieillesse, les parents restent dans la vouerie. C'est ordinairement le fils aîné qui y est installé et qui prend soin de ses vieux parents.

C'est l'amour filial, l'amour conjugal que nous rencontrons partout éclairé par les rayons d'une religion profonde.

Dirons-nous également quelques mots des testaments? Nous avons parlé du relâchement dans les mœurs, de l'affaiblissement de la foi. Mais, noublions pas, qu'au commencement du XVI^e siècle on a encore beaucoup de foi dans le Luxembourg, les testaments nous en sont la meilleure preuve. Ce sont des documents qui font honneur aux testateurs, ils dénotent des sentiments nobles et religieux; au XVII^e siècle, nous retrouvons ces mêmes sentiments de piété. Les doctrines anticatholiques n'ont laissé que peu ou plutôt n'ont pas laissé de traces; le Luxembourg actuel, comme la partie cédée à la France ne comptent en général que des catholiques. Les tourmentes et troubles religieux sont passés, le peuple comme les grands sont religieux. Nous avons dit que les testaments reflètent le mieux ces sentiments de piété. Nous ne rappellerons que les testaments de Louis de Chinery (1501), de Godart de Brandenburg (1503), d'Odile-Dorothée d'Huart, épouse de Christophe-Albert, baron d'Argenteau et celui de Jean-Gabriel-René-François de Foucquet. Ces testaments montrent une grande foi, et la conviction profondément chrétienne de l'utilité de la prière et des aumônes.

Et ce peuple du Luxembourg français, comme on appelait jadis cette partie de la Lorraine, n'a pas changé; il est resté simple, laborieux et catholique et ceci malgré toutes les tourmentes qu'il a eu à subir depuis. D'après le relevé statistique fait au mois de décembre 1871, le cercle de Thionville comptait, sur une population de 74.482 habitants, 72.985 catholiques, 426 protestants (pour la plupart des employés allemands), 1070 juifs et 1 mennonite. Depuis la balance a changé un peu en faveur du protestantisme, mais nullement parmi la population indigène, les protestants se recrutant dans les familles immigrées.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.



1386. — Vente d'une rente de huit maldres de seigle à Nicolas de Rychersberg par Wirich, seigneur de Berg.

Ich *Wirich*, here zu *Berge*, doen kunt allen luden dey desen breiff anseint off hoerent leisen, daz ich werkoifft han vur mich inde myne erffen inde nakomen, zo grunde, erfflichen inde ummerme her *Nycolais van Rychersbergh*, rychter inde scheffen zo Dedenhoven in der zyt, inde *Katrine*, syme elicher wiffe, eren gerffen inde nakomen off helder dys breiffs echt malder rocken erfflicher zynsee, alle jair zo bezalen uff sent Mertins dach na datum dys breiffs, user al deme goide inde gulde daz ich han zo Moenheim inde zo Garscheit, nusneit usgesundert noch affgescheiden, it sy an korne, geld, zynse inde so wat ich da haffen mach, zo leveren zo Dedenhoven mit Dedenhover masen uff eynen spiger dar hin voegt, uff myn kost inde sorge, umb hundert rensch gulden, goden gulz inde swaire gewychtz, dey mir dey vurg. elude her *Nycolais* inde *Katrinen*, syne ewiff, gentzelichen bezalt inde gelevert hant vur datum dys breiffs, dey ich zo myme nuez inde urber gekeirt han, ander mynen schaden damede gestilt han, inde geloiffen hin gode werschaff zo dragen naist der wanunge zo Dedenhoven, inde geloiffen nummerme darweder zo doen mit mynre truwen in ectstat, noch doen doen van mynen weigen, heymelich noch offenbair, vur geistlichme noch vur werreklichme gerychte. Inde verzyen luterlich uff alle vunde, punte inde artikel, inde rait, dey mir helffen moegten off in schaden mochten, alreleie argelist, geverde usgescheiden in desen breiff. Offt sache were, daz ich *Wirich*, here zo *Berge*, sumich wurde an deme vurg. zynsee zo besalen, so wie vurg. steit, daz Got verbede, se verwilkeren ich hin an alle myne goit hant zo slain inde an myne lude goit zo Moenheim inde zo Garschait, so wie dat gelegen is, eren zyns daran zo erkoveren wyt gerychte off ain gerychte, schade inde kost der davan komen moichte, des sy gelœfft solen sin eren sleichten worden. Och is zo wissen, daz ich *Wirich*, here zo *Berge*, off myne gerffen inde nakomen mogen den vurg. zyns der echt malder rocken vurmycz dey vurg. hundert rensch gulden alweige inde alle jair weder losen vur sente Mertins dach mit volre hant des zyns, ain wederspraiche des vurg. her *Nycolas*, *Katrinen*, eluden, erem gerffen inde nakomen off helder dys breiffs. Inde

des zo urkunde, daz al vurg. sachen vaste inde stede sin, so han ich Wirich, here zo Berge, mynen eigen ingesygel an desen intgenwordichen breiffe gehaingen, vortme so han ich gebeiden den eirberen eidelen wissen man, her Dederich van Scharpilch, ritter, proist zo Dedenhoven in der zyt, mit urkunde der beirfer eirben lude, man inde scheffen zo Dedenhoven, dat is zo wissen Wirich van Wisbergh, Johan van Deistorff inde Kleisgin van Hettingen, al dry burghman zo Dedenhoven, inde her Nycolais, her Arnulz son, was scheffen zo Dedenhoven, her Heymman van Ham, her Peter Kessler, al dry scheffen zo Dedenhoven in de zyt, das her der prostien ingesygel van Dedenhoven hengen an desen breiff by den mynen, mich inde sy zo oversagen al deser vurg. sachen. Inde ich Dederich von Scharpilch, ritter, proist zo Dedenhoven in der zyt, umb beiden wille Wirichs, her zo Berge, inde her Nycolais, Katrinen, eluden vurg., mit urkunde der man inde scheffen zo Dedenhoven vurg, han der prostien ingesygel van Dedenhoven an dessen offenen breiff gehanngen, zo wairheit inde gezuge alre vurg. sachen. Der gegeven wart doy man schreiff na goicz geburde durent dreihundert seis unde achezich jair, des manez december.

1386, décembre. Original sur parchemin; petit fragment du premier sceau et le sceau de Thionville, en cire vierge; la légende seule manque. — Archives de La Grange.

1573. — Reprise de la seigneurie de Fontoy du duc de Lorraine par Antoinette de Castel-Saint-Nazaire.

Je *Anthoinette de Castel-Saint-Nazart*, vefve de feu honoré seigneur Jehan, barron de Brandebourg, luy vivant seigneur de Maizebourg, Parroy, Dazl. . . ., seigneur barron de Fontois, de Soleuvre, Masholter, Lagrange, Ma, Husigny et Dalaincourt etc., recognois et faict savoir à tous que j'ay reprins en fief et hommage et advoue tenir tant en mon nom que come tutrice légitime et ayant la garde noble de Bernard, Jean, Peter-Ernest, Katherine et Estren de Brandebourg, enfans pupilz et moindre d'ans dud. feu seigneur barron et moy, de très hault et excellent prince mon très redoubté et souverain seigneur, Monseigneur le duc de Calabre, Loer, Bar, Gueldres etc., à cause de ses prévosté et chastellerys de *Sancy*¹⁾ et *Lancy* les pièces cy-après escriptes et déclarées. Et pour moy acqueter, je baille ce présent mon dénombrement au plus près et le plus justement que je scay, en la manière que s'ensuyt. Et premier aud. *Mainville*²⁾ en ladite prévosté dud. Sancy y at une justice foncière, scavoir ung mayeur et deux eschevins qui se créent par moy et le seigneur de Chambourg à cause de notre seigneurie dudit *Fontois*, lesquelz mayeur et eschevins sont aud. office à vie durant, n'est qu'ilz commissent abus ce que alors mon comparsonnier et moy aurions peissance les changier et muer; cognoissent iceulx de justices de toutes actions réelle movant de la cour dud. Fontois jusques à opposition, mais y ayant aucuns opposent, ladite opposition se déduict au lieu de Noveroy-le-Secq. Item que icelle justice tient par trois foyz l'an

1) A l'ouest de Fontoy.

2) Mainville, au sud-ouest de Mairy.

dez plaitz appelé bannaulx, avec la justice foncière de messieurs de S. Paul audit Manville, scavoir au my-maye, le premier, le second le lundi après la S. Remy, et le troiziesme aux vingtz jours après Noël; et durant iceulx plaitz par chascune fois trois jours, sans qu'icelle justice ayent aucuns despens pour ce faire, y doney n'est pour aborner héritaiges, et où ilz abornent aucuns héritaiges pendant lesd. plaitz, n'ont que pour chascune borne ung lyart lesd. deux justices ensemble, mais hors lesd. jours de plaitz, pour planter borne à aucuns particuliers, ont pour chascune cinq solz. Ausquelz jours de plaitz bannaulx et par chascuns desd. trois fois l'an tous porteriens ayans héritaiges au ban et finaiges dud. Manville, sont tenuz comparoir ou procureur pour eulx, sur peine de dix blans d'amande, de laquelle amande m'en apartient ung demy tier partent contre led. sieur de Chambourg pour l'auttre moictié, et les deux autres tiers appartenent l'ung ausd. de S. Paul, et l'auttre ausd. de justices pour leurs droitz. Item que tous porteriens ayans héritaiges à la court de Fontois, doibvent pour chascun demy jour de terre qu'il tiennent à icelle, ung lyart à payer au jour S. Remy par chascun an, ausquels deniers je prend la moictié, partant pour l'auttre moictié contre ledit seigneur de Chambourg; en deffault de laquelle rente non payé par lesd. porteriens, lesdis de justices feroient planter la croix sur lesd. héritaiges. Item en toutes amandes perchues et obvenues aud. Manville pour bestes trouvés en dommages ou autrement en matière d'héritages, montent jusques à dix blans, m'appartient ung demy-tier partent contre led. sieur de Chambourg pour l'auttre demy, et les deux autres tiers ausd. de S. Paul et justices, comme dit est. Item m'appartient ung quart entièrement aux gros dismes de Manville, partant contre led. sieur de Chambourg. Les disme de Sainte Glosine à Metz et cure dud. Manville qui monte et avale, et at monté mond. quart pour la présente année à soixante quartes par moictié bled et avoine. Item ung quart aux menus dismes dud. Manville, partant comme dessus, et at monté mond. quart pour lad. présente année à six frans. En aultre m'appartient le droiet de colation et provision du bénéfice et cure dud. Manville pour la moictié contre led. sieur de Chambourg, que se donnent conjointement par moy et mon comparsonnier, cas advenante, come choses mouvent et dependent de nostre seigneurie dud. Fontois. Et sommes tenues, moy et mond. comparsonnier, entretenir la toicture de l'église dud. Manville, saulf au-dessus du cœur d'icelle.

Item en la prévosté dud. Lonwy scavoir au villaige de Hussigny m'appartient seulle tout le terraige des terres et héritaiges qui se labourent par les habitans d'ilecq au ban et finaige dud. lieu, et est tel que chascuns bourgeois et laboureurs me payent de quatorzes gerbes l'une et dont moy ou mes officiers commis en faisons les oultrée par chascun an.

Item au villaige de Bataincourt y at ung moulin auquel moulin j'ay le septiesme à un tier, partent contre les seigneurs de Henemont et Hodelanges, mes comparsonniers; sur la totalité duquel moulin en restes les dames religieuses de Mariendel ont cinq bichet saigle par chascun an, et s'y faict l'oultré dud. moulin avec mesd. comparsonniers toutes fois qu'il en est besoing; et monte . . . la totalité d'icelle rente pour ceste année à six maldres et demy. Item aud. lieu y at ung four bannal où lesd. habitans sont tenuz cuire leurs pains, auquel j'ay le septiesme

et ung tier, partant contre le seigneur de Curich et aultres comparsonniers, duquel moy ou mes officiers avec lesd. comparsonniers en faict oultrée par chascun an; sur laquelle rente dud. four led. seigneur de Curich prent treizes frans quatres gros; et où led. four ne seroit suffizant pour y satisfaire, prendroit le reste sur les aultres rentes de lad. seigneurie. Item que aud. villaige est dheu par chascun an une rente appelée taille que se paye en deniers et grains au jour de S. Croix et de S. Remy, à chascuns desquels terme j'ay droict de prendre quatre gros d'argent, trois bichet froment et deux bichet avoines qui se pregnent sur héritaiges; et sont les mayeur et justices dud. lieu tenus les lever et à en rendre compte par chascun an à tous les seigneurs. Item en toutes amandes qui se connectent ou eschoient aud. lieu, montent à cinq solz et au-dessous, j'ay le septiesme en ung tier come aud. moulin et four, partant contre mesd. comparsonniers.

De toute ce que dessus je Anthoinette de Castel S. Nazard susd. ai faict cestuy mon présent dénombrement au mieulx et au plus justement que j'ay peu et sceu, en protestent que sy aulcunes choses, j'avois laissé et obmis à mettre, ou sy j'avais trop mis en iceluy ou que ce ne fuet pas des fiefs des excellances de mond. seigneur, que sans préjudice je y puis accroistre, corriger ou diminuer, selon que suffizamment me seroit monstré et déclaré, sans aulcuns mauvais engins; lesquels fiefz j'ay promis et promet par ces présentes aux noms et qualité que dessus, luy en estre bonne, vraye et léal subiecte et vasalle come lesd. fiefz le requèrent. En tesmoing de quoy j'ay signé ces présentes de ma main et à icelle faict appendre mon scel et cachet armoyé de mes armes. Et affin que par cy-après foidz soit adjoutez à tousjours en cestuy mon présent dénombrement, j'ay prié et requis à honorés seigneurs Mengin de Vicranges, seigneur de Savoniers et Bruvilles, capitaine, prévost, gruyer et receveur de Sancey, et à François de Serainchamps, escuyer (mot effacé) en controlle dud. lieu, de le seigner avec moy et y faire appendre leurs scel. Ce que nous lesd. de Vicranges et de Serainchamps, à la prière et requeste de lad. dame Anthoinette de Castel S. Nazaret, et comme ses bons amys, avons signé cestuy son dénombrement et à icelluy faict appendre nos scel et cachet armoyé de noz armes. Que furent faicte l'an de grâce nostre Seigneur mil cinq cent septente et trois, le huitiesme jour de décembre.

(Signé) A. Castel S^t Nazart. M. Vicrange. De Serainchamps.

Au verso:

Les président, gens du conseil et des comptes du duché de Bar, à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Scavoir faisons que ce jourd'hui datte de cestes nous avons receu l'adveu et dénombrement de damoiselle Anthoinette de Castel S^t Nazart etc., tant en son nom que de ses enfans dénommez und. (?) ce (?) . . . rois viennent d'aultre part. Après avoir veu la vériffication que en avoit esté faicte par les officiers de Sancy et Longwy de ce qu'ilz tiennent en fief, foict et hommaige de nostre souverain seigneur, monseigneur le duc, et de ses chastels et chastellenies desd. Longwy et Sancy, aincy qu'il est amplement déclaré aud. dénombrement d'aultre part, fors qu'il est statué pour le regard des rentes que lad. damoiselle dict leur estre deues sur tous les héritaiges scituez au moulin de Landre qui se prend au chemin depuis le villaige de Mueri (Mairy?) tirant par dessus le

sault de l'estange et de là au chemin de Preuve jusques par le ruyseau dud. moulin, grand et petit, estangz de Laut. res. Encore blasmé pour le terrage de la hutte des Oystacqs, pour ce qu'il appartient à nostredit seigneur, au reste receu saulf le droict de nostredit seigneur et l'aultruy. En tesmoing de ce nous avons signé ce présent récépicé des seings manuels de trois de nous ay mis. Le vingt neufiesme jour de janvier mil V^e soixante et treize, stil ancien.

(Signé) Merlin. J. de Rosières. Drouin.

1573, 8 décembre. Original sur parchemin; les sceaux manquent.
Archives du Gouvernement à Luxembourg.

1560. — Record de justice de Garsch dressé à la demande de Bernard de Schauwenbourg.

Weistum deren ältesten geschwornen zu Garsch, a. 26. septembris 1560.

Auff heut 26^{te} tag des monats septembris 1560, auf begehren und anhalten des richters und gericht sleuten zu Kettenhoven, durch befehl des edlen herren Bernard von Schavenbourg, herr zu Preisch und Schavenbourg, gubernator und probst zu Diedenhoven, seindt persöhnlich erschienen fur dem herren Joannes Demuck, unterprobst, und Sebastianus Mahler, geschwornen schreiber zu Diedenhoven, Goergen Bernard, Peter Gruvel, Joannes Thilen, Joannes Jung, Magen, Magen Klessgin und Michel Sondag, alle sambtliche geschworne ältesten zu Garsch, undt haben nach ihren eyden, den sie Gott und seinen lieben heiligen offentlich und persöhnlich gethan, geschworen, dass der scheffenweisthum hierunten geschrieben, wie si es von ihren vorfahren den ältesten vernommen und erklehrt worden, biss hieher ist vollzogen und in acht genommen worden.

1. Erstlich sagen und erkennen sie, dass das dorff undt die inwohner zu Garsch sieben herren zugehörig seye: nemblich Ihro Königliche Majestät von Spanien als fürst des landts; dem alten abgelebten Marschal, denen herren von Rollingen, dem herrn von Ansenbourg, als hochgerichtsherren ebenmässig, dem herren abt von Münster zu Luxembourg, dem herren von Scheuren, und dem herren von Schinsfelt, als grundtherren in obgemelter orten.

2. Zweitens gleichwie es ihnen von ihren vorfahren den ältesten ist gesagt und erklehrt worden, und wie es bis hieher in brauch und observiert worden, dass wan dem obgemelter landtfürst eine gemeine frön ist zu komme, und dass sie inwohner von Garsch durch den gerichtsbotten zu Kettenhoven ist angesagt worden, so haben sie diese obgemelte fröune mit der gemeinde gethan, ohne dass einer von ihnen allen davon seye befreyet gewesen. — Dessgleichen erkennen sie, dass im jahr eine fröune dem probst zu Diedenhoven zu komme und nichts weiters.

3. Drittens sagen sie, dass sie im brauch seyen und ist ihnen erklehrt worden, dass sie alle jahre in ihrer gemeinde gott einen tzehenden schuldig seyen; undt wan einen den anderen wegen schuld ersuchen muss, kan er es begehren; kan ihnen thun exequiren und den schuldener zur bezahlung zwingen, durch den obgemelten zentherren undt in dessen vorbehalten, dass wan der schuldener unter dem herren von Meilbourg jurisdiction gesessen ist, so muss er gezwungen werden durch den meyer, den sie gewöhnlich im obgemelten orth haben.

4. Und wan ein schuldener der bezahlung widerstehet undt begehret seinen pfandt zu bezahlen auffrecht, in diesem falle gehöret die erste audienz demjenigen gericht zu Garsch zu, und da sie die partheyen nicht können vergleichen, so schicken von ihnen sie diese zu dem richter undt scheffen zu Kettenhoven.

5. So einer aus ihrer gemeinde gesucht werde für schuld, als brodt und wein, kan der richter zu Kettenhoven den schuldener darzu zwingen und exequiren, durch seinen botten ohne känntniss des zehntenen. Dannoeh so der schuldener sich weigert zu bezahlen, so gehört die erste audienz dem gemeinen gericht zu Garsch an.

6. Sagen die obgemelte älteste, so ungebühr oder schandt oder schinach zu Garsch voffalle, hat das gericht zu Garsch die erste entscheidigen oder vergleichenes spruch darüber zu geben, undt im fall, das das unterschiedlichen spruch nicht statt hätte, so weisen sie die partheyen vor den richter und scheffen zu Kettenhoven.

7. Erkennen obgem. ältesten, dass der richter zu Kettenhoven wegend des landtfürst angrieff oder fandrecht (?) hatt auf alle vogteyen zu Garsch, wie auch die hohe bousse, ausgenommen die vogteyen, die denen obgemelten herren zu Mailbourg zu gehören, deren angrieff und hohe bousse sie erkennen ihnen zugehören gleich wie dem landtfürst.

Undt weilen wir obgem. alteste ons keines siegels gebrauchen und des lesen undt schreiben unerfahren, derowegen haben wir samtlich und ein jeder besonderlich gebetten und bitten hiemit den achtbaren Sebastien Mahler, geschworner schreiber der statt undt probstey Diedenhoven, zu unterschreiben, um den alten weistum genent in unseren allen nahmen mitt seinem gewöhnlichen handtzeichen, jedoch ohne vorbehalt ihnen des zu beweisen wie obsteht, wie der gemelte Sebastian Mahler auf begehren der bemelten ältesten gethan. . . .

Archives du Gouvernement à Luxembourg.

Simple copie incomplète non signée, dossier Garsch.

1586. — Record de justice des seigneuries de La Grange et de Milbourg.

Auff heuth zwölfften monats tagh july, dess nach unsers erlösers undt seligmachers Christi Jesu geburth daussend funffhundert sechs undt achtzigsten jahres seindt vor mir Petren Stumphz, bürger zu Diedenhoven, Kays. gewalts offenbarn undt von der Königlicher regierungh zu Lützburg undt der graffschafft Chiny admittirten geschwornen notario der wollgeborner, edler undt gestrenger gemeiner herrn der herrschafft Meylburgh und der ehrenhafft Kleiner Johan, wohnhaft zu Garsch, asseburgischer meyer undt scheffen, Claus Junger zu Monhoven, dess herrn Marschalcks scheffen, Klein Michels Martein zu Garsch, dess herrn Marchalcks meyer undt scheffen, Johan Brender zu Garsch, fallandischer meyer und scheffen, dobeneben Lorentz von Kedingen, wohnhafft zu Monhoven, Sontagh von Dütlingen zu Garsch, Claus Görgh, Barthel, des alten meyers sohn, beide zu Monhoven, alle vier Scheurer scheffen undt Wageners Barthel von Monhoven, Scheurer meyer, in eigener persohnen erschienen undt nach-

folgenden scheffenweystumb bey dero eydt, damit dieselbe samptlich undt ein yeder besonders ihrer herrschafft obgemelt kornrenth undt zugethan zu vernehmen von sich geben, in massen sie obgemelte meyer undt scheffen das so nachfolget von ihren vorfahren verstanden undt bei zeit ihres lebens undt ihnen zugestanden amptern observiren gesehen.

Erstlich und anfänglich sagen und erkennen vorgem. meyer undt gericht, dass ihre wollgeborne herren zu Meylburgh in dörffern Monhoben undt Garsch, da dieselbe grundt haben, daselbst auch immediate undt unverzweiflte hochgerichts herren seyen.

Zum anderen dass der dörffer Monhoben, Garsch, Nieder- undt Oberjeutz, Illingen, Küntzigh undt Molvingen inwohner obgemelter ihrer herrschafft respective undersassen insolcher gestalt gemeinen underlauff haben zuverstehen, wen eines obg. herrn leibeigen underthan sich aus in deren undersas ehelich bestattet, seye obg. ihre gnädige herrschafft als dan von älthers her in die vorg. sieben dörffer eins oder mehr gehörigh ein herr dem andern uff eine wiedergabe einen leibaigenen gegen den andern vermitz ein pfar ledern hosen, von einem goldtgült, der leibaigenschafft loss und abzugeben gewohnet.

Zum dritten sagen, wissen undt erkennen sie meyer undt scheffen obg. dass als denjenigen, so sich oberzelter massen in vorg. dörffer hien undt wieder bestatten dero vatter und mütterlichen erbtheill, wieviel dessen dan schaffguth sein maghs, nachdiene und gefolgt werde, undt dass solch erbrecht von einem ohn leibserben absterben hinderlassen wiederumb zurück ahn den stock davon es herr procediert. undt nit fur sich fallen, das langst lebendt aber under solchen eheleuten nach landtrecht hab so langh es lebe den wiedomb ahn undt uff solchem (solchem) erbguth, sho aber einer oder mehr freyguth hette, werde solches under die erben zu solchem guth gehörigh und inwohner gedachter dörffer gleich undt einem soviel als dem andern verstattheilt

Zum virdten, sho aber ein leibaigen underthan vorg. dörffer sichs anderswohern ausser den uff ein frembdt orth bestatten wolt, seye derselb sich bey seinen herren, dem er leibaigen ahngehörigh, so nach derselb kan oder magh der leibeigenschafft abzukauffen schuldig.

Zum fünfften, dass solcher sich ausserhalb obg. dörffer bestattender undt der leibaigenschafft abkauffender mans oder weibspersohnen nicht ahn erbguth, so vorgemelter herrschafft schaffpflichtigh gefolgt noch nachgegeben werde, aussgenohmmen was denselben in meubel gütter zur heurathssteuer von den eltern zugestellt kan werden.

Zum sechsten, dass ihr als inwohner nemlich leibaigener vorg. sieben dörffern recht, brauch undt gewohnheit seye, wan einmahl ein leibaigener man od. weib sich von seiner herrschafft ausser leibaigenschafft gethan, abkaufft undt ethwanhien ausser den vorg. dörffern sich zum bestättnuss geben, dha solches darnach gleichwoll mit seinem ehegemahl oder nach absterben desselbigen widerumb hauss od. stock daher aus es geschritten, wan der herr davon es sich abkaufft auch darin gefallen, zurück kehren, und die hausshabliche wohnung dabeneben das schaffguthsniessung innehaben wolt, dass solch wiederkehren (da es dem-

jenigen, so im haus undt brauchungh des schaffguths gesessen ungelegen nit zulässigh.

Zum siebenthen sagen, weissen undt erkennen sie meyer undt gericht, dass alle die inwohner zu Mohnhoben undt Garsch, so den Meylburger und Scheurer herren viel oder wenigh schaffpflichtig auch jährlich ihr wagen (so deren brauchen) die nit hände frönen, ym Meylburger bruell, in Kaichinger banndt, dergleichen im brouch in Monhober banndt gelegen, zum haus Scheuren gehörigh, zu leisten undt zu thun schuldigh.

Undt dass sie das häwe ausserm Meilburger bröell obg. (dha das hauss Meylburgh noch uffrichtig) doselbst hien dieweil das nit zu den beeden Jeutzeren od. zu Diedenhoben, der herren gelegenheit nach, das hawe aber im obg. broul gewachsen ins hauss Scheuren zu führen schuldigh seyen.

Dargegen seyen die gemeine herren zu Meilburgh ihnen meyer undt gerichten, jeder herr funff stüber, thut zusammen zwantzig stuber, in zeitt das hawe zu dem Meilburger bevel von gemelt schaff gemacht wirdt, fur gutte gewarsame achtungh dazu zu haben, undt den handtfrönern des tags einmahll kost undt brodt, und den houvleuthen, so das hawe heimgefahrt, die soup zugeben schuldigh.

Die Scheurer gericht vorg. zu Garsch undt Monhoben wohnhafft sagen undt erkennen besonderlich hierbey, dass den zum haus Scheuren gehörigen brouch diejenige, so Scheurer undersassen undt dohien schafft geben, frey oder aigen leuth zu Monhoben od. Garsch gesessen, zu mehen, das hewe uffzumachen undt ins hauss Scheuren zu führen schuldigh seyen.

Dargegen die herrschafft daselbst den modern ein sester weins, ein rockenbrodt, wie im hauss Scheuren solches gebacken wird, ein pfar kees undt ein weissbrodt, so die gericht undt meder mit einand verzehren, den uffmachern des tags einmahl kees undt brodt, den gerichten ein halben sester weins, ein kees undt ein weissbrodt und den fhurleuten selbigen häws die soup zu geben schuldigh.

Zum achten, was vermachte boussen in dörffern Monhoben undt Garsch fälligh anlanget, sagen undt erkennen undt weissen meyer undt gericht obgemelt einhelliglich, wan eine bouss off Meylburger vogtey in vorg. dörffern vermacht wirdt, kommen darahn den Meylburger herrn zwo undt den zure Scheuren die dritte theill.

Dargegen, so einiche bouss off Scheurer vogtey fälligh, khomme der herrschafft Scheuren zwo und zu Meylburgh die dritte theil, jedoch welche erzelter gestalt verwirckte und fälliger boussen seyen sie gericht der quantität od. achtungh nach zu taxieren und den dritten fenningh davon zu empfangen berechtiget.

Zum neunten, was die jährliche kirmess zu Monhoben anlangen thut, sagen undt weyssen obg. meyer undt gericht, dass wannehr ahn tagh Assumptionis Sancta Maria der mutter des herrn Jesu Christi jährlich die kirmess zu Monhoben gehalten wirdt, dass zwey jahr nacheinander die herrschafft des haus Scheuren den weinschank (dazu sie gericht dermassen gegen empfangung ihres gewöhnlichen rechten zu seyen haben) den ersten dantz, geboth undt verboth, das dritte jahr die gemeine herrschafft Meylburgh angedeuten weinschank, ersten dantz, geboth undt verbott zu haben befugt und berechtiget seyen, welchen dantz aber die

Monhober od. Scheurer gericht obg. sagen, dass sie niehmals gesehen haben, dessen sie sich erinnern köndten, dass die Meylburgische herren solchen dantz gesucht od. gehabt haben.

Zum zehnten, dass zwei jahr nach einander ein zendtner hier (den) Scheurer undersassen zu Monhoben, und das dritte und den Meylburgischen daselbst ein zendtner erkossen, der auch solches zendners ampt gemein anzunehmen und zu bethienen schuldigh.

Zum eylfften, dass alle undt yede jahr, eben sowoll von den Meylburgisch als under Scheurer underthanen zu Monhoben ein pretter (garde champêtre) gekossen worden, welche beide ihre pretter ämpter zugleich undt einer sowoll als der andre zu bethienen schuldigh auch der gemeinden diener genandt undt geheissen worden.

Gerichtsbesess.

Zum zwölfften, das wan einiche od. mehr richtliche handlungh in dörffern Monhoben undt Garsch einen Meilburgischen od. Scheurer undersassen anlangendt von Meilburgern oder Scheurer meyer intendiert werden sollte, so seyen sie vorg. meyer undt gericht von ihrem alten herkommen keine rechtsfertigungh, eine ohne die andere, sondern in einem gemeinen besass anzuhören gewohnt undt das vermögh der beede dörffer underlauff.

Demnach, wann ein Mylburger scheffen, dargegen wahn ein Scheurer scheffen sein scheffinessen gibt, seyen sie alle zusammen zu kommen gewohnt.

Zum dreyzehnten, wan ein Meylburgischer underthan vur gericht zu schaffen, gebitte der Meylburgischer gerichtsboth den Scheurer gerichten zu tagh zu Garsch zu gericht zu erscheinen, dargegen so ein Scheurer underthan gerichtlich zu handeln hatt, gebiettet der Scheurer gerichtsboth den Meylburgischen gerichten zu Monhoben zusammen das gericht zu besitzen, seyen sie gericht auch also erheischender notturff nach ahn obg. orthe respective bey einander zu besitzen gewohnt.

Zum vierzehndten, wan sie gericht also zu tagh undt richtlich von zweyh der pfarteyen angehört gesessen, seye yede parthey einer yed gerichtspersohnen nebedt dem gerichts botten drey undt ein halben stuber zu gerichts recht zu erlegen schuldigh, welche der solches zu erlegen uff der banck versäumen wurde, seyen dieselbe partheyen ihnen gerichten undt dem botten die kosten des tages beym wirth schuldigh abzutragen.

Zum funffzehnten erkennen sie meyer undt gericht von verkaufften gütteren, so vor ihnen uffgetragen worden, dass der käuffer solcher gütter, den herrn den zehenden undt ihnen gerichten den zwanzigsten pfenningh dabeneben ihnen gerichten von ufftragh den kosten zu bezahlen schuldigh.

Dergleichen da erben under ihrer gnädigen herren jurisdiction erbschaftten richtlich vertheillen, seyen solche getheiller ihnen gerichten den kosten zu gerichts recht zu bezahlen schuldigh.

Geschehen zu Diedenhoben in meins notary behaussungh in beysein Johann Jungh, meyer, wohnhaff zu Garsch, so zuvoren fallantischer meyer undt scheffen daselbste gewessen, mangelt gehört haben (aber yetz wollhörrendt) sein ampt willichlich uffgeben, und Leonardts Claus gewessener meyer zu Monhoben, so beede alte betagte leuth, beede von siebenzigh Jahren ungefährlich, undt herzu glaub-

würdiger geruffene zeugen, so von ihren vordere, dass in massen in obsteht vernommen, und bey zeit ihres dienst auch also wie promittiert observieren gesehen, undt dieweill sie alle schreiben undt lesens unbericht, haben sie demnach samptlich undt ein yeder besönderlich mich notarien diesen ihren scheffenweistumb von ihrer allerwegen zu unterschreiben gebetten, welches ich bitt wegen jedoch mir undt den meinen ohne schaden gern gethan zu haben bekenne.

Actum ut supra. Unterschrieben Petrus Stumpheus, nots. Darunder stunde geschrieben: Collationirt und verlesen ist gegenwärtige copia mit undt neben einer anderen authentisirter copeyen undt vergleicht sich derselben von worth zu worth durch mich unders. notaries. Actum Diedenhoven am 17 7^{bris} Anno 1588. Also unterschrieben Petrus Stumpheus, notarius.

Verlesen mit obgl. copeyen undt von wortt zu wortten auch in der orthographie obereinstymmendt erfunden durch mich undengeschriebenen Lutzemburgischen greffiers Substitut (s.) Strengue avec pphe.

Simple copie aux archives de La Grange.

1589. — Déclaration des maire et échevins de La Grange sur la première danse et la criée de la fête publique à Garsch et Manom.

Ich Melchior Boname, burger zu Diedenhoffen, kays. gewalts offenbahrer undt von der königl. regierung zu Lutzemburg admittirter undt geschworener notarius, attestire hiermit, dass uff heut dato undengeschrieben persöhnlich vor mir kommen undt erschienen seindt die ehrbarn Wageners Barthell, Scheueren meyer zu Monhoven, Lorentz von Kedingen, Claus Georg undt Lehnerts Barthell, alle drey Scheuerer scheffen, wohnhaftig zu Monhoven, sambt Sontags von Dutlingen auch Scheuerer scheffe, wohnhaftig zu Garsch, undt haben eindrechtlich ahngezeigt, so wie undt nachdem am 12. tagh July des Jahrs 86 uff begehren der Meilburger ambleuth ein scheffenweistumb von dem auch ehrbaren Petro Stumpheo als geschworener offenbahren notario durch den beyder dorffern Monhoven undt Garsch meyern undt scheffen erklehrt soll worden sein, man aber der zeit in gemeltem dorff Monhoven mit der bousen krankheit gestorben, das man keinen inwohner desselbigen orths in die statt Diedenhoben gelassen, seyen sie obgemelte Scheuwrrer meyer und scheffen doch mit den Meilburger gerichten von Garsch bies vor die statt under der armbrosten schützen schiesshaus gangh undt solches weisstumbs underredungh gehabt; als aber sie Monhober wie vorgemelt nit eingelassen moegen worden, allein die Meilburger gerichten und obgem. Sontagh von Dutlingen als Scheuwrrer scheffen, wohnhaftig zu Garsch, und sie Garscher alle in vorg. Stumpheo behausung gehen wollen, haben die Monhober denselbigen bevohlen, die sachen von ihrer allerwegen am besten zu verrichten, indeme aber die eingelassene Garscher gerichte ihren weistumb vor dem notario gethan, under anderen aber uber dem articul belangen die kirmess zu Monhoven undt die Meilburgische gerichte ihren herren den ersten dantz und den aussruff daselbst zu den dritten Jahr zuerkant, sagt der obgemelte Sontagh, da er dasselbig damahls als Scheuwrrer scheffen von

ihrer abwesenden allerwegen wiederrede, undt nit alsowohl eingeschrieben haben, dieweill er aber von wegen seiner gnädigen herren zur Scheuwren allein da gewesen undt die Meilburger gerichte den dantz undt aussruff kurtzumb ihren herren zum dritten jahr alsowohl als den weinschanck wollen eingeschrieben haben, habe er dem notario solches nit abwenden können, sondern wider seinen willen geschehen müssen lassen. Sagen deren halben die obgemelte erscheinende Scheuwrer gericht alle, dass die Meilburger gerichte indem zu viell gethan haben, undt da sie gegenwertig dabey gewesen wehren, sie es nit hetten geschehen lassen mit ausdrücklicher vermeldung, dass sie sich desfahls uff das scheffenweistumb, so ahm 5 aprilis anno 73 durch weylant Henrichen Brenner, in zeit seines lebens geschworen notarien, beschrieben undt underzeichnet worden gantzlich referirten undt bey demselbigen stillstehen wollten, in welchem einem herrn zu Meysenburg, Scheuwren den ersten dantz undt aussruff uff einer jeder kirmess zu Monhoben allein zuerkant worden, undt den Meilburger herrn gantz und gar nit, solches auch nie gesehen noch gehoert hetten, undt derenhalf, was solche puncten belangte, so ihn ihre abwesen durch ahngebung der Meilburger gerichte dem Stumpheo dermassen ahngeben undt beschrieben, so den vorigen weistumb das vor dem Brenner seligen uffgericht worden zu wieder sein magh, ihres verhoffens dem herrn zur Scheuwren kein prejudicium noch abbruch ahn ihrem habendem recht und gerechtigkeiten soll kriegen moegen, dessen sie sich als vor mir notario erklehrt haben wollten, von welcher yetz gethaner erklehrung die erscheinenden gerichten zu Monhoben die edele ehrentugentreiche frauw Anthonia von Castel Sanct Nazar, wiettwē zur Scheuwren, von mir offenbarn notario attestations act under meinem gewöhnlichen notariatszeichen verfertiget begehrt sich dessen in zeit und weill der notturff haben zu behelfen, den ich ihr vom wegen den amtswegen nit zu weigeren gewust, sonder in diese offener form importirt undt zugestellt. Undt ist geschehen ahm eylfften tagh aprilis anno XV^e neun undt achtzig. Pnt. den ehrbaren Niclausen Flesgen, burgern zu Diedenhoven undt Lehnarts Clausen, so viellange Jahr gerichtsmā zu Monhoben gewesen, als glaubwürdige gezeugen sonderlich hierzu erfordert undt gebetten. Unterschrieben, M. Boname nots. mit paraphe.

Pro copia autentica dem original gleich lautendt erfundt durch mich underschriebenen zu Lutzemburgh sesshafften notarien.

(s.) W. Kellner, not. avec paraphe, 1702.

Copie certifiée aux archives de La Grange.

**706. — Pied-terrier de la seigneurie de La Grange d'après la déclaration du seigneur François.
Brice Gomé des Hazards.**

Nous François Brice Gomé, escuyer et conseiller secrétaire du Roy, maison couronné de France près la chancellerie du Parlement de Metz, seigneur de La Grange, reconnaissons et déclarons tenir du Roy de France nostre souverain seigneur laditte terre et seigneurie de La Grange, ses appartenances et dépendances pour lesquelles nous avons rendu nos foy et hommage en la d^e Cour le

dixiesme du présent mois, en laquelle terre et seigneurie et dépendances nous avons droit de haute, moyenne et basse justice, sans part d'autrue, que nous faisons exercer par un maire, quatre eschevins, un procureur fiscal, un sergent et autres officiers nécessaires.

Item avons droit de troupeaux à part et de jouir de toutes amandes, espaves et confiscations, attrahière, forfaitures et de tous autres droits généralement quelconques dont jouissent communément tous seigneurs haut justiciers dans la coutume de Luxembourg. Outre les dits droits nous avons plusieurs autres droits seigneuriaux utiles et honorifiques.

Premièrement, nous avons audit La Grange un chasteau entouré de murailles, cours et fossés, avec pont levis, duquel chasteau dépendent les villages de Manum et Garches, desquels nous sommes pareillement seigneur haut justicier, moyen et bas, avec droit de faire crier la feste, lever les aiguillettes, commectre les hostelains à vendre vin deux ans consécutives, la troiesme appartenante au sieur de Mielbourg, et faire mesurer les pot, pinte et chopine par les gens de justice pendant ledit temps pour raison dequoy lesdits de justice ont deux pots de vin.

Item les habitans de La Grange et autres qui possèdent biens ès villaiges de Garche et Manum nous doivent de rente de *schaff* cent seize maldres, les deux tiers seigle et le tiers avoine, et autant de gros en argent que de bichets de seigle; laquelle rente seigle, avoine et argent les mesmes gens de justice sont tenus livrer au chasteau de La Grange ou à Thionville le jour de la St.-Martin de laquelle rente de schaff ceux de lad. seigneurie possédant biens dans le ban de Garche doivent pour leur cottepart la quantité de vingt-sept maldres deux bichets de seigle, treize maldres six bichets d'avoine et vingt-sept francs monnaie de Luxembourg qu'ilz ont cy devant réparti entr'eux suivant l'act passé par devant Robin, nottaire royal à Thionville, le quatorzième may mil six cent quatre-vingt-onze, et à l'égard de ceux possédans biens dans le ban de Manum ont au lieu et place d'icelle rente abandonné à nos pour tousjours et à perpétuité la neufiesme gerbe de tous les grains dudit ban de Manum par transaction passée entre lesd. habitans de Manum et le s^r et baron d'Argenteau notredit devancier le onziesme septembre mil six cent quatre-vingt-onze.

Item nous appartient la septiesme gerbe sur certains autres biens scituez ès Manum et Garche qui consistent en trente jours de terre ou environ.

Item nous appartient aussy avec les seigneurs de Mielbourg la pesche au ruisseau dit Kisselbach depuis le pont jusque la Mozelle, et de là jusqu'au finage de Hettange led. droit nous appartient seul.

Item avons droit de four bannal dans toute l'estendue de la seigneurie nonobstant quoy nous avons permis jusques appel et nostre bon plaisir aux habitans de cuire leur pain où bon leur semblera en payant par chacuns laboureurs dix-huict sols de Luxembourg et par chacun manœuvre dix sols.

Item avons audit lieu pressoir bannal, où tous ceux de la seigneurie de La Grange qui ont vignobles, sont tenus de venir pressurer leurs raisins.

Item ceux de servile condition ne peuvent s'en rachepter qu'avec la permis-

sion et sous le bon plaisir du seigneur suivant la coustume, sans la liberté duquel ne peuvent aussy lesdicts habitans de La Grange engager, vendre, ny aliéner leurs biens et, en cas de vente, il nous est deub le dixiesme denier.

Item nous appartient aussy comme dépendant dud. chasteau de La Grange cent vingt jours de terres labourables dans les quelles terres, lorsqu'elles se trouvent ensemencées, sy quelqu'un est pris en mésus, l'amande est de cinq francs monnoye de Luxembourg.

Item environ quarante faulchées de preys dans lesquels ceux qui sont repris doivent pareillement l'amande de cinq francs.

Item dépendent encore plusieurs jardins dudit chasteau contenans quatorze journaux de terre ou environ, le tout sans y comprendre un pastoral entouré de hayes vives et d'un fossé dit la grande Atzing, le chemin de Thionville à Luxembourg d'une part et le prey de Creme d'autre part, dans lequel pastoral et Atzing personne n'a droit de faire paistre bestes que le seigneur, et l'amande est pareillement cinq francs.

Item dépendent aussy dud. chasteau cinquante-un jours de vignes ou environ, outre la coste de Petant (sic), qui contient environ seize jours, partyes desquelles vignes nous y avons laissé à divers particuliers pour deux cents livres ou environ de cens annuel.

Item deux cents arpents ou environ de bois de haute futaye proche les vignes susd. et quatre cents arpens ou environ de bois taillis, le susd. bois de haute futaye d'une part et les bois de la ville de Manom d'autre part.¹⁾

Item, dans le fond du bois de haute futaye il y a trois estangs contenant six journeaux, lesquels ne sont pas en estat.

Item nous appartient aussy deux autres estangs nommez Fousselwayer royer les terres du seigneur d'une part et le bois du fourg d'autre.

Item avons aussy une cense dans notre bois appelé la cense du bois consistante en soixante journeaux de terre ou environ, deux journeaux ou environ de preries en friches, et une autre prerie royer le susd. bois d'une part et les susdites terres arrables d'autre, contenantes aussy deux journeaux ou environ.

Item, à nous appartient aussy un moulin situé sur le ruisseau de Kruilbach (Kieselbach) consistant en maison, aysance derrier et devant.

Item une rente fixe et héréditaire de huit bichets de froment au lieu de Garche nommé Schluckerweid laquelle est deue par divers particuliers et doit se payer à la S^{te}-Croix.

Item une autre rente foncière de deux maldres de froment et cinq poulles sur des héritages scituez au village d'Endransse.²⁾

Item nous appartient aussy au lieu dénommé un petit lieu appelé Dasatinasser (sic) contenant deux jours ou environ.

1) Le feu seigneur Gomé père a fait couper en 1721 tous les bois de haute futaie qu'il vendit, avec permission du roi, aux Hollandais. Il y a trois ans que tous les baliveaux des bois de La Grange ont été coupés pour faire des palissades pour le service du roi. (Note en bas de la page.)

2) La copie, qui se trouve aux archives de La Grange, porte l'annotation suivante: « Cet article est perdu et je n'en tire rien, je ne connais pas même le nom de ce village dans la prévôté de Thionville. » Il s'agit évidemment d'Entrange.

Item une cense au lieu de Manum consistante en soixante-trois journeaux de terres labourables ou environ et avons droit de faire siller les bleds emblavez et ces dittes terres un jour avant les habitans du lieu, et s'il se rencontroit quelqu'un dud. Manum manque de pain, le laboureur peut siller un journal de bled et le manouvre un demy journal en demandant permission.

Item comme seigneur dud. La Grange nous appartient une petite cense à Ellange franche de terrage laquelle est à présent laissée à bail perpétuel pour trois maldres de seigle, autant d'avoine, cinq chapons et quatre florains à vingt huit sols pièce monnoye de Luxembourg, et est le censier tenu de faire tous les ans quatre courvées (corvées), deux en mars et deux en seumeurd (semence) et a led. censier son dîner à La Grange.¹⁾

Item nous est deub encore aud. Ellange cinq chapons de rente par des particuliers outre ceux cy spécifiez.

Item avons au village de Soetrich et Breistroff un escus sol d'or et de poid de rente annuelle et seigneuriale que les maires desd. villaiges sont obligez d'apporter à La Grange le jour de St.-Martin et ce alternativement hors des rentes et revenus des seigneurs d'Autel, et sy lesdits maires manquent d'apporter ledit escus sol led. jour le lendemain, ils en doivent livrer deux et ainsy des autres jours suivants et à proportion continuer jusqu'à satisfaction.

Item avons un jardin devant la porte de Luxembourg contenant sept journeaux de terre, royer le chemin qui vas à Guentrange et les preries d'autre, duquel jardin a esté pris pour les fortifications l'année dernière environ un journal et demy.

Item nous est deub par chacun habitant de la seigneurie de La Grange une poulle tous les ans ditte poulle de carnaval.

Item nous est pareillement deub par divers particuliers des villages de Garche et Manum neuf chapons de rente annuelle, lesquels neuf chapons lesdits particuliers sont tenus porter au chasteau de La Grange le jour de la St.-Brice.

Nous est aussi deub sur le prey nommé Neuviessé quatre chapons, ledit prey scitué aud. Manom, desquels chapons deux sont deubs par le s^r Fringan de Thionville.

Item avons au lieu de Kanffen²⁾ une rente foncière de cinq bichets de froment, trois chapons et huit patards que divers particuliers doivent payer annuellement audit chasteau de La Grange.

Item à Kekingen nous est deub aussy trois chapons par le nommé Spil Jehan et ses cohéritiers.

Item sont les habitans de tous les lieux dépendans dud. La Grange, lorsqu'il eschet de bastir ou réparer quelques choses aud. chasteau et bassecourt de La Grange, tenus de mener avec leurs attelages les matériaux nécessaires et les manouvriers de servir de la main, charger les pierres et faire autres ouvrages ausquels il plaira au seigneur les employer, lesquelles pierres les habitants ne sont obligez d'aller prendre qu'à la parière (pierrière) de Hettange et pour lesd. courvées leur doit le seigneur donner à disner et la soupe, du lard et des pois et laisser paistre leurs chevaux en l'Atzing ou autres lieux que le seigneur leur désignera.

1) Note: Cette métairie était engagée par le seigneur d'Argenteau et a esté vendue.

2) Annotation: A Kanffen cette rente est perdue et je n'en tire rien.

Item doivent tous les laboureurs de La Grange avec leurs chevaux, outre les deux jours de courvées en mars et deux jours en seumeurdy (sic), deux autres jours à remuer et deux à semmer et un demy à fumer, et outre ce chaque laboureurs nous doit une charée de bois à Noël et une de fagots en may, quatre chariots de foings, deux charettes de bled et deux d'avoine; doivent aussy lesdits habitans et ceux qui doivent rente à La Grange desdicts deux villages faulcher, fenner¹⁾ et voiturier le foing du breuil d'Ebertz au chasteau de La Grange ou à Thionville à nostre choix; quand ils labourent, l'on leur doit à disner comme aux domestiques, et leur est loisible de faire paistre leurs chevaux aux lieux que l'on leur désignera, et quand ils font les susdicts quatre chariots de foings l'on leur doit du pain et du fromage comme pour les deux chariots de bled et avoine et doivent estre trois pour voiturier le foing.

Doivent aussy mettre en monceaux les avoines et les chyer (charoyer) mesme couper une charette de bois à Noël au lieu qui leur sera désigné et peut choisir le seigneur, outre ce, pendant deux jours lesd. manouvriers une quantité suffisante pour porter la hotte pendant les vendanges et l'on leur donne comme il est dit cy dessus à manger.²⁾

Promectant à Vostre Majesté qu'en cas qu'il vienne quelques choses à nostre connaissance qui n'ayt point esté compris dans le présent nostre adveu et dénombrement de le déclarer aussy tost qu'il sera venu à nostre connaissance et de l'y adjouster sans en rescouser³⁾ ny rien obmettre, en foy de quoy nous avons signé nr. dit présent adveu et dénombrement de nostre main et scellé de nos armes le trente-uniesme mars mil sept cent six déclarant que nous avons fait eslection de domicile pour tout ce qui peut regarder led. dénombrement au logis de M^r François Marr l'aisné, procureur en la cour, seize place et paroisse S^{te}-Croix auquel domicile nous consentons que tous actes de justice soient faicts. (s.) Gomé.

Collation du présent adveu et dénombrement a esté fait au semblable d'iceluy retenu en la Chambre des comptes, lequel adveu est renvoyé au bailly de Thionville ou son lieutenant procureur du Roy, receveur ordinaire du domaine dud. lieu pour estre vérifié selon, et ainsy qu'il est contenu en l'expédition de la chambre sur ce faite, ce jourd'huy trente-uniesme jour du mois de mars de l'année mil sept cent six par nous con^{ers} du Roy, auditeur ordinaire en sa cour de parlement, comptes, aydes et finances de Metz soussigné.

(s.) Breton.

Archives de La Grange.

1585. — Record de justice de Milbourg.⁴⁾

Auf heute neunten tags des monats aprilis anno funfzehnhundert achtzigh und funf, seind vor mir Sambson Reuter Hans, kayserlicher gewalts uffenbaren und

1) Fener = faire la fenaison.

2) Les dits manœuvres doivent être en nombre suffisant pour porter la hotte pendant les vendanges.

3) Retirer, cacher.

4) Nous ne reproduirons que les dispositions principales de ce document; d'ailleurs la plupart des points sont reproduits dans le dénombrement de François de Gévigny.

von der konigl. regierung zu Lutzembourgh admittirten und geschwornen notarien persöhnlich (erschieden) der wolgebornen edlen geschwornen und erenvesten herrn Veirichen, hern zu Crichingen und Pittingen, kön. majt rath, ritter und richter der edlen in dem herzogthumb Lutzemburg, auch hern Georgen, hern zu Crichingen und Pittingen, marschalcken Jacoben von Rollingen, hern zu Ansenburg, Sievenborn und Hartard von Pallant, hern zu Mildenborn, Weibelskirchen, Veltz und Moerstorff, als gemeine herrn der herrschaft Meilburgh, zu wissen: Michel Schneider, des hern zu Ansenburg meier und scheffen zu Niederjeuz; Hessen Mathis von Niederjeuz, des herrn marschalcks meyer und scheffen daselbst; Schuraben Hantz von Niederjeutz, des herrn marschalcks scheffen daselbst; Lorrentz Adam von Niederjeutz, des herrn Pallants scheffen daselbst; Claus Oberlender von Oberjeutz, des herrn zu Crichingen meyer und scheffen daselbst; Zeimmer Jehan von Oberjeutz, des herrn zu Crichingen scheffen daselbst; Claus Pick von Oberjeutz, des herrn zu Ansenburg meyer und scheffen; Claus Heydt von Oberjeutz, des herrn zu Pallants meier und scheffen daselbst; Windig Johann von Illingen, des herrn zu Crichingen meier und scheffen daselbst; Schmettgcs Paulen von Illingen, des herrn zu Crichingen scheffen daselbst; Johann Huedt von Illingen, des herrn zu Ansenburg meier und scheffen daselbst und Feghmans Mathis von Illingen, des herrn von Pallands meier und scheffen daselbst, sambt und sonder anzeigendt, welcher mass die underdanen gedachter herrschaft ahn sie begert hatten, nach dem das hiebevore durch vielfaltige ingefalne kriegsleuffe und mancherley emporungen von langer zeitt hinin kein scheffenweistumb in bemelter herrschaft (welches eben so wol zu einer schmellerung der hernhoheit und gerechtigkeiten als der underdanen schuldiger pflicht und dienstbarkeiten gereichen thut) ergangen noch bescheen sey; dass sie derowegen und dem vortkhommen auch wouhere (frühere?) spalt und irrungen zu verhütten, solches wie nachfolgt bey ihren gethanen eyden damit sie ihren gnädigen herrn verpflichtet und zu thun erkandt und erkennen hiemit zum ewigen gedechtnus und instruction der nachkommenden was sie und ihre forfahren gewisen und erlernet worden seyn, nemlich:

1. — Zum ersten erkennen sie gericht, dass das haus Meilbourg bey Illingen sampt allem desso ahngehörigen dörffern und vogteyen und sonst, was nur sandt und landt haben mocht, dergleichen auch fandt, pfrundt und alles das gericht, was demselben anhangt als hochweyde, herlichkeiten, jagereien, diensten, froenden, gepott und verbott von der erden bis zum himmel und von dem himmel bis zur erde wie von alters gehoerdt obgemelten vier gemeinen herren von Meylburgh unvertheilt zu.

2. — Zum andern erkennen obgem. gericht, dass die burgh bynnen der stadt Diedenhoven den gemeinen herrn von Meilbourg auch zugehoere, nemlich den stock mit seinem anhangh, welche auch under dieselbige in vier theyl vertheylt und jeder her sein theile wiste, in welcher gemelte herren hochheydt, herlichkeit, gebott und verpott haben, gleichfalls als in der herrschaft Meilburg auch sie dieselbige, nemlich von des herrn Pallands hoen gibbeln bis zum bogen der herrn zu Crichingen behausung, mit solcher freiheit begnadet, dass wannehr einen das leben vermachet hatte, und binnent solchen bezirck oder drinn stehender häuser

eins kommen mucht, undt an den ersten ambtman oder inwohner derselbigen freiheit begeren wurde, sey derselb sechs wochen und drey tage gefreyet; auch wann er nach verlauffener ziel nur drey schritt baussen solchem bezieck und folgens wieder hincin khommen kunte, so sey er wiederumb sechs wochen und drey tage frey.

3. — Item erkennen sie auch dass Niederjeutz gedachter herrschafft überhoff sey, und wannehr ein missthetiger, so das leben in der herrschaft Meylburg vermacht hette und drin ergriffen wurde, kundt derselb anderswo nicht dan daselbst durch die zwolf gerichtspersonen vom leben zum thodt verurtheilt werden, welche auch allemahl, wenn sie erfordert, zu erscheinen schuldig und das vermitz ihrer gerechtigkeit wie von alters.

4. — Item, wenn es sich auch zuträgt, dass schriftliche oder mündtliche processen zu Illingen oder Jeutz, Molvingen, auch zum theil Metzzerwies und andere der herrschaft Meilbourg angehörige gerichtsscheffen, was dann zum hochgericht gehören mach, instituiert werden, und dieselbige das Urtheil zu geben nicht verstandigh genug weren, wird der process zu Niederjeutz im Meilburger ueberhof vor die vier habmeieren pracht, und wan die vier sich auch nicht erfahren genugsam erfunden solch urtheil zu fellen, nehmen dieselbige alsdan fahrgeld und zeugen gehn Diedenhoven zu richter und scheffen daselbst als ihren überhof, von welchem sie alsdan das urtheil bekehmen.

5 et 6 concernent la pêche; nous y reviendrons plus loin.

7. — Item das fahr und pfondten, so bey der statt Diedenhoven übergehen, gehören den vier Meilbourger gemein herren allein zu, und das solehs dermassen gefreihet seyn, dass wannehr einer kehme, so das leben vermacht hätte, und sein geldt uff das schiff legen, auch überzufahren begeren würde, si henn (flyer) die fähr denselbigen an stundt überzuführen schuldig, unangesehen obschon sein vyandt ihm nacherkeme und zu schreyen man soldt still halten, sonder den misstheter stracks überfahren, und den anderen folgend auch hollen kämmen. So aber derselbig fragen würde, wo ist der hingelauffen, solten die fehr antworten, sie wissens nicht.

8. — Item wannehr aber dasselbig wasser mit der herzen übergeht und gesteiert wird, seie solches vor gantzem besitz geschehen, welche auch allesamt den kosten dergleichen auch die fehr ihren gerichtten sontags nach st. Johans Baptisten tags ein essen von fünfzehn personen, wie von alters üblich und breichig, zu geben schuldig, davon auch den hobs meiern zu Niederjeutz den drucken und nassen weinkauff zum halben theil gebühret und zusteht, uff welchem fahr von alters allewegen zwo pfonten gewesen, dern eine die herrn allein und die arme undersassen der herrschaft die andere dahin stellen müssen vermitz dem, dass gemelte herrn der halp sambt die dritte theyl den pfennigen so dieselbe kost aufzurichten, den undersassen zu hende kommen sollen.

⁹ concerne le moulin banal; 10 et 11 indiquent les corvées.

12. — So viell den vielgemelten herren zu Meilbourgh fruchtzechen betragen thutt, sagen voren. gericht derselb soll jährlich vor den meiern und gerichtten zu Nieder- und Oberjeutz ahn der kertzen übergehen und gesteiert werden, es sei

dan och, dass sie denselben samen der handt vor sich selbstn behalten wollen. Wo aber der hern ein sein theill der zehenden an die kertzen keme und setzen lässt, so seindt die andere herren solches auch schuldig zu thun; in welchem zehenden der herr probst zu Lutzembourg der halbtheil wie von alters hinwech nimbt, doch vermitz dem, dass er ihnen gerichten zu Nieder- und Oberjeutz das halb theil ihres kostens, so sie darvon haben, erlegen und das andere halbtheil ist derjenig auszurichten schuldig, dem der herrntheil endstanden, ahn welchem halben theil kostens ihme erschiesslich zum besten kommen neun gross, so ein pastor zu Jeutz aus seinem viertheil der zehenden, wie von alters, alle jahr schuldig ist zu lieberen, er lasse gleich solches sein viertheil mit der andern herrn übergehen oder nit. Dergleichen kembt auch demjenigen, so der herren zehenden erstehet, drey blancken von jeder kertzen deren würd wenig oder viell angezündt, wie von alters zu, welchen die herren demselben zusteuern obg. glachs (sic) zu handtreichen schuldig sein.

13 et 14 indiquent les corvées à faire dans les vignes; 15 et 16 contiennent les dispositions sur le bois à charrier, 17 celles sur la vente de biens et 18 celles sur les trouvailles.

19. — Erkennen verner dass je und allewege von alters ueblich und breuchlich gewesen, dass die undersassen der herschaft Meilbourg sich under einander verchelicht haben, und da sich begeben, dass einer sich von seinem herrn, da er sesshaft ware, hinder den ander herrn gedachter herschaft ein ehelicht niedergeschlagen habe, desso selbher oder ambtman von welchem der undersass abgezogen uff ein solche wiedergab denselben abgeben. Aber da der undersass von der herschaft hinwegh und abziehen wurde, sei derselb sich von der herschaft da er hindergeessen gewesen, abzukauffen und sich mit seinem herrn derenhalb zu vergleichen schuldig.

20. — Wie auch ein jeder undersass, so uff eins der herrn vogdie setzen und doch den anderen herren mit froenden diensten, und andern wie von alters zuge-
than, dieselbe seyen den herrn, welchem die vogtey zugehoeret, jars die rauchhuener und offen geld zu geben schuldig, welcher herr auch da den undersassen was nöthig uf gemelte vogtey zu bauwen fürfiell, das bauwholtz zu steuern.

21. — Dergleichen auch wan die Meilburger herrn in dem stock binnent der bourg zu Diedenhoven und was derselben in umliegendem bezirk zu und ahngehoerig ist, etwas zu bauwen hetten, sagen sie gericht, dass die underthanen die bauwholtzer, stein, kalck, sabell, ziegeln und andere nothwendigkeiten nach nothdurft froensweise zuzuführen schuldig sein, davon denselben ihren gebührlichen kosten wie von alters zukommen.

22 et 23, obligation resp. dispense de porter des lettres.

24. — Erkennen weiters dass, mit reverentz zu schreiben, die junge so ein jeder herr oder desso ambtmann selbst mit ihrem vieh jars machen und weiters nit, seien die underthanen gemelter herschaft die selbe alle, wan sie erfordert werden, auf einen tag in der herren waldt, anderswohien net, zu führen schuldig, davon sullen kosten wie von alters haben.

25. — Dergleichen auch wannehr acker vor jaren vorhanden gewesen seye, sie gerecht underweillen durch die ambleuth erfordert wurden, denselben zu besich-

tigen und folgens gestalt desselbigen den ambleuthen anzuzeigen, welche auch etlich mahl denen underthanen vermitz bezalung vergünstiget, aber das sie den underthanen solchen acker von anderen zu vergünstigen schuldig sein sollen, ist ihnen nicht bewost, können es auch bei ihren gewissen nicht sagen. Doch bey ihrer zeit sey derselb allewege bey den underthanen plieben, dan von alters sey nuhr ein herdt ausser den dreyen dörffern Illingen, Ober- und Niederjeutz gemacht und zu gemelten herrn busch getrieben worden; und wannehr derselbe acker bei der kertzen übergehét und gesteigert wird, so kumbt demjenigen, welcher den ansatz thutt, den weinkauf desselbigen, wie von alters, zum halben theyl zu, in welchem acker die Meylburger herrn samenderhandt 20 stück schwein vermitz steig und hirdenlohn zuzuschlagen macht haben.

26. — Item erkennen die gemelte gerichtspersonen auch, das gemeine obgen. Meilburgische herren berechtigt seyen, einen kelter uff denselbigen ort und platz, da der alt kelter gestanden oder sonst da es ihren gnaden und liebden gefallen wirdt aufzubauwen, zu welchem kelterbauw die underthanen das holtz ausser den herrenbuschen bey zuführen schuldig. Darbeneben seindt auch alle die verpflichtet, so weingarten in Illinger banne haben, ire drauben, die in obgen. banne wachsen, auf denselben kelter zu keltern, davon die eilfte maas für ir recht hinnehmen und bekommen, welche die underthanen auch dieselbige zu geben und zu handtreichen schuldig seindt.

27. — Verner erkennen sie auch, dass wannehr die herren die drauben in iren weingarten lesen lassen und sie gericht zu solchen laisse und vortters ir gebühr zu thun erfordert werden, dass sie alsdan zu erscheinen schuldigh sein, jedoch vermitz dem dass jeder gerichtman ein kruegh von einem halben sester voll wein gegeben werdt wie von alters.

28. — Wie auch da boussen vorfiellen in der herschaft Meilbourg, hetten sie gericht nach erfindung der sachen dieselbige (wan sie der die herrn oder scholt-pflichtigen darzu erfordert werden) zu setzen und zu taxiren, von welchen boussen khome ihnen gerichtten wie von alters den dritten pfenning zu.

29. — Wan auch das korn jedes jars in scheuern geliebert ist, sei man ihnen gerichtten ein stück fleisch undt ein halben sester weins vor ihre gerechtigkeit wie von alters zu geben schuldig; dergleichen stehe einem jeden scheffen under ihnen von alters und rechtswegen ein foudér brennholtz zu, dass welcher ein jeder alle und eines jeden jars besonders umb den heilligen Christtag in seines herrn walden hauwen und ufladen soll.

Simple copie aux archives de la Section historique à Luxembourg.

1681. — Dénombrement de Milbourg-Illange.

Je François de Juvigny, capitaine dans le régiment des dragons de Listenay, reconnais et déclare tenir du roi de France, mon souverain seigneur, la moitié de la terre et seigneurie de Meillebourg qui est une ancienne mansitude (sic), dépendant du duché de Luxembourg. La moitié du vieux château de la dite seigneurie, situé

sur la côte du village d'Illange, lequel est entièrement ruiné; l'autre moitié duquel et d'icelle seigneurie de Meillebourg, avec toutes les appartenances et dépendances appartient au sieur comte de Schwarzbouurg pour un quart, comme représentant feu sieur Hartard de Palland, vivant seigneur de Vildenbourg et autres lieux, et au sieur Jacques Brocard, conseiller assesseur en la Chambre impériale de S. M. pour l'autre quart, représentant le sieur Otto Hartard de Raville, seigneur et baron dudit lieu, résidant à Luxembourg; icelle seigneurie se conforme et règle aux coutumes de la dite duché de Luxembourg dans laquelle coutume il a plu à V. M. d'y continuer vos faits (sujets?) depuis que la ville de Thionville a été réduite à votre obéissance.

1. — Item m'appartient en icelle moitié de seigneurie de Meillebourg, en la qualité susdite de seigneur engagiste, la moitié de la haute justice, moyenne et basse dudit lieu, même le droit de juger à proportion, et faire juger et condamner à mort conjointement avec les susdits seigneurs, mes comparsonniers, les malfaiteurs, sauf l'appel ressortissant présentement à Votre cour de parlement de Metz, et pour cet effet nous avons droit conjointement de faire faire un signe patibulaire à trois piliers, bois de chêne, dans le district de la dite seigneurie de Meillebourg, et en cas qu'il vienne à tomber, d'en faire redresser un autre, lequel signe doit être dressé sur le grand chemin de Stuckange, joignant le bois de haute futaye de la Basse-Weutz d'une part et les terres labourables d'autre.

2. — It. j'ai droit de chasser à la grande et petite chasse par toute l'étendue de mes bois, terres et seigneurie de Meillebourg et de leurs dépendances, même d'y tenir grands et petits troupeaux à part, sans en pouvoir être empêché d'aucun de mes coseigneurs.

3. — It. comme la dite seigneurie de Meillebourg a été partagée depuis quelque siècle en ça entre les devanciers dudit feu sieur comte de Cressonne et les devanciers des dits seigneurs, nos comparsonniers, ils sont demeurés d'accord qu'un chacun d'eux, à proportion du droit qu'ils avaient pour lors en icelle seigneurie, auroient, eux et leurs successeurs séparément, mairie et justice indépendante l'une de l'autre pour y exercer le deub de leur charge selon le serment qu'ils leur prêteraient et qu'ils nous doivent présentement prêter à leur créateur à chacun de nous en particulier en nos portions de seigneurie du dit Meillebourg.

4. — It. dépendent de la dite terre et seigneurie de Meillebourg le village d'Illange, la Haute et Basse-Weutz, Zintzich, Guarche, Molvange, Monon, Weimerange, Metzerwies en partie, et la Haute et Basse Ham aussi en partie, lesquels sont situés tous dans le district et ressort du baillage de Thionville, sur les habitans desquels j'ai tous droits de prééminence et prérogative même en toute l'étendue de la dite seigneurie.

5. — It. partie des habitans des villages dénommés ci-devant que l'on nomme *chaffleuth*, sont de condition servile; les autres que l'on nomme *zinsleuth* savent la nature de leur condition, lesquelles conditions se trouvent amplement expliquées par les susdites coutumes de Luxembourg auxquelles la ville de Thionville et tous les villages dépendans se règlent et gouvernent et sont notamment expliquées par l'ancien record au registre de justice de la dite seigneurie de Meillebourg.

6. — It. tous les villages susdits sont obligés, en cas qu'il plut à V. M. de permettre le rétablissement du château de la dite seigneurie situé sur la côte du village d'Illange, de faire corvées nécessaires de chariots et de manœuvres pour la réédification du château; même après son établissement sont pareillement tenus et obligés de faire les mêmes corvées de chariots et les manœuvres de faire pour les réfection et entretien du dit château comme aussi des tours, granges et étables et autres choses nécessaires dudit château en leurs payant leurs droits comme l'on a eu coutume de faire anciennement, savoir: pour chacun chariot on leur doit fournir une livre de pain ou environ à chacun des chartiers et pour chacun manouvrier travaillant, trois livres de pain pour tout le jour et le temps que le dit vieux château ne sera pas rétabli et demeurera en ruine comme il est présentement.

7. — It. tous les habitans des devant dits villages dépendant de la dite seigneurie de Meillebourg qui ont chevaux, charrues, sont obligés au premier commandement qui leur est fait de notre part, de faire par chacun an trois corvées aux trois saisons et labourer les terres du domaine d'icelle seigneurie et ce en présence de nos maires et gens de justice tant de mes coseigneurs et les miens.

8. — It. les dits laboureurs sont aussi obligés de mener dans les terres du domaine de la seigneurie de Meillebourg tous les fumiers et amendements du vieux château situé sur la côte d'Illange, lorsqu'il plaira à V. M. qu'il soit rétabli, et au défaut dudit rétablissement, ils sont obligés aux mêmes charges pour les maisons franchises des seigneurs et dames qui sont dans l'enclos du dit vieux château de Thionville joignant le rempart.

9. — It. les laboureurs sont aussi obligés de semer et de percer les terres de la seigneurie, le tout au dire des dits de justice, par l'assistance desquels au labourage de chacune de dites saisons de chaque année, ils doivent avoir pour eux tous un florin d'or, valant 28 sols monnaie de Luxembourg, qui font trois florins d'or pour les trois saisons par chacun an, et doivent avoir chacun laboureur une miche de pain pesant une livre ou environ, sans plus, étant obligés de tout labourer, semer et percer chacune saison à droit coup avant de ramener leurs chevaux ou bœufs servant au labourage au logis.

10. — It. les susdits habitans des villages dépendant de la seigneurie sont pareillement obligés de faucher les foins qui m'appartiennent conjointement avec mes coseigneurs, balleter les grains en terres et les lever et les charroyer en la grange.

11. — It. sont obligés de mener et charoyer tous les amendemens aux vignes des seigneurs et dames situées au ban du village d'Illange, labourer les dites vignes, couper les raisins au temps de vendange, charroier et mener icelui vin au lieu de la résidence des dits seigneurs jusqu'à une journée de distance de la situation des dites vignes ou pressoir où le dit vin aura été pressuré, à charge de donner à chaque charretier leurs droits, de même qu'aux faucheurs, savoir: à chacun une livre de pain ou environ et autant pour les faneurs.

12. — A l'égard des balleurs ou ciseurs de grains ils ont du vivre en suffisance, savoir: viande ou lard et trois michettes de pain chacun avec des ails, les jours que l'on mange de la viande, et aux jours maigres ils ont trois pareilles

michettes de pain, du potage, du fromage, des œufs à proportion de la viande ou du dit lard. Ceux qui labourent les vignes et les vendangeurs ont pareille portion que les scilleurs et siseurs de grains et lorsqu'ils ne labourent pas, ils doivent chacun quatre sols monnoie de Luxembourg au vigneron des dits seigneurs qui fait le labourage.

13. — It. les dits habitans sont pareillement obligés de couper le bois qui m'est nécessaire dans chacune de mes portions qui sont partagées de même que les rentes, cens et revenus d'icelle seigneurie de Meillebourg même, de charroyer le dit bois à leurs frais au devant du vieux château sur la côte d'Illange en donnant à chacun des coupeurs de bois une michette ou un morceau de pain pesant une livre, et autant à chacun des voituriers avec un potage simple à notre discrétion; mais d'autant que le dit vieux château est en ruines, comme dit est, les dits sujets sont obligés d'amener le dit bois au château et maison franche dans la ville de Thionville.

14. — It. tous les sujets des dits villages chacuns leur tour doivent faire courses à pied, porter lettres et autres charges, soit à Luxembourg ou ailleurs, à dix lieues ou une journée de distance de Thionville, leur donnant dix sols seulement pour chaque voyage, et s'il arrive qu'ils ne soient envoyés si loin et qu'ils puissent retourner au logis la même journée sans gister dehors, on ne leur donne qu'un morceau de pain à notre discrétion.

15. — It. les habitans des susdits villages qui sont tous ma subjection, soit hommes, femmes, garçons ou filles ne peuvent se marier hors les lieux de ma dite subjection, ni habiter, par tel prétexte que ce puisse être, sur les peines usitées et portées par nos statuts et ordonnances s'ils ne se rachèptent et s'ils n'obtiennent de moi ou de mes coseigneurs chacun en particulier lettres de rachapt pour se marier et aller résider ailleurs hors de ma seigneurie ou de mes coseigneurs. Iceluy rachapt étant fait, ils ne peuvent plus posséder aucun bien dans la dite seigneurie de Meillebourg, soit dans ma part ou dans celle de mes comparsonniers, parceque alors ils sont réputés pour étrangers. Si néanmoins aucun sujet de mes comparsonniers ou moi vient à épouser une femme sujette de l'un de nous, elle pourroit faire par droit d'entrecours dit en langue germanique *unterlauf*, en payant le demi droit de rachat, demeurent néanmoins les biens chargés et obligés envers mes seigneurs et dames, chacun à son égard, sans qu'il en puisse disposer que par le consentement du seigneur sous la sujétion duquel il se trouvera faire sa résidence actuelle.

16. — It. ceux des dits villages et y habitans qui y ont héritages que l'on nomme *schafflgüter* sous la direction duquel seigneur ils soient, ne le peuvent vendre, aliéner, changer, ni partager sans son consentement, et n'en ont d'autre disposition, sinon que lorsqu'ils marient quelques uns de leurs enfans, soit fils ou fille, dans leur propre bien, ils peuvent demander la permission à leurs seigneurs pour donner son consentement au dit mariage et permettre qu'ils soient leurs successeurs aux biens par eux possédés dans la dite seigneurie; que s'il leur arrivait de faire le contraire, il est loisible au dit seigneur de casser le tout et les priver tout à fait du dit droit de succession.

17. — It. nul sujet ou habitant de la dite seigneurie n'a aucun pouvoir de vendre les biens immeubles à aucun étranger, sinon entre eux, sans l'exprès consentement du seigneur dont il est vassal, sous les conditions néanmoins que celui ou celle qui en fait l'achat, sans exception de personne de quelle qualité et condition il puisse être, soit aucun des seigneurs de la dite seigneurie ou autre étranger, est obligé de payer au seigneur duquel ledit immeuble dépend, le 10^e denier et à la justice le 20^e; qui si c'est un étranger hors du district de la dite seigneurie qui ait fait le dit achat, il est obligé de venir résider où le dit immeuble est situé, et prendre la condition servile de même que les autres habitants, s'il n'a permission de nous du contraire.

18. — It. j'ai le droit sur mes sujets lorsqu'ils s'offensent l'un l'autre, soit de paroles audiences (sic) et voye de faict, de leur faire payer une amende arbitraire telle qu'il me plait.

19. — It. ne peuvent iceux sujets et habitants envoyer vain pâtureur leurs chevaux ni autres bestiaux dans les bois, non pas mesner dans les prés ni autres héritages dépendans de la dite seigneurie que les foins ou vains ne soient entièrement levés de dessus les dites terres, à peine de pareille amende.

20. — It. j'ai droit d'établir pour ma part dans la dite seigneurie de Meillebourg tels officiers, receveurs que bon me semble, et pour autant de temps qu'il me plait, s'ils ne font paroître des choses qui les ait institué au contraire, desquels je reçois le serment de s'en bien et fidèlement acquitter; même je leur donne plein pouvoir d'entendre aux premières audiences des parties que j'ai droit d'avoir, terminer leurs difficultés à l'amiable si faire se peut et avec le moins de frais, sinon les envoyer aux maire et gens de justice par moi établis, et par ce moyen nos dits sujets et habitants sont obligés de porter honneur et respect à mes dits officiers comme si c'était moi-même qui y fut présent.

21. — It. mes sujets desdits villages sont obligés de délivrer à mes officiers annuellement tous les deniers, grains, foin, volailles et toutes autres sortes et espèces de rente, quelles elles soient, à moi appartenantes, et de les payer au terme et jour qui leur sont désignés dans l'enclos de ma maison franche située au dedans de la dite ville de Thionville au lieu qu'ils étoient anciennement de les mener et livrer dans le dit vieux château sur la côte d'Illange, présentement ruinée comme dit est, le tout à telle peine que de droit et à tous dépens.

22. — It. j'ai droit d'établir dans ma part et portion de la dite seigneurie un maire et des échevins convenables pour exercer la justice, et les puis choisir entre tels de mes sujets que bon me semble, pour une ou plusieurs années, par tout les dits villages. Je peux aussi les démettre pour cause légitime et prendre le serment d'iceux de bien exercer leur charge et de s'en acquitter consciencieusement, et à ce moyen je leur donne pouvoir et juridiction de connoître et juger de tous civil et criminels, sauf l'appel ressortissant à Votre baillage de Thionville et d'icelui baillage à Votre parlement de Metz, sous la condition néanmoins qu'avant de prononcer aucunes de leurs sentences soit civiles ou criminelles, ce procès instruit de tout point, ils envoient prendre avis sur le dit procès et procédures de personnes

graduées pour savoir d'eux par écrit de quelle manière ils doivent prononcer leur sentence.

23. — It. à l'égard des criminels qui seroient trouvés en délit sur ma dite portion de seigneurie de Meillebourg, je dois fournir aux dits de justice des prisons fermées dans ma dite maison franche du dit Thionville pour y tenir et garder les dits malfaiteurs, et arrivant qu'aucun des dits criminels soit condamné à mort ou autre peine importante ou punition corporelle, la sentence se doit prononcer dans l'enclos du château de Thionville en présence des dits habitans et sujets de la dite seigneurie qui doivent s'y trouver précisément pour conduire le patient condamné au suplice; pour la sureté et exécution de la justice lesquels habitans sont obligés de venir à main armée par la permission du gouverneur, le tambour battant, mèche allumée et enseigne déployée, et en cette manière conduire le patient au lieu désigné et ne l'abandonner que l'exécution n'en soit faite par le maître des hautes œuvres, et par ce moyen la justice confisquant le corps, confisque aussi les biens à mon profit à la réserve des immeubles, d'autant que la propriété d'iceux immeubles me demeure conjointement avec mes comparsonniers engagés à jamais, notamment à cause de la condition servile à laquelle tous les habitans de la dite seigneurie sont assujettis, se conformant néanmoins les dits seigneurs d'icelle seigneurie en commun pour l'égard des dites procédures civiles et criminelles à ce qui a été ordonné par V. M. touchant les coutumes de Luxembourg et qui ont été autorisés par Votre cour de parlement de Metz ensuite des édits et ordonnances de Votre dite Majesté.

24. — It. j'ai droit de créer dans ma justice, qui est séparée de celle des autres mes comparsonniers, un procureur d'office pour défendre mes intérêts, et aussi d'y établir un greffier pour autant de temps que bon me semblera, même à vie, comme aussi de le démettre pour cause légitime.

25. — It. m'appartient la moitié de la glandée des bois de haute futaye de la seigneurie de Meillebourg, l'autre moitié étant à mes coseigneurs; laquelle glandée monte et avale par chacun an, dans lesquels bois les habitans et sujets d'icelle seigneurie n'ont aucun droit d'y vain pâturer leur bétail, ny y prendre quoique ce soit en quel tems ce puisse être, demeurent le fonds des dits bois de haute futaye pour la moitié comme représentant le sieur comte et comtesse de Créhenge et à mes dits coseigneurs l'autre.

26. — It. j'ai et m'appartient la moitié des amendes qui se commettent dans les dits bois au rapport des forestiers, lesquelles amendes se taxent par chacun an par les maires et gens de juridiction de toute la seigneurie.

27. — It. à moi seigneur engagiste est dû particulièrement tant au village d'Illange qu'autres lieux dépendans de la dite seigneurie sans part d'autrui, en cens ordinaire au jour St.-Étienne, lendemain de Noël, par divers particuliers 48 florins 7 sols 6 deniers monnoie de Luxembourg.

28. — It. mon maire au dit Illange doit annuellement à cause de la mairie, à moi seul sans part d'autrui, 8 sols monnoie de Luxembourg.

29. — It. le sergent de ma dite justice qui est séparée et qui n'a rien de com-

mun avec les autres comparsonniers, me sert au jour de St.-Étienne à cause de son office 7 florins 11 sols.

30. — It. comme il y a au dit lieu d'Illange plusieurs habitans qui dépendent de ma part et portion de seigneurie, qui sont sujets au four bannal, lesquels pour la ruine du dit four ne peuvent cuire leurs pains comme d'ancienneté, pour avoir eu la permission de construire des fours particuliers chez eux jusqu'à ce que le dit four bannal soit rétabli par moi et mes coseigneurs communément, me doivent chaque ménage tant homme ou femme ou veuve par chacun an 4 sols.

31. — It. m'appartient le quart des îles de Illange, de Felter, de Mackenhoffen et de Monhoffen, comme aussi du boulevard de Metz qui est situé vis-à-vis le ruisseau du moulin de Thionville, qui se taille ordinairement pour une ou plusieurs années par les receveurs des domaines du V. M.

32. — It. les habitans de Illange étant de condition servile ne peuvent vendre, en quelque façon que ce soit, leurs immeubles à aucuns étranger résidant hors le dit village, comme il est ci-devant en la déclaration des droitures seigneuriales, et celui qui achète les dits immeubles doit le 10^e deniers de son achapt duquel m'appartient la moitié et à mes comparsonniers l'autre, à l'effet de quoi les maieur et gens de justice sont obligés de m'en faire fidèle rapport des dites ventes et achats pour la conservation de nos droits aux dits deniers au prorata des achats et ventes qui se font.

33. — It. les amendes qui procèdent de mésus et dommages faits par la campagne aux fruits des champs ou qui sont trouvés vainpâturer aux champs, prés, etc. sont de cinq sols monnaie de Luxembourg pour chaque bête outre le droit du forestier qui fait le rapport, et ce qui appartient de droit à celui auquel le dommage est fait; ce qui se doit taxer par les maire et gens de justice du dit lieu, desquelles amendes m'en appartient la moitié et l'autre à mes dits coseigneurs.

34. — It. j'ai la moitié de toutes les épaves trouvées dans le district de la haute justice de Illange partageable avec mes coseigneurs, l'autre moitié appartenant à celui qui l'aura trouvée, si celui à qui est l'épave ne la réclame et la justifie sienne dans 40 jours.

35. — It. j'ai la moitié des confiscations sur les sujets et habitans d'icelle seigneurie de Meillebourg et de tous autres, l'autre moitié appartenant aux dits comparsonniers, comme aussi dans tous les droits dont nous jouissons dans la dite seigneurie.

36. — It. le maire de Meillebourg doit lever sur les habitans de la dite seigneurie qui sont de la mairie de Metzerviess annuellement payables au dit jour de fête Saint-Étienne en pareil *schafgeld* 13 fl. 18 sols.

37. — It. doit encore le maire de Meillebourg en son particulier aussi annuellement en pareil jour que dessus à cause de sa charge et office de maire 2 fl. et demi à 18 sols le florin, où j'ai la même part que dans toutes les rentes de la dite seigneurie avec le même droit dans toutes les amendes, épaves, confiscations, 10^e deniers des lots et ventes, entrées d'icelles, et généralement de tous les droits que j'ai conjointement avec mes dits coseigneurs dans toute l'étendue de la dite seigneurie de Meillebourg.

38. — It. les sujets de la dite seigneurie devoient par chacun an au jour Saint-Étienne, lendemain de Noël, six bichets de bled, dont l'on ne tire rien depuis les sièges de Thionville qui ont réduit les terres en friches.

39. — Les terres du domaine de la seigneurie de Meillebourg qui se labourent par corvées par chacun an par les sujets d'icelle seigneurie, consistent en trois saisons dont l'une consiste en 10 journaux un quart et le verger, la 2^e en 15¹/₄ journaux et 23¹/₂ verges et la dernière en 9¹/₄ journaux 2¹/₂ verges, lesquelles terres ont été arpentées. Est à noter que lorsque les grains plantés sur les dites terres sont en maturité, si les seigneurs et dames en commun ne les peuvent engranger, ils les peuvent laisser par journal à qui plus d'un commun consentement entre eux tous, ce qui monte et avale par chacun an.

40. — It. m'appartient à moi féal seigneur engagiste certaines rentes en vin qui se payoient annuellement de cens fixe, savoir 8 septiers de vin assignés sur diverses pièces de vignes situées au ban d'Illange; mais les dites vignes étoient en friches et pleines de ronces, on n'en tire plus rien.

41. — It. j'ai et m'appartient trois journaux de vignes, autrefois en friche, de même que celles ci-dessus, situées proche le vieux château de Meillebourg sur la côte dudit Illange à présent en état.

42. — It. j'ai un pressoir au dit Illange qui est bannal où tous mes sujets, qui ont vignobles au dit lieu, sont tenus et obligés d'aller pressurer leurs vendanges, à peine d'amende et doivent chacun pour droit de pressurage le 10^e pot de leur vin qui se paye au dit pressoir.

43. — It. le maire de Illange me doit par chacun an au dit jour de feste St.-Martin d'hiver la quantité de 13 chapons et demi qu'il est obligé de lever sur les sujets du dit lieu.

44. — It. m'est dû au village d'Illange, pour chacun feu, trois poules que l'on nomme en langue germanique *rauchhiincer*, lesquelles montent et avallent selon le nombre des habitans du village, et le doivent payer icelles poules vives et en plumes par le maire à trois divers termes par égales portions, savoir au mois de mai un tiers, à la St.-Remy un autre et à la Chandeleur suivante l'autre tiers.

45. — It. le maire d'Illange doit par chacun an un cabry à cause de sa mairie qu'il est obligé d'apporter dans ma maison au jour qui lui est désigné de ma part.

En foi de quoi j'ai signé le présent adveu et déclaration de ma main et scellé du sceau de mes armes, le 26 juillet 1681.

Simple copie aux archives de la section historique à Luxembourg.

1625. — Pièces concernant la pêche dans la Moselle près de Thionville.

La pescherie de Thionville avec les quatre îles en dépendantes, à scavoir la grande isles auprès de la vieille vanne d'Illange, la nouvelle isle à l'opposite du boulevard de Metz dans la ville de Thionville, la nouvelle isle dessous le village de Mackenhoven et la nouvelle isle à l'opposite du village de Monhem, appartenant par moitié à sa Majesté et aux seigneurs de Meilbourg réserve la souveraineté et prééminence à sa Majesté seul, laquelle pescherie susdite, après les affiches et publi-

cations faites, a étez outrée et mist à nouvelle ferme, le vingt cinq de may mil six cent vingt cinq en présence des officiers du domaine de sadite Majesté et des officiers de la seigneurie de Meilbourg, ensemble les justiciers et eschevins de la ville de Thionville, et ce pour le terme de neuf ans subsécutifs commenceant à la S^t Jean Baptiste prochainement venant mil six cent vingt cinq; à condition qu'y-celuy à qui ladite pescherie demeurera, sera tenu se régler du tout conforme au record de justice sur ce dressé et satisfaire à toutes droitures et charges anciennes et accoustumées, comme aussy d'entretenir ladite pescherie en bon et suffisant estat et la relivrer, à l'expiration de son terme, bien fait et accomplis de toutes pièces à ce nécessaires et requis, et ce au dire et jugement des eschevins de la pescherie et autres gens à ce connoissans et expertis, le tout aux frais et dépens du fermier, et payera la moitié des deniers à la S^t Martin prochainement venant et l'autre moitié à la Saint Jean Baptiste ensuivant, à telles conditions a ladite pescherie été mise à vente par Octave Ramusset, sergent du domaine de sadite Majesté, pour cent quatre vingt et quatre florins d'or à vingt huit sols pièce, et demeuré au coup de baston comme au plus haut offrant et dernier enchérisseur au sieur Hans Bernard Klein, eschevin de la justice de Thionville pour en payer deux cens et trois florins d'or par chacune desdites années. Caution: le sieur Jean Stompheus, aussy eschevin de ladite ville de Thionville. Pour copie J. Masler.

1704. — Par devant les notaires royaux, tabellions, gardenobles établis à Thionville et y residents soussignés, furent présents en leurs personnes messire Jean François de Gévigny, chevalier, seigneur de Meilbourg, pour la moitié, et grand-bailly d'épée du bailliage et gouvernement de Thionville, Monsieur François George, escuyer, seigneur de Lalgrange et Meilbourg pour un quart, et M. Lasneau, sieur de la Minardiére, capitaine au régiment de Rosière, pour l'autre quart, et les sieurs Antoine Baptiste et Dominique Schaaff, tous deux fermiers des domaines de Sa Majesté de la ville et prévosté de Thionville, lesquels nous ont dit et volontairement déclaré avoir louées et laissés à titre de bail et prix d'argent pour le terme et espace de trois années consécutives l'une suivant l'autre sans interval qui ont desjà pris leurs commencemens depuis le premier janvier dernier et finiront à pareil jour après les trois années révolues et expirées à l'honnête Nicolas Léonard, eschevin de justice, demeurant à Manom, présent et acceptans pour luy et les siens, c'est à scavoir une isle scituée au ban dudit Manom ainsy qu'elle se contient sans en rien réserver ny retenir en façon quelconque joignant les terres arrables vis-à-vis dudit Manom, appartenant pour moitié aux seigneurs de Meilbourg et l'autre moitié à Sa Majesté, réservé la vaine pâture à qui elle peut appartenir. Ce présent bail a esté fait pour et moyennant la somme de soixante dix livres tournois de canon annuel y compris les deux sols pour livre payable d'année en année et de quartier en quartier et par avance, dont le premier quartier est eschus au dernier jour de mars dernier, et le second au premier d'avril présente journée lesquels deux quartiers le dit preneur a promis payer incessamment et de continuer ainsy de quartier en quartier et par avance comme dist est jusqu'à l'expiration du présent bail à l'effet de quoy et pour l'exécution des présentes ledit preneur s'est obligé comme pour les propres deniers et affaires de Sa Majesté mesme son corps et ses biens, meubles et immeubles présent et à venir, au moyen de quoy lesdits sieurs bailleurs ont subrogé et subrogent ledit preneur en leur lieu et place et ont consenty qu'il jouisse dudit isle tout ainsy et de mesme que les précédents fermiers en ont joui ou deult jouir au mesme titre de bail dont ledit preneur étoit desjà l'un desdits précédents fermiers, promettants les dits sieurs bailleurs la garantie aux clauses et conditions du bail général et à l'instant s'est présenté le sieur François Vesques, maître-boulangier, bourgeois de cette ville, lequel après avoir eu lecture du bail cy-dessus s'est volontairement constitué pour caution et principal payeur envers lesdits sieurs bailleurs pour ladite somme de soixante-dix livres de canon annuel, payable de quartier en quartier et par avance comme dit est, dont la moitié revient aux seigneurs de Meilbourg et l'autre moitié auxdits sieurs fermiers du domaine; à l'exécution des présentes ledit sieur Vesques s'est obligé comme pour les propres deniers et affaires de Sa Majesté. Lecture faite ont les parties signez avec nous notaires soussignés à la réserve dudit preneur qui a fait sa

marque accoutumée ayant déclaré ne scavoir escrire de ce enquis, et avant de signer et marquer ledit preneur a promist jndemniser sondit caution de tous les despens, domages et jnterrests sous pareille obligation que dessus. Fait et passé à Thionville le premier avril mil sept sept cent quatre, après midy; à la minute étoit marqué Nicolas Léonard. Sont signés, de Gévigny, de Lagrange François Vesque, A. Baptiste Scharff, G. Klop et Bailler, tous deux notaires, avec paraphe. Contrôlé à Thionville le huit^e avril 1704. Reçu 10^e. Signé Rigaut. Pour copie signé Bailler, notaire. Scellé à Thionville, le vingt deuxième janvier 1705. Reçu 6^e. Signé Rigaud.

19 Juin 1704. — Les commissaires généraux députés par le Roy par arrests de son Conseil des vingt-deux avril, dix octobre mil sept cent deux, et déclaration du vingt-huit dudit mois d'octobre pour procéder à la vente et aliénation de ses ustices, domaines, cens, rentes et autres droits, en exécution de l'édit du mesme mois vérifié ou besoin a été, salut. Sa Majesté ayant par ledit édit ordonné la vente et aliénation à titre d'inféodation et de propriété incommutable des justices et seigneuries des paroisses dépendantes des prévostés, vicomtés, chatellenies, vigueries et autres juridictions ordinaires du royaume, lesquelles demeureroient démembrées du siège principal et chef lieu dont elles deppendent, et quelles ventes et aliénations seroient compris les droits de patronage, de chasse et de pesche, et autres droits utiles et honorifiques, tels qu'ils appartiennent aux seigneurs hauts justiciers suivant la coutume des lieux; pour par les acquéreurs des dites justices, seigneuries et autres droits, leurs héritiers, successeurs et ayans cause en jouir à perpétuité, ainsy que les autres seigneurs particuliers du royaume, comme aussy des cens et rentes, moulins et autres semblables droits dépendant des domaines de Sa Majesté, et dont elle a ordonné l'aliénation par sa déclaration du huitième avril mil six cent soixante douze, ensemble des droits de chasse et de pesche dans l'estendue des fiefs et seigneuries, bois et forrests qui appartiennent à Sa Majesté à cause de ses domaines, par lequel édit Sa Majesté auroit encore ordonné l'aliénation audit titre de propriété incommutable de la directe des maisons et héritages en roture, scitués dans l'estendue de ses domaines et l'érection en fiefs des dites maisons et héritages tenus en rotures où est franc alleu avec attribution de moyenne et basse justice dans l'estendue d'icelles, le tout en la forme prescrite par ledit édit, arrests et déclaration après trois publications préalablement faites pardevant les sieurs intendans et commissaires départis dans les provinces et généralités du royaume, lesquels en feroient l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur en la manière accoutumée, sauf une quatricsme publication qui seroit faite pardevant nous avec pouvoir néantmoins de recevoir les offres qui nous seroient apportées directement des justices, seigneuries et domaines dans l'estendue de la généralité de Paris, sur lesquels nous pourrions faire publier devant nous lesdits domaines et autres droits, et les adjudger en la forme ordinaire, après que les affiches en auroient été mises et publiées sur les lieux en la manière accoutumée. Scavoir faisons que pour y satisfaire nous nous serions assemblés au château du Louvre en la chambre du conseil du Palais des Thuilleries le dix neuvième juin mil sept cent quatre pour procéder à la vente desdites justices, seigneuries et domaines, auquel lieu nous étant apparus du procès verbal de publication, remise et adjudication faite par le sieur de Saint-Contest, intendant en la généralité de Metz, le

dix huit février dernier, des isles d'Illange en la prévosté de Thionville pour la moitié qui en appartient au Roy, et l'isle de Manom en ladite prévosté aussy pour la moitié qui en appartient au Roy, pour par l'adjudicataire tenir le tout en fief de Sa Majesté, en rendre les foyes et hommages, aveus et dénombrements et payer les droits casuels aux mutations suivant la coutume des lieux, moyennant le prix et somme de trois mil livres et les deux sols pour livre d'icelle, lequel sieur de Saint-Contest auroit ordonné que l'adjudicataire se pourvoiroit pardevant nous pour luy être passé contrat de vente et aliénation des dites isles en la manière portée par ledit édit, et après qu'il nous est aussy apparus par le procès verbal de l'un des huissier ordinaire ez conseils du Roy, qu'affiches avoient étez apposées à la porte et principale entrée du Palais des Thuilleries portant que ledit jour il seroit procédé à la publication, vente et adjudication desdites isles sur ladite adjudication faite moyennant ladite somme de trois mil livres, nous aurions sur icelle fait publier à haute voix par l'un des huissiers du conseil la vente desdites isles et fait allumer trois chandelles l'une après l'autre, le feu de la dernière desquelles s'étant éteint après plusieurs publications et proclamations, sans que personne se soit présenté pour surenchérir à plus haut prix, nous aurions à M^e Gobbé, avocat ez conseils, requérant ladite adjudication pour François Georges, escuyer, seigneur de Lalgrange, de Meilbourg, conseiller du Roy, maire royal à Thionville, adjudgé purement et simplement lesdites isles, auquel ledit M^e Gobbé nous auroit requis passer contract de ladite aliénation, ce que nous luy aurions accordé, à la charge de payer comptant ez mains du sieur Gruyn, conseiller du Roy en ses conseils, garde de son trésor royal, ladite somme principale et les deux sols pour livre d'icelle en celles de maître Guillaume Lenoir chargé du recouvrement de la finance qui doit provenir de la vente et aliénation desdites justices, domaines et droits, et après qu'il nous est apparu de la quittance dudit sieur Gruyn de ladite somme de trois mil livres de principal en date du deuxième jour de juillet mil sept cent quatre, enregistré au contrôle général des finances le quatorze dudit mois, dont copie sera insérée à la fin du présent contract. Vu pareillement celle dudit Lenoir de la somme de trois cent livres pour les deux sols pour livre d'icelle.

Nous commissaires généraux susdits, en exécutant ledit édit du mois d'avril mil sept cent deux, et en vertu du pouvoir à nous donné par lesdits arrêts du conseil des vingt deux du mesme mois et dix octobre ensuivant, et déclaration du vingt-huit dudit mois d'octobre, avons audit sieur de Lagrange vendu, adjudgé, aliéné et délaissé, vendons, adjugeons, aliénons et délaissions lesdites isles d'Illange, prévosté de Thionville, pour la moitié qui en appartient au Roy et l'isle de Manom en ladite prévosté aussy pour la moitié qui en appartient au Roy, pour par l'adjudicataire tenir le tout en fief de Sa Majesté, en rendre les foy, hommages, aveus et dénombrements, et payer les droits casuels aux mutations suivant la coutume des lieux, moyennant ladite somme de trois mil livres de principal et celle de trois cent livres pour les deux sols pour livre d'icelle, pour en jouir à titre d'inféodation et de propriété incommutable à perpétuité, à commencer la jouissance desdites isles du jour et date de la quittance dudit payement, sans que par cy après ledit acquéreur, ses héritiers, successeurs et ayants cause puissent être dépossédés, évincés

ny troublés en ladite jouissance pour quelque cause, occasion et sous quelque prétexte que ce soit ou puisse être, et sera ledit acquéreur mis, reçu, et installé en possession et jouissance des dites isles par les officiers de Sa Majesté et autres que besoin sera. Mandons et ordonnons à tous qu'il appartiendra de faire et laisser jouir pleinement, paisiblement, incommutablement et perpétuellement ledit acquéreur, ses héritiers, successeurs et ayants cause, sans souffrir qu'il y soit apporté aucun trouble ny empêchement.

Ensuit la teneur de la quittance du garde du Trésor Royal.

Je Pierre Gruyn, conseiller du Roy en ses conseils, garde de son Trésor Royal, confesse avoir reçu comptant en cette ville de Paris du sieur François George, escuyer, seigneur de Lagrange et de Meilbourg, conseiller du Roy, maire royal de Thionville, la somme de trois mil livres en louis d'or, louis d'argent et monnoye, pour laquelle somme, vente et adjudication luy a étez faite par messieurs les commissaires à ce députés par Sa Majesté, en la Chambre tenu au Palais des Thuilleries le dix neuvième jour de juin mil sept cent quatre des isles d'Illange, prévosté de Thionville pour la moitié qui en appartient au Roy, et l'isle de Manom en la dite prévosté aussy pour la moitié qui en appartient au Roy, pour par ledit sieur de Lagrange tenir le tout en fief de Sa Majesté, en rendre les foy et hommages, aveus et dénombrements, et payer les droits seigneuriaux aux mutations suivant la coustume des lieux pour en jouir par ledit sieur acquéreur, successeurs et ayants cause, à titre de propriété jncommutable à perpétuité, aux charges et conditions mentionnées en ladite adjudication et conformément à l'édit du mois d'avril mil sept cent deux, déclaration et arrests jntervenues en conséquence, de laquelle somme de trois mil livres à moy ordonné pour employer au fait de ma charge, je me tiens content et en quitte le dit sieur acquéreur et tous autres. Fait à Paris le deuxième jour de juillet mil sept cent quatre. Promettons pour et au nom de Sa Majesté l'entretènement du contenu au présent contract de vente et adjudication à titre d'jnféodation et de propriété jncommutable aux charges, clauses et conditions y exprimées. En témoin de quoy nous l'avons signé au chasteau du Louvre en l'appartement des Thuilleries à Paris, et délivré le dix septième jour de juillet mil sept cent quatre.

Signés à la minute: Le Peletier, Daguesseau, Chamillart, De Haudelert, Du Buisson, Fleurian, Le Féaudt Caumartin, Phelippeau, Le Peletier, Bignon, De Marez, par nosdits seigneurs les commissaires généraux. (signé) Lorne.

Ensaïsiné par nous conseiller du Roy, receveur-général alternatif et mitriennal des domaines et bois de Sa Majesté en la généralité de Metz à Metz, ce douze mars mil sept cent cinq. (Signé) Rousseau.

Contrôlé par moy au nom et comme fondé de procuration de M^e Claude Faber, conseiller du Roy, contrôleur général des domaines et bois de Sa Majesté en ladite généralité à Metz le douze mars mil sept cent cinq. (Signé) Leclerc.

Cejourdhuy quatorze novembre mil sept cent huit fut le contract d'autre part enregistré au bureau des conservateurs des domaines aliénées conformément à l'édit du mois d'octobre mil sept cent six et déclaration du vingt sept^e septembre

mil cent sept pour raison de quoy a été payé cinquante livres. Fait au bureau de Thionville les jour et an susdit par moy commis à la régie soussigné. (Signé) Fringan, Registré suivant l'arrest de ce jour. Fait à Metz en Parlement chambre des Comptes le dixième novembre mil sept cent douze. (Signé) Labroix, avec paraphe.

Extrait d'un ancien record de justice en langue germanique en date du dix neuf avril mil cinq cent quatre vingt cinq. (Signé) Reiter Hantz. Translaté de l'allemand en français par Robin, notaire, par lequel appert :

Item que la pesche de corvée dite frounen fischeray qui commence à Uckange depuis le ruisseau qui coule au dessus de la maison de Jacob Schmit, et se rend dans la Mozelle, et qui s'estend jusques entre les deux Ham sur le fosset dit Maltergrab, appartenant par moitié au prince du pays et aux seigneurs de Meilbourg avec tous les droits y annexés comme d'ancienneté, laquelle pesche se relaisse en commun, et s'outre à la chandelle, à laquelle outrée et adjudication les douze eschevins de la seigneurie de Meilbourg et les sept eschevins de la ville de Thionville, ceux cy au nom du prince, et ceux là de la part de leur seigneurie se trouvent et assistent, pour raison de quoy ils ont conjointement la nourriture, et celui à qui la pesche est adjudée est obligé de donner et payer tous les ans de son bail à eux de la justice de Meilbourg quatre florins d'or ou herenguelden et un florin dit meybensgulden (sic) à vingt huit sols pièce.

Item quand les jsles dites Wehr de la pesche qui appartiennent pareillement par moitié au prince et à leurs honorés seigneurs (lesquels se contrechargent de six ans en six ans) se relaissent et s'outrent, celui qui les met à prix doit avoir la moitié des vins.

Extrait d'un ancien dénombrement du mardy cinq^e jour de juin mil six cent soixante huit fait à Sa Majesté par Louis Jean Jérôme de Schroeds et Vesule de Berg, veuve de M^{re} Volter de Jeger et autres, par lequel appert ce qui suit :

Item nous appartient le quart des isles d'Illange, de Pelter, de Macquenoven et de Monhofen, comme aussy du boulevard de Metz qui est construit vis à vis le ruisseau du moulin dudit Thionville qui se laisse ordinairement pour une ou plusieurs années à qui plus par les receveurs du domaine de Votre Majesté, laquelle a la moitié en la totalité, et lesdits sieurs de Schwartzberg et Brocquart chacun un huitième faisant l'autre quart, lesquels laissent, montent et avalent en prix autemps que l'on les laissent à qui plus en donnent. Signé, G. M. de Jeger, fondé de procuration dudit sieur colonel de Schroots, Catherine de Jeffinberg, Vezule de Berg, de Jeger, avec l'empreinte des cachets de leurs armes en cire rouge.

Pour coppie collationnée par nous subdélégué à Thionville le
27 octobre 1732

Copie certifiée aux archives de La Grange.

1611. — Décret des archiducs Albert et Isabelle sur l'exercice de la justice et de la chasse dans la seigneurie de La Grange.

Albert et Isabel Clara Eugenia, Infante d'Espagne, par la grâce de Dieu archiducqz d'Austrice, ducqz de Bourgoigne, Lothier, Brabant, Limbourg, Luxembourg et de Gueldres, comtes de Habsbourg, Flandres, Artois, Bourgoigne, Thirol, Palatins et de Haynault, Hollande, Zellande, Namur et de Zuytphen, marquis du Sainct Empire de Rome, seigneurs et dames de Frise, Salins, Malines et des cités, villes et pays d'Utrecht, Overissel et de Grœnninghe, au premier ntre. huissier ou sergent d'armes sur ce requis, salut. Receu avons l'humble supplication de messire Pierre Ernst, baron de Brandenburgh, seigneur de La Grange, Massholter en notre pays et duché de Luxembourg, contenant qu'entre aultres biens à luy obvenu en nostre dicte duché luy compette et appartient aussy la seigneurie dudict La Grange avecq haulte, moienne et basse justice et à raison de laquelle il, après ses devanciers, at tousjours porté et eu tittre de sr de La Grange reconnoissant de nous le tout en fief et à cause de nostre duché de Luxembourg, mais comme cy devant au district de la dicte seigneurie ny avoit signe de haulte justice, en auroit justicier les délinquans ès aultres seigneuries ausquelles ses ancestres avoient signe de haulte justice. Se trouvant néantmoins et après eulx le présent suppliant par ce surchargé des despens frustratoires et inutilz luy seroit sur préalable avis de ceulx de notre Conseil à Luxembourg donné à plénière cognoissance de cause et information sur tout tenus, esté permis, consenty et accordé par feue Sa Majesté notre bon sr. et père d'immortelle mémoire de pouvoir ériger et dresser toutes et quantes fois que bon lui sembleroit ung signe patibulaire au district de la dicte seigneurie de La Grange afin de pour l'advenir y faire les exécutions le cas advenant; ayant en suytte de ce le dict signe de haulte justice aussy esté érigé et dressé et le suppliant sur ce continué l'exercice de sa dicte haulte, moyenne et basse justice en ladicte seigneurie, mesmement dû depuis faict appréhender plusieurs mal faicteurs, entre autres ung auprès de son chasteau et maison dudict La Grange et sur ce sy ayant procédé contre iceulx qu'aprez avoir confessé leurs crimes et délits, ilz seroient par advis de gens lettrez esté condamné à la mort et sur ce exécuté auprès sadicte haulte justice en manière que dict est érigée; sy at pardessus en la maison de La Grange aussy eu de tout temps comme encores icelle at ce droit et privilèges scavoir que les srs d'illecques ont faculté de pouvoir gaiger et faire gaiger tous ceulx quy font dommages sur les terres labourables, ensemble les jardins et pretz en deppendans et qui sont d'une même nature avecq ladite maison, scavoir nre. fief, et de faire porter ou mener les gaiges en icelle maison afin d'estre sur ce procédé en cas de non accord amyable à la visite et taxe des dommages y faictz soit par sa propre justice ou telle aultre qu'on trouvera convenir, se trouvant ès environs plusieurs aultres maisons des gentilhommes quy ont semblables droictz et privilèges, sans toutesfois y avoir aulcune haulteur ny jurisdiction principalement sur ce fondé, afin qu'un chacun se donne tant plus de garde de ne faire aulcun dommaige ès biens en deppendans comme biens nobles et de noble tènement, et que par ce iceulx soient de tant plus affrancys et garantys sans prendre esgard esquelles d'elles ès villages lesdictes maisons et aysances d'icelles

soient scituées et paroît que de tous lesdictz droictz, jurisdiction et privilèges le suppliant sy que sieur dudict La Grange ayt après ses dictz ancestres esté et soit encores en bonne et paisible usance et possession le tout de sy long temps qu'il n'est mémoire du contraire signamment des derniers ans cas et exploictz et ce par octroy à luy faict en manière que dict est par feu Sa Majesté nre. sr. et père, et duquel octroy par ainssy il doibt juyr pleinement sans en ce luy faire ou permettre estre faict aulcun obstacle, trouble ou empeschement; au contraire chose ainssy par mots exprès commande tant à ceulx de nostre dict conseil à Luxembourg qu'à tous aultres justiciers, officiers et subjectz par les lettres d'octroy et permission sur tout depeschées ce néantmoins comme le suppléant a, passé quelque temps, faict gaigé certain cheval sur sesdictes terres dépendantes de sondict chasteau et maison de La Grange et en suite de ce que dessus esté mené en icelle auroit le sieur baron de Wiltz, gouverneur de Thionville, faict commander à son officier audict La Grange de rendre le dict cheval et ne veuillant en ce à lui obéyr pour n'avoir aulcun comandement sur sa personne auroit trouvé occasion de le faire appréhender, comme il at aussy faict et ce par gens armez et sur ladicte seigneurye, voyres sur les propres aysances de ladite maison, afin par ce le contraindre à la restitution dudict cheval comme seroit en la fin aussy esté faict le tout de sa propre et privée auctorité et sans aultres voyes de justice, oultre plusieurs aultres troubles d'estourbiers et empeschement auparavant par luy commis en et sur la haulteur de sadicte seigneurye, le tout contre l'expresse teneur desdictz lettres d'octroy, ensemble la deffence y contenue de manière que le suppliant pour avoir de tout ce redressé a esté constraint se rendre plaintif vers ceulx de nostred. conseil à Luxembourg, et combien qu'il ayt illecques tout ce que dessus donné à entendre, aussy en faict apparoir tant que pour suffyre mesimement par exhibition desd. lettres d'octroy lesquelles seules assez suffisoient, le néantmoins auroient lesdictz de notre conseil aud. Luxembourg ne sachant pour quel respect, cause ny raison par leur sentences sur tout rendue bien dict et déclaré n'avoir esté loisyble audict sr de Wiltz de commettre des dictz troubles, luy deffendant de ne plus faire le semblables, mais point faict droict sur les conclusions prinses afin que sa jurisdiction tant par appréhension de son officier qu'aultrement enfraincte fust réintégrée et et réparée comme par condamnation des amendes pour ce fourfaict, et adjudication des despens à raison de ce engendrez et aultrement selon l'exigence du cas, lequel son officier ilz auroient plustost sur ung seul deffault, sans aultrement l'ouyr en ses deffences et contre preuves, sans avoir aussy aultrement esté en procès protesté ou contesté devant iceulx condempné deffinitivement pour les cas à luy imposez aussy comme bon leur at semblé; accordant en oultre au dict Baron de Wiltz l'exercice de la haulte justice sur les dytes terres, jardins et pretz et par conséquent aussy la chasse, laquelle à ceste occasion pour faire despit au suppliant se fera jusques au devant la porte du chasteau dudit La Grange, dont pouldront réussir plusieurs maulx et inconveniens; permectant d'aultre part au suppliant de pouvoir bien faire gaiger ceulx qui feront dommage sur lesdites terres, jardins et pretz, à charge néantmoins de porter les gaiges rièrre ceulx de la justice de Thionville pour par iceulx y estre cognu et le dommage tauxé, nonobstant qu'ilz ne soient esté en cause ny à ce prins aulcune conclusion, beaucoup moins que le semblable

de mémoire d'homme auparavant soit esté faict, usé ny pratiqué; estant en oultre aussy contre le privilège tant de son dict chasteau quy est une maison ancienne et seigneuriale, que ceux quy l'ont tenu et possédé jusques à présent, qui sont toujours esté du nombre des plus principaulx et signales s^{rs} et vassaulx de n^{re} duché de Luxembourg, d'avoir ceulx de la justice en ce regardé pour jugez et d'estre ad ce constrainct de courir après eulx, ce qu'ilz n'ont aussy eu la moindre cognoissance sy peu sur lescz. biens comme biens nobles que les dommages y faictz. Se trouvant en oultre aussy le suppliant par ce grevez que par la dicte sentence se faicte différence et distinction entre les s^{rs} du village de Monhoben et la maison et seigneurie de La Grange et ce deffinitivement là où toutes fois lescz. village est deppendant de la dicte maison et seigneurie de La Grange, voyres est le principal et sy proche que le ban de Monhoben est contigu et conterminal audz. terres, jardins, prez et aysances de la dicte maison. Et comme par tout ce est directement contrevenu aux ancyens droictz, droictures, jurisdiction, privilèges et prééminences de son dict chasteau, maison et seigneurie mesmement avecq post position desz. lettres d'octroys au lieu de laisser jouyr led. suppl. du fruict et effect d'icelles, comme d'un bénéfice et concession principale plainement et paisiblement, sans en ce l'intéresser ou préjudicier en manière que ne soit du moigns pinct aultrement qu'aveq plénière cognoissance de cause et sur procès formal sur tout par instruit et par conséquent se trouver fort grevé par ladicte sentence de laquelle il se seroit porté pour appellant pardevant ceulx de nostre grand conseil, nous requérant bien humblement luy vouloir sur ce pourvoir de nos lettres patentes à ce convenable pour ce est il que nous ces choses considérées vous mandant et commettant par ces présentes que en baillant préalablement par ledict suppliant caution suffisante et resséante pour l'amende en laquelle il pourroit estre condempné en cas qu'il soit trouvé frivolement avoir appelé et vous exhibant acte d'icelle caution. Passé et recognu pardevant loy ou justice avecq certification du signe de la résidence de ladicte caution et la requeste dudict suppliant adjournez lesdictz de nostre conseil à Luxembourg à estre et comparoir à certain et compétent jour pardevant noz très chers et feaulx les président et gens de nostred. grand conseil pour y soutenir et deffendre ladite sentence icelle, oyr dire et déclarer nulle et de nul effet et comme telle corriger et amender selon droict et raison et intimé et faictes scavoir ledict jour audict s^r de Wiltz, afin qu'il y soit et compare s'il cuide que bon soit et que la chose luy touche ou appartienne en aucune manière, en certifiant souffisamment audict jour lesdictz de notre Grand Conseil de ce que faict en auroit ausquels mandons et comettons que aux partyes icelles oyés, il fasse bon brief droict et expédition de justice et sur telle requeste que ledict suppliant audict jour servant voudra faire pardevant eulx afin d'estre relevé de ce qu'il n'auroit interjetté relevé ny faict . . . son appel en temps deu, ensemble de tout aultres fautes et obmission que ledict suppliant et sond. officier pourroient avoir comises, les pourvoyent partye oyé de tel remède et prouvision de justice, aussy de grâce cy mestier et qu'ilz verront au cas servir car ainsy nous plait-il. Donné en nostre ville de Malines le quatorzième jour de mars l'an de grâce seize cens et onze.

Par les archiducqs à la relation du Conseil, (s.) van der Scherde.

Original sur parchemin aux archives de La Grange. Sceau bien conservé en cire rouge.

État des revenus «de la terre et seigneurie de La Grange près Thionville consistante en un château très spacieux avec ses aisances et dépendances, avec un jardin potager d'environ trois journeaux de terrain».

En un colombier de la valeur de	200 l.
En un droit de troupeau à part du port de 600 bestes blanches et 30 rouges valeur de.	600 »
En deux tiers du droit de lots et vente sur le ban de Manom montant au dixième denier	
En 80 journeaux de terres à la saison.	2000 »
60 voitures de foins.	
12 voitures de foin d'un breuil qui se fait par corvée	140 »
82 mouées de vignes en mauvais estat et dont le fond est médiocre	800 »
15 autres mouées qui sont laissées à la Vve Consé de Thionville depuis un certain tems pour les remettre en estat et dont le traité finira dans trois ans.	200 »
600 arpens de bois jeune taillis sans futaye dont le fond de terre est bon, qu'on pourra commencer à couper dans 12 ans en les mettant en coupe de 25 ans	2000 »
Un estang	150 »
Deux thuilleries	400 »
Une houblonnière.	600 »
Une fayancerie	1400 »
Les cens en argent.	1800 »
Une maitairie à Manom qui est affermée 36 malders par tiers scavoir $\frac{1}{3}$ froment, $\frac{1}{3}$ méteil, $\frac{1}{3}$ avoine	360 »
Un moulin laissé à cens héréditaire à 21 malders et un porc	230 »
Le terrage sur le ban de Manom qui rend 130 malders par tiers . . .	1300 »
Une petite maitairie à Sensick de 8 malders par tiers	80 »
Total.	12260 »

Il y a encore des cens en vins sur toutes les vignes de la coste Sainte Anne.

Archives de La Grange.

1751. — Déclaration des gens de la justice de Garsch au sujet des rentes dues à Jean-Georges de La Grange des Iles, seigneur de Milbourg.

Ce jourd'huy le huitième décembre mil sept cent cinq^{te} un, nous maire et gens de justice et anciens du village de Garsche soussignée et sousmarquée estant assemblée au lieux ordinaire à la réquissions de monsieur Jean Anthoine George de la Grange des Illes, seigneur de Meilbourg, Macquenom, seigneur des Illes et autres lieux, à l'effet de reconnoissance et vérifiée les anciens rolles du schaff en argent monnoye de Luxembourg qui se payent ou doibvent payer à mon dit sieur de La Grange annuellement au jours de St Estienne, landement de Noelle, comme représentant Messieurs le Compte de Pallante et de Raville, à quoy nous avions

procédée sansuit et suivant nostre connoissance de nos ensiens après le serement que nous avoins prestée.

Premièrement au village de Manom, Salantin Léonard et consors doit vingt neuf sols argant de France cy 1 l. 09 s. 0 d.

Item Cristoffle Kiersch et Alexcendre Keiller et les héritiers de Nicolas Kemmel paye onzes sols trois denniers 0 l. 11 s. 3 d.

Item Nicolas Bouster paye trois sols trois denniers 0 l. 3 s. 3 d.

Item Micheille Bronquard et Cristofle Léonard et Pierre Lanio et Micheille Frantz et Nicolas Lentz paye trente sept sols six denniers 1 l. 17 s. 6 d.

Item Salantin Léonard et consors paye cinq sols 0 l. 5 s. 0 d.

Item les héritiers des Augustin Léonard et Jean Bronquard et consors paye trois livres deux sols six denniers 3 l. 2 s. 6 d.

Item les demoiselles Scharffe de Kattenom paye six sols 0 l. 6 s. 0 d.

Item Micheille Frantz et consors paye huicte sols neuf denniers 0 l. 8 s. 9 d.

Item Pierre Lanio, tutteur des enfants du deffunt Pierre Charo et consors, paye quinze sols 0 l. 15 s. 0 d.

Item Mathis Cristiany paye douzes sols et six denniers. 0 l. 12 s. 6 d.

Item le s^r Helmeinger et Jean Baptiste Teruver et consors paye sept livres dix sols, moittiée pour M^r de Géveny. 7 l. 10 s. 0 d.

Sanssuit pour le village de Garsche :

Item Monsieur Fringan, conseiller du balliage de Thionville, à cause de ce bien de Garsche paye vingt cinq sols 1 l. 5 s. 0 d.

Item les héritiers de Jean Henry et les héritiers de Jean Jamais paye sept sols. 0 l. 7 s. 0 d.

Item Anthoine Morisse et Jean de Maray paye six sols six denniers 0 l. 6 s. 6 d.

Item Anthoinne Morisse et les héritiers de Nicolas Steffen paye vingt quatres sols 1 l. 4 s. 0 d.

Item les héritiers de Jean Terver le Jeune paye une livre dix huicte sols 1 l. 18 s. 0 d.

Item Nicolas Stourme et Jean Franque paye vingt deux sols six denniers. 1 l. 2 s. 6 d.

Item Jacques Léonard et Jean Reidz paye six sols trois denniers 0 l. 6 s. 3 d.

Item le s^r Bransy de Thionville paye cinq livres quinze sols 5 l. 15 s. 0 d.

Item Nicolas Koune le Jeune et consors paye vingt neuf sols 1 l. 9 s. 0 d.

Item François Terver et Anna Mellinger et consors paye sept sols 0 l. 7 s. 0 d.

Item les héritiers de Jean Jamais et consors paye huicte sols neuf denniers 0 l. 8 s. 9 d.

Item Pierre Clause paye deux livres quinze sols trois denniers 2 l. 15 s. 3 d.

Idem Jean Reidtz et consors paye trente sept sols six deniers 1 l. 17 s. 6 d.

Item Micheille Léonard de Thionville et les héritiers de Nicolas Crepin paye deux livres un sol 2 l. 1 s. 0 d.

Item le s^r de Grange, marchand bourgeois de Thionville, à cause de ses biens de Garsche, paye deux livres dix sols . . . 2 l. 10 s. 0 d.

Item Nicolas Koune fils de Jean Koune de Keiquin paye trois livres quinze sols 3 l. 15 s. 0 d.

Item Bernard Terver et Jean Terver d'Yllange, son fraire, paye huicte sols neuf deniers 0 l. 8 s. 9 d.

Après lecture faite aux maire Pierre Renoire, maire de M^r de Lagrange, et Nicolas Terver, maire de M^r de Geuvigny, et Jean Groff, sergent, ils ont affirmée par leurs serement qu'ils ont prestée que le contenue cy dessus est véritable et déclarée que s'il vient en connoissance de quelque chose de plus qu'ils le déclareray fidèlement. Faite à Garsche le huictième décembre mil sept cent cinq^{te} un, ont les maires signée au nostre greffice, et Jean Groffe a fait sa marque ordinaire et laquelle est conforme à un vieux rolle de 1641. ¹⁾

Archives de La Grange.

1780. — État des rentes «dittes le Schaaff dues à Monsieur le comte de Foucquet, seigneur de La Grange, par les porteriens de Garsche et Kaiken pour l'année 1753».

Madame de Montigny doit, pour les terres qu'elle a au ban de Manom, livrer annuellement à la Saint Martin, au château de La Grange, neuf bichet de seigle, quatre bichet et demy d'avoine et onze sols trois deniers en argent.

Jean Peiffer et consors, enphitéotes du seigneur Baho, tant de leur chef comme héritière de Jean Peiffer, leurs père, que pour Susanne Imptgen, leurs mère, doivent en seigle 1 mald. 9 bichet $\frac{3}{4}$, en avoine 9 bichet $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{8}$, en argent 15 d. par bichet de seigle fait 1 l. 4 s. 4 d. Ils payent de rente en argent à Milbourg 5 l. 19 s.

Le sieur Louis Fringan, conseiller, héritiers de M. Jean Fringant, vivant conseiller du Roy, son perre, doit en seigle 3 m. 6 b. et $\frac{1}{16}$ de bichet, en avoine 1 m. 8 b. et $\frac{1}{32}$ de b., en argent 2 l. 4 s. 10 d. dans laquelle rente de Lagrange le sieur François Nicolas Fringant contribura en seigle $\frac{1}{4}$ de bichet $\frac{1}{16}$, en avoine $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{32}$ de b. et l'argent à proportion; et les héritiers de la demoiselle Magdeleine Fringant contribura pour un journal et trente verges en seigle $\frac{1}{2}$ b. $\frac{1}{16}$ et en avoine $\frac{1}{4}$ de b. $\frac{1}{32}$, l'argent à proportion, il paye à la seigneurie de Milbourg 1 l. 5 s. 4 d.

Le sieur Jean François Brazy doit en seigle 2 m. 6 b. $\frac{1}{4}$, en avoine 1 m. 3 b. et un $\frac{1}{8}$, en argent 1 l. 12 s. 6 d. Il paye à Milbourg 11 l. 12 s. 6 d.

Nicolas Crepin et Michel Léonard doivent en seigle 1 m. 3 b. $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{16}$, en avoine 6 b. $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{16}$ et $\frac{1}{32}$, en argent 16 s. 4 d. Il paye à Milbourg 2 l. 4 s. 6 d.

¹⁾ Cette pièce est signée: Nicolas Terver, maire, Nicolas Knoph, greffier, et porte la marque (X) de Jean Groff.

Jean Franck doit en seigle 8 b. $\frac{1}{4}$, en avoine 4 b. $\frac{1}{8}$ et en argent 10 s. 3 d. Il paye à Milbourg 2 l. 7 $\frac{1}{2}$ d.

Jean Terver, maire, doit en seigle 8 b. $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{16}$, en avoine 4 b. $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{32}$ et en argent 10 s. 6 d.

Jean Terver, maire, et les héritiers de Jean Volf Terver doivent en seigle 3 b. $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$, en avoine 1 b. $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ de b. et en argent 4 s. 3 d.

Les héritiers de Didier Terver doivent en seigle 7 b. $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$, en avoine 3 b. $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{32}$ et en argent 10 s. Il paye à Milbourg 4 l. 10 s. 4 d.

Les héritiers de Jean Kollen et les enfans de Marie Terver doivent en seigle 5 b. $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{2}$, en avoine 2 b. $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$, en argent 6 s. 6 d. et paye à Milbourg 18 s. 1 $\frac{1}{2}$ d.

Jean Peter et les enfans de Marie Terver doivent en seigle 8 b. et en avoine 4 b. et en argent 10 s. Il paye à Milbourg 15 s.

Henry Hamen et consors doivent en seigle 6 b. $\frac{1}{8}$, en avoine 3 b. $\frac{1}{16}$ et en argent 7 s. 6 d. Il paye à Milbourg 4 l. 10 s. 4 d.

Christophe Jung doit en seigle 1 m. 1 b. $\frac{1}{2}$ et $\frac{1}{8}$, en avoine 5 b. $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{16}$, et en argent 14 s. 3 d., dans quoy est compris $\frac{5}{4}$ de bichet de seigle et $\frac{2}{4}$ de b. $\frac{1}{2}$ d'avoine à cause de sa femme, et l'argent à proportion qui est de 15 d. par bichet.

Les héritiers de Mathis Gallus, représentés par Jean Gallus, Jean Meller, Baltazard Rabeisen et consors, doivent en seigle 2 m. 1 b. $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$, en avoine 1 m. $\frac{1}{2}$ b. $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{32}$ et en argent 1 l. 6 s. 3 d., dans quoy contribueront scavoir: Nicolas Vendrenote et George Stut en seigle 6 b. $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{32}$, en avoine 3 b. $\frac{1}{4}$ et $\frac{3}{64}$ de bichet; Pierre Kreutz, Jean Volf Stourme y contribueront en seigle 6 b. $\frac{1}{4}$, en avoine 3 b. $\frac{1}{8}$; Marie Becker, veuve de Jean Graff et Engélique Graff y contribueront en seigle 1 b. $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{32}$, en avoine $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{16}$ $\frac{3}{64}$ et chacun l'argent à proportion à raison de 15 d. par bichet de seigle; lesdites Pierre Kreutz et Jean Volf Stourme paye à Milbourg 11 s. 3 d.

Christine Koch, veuve d'André Steffen, doit tant de son chef que comme héritière avec ses consors des Koch, en seigle 1 m. 2 b. et $\frac{1}{16}$ et en avoine 6 b. $\frac{1}{32}$ et en argent 15 d. par bichet; elle paye à Milbourg 1 l. 14 s. 3 d.

Ladite Christine Koch pour moitié Jean Terver le jeune et Jean Mauritius pour l'autre moitié, doivent en seigle 3 b. $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{16}$, en avoine 1 b. $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{32}$, en argent 5 s.

Les héritiers de Herman Koch, qui sont Jean Demarets le vieux, André Schlectes, Nicolas et Jean Jung, Dimanche Léonard et consors, doivent en seigle 5 b. $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{32}$, en avoine 2 b. $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{64}$ et en argent 7 s.

Antoine Steffen doit en seigle 1 b. $\frac{1}{4}$, en avoine $\frac{1}{2}$ b. $\frac{1}{8}$, en argent 1 s. 8 d.

Jean Jaminet et consors doivent en seigle 4 b. $\frac{3}{4}$, en avoine 2 b. $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$, en argent 6 s. Il paye à Milbourg 2 l. 10 s.

Nicolas Mauritius et consors doivent en seigle 9 b. $\frac{1}{32}$, en avoine 4 b. $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{64}$ et en argent 11 s. 3 d., dans quoy contribueront scavoir Jean Mauritius seule en seigle un b. $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$, en avoine $\frac{1}{2}$ b. $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$, François Léonard en seigle $\frac{1}{8}$ de b. et en avoine $\frac{1}{16}$ de b. et Christophe Everlin en seigle $\frac{1}{4}$ de b. et en avoine $\frac{1}{8}$, et l'argent à proportion à raison de 15 d. par bichet.

Mathias Laurent doit en seigle 1 m. $\frac{3}{4}$ de b. et en avoine 5 b. $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$ et en argent 13 s. 6 d.

Jean Jamais et consors et Marie Paternoster, veuve de Jean Volff Stourme, doivent en seigle 5 b. $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{32}$, et en avoine 2 b. $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{64}$, et en argent 6 s. 9 d. Il paye à Milbourg 1 l. 4 s. 9 d.

Les héritiers de Nicolas Keidenger doivent en seigle 3 b. $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{32}$, en avoine 1 b. $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{64}$ et en argent 4 s.

Michel Louis doit en seigle 2 b. $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{32}$, en avoine 1 b. $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{64}$ et en argent 3 s. 6 d.

Jean et Christophe Imptgen doivent en seigle 1 b. $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{64}$ et en avoine $\frac{1}{2}$ b. $\frac{1}{8}$ et $\frac{1}{16}$ et en argent 1 s. 6 d.

Jean Paradis et consors doivent en seigle 4 b. $\frac{1}{2}$, en avoine 2 b. $\frac{1}{4}$ et en argent 5 s. 6 d.

Nicolas Beker doit en seigle 2 b. $\frac{3}{4}$, en avoine 1 b. $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$ et en argent 3 s. 6 d.

Les dames religieuses de Thionville doivent en seigle 1 b. $\frac{1}{4}$, en avoine $\frac{1}{2}$ b. $\frac{1}{8}$, en argent 6 s. 6 d., dont quoy contribueront Mari Beker et Anne Koch, en seigle chacun en particulière $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{16}$, en avoine $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{32}$ et l'argent à proportion de 15 d. par b.

Les héritiers de François Molvinger, représentés par Christophe Belford et la veuve de Piere Belford, Jacque Molvinger, Nicolas Mauritius, Pierre Gardener et Jean Peyfer, doivent en seigle 4 b. $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{32}$, en avoine 2 b. $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{64}$, en argent 5 s. 9 d.

Les héritiers de François Bettinger de Manom, représenté par Jacque Bellinger, Nicolas Léonard et consors, doivent $\frac{3}{4}$ de b. $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$, en avoine $\frac{1}{4}$ de b. $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{32}$ et en argent 1 s. 3 d.

Jean Kohu et Nicolas Schemite pour leurs enfans doivent en seigle 1 b., en avoine $\frac{1}{2}$ b. et en argent 1 s. 3 d., dans quoy le dit Schemite ne paye $\frac{1}{8}$ de s. de seigle et $\frac{1}{16}$ d'avoine et l'argent à proportion de 15 d. par bichet.

Les héritiers de Jean Kollen seule doivent en seigle 1 b. $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{16}$ et en avoine $\frac{1}{2}$ b. $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{32}$, en argent 1 s. 6 d.

Le sr Jean Henry Steichen doit en seigle $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$ de b., en avoine $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ de b.

Madelaine Steichen doit en seigle $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{32}$ de b., en avoine $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{64}$, en argent 3 d.

George Largent doit en seigle $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{2}$ de b. et en avoine $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{32}$ de b., en argent 3 d.

Antoine Perrin doit en seigle $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{32}$ de b., en avoine $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{32}$ $\frac{1}{64}$ de b., en argent 3 d.

Angélique Franck doit en seigle $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{16}$ de b., en avoine $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{32}$ de b., faisant les cinq articles précédentes ensemble 1 b. $\frac{3}{4}$ de seigle, et en avoine $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{8}$ de b. et en argent pour le tout 2 s. 3 d.

Les héritiers de Nicolas Kone représentés par Jean Henry le Kone et consors de Kaiken doivent en seigle 2 b. $\frac{1}{4}$ et en avoine 1 b. $\frac{1}{8}$ et en argent 2 s. 9 d. Il paye à Milbourg 3 l. 15 s.

Les héritiers de Jean Spec et Jean Mellinger et Jean Probst doivent en seigle 8 b. $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$, en avoine 4 b. $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{32}$ et en argent 10 s. 6 d. Il paye à Milbourg 15 s. $7\frac{1}{2}$ d.

Nicolas Stourme, Catherine Koch et consors et les héritiers de Jacque Stourme doivent en seigle $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{32}$ de b. et en avoine $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{64}$ de b. et en argent 1 s.

Les héritiers de Nicolas Bamer doivent en seigle 1 b. $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{32}$ de b., en avoine $\frac{1}{2}$ b. $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{64}$ et en argent à proportion 15 d. par b. Jean Bamer doit en seigle $\frac{1}{4}$ $\frac{1}{2}$ de b., en avoine $\frac{3}{16}$ de b. qui se paye avec les héritiers de Nicolas Bamer.

Nicolas Rouppert doit en seigle $\frac{1}{4}$ de b. et en avoine $\frac{1}{8}$ de b., 3 d. en argent.

Les héritiers d'André Rouppert doivent en seigle $\frac{1}{16}$ $\frac{1}{32}$ de b. et en avoine $\frac{1}{32}$ de b. et $\frac{1}{64}$, faisant les susdits 4 articles ensemble en seigle 1 b. $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{8}$, en avoine $\frac{3}{4}$ de b. $\frac{1}{8}$ $\frac{1}{16}$, et en argent pour les dites 4 articles 2 s. C'est Jean Bemmer qui doit livrer cette rente ayant acheté cette pièce de terre.¹⁾

Le dernier soit le 46^e feuillet de ce registre donne le total de tous ces revenus comme suit :

	maldres.	bichets.
Tout le produit cy-dessus revenant en seigle à la quantité de		
vingt-sept maldres deux bichets	27	2
en avoine treize maldres six bichets	13	6
et en argent seize livre dix sept sols neuf deniers.	16 l. 17 s. 9 d.	

Ce registre, qui énumère au deuxième feuillet les noms des 45 porterriens de Garsch et de Kœcking, porte encore les renseignements suivants :

1^{er} feuillet: J'ay reçu du mair de Gage (sic) la somme de septante neuf livre deux sols pour chaffgueld et trois livre dix sols pour drois du four banal.

J'ay reçu du mair de Garsch pour l'année 1780 septante quatre livre moïn un sols, reste à payer cinq livre trois sols, reçu au conte dix sols.

Pour l'année 1781 il me reviens trois livre quinze sols.

J'ai reçu au conte pour drois chaffe (de) l'année 1782 septante-huit livre douze sols six deniers.

Au dos du 45^e feuillet: J'ay reçu du mair (de) Gearge pour chaff la somme de septante sept livre trois sols pour l'année 1776.

Les rante se monte à 82 l. 1 . . . 6.

J'ay reçu du mair (de) Gearge pour chaff la somme de septante sept livre quinze sols pour l'année 1777.

Le maire de Garche paye chaque année à Noël deux malder de froment pour les terres de la mairie.

1) Ce feuillet, qui énumère les redevances de Nicolas Rouppert et des héritiers d'André Rouppert, porte la reconnaissance suivante: Je soussigné Jean Venachtre, vigneron, demeurant à Kekin, reconnois qu'il doit et s'oblige de payer annuellement et à perpétuité à Monsieur le comte de Foucquet en sa qualité de seigneur de La Grange et dépendence, la quantité de deux bichets et un huitième de seigle d'une sorte, et un bichet et un seizième d'avoine rendu sur les greniers de la ditte seigneurie au jour de Saint Martin. Et nomée lez articles cy-dessus pour préjudice aux hipotecques acquises par les tittres anciens; et sans y comprendre d'autres deub: la rente qu'il doit à d'autres articles esnoncées au présent registre qu'il doit aussy à perpétuité, ensembles quinze deniers par bichet. La présente reconnoissance est insy faite en présence du sieur François Melu, maire à Garche, et de la justice de Manom. Fait au château de La Grange ce dix-huict novembre mil sept cent cinquante quatre. (s.) Jean Weinachter.

Est ajouté: 2 b. $\frac{1}{8}$ seigle, 1 b. $\frac{1}{16}$ avoine; en argent 2 s. 6 d.

Ce registre donne les payements faits depuis 1753 jusqu'à 1790.

(Archives de La Grange.)

Recepte provenant de La Grange tant de labourage que d'autre chose pour l'an 1574, faicte par
Madame Anthoine de Castel Sainte Nazar, douairière des seigneurs de Meysebourg.

RECEPTE DE SOLEUVRE.¹⁾

Le s^r de Meysebourg et de Clerval²⁾ y ont ung quart par ensemble.

It. receup des héritiers de Lungres de Bundge XLV s. X patars.

It. de Henry le tisseran. XXXIIJ s.

It. de Nicolas le cordier XL s.

It. de Tille Joan XXXVI s.

It. de Kipgen. XLV s.

It. de Kerstin Henrich XXXIJ s.

It. de Maglen Gortten IIIJ pr. et $\frac{1}{2}$.

It. de Henkes Joan XXXI s.

It. de Resen de son bien XXIJ s. et $\frac{1}{2}$.

It. du bien de Suisse. IIJ s.

It. de Petter le couturier $\frac{1}{2}$ s.

It. d'un prez appartenant au s^r, admodié au Scholtus de Soleuvre aussi long-temps qu'il plaît aux seigneurs pour le prix de IX fl.

de quoy revient aux s^{rs} de Meysebourg la moitié pour ce IIIJ fl. et $\frac{1}{2}$.

It. y a deux prez à Soleuvre qui se changent par an avecq la dame de Borbrich, (Berbourg) pour ceste année revient à la part de mes enfans XVII f. et $\frac{1}{2}$.

It. y a ung pré à une place nommée la Bellerie IIIJ s. et $\frac{1}{2}$.

It. les s^{rs} de Soleuvre ont par ensemble la *gabel* qui se leuve aux foires qui se tiennent deulx fois l'an au lieu de Soleuvre, pour la part de mes enfans l'an de ce compte XXVIJ s. et I pr.

It. à Soleuvre y a un moulin à escorce appartenant à tous les seigneurs, pour la part de mes enfans l'an de ce compte IIJ pr.

It. y a une forge fundant fer à une place nommée Rolling que tous les seigneurs ont laissé le course de l'eau héritablement à un nommé Martin d'Ottange, revient à la part de mes enfans V s. et 1 pr.

It. au lieu de Soleuvre les seigneurs ont le four bannal qui monte et avale et à cause qu'il a esté refaict l'an de ce compte tout neuf n'a fourni pour cette raison que IX s.

It. que les s^{rs} de Soleuvre ont le droit d'embrocage quant quelcun vend vin, pour l'an de ce compte pour ceste année nt.

It. que les s^{rs} ont ung ruisseau où que l'on pesche truittes qui n'est admodié à personne et pour ce cy nt.

It. que toutes amandes qui eschoient appartiennent à tous les seigneurs, à sca-voir celles que l'on commect aux deux foires sur les haults chemins passant par la seigneurie, ou commises par aucuns estrangers non subiect à la seigneurie, a la

1) Soleuvre (Zolwer) dans le grand-duché de Luxembourg, canton d'Esch, commune de Sanem.

2) Meisenbourg, canton de Mersch, au sud-ouest de Larochette, et Clervaux au nord du pays, canton et commune du même nom.

reste tous les seigneurs chascun à part, sont haults seigneurs sur leurs gens, prenans les amandes chascun pour soy, pour l'an de ce compte nt.

LEIFFLINGEN.¹⁾ — It. receup du maire de Leifflingen de rente héritable que les seigneurs de Meysebourg et Clerval ont au lieu de Leifflingen qui monte par an à VIIJ fr. comme il s'apperte par un petit vieu registre de l'an 1463 que le maire lève aud. lieu, à scavoir quatre fr. en may et quatre à la Saint Remy combien que le maire n'en livre que IIIJ à ses seigneurs desrobant les aultres IIIJ pour ce cy IJ fr.

BUVANGE.²⁾ — It. au lieu de Buvange les seigneurs y ont IX foegtei (vouveries) qui donnent par an en argent XX fleurin, à scavoir X en may et X en la Saint Remy de quoy ced. argent est engagé aux héritiers de Gille Boesslaid pour ce cy. . . . nt.

It. chascune maison donne IJ bichetz d'avenne, ont esté vendu pour l'an de ce compte la part de mes enfans XXVIIJ s. et $\frac{1}{2}$.

Chacune maison doibt IJ poulles, la moitié revient à mes enfans, n'en ayant receup que IX, le maire a retenu IIIJ et $\frac{1}{2}$, ont esté vendues XXIJ s. et $\frac{1}{2}$.

It. aud. lieu les seigneurs ont trois prez gissans l'ung près de l'autre, sont admodiez au musnier nommé Jean de Wiltz pour le terme de IX ans commenceant à Noël l'an 1572, finissant par tel jour, en rend par chacun an six thallers du pris de 30 s. chacun thaller, à la part de mes enfans revient IJ thlls., de quoy le maire ne m'en a payé pour l'an de ce compte que deubx.

LE MOULLIN. — It. le moullin est laissé aud. Jan de Wiltz pour le terme de IX ans commenceant à Noël 1572, finissant par tel jour, et rend au seigneurs en argent IJ fl. de XXVIIJ pap. par fl., et XIJ maldres de seigle, mesure de Luxembourg et IIIJ potz d'huile, mesure d'Arlons, de quoy la moitié revient à mes enfans, l'autre moitié est engagée par Jean de Soleuvre à Gilles de Boesslaid, dequoy les VI maldres de seigle ont esté libvrez à Luxembourg, l'argent j'ay receup 1 fl. de XXVIIJ s., en huylle IJ potz.

It. les seigneurs de Meysebourg et Clerval ont ung bois au lieu de Buvange qui a heu des glands, pour l'an de ce compte dont la part de mes enfans monte VI fr. IJ s. et $\frac{1}{2}$.

It. que le maire de Buvange à libvré à Soleuvre le jour de Saint Estienne en chappons. . . . IJ.

It. que le maire doibt tous les ans ung porcq aux seigneurs de XX s., la part de mes enfans. . . . X s.

PALLEN.³⁾ — It. à Pallen y a ung bien nommé le bien de Mathis qui rend de cense héritable par chacun an IIIJ fl. aux s^{rs} de Meysebourg et Clerval, dequoy le maire dud. lieu n'en rend rien aux seigneurs et le retient pour ce cy. . . . nt.

LEIFFLINGEN. — It. que le maire de Leifflingen doibt aux deux susd. seigneurs ung $\frac{1}{2}$ porcq et le retient pour ce cy nt.

1) Levelange au sud-ouest de Redange.

2) Buvange au sud d'Arlon (Belgique).

3) Niederpallen, canton et commune de Redange.

SOLEUVRE. — Id. de Malthen gout (bien) à cause que par le passé les s^{rs} l'ont plaidiez, cy . . . nt.

It. d'une petite place qui donne par an aux s^{rs} une poulle, pour la part de mes enfans la moitié . . d'une poulle.

It. receup des Scholtus de Soleuvre . . . VI poulles.

It. I chappon du Scholtus de Soleuvre pour ce cy . . . I chap.

It. du maire de Buvange . . . I chap. et $\frac{1}{2}$.

LE TERRAGE DE SOLEUVRE. — It. que les s^{rs} ont le terrage au lieu de Soleuvre, la part de mes enfans . . . IJ bich. d'avoinne.

LES TERRES DU CHASTEAU DE SOLEUVRE. — It. que les s^{rs} de Meysebourg et Clerval ont des terres appartenantes après le chasteau, admodiez au Scholtus aussi long temps que les s^{rs} veulent, pour la part de mes enfans en seigle. . . . IJ bich. et en avoine . . . I et $\frac{1}{2}$, ont esté livrez à Luxebourg.

MISE.

It. pour avoir levé le vin à Macthom ¹⁾ . . . V s.

Pour les despens du Scholtus . . . X s.

It. pour avoir raonstré le four bannal de Soleuvre . . . XXIX s. et $\frac{1}{2}$.

It. que le Scholtus a esté à Luxembourg me livrer le X^e denier du bien de Rise de Bewange qui fut vendu IIIJ^{xx} thalers, pour sa despense . . . VI s.

It. pour avoir faict ouyr une femme, nommée Anne, pour porter tesmoigne à l'encontre la ville de Thionville pour le différent de la pasture par tout leur ban XXJ s.

It. pour les despens du Scholtus . . . VIIJ s.

It pour ung tonneau XX s.

It. pour avoir coupé la glace de l'estan nommé Vallen VIIJ s.

It. pour la despense de la Saint-Estienne

It. au maire de Buvange VI s.

It. pour le maire de Leifflingen V s.

It. pour Hammes Boffer IJ s. & $\frac{1}{2}$.

It. pour le souisse IJ s. & $\frac{1}{2}$.

It. pour celui qui tient le pré de la baillerie IJ s. et $\frac{1}{2}$.

PENSION. — It. par le passé Jan de Soleuvre a engagé auprès de sa sœur de Madame de Barpart (Beaurepart, Berbourg) X fl. de XXVIIJ s. po^r fl. monte à la part de mes enfans V fl.

It. pour le louer de celui qui a escript les compte de Soleuvre V s.

LA MAIRIE DE KEILLE, ²⁾ SEIGNEURIE DE SOLEUVRE. — It. la rente de may monte à XXXIIJ fl. de XXVIIJ pat.

La rente de S^t Remy monte à aultant ceste dicte appartenant aux s^{rs} de Meysebourg et de Clerval, de ceste susd. rente une partie est engagée comme appartenant aux mises cy après, de quoy le maire pour la rente de may livre en florins de XXIIJ pat IJ s. & XVIIJ s.;

1) Machtum, au sud de Grevenmacher.

2) Au sud-est d'Esch s/Alz.

par ainsy le maire retient aux deulx seigneurs qui leurs desrobe XI desd. fl. et dix patars.

L'ARGENT DES PREZ. — It. que mes enfans ont au ban de Schiffflange, mairie de Keille, aulcuns prez admodiez à Kierich Henng, Zoun Jan et Thilt Foesien Zoune pour le terme de XIJ ans commenceant à la Saint Jan-Baptiste 1573, finissant par mesme jour, et en rendent les deulx susd. par an . . . V thal.

It. d'ung pré nommé Hauer bruell que le maire tient aussi long temps qu'il plaît aux seigneurs, à la part de mes enfans. . . . X s.

It. de Lehnern gout, aussi que le maire tient comme dessus V s.

It. d'ung pré appartenant au chasteau de Keille que le maire tient comme dessus, en rend par an de la part de mes enfans. . . . XLV pat.

Pour les menus dismes de Keille laissés au plus offrant, la part de mes enfans monte à V s.

It. d'ung jardin qui gist à Sensich près de Katenhoff qui appartient à tous les seigneurs du chasteau de Keille, pour la part des enfans . . . I pat. et $\frac{1}{2}$;

en cire IIJ quarterons provenans du disme de Keille.

LE DISMES DE KEILLE. — It. du disme de Keille en seigle VI bich., en avoine V bich.

DISME DE TETTINGER.¹⁾ — It. pour le disme de Tettinger en seigle I malt., en avoine I malt.

LES TERRES DU CHASTEAU DE KEILLEN. — It. les terres appartenantes après le chasteau admodiées au maire aussi long temps que les seigneurs veullent, pour la part de mes enfans en seigle V bich. et en avoine V bich.

TETTINGER. — It. que par le passé les seigneurs de Soleuvre ont laissé aux païssans la pasture des bois et en donnent II malt., pour la part des enfans . . . I.

POULLES. — It. que les paysans de Keyllen et Tettinger doibvent par an des poulles, icy pour la part des enfans. . . . XXI.

LE CHASTEAU DE KEILLEN. — It. le dimanche devant Noël nostre maire reçoit aulcunes rentes, comme il apperte par la recognoissance de la justice du chasteau ou pied de terre que j'ay faict, à la part des enfans ung pain blanc d'ung bichet de froment entier, en chappon IIJ, en poulles IIJ.

MISE.

It. que par le passé les s^{rs} de Soleuvre et de La Grange ont engagé en l'église de S^t Nicolas à Luxembourg V fl. de XXIIJ pat. en rachat de cent fl. de mesme pris, pour la part des enfans payé IIJ fl. XIJ s.

It. à l'hospitalle de Luxembourg engagé par les susd. s^{rs} V fl. de XXIIJ pat., en rachat de cent fl. de mesme pris, payé pour la part des enfans . . . IIJ fl. XII s.

It. les susd. seigneurs ont engagé à un nommé Kessel VI fl. de dix huit pat., en rachat de sens desd. fl., on les paient à présent à Bernard de Schauwebourg à cause qu'il l'a rachepté hors des mains de héritiers dud. Kessel, la part des enfans est racheptable pour cinquante desd. fl., et pour ceste année pour la pension payé IIJ fl. de XVIIJ s.

It. pour ung procès que les s^{rs} de Meysebourg et Clerval ont à l'encontre de

1) Canton d'Esch, au sud de Kayl.

Madame de Barrepart pour ung huyssier avoir esté envoyé aud. lieu de Keyllen, pour retirer des gages et prenant information de la justice par l'ordonnance du conseil pour ses vacations et despens, la part des enfans IJ thlr. IIJ s.

It. au notaire qui ouyt la reconnaissance de la justice de Schiffflange des droictures et rentes que les s^{rs} de Meysebourg et Clerval y ont I thlr.

It. pour la despense de la justice du chasteau de Keyllen quant ils reçoivent les rentes des seigneurs, mont à la part des enfans VIIJ s.

LEUDLANGE.¹⁾ — It. ceux du villaige de Sessich pour leur affoage qu'ilz ont au bois de Leudlange doibvent de crowée au s^{rs} de Meysebourg en mars, les laboureurs avecq leurs charues, un jour à semer l'avoinne, et à cause que le chasteau de Meysebourg est ruiné et que les seigneurs ne s'y tiennent, on les met en œuvre à Leudlange, et je les ay laissé pour ceste année à Petter, sergent de Leudlange pour le pris de XLVIIJ s.

It. que les susd. paysans sont tenus à la moisson de ciller les bledz du s^r de Meysebourg à Meysebourg un jour, les ay laissé au susd. sergent pour les raisons susd. qui mont pour ceste année à X s.

It. que les susd. paysans pour la vaine pasture chacun mesnage paye deux poules, avecq chasque poule huit œufs et trois pricq^{tes}.

SCHIFFFLANGE. — It. receup du maire de Schiffflange de rente que les paysans doibvent suyvant la reconnaissance que la justice dud. lieu en a faict, pour la part de mes enfans qu'est un quart en froment IIJ malt., en seigle VII malt., en avoine VII malt.

It. que les seigneurs ont à Schiffflange douze journaulx de terre de quoy appartient à mes enfans le quart que j'ay laissé héritablement qui baille par an en seigle IIIJ bich., en avoine IIIJ bich.

pour les poules du mois de may, le maire en a livré XIIIJ et en œufz cinquante.

pour les poules de la S^t Remy XVIIJ.

PEPING.²⁾ — It. receup du maire de Peping le jour Sainte Margueritte IJ oyes.

HUNSTROF.³⁾ — Du mesme de Hunstrof. . . . IJ oyes.

ZIETRICH.⁴⁾ — It. receup du maire de Zietrich le jour Saint Martin qu'il est tenu livrer ce jour là, l'une des années (le) maire de Zietrich et l'autre année le maire de Brustrof,⁵⁾ comme il appert par une lettre d'achat que Fridrich de Brandebourg, grand père des enfans, a faict, qu'est ung escu sol d'or et de pain pour ce icy I escu sol d'or et de pois.

AINTRANGE ET UTRANGE.⁶⁾ — It. receup de ces deux villages d'aulcunes terres que les enfans ont là comme s'appert par ung petit vieux registre de l'an 1502, et payent par an froment IJ malt. en poules VI.

1) Au nord du canton d'Esch s/Alz.

2) Peppingen, à l'est de Bettembourg, canton d'Esch s/Alz.

3) Hünsdorf, au sud du canton de Mersch.

4) Sætrich, commune de Hettange-Grande.

5) Breisdorf (Brustorf), au sud-ouest de Rodemack.

6) Entringe et Outrange, à l'ouest de Hettange-Grande.

EYLLING.¹⁾ — It. receup du bien de Clevien Petter, en seigle III malt., en avoinne IIJ malt.

LA DISME DE HETTANGE, GARCHE, HUZING, HAM.²⁾ — It. que les seigneurs de Meysebourg, Brandebourg, de Kœrich ont ausd. quattres villages pour la sizième part que les susd. trois seigneurs y ont aux gros et menus dismes, la part de mes enfans monte l'an de ce compte que le maire de Hetting a livré en seigle IJ malt. et VIJ bich.

et en avoine IJ malt. — I bich.

en pain IIJ bich.

GARCHE. — It. de Schluker goed receup de Geurich Bernhard et ses consors pour la cense héritable dud. bien qu'ils doibvent livrer à la Sainte Croix pour semence en froment VIIJ bich.

It. du maire Kiech pour ung champ que je luy ay laissé en seigle aussy long temps que les seigneurs veullent. IIIJ bich.

THYONVILLE. — It. receup de Petter Asselbor et de Jean Schadebourg pour aulcunes terres gisantes au ban de Thyonville que je leurs ay admodiez comme il appert par une lettre coupiée qu'eux et moy. ont pour an de ce compte livré en seigle IX bich., en avoinne IIJ malt. IIJ bich.

HETTANGE. — It. avoir heu laissé à un laboureur de Hettange pour ung an, IIIJ jours de terre, et en a rendu en seigle IIIJ bich.

KATENHOF. — It. la cense de Katenhof avoir esté laissée par feu Mons^r à Schofers Petter, et Petter de Numers, Symon le Conte³⁾, en seigle doibvent livrer par an XXXI malt. et en avenne XXXI malt., en froment IIIJ malt., en poix IIJ malt., ung cent d'œufz à Pasque et ung cabry, de quoy pour l'an de ce compte n'ont livré en seigle que XXIX malt. VIJ bich. et d. et en avoignes XXVIJ malt. et d.

en froment IIIJ malt.

en pois IIJ malt.

en œufz ung cent.

en cabry ung.

MONHOF. LA CENSE. — It. avoir laissé à Fredrich de Buving les terres de la cense de Monhof pour le terme de XXVIIJ ans commenceant l'an 1568 au mois de novembre, comme il appert par une lettre qu'il a sellée de mon soin et en rend par an en seigle XIIIJ malt. et en avoinne XIIIJ malt.

It. avoir laissé à Leiners Gœrich aulcunes terres, et rend du journal IIJ bichets de ce qu'il sème, et l'ha aussy long temps que le s^r veult, et pour ceste an si ha eu semé ung peus plus d'ung journal, et en a payé en seigle IJ bich. et I qrt.

LA MAIRRIE DE MONHOF. — Premièrement pour la taille en argent que les paysans doibvent par an, à XXXVI fl. de XVIIJ s. pour chacun fl.

1) Ellange, Elange près de Guentrange.

2) Hettange-Grande, Garsch, Hussange (Hüssingen, Hussigny parfois, au nord de Kœcking) et Ham.

3) Est ajouté en marge: pour le terme de douze ans, commenceant l'an 1564, en febvrier.

It. le maire rend par an de sa mairrie en seigle, de ce compte a livré LXXXIJ malt. VI bich., en avenne XXXVJ malt. IJ. bich.

LE FOUR BANNAL. — It. le four bannal est laissé à Mohn Frederick pour le terme de VI ans, commençant l'an 71 à la Sainte Croix, finissant par tel jour, et en rend par an en seigle VI malt. et $\frac{1}{2}$; receu pour ce icy. . . VI malt. et $\frac{1}{2}$.

It. y a à Monhof aucuns champs qui donnent la septiesme gerbe pour le terrage, à Garche pareillement, pour le terrage des prés de Monhof, a esté laissé au plus offrant, VI bich. et d. seigle, en avoinne VI bich. et $\frac{1}{2}$; ceux de Garche en seigle $\frac{1}{2}$ bich., en avoinne $\frac{1}{2}$ bich.

It. receup des paysans de Monhof et Garsche que le maire est tenu de livrer, pour l'an de ce compte en poulles. . . . XXIJ.

CHAPPONS DE GARCHE. — It. receup de Grunspan pour le tier de la vigne qui a par le passé appartenu à Spilman qui gist au ban de Garche nommée Nider in der holln gassen, pour ce I chapp.

Les deulx aultres tiers de lad. vigne que les héritiers dud. Spilman tiennent, doibvent par an IJ chappons, n'ont rien payé en cinq ans par ainsy deviennent redevables X chapp.

It. receup de Hellian pour sa maison I chap.

It. de Grims Petter de sa maison. I chap.

It. de Grumel Hengen de sa maison I chap.

It. Thomas Koch I chap.

MONHOF.

It. de Clas Gœrich et de Zipe Barthel I chap.

It. de Philippe Michiel Grit I chap.

It. de Heinrich Reichard I chap.

It. de Laurens et de Leiners Barthel I chap.

It. les enfans Gros Petter Yung I chap.

MULENDORF. — It. que les seigneurs de Meysebourg ont une cense au village de Mullendorf nommée la Buverie qui doibt par an aucuns grains que Lampman de Meysebourg en fait recepte et doibvent en chappons XXIIJ pour icy XXIIJ chap. livré à la Grange.

It. receup par le messagier de Ludelange, pour la cense de Mainstrof, en œufz I cent., en cabry I de luy mesme, pour le censier d'Olm ung cent d'œufz, en cabry I.

LA NEUF CENSE. — It. ayant la cense qu'est entre le chasteau de La Grange et Hettange, pour le terme de XVIIJ ans, à moitié de tous grains partissans sur les champs, le bled a esté mis et battu avecq les grains du labourage de La Grange, par ainsy nt.

LE LABOURAIGE DE LA GRANGE. — It. ce qui est provenu de labourage du chasteau de La Grange en froment XLIIJ malt. IJ bich.

en seigle XVI malt.

en avoine. IIIJ^{xx} malt. VII bich.

en pois. IJ malt. & $\frac{1}{2}$.

en febves. VI bich.

en orge VI bich.

LES VINS. — It. des vignes de La Grange IIIJ charées.

It. du pressoir de La Grange ayant esté admodié à Thomas le sergent de Monhof, a deservy pour ceste année XXIIIJ setiers de vin.

It. receup des vins de Canssemers¹⁾ II char. et I aulme,

It. de Mourstrof sur la Zaure²⁾ IJ aulmes.

It. de Wintring de l'an 73 et 74 X aulmes sont comprins aux 4 charées de La Grange.

LES CENSES DE WINTRANGE. — It. receup de Wintrange. . . . V aulmes.

LES CENSES DE GUENTRANGE. — It. de la vigne de Speder Hans que Colas Nobis tient à présent VIIJ setiers.

It. de Gremer de sa vigne que Jacob le tonnelier, beaulfilz de la Speires, tient X stiers.

It. de la vigne Clas le bouchier que Michiel le cordier tient à présent IIIJ stiers.

It. de la vigne de Herr Nicolaus que Clas Fleszgen tient à présent IIIJ stiers.

It. du Scholtus George de Fontoy de sa vigne que Guillaume, son beau filz, tient à présent VI stiers.

It. de la vigne de Clas Kreuff V stiers.

It. des vignes de la femme de Herr Prince XIJ stiers.

It. de la vigne de Leiffhantz que à présent sousd. le tonnelier tient V stiers.

It. des vigne de mann lehnem, ne scay qui les a entre mains et n'ont rien payé depuis que les François sont hors de Thyonville et doibvent par an comme il app^t par aulcuns registres X stiers.

It. de la vigne de Ropert le maréchal qu'à présent Theis le barbier tient, n'ha rien payé de l'an 67 à cause que lesd. Theis dist que feu mons^r Jan de Brandebourg, père des enfans, luy a affranchy et donné le cense, ce qu'il ne se prouvera n'y par lettres n'y par transport fait, et doibt par an VIIJ stiers de vin.

L'ARGENT DES PREZ. — It. de Frederich de Buvin pour les prez qu'il tient appartenans à la cense de Monhof VIJ thlrs.

It. de Leiners Clas pour ung pré qu'il tient, nommé le pré du maire de Havange XXXV s.

It. de Michiel, sensier de la nœuf sence, pour les prez qu'il tient appartenans à lad. cense XI thlrs.

It. de Starck Clas, bourgeois de Thyonville, pour le pré nommé le pré de Boulzing, ses années sont dehors payé par an V thlrs.

It. que les trois censiers de Kattenhof cy devant nommez pour les prez qu'ilz tiennent appartenans après le chasteau de Kattenhof n'ont payé ceste année, et doibvent XIIIJ thlrs.

1) Cantzem sur la Moselle.

2) Mersdorf sur la Sûre, grand-duché de Luxembourg.

3) Wintringen sur la Moselle, Luxembourg.

It. du pré auprès des fossez de Thionville réduit à un jardin que Sébastien Maillers, Henry Bougeport, la wef de Jan Strop tiennent aussi long temps qu'il plaira aux enfans, payent par an tous ensemble VI thlrs.

Mémoire que le seigneur de Schauwenbourg y a une place sa vie durant, comme il appert par une lettre qu'il a de moy et moy de luy.

L'ARGENT DES FOURS DE GARCHE. — Item que j'ay donné congé héritablement à tous les subiectz de serf condition à Garche que chacun peult faire four en sa maison, à scavoir que les laboureurs tant à présent qu'à venir doibvent payer chacun XVIIJ patars par an, et les manouvriers chacun X patars y estant comprins la maison de Grumeln Hienghen, beau filz de Clement, et la maison de Feder Jan;

et toutes les maisons qui sont à présent et à l'advenir sur la haulteur des seigneurs de Meysebourg et Garche.

Pr Sondach pour son four XVIIJ s.

Thomas, le cuisinier XVIIJ s.

Biffer Jan. XVIIJ s.

Zimer Jan XVIIJ s.

Schir Jan. X s.

Bernhard Muszgen X s.

Leinen Cleszgen X s.

Fischer Petter. X s.

It. Clas Bonnen Kunick X s.

It. Petter Cleszgen X s.

It. Schuellers Mathis X s.

It. Grummellen Henszgen X s.

It. la maison que Wolf a à Garche, ne donne pour le présent que X s. jusques à ce qu'un de ses filz y demeure, alors donnera XVIIJ s. et pour ceste année X s.

Autres censés héritables payables le jour Saint Estienne, lendemain de Noël.

MONHOF. — It. Feder Wilhelm pour la place d'une maison comme il s'appert par lettres qu'il ha de Guyllaume et Jan de Brandenbourg en datte de l'an 59, pour ce XXX s.

It. de Michiel, le censier, pour sa maison qu'il ha à Monhof pour luy avoir arrenté héritablement par moy Madame Anthoine de Castel Saint Nazar, par an XII pat.

It. à Symon les cousturier pour sa maison aussi laissée par moy héritablement V s.

It. de Lieners Clas et Lieners Barthels pour ung bien nommé Neubers goudt IIIJ chap.

ELLINGEN. — It. du bien de Cleffen Petter V chap.

It. de Starck Joan goudt, Clein Joan Clas, Petter Peil IIJ chap.

It. de Hentz mans goudt I chap.

It. Petter Peil et Feillen Bernhard et maire Hans de Ellingen donnent tous ensemble IIJ creutsers.

KAMPPFEN.¹⁾ It. de Zondach près du moulin et de Clas man Petter avecq leurs consors VIIJ gros, en froment $1\frac{1}{2}$ malt., en chapon IIJ.

It. TERFFEN.²⁾ — It. à Terffen gist ung bien nommé Schwein goudt, donne héritablement par an IIIJ fl. d'or, bon d'or et de pois, et à cause qu'ilz ne veulent donner que XXVIIJ pat. pour chacun fl. n'ont payé dès l'an 72 . . . ici . . . nt.

Pour le mesme bien ont payé en chappons qu'ils doibvent héritablement IIIJ.

MONHOF. — It. que Felt Olrich tient héritablement aucunes pièces de vignes qui rend héritablement par an XXX s.

It. que le maire de Monhof donne tous les ans ung porq qui est apprécié de dix fl. de XVIII s. pour fleurin X fl.

It. auront laissé pour admodiation à herr Clas, curé de Monhof, l'estaud derrier l'esglise de Monhof, nommé la vieille cuve, en donne par an cinquante pat.

It. que le Keisselbach n'est admodié à cause que les soldats de Thyonville le gastent, pour ce icy nt.

LE PRÉ DE SCHADENBOURG. — It. que les enfans ont ung pré auprès de la cense de Schadenbourg que feu Monsieur a heu laissé pour admodiation au censier de là, pour le terme de 18 ans commensant le 10^e marce au l'an 1566 et paye par an II thlrs.

It. pour ung jardin qu'est dedans la neuf ville de Thyonville qu'un laboureur a tenu et à présent Nicolas l'orfevre demeurant à Thyonville tient. . . . I thal.

MONHOF. CENSES HÉRITABLES PAIABLES A LA SAINT MARTIN. — Par de Mengen Fritgen. X s.

It. Adam Zuntgen X s.

It. Seipen Clesgen X s.

It. Clas Gœrich et Zeipen Barthel . . . X s.

It. Adam Zuntgen X s.

GARCHE. CENSES HÉRITABLES JOUR SAINT ESTIENNE. — It. Piffers Clesgen d'une grange IX s.

It. de Klein Michel Merten d'une maison IJ s.

RECEPTE EXTRAORDINAIRE EN ARGENT. — It. receup du sergent de Ludelange pour aucuns arbres qu'il a heu vendu aud. lieu par mon ordonnance pour XXXV thl.

It. receup de Monniers Barthel de Monhof pour le bien de Reichart André situé aud. Monhof qu'il a heu achepté pour le pris de LXX thalers, dequoy les seigneurs de Meillebirsch en prennent le tiers, les deux aultres tiers je l'ay receup qui monte à IIIJ thlrs. XX s.

It. avoir vendu à la Bricktoresse XXIIIJ cordes de bois à VIIJ s. la corde qui monte VII thrs. VI s.

LES AMANDES DE MONHOF. — Item en l'an 1574, au mois d'aoust, Wolf

1) Kanfen.

2) Terville (Terwen).

Gøerich, sener de Monhof, pour cette année pour s'avoir assis en siège juridiciaële pour former procès criminel, ayant prins le clerc juré de Thyonville pour escripre led. procès, comme il s'appert par le procès formé et verduict par escript, ce qui n'appartient à nul sener d'usurper la haulteur de son seigneur, qui sont les seigneurs de Meysebourg ensemble, tous les s^{rs} de Meillebourg, leurs comparsonniers au lieu de Monhof, et à cause que Lieners Clas, maire, et Wagner Barthel, Zeipen Barthel, trois maire et eschevins du costé de Meysebourg et Clas Jonck, eschevin du costé de Meillebourg, pour s'avoir assis avec led. sener qu'est contremener à leur serment qu'ilz ont faict à leurs seigneurs.

Aussi pareillement Clas Gøerich, Thomas France et Leiners Barthel, tous huict furent condampnez par voix de justice d'estre démis du siège de justice, pryer mercy aux seigneurs, depuis par grâce remis à leur office avecq amende pécuniaire comme sensuit :

Premièrement Wolf Gøerich XIJ. thrs.

et condampné à tous despens ;

Leiners Clas, maier VI thlrs.

Wagner Barthel VI thr.

Zeipen Barthel VI thr.

Clas Jonck VI thr.

Clas Gøerich IJ. thr.

Joan Kleisck IJ. thr.

Thomas France IJ thr.

Leiners Barthel IJ thr.

De quoy les seigneurs de Meillebourg prennent le tier de toutes amendes qui escheient par noz subiectz et tous le tiers sur les leurs, par ainsy ma part monte à XXVI thr. XX s.

It. de Sondach de Garche pour avoir dict parolles d'iniures à ung de nos paysans subiect du Monhof, fust condampné à VI thalers, pour ma part IIIJ thr.

It. que la paxon des bois de La Grange a esté vendue au maire de Monhof pour le pris de LX thrs.

1574.

CLERVAL. — Item à cause d'une sentence que les héritiers de Marguerite de Brandebourg dame d'Enrich ont eu perdu à l'encontre de Jan de Brandebourg, père des enfants, qui les en fit condampner au parlement de Malline, qui monte la somme de 1000 fl. d'or, et à cause qu'ils ne sont payez, les héritiers doibvent par an L fl. d'or de pension à raison de cinq pour sens, la pension n'a esté payée pour l'an de ce compte, pour icy nt.

VENTE DE VIN. — Item vendu deux fouders et demi de vin pour le pris de l^eXXXI thlrs.

It. avoir vendu L quartes de beure et XXXIJ formages (sic) de presse, le tout monte tant beure que fromage à LXXIX fl. VII s.

VENTE DE FROMMENT. — It. avoir vendu en fromment. XLII malt. pour le pris de XVIJ fl. le malt., montant les XLII malt. à IJ^eXXXVIIJ thlr.

VENTE DE SEIGLE. — It. avoir vendu en seigle LVIJ malt. VII bich. montant à IJ^e LXXXIIJ thlr. XXVIIJ s.

VENTE D'AVOINNE. — It. vendu en avoine. . . . LIJ malt. IJ bich., monte à . . . LXXXVIII thlr. X s.

DESPENCE DE LA MAIRIE DE MONHOF. — It. par le passé a esté engagé par Louis de Schinrich XXI fl et VI s. à scavoir XVIIJ s. par fl. à rachapt de IJ fl. d'or que Bernarde Schauwembourg tient en gage, pour pension payé XXI fl. VI s.

It. au maire de Monhof pour son loyer IJ fl. de XVIIJ s.

It. au sergent pour son loyer I fl. de XVIIJ s.

DESPENCE EN GRAINS.

It. aux héritiers de Hepgen qu'on leurs donne annuellement XXXI malt. combien que la lettre de vendange ne porte que XXVIJ icy. . . . XXXJ malt. seigle.

It. au maire pour son loyer IIIJ malt. seigle.

It. au sergent pour son loyer IJ malt. seigle.

It. pour le loyer de la justice I malt. seigle.

DESPENCE EN AVOINNE. — It. au maire pour son loyer. IJ malt.

It. au sergent pour son loyer I malt.

DESPENCE DES GRAINS POUR LA MAISON. PREMIÈREMENT EN FROMMENT. — It. que l'on a semé à la maison de La Grange en fromment VIIJ malt.

It. avoir semé par moitié avecq le censier en fromment IJ malt.

SEIGLE. — It. que l'on a semé au chateau de La Grange en seigle. IIIJ malt. VI bich.

It. avoir semé par moitié avecq le censier en fromment. IJ malt.

Despence d'avoine tant que l'on a semé au chateau de La Grange que sur la sence.

Item avoir semé en avoine XIII malt. et sur la cense II malt. VI bich.

POIS. — It. avoir semé en pois V bich.

sur la cense IIJ bich.

en febves II bich.

en orge II bich.

Despence que l'on a mis au moulin pour la maison, tant en fromment que seigle, depuis le XIIJ^e d'octobre 1574 jusque au XXV^e d'octobre 1575.

It. avoir mis à moulin pour la despence de la maison tant en seigle qu'en fromment, monte le tout à LXIX malt.

Despence d'avoine pour la maison. — It. tant pour les chevaux que pour engraisser porcqs et bœufz, et entretenir toute sorte de bestialle, monte à I^cXX malt. VIIJ bich.

It. pour deux braissines de cerevoise en fromment I malt., en espeaultre, V malt.

It. pour France de Wollchrange pour estre mon procureur à la prévosté de Thyonville, pour ce en fromment I malt.

It. à Clas Fleszgen pour estre mon solliciteur en lad. prévosté en seigle IJ malt.

en avoine IJ malt.

DESPENCE EN ARGENT. — Item pour avoir mené à Tresves par bateaux XL malt. de froment, L malt. de seigle, XXX malt. d'avoine, qui font en tout cent XX malt., le malt. pour VIIJ pat. monte à XXXIJ thlrs.

It. pour les despens de celui qui les a mené vendre, icy VI thrs. I pat.

It. pour les faucheurs. X thrs.

It. aux cilleurs X thrs.

It. pour celui qui a coupé le bois et faict les fagots VIIJ thr. IIJ s.
et I qrt.

It. pour avoir faict faire des fossez aux vignes IIIJ thrs. et $\frac{1}{2}$.

It. pour X mille plantes de vigne. XI thrs. XX s.

It. pour les avoir faict planter XV thrs.

It. pour avoir faire faict de paxeaux pour la vigne, pour ce VIIJ thlrs. X s.
dequoy le gouverneur de Fontoy en a payé une partie
comme il appert sur ses comptes.

It. au tonnelier tant pour avoir lié tonneaux que traversé les
vins au long de l'année, pour ce IIJ thr. XIIJ s.

It. pour avoir planché les estables, aux charpentiers VIJ thrs.

It. pour avoir faict le puy de la neuf cense. VI thr.

pour les pierres et pour la chaux IJ thr. et $\frac{1}{2}$

It. au coureux pour avoir couré des cuirs IIIJ thrs.

It. au cordonnier pour avoir faict des souliers pour serviteurs
et servantes. V thlrs. XIX s.

It. au sellier pour ce qu'il a heu faict tout au long de l'année,
et pour une neuf selle, bride et tout l'équipage pour mon
filz Bernard quand il alla à la court de l'empereur. . . . XV th. XX s.

It. au cordier pour cordage pour les chevaux et estables et
charrue et chars. IJ thr. IIIJ s.

It. au maréchal tant pour avoir ferré les chevaulx de selle que
de chars, et pour aultres choses qu'il a racoustré pour la
maison X thr.

It. au bourlier pour brides et colliers de chevaulx de chaire . V th. X s.

It. pour avoir achepté XXXIX libvres de suif, monte à V th. VI s.

It. pour avoir achepté deux chauldrons et trois poelles
de cuivre IIJ thlrs.

It. pour avoir faict racouster le bichet au bled par le
justicier juré de Thyonville. XXVIIIJ s.

It. pour XX brebis XVIIIJ th. VI s. et $\frac{1}{2}$.

It. pour la façon d'une braissine de cervoise. IIIJ thrs.

It. pour des espices IIIJ thlrs.

It. pour avoir faict des fagots d'espines IIJ thlrs.

It. pour avoir faict racoustrer les barrières tant à l'en-
tour de la maison qu'auprès du pont III thr.

It. à l'église de Saint Nicolas à Luxembourg pour une verrière que jadis les
seigneurs de Meysebourg aviont faict faire, et fust rompue par le toner et pour

l'avoir faict refaire, et pour y avoir faict mettre les huit quartiers de feu Monsgr. et les huit miennes, monte à XVI thlrs.

It. pour avoir envoyé Adam d'Andrimont devers l'évesque de Tresves tant pour le faict de ceulx de Lalay pour scavoir en quel tiltre qu'ilz retiennent les biens que mes enfans ont tant à Landstein qu'à l'entour de Conulance (sic), aussi pour modérer les pensions du docteur Flad et Humpheus d'aulcuns argens que par le passé leurs prédécesseurs ont heu prestez, pour ce despensu. . . XV thlr.

It. payé au maire de Wintrange pour demi aulme de vin pour remplir le tonneau qui estoit trop grand, pour ce IIIJ thlr. X s.

It. donné à ung notaire de Luxembourg, nommé Nicolas Rassorus, pour avoir à la présence des seigneurs de Schauwembourg et Malberg et officiers des aultres seigneurs ouy la déclaration de la justice de Fontoy. . . . IIJ thlrs.

It. à Brednus, l'huysier, pour une sentence provisionnelle que mes enfans furent condampnez par le conseil de Luxembourg à l'encontre de Rapffen Scholtus, de l'abbé de Saint Maximien, dem. à Thyonville, pour le disme d'ung jardin aux arbres près du chasteau de La Grange, nommé l'Atzing. . . . XX fl.

Item au mesme hussier tant pour avoir ouy tesmoins que pour ses vacations contre la ville de Thyonville quand ilz gagearent les porcqs du chasteau de La Grange, pour ce IIJ thlrs.

Et pour les despens des tesmoingts. VI thlr.

It. pour avoir faict adjourner les tesmoingts VIIJ s.

Item pour la mesme cause pour s'avoir mis en arbitrage tant la ville que moy, tant pour avoir adjorné les tesmoingts que pour tous despens de ce jour là, monte à VIJ thlrs.

It. que la justice de Thyonville veult oster et usurper à mes enfans leur droicture et franchise qu'ilz ont en leur jardin aux arbres, nommé l'Atzing, voulans aller par force avecq leurs bestiailles en pasturage dedans, ce que de toute ancienneté n'y ont jamais esté, pour les vacations de Michiel, l'hussier IIIJ thlrs. XXIIIJ s.

et pour les despens des tesmoingts IIIJ thlrs.

It. à France de Wolcrange, procureur, pour avoir servi par plusieurs fois V thlrs. IIIJ s.

Despence des loyers des serviteurs et chambrières. — It. pour les loyers tant des serviteurs et chartier et hardier et chambrières, monte le tout à LXXXI $\frac{1}{2}$ thlrs.

Despence pour les filz. — It. pour ung cheval pour mon filz Bernard, monte à LVI thlr.

It. pour deux pistolletz X thlrs.

It. pour ung flasque et cartouche I thlr.

It. pour tous ses accoustremens, à scavoir deulx paires de chausses, deux pourpointz, ung manteau, trois bas de chausses, chapeau, poignar et espée, chrochetz d'argent, pour ce . . . L thlrs. XVI s.

Pour son voyage en argent content délivré à celui qui le mena. . . XLIX thl.

It. quant je l'envoya quérir estant à Tresves à l'escholle, pour la despence
IIIJ thlrs.

It. pour Petter Ernest pour ses despens depuys Tresves jusques à La Grange
. IJ thlrs.

It. pour ses accustremens quant je le mis auprès de Monsieur le conte Octave
. XXV thlrs. XX s.

It. aussi prins pour Hester auprès de Paulus, le mercyer, pour taffetas velouté
pour une robe a eu XXX thlrs.

It. pour la façon des vignes de La Grange XL thlrs.

It. au tisserand IJ thl.

It. que ce que l'on a heu faict racoustrer à La Grange de Thyonville, monte
à XLVIJ fl.,

comme il appert par ses parties.

It. à Bernard de Schauwenbourg pour la pension de XV^e fl. d'or qu'est pour
la moitié du mariage de sa mère qui sont rachetables comme s'appert par le traicté
de mariage de sa mère et par quittance. On luy paie par an. IIIJ^{xx} IJ th. — Xs.

It. à l'église de Saint Nicolas à Luxembourg sont en gage V fl. de XXVIII
pat. le fl., en rachapt pour sens desd. fl. paye pour la pension (comme s'appert
par quittance) V fl. de XXVIII pat.

It. à la Trinité à Luxembourg, chappelle appartenant aux s^{rs} de Meysebourg,
pour leurs offrandes tout au long de l'année XIIIJ s.

It. aux cordeliers de Luxembourg à cause d'une sentence provisionnelle qu'ilz
ont obtenu au conseil de Luxembourg contre mes enfans encores qu'ils n'ont rien
sceu faire apparroistre ny par lettres ny par vive voix, m'ont contrainct led. con-
seille à leur donner VIIJ fl. XII pat. pour fl.;

et se fondoit lesd. cordeliers sur certains registres en datte de l'an 1555 que
tant ma belle mère que ses enfans donnont par an pour une robe à ung nommé
frère Jan de La Grange, depuys gardiens de là, pour rescompense des services
qu'il avait faict tant au marry de lad. dame qu'à ses enfans qui sont grands pères,
grands mères, pères et oncles de mes enfans, led. les a servi XXXVI ans ou plus.

It. à Jacob de Buvingen dem. à Richemont pour une sédulle de Guillaume de
Brandebourg en datte de l'an 1556, monte à XXI fl. carolus.

It. pour une sédulle de Jan de Brandebourg à Petter, filz du maire de Retelle,
en datte du XX^e de may 1568, monte à L fl.

comme s'appert par sédulle et aussi de la sédulle de dessus.

It. rachepté la cense de Sant Weyller qu'avait esté engagée par feu Mons^r
Jan de Brandebourg, en datte du X^e de septembre 1566, signée de feu Mons^r et de
moy, et en aye payé VIII^c XI th. XVIIJ pat.;

et comme s'appert par quittance signée de Henry Morselz et François
de Cruve.

It. payé à Lodwich Kroiber comme s'appert par lettres scellées du scel de
Osterman, et quittance signée de main de notaire. I^e daller.

(Archives de la Section historique à Luxembourg, fonds Differdange.)

1532. 15 juin. — Georges de Brandenbourg reprend en fief de Charles V la seigneurie et le château de Clervaux.

Ich Jurche von Brandenbourgh, herre zu Klerffe, thun kundt und bekennen mit diesem gegentwirtlichen brieffe, dass ich von dem alldurchlauchtichsten, groissmechtigsten fürsten und herren, herren Karle Ko^{er} Kay^r zu aller zeiten merhrer des reichs etc., erbherren des hertzochtumbs Luetzenbourg und graveschafft von Chiny, mynem allernedichsten herren zu rechten erbmanlehn halten und empfangen hain sulches hernach geschriben volget, zu wissen meyn schloss und bourgh Clerve mit arllem gerechticheit und herlicheit gentzlich hoeche diesse, mittel und nieder, mit dem geleids aingande von eynen stück landes genant der Ryncke, gelegen in der straisen wert uff ihen syt Hosity daran und werende biss ain de baich genant Kisselbach, dannen vort bis ain die halb Oure und das da heissen ist die Wiltz als verer die parche Montzhusen und Hosityghene und den hoiff Bocholts mit alle syme zubehoere, uisgenommen huser die dem herren von Stolzenbourgh zubehoerich sint; darnach von meym vurs. huis das wasser uff die meyn erbe scheidet, gehen dem von Reulandt biss an Volckers fort, von dannen gliche zu eyne baume bovent Weicherding, von dem baum recht kommende bis zu dem hoeff Katzwiltz uff der Wiltz gelegen bis zu meyme vurst. huis über und sust uff allen den den steden, da ich erbschafft hain, binnent dem hertzochen von Lutzenbourgh hab ich gericht mit sampt den vischerey uff dem obgenanten wasser Wiltz gentzlicher uff der mullen, bobent meyme huis die dem herren von Pittingen zugehörich ist, das wasser abe bis ain die mullen zu Enschringen mit dem borche sest dayle und fryheit daeselbst zu Clerve die erbelegen, manlichen bourchelegen und eigenschaiff der leude gehoerich zu dem schloss vurst. und sust mit gartten, velden, buischen, weiden, wasser und wellden, wyngern und aysement, so wie dan myne liebe vatter Gotthart van Brandenbourgh selig und seyne vurarldern, den godt genadt, das uff mich braicht und geerbt haint und disse hernache geschriebene hoib, meygerien, dorfferen, erbschafft und guetteren gehörende zu dem vurst. schloiss da von die erclerunge derselber wye und wo die gelegen seyndt und was eyn yglichst ain gelde, frucht und anderst jars ungeverliche renthen und diene magh. Zum ersten die müllen zu der freyheit zu Clerve magh jars dienen umb die XX malter korns ungeverlichen, vort der hoeff zu Hosity, zu wissen in dem dorff Hosity dryzehen vogdien, zu Eusenbach zwo vogdien, und zu Gralingen by Brandenbourgh eyn vogdie, gehoerich alsamment zu dem vurst. hoeff mit sambt alle den zehenden, den gehoerich zu demselben hoiff. Item der Tolle mit dem geleide in dem dorff Hoisy und darzu der bannoben und landrecht daeselbst halff. It. noch etliche zinsfrucht in demselben hobe mit noch etlicher zins tuen von der leude gehoerich zu der herschafft van Meysenburgh, so das derselb hoeff jars dienen maig ungeverlichen umb die vier und zwentzig gulden ain gelde und ain frucht umb dry malter khorns und XX malter even myn oder mehre, nast dem jarganck und zwolff ader viertzehn pfondt wacs. It. der hoiff van Stoltzenburch, zu Hosity in dem dorff zwolff vogdien, zu Neithusen eyn vogdey, zu Montzhusen vier vogdien, zu Rular dry vogdyen und zu Wispach vier vogdyen gehoerich dem vurst. hoiff, deilt sich zu dem halbscheidt mit dem herren von Stoltzenburch, so das der-

selbe hoeff maig jars zu Clerve dienen ain gelde vier und drissig gulden und ain frucht sechs malter khorns und funf malter even. It. der hoeff von Ulflingen zwoelf vogdyen, zu Drunklingen dry vogdyen, zu Besslinck dry vogdyen und zu Hoillzingen dry vogdyen, alsament gehoerich indemselben hoeff, und deilt sich in viergetheilt, dient derselbe hoiff zu Clerve jars ain gelde XXI gulden und ain frucht andert halb malder khorns und dry malter even. It cyn sechsgetheilt ain den zehnden zu Wicherdingen, mag dienen vier oder sechs malter frucht halff khorn, halff even, meehre ader mihn naist dem jarganck. It. die meyerrey zu Wolsfelt, zu wissen sechs besatzte vogdyen daeselbst und die muellen halff. It. ettelich zinsfrucht zu Scharpillich. Item uss dem hoiff Zwenslingen und zu Ringendorff us Hesspass hoeff auch jars etteliche zins, so dass dieselbe meygery jars dienen maich ain gelde XII gûlden und ain schaffzins frucht mit der mûllen paichte XIII malder weis und dry malder even ungeverlichen vort mehre die meygery van Everingen, zu wissen zu Everingen dry vogdyen, zu Hellingen dry vogdyen und zu Sirren eyn vogdey mit der mullen daeselbst halff. It. die mulen zu Berchem mit sampt den zenden gehoerich in dieselb meygery, genant der Garsser zenden mit seinen ainhange und zubehoere, so das dieselb meygery jars dienen maich ain gelde XXIII gulden und ain zehnden und schafffrucht mit den mullen paicht VI malder weis, XVI malder khorns und zwolff malder even, mehre oder minhe nast dem jarganck ungeverlichen. Item den hoeff von Röser dient jars wingeld fünf gulden und ain frucht vier malter khorns. It. ein malder even ungeverlichen. It. in der meyery von Bouss mogent sein vier erben dern nit dan eyn vogtey besetzt ist, dienet jars ain gelde VI gulden und eyn echteill ain den zehnden zu Bouss, maich jars dienen vier oder funf malter frucht, halff eyn halff ander, minhe oder mehre nast dem jarganck. Item der hoiff von Preunen mag jars dienen ain gelde zehn gulden und an frucht so schaffrecht, so veitrecht ungeverlichen dry malter khorns und funff malter even. It. in dem hoeff van Seulle mogent seyn vier vogdyen, die mit alle besatz seint, deillen sich zu vier gedeillen, dienen jars zu Clerve ain gelde III gulden und dry malter even; vortmehre eyn wingart genant de Khanssemer berche, helt umb die vier oder fünf morgen lands ungeverlichen, maich jahrs dienen zwey stück weins, mihne oder mehr nast der zeit. It. van dem hoeff von Dunckellrode zu wissen zue Mecheren sechs vogdien, zu Liefferingen VIII vogdyen mit der mullen daeselbst und zu Dunkelrode zwo vogdien mit sampt der kirchegaben daeselbst. It. darzu den zehnden in demselben hoiff mit sampt dem zehnden zu Eschdorff, so dass derselbs hoeff jars dienen maich ungeverlichen ain gelde umb die XL gulden und ain schafffrucht zeenden mit dem landrecht und mulenpaicht umb die XXVI mit khorns und XXVI mit even, merhr oder minhe naist dem jarganck, und umb die XXXVI pfonde wacs; vortemehr meyn huis zu Esch uff der Schurren (sic) mit stallonge und alle synem begriff, aisiment und zubehoere zu lehen zu der bourche Esche mit dem bourchefriden und aller herlichkeit darzu gehoeren als ain mitgedeiller und herren daeselbst der herschaiff van Esche. It. vortmehre den hoiff zu Wyesenbach mag jars dienen das wert van XL gulden so gelt, frucht und anders. It. den hoiff van Beydwyler mag das wert van X gulden dienen, vortmehre noch jars etliche zinsschynende zu Clerve in dem hoichgericht uff Sant Johanstaig in den heiligen tagen zu wynachten, mag jars

dienen umb die sechs oder aicht gulden ungeverlich und darzu in allen vurst. hoiben, meygerien und dorfferen so gebent alle besatzte vogdien yelichs jairs dry houer sunder geverde in allen vurst. stücken, welche vurst. erbschaffteu, gütter, gulden und renth, aisement und lehen ist mins obgenante allergnedichsten herren davon ich syner durchleuchtigkeit, groissmechtigkeit als mynen allergnedichsten herren hulde, eyde, treuwe und gehorsamgheit gethain als lehen recht ist, geloibt und geschworren, geloben und schwerren myt myner leyblicher truwe vur mich, myne erben und nachkommen syner durchleuchtigheyt und groissmechtigkeit erben und nachkommen, iren heuffleuden, stathelteren und amptleuden der vurbenanten lande alles van der egenanten guetteren eyn guid, getruwe, gehorsame man und undersass zu seyn und zu dienen ass das zuthon eynem guitten, getruwen lehenman zubehoeret und als eyn undersaiss synem fursten und herren schuldich ist zu thoin; behaltens mir vurab ich mehre hernachmals finde oder sust gepurlich underrichtet wurde, dass ich einiche guetter mehre in hette die von mynen obg. herren allergnedichsten zu lehen weren rurrende, da geloben und schwerren ich ime auch allezeit gepurlich ercleronge van zu geben, sobald myr das furkommen würde sonder geverde; des zu urkundt und gezeuge der warheit hain ich mynen siegel ain diesen brieff gehangen, mich mine erwen aller vurst. saichen zu oberzeugen und zu Obersagen, der geben wart des funfzehenden taigs junii in dem jaire unsers herren dusent funfhundert und dryssig zwei.

Vidimus Blanchart.

» Bezirksarchiv » à Metz, fonds Clervaux.

1589. 17 oct. Sentence préparatoire dans un procès au sujet de Schutbourg.

In der sachen fur meinen gnedigen hern ritter richter und edlen im hertzogthumb Lutzemburgh hangende zwischen der witwen und erben weilandt des edlen und ernvesten Johansen von Brandenbgh., her zu Meysembourgh, Ventsch und Scheuren und clegern ahn eyne, und der auch edel und ernvest Johan von Kerpen, her zu Ilingen als jetzigen inhaber des schloss und herschafft Schudbourgh betagten andern theils, die clagende parthey erscheindt und liest vortragen, nachdem in dieser sachen so weith vorgefarn, dass sie die cleger ire replick ubergeben, auch zu bewehrungh derselben briefflliche documenta am XXVI^{te} aprilis 1589 ingliebertt, so begeren die cleger das beclagte parthey unangesehen irs pretendierten whers, welcher innen von dem edlen ritter besess ahn XI^{te} July 1589 aberfandt vermuge der retroacten, duplicien und vortschreiten, daruff die betagte parthey angezeigt, wie aus den acten sich befindt, das sie in dieser sachen geantwert und den bring. rechtens befestigt und ire verantwortungh schriftlich vorbracht, also der uff irer seitten nitt nottigh etwas zu duplicieren oder verners mundlich vorzubringen und wen nhun dem gegentheil geburen will, sich zu erklern, wass sie verner in der sachen zu thun gemeindt, bitt die beclagte parthey, das clagende parthey solche erklerngh thun soll, und sich der rittergerichts ordnungh gemes verhalte. Dargegen die clagende parthey vortragen lassen, nachdem hiebevern in dero replick uff gefallene entwort der beclagten partheien neue gechicht inbraicht, so soll die beclagte parthey daruff zu duplicieren zum wenigsten mitt dem werth gestendigh oder ungestendigh schuldigh sein, uff welche die beclagte parthey copy und besichtigungh der acten begert, darin gegentheils ieglich begriffen sein solle, sich erbietende soviel nottigh und die rittergerichts ordnungh zuleest zu nechstkunfftigen rittertage, daruff zu deplicern und in mittels alle handlungh mitt der beclagter partheien so jetzundt nitt inlendigh zu beratschlagen und am nechsten rittertage ir gebur zu thun, wiewoll die beclagte parthey genugsam im rechten zuerhalten befuegt, weil der beirgh rechtens wie sichs geburt befestigt, wie dan der

lester reces austrucklich mitt sich bringt, dass also dem gegentheil geburn solle seine clage in art und satzungsweiss zu stellen und vorzubringen, dhomitt beclagter durch das wortt gestendigh oder ungestendigh zu antwortten angehalten werde, alles vermuge der rittergerichts ordnungh uff welche man sich gezogen haben will, daruff die clagende parthey vorgeben, nach dem in dieser sachen so weith vortgefahren, das der kriegh nit allein durch entwortt sonder allenthalben durch verner vortragens befestigt, und sunderlich auch ahm XXI^{te} octobris 1580 uff inbeachte der clagender partheyen beweisen und verner notturffe, dem betagten uff sein begern tagh ernendt, daruff seine notturffe und gegenbericht einzubringen und dan die sache bis an hero in das neunt jar vertzogen, begert die clagende parthey, das die betagte parthey angehalten werde, was sie darin zu thun oder zu lassen gemeindt sey sich zu erkleren. Da aber die betagte parthey nichts weiters einzubringen, wie sie sich hiebeuven erklet, nimpt die clagende parthey sollichs zu recht ahn und pitt ir commissarien zu verordnen von denselbigen zu weitem beweisthumb der clagen soviel notthigh vorzufarn, die betagte parthey lest zu, dass commissarien ernendt werden, vermitz dem edoch dass ir erlaubt werde allen iren vernern beholff und beweiß, sambt widerachtung uff gegentheils schriftlichen schein einzubringen und den prows wie sich geburt zuvolmachen, die cleger lassen zu was recht ist und die rittergerichts ordnungh mit sich bringt, nach verhoer der partheien mein gnediger her ritter richter und adlicher besess ordnen und ernennen die edlen und ernvesten Collin Zandt, mitther zu Bourscheidt, und Wilhelm von Lontzen, genandt Robe, dieser sachen commissarien, vor welchen sambt dem rittergerichts greffier bede partheien iren beweisthumb thun und den proces bis an recht sprechen volmachen sollen. Acte Lutzemburgh ahm XVII^{te} otobris 1589.

Copie certifiée.

« Bezirksarchiv » à Metz, fonds Clervaux.

Quittance concernant la succession de Christophe-Albert d'Argenteau.

Pardevant les notaires royaux établis à Thionville et y résidens soussignés fut présent en personne Messire Charles Henry, baron d'Eltz, seigneur d'Ottange, Boulange, Wolmerange, Busbach et autres lieux, résident en cette ville, lequel a dit et déclaré avoir reçu réellement et comptant en bonnes espèces de M^{re} Pierre Wolkringer, con^{er} du Roy, lieutenant maire de cette ville, la somme de quatre mil livres tournois par luy avancée et payé par le sieur Nicolas Henrion, prévost des cinq villes, demeurant ord^t à Sivry le Franc en Lorraine, pour Messire Florimond Claude, comte de Mercy, héritier bénéficiaire de deffunt Messire Christophe Albert, comte d'Argenteau, à monsieur Lingnet de Susemont, pour lors con^{er} au Parlement de Metz et à présent à la Cour souveraine de Lorraine, et à la dame son espouse et pour laquelle somme, cession et transport a esté fait à mond. sieur baron d'Eltz de pareille somme de huit mil livres à prendre sur celle de trente deux mil livres due à titre de constitution par M^e Brice Gomé, acquéreur de la terre de La Grange, près de cette ville et autres biens dépendant de la succession dud. s. comte d'Argenteau énoncé au contrat du 3^e juin 1701 suivant q^e appert du tout par l'acte fait double entre mond. sieur baron d'Elz, led. sieur Henrion et le sieur Adam Simon, prestre curé de Circourt, comme fondé de procuration de mond. sieur comte de Mercy, du 16 dud. mois de juin 1701, lequel en orig^l restera joint aux présentes pour y avoir recours quand besoin sera et par lequel il a esté stipullé que ledit sieur Henrion seroit tenu de reprendre à son profit la rétrocession de huit mil livres de mond. sieur le baron d'Elz, lequel déclare en outre qu'au moyen de lad.

somme de quatre mil livres à luy présentement payé par led. sieur Wolkringer et de pareille somme de quatre mil livres qu'il a receu le 8^e juillet 1702 dud. sieur Henrion, il rétrocède par ces présentes sans autre garantie que de ses fait aud. sieur Wolkringer ce acceptant la somme de huit mil livres comme estant led. sieur Wolkringer aux droits dud. sieur Henrion pour les quatre mil livres par luy payé led. jour huit juillet 1702 suivant q^e appert paraît du 19 janvier de la présente année 1704 signé dud. sieur Henrion et dud. sieur curé de Circourt, led. ont mis ensuite et autres de celui susmentionné du 16 juin 1701, se tenant mond. sieur le baron d'Elz contant bien payé et satisfait de la susd. somme de huit mil livres même des intérêts qui luy en revenaient jusques au premier du courant au moyen de la rente qu'il a receu pour l'année eschue au 23 juin 1703 de lad. somme de huit mil livres; en conséquence a subrogé led. s^r Wolkringer en ses droits, lieux et places pour recevoir au 3^e juin prochain la rente entière qui échoira d'une année de la susd. somme de huit mil livres et en jouir jusques au remboursement de la même somme de 8000 l., conformément à ce qui est stipulé entre luy, lesd. sieurs Henrion et Simon par l'acte susd. du 19. janvier dernier et à mond. sieur d'Elz remis aud. sieur Wolkringer le double de l'acte du 16 juin 1701.

Archives de La Grange.



TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SECOND.

	Pages
I. Situation politique de La Grange. — Topographie. — Population.	
La Grange faisant partie de la commune de Manom, Malgrange et Saint-François. Site charmant. Changements de domination. Note sur les différents territoires qui composent aujourd'hui la Lorraine allemande. Rapport des villages de Garsch et de Manom à La Grange. Dénombrement des feux de 1500. La population de La Grange en 1530. Maladies contagieuses. Population de Garsch et Manom en 1561, 1586 et 1611.	3—16
II. Forteresse et château.	
Les premières indications sur la forteresse. Aspect général des vieux manoirs. Importance de la forteresse de La Grange. Démolition du vieux château. Demeures des vassaux.	17—22
III. La Féodalité.	
Migrations des peuples. Constitution de la propriété. L'alleu et le fief. Transformation des alleux en fiefs. Terre dominicale et censive. Biens libres et biens serviles. Leibeigenschaftgueter et schaffgueter. Reprises de fiefs. Personnes libres et non libres. La terre gallo-romaine cultivée par quatre sortes de paysans. Les gens de servile condition sous la coutume de Luxembourg. Origines de la féodalité. Le seigneur réclame des redevances et des services. Le terrage, les prestations en bétail. Services et corvées. Classement des droits seigneuriaux. Préjugés contre la féodalité, réfutation.	23—38
IV. Les droits du seigneur.	
1. CORVÉES, SERVICES ET REDEVANCES. — Service militaire, garde du château. Corvées imposées aux sujets de La Grange. La taille. Mémoire sur les revenus de la terre de La Grange sous François-Brice Gomé. Recettes faites à La Grange à la St. Étienne. Prestation de poules. Redevances particulières du chef de certaines possessions. Comptes des recettes et des dépenses en 1574 à 1575. Énumération des localités devant cens et rentes. Revenus à Masholder et Alsdorf, à Kern sur la Moselle et à Brulange.	39—53
2. LE DROIT D'ENTRECOURS. — Droit existant réciproquement pour les sujets de La Grange et de Milbourg à Manom, Garsch, Yütz (Haute et Basse), Illange, Küntzich et Molvange. Redevance due en cas de mariage lorsqu'on change de village. Rachat de la liberté.	53—55
3. CHASSE ET COLOMBIER. — Droit de chasse non réservé au seigneur dans les records de justice, mais bien dans des baux. Récriminations contre ce droit. Privilège de tenir des pigeons.	55—56

	Pages.
4. PÊCHE. — Pêche dans le Kieselbach partagée entre les seigneurs de La Grange et ceux de Milbourg. Rapport de la pêche. Revenu des étangs. Note sur la pêche dans la Moselle près de Thionville.....	56—57
5. PATURAGE. DROIT DE PACAGE. — La grande Atzing. Difficultés au sujet du droit de pacage. Le Thielmansdriesch, contestation des Schauwenbourg. Droit de troupeau. Élevage de brebis et de moutons.....	57—60
6. LE FOUR BANAL. — Four détruit déjà en 1687. Sujets autorisés à cuire le pain chez eux contre une certaine redevance. Note sur les fours banaux dans les environs de Thionville. Reconstruction du four banal à Soleuvre. Revenu à Bataincourt..	60—62
7. MOULINS. — Amodiation du moulin banal. Notes sur différents moulins...	62—64

V. La dîme.

Définition de la dîme. Son origine. Influence de l'église sur le défrichement des terres. Perception de ce droit. Patronages des grands seigneurs fonciers. Transgressions de la part des ecclésiastiques et de la part des seigneurs laïcs. Division de la dîme, la quotité. Dîme à Hettange, Garsch, Hussange et Ham. Droit particulier du curé de Hussange. Dîme à Kayl.....	65—71
---	-------

VI. La justice.

La famille et ses différents membres, but premier de sa constitution. Formation de la tribu, son organisation. La centurie est formée par plusieurs tribus; organisation et droits de la centurie, son but. La peuplade. Droits judiciaires de ces différents corps. Avènement de la royauté et du militarisme qui favorisent la féodalité. La royauté accapare tout pouvoir. Rapport entre les peuples vaincus et les vainqueurs. Maintien des anciennes divisions du territoire et de l'organisation judiciaire. Le roi comme juge suprême, ses collaborateurs à la justice. Objection contre le rôle judiciaire de la centurie. L'organisation de la justice dans le Luxembourg se développe sur la base des institutions germaniques. Centuries duciales ou comtales et centuries seigneuriales. Prépondérance des coutumes. Division de la justice en haute, moyenne et basse, définition de ces trois degrés. Les seigneurs de La Grange étaient-ils hauts-justiciers? Leurs droits de justice dans les villages de Manom et de Garsch. Les seigneurs de La Grange exercent la haute justice dans leur domaine. Signe patibulaire, prisons. Question sur l'inféodation de la seigneurie de La Grange à la prévôté de Thionville. Officiers de justice; le maire, représentant le seigneur, assisté par les échevins (cour échevinate). L'emploi de maire est fort recherché. Attributions de la cour judiciaire. Cours supérieures. Élection des maire et échevins. Nombre des justiciers. Citation en justice. Pour toutes les dépendances des seigneurs de La Grange, il n'y a qu'une seule cour de justice. Durée des fonctions des justiciers: annuité et nomination à vie; révocation. Contestation sur certains droits entre les seigneurs de Cattenom et les habitants de Cattenom et de Sentzich. Bailli, prévôt, procureur fiscal, gruyer, forestier, garde-champêtre. Cour foncière de la communauté de Manom. Multiplicité de la juridiction à Garsch et à Manom; diminution de ces différentes juridictions. Droits judiciaires des seigneurs de La Grange en dehors de leur domaine proprement dit à Manom et à Garsch. Exécution à mort. Amendes. Avantages dont jouissent les justiciers. Plaids généraux et banaux. Compétence des justices seigneuriales. Mesures prises pour prévenir une sentence irrégulière. Certains seigneurs de La Grange veillent avec soin sur leurs droits de justiciers; oppositions faites par Antoinette de Castel-Saint-Nazaire. Contestation de droits dans l'exercice de la justice avec le prévôt de Thionville. Le droit de première audience. Droit de la première danse et de la criée de la fête publique; contestation entre les seigneurs de La Grange et ceux de Milbourg.....	73—126
---	--------

VII. Institutions d'État dans le Luxembourg se rattachant à la justice.

1. LE SIÈGE DES NOBLES. — Son développement de la cour féodale; son

institution à l'occasion de la captivité du comte Henri V. Réorganisation du siège des nobles en 1462. Compétence de ce siège, ses droits sont peu à peu attaqués et accaparés par le conseil provincial. Admission des membres et leur présence aux assemblées. Élection du justicier des nobles, fonctions de celui-ci, ses revenus. Jean de La Grange comme justicier. Remplacement du justicier..... 127—135

2. LE CONSEIL PROVINCIAL DE LUXEMBOURG. — Preuves sur l'existence de ce corps avant l'occupation du pays par la maison de Bourgogne. Nombre des conseillers. Attributions du Conseil. Simplicité dans la procédure. Charges des seigneurs de La Grange dans ce corps..... 135—139

VIII. Anciennes monnaies et mesures.

Les valeurs monétaires. Premières monnaies. Le florin et la livre de Metz. Monnaies en usage dans le Luxembourg d'après des ordonnances de 1502. Le florin du Rhin. Rapport entre différentes monnaies. Table des monnaies françaises en usage en Lorraine au XVIII^e siècle. Variations moyennes du rapport de la valeur de l'or à celle de l'argent. Mesures agraires: journal, fauchée, arpent, charrue, bonnier, mouée. Mesures de capacité: maldre, bichet, pinte, fas, hotte, corde. Mesure de vin: fondre, aïne, lagena, setier, quarte, muid..... 141—152

IX. Biens seigneuriaux.

1. LES BIENS SEIGNEURIAUX EN GÉNÉRAL, CHAMPS LABOURABLES ET JARDINS. — Enchevêtrement des seigneuries de La Grange, Milbourg et Berg. Champs labourables d'après un projet de partage de 1530 et un compte de 1574. Dépandances de La Grange d'après le record de justice de 1706. La cense de Cattenom, la métairie de Florange, maison de Thionville, jardins et prés au ban de Thionville, métairie de Thionville, cense d'Ellange, forges et usines, ferme de Manom, cense de Weltershof. 153—161

2. VIGNES ET DROIT D'ABROCAGE. — Notes sur l'origine de la culture de la vigne. Les premières vignes dans les environs de Thionville. Vigne d'Embry. Encouragements donnés à cette culture par les seigneurs de la Grange. Causes de la décadence de la viticulture. Superficie des vignobles dans la seigneurie de La Grange. Cens en vins; pressoir banal. Droit d'abrocage. Bénéfices et dépenses. Culture de la vigne dans la Lorraine en général. Produit, quantité et qualité. Tableau des vendanges de 1626 à 1898. Espèces de vignes cultivées. Moyennes du prix du vin à partir de 1426. 161—176

3. HOUBLONNIÈRE ET CONSOMMATION DE BIÈRE. — Revenus tirés de la culture du houblon. Consommation de bière et de vin..... 176—178

4. LES BOIS. — Valeur vénale des bois au moyen âge. Introduction des coupes. Étendue des bois de La Grange. Actuellement ces bois sont divisés en 24 coupes. Main-levée du séquestre apposé sur les bois du ban de Manom..... 178—183

5. LES PRÉS. — Prés cités dans le projet de partage de 1530; étendue des prés de La Grange. Prix du foin. Les friches. Les principaux prés d'aujourd'hui.... 183—185

6. FAÏENCERIE ET TUILERIES. — Renommée des produits de la faïencerie de La Grange. Poêle remarquable. Revenus de la faïencerie. Importance des deux tuileries ayant dépendu du château.

Coup d'œil sur l'étendue du domaine de La Grange dans les temps modernes.. 185—187

7. LE CHATEAU MODERNE DE LA GRANGE. — Construction du château par Christophe Gomé. Maçonnerie. Disposition du château à l'intérieur. La façade. Vestibule et première salle de réception avec une riche collection d'armes et de superbes portraits et tableaux. Le grand salon avec quatre gobelins et douze fauteuils confectionnés à la Manufacture nationale de Beauvais; note sur la main-d'œuvre payée pour ces objets. Troisième salle de réception. Chambres à coucher. La chapelle, toile attribuée à van Dyck. Le premier étage et les greniers. Incendie en 1896. La maison d'Alger 187—192

X. Le terrage à Garsch et Manom.

Les différents seigneurs qui perçoivent des rentes à Garsch. Rente de <i>schaff</i> due aux seigneurs de La Grange. Répartition de cette rente pour Garsch et Manom. Contestation de ce terrage; quotité. Arrangement des habitants de Manom avec leur seigneur; opposition faite par quelques particuliers, procès. Fixation de la rente que doit chacun des porterriens de Garsch; arpentage du ban de Garsch. Division du ban: 3 saisons de terres labourables. Opposition du sieur Brazy. Division des vignes et leur superficie; 21 cantons de prés et 8 cantons des bois des particuliers de Garsch. Communauté de Garsch. Notes sur les communautés en général. Treize cantons de prés et 5 cantons de bois de la communauté de Garsch	193—221
---	---------

XI. La religion et le clergé. L'inquisition. Sépultures.

Attaques dirigées contre l'Église. L'Église et les affranchissements; son rôle salutaire sur les populations. Influence des monastères sur les sciences, la civilisation et la culture. Affaiblissement de la foi et relâchement dans les mœurs. La sorcellerie; bulle du pape Innocent VIII. Nomination d'inquisiteurs. Tortures; victimes de la sorcellerie. Réaction contre cette aberration mentale. Le protestantisme dans le Luxembourg et l'inquisition. Rôle que joue François Ier à l'égard des protestants allemands. Mesures prises par Charles-Quint pour mettre une barrière à la propagation du protestantisme. Philippe II et ses mesures atroces. Le protestantisme dans le Luxembourg vers 1560. Antoinette de Castel-Saint-Nazaire accusée d'hérésie. Sa fuite à Genève, son retour, son arrestation. M. Frederichs et le procès de la dame de La Grange. Réclamations du mari et des parents d'Antoinette contre cette arrestation. Rôle perfide que joue Marguerite de Parme dans cette affaire. Mécontentement de la garnison de Thionville qui ne reçoit plus de solde. Correspondance échangée au sujet de la détention d'Antoinette de Castel-Saint-Nazaire entre Philippe II, la Gouvernante générale, le procureur général et le conseil provincial de Luxembourg. Mise en liberté conditionnelle de la dame de La Grange. Sépultures des seigneurs de La Grange. Caveau dans l'église paroissiale de Manom. Caveau actuel de la famille de Bertier.	223—248
---	---------

XII. Valeur des choses. Dépenses. Vie et mœurs.

Situation du serf. Tableaux des prix des céréales, du pain et de la viande; les documents sur La Grange ne fournissent que peu de données à ce sujet, mais on trouve de nombreux renseignements sur la valeur des choses pendant les années 1783 à 1793. Prix de quelques vivres, prix du vin, des chevaux. Valeur de différents objets. Gages et étrennes. Dépenses annuelles du marquis de Fouquet; dépenses du mois de septembre 1785; dépenses pour le régiment de Brie et dépenses extraordinaires. Prix de quelques voyages. Vie luxueuse des grands; habitudes d'élégance, folies et extravagances. Les comédiens hors la loi; liaison de Madame de Sauvigny avec la célèbre actrice Clairon. Relations de M. de Sauvigny avec des gens de lettres; Jean-Jacques Rousseau et Mme de Genlis. Vie de famille sous le régime de la féodalité. Les testaments des nobles. Le cercle de Thionville sous le rapport religieux.	249—262
--	---------

Pièces justificatives.

1386. — Vente d'une rente de huit maldres de seigle à Nicolas de Rychersberg par Wirie, seigneur de Berg.	265
1573. — Reprise de la seigneurie de Fontoy du duc de Lorraine par Antoinette de Castel-Saint-Nazaire.	266
1560. — Record de justice de Garsch dressé à la demande de Bernard de Schauenbourg.	269
1586. — Record de justice des seigneuries de La Grange et de Milbourg.	270
1589. — Déclaration des maire et échevins de La Grange sur la première danse et la criée de la fête publique à Garsch et Manom.	274

	Pages.
1706. — Pied-terrier de la seigneurie de La Grange d'après la déclaration du seigneur François-Brice Gomé des Hazards	275
1585. — Record de justice de Milbourg	279
1681. — Dénombrement de Milbourg-Illange	283
1625. — Pièces concernant la pêche dans la Moselle près de Thionville	290
1611. — Décret des archiducs Albert et Isabelle sur l'exercice de la justice et de la chasse dans la seigneurie de La Grange	296
État des revenus „de la terre et seigneurie de La Grange près Thionville consistante en un château très spacieux avec ses aisances et dépendances, avec un jardin potager d'environ trois journeaux de terrain“	299
1751. — Déclaration des gens de la justice de Garsch au sujet des rentes dues à Jean-Georges de La Grange des Iles, seigneur de Milbourg	299
1780. — État des rentes „dites le schaaf dues à Monsieur le comte de Foucquet, seigneur de La Grange, par les porteriens de Garsche et Kaiken pour l'année 1753“ ..	301
Recepte provenant de La Grange tant de labourage que d'autre chose pour l'an 1574, faite par Madame Anthoine de Castel Sainte Nazar, douairière des seigneurs de Meysebourg	305
1532. — Georges de Brandenbourg reprend en fief de Charles V la seigneurie et le château de Clervaux	320
1589. — Sentence préparatoire dans un procès au sujet de Schutbourg	322
Quittance concernant la succession de Christophe-Albert d'Argenteau	323

FIN DU TOME SECOND.

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date due

--	--	--



CE DC C611
•M898K6 1899 VCC2
000 KCFN, JEAN C HISTOIRE DES
ACC# 1071405

U D' / OF OTTAWA



COLL	ROW	MODULE	SHELF	BOX	POS	C
333	10	12	08	11	04	1